



Class

92

Book

F271

General Theological Seminary Library

CHELSEA SQUARE, NEW YORK

PRESENTED BY

Soc'y for Promoting Religion and Learning

CLAUDE FAUCHET

DU MÊME AUTEUR :

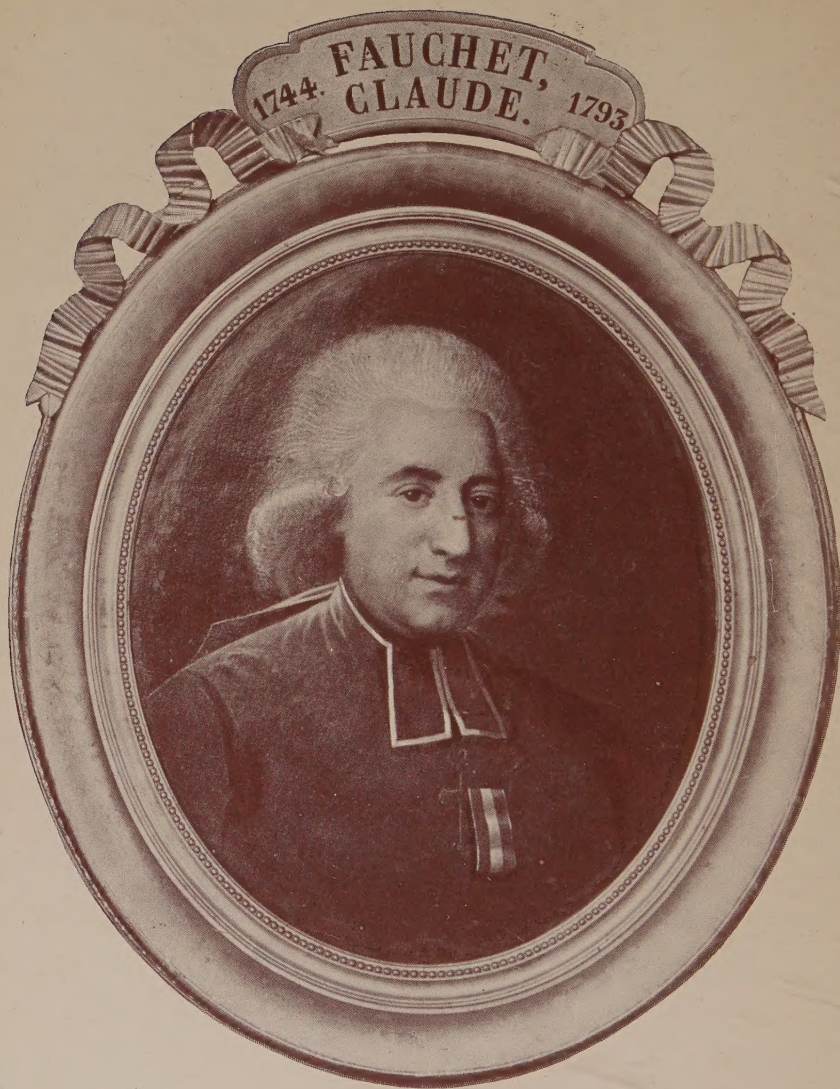
**Mémoires et Correspondance d'un prêtre nivernais
déporté en 1794.** avec une introduction, des notes et des notices
biographiques sur 61 prêtres nivernais déportés à Nantes et à
Brest pendant la Révolution. — In-8° de 250 pages. . . . 4 fr.

(Ouvrage orné d'un portrait de l'auteur des Mémoires et de la
Correspondance, et d'une carte de l'itinéraire suivi par les
61 prêtres déportés).

EN PRÉPARATION :

Épisodes de la Révolution dans le Nivernais.

Le Clergé nivernais pendant la Révolution.



J. CHARRIER
PRÊTRE DU DIOCÈSE DE NEVERS

Claude Fauchet

Évêque constitutionnel du Calvados

DÉPUTÉ A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE ET A LA CONVENTION

(1744-1793)

Ouvrage orné de 8 gravures hors texte

TOME PREMIER



PARIS
LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION, ÉDITEUR.
5, quai Malaquais.

1909

92
F271

91706

WARRIOR .GIFT .XBB
WARRIOR
WARRIOR W30

AVANT-PROPOS

Le rôle joué par l'abbé Fauchet pendant les premières années de la Révolution et sa fin tragique lui ont acquis une célébrité incontestée ; son nom appartient à l'Histoire. Plusieurs auteurs ont parlé de lui ; cependant, à part un court opuscule publié à Caen, en 1842¹, aucune étude biographique n'a été consacrée à cette figure, une des plus curieuses, sans nul doute, de la galerie révolutionnaire².

On est surpris, notamment, qu'à l'heure actuelle il ne se soit pas encore rencontré une plume nivernaise ou calvadossienne pour tâcher de la faire revivre. N'y a-t-il pas là une injustice, ou tout au moins un oubli immérité ? Nous l'avons pensé ; c'est ce qui nous a déterminé à entreprendre l'Étude qui va suivre. Nous l'avons jugée d'autant plus opportune que les principes politiques et sociaux de l'abbé Fauchet lui donnent un caractère d'actualité qu'on ne man-

¹ *Notes sur Claude Fauchet*, par G.-S. TRÉBUTIEN. — Caen, imprim. Hardel, 1842. In-8° de 52 pages.

² Le présent ouvrage était sous presse quand a paru une brochure intitulée : *Un enfant du Bourbonnais sous la Révolution (l'Abbé Claude Fauchet)*, par J. CORNILLON — Moulins, 1908. In-8° de 264 pages.

Nous n'avons pas à juger ce livre, — et aussi bien n'est-ce pas ici le lieu ; — nous nous bornerons à dire qu'il constitue beaucoup moins une biographie proprement dite qu'un essai de biographie du célèbre orateur et démocrate, et peut-être l'auteur n'a-t-il pas eu d'autre prétention que celle-là. Le principal reproche qu'on serait en droit de faire à ce dernier, est de s'être trop peu préoccupé de remonter aux sources. Il s'est contenté, la plupart du temps, d'analyser, non pas même tous, mais quelques-uns seulement des écrits de l'abbé Fauchet, et de résumer — assez longuement — ce que M. Sigismond Lacroix⁴ et M. Aulard ont dit de lui, le premier dans son ouvrage en plusieurs volumes : *Actes de la Commune de Paris*, et le second au tome II de son livre : *Les Orateurs de la Révolution (la Législative et la Convention)*. Il en est résulté un travail superficiel et dépourvu d'originalité.

quera pas de remarquer. Aussi bien, faire la Biographie de l'ancien évêque constitutionnel du Calvados, c'est, en quelque sorte, esquisser l'histoire même de la Révolution. Il y a peu d'événements, en effet, parmi ceux qui se sont déroulés pendant cette période fameuse, auxquels il n'ait été mêlé, ou comme acteur ou comme témoin. Lui-même s'en est vanté ; il écrivait, en 1793, quelques mois avant sa mort : « Je me trouve continuellement mêlé aux événements de la Révolution ; j'ai été acteur dans la plupart et témoin oculaire dans presque tous¹ ». Il disait vrai. Il est incontestable que l'abbé Fauchet a tenu un des premiers rôles dans le grand drame révolutionnaire ; il a laissé, dans l'histoire de cette époque, une trace, sinon profonde, du moins fort brillante, quoique ses actes soient loin d'être toujours recommandables. Comme on le voit, outre l'intérêt d'ordre particulier que présente cette Biographie, elle en possède un autre, d'ordre général, qui est d'apporter une contribution utile à l'histoire d'une époque mémorable entre toutes.

L'idée première nous en a été inspirée au cours de recherches récentes sur la Révolution dans le Nivernais. Ayant eu la bonne fortune de recueillir un certain nombre de documents, les uns inédits, les autres ignorés ou peu connus, concernant ce personnage demeuré jusqu'ici dans l'ombre, sinon totalement oublié, nous avons songé d'abord à les utiliser en en faisant la matière d'une brève notice. Mais l'intérêt qui ressortait pour nous de ce travail, à mesure que nous le poursuivions, nous décida bientôt à en étendre les proportions ; et, au lieu d'une simple esquisse, c'est une Biographie proprement dite que nous résolûmes de composer.

La tâche était ardue ; elle entraînait des recherches considérables : nous n'avons pas hésité à les entreprendre. Papiers de famille, dossiers d'archives, journaux et mémoires du temps, ouvrages plus récents, articles de revues, bref, tout ce qui pouvait servir à nous documenter, en nous fournissant quelques renseignements, a été, par nous, consulté et mis à profit ; ce qui nous a obligé, en particulier, à des stations longues et multipliées, soit à la Bibliothèque nationale, soit aux Archives nationales. Les écrits de celui dont nous nous propo-

¹ *Journal des Amis*, n° du 1^{er} janvier 1793, p. 6, en note.

sions de raconter la vie s'imposaient spécialement à notre attention : nous les avons étudiés avec le soin qu'ils méritaient. Est-ce à dire, toutefois, qu'aucune source d'information ne nous a échappé ? Nous n'aurons ni la naïveté de le croire, ni la présomption de le soutenir ; nous sommes même persuadé du contraire. C'est là un désagrément auquel l'historien doit, à l'avance, se résigner.

Historien, disons-nous. C'est, en effet, uniquement à faire œuvre d'historien que nous nous sommes appliqué en écrivant la vie du remuant personnage que fut l'abbé Fauchet. Nous n'avons voulu être ni son panégyriste, ni son détracteur ; par conséquent, on ne trouvera, dans l'ouvrage que nous publions, ni une apologie, ni un pamphlet. Nous avons fait effort, au contraire, pour nous effacer le plus possible, afin de laisser parler et agir ceux que nous mettons en scène. C'est le seul moyen, pensons-nous, d'atteindre à cette impartialité sereine qui est une des principales qualités de l'historien.

Une remarque, cependant, s'impose ici.

Nous devons nous abstenir de juger les hommes d'un autre temps avec les idées du nôtre ; autrement, nous nous exposons à manquer d'équité à leur égard ; il convient, pour le faire sagement, de se transporter à l'époque où ils vivaient et de les placer dans le cadre qui leur est propre, en tenant compte des circonstances au milieu desquelles ils se sont trouvés, ainsi que de la mentalité et des préjugés de leurs contemporains.

L'abbé Fauchet a donné dans le schisme constitutionnel ! Loin de nous la pensée de l'en excuser ; mais nous estimons qu'il a droit aux circonstances atténuantes, comme, d'ailleurs, la plupart des ecclésiastiques qui l'imitèrent, et cela en raison de l'éducation qu'ils avaient reçue. Une grande partie du clergé du XVIII^e siècle — il ne faut pas l'oublier — avait été élevée, non pas, comme le clergé actuel, dans les principes romains ou ultramontains, mais bien dans les principes gallicans : c'est ce qui aide à expliquer — sans toutefois le justifier — le schisme constitutionnel. Ce schisme ne serait pas possible aujourd'hui.

Cette raison n'est pas la seule ; il en existe une autre. La Constitution civile était la résultante de toute une situation. « La Constitution civile du clergé ne fut pas, comme on l'a dit à tort, une conception artificielle, sortie du cerveau de quelques jansénistes, éla-

borée dans d'obscurs conciliabules, et violemment imposée à la France indignée et frémissante, grâce à des manœuvres machiavéliques. Il me semble, tout au contraire, qu'elle a été la conséquence rigoureusement logique d'une situation qui était celle-ci : dignités ecclésiastiques conférées par le pouvoir royal, qui en dispose en faveur d'une caste ; bas clergé humilié et parfois réduit à la misère... Le pouvoir spirituel de la couronne est dépourvu du contre-poids nécessaire que lui avait donné le Concordat de 1516, et ne tient plus compte de l'autorité pontificale ; l'absolutisme a amené des abus qu'il n'est pas possible de contester ; ces abus appellent une réforme qui est devenue inévitable ; cette réforme, qu'on ne sait pas demander à Rome, c'est la Révolution qui l'apporte¹ ».

L'abbé Fauchet était un utopiste ! Les utopistes ont droit à l'indulgence, eu égard à leurs bonnes intentions et à leurs idées généreuses. Celles de l'abbé Fauchet ne sauraient être suspectées. Il est vrai — et lui-même en est un exemple — que les gens de cette espèce sont exposés à commettre bien des sottises.

Il aspirait à la Révolution ! Qui pourrait lui en faire un crime ? N'était-elle pas dans les vœux de tous ceux qui s'intéressaient alors à l'avenir du pays ? Avouons-le : elle était nécessaire, non pas, à la vérité, telle qu'elle fut réalisée, mais telle qu'elle eût pu et dû l'être. « La société ancienne souffrait de maux si profonds qu'on peut bien dire qu'il lui fallait une Révolution² ».

A bien prendre les choses, l'abbé Fauchet, s'il ne fut pas meilleur, ne fut pas pire que beaucoup de membres du clergé de son temps ; il eut de réelles qualités mêlées à des défauts peut-être encore plus réels. On peut dire que, chez lui, le bien et le mal se confondent : *sunt bona mixta malis*.

A tout le moins, l'abbé Fauchet, aura pour lui d'avoir appelé de tous ses vœux, — et de s'en être constitué l'apôtre ardent, passionné même, — la liberté, l'égalité et la fraternité des peuples, cette

¹ Chanoine Paul PISANI : *Répertoire biographique de l'Épiscopat constitutionnel*. — Paris, 1907, in-8°. — Introduction, p. 8.

² Abbé MATHIEU (aujourd'hui cardinal Mathieu) : *Histoire de l'Ancien Régime dans la province de Lorraine et Barrois*, préface.

trilogie sublime, empruntée à l'Évangile, que le monde moderne a prise pour devise et qu'il étale avec une orgueilleuse ostentation, mais qui, pour cet esprit avide d'idéal, devait être autre chose qu'une simple, et froide — et menteuse — devise.

Fougueux réformateur, par ses exagérations il versa parfois dans la démagogie ; mais il caressait l'espoir de résoudre par l'amour les plus graves problèmes sociaux. De fait, l'abbé Fauchet a devancé le mouvement que nous voyons se produire sous nos yeux, à l'heure actuelle, et qui se traduit par une magnifique efflorescence d'œuvres populaires dues à l'initiative des catholiques de France et inspirées par leur foi. Par suite, il peut être regardé comme un précurseur, le précurseur des démocrates chrétiens ou catholiques sociaux ; car, aussi bien, — et c'est là un point qu'il ne faut pas perdre de vue, — son idéal de réformes était inséparable de la religion ; il ne concevait pas que celles-là pussent s'opérer en dehors de celle-ci et sans elle. De cela encore il est juste de lui tenir compte, et, en considération de cela aussi, il mérite qu'il lui soit beaucoup pardonné.

Nous ne voulons pas clore cet Avant-propos sans nous acquitter d'une dette de reconnaissance.

Tout d'abord, nous regardons comme un devoir, à la fois de justice et d'honnêteté, de mentionner le concours, aussi précieux que dévoué, que nous avons rencontré dans un ecclésiastique de Bayeux, M. l'abbé Le Mâle. Il a eu la patience et l'extrême obligeance de fouiller à notre intention les archives, si riches en documents, du Calvados. Il l'a fait avec un zèle, une conscience, une sagacité et un désintéressement auxquels nous nous plaisons à rendre hommage, et dont nous lui sommes profondément reconnaissant. M. l'abbé Le Mâle est la providence des chercheurs ; il fut incontestablement la nôtre, dans la circonstance. Il mérite qu'on lui applique ce que Prosper Mérimée a dit de lui-même : que sa « curiosité était inépuisable ». Rares sont, croyons-nous, — si tant est qu'il en existe, — les documents, manuscrits ou imprimés, relatifs à l'ancien évêque constitutionnel du Calvados, renfermés dans les archives ou bibliothèques publiques de ce département, qui ont échappé à ses recherches. Il nous a si copieusement documenté que nous devrions le regarder comme un collaborateur. De fait, les chapitres de cette

Biographie consacrés au séjour de Fauchet dans le Calvados ont été composés à peu près en entier, grâce aux renseignements qu'il nous a fournis.

Nous offrons aussi nos remerciements à MM. A. Benet, ancien archiviste du Calvados, et Besnier, son successeur, pour la complaisance et l'empressement qu'ils ont apportés à faciliter, en vue de ce travail, les recherches de M. l'abbé Le Mâle. M. le chanoine Deslandes, membre érudit du Chapitre de Bayeux, qui lui a communiqué les pièces et les manuscrits de sa collection concernant Fauchet, y a droit également.

Nous n'aurons garde d'oublier MM. G. Gravier, avoué à Nevers, et Mathieu, domicilié à Paris, arrière-neveux de l'abbé Fauchet. L'un et l'autre ont mis gracieusement à notre disposition les papiers de famille — malheureusement trop peu nombreux — qu'ils possèdent, et que nous avons pu utiliser avec profit; nous leur en exprimons notre vive reconnaissance.

Nevers, 1^{er} Octobre 1908.

Ouvrages de l'Abbé Fauchet

Panégryque de saint Louis, roi de France. — Paris, DOREZ, 1774, in-8° de 74 pages.

Oraison funèbre de Philippe d'Orléans. — Paris, LOTTIN DE SAINT-GERMAIN, 1786, in-4° de 31 pages.

Oraison funèbre de Phéliepeaux d'Herbault, archevêque de Bourges. — Paris, J.-R. LOTTIN, 1788, in-4° de 47 pages.

Discours sur les mœurs rurales, prononcé le 10 août 1788 pour la fête de la Rosière, à Suresnes. — Paris, J.-R. LOTTIN, in-8° de 46 pages.

De la Religion nationale. — Paris, BAILLY, 1789, in-8° de 300 pages.

Discours sur la liberté française, prononcé le 5 août 1789. — Paris, LOTTIN, 1789, in-8° de 16 pages.

Deuxième discours sur la liberté française, prononcé le 31 août 1789. — Paris, LOTTIN, 1789, in-8° de 22 pages.

Troisième discours sur la liberté française, prononcé le dimanche 27 septembre 1789. — Paris, LOTTIN, 1789, in-8° de 30 pages.

Prophéties de M^{lle} de La Brousse, par l'abbé Fauchet. — Imprimerie de BONNEFOI, rue de la Sincérité, s. d. [1790], in-8° de 4 pages.

Motion faite à l'Assemblée des représentants de la commune de Paris, le 29 novembre 1789 (s. l. n. d.), in-8° de 8 pages.

Seconde motion faite à l'Assemblée, etc., sur les droits des représentants du peuple, le 25 novembre 1789, in-8° de 16 pages (s. l. ni nom d'imprimeur).

Troisième motion sur les droits des représentants du peuple dans

l'organisation et le régime des municipalités, faite à l'Assemblée, etc., le 2 décembre 1789 (s. l. n. d., ni nom d'imprimeur), in-8° de 8 pages.

Motion de M. l'abbé Fauchet sur l'étendue et l'organisation du département de Paris, faite le 15 décembre 1789. — Paris, 1790, in-8° de 15 pages.

Motion faite à l'Assemblée des représentants de la commune de Paris, le 4 février 1790, sur les rapports que le maire de Paris et le commandant de la garde nationale pouvaient avoir avec les communes et gardes nationales affiliées (s. l. n. d.), in-8° de 12 pages.

Motion faite à l'Assemblée, etc., sur les Billets de confession, le 12 mai 1790. — Paris, LOTTIN, in-8° de 8 pages.

Motion faite à l'Assemblée des représentants, etc., sur la reconnaissance due aux libérateurs de la patrie. — Imp. LOTTIN (s. l. n. d.), in-8° de 16 pages.

Oraison funèbre de Charles-Michel de l'Épée, fondateur de l'Institut des Sourds-Muets. — Paris, LOTTIN, in-8° de 50 pages.

Mémoire à Messieurs du Comité de constitution de l'Assemblée nationale, sur la question de savoir si les administrateurs provisoires de la municipalité doivent rendre leurs comptes aux représentants provisoires de la commune de Paris. (Signé : l'abbé Fauchet, président) [18 septembre 1790]. — Paris, imprim. LOTTIN aîné, 1790, in-4° de 4 pages.

Discours prononcé dans l'église des Quinze-Vingts, le 25 juin 1790, à l'occasion du service funèbre des citoyens morts au siège de la Bastille, suivi d'une motion faite à l'Assemblée générale de la commune de Paris, le soir de ce même jour. — Paris, GUILLAUME junior, in-8° de 9 pages.

Éloge civique de Benjamin Franklin, prononcé le 20 juillet 1790, dans l'église de la Rotonde, au nom de la commune de Paris. — Paris, LOTTIN, 1790, in-8° de 37 pages.

Tableaux des principaux événements de la Révolution française. Le texte des deux premières livraisons a été rédigé par l'abbé Fauchet. — Paris, BRIFFAUT DE LA CHAMPAIS (1791-1804), in-f°.

Sermon sur l'accord de la religion et de la liberté, prononcé dans la métropole de Paris, le 4 février 1791. — Paris, imprimerie du Cercle social (s. d.), in-8° de 30 pages.

Claude Fauchet à la Société des Amis de la Constitution réunis aux Jacobins à Paris, avec la réponse du président. — Paris, Imprim. nationale (s. d.) [1791], in-8° de 5 pages.

Lettre pastorale de l'Evêque du Calvados, suivie de sa Lettre de communion. — Bayeux, V^{ve} NICOLLE, imprimeur de M. l'evêque du Calvados [1791], in-8° de 23 pages.

Discours prononcé dans la plaine d'Ifs, près Caen, le 14 juillet 1791. — Caen, imprim. de CHALOPIN, et Paris, imprim. du Cercle social, in-8° de 7 pages.

Mandement de l'evêque du Calvados aux pasteurs et aux fidèles de la ville de Bayeux, du 20 juillet 1791. — Bayeux, V^{ve} NICOLLE, feuille *in-plano*.

Lettre de Claude Fauchet au garde des sceaux [25 août 1791]. — Caen, CHALOPIN, in-4° de 4 pages.

Pétition de Claude Fauchet à l'Assemblée nationale [29 août 1791]. — Caen, CHALOPIN (s. d.), in-8° de 5 pages.

Lettre de Claude Fauchet à l'un de ses amis. — Caen, le 5 septembre 1791, in-8° de 2 pages.

Discours prononcé à Caen le 27 septembre 1791 (Extrait des registres des délibérations de la Société des Amis de la Constitution de Caen). — A Caen, de l'imprim. de CHALOPIN, in-8° de 4 pages.

Adresse de la Société des Amis de la Constitution de Caen aux sociétés patriotiques du Calvados et à toutes les sociétés civiques de France, par Claude Fauchet. — Caen, imprim. CHALOPIN, in-8° de 2 pages.

Opinion de Claude Fauchet, député du Calvados, sur les prêtres non assermentés. Imprimé par ordre de l'Assemblée nationale. — Paris, Imprim. nat., 1791, in-8° de 13 pages.

Dénonciation contre M. Delessart, ministre, faite à l'Assemblée nationale le 3 septembre 1791. — Caen, CHALOPIN, in-8° de 7 pages.

Confirmation et développement de la dénonciation faite à l'Assemblée nationale contre M. Delessart, ministre. — Imprimerie du *Patriote Français*, 1792, in-8° de 32 pages.

Lettre à M. Petion, député à l'Assemblée nationale. — Caen, CHALOPIN, in-8° de 14 pages.

Rapport fait à l'Assemblée nationale sur la dénonciation contre

M. de Narbonne, ex-ministre de la guerre, faite le 2 avril 1792, au nom des comités militaire et de surveillance réunis. Imprimé par ordre de l'Assemblée. — Paris, Imprim. nat., in-8° de 15 pages.

Rapport fait à l'Assemblée nationale sur les griefs de la municipalité de Lyon contre le directoire du département de Rhône-et-Loire, le 17 avril 1792. — Imprim. nat., in-8° de 42 pages.

Claude Fauchet à trente Jacobins qui s'intitulent « la Société ». — Paris, 27 septembre 1792, Imprim. nat., in-8° de 6 pages.

Proclamation des commissaires de la Convention nationale (Claude Fauchet et Rovère) aux citoyens de la ville de Sens. — Sens, imprim. de V^o TARBÉ et fils, 1792, feuille *in-plano*.

Rapport des commissaires (Claude Fauchet et Rovère) envoyés dans le département de l'Yonne, fait dans la séance du 6 novembre 1792, par Claude Fauchet, imprimé par ordre de la Convention nationale. — Paris, Imprim. nat., in-8° de 11 pages.

Opinion de Claude Fauchet, député du Calvados, sur le jugement du ci-devant roi. Imprimé par ordre de la Convention nationale. — Paris, Imprim. nat., in-8° de 15 pages.

Suite de l'Opinion de Claude Fauchet sur le jugement du ci-devant roi. Imprimé par ordre de la Convention nationale. — Paris (s. d.), imprimerie de BOULARD, rue Neuve-Saint-Roch, in-8° de 13 pages.

Lettre pastorale de Claude Fauchet, évêque du Calvados, aux pasteurs et aux fidèles du diocèse contre le mariage des prêtres (28 novembre 1792). — Bayeux, imprim. de la V^o NICOLLE, in-8° de 16 pages.

Censure civique d'un acte arbitraire de la municipalité de Caen. — Paris, l'an 1^{er} de la République, imprim. DUBUC et J. GORSAS, feuille *in-plano*.

Lettre de Claude Fauchet aux citoyens d'Orbec. — Paris, le 2 janvier 1793 (sans nom d'imprimeur), in-4° de 2 pages.

Discours prononcé à la Convention nationale, le 20 avril 1793. — (S. l. ni nom d'imprimeur), in-8° de 16 pages.

Claude Fauchet au tribunal révolutionnaire et au public. — (s. l. n. d.) [1793], de l'imprim. de ROBLOT, rue de la Huchette, n° 24, in-4° de 5 pages.

La Bouche de Fer (année 1790). — Paris, de l'imprim. du Cercle

social, 5 vol. in-8° (journal hebdomadaire publié par l'abbé Fauchet et Nicolas Bonneville).

Bulletin de la Bouche de Fer. — Paris, de l'imprim. du Cercle social, 1790. Deux séries en 1 vol. in-8° (annexe du précédent).

Prospectus du « Journal des Deux Amis », ouvrage destiné à la propagation et à la défense des vrais principes de la liberté, par Claude Fauchet, évêque du Calvados, et Jean-François Gueroult. — de l'imprim. de J.-B. DUBUC et d'Ant.-Joseph GORSAS, rue Tiquetonne, n° 7 (l'an 1^{er} de la République), in-8° de 4 pages.

Journal des Amis, publié par Claude Fauchet, évêque du Calvados (4 janvier — 15 juin 1793) [Paris], de l'Imprimerie centrale des Affiches (s. d.). — 18 numéros en 2 vol. in-8°.

NOTA. — Les numéros du journal *la Bouche de Fer* et la plupart des autres pièces citées dans cet Index se trouvent à la Bibliothèque nationale et aux Archives nationales. (V. Cat., t. III, de la Bibliothèque, et ADXVIII 30 des Archives).

La Bibliothèque municipale de Nevers possède la collection complète du *Journal des Amis*.

CHAPITRE I^{er}

PREMIÈRES ANNÉES

Naissance de l'abbé Fauchet — Ses succès scolaires. — Sa vocation. — Il devient précepteur des enfants du marquis de Choiseul. — Est attaché, plus tard, à la maison du cardinal de Choiseul, archevêque de Besançon.

L'abbé Fauchet vint au monde à Dornes, petite ville du département de la Nièvre, le 22 septembre 1744. Il fut baptisé le même jour et reçut le prénom de Claude. Son père, Nicolas Fauchet, jouissait d'une assez belle aisance ; il possédait une fortune évaluée à cent mille livres ¹. Il eut de sa femme, Anne Légier, fille d'un médecin — on disait alors chirurgien — de Toury-sur-Abron, paroisse limitrophe, neuf enfants ; mais quatre moururent en bas âge ; il ne resta que deux garçons, Claude, le futur évêque constitutionnel, et Guillaume, qui remplit, pendant un certain nombre d'années, les fonctions de juge au tribunal civil de Nevers, et trois filles, lesquelles contractèrent d'honorables alliances. D'une de ces alliances naquit un fils qui, comme nous

¹ Au dire d'un contemporain, le revenu des parents de l'abbé Fauchet s'élevait à 3.000 livres. Ce chiffre est un peu au-dessous de la réalité. Dans une lettre écrite à Bernardin de Saint-Pierre, avec lequel il était très lié, l'abbé Fauchet dit qu'il avait 900 livres de rente de patrimoine (Cf. *Diction. des Partem.*, art. *Fauchet*). A cette époque, son père et sa mère n'étaient plus ; il restait avec un frère et deux sœurs, ce qui formait, pour quatre, un revenu de 3.600 livres, lequel représente approximativement le capital ci-dessus énoncé.

le verrons dans la suite, devint vicaire épiscopal de son oncle.

Vers l'âge de dix ans, Claude fut envoyé au collège de Moulins-en-Bourbonnais, tenu alors par les Pères Jésuites ; il y remporta de brillants succès. Le désir de ses maîtres eût été de voir un sujet aussi bien doué entrer dans la Compagnie ; quant à lui, il n'y répugnait point ; ce fut son père qui s'y opposa. Il destinait cependant son fils à l'état ecclésiastique, vers lequel le jeune homme s'était senti attiré dès sa plus tendre enfance ; mais il préférait pour celui-ci le clergé séculier.

Le 19 octobre 1759, le collégien recevait la tonsure des mains de M^{gr} Tinseau, évêque de Nevers ; il n'avait que quinze ans. L'année suivante, ses études secondaires étant terminées, il revint à Dornes et y resta momentanément, en attendant d'être pourvu d'un bénéfice qui l'aidât à subvenir aux frais de ses études cléricales.

C'est dans le courant de cette même année. — il avait seize ans, le même âge que Bossuet — que l'abbé Fauchet prêcha son premier sermon. Voici à quelle occasion et dans quelles circonstances :

Ami passionné des livres, et d'ailleurs avide de s'instruire, le jeune clerc mit un jour la main sur un volume de sermons. L'idée lui vint alors de s'essayer à en composer lui-même. Le premier qui sortit de sa plume se rapportait, dit-on, à la Sainte Vierge. Il le communiqua à un curé du voisinage, et celui-ci résolut de le lui faire prêcher dans son église ; il en demanda préalablement l'autorisation à M^{gr} Tinseau. Avant de l'accorder, le prélat voulut voir et le sermon et le prédicateur. Satisfait de l'un et de l'autre il donna son consentement ¹.

¹ *Mémoires manuscrits* de Bisson, 3^e évêque constitutionnel du Calvados, conservés à la bibliothèque municipale de Bayeux. Plusieurs des renseignements contenus dans ce chapitre proviennent de ce précieux manuscrit. Nous aurons encore l'occasion de lui faire d'autres emprunts.

L'abbé Bisson fut élu évêque constitutionnel en 1799. Il est mort à Bayeux, où il vivait dans la retraite, le 28 février 1820.

Au rapport d'un annaliste nivernais qui, à l'époque où il écrivait, était à même d'être bien renseigné, ayant l'avantage d'avoir pour collègue au tribunal civil de Nevers, en qualité de juge suppléant, le frère de l'abbé Fauchet, c'est à Decize que le sermon dont nous parlons fut prêché¹. Le fait est attesté, d'autre part, par les échevins decizois, en fonctions à cette époque, lesquels, émerveillés d'un événement si peu ordinaire, crurent devoir le consigner dans un des procès-verbaux de leurs délibérations². Leur témoignage ne laisse donc subsister aucun doute. Comme on le voit, les talents de l'abbé Fauchet pour la chaire se révélèrent de bonne heure.

Son père l'envoya ensuite au séminaire de Bourges, dont les élèves suivaient les cours de l'université établie en cette ville : il prit là tous ses grades, y compris celui de docteur. C'est pendant qu'il poursuivait ses études théologiques dans la capitale du Berry qu'il eut la douleur de perdre son père et sa mère. A partir de ce moment, il ne revint que très rarement au pays natal. Rien ne faisait présager dans cet étudiant ecclésiastique l'un des futurs coryphées de la tragédie sanglante qui marqua, en France, la fin du dix-huitième siècle. C'était alors un jeune homme affable envers tout le monde, de mœurs paisibles, remarquable par la douceur de ses traits et sa taille élancée, et, de plus, sincèrement pieux.

Le séminariste-clerc reçut les ordres mineurs le 22 septembre 1764 ; ils lui furent conférés, de même que la tonsure, par M^{gr} Tinseau ; l'abbé Fauchet avait alors vingt ans.

Vers cette époque, le cardinal de Choiseul-Baupré, archevêque de Besançon, étant en quête d'un précepteur pour un de ses neveux, fils du marquis de Choiseul-La-Baume, frère de l'ancien ministre de Louis XV, M^{gr} Tinseau lui recommanda et lui fit agréer son diocésain. Le précepteur accompagna à Paris son élève, lequel suivait les leçons données au collège d'Harcourt. L'enfant étant venu à mourir,

¹ GILLET, *Annuaire nivernais* de l'an X (1802), p. 131.

² *Annales de la ville de Decize*, par M. TRESVAUX DE BERTAUX, ancien maire de la ville de Decize, sans date. Moulins, imprimerie Enaut.

l'abbé Fauchet retourna à Besançon, chez son protecteur qui l'attacha à sa maison et lui confia le soin de la bibliothèque de l'archevêché. Il y resta jusqu'à l'époque de son ordination sacerdotale. Il passa ce temps à étudier et à orner son esprit de connaissances variées.

En certaines circonstances, pour célébrer quelque événement, le jeune lévite faisait appel à la muse de la poésie, et alors une pièce de vers, d'inspiration plus ou moins heureuse, sortait de sa plume. Afin de donner au lecteur une idée de son talent en ce genre de littérature, nous citerons quelques extraits d'une pièce composée par lui à l'occasion de la guérison de l'archevêque de Besançon, qu'une grave maladie avait conduit aux portes du tombeau :

La voix de notre amour a pénétré les cieux ;
 L'arbitre de la vie a retiré sa foudre :
 Un jour serein luit à nos yeux ;
 Nos fronts ne sont plus dans la poudre.
 Vous vivez, ô Choiseul. Nos esprits ranimés
 De la sombre terreur cessent d'être victimes :
 La mort a fermé ses abîmes,
 Et l'Eternel, propice à nos vœux enflammés,
 A rallumé pour vous le flambeau de la vie ;
 Sur votre existence chérie
 Son soleil va longtemps répandre ses rayons.

 Quel sentiment doux et paisible
 Le plaisir de vous voir aimé si tendrement
 Fait naître en votre âme sensible,
 Prélat chéri ! Quel pur contentement
 Vous inspire cette allégresse
 Que votre guérison fait partout éclater,
 Après cette sombre tristesse
 Qu'avaient su vos douleurs en tous lieux exciter !
 De la Saône et du Doubs les aimables rives
 N'ont pas seuls répété des peuples attendris
 Ou les accents plaintifs ou les joyeux langages ;
 D'aussi sensibles bords leur disputent le prix :
 La Meurthe a reçu dans son onde

Les pleurs de ses tendres bergers.
 Les échos ont porté jusqu'au Maître du monde
 Les cris de leur douleur profonde
 Pendant qu'ont duré les dangers.

.....
 Dans les champs nivernais, au sein de ma patrie,
 La Loire mugissante, apprenant vos douleurs,
 A suspendu ses flots, et sa rive flétrie
 A vu dans cet instant faner toutes ses fleurs.

.....
 O pasteur précieux, puisse votre séjour
 Près d'un peuple qui vous adore
 Se prolonger au gré de ses ardents désirs,
 Et faire, au moins durant trente printemps encore;
 Son bonheur et tous ses plaisirs ! ¹

La pièce dénote beaucoup plus de bonne volonté que de talent ; on aurait tort cependant d'en faire un grief au jeune clerc. Quel est, en effet, l'étudiant à qui il n'est pas arrivé, un jour ou l'autre, de vouloir rimer malgré Minerve, heureux encore quand il ne s'est pas cru un Racine, un Lamartine ou un Victor Hugo ?

C'est durant son séjour chez le cardinal de Choiseul que les ordres du sous-diaconat, du diaconat et de la prêtrise furent conférés à l'abbé Fauchet. Il reçut les deux premiers en l'année 1766, à trois mois d'intervalle ², dans la chapelle du grand séminaire de Besançon, des mains de M^{sr} Claude-Ignace de Franchet de Rhan ³, évêque *in partibus* de Rhosy, en Syrie, auxiliaire de l'archevêque de Besançon. Le dernier lui fut conféré trois ans plus tard, le 20 mai 1769, samedi des quatre-temps de la Pentecôte ⁴.

Le 4 juin, troisième dimanche après la Pentecôte, c'est-

¹ Pièce inédite (Papiers de famille).

² 20 septembre et 20 décembre.

³ M^{sr} de Franchet était originaire de Besançon et y résidait.

⁴ Lettres d'ordination ; originaux (Papiers de famille).

à-dire quinze jours après, le nouveau prêtre montait dans la chaire de l'église Saint-Jean-Baptiste de Besançon, pour y prêcher la parole de Dieu. C'est par lui que nous sommes informés de ce détail ; il l'a consigné, ainsi que la date, sur le cahier contenant le manuscrit de son sermon. *Les dangers des derniers temps*, tel fut le sujet de celui-ci. On y remarque déjà l'homme qui vise à l'actualité ; il estimait sans doute que c'était le meilleur moyen de donner à ses prédications l'intérêt et la vie ¹. L'église Saint-Jean-Baptiste était l'église cathédrale.

Du sermon dont on vient de parler, nous croyons devoir citer cette invocation au Saint Esprit ; on y sent transpirer quelque chose de l'âme du jeune prédicateur :

« Souverain Esprit, dispensateur des talents, arbitre de la destinée des hommes, c'est avec une joie mêlée de frayeur que je commence aujourd'hui à consacrer ma faible voix à la défense de la religion et à l'instruction des fidèles ; inspirez-moi une étincelle de ce feu sacré qui enflamma, dans tous les siècles, les orateurs apostoliques ; communiquez à mon esprit quelque trait de lumière ; échauffez mon âme et daignez répandre Vos bénédictions efficaces sur un ministère qui n'a pour but que Votre gloire parmi les hommes et l'utilité de Votre Eglise ».

Le nouveau prêtre s'émeut et s'attriste à la pensée qu'il va s'éloigner, pour toujours peut-être, des lieux où s'est écoulée sa jeunesse cléricale, et cessera désormais de prendre part aux offices où sa piété a eu tant d'occasions de s'édifier. Ce sont comme des adieux qu'il adresse aux fidèles. Voici en quels termes touchants il s'exprime :

« Bientôt, mes frères, je n'aurai plus l'avantage de me

¹ Ce sermon n'a pas été imprimé ; il est actuellement, ainsi qu'un certain nombre d'autres sermons manuscrits de l'abbé Fauchet, la propriété d'un des descendants de la famille, M. Mathieu, domicilié à Paris.

trouver à vos assemblées saintes et de m'édifier avec vous ; mais combien de fois, dans un éloignement dont l'idée me trouble et m'afflige, mon âme viendra-t-elle errer autour de ces lambris sacrés et mêler ses adorations à vos prières ! Souvent prosterné en esprit auprès de cet autel, où j'offris, pour la première fois, le sacrifice solennel au Très-Haut, je supplierai le Souverain Prêtre de ranimer et d'augmenter en moi la grâce et la sainteté du sacerdoce ».

Ce premier début fut heureux, s'il faut l'en croire lui-même. Il note, en effet, que le P. Césaire, célèbre prédicateur du roi, assista à son sermon et qu'il daigna l'encourager par des applaudissements.

Nous parlons de début ; le terme n'est pas tout à fait exact. En dehors du sermon prêché à Decize, dans les années qui précédèrent son élévation au sacerdoce, alors qu'il n'était encore que diacre, l'abbé Fauchet s'était déjà exercé à la prédication.

Ainsi, sur la couverture d'un sermon ayant pour titre : *L'appareil et les effets du Jugement dernier*, nous relevons cette note écrite de sa main : « Composé en divers voyages à Gy¹, à Péronne et à Nancy, l'an 1766 ».

Autre sermon, *Sur les préliminaires du Jugement dernier*, « prononcé à Besançon, l'an 1768 ».

Troisième sermon, *Sur la certitude du Jugement dernier*, « prêché en l'église des Carmes déchaussés (de Besançon), le 26 février 1770, en présence de M. de Rhan, évêque de Rhosy ; du P. Ballier, ancien général de l'Ordre, et du P. Farinet, provincial ». Il note encore qu'il avait composé ce sermon en 1767, à Besançon.

L'abbé Fauchet aura l'occasion de se faire entendre, en d'autres circonstances, dans la même ville. Il est au moins certain qu'il fut appelé, une fois, à prononcer le discours d'usage pour la cérémonie annuelle destinée à commémorer

¹ Chef-lieu de canton de la Haute-Saône, arrondissement de Gray, diocèse de Besançon.

la belle défense de Besançon contre les huguenots, au xvi^e siècle.

Moins de deux mois après son ordination de prêtrise, le 27 août 1770, il prêche en l'église Saint-Roch, à Paris, et le mois suivant, 27 novembre, à Pesme ¹.

Devenu prêtre, l'abbé Fauchet fut appelé à reprendre, dans la capitale, ses fonctions de précepteur auprès d'un autre fils du marquis de Choiseul. Là, tout en faisant l'éducation de son élève, il étudiait lui-même. Il profita également de son séjour à Paris pour se créer des relations. Il sut s'attirer, en particulier, la protection de la famille de Noailles ².

L'éducation de son élève terminée, le jeune prêtre se trouva libre encore une fois. Que fera-t-il désormais ? Rentrera-t-il dans son diocèse d'origine ? Il l'avait quitté depuis trop longtemps et l'avait, du reste, trop peu habité pour éprouver le désir de s'y fixer. Retournera-t-il à Besançon ? Pas davantage. Il était maintenant attaché à Paris par trop de liens pour se résoudre à s'ensevelir dans une ville de province, quelle qu'elle fût.

Aussi bien, personne n'ignore que, pour un grand nombre de membres tant du clergé que de la noblesse d'alors, le séjour de Paris était l'objet de tous les rêves. Quand, en outre, comme l'abbé Fauchet, on se sent du talent ; quand surtout, ce qui n'est pas moins précieux, dans un temps où la faveur joue un si grand rôle, on est en droit de compter sur de hauts et puissants protecteurs, — et tel était encore le cas du jeune

¹ Chef-lieu de canton de la Haute-Saône, arrondissement de Gray.

² La famille de Noailles habitait sur la paroisse Saint-Roch. L'hôtel de Noailles était situé presque en face de l'église Saint-Roch, au n^o 235 de la rue Saint-Honoré. La rue d'Alger a été ouverte sur ce vaste hôtel et sur ses jardins qui s'étendaient jusqu'au jardin des Tuileries.

Le comte de Noailles, duc d'Ayen, avait épousé une petite-fille du chancelier d'Aguesseau, née elle-même d'Aguesseau. C'était une femme d'une vertu austère et d'une piété un peu janséniste ; elle assistait tous les jours à la messe aux Jacobins ou à Saint-Roch. Elle eut cinq filles qu'elle éleva dans la crainte de Dieu.

(V. *Anne-Paule-Dominique de Noailles, marquise de Montagu* (1766-1839), in-12. Paris, 1865.

ecclésiastique, — l'hésitation était-elle possible ? En conséquence, l'ancien précepteur n'eut rien plus à cœur que de se faire agréger au clergé de Paris.

Au dix-huitième siècle, un curé de Paris pouvait admettre, en qualité d'auxiliaire, tel ou tel ecclésiastique venu dans la capitale de la France pour y exercer le ministère, à la condition que cet ecclésiastique en eût reçu la permission de l'autorité diocésaine. Il en résultait que beaucoup de jeunes prêtres, peu disposés à rester au fond de leurs provinces, et désireux de se produire sur un plus vaste théâtre, se faisaient attacher au service d'une des églises de la capitale.

Mais ce privilège n'était pas accordé à tout le monde indistinctement : l'autorité diocésaine se montrait assez sévère sur ce point, les demandes étant très nombreuses et les sujets pas toujours recommandables. Cependant, grâce à M. de Radonvilliers¹, son parent, sous-précepteur des Enfants de France et membre de l'Académie française ; grâce aussi à la famille de Noailles, l'abbé Fauchet put être admis à entrer dans la communauté des prêtres attachés à la paroisse Saint-Roch.

Le clergé des paroisses de Paris, à la fin de l'ancien régime, était fort nombreux ; c'était, dit un contemporain, « un régiment en surplus ». En 1770, le clergé de la paroisse Saint-Roch, à la vérité une des plus riches de Paris, se composait de cinquante-cinq prêtres, alors qu'aujourd'hui

¹ Radonvilliers (Claude-François-Lysarde de), était né à Decize, le 6 novembre 1710. Il fit ses études au collège Louis-le-Grand, sous le P. Porée, jésuite, qui, témoin de son application et de ses progrès, conçut pour lui la plus tendre amitié. La reconnaissance qu'il devait aux Jésuites et son goût pour les lettres le déterminèrent à prendre l'habit de saint Ignace, et, après avoir subi les épreuves du noviciat, il professa les humanités et la rhétorique dans différents collèges. Pendant qu'il était à Bourges, il eut occasion de voir l'ancien ministre Maurepas, qui y était exilé ; il gagna son estime et lui fut redevable de son avancement. C'est sur ses conseils que Radonvilliers quitta les Jésuites, sans cesser de leur être attaché, pour suivre à Rome, comme secrétaire d'ambassade, le cardinal de La Rochefoucault, archevêque de Bourges. En 1755, il fut attaché, sous les ordres de ce prélat, à la feuille des bénéfices. Après la mort de son illustre protecteur, l'abbé de Radonvilliers fut nommé, en 1757, sous-précepteur des Enfants de France. Il remplaça Marivaux

la même paroisse est desservie par dix prêtres : un curé et neuf vicaires ¹.

Le curé de Saint-Roch, l'abbé Claude-Marie Marduel, a accompagné la déclaration qu'il fit aux administrateurs de son district, le 23 février 1790, des biens et revenus de la cure de Saint-Roch, d'une notice historique qui donne des détails intéressants sur ce qu'étaient ces communautés paroissiales ; nous ne pouvons mieux faire que de la reproduire :

« La communauté de Saint-Roch, y est-il dit, a été établie pour réunir les ecclésiastiques qui desservent librement la paroisse et les mettre plus à la portée de remplir les fonctions du saint ministère ou de s'y former. Ils ne font point corps ; ils vivent seulement en communauté avec M. le Curé, supérieur et administrateur de la communauté. Le bâtiment qu'ils habitent contient soixante-un logements, y compris ceux pratiqués sous les combles ² ».

On peut se demander comment une paroisse pouvait suffire à entretenir un personnel ecclésiastique aussi nombreux. Ce personnel n'était pas entièrement à sa charge ; les membres qui le composaient étaient, pour la plupart, pourvus de bénéfices, canonicats, prieurés, ou abbayes en commandes, et les revenus qu'ils en retiraient leur permettaient de payer, à la communauté paroissiale dont ils faisaient partie, une pension, fixée d'ailleurs à un prix modique. Presque tous les fils de famille qui, en attendant les honneurs de la prélature, se mettaient sous la direction d'un curé de Paris, se trouvaient dans ce cas. C'était également celui de l'abbé Fauchet, comme nous le verrons bientôt.

à l'Académie française (1763). Louis XVI récompensa ses services en le nommant conseiller d'Etat (1774). L'abbé de Radonvilliers se fit estimer pour ses vertus et son humanité ; dans les pays où il avait des revenus ecclésiastiques, il en affectait les trois quarts au soulagement des indigents. Il mourut à Paris, le 20 avril 1789, dans sa quatre-vingt-unième année.

Ses œuvres diverses ont été recueillies et publiées par NOEL, à Paris, 1803 (3 volumes in-8°).

¹ Abbé DELARC, *l'Eglise de Paris pendant la Révolution*, tome I^{er}, page 24.

² Reproduit par DELARC, *opus. cit.*, t. I^{er}, p. 256, en note.

CHAPITRE II

SES PRÉDICTIONS A PARIS ET A LA COUR

Séjour de l'abbé Fauchet à Saint-Roch. — Il se livre à la prédication. — Ses succès oratoires. — Le roi lui confère plusieurs bénéfices. — Il est nommé vicaire général de Bourges.

A Saint-Roch, l'abbé Fauchet se livra tout entier au ministère de la prédication. Le panégyrique de saint Augustin, prêché devant l'assemblée du clergé de France, commença à le mettre en relief. Ce panégyrique n'a point été imprimé ; le manuscrit comprend quarante pages in-4°, d'une écriture fine et serrée. L'auteur y développe ces deux points qui forment la division : Quelles ont été, dans saint Augustin, d'une part, *les opérations de la nature*, et, de l'autre, *les opérations de la grâce*? Ce sermon est bien composé, mais il n'offre rien de remarquable. Sur l'éloge qu'on lui fit du jeune prédicateur, le roi lui accorda une pension de douze cents livres. Ce ne sera pas la seule.

Au mois d'août 1774 (Fauchet avait à peine trente ans), à l'occasion de la fête de saint Louis, il est invité à prêcher, dans la chapelle du Louvre, le panégyrique traditionnel de ce modèle des rois ¹. L'Académie française assistait en corps

¹ *Panégyrique de saint Louis, roi de France, prononcé dans la chapelle du Louvre*, le 25 août 1774. Paris, DOREZ, 1774, in-8° de 74 pages. — *Bibl. nat.*, Lb, 18/136.

à la cérémonie. La belle diction de l'orateur, l'élégance et la pureté de son style, le talent avec lequel il sut rajeunir un sujet souvent traité, lui conquirent tous les suffrages. Son panégyrique fut imprimé, et le *Journal des Beaux-Arts et des Sciences* en fit le plus pompeux éloge. L'article se termine ainsi : « On voit, par les morceaux que nous avons cités, ce qu'on a lieu d'attendre d'un jeune orateur dont le coup d'essai a mérité de son auditoire des applaudissements que les prédicateurs les plus consommés obtiennent rarement. Nous aurions voulu pouvoir rapporter le tableau touchant de la mort de saint Louis et la péroration pathétique de ce Discours. Nous n'en citerons que ce morceau, concernant les avantages du christianisme sur la religion naturelle : « Celle-ci, a-t-il dit, pourra rendre l'homme bon et » juste jusqu'à ces limites étroites que comporte la faiblesse » de l'humanité ; mais cet assemblage de grandeur et de » sagesse, de douceur et de force, de bienfaisance et » d'héroïsme la surpasse. La nature n'est pas plus forte que » la nature et, quand un homme la surmonte, il paraît plus » grand qu'elle ; c'est nécessairement Dieu qui l'élève et » l'expose en témoignage à l'Univers ». L'auteur de l'article continue :

« Nous n'avons fait aucune critique de cet ouvrage ; nous aurions pu faire remarquer des endroits faibles, quelques défauts de précision ; mais nous pensons, comme les auditeurs ont pensé, que c'est à l'ensemble philosophique, aux vues nouvelles, et non aux détails oratoires de cet ouvrage qu'on doit s'arrêter ¹ ».

L'abbé Fauchet prit pour texte de son panégyrique ces paroles du prophète Daniel : *Tibi, Deus patrum nostrorum, confiteor teque laudo, quia sapientiam et fortitudinem dedisti mihi* : « Dieu de nos pères, je vous rends hommage et je vous bénis, parce que vous m'avez donné la sagesse et

¹ Numéro de novembre 1774, page 283.

la force ». L'orateur se proposant de montrer, dans saint Louis, le sage et le héros, ce texte convenait parfaitement à son sujet.

Seule, la religion chrétienne, d'après lui, est capable de produire des hommes qui soient à la fois des sages et des héros. « La sagesse et l'héroïsme réunis dans une seule personne, tel est, dit-il, le miracle accompli par la religion chrétienne ». ... « Par la seule exposition des faits, il sera prouvé que saint Louis, considéré uniquement comme sage, est un témoin authentique de la vérité de l'Évangile : l'assemblage des qualités glorieuses qui l'ont élevé au plus haut degré d'héroïsme ne fera qu'ajouter une force nouvelle à cette première preuve ». Il aborde ensuite son sujet, en déclarant qu'il va « parler d'un sage devant les amis de la sagesse ¹ ».

La première partie s'ouvre par un tableau saisissant, aux couleurs fortement accentuées, de l'état de la France et de l'Europe au moment de l'avènement au trône du jeune Louis IX.

La paix rendue à la France, des institutions données à un peuple qui n'en voulait point, voilà en quoi éclate la sagesse de saint Louis.

Après avoir dit que c'est à l'Évangile que ce monarque emprunta les bases du gouvernement admirable dont il dota la France, il ajoute, faisant allusion à ses rapports avec le chef de l'Église et à la Pragmatique sanction qui lui est attribuée :

« C'est encore dans l'Évangile que ce sage apprit à discerner la vraie constitution de l'Église chrétienne et reconnut jusqu'où s'étendait l'autorité de son saint ministère. Il maintint l'Église de France dans une liberté, non d'indépendance, mais de sagesse, qui prévient les abus. Il dressa la Pragmatique célèbre qui n'est que l'interprétation de cette parole de

¹ Page 5

Jésus-Christ à ses apôtres : « Votre domination ne ressemblera pas à celle des rois de la terre ». Soumis au Souverain Pontife, quand il agit en pasteur, il lui résista dès qu'il le vit agir en maître¹ ». Le gallicanisme de l'abbé Fauchet se manifeste clairement dans ces paroles.

A la fin de la première partie, il cite la réponse que le pieux roi fit un jour dans une assemblée d'évêques qui se tenait à Auxerre : « Punissez, par la prise des biens, lui disait-on, ceux que l'Église excommunie. — S'ils ont fait tort au prochain, je les punirai selon leurs délits ; s'ils n'ont fait tort qu'à leur âme, c'est à vous, pasteurs, de les punir selon leurs fautes, par la privation des choses saintes ».

La seconde partie est employée à exalter, dans saint Louis, le héros, mais le héros chrétien. « On a célébré, dit l'orateur, les héros de l'antiquité ; des préjugés aveugles prodiguent l'admiration aux ennemis du genre humain : C'est sur un fleuve de sang que ces héros fameux sont portés au temple de la gloire ; c'est sur les cyprès funèbres dont ils ont jonché la terre qu'on va cueillir leur couronne d'immortalité. Si j'avais à célébrer de tels triomphateurs, chaire sainte, sacrés autels, auguste asile de la paix, je fuirais loin de vous... O humanité, ô religion inconsolables ! Pourquoi faut-il que, parmi des frères, il y ait un héroïsme guerrier ? Pourquoi des guerres et des triomphes ? O hommes, ignorerez-vous donc toujours la paix, et ne viendra-t-il pas un temps où vous arracherez les palmes dont vous ornez la victoire pour n'en décorer que la bienfaisance ? » C'est pour la justice seule que combat saint Louis².

Jusqu'alors, les panégyristes du pieux roi n'avaient pas osé faire l'apologie des Croisades ; ils partageaient, sur ces expéditions célèbres, l'opinion de leurs contemporains, d'après laquelle il n'était pas possible de les justifier ; et, pour se tirer d'embarras, ils croyaient faire preuve d'habileté

¹ P. 28.

² P. 40.

en les passant sous silence. L'abbé Fauchet rompt hardiment avec les idées reçues de son temps ; il porte sur les Croisades un jugement qui a été ratifié depuis par l'histoire. Nous nous ferions un reproche de ne pas citer le passage :

« Disons-le hautement, malgré la prévention, aujourd'hui si commune, qui a succédé à l'aveugle admiration de nos aïeux, les Croisades étaient, en elles-mêmes, des guerres justes et utiles. On les blâme, avec raison, pour les abus affreux qui les accompagnaient... C'est dans leur objet que ces guerres étaient équitables ; c'est dans les avantages qui en résultèrent pour toute l'Europe qu'elles furent utiles, et la gloire propre de saint Louis est de n'avoir rien négligé pour éviter les abus ».

Et, tout d'abord, quel était le but des croisades ? Le panégyriste le trace avec une précision remarquable et une grande largeur de vues :

« Quel était, dit-il, le véritable but des expéditions contre les Sarrasins ? La délivrance de la Terre-Sainte était le motif apparent ; il faut convenir qu'il eût été insuffisant pour rendre ces guerres légitimes. Mais ce n'était pas seulement la terre qu'il fallait délivrer, c'étaient les habitants qui gémissaient sous la plus cruelle oppression ; c'étaient tous les chrétiens menacés de voir l'Europe entière devenir la proie des barbares. Quand les Huns, les Alains, les Goths, les Vandales vinrent fondre sur nos contrées, eût-on blâmé une ligue des Européens pour repousser dans le nord ces peuples destructeurs ?... Or, les Sarrasins étaient encore plus redoutables... Ils enveloppaient l'Europe de toutes parts : maîtres des côtes d'Afrique et des possessions espagnoles jusqu'aux Pyrénées, ils avaient enlevé l'Egypte et la Syrie à l'empereur des Grecs ; ils avaient réduit son empire à la seule ville de Constantinople ; établis dans la Corse, la Sardaigne, une partie de la Sicile, ils menaçaient Rome et l'Italie. Que devenait la France et toute la catholicité ? Ce fut donc un trait de prudence consommée

dans les Souverains Pontifes d'engager les princes à s'unir pour la cause commune, et de profiter de la dévotion antique qu'on avait envers les saints monuments de la Rédemption, pour exciter les chrétiens à secourir ceux qui étaient opprimés et à prévenir de plus grands ravages. — On arborait la Croix pour aller immoler des hommes ! — Heureuse la république chrétienne si elle n'eût jamais connu que ces guerres vraiment saintes dans leur objet ! ¹ »

Quant aux résultats de ces pieuses expéditions, compris alors par un bien petit nombre, ils sont mis par l'orateur en pleine lumière :

« On demande à quoi aboutit cette grande entreprise et ce qu'ont jamais produit d'heureux toutes ces expéditions d'outre-mer. Etrange prévention ! N'est-ce donc rien que le salut de l'Europe ? N'est-ce rien d'avoir arrêté dans sa fureur ce torrent de barbares qui ravageaient le continent ? » Ce fut là un premier résultat ; en voici un autre non moins remarquable et non moins précieux : « De combien de scélérats ne fut pas purgée l'Europe, et quel avantage d'avoir tourné contre de véritables ennemis la fureur guerrière des seigneurs de ce temps, laquelle, plutôt que de rester inactive, se portait contre des citoyens ! Pouvait-on rendre un plus important service aux cultivateurs, aux bons et utiles sujets du royaume, que d'éloigner d'eux des tyrans qui les accablaient ? Des aliénations, devenues indispensables, anéantirent les droits des fiefs, qui étaient les fléaux de la liberté ² ».

Dans la péroraison, l'abbé Fauchet implore l'assistance du saint roi en faveur de la France et du monarque qui perpétue sa descendance.

« Tendre protecteur de votre ancienne patrie, veillez, du haut des cieux, sur sa félicité... Retraced dans d'autres vous-

¹ P. 48.

² P. 52.

même les merveilles de vos perfections. Puisse le monarque chéri qui, dès le prélude de son règne, a répandu l'espérance et la joie dans tout le royaume, consommer notre bonheur ! Puisse-t-il dédaigner toujours le luxe et la mollesse, les séductions des flatteurs qui ont affaibli de grandes âmes, et les conseils des esprits durs qui réussissent à rendre odieux le gouvernement des princes ! Que la religion continue de l'animer !... Que Louis XVI et Marie-Antoinette d'Autriche renouvellent, par leurs bienfaits, le règne de Louis IX et de Marguerite de Provence ! O saint Louis, père des rois et des peuples français, exaucez nos vœux ! Que ces époux adorés marchent constamment sur vos traces : qu'ils soient, pendant un siècle, les délices de la France, et qu'alors, la religion et l'humanité les élevant jusqu'à vous, vous puissiez leur dire : « Venez, ô mes enfants, vous m'avez fait régner une seconde fois sur la terre ! »

Ce qu'on serait en droit de reprocher au *Panégyrique de saint Louis*, c'est le manque de netteté et de précision dans le style et de justesse dans l'expression, défaut qui rend souvent l'idée flottante et indécise, et nuit, par suite, à la clarté. Il porte ainsi la marque de la jeunesse et de l'inexpérience de son auteur : il n'en eut pas moins, à l'époque où il fut prononcé, un grand succès, amplement justifié, on doit en convenir, par les qualités qui s'y rencontrent d'autre part. Le défaut que nous signalons est commun d'ailleurs — quoique à un degré moindre — aux autres ouvrages de l'abbé Fauchet.

Quant au panégyriste, il reçut du roi, comme gratification, une nouvelle pension de douze cents livres, sur les revenus de l'abbaye bénédictine de l'Isle Chauvet, au diocèse de Luçon ¹.

En 1788, l'abbé Fauchet prêche à la Cour le sermon de la

¹ Brevet de pension. Le brevet est signé Louis, et contresigné par le ministre secrétaire d'Etat Phélippeaux. (Papiers de famille. — Manuscrit Bisson déjà cité).

Pentecôte. On en fut si satisfait, qu'on le retint pour la station de l'Avent. A la clôture, le jour de Noël, il parla sur le mystère de la fête. Le jeune prêtre avait l'excellente habitude de soumettre ses sermons — du moins les principaux, ceux, par exemple, qu'il était appelé à prêcher dans des circonstances solennelles — à un juge compétent chargé de lui en signaler les défauts. Ainsi fit-il pour ce dernier sermon auquel le roi et la reine devaient assister. Le jugement en fut très favorable, comme en témoigne cette appréciation élogieuse que le critique a formulée sur la couverture : « Ce discours nous a paru ne rien laisser à désirer ».

Dans la péroraison, l'orateur, s'adressant au jeune monarque qu'était alors Louis XVI, sut mêler adroitement aux éloges, obligatoires en pareille circonstance, d'utiles conseils. Il avait assez conscience de sa dignité pour comprendre que le rôle de courtisan ne convient point à un ministre de Jésus-Christ, et que c'est abaisser la chaire sacrée que de la faire servir à la flatterie. Écoutons-le plutôt :

« Sire, tous les rois sont l'image de Dieu par la puissance ; les rois chrétiens doivent l'être de Jésus-Christ par la perfection. Il faut que nous puissions dire avec le prophète : « Un jeune souverain nous a été donné ; son nom est l'admirable, le législateur, le fort, le prince de la paix ». Ces titres augustes, c'est à l'Europe entière et surtout à vos peuples à les proclamer. Admirable dans vos mœurs, législateur dans vos conseils fort dans une guerre légitime, pour être enfin pacificateur du monde, voilà, Sire, l'espérance de la religion, la prophétie de la France et l'attente de l'Univers ».

Le discours se termine par cette prière, qui est loin de faire présager le futur ennemi des rois dans celui qui la formule :

« O Dieu, dispensateur des vrais biens, exaucez nos vœux pour un roi et pour une reine chéris ! Comblez en eux la mesure de vos grâces ; que leur gloire atteigne nos désirs ;

que leurs vertus surpassent leur gloire et que leur bonheur égale notre amour ¹ ! »

Un autre jour, prêchant à une réunion de dames de charité, présidée par la reine, il s'adresse à cette princesse en ces termes :

« Madame,

» Les grands exemples et les soins religieux d'une auguste mère, dont le souvenir est cher à votre âme sensible, ont formé l'enfance de Votre Majesté ; vous êtes montée sur le trône des Clotilde, des Bathilde et des Blanche avec les grâces de la nature, les principes de la religion et les dons de la vertu... Vous ferez servir, comme ces saintes reines, toutes les belles qualités qui vous couronnent au triomphe de la vertu. Vous êtes faite pour avoir des autels ; mais il ne faut pas que ce soit l'idolâtrie des Français, il faut que ce soit la reconnaissance de la religion qui vous les élève ² ».

L'abbé Fauchet fut appelé à prêcher en différentes villes. Nous avons déjà cité Besançon, où il se fit entendre plusieurs fois, et Pesme ; bientôt nous le verrons prêcher le Carême à la cathédrale de Bourges ; toutefois, c'est surtout à Paris qu'il prodigue son éloquence, non seulement dans la chaire de Saint-Roch, paroisse à laquelle il est attaché, mais encore dans les chaires des autres églises de la capitale : il devient le prédicateur en vogue. Nous savons qu'il prononça — vraisemblablement dans l'église paroissiale de ce nom — le panégyrique de sainte Madeleine. En 1781, il prêche la station de l'Avent dans l'église Saint-Paul-Saint-Louis.

Nous le voyons, à cette date, désigné avec le titre de « prédicateur ordinaire du roi ». Cette dignité, purement honorifique, lui avait été conférée quelque temps auparavant : aux honneurs s'ajoutaient les revenus. La libéralité royale

¹ *Sermons manuscrits.*

² *Ibid.*

semblait, à l'égard de cet ecclésiastique, intarissable. A la fin de novembre 1778: aux deux pensions qu'il lui avait allouées précédemment, Louis XVI en ajouta une troisième. Elle s'élevait à 1.500 livres, et devait être prélevée « sur les fruits et revenus de l'abbaye de Pames, ordre de Saint-Benoît, diocèse de Boulogne ¹ ».

Le 4 août 1781, l'abbé Fauchet se voit attribuer le prieuré de Ploërmel, dépendant de l'abbaye de Marmoutiers, ordre de Saint-Benoît, diocèse de Saint-Malo, à la charge, pour lui, de servir à un sieur François Dardant, prêtre du diocèse de Bayonne, sur les revenus de ce prieuré, une pension annuelle et viagère de 720 livres ². Il signe alors « vicaire général de Nevers, demeurant à Paris, à la communauté de Saint-Roch, rue Neuve-et-Saint-Roch ». Il tenait cette dignité de M^{gr} Tinseau. Le titre de vicaire général de Nevers avait le même caractère que celui de prédicateur ordinaire du roi : il était, lui aussi, purement honorifique. Il est certain, en effet, qu'à aucun moment l'abbé Fauchet n'eut une part effective quelconque dans l'administration de ce diocèse. Au reste, c'est la seule fois que nous voyons son nom figurer avec le titre de vicaire général de Nevers. Il est vrai de dire que le prélat qui le lui avait conféré mourut presque aussitôt après.

Cependant la réputation de l'abbé Fauchet, comme prédicateur, s'affirmait de plus en plus. En 1783 ³, il prêche le Carême à la Cour. Au rapport de l'abbé Bisson, le roi, la reine et les courtisans ne manquaient aucun de ses sermons. La récompense fut l'importante abbaye de Montfort-Lacarre, en Bretagne. Il était rétribué royalement. Le roi et l'abbé Fauchet n'étaient guère en règle, l'un et l'autre, avec certain décret du Concile de Trente interdisant le cumul des bénéfices. Ils en prenaient à leur aise, sur ce point, vis-à-vis des

¹ Papiers de famille. (Original du brevet, signé Louis; contresigné Amelot).

² *Ibid.* (Original du brevet).

³ L'abbé Bisson dit en 1784, mais il se trompe sûrement; des documents irrécusables établissent, en effet, que, cette année-là, comme il est dit plus loin, c'est à Bourges qu'il prêcha le Carême.

sages prescriptions du saint Concile. Louis XVI avait oublié ce conseil de l'abbé Soldini, son ancien confesseur, de ne jamais accorder, lorsqu'il serait sur le trône, plus d'un bénéfice au même ecclésiastique ¹.

Comme on le voit, les bénéfices pleuvaient sur la tête du prédicateur. Il est probable que son talent de parole n'eût pas suffi, à lui seul, pour lui attirer ces bienfaits, si la faveur ne s'en était mêlée. Ainsi, c'est à l'appui de d'Alembert et de Bernardin de Saint-Pierre qu'il dut, dit-on, d'être nommé prédicateur du roi et abbé commendataire de Montfort. Qui sait si lui-même ne se fit pas solliciteur ? Un contemporain l'en accuse formellement. D'après lui, l'abbé Fauchet n'aurait pas été étranger à l'adulation et à l'intrigue. Mais ce témoignage, hâtons-nous de le dire, émane d'un adversaire déterminé, et l'écrit où il est reproduit est une diatribe passionnée : à ce double titre, il doit être tenu pour suspect.

Le même lui reproche de n'avoir pas manqué, pendant plus de dix ans, une seule audience de l'évêque chargé de la feuille des bénéfices ². Cependant, au rapport d'un autre contemporain plus impartial, l'abbé Bisson, son deuxième successeur sur le siège du Calvados, lorsque Fauchet devint, — comme nous le dirons bientôt, — vicaire général de Bourges, il jouissait d'un revenu net de 20.000 livres, somme respectable, surtout pour l'époque, ce qui lui avait permis de louer un hôtel à Paris et de mener grand train. Ce dernier détail est-il bien exact, et l'abbé Bisson était-il bien renseigné lorsqu'il le consigna, de bonne foi, dans ses Mémoires ? Rien n'est moins certain. De fait, il se trouve en contradiction manifeste avec d'autres documents irrécusables qui établissent que l'abbé Fauchet — jusqu'à l'époque où il devint évêque

¹ *Un Confesseur du Roi*, par le baron DE MARICOURT, article paru dans le *Correspondant* du 15 janvier 1905, p. 347.

² *Deuxième lettre de l'abbé de Valmeron à M. Claude Fauchet*, Jersey, 1791, 2^e année de la persécution.

Cette lettre a été rééditée la même année à Paris, sous ce titre : *Vie de l'abbé Fauchet*, par l'abbé DE VALMERON, in-12 de 36 pages.

L'opuscule n'est qu'un pamphlet violent et passionné.

du Calvados, c'est-à-dire jusqu'en 1791 — avait sa résidence à la communauté de Saint-Roch.

Grâce à la faveur dont jouissait, à la Cour, son parent, M. de Radonvilliers, ancien sous-précepteur des Enfants de France, devenu conseiller d'Etat et membre de l'Académie française, l'abbé Fauchet eut, plus d'une fois, l'occasion de paraître au palais de Versailles et d'assister aux fêtes ou représentations qui s'y donnaient. C'était un monde absolument nouveau pour lui que le monde de la Cour. Quand on connaît ses idées de réformateur et ses instincts de démocrate, on est en droit de supposer que la société qu'il y rencontra dut lui fournir plus d'un sujet d'étude et de réflexion, et l'on ne serait pas surpris qu'il s'y fût trouvé mal à l'aise. Mais nous ne sommes pas réduits, sur ce point, à des conjectures. Une lettre écrite à un de ses amis, et qui nous a été conservée, nous révèle ses impressions ; elle est du mois d'avril 1775 ; c'était, par conséquent, dans les premiers temps de son vicariat à Saint-Roch. Nous y lisons :

« J'ai fait mon coup d'essai à la Cour ; il a eu tout le succès que je pouvais désirer. Je suis revenu de ce pays-là fort content d'y avoir été, de pouvoir y retourner et de n'y rester jamais. Ces gens sont fort honnêtes ; mais Dieu garde un pauvre homme comme moi de fixer son séjour parmi eux ! Les compliments ne leur coûtent rien ; mais des vertus, il n'en est pas question. L'ennui siège là au milieu du faste, et le sentiment y est étouffé par la politesse. Vivent la nature, la simplesse, la candeur et l'amitié¹ ! »

Malgré ses nombreux revenus, l'abbé Fauchet ne fut jamais, paraît-il, dans l'abondance ; d'un cœur sensible et généreux, il ne pouvait voir une infortune sans la soulager. On dit même qu'il alla jusqu'à vendre ses meubles pour venir en aide aux malheureux².

¹ Cité par E. et J. DE GONCOURT, *Histoire de la Société française pendant la Révolution*, p. 121.

² BISSON, *Mémoires manuscrits*.

En 1784, le vicaire de Saint-Roch est appelé à prêcher la station quadragésimale à la cathédrale de Bourges. Le prédicateur n'était pas un inconnu dans la capitale du Berry. Nous savons, en effet, qu'il y fit ses études de séminaire, y suivit les cours de l'université de cette ville, et qu'il comptait même parmi ses gradués. Nous trouvons la preuve de ce dernier fait dans l'acte où il prend le titre de vicaire général de Nevers : il y joint celui de « docteur de la faculté de Bourges ». La station eut un plein succès, s'il faut en croire le journal *les Affiches de Bourges* qui, dans son numéro du 19 mai de cette année, consacre au prédicateur un article des plus élogieux. Nous le reproduisons :

« Nous avons, ce carême, pour prédicateur, dans l'église cathédrale de cette ville, M. l'abbé Fauchet, prédicateur du roi. On nous assure que cet orateur a eu tous les honneurs de la chaire à Versailles, où il a prêché, devant le roi, Avent et Carême, le sermon de la Cène et celui de la Pentecôte. Il a fait retentir, à Paris, les plus célèbres églises des accents de son éloquence. Il s'est acquis, entre autres, beaucoup de gloire par le panégyrique de saint Louis, qu'il a prononcé devant l'Académie française. Sa réputation l'avait devancé dans cette ville où on en avait conçu les idées les plus avantageuses.

» La curiosité avait attiré beaucoup d'auditeurs à son premier sermon. La satisfaction qu'on a eue n'a fait qu'augmenter le nombre des auditeurs qui accouraient de toutes parts pour l'entendre, avec un empressement dont nous n'avons point d'exemple. Nous avons admiré le choix de ses sujets, la manière heureuse dont il les a traités, la force de ses pensées, l'élégance de son style, soutenue par une prononciation distincte, agréable, énergique et persuasive. Aussi a-t-il eu le plus grand succès, et nous savons, de bonne part, que la plupart de ses sermons ont fait, sur bien des âmes, les plus vives et les plus heureuses impressions. Celui de ses sermons où il a prouvé la vérité de notre religion a frappé singulièrement des personnes très éclairées, mais qui avaient besoin d'un discours aussi convaincant pour calmer leurs doutes et

dissiper leurs inquiétudes. Notre illustre Chapitre lui a témoigné sa satisfaction en l'adoptant par le titre de *chanoine d'honneur*. Tous les ordres de la ville ont applaudi avec transport à cette marque de distinction, et désirent de tout leur cœur qu'une prébende effective fixe parmi nous un homme qui joint aux plus grands talents toutes les vertus sociales ¹ ».

Un mois auparavant, la même feuille avait publié une courte pièce de vers qu'un auditeur de l'abbé Fauchet, conquis, dès le début de la station, par son éloquence, et qui signe « de Scévole fils », lui avait adressée. L'auteur de ce dizain — la pièce ne contenait que dix vers — après avoir évoqué le souvenir de Bourdaloue et de Massillon, termine ainsi :

Ces hommes ne sont plus, et la France plaintive
Cherchait encor leur successeur.
Fauchet paraît. Son langage enchanteur
Ramène à la vertu toute âme fugitive ²

Le « Fauchet paraît », rappelle l'hémistiche célèbre de Boileau : « Enfin, Malherbe vint ». Si les vers de M. de Scévole fils ne prouvent pas qu'il fût un poète de grand mérite, du moins son enthousiasme dépose en faveur du talent du prédicateur, d'autant plus qu'il n'était vraisemblablement qu'un écho et ne faisait que traduire l'impression générale. C'est le motif pour lequel nous avons reproduit son témoignage.

Le Chapitre avait témoigné, à sa manière, sa satisfaction au prédicateur de la station quadragésimale ; l'archevêque lui témoignera la sienne, à son tour ; mais ce sera autrement que par le don d'une prébende canoniale.

Un an après, le 21 juin 1785, M^{gr} Georges-Louis de Phé-

¹ Bibliothèque municipale de Bourges.

² *Affiches de Bourges*, numéro du 18 avril 1784. Biblot. mun. de Bourges.

l'abbé Fauchet pour vicaire général : par acte rédigé en bonne et due forme, il lui transmettait tous ses pouvoirs et lui confiait l'administration de son diocèse, tant pour le spirituel que pour le temporel¹.

Cette transmission de pouvoirs s'explique par la fâcheuse habitude qu'avaient beaucoup d'évêques, au dix-huitième siècle, de vivre loin de leurs diocèses et de se décharger de l'administration de ceux-ci sur des vicaires généraux.

Du fait de cette nomination, s'en est-il suivi que l'abbé Fauchet s'est rendu à Bourges pour exercer les fonctions attachées à son nouveau titre, et qu'il y fixa sa résidence ? Ce serait, selon nous, une erreur de le croire. Il est à peu près certain que l'abbé Fauchet n'a point séjourné à Bourges, en qualité de vicaire général. Sa présence n'y est signalée dans aucun document de l'époque ; en outre, on ne relève aucun acte d'administration accompli par lui, ni sous M^{gr} de Phéliepeaux, qui mourut d'ailleurs peu après, ni sous M^{gr} de Puységur, qui se l'attacha au même titre².

On ne doit pas en être surpris, si l'on réfléchit que M^{gr} de Puységur comptait une vingtaine de vicaires généraux et que, sur ce nombre, cinq ou six seulement, d'après l'auteur de sa *Vie*, prenaient part à l'administration du diocèse. « Les autres, dit-il, ne remplissaient que des fonctions honoraires, s'acheminant vers des honneurs plus lucratifs³ ». Il convient même que « quelques-uns n'avaient jamais paru à Bourges ». Or, on connaît les noms des cinq ou six vicaires généraux résidants ; celui de l'abbé Fauchet ne figurant pas parmi eux,

¹ Papiers de famille. (Copie de l'acte authentique).

² M^{gr} de Puységur ne succéda pas immédiatement à M^{gr} de Phéliepeaux ; celui-ci fut remplacé par M^{gr} de Fontanges, évêque de Nancy, qui prit possession du siège, le 3 février 1788 ; mais ce prélat ne fit que passer. Il fut transféré, presque aussitôt après, au riche archevêché de Toulouse. Député aux Etats généraux, il émigra en Allemagne, donna sa démission en 1801, et fut nommé, après le Concordat, au siège d'Autun, où il conserva son titre d'archevêque. Il y mourut en 1806.

³ *M^{gr} de Puységur et l'église de Bourges pendant la Révolution*, par M. le vicomte DE BRIMONT. Bourges, imp. Pigelet, 1896, p. 28.

on est en droit de conclure que cet ecclésiastique n'exerça pas les fonctions dont il était revêtu, et que le titre de vicaire général de Bourges était surtout honorifique, à l'instar de celui de vicaire général de Nevers. C'est ainsi que nous voyons M^{gr} de Suffren, — pour ne citer que cet exemple, — à peine promu au siège épiscopal de Nevers, nommer une demi-douzaine de vicaires généraux, dont trois, étrangers au diocèse, n'y mirent très vraisemblablement jamais les pieds : c'étaient : Antoine-Jean Dechinchamp, du diocèse du Mans ; Joseph Guyon, du diocèse d'Evreux, et Antoine Coulon, du diocèse de Besançon¹.

A cette époque, Fauchet se décida à écrire son testament. L'acte est, en effet, postérieur d'un mois seulement à sa nomination de vicaire général. Il est daté du séminaire Saint-Roch. Nous le reproduisons, à titre de curiosité :

« Au nom du Père, et du Fils et du Saint-Esprit, ainsi soit-il.

» J'ai professé à haute voix et j'ai toujours cru, au fond de mon cœur, tous les dogmes de la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine. Je meurs dans sa communion, implorant la miséricorde de Dieu pour mes péchés, la médiation de Jésus-Christ, notre rédempteur, demandant les suffrages de la très sainte Vierge, des anges et des saints, me recommandant aux prières de mes amis et de tous les fidèles.

» J'institue pour mes légataires universels, par égale part et portion, Guillaume Fauchet, mon frère, et Charles Viriot, vicaire général d'Embrun², mon ami, aux charges et conditions suivantes :

» Guillaume Fauchet, mon frère, sur sa portion, paiera à ma sœur Anne Cognet ou à ses enfants, en cas qu'elle soit

¹ *Arch. de la Nièvre*, série G, registre des Insinuations ecclésiastiques de 1787 à 1791.

² L'abbé Viriot était vicaire général d'Embrun au même titre que l'abbé Fauchet était vicaire général de Bourges ; il résidait, comme celui-ci, à Paris, et était attaché à la paroisse Saint-Eustache, où il remplissait les fonctions

décédée avant moi, la somme de 600 livres ; à ma sœur Françoise Donet et à ses enfants, la somme de 150 livres ; à mon neveu Decantes et à mes deux nièces, ses sœurs, chacun 150 livres ; toutes ces sommes forment celle de 1.200 livres.

» Charles Viriot, mon ami, paiera, sur sa portion, mes dettes, si j'en ai, et se chargera des réparations de mes bénéfices. Le soin que j'ai de les faire annuellement et la peine qu'il prendra de se charger directement lui-même d'achever ce qui pourrait manquer encore me donnent une juste confiance que ma succession ne sera pas dilapidée et que mes intentions seront remplies.

» Je lègue particulièrement tous mes manuscrits audit Charles Viriot, mon ami, le priant de faire imprimer ce qui lui paraîtrait pouvoir être utile, et de protester, en mon nom, que, dans mon ouvrage *Sur les Principes*¹, je suis entièrement soumis, comme dans les autres, à la doctrine de l'Eglise, à son jugement infailible, et n'ai d'autre désir que de contribuer, selon mon pouvoir, à l'éclaircissement de la vérité.

» Je prie Georges Dupré, prêtre de la communauté de Saint-Roch, mon ami², d'être mon exécuteur testamentaire et d'accepter ma bibliothèque, dont je lui fais présent.

» Fait à Paris, en la communauté de Saint-Roch, le 18 juillet 1785.

» Claude FAUCHET, prêtre³ ».

de confesseur et de prédicateur. Il était originaire de Toul. Contrairement à l'abbé Fauchet, il refusa, en 1791, de prêter serment à la Constitution civile du clergé. (DELARC, *l'Eglise de Paris pendant la Révolution*, t. I^{er}, p. 303).

¹ C'est apparemment l'ouvrage qu'il publia lui-même, quatre ans plus tard, sous le titre de *Religion nationale*.

² Il était attaché à la paroisse de Saint-Roch en qualité d'administrateur des sacrements. Il appartenait, par sa naissance, au diocèse de Besançon. Lui aussi refusa le serment schismatique. (DELARC, *idem opus*.)

³ Papiers de famille. (Manuscrit).

La teneur de ce document ne laisse pressentir, en aucune façon, le fougueux démagogue que se révélera, plus tard, celui qui l'a rédigé. Il faut dire, du reste — et nous aurons plus d'une fois occasion de le constater, — que l'abbé Fauchet était sincèrement religieux. Ses écarts de doctrine et de conduite ne lui feront jamais oublier complètement qu'il était prêtre. Toutes ses théories sociales ont pour base l'Evangile. Ce sera principalement sa fidélité à l'un des points de la discipline ecclésiastique qui déchainera contre lui la haine du parti jacobin et entraînera sa mort, laquelle sera celle d'un chrétien et d'un prêtre.

Le testament est suivi de plusieurs codicilles. Ils sont curieux en ce qu'ils nous introduisent dans le cercle d'amis que l'abbé Fauchet s'était faits, et c'est à ce titre que nous les transcrivons :

« J'excepte, du don de ma bibliothèque, les livres et dictionnaires italiens, que je lègue à l'abbé Esnaut ¹, mon ami, et les deux éditions de Massillon, l'une en quinze volumes, et l'autre en sept, que je lègue, l'une et l'autre, en témoignage d'amitié, à madame Asseline ², qui donnera l'une des deux à une de ses amies et gardera l'autre, qu'elle lira quelques fois en mémoire de moi.

» Mes tableaux et gravures montées seront divisés en trois parts dont je lègue l'une à ma belle-sœur et les deux autres à madite dame Asseline.

» Je prie madame la marquise de Créqui, douairière, d'accepter mon grand atlas, comme un faible témoignage de ma sensibilité pour l'amitié constante dont elle m'a honoré.

» Je lègue à l'abbé Maury, de l'Académie française, qui a

¹ Prêtre approuvé ; il remplissait les fonctions de sous-diacre d'office à la paroisse de Saint-Merry.

² Qui était au juste cette dame Asseline ? On ne saurait le dire exactement. Le censeur royal en théologie de cette époque portait ce nom ; un autre M. Asseline se trouvait être, à Saint-Roch, le confrère de l'abbé Fauchet ; peut-être faut-il voir, dans cette personne, la femme de celui-là ou bien la mère ou la sœur de celui-ci.

passé, peut-être injustement, pour être mon ennemi, et que j'ai toujours aimé, — en m'abstenant depuis longtemps de le lui dire — mon édition *in-folio* de « Pline l'Ancien ».

» Je prie M l'Archevêque de Bourges d'accepter mes gravures des vues de la Suisse, comme un léger hommage de ma reconnaissance.

» Je lègue à l'abbé Godard ¹, mon ami, mes auteurs latins de l'édition d'elzévir ».

Si l'abbé Maury et l'abbé Fauchet n'étaient pas « ennemis », ils étaient au moins rivaux, et l'on s'explique ainsi l'éloignement où ils se tenaient vis-à-vis l'un de l'autre. Il y avait cependant plus d'une analogie entre leurs deux existences. Maury, comme Fauchet, était venu de la province et avait débuté par un emploi de précepteur à Paris. Comme lui, il se livra à la prédication dans la capitale ; il prononça, comme lui, le panégyrique de saint Louis, devant l'Académie française, et celui de saint Augustin, devant l'Assemblée du clergé. Quelques années avant Fauchet, il prêchait le carême à Versailles, où il se fit, comme ce dernier, remarquer par ses hardiesses ; l'un et l'autre passaient pour n'être pas irréprochables dans leurs mœurs ; enfin, tous les deux firent partie

¹ L'abbé Etienne Godard était alors vicaire général de Bourges. On a dit qu'il suivit plus tard, en cette qualité, M^{sr} de Fontanges à Toulouse. C'est une erreur. L'abbé Godard resta à Bourges avec M^{sr} de Puységur, le nouvel archevêque, lorsque M^{sr} de Fontanges fut transféré de Bourges à Toulouse. Il était un des cinq ou six vicaires généraux qui prenaient une part effective à l'administration du diocèse.

L'abbé Godard fut arrêté à la fin d'août 1792 et interné dans la prison des Carmes, sous le futile prétexte qu'il avait donné des preuves d'*incivisme*. On a prétendu (AULARD, *Hist. polit. de la Rév. fr.*) que l'abbé Godard fut sauvé le 1^{er} septembre, veille du massacre, par l'abbé Fauchet. D'après l'auteur d'une notice qui lui fut consacrée, et qui parut dans l'*Ami de la Religion* quelques années après sa mort, il aurait été sauvé par un jeune homme, nommé Dreux, qu'il avait aidé pendant ses études. (*Ami de la Religion*, t. CXXXVIII, p. 638 et suiv., année 1848). L'auteur de cette même notice ajoute un autre détail qu'il est le seul à rapporter, mais qu'il n'appuie malheureusement sur aucune preuve : « On assure, dit-il, que l'abbé Godard suivit la charrette fatale qui conduisait au supplice l'abbé Fauchet, s'en faisant remarquer par sa haute taille ».

de la représentation nationale, Maury à la Constituante, et Fauchet à la Législative. Mais si ces deux hommes suivaient, dans la vie, des voies à peu près parallèles, au moyen desquelles leurs destinées se trouvaient, en quelque sorte, rapprochées, ils étaient alors en divergence d'opinions au point de vue politique et social, car l'abbé Maury, reniant ses principes antérieurs, s'était converti récemment au parti de la Cour. Sur ce terrain, ils ne devaient jamais se rencontrer : c'est là surtout, vraisemblablement, ce qui les faisait considérer par le public comme des « ennemis ».

Une circonstance n'allait pas tarder, d'ailleurs, à les opposer l'un à l'autre.

Louis-Philippe, quatrième duc d'Orléans, père de celui qui est connu dans l'Histoire sous le nom de Philippe-Egalité, étant mort, l'abbé Maury fut chargé par le roi de prononcer son oraison funèbre. Louis XVI avait tenu à désigner lui-même l'orateur, ne voulant pas en laisser le choix au fils, qui faisait déjà une opposition systématique à la Cour.

Dans son panégyrique, l'orateur trouva moyen d'insinuer que le défunt ne laissait malheureusement pas d'héritier de sa piété et de sa bienfaisance. L'allusion, peu flatteuse pour celui qu'elle visait, fut parfaitement comprise du public. Comme s'il eût tenu l'oraison funèbre de l'abbé Maury pour non avenue, le jeune duc résolut d'en faire prêcher une autre par un orateur de son choix. Dans ce but, il jeta les yeux sur l'abbé Fauchet, dont il n'était pas sans connaître les idées réformatrices, et qui, pour ce motif, lui était plus sympathique. C'est dans l'église Saint-Eustache, paroisse du défunt, le 26 février 1786, que fut prononcée cette seconde oraison funèbre ¹. Si l'orateur prodigua des éloges mérités à celui dont il commémorait la mort, il est juste de dire qu'il s'abstint, vis-à-vis du fils, de basses flatteries ; tout au contraire, sous des compliments sobres et discrets, il sut glisser d'utiles leçons.

¹ *Oraison funèbre de Louis-Philippe d'Orléans, prince du sang*, in-4° de 31 pages. Paris, imp. Lottin, 1786. *Bibl. nat.*, Ln 27/15506.

L'abbé Fauchet considère à la fois, dans le duc d'Orléans, l'homme public et l'homme privé, et s'applique à faire ressortir la qualité commune qui les caractérise l'un et l'autre, à savoir la bonté. Ce prince ne mettait pour ainsi dire point de bornes à sa bienfaisance et à sa libéralité ; il consacrait annuellement jusqu'à 240.000 livres au soulagement des malheureux. Le trait suivant, rapporté par son panégyriste, le peint au vif.

On sait combien fréquemment étaient violés les droits des paysans dont les terres confinaient aux domaines seigneuriaux ; le duc d'Orléans poussait jusqu'au scrupule le respect de ces droits :

« Il respectait les étroites propriétés qui avoisinaient ses domaines ; le droit d'un pauvre lui paraissait encore plus sacré que le sien ». Une conduite aussi noble inspire à l'abbé Fauchet cette réflexion, où se révèle son amour des petits et des humbles et sa haine contre les injustices sociales :

« Ce principe, dit-il, est souverainement juste, mais il est quelquefois cruellement oublié par les hommes puissants, qui se jouent sans pudeur des lois de la nation et de celles de la nature. Affreux abus, usurpations sacrilèges des droits de l'homme, ne serez-vous pas enfin réprimés ? ... Comment ne viendrait-il pas enfin l'instant désiré où l'équité du duc d'Orléans sera la loi de ces riches obscurs qui, abusant de l'impuissance où sont les malheureux de les citer, à grands frais, aux pieds des tribunaux vengeurs, osent affecter le mépris du pauvre, l'indépendance de l'orgueil et l'audace de l'impunité ? ¹ ».

Nous apprenons, par un passage de cette oraison funèbre, qu'en ce temps-là la France comptait, comme aujourd'hui, des « sans-patrie ». La seule différence, c'est qu'au lieu de les appeler « internationalistes », on les appelait — et eux-mêmes se dénommaient — « cosmopolites ». Chose non moins digne

¹ P. 11.

de remarque, ces précurseurs de nos modernes internationalistes se rencontraient principalement parmi les « intellectuels » ; enfin, dernier trait de ressemblance avec ceux d'aujourd'hui, ils se recommandaient par leur « impiété » ; autrement dit, c'était des « anticléricaux ». Écoutons plutôt l'abbé Fauchet lui même :

« L'esprit patriotique s'affaiblit dès qu'on perd les principes religieux, conservateurs de ce feu divin dans les âmes. Les impies sont étrangers, cosmopolites, selon leur propre langage ; ils n'ont point de patrie ; ils ne sont même regardés comme de vrais citoyens en aucun lieu de l'univers. Quelle confiance peut-on avoir dans des hommes sans foi, qui ne portent point de juge dans leur conscience, ne reconnaissent pas de témoin à la vertu et croient que tous les crimes sont couverts par l'éternelle nuit du tombeau?... Lorsque les passions, dans l'homme, n'ont plus aucun frein, les lumières d'une raison pervertie ne font que leur prêter une énergie plus vive, une plus violente activité. Les désordres ne sont qu'un jeu ; les intérêts de l'Etat une risée ; les plus profondes absurdités d'opinion une liberté de génie, et les plus infâmes égarements de conduite un usage permis des droits de la nature ; l'amour de la patrie est immolé avec toutes les autres vertus ¹ ». On ne pouvait mieux dire. L'orateur se révèle, dans ce passage, profond psychologue

Le jeune duc fut, paraît-il, satisfait du panégyrique, et tint à exprimer à l'auteur ses sentiments ; mais, s'il faut en croire un contemporain, Bachaumont, il le fit surtout pour mortifier l'abbé Maury ; le chroniqueur écrit, en effet, deux jours après la cérémonie :

« M. le duc d'Orléans tient en disgrâce l'abbé Maury, et, pour le mortifier davantage, il a fait dire à l'abbé Fauchet, l'orateur qui a prononcé la même oraison funèbre le lundi 20 ²,

¹ Pages 13 et 14.

² La date est erronée ; il est certain que le service religieux, au cours duquel fut prononcée l'oraison funèbre du duc d'Orléans, eut lieu le 26.

dans l'église Saint-Eustache, paroisse du Palais-Royal, qu'il serait fort aise de le voir et de lui témoigner sa satisfaction ¹ ».

Cette oraison funèbre sera, plus tard, l'occasion d'un échange de lettres plus qu'acribes entre l'abbé Fauchet et celui qui avait fait appel à son éloquence. L'incident nous est connu par le numéro du 9 février 1793 du *Journal des Amis* ; le voici raconté brièvement :

L'abbé Fauchet fit tirer son oraison funèbre à un certain nombre d'exemplaires, les uns sur papier ordinaire, les autres sur papier de Hollande. Six cents de ceux-ci furent distribués par lui aux gens de la maison du duc défunt, conformément au désir exprimé par le fils ; mais le prix, qui était de douze cents livres, à raison de deux livres par exemplaire, ne lui en fut jamais payé. Sept ans plus tard, lorsque la politique les aura divisés et en aura fait des adversaires irréconciliables, l'abbé Fauchet prendra un malin plaisir à rappeler sa dette au prince du sang qui venait de commettre le crime de voter la mort de son roi. Cette conduite peu honorable ne doit pas surprendre de la part d'un prince répondant à quelqu'un qui l'engageait à avoir plus de souci de sa réputation : « La plus belle réputation de l'univers, je la donnerais pour un petit écu ! » C'est l'abbé Fauchet qui a la méchanceté de rapporter le propos, et il ajoute, avec non moins de malice, « qu'il n'a pas la naïveté de croire qu'en revendiquant ses » droits il obtienne satisfaction ».

Ce prince était loin, sous le rapport du désintéressement, de ressembler à son père. Un jour, on annonce à ce dernier que son palais vient d'être détruit par un incendie ; il s'informe d'abord s'il n'y a pas eu d'accident de personnes. Quand on l'eût rassuré sur ce point, il dit simplement, d'un

¹ BACHAUMONT, *Mémoires secrets*, t. XXXI, 28 février 1786

air calme et serein : « Il ne s'agit que d'une perte d'argent ; le malheur n'est pas grand¹ », et il continua tranquillement sa promenade.

L'oraison funèbre du duc d'Orléans ne saurait être comparée, même de loin, aux immortelles oraisons funèbres de Bossuet. On ne sent pas circuler en elle le souffle de l'éloquence ; pas de ces mouvements sublimes, encore moins de ces éclairs de génie qui se rencontrent dans celles-ci ; elle est terne et froide ; le seul mérite de son auteur est d'avoir rendu correctement des idées communes ; et encore ces idées sont-elles loin, parfois, d'être exprimées avec naturel et simplicité. Ainsi, l'abbé Fauchet eût cru se rendre coupable d'attentat contre la pureté de la langue en appelant certains objets par leur nom ; il tournait alors la difficulté en recourant à une périphrase. Le boulet de canon, par exemple, devenait, dans sa bouche, « le foudre des combats », ou « le globe destructeur ». Le prédicateur de Saint-Roch semble avoir hérité quelque chose des « Précieuses ridicules ».

Le 20 avril 1786, l'abbé Fauchet prêcha dans l'église des Filles-Pénitentes du Sauveur, à Paris, le jour de la fête de Saint-Joseph, sur la charité chrétienne, un sermon qui lui fut alors vivement reproché. On l'accusait d'y avoir fait l'apologie de la philosophie païenne, et, sous le couvert de la charité chrétienne, d'avoir parlé uniquement de la bienfaisance philosophique.

Ce sermon débute par un long éloge de la bienfaisance, entendue dans le sens des philosophes ; c'est seulement ensuite qu'il daigne nommer la charité ; mais il la nomme seulement ; elle ne vient là qu'accidentellement, comme pour faire illusion ; en réalité, c'est de tout autre chose qu'il entretient son auditoire. *Indulgence pour les défauts ; bienfaisance pour les besoins*, tels sont les deux points qui forment la division du sermon, et sont présentés comme les caractères essentiels de la charité.

¹ Oraison funèbre, p. 17.

Parmi les défauts pour lesquels l'orateur réclame l'indulgence, figurent les impiétés des philosophes et les adultères, alors si fréquents ; ils sont mis par lui sur le même pied que les défauts d'humeur et de caractère.

« Un impie, dit-il, un incrédule se permet des propos, des insultes, des attaques contre la religion : irez-vous lui répliquer propos contre propos, entrer en lice, en discussion avec lui, l'aigrir, l'irriter ? Taisez-vous, homme bienfaisant ; laissez-le dire ; n'allez point exposer la vérité à être confondue. Laissez croître l'ivraie parmi le bon grain jusqu'au temps de la moisson. La société est un vaste champ dans lequel les mauvaises plantes s'entrelacent tellement avec les bonnes qu'on ne pourrait arracher les unes sans nuire aux autres ».

Et il cite, en exemple, la conduite de Jésus à l'égard de la femme adultère :

« Prenons, poursuit-il, pour modèle de cette indulgence l'exemple du Sauveur, dans un de ces cas les plus fréquents dans la société, celui de la femme adultère qu'on lui présente pour la juger et que la loi déclarait digne de mort. Il ne la condamne pas ; il se contente d'écrire sur la poussière, avec le doigt, quelques caractères, que la plus légère agitation de l'air efface, pour marquer la légèreté humaine. On insiste, et le Sauveur met en fuite les accusateurs par cette seule parole : « *Que celui d'entre vous, etc.* ». Il interroge ensuite l'accusée : « *Quelqu'un vous a-t-il condamnée ? — Non,* » Seigneur. — *Je ne vous condamnerai pas non plus ; allez et ne péchez plus* ». Et, de nouveau, le Sauveur trace avec le doigt, sur la poussière, l'emblème de la faiblesse humaine, de l'instabilité de nos vertus, et de l'indulgence dont nous avons besoin¹ ».

¹ Sermons inédits. — Voir aussi : *Un patriote chrétien à un prêtre philosophe*, pages 6 et suiv. — LANGLOIS, libraire, 1789, in-8° de 30 pages. (Arch. du Calvados. Bibl. nat. Lb 39/11664).

Indulgence pour les faiblesses inhérentes à la nature humaine, compassion pour les égarements, rien de mieux ; la charité en fait un devoir à tout chrétien ; mais, ce qui est prôné ici, c'est, au lieu de l'indulgence, la tolérance ; au lieu de la compassion, la complaisance. L'orateur trahit sa mission ; ses conseils n'aboutissent à rien moins qu'à la ruine de la morale évangélique qu'il est chargé de prêcher.

Dans le second point, il réduit toute la charité, — et même toute la religion. — à la *bienfaisance*, à l'aumône. « C'est là, dit-il, toute l'essence de la religion ». L'abbé Fauchet semble prendre à tâche de ne faire ressortir dans la religion que le côté philosophique et philanthropique ; c'était la vider du divin. Il pouvait plaire aux philosophes ; mais il se faisait étrangement illusion s'il comptait, par cette excessive complaisance, déterminer leur conversion. Celui-là est un triste apologiste de la religion qui a l'air de demander grâce pour elle et la rapetisse à la taille de l'homme. La religion est divine ou elle n'est pas ; si vous enlevez le divin, vous la détruisez.

Il fut question de déférer le sermon de l'abbé Fauchet à ses supérieurs ; on se contenta de l'avertir, en le menaçant de le faire, en cas de récidive. Il témoigna, sur le moment, paraît-il, un grand repentir. Il est certain que, le jour dont nous parlons, le prédicateur se révéla plus philosophe que prêtre.

On trouve assez souvent, dans les sermons de l'abbé Fauchet, des pensées fortes et des maximes qui décèlent un observateur attentif et un moraliste avisé. Nous nous bornerons à citer celle-ci, qui est empruntée au sermon sur la *piété des femmes* : « Les femmes sont les corruptrices du monde dès qu'elles n'en sont pas l'édification ; le sort de l'univers, quant aux mœurs, est dans leurs mains ». Il fait preuve aussi, en certains endroits, d'un grand talent d'argumentateur dans l'exposition des vérités philosophiques ou théologiques, témoin ce passage dans lequel il s'efforce de prouver qu'« il n'existe point d'athées réels ».

« Il est manifeste, dit-il, qu'ils croient qu'il y a une vérité, que la justice existe, que l'ordre est le vrai bien ; il est sensible que la vérité leur plaît, que la justice leur est chère, que l'ordre a leur amour. Lors même qu'ils le nient, en ceci ou cela, ils en admettent l'universalité nécessaire ; lors même qu'ils le contrarient dans cette action désordonnée ou dans le crime, ils en adorent la beauté générale et indépendante. Or, quand on admet, quand on aime ordre, vérité, justice, et qu'on croit rejeter l'idée de Dieu et en repousser le sentiment, on n'en rejette que le nom et l'on en admet l'être dans le secret de son esprit ; on n'en combat l'attrait que par ses vices et l'on en retient le charme intime dans le fond de son cœur.

» Montrez-moi un être à forme humaine qui ne rende aucun hommage à la vérité, à l'équité, qui ne fasse nul acte de justice, nul sacrifice à la vertu dans sa vie ; s'il pouvait y avoir un véritable athée dans le monde, il serait tel, mais il serait en démenace continue, en frénésie consommée ; il n'y aurait plus en lui ni lueur de raison, ni chaleur de conscience ; il ne serait plus homme ¹ ».

A l'époque où prêchait l'abbé Fauchet, c'est-à-dire dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, les querelles et les discussions auxquelles les doctrines du jansénisme avaient, pendant trop longtemps, donné lieu, étaient un peu assoupies ; néanmoins, les tenants de cette hérésie subtile et insaisissable étaient encore nombreux. La secte comptait beaucoup de membres du clergé, surtout dans certains diocèses. A quel parti appartenait l'abbé Fauchet ? Doit-il être rangé parmi les jansénistes ? Quelques écrivains l'ont cru, s'appuyant sans doute sur cette circonstance, qu'il avait prêché l'oraison funèbre d'un prêtre philanthrope, mais janséniste, l'abbé de l'Epée ; c'est à tort ; ses écrits —

¹ *Sermons manuscrits. Sermon Sur l'amour de Dieu.*

du moins pour l'époque où ils furent composés — témoignent du contraire. En voici des exemples :

Une des thèses chères aux jansénistes était celle du petit nombre des élus ; or, dans un sermon sur la *Providence*, l'abbé Fauchet s'applique à prouver la thèse contraire, et il le fait précisément dans le but de réfuter les jansénistes, opposant constamment les deux doctrines et se faisant résolument le champion, l'apôtre de la *miséricorde*. Il s'appuie, pour cela, sur ce texte de l'*Apocalypse* de saint Jean : *Vidi turbam magnam quam dinumerare nemo poterat*, « je vis une grande multitude que personne ne pouvait compter ». Ces paroles sont une preuve, selon lui, du salut de « l'immensité » du genre humain. « C'est, dit-il, l'immensité des hommes que Dieu veut sauver par la grande miséricorde et par l'efficacité infinie de la Rédemption : *Turbam magnam dinumerare nemo poterat* ».

Les jansénistes invoquaient, en faveur de leur opinion, le *pusillus grex*, le « petit troupeau » dont parle le Christ, et surtout ces autres paroles du divin Maître : « Il y a beaucoup d'appelés, mais peu d'élus ». L'abbé Fauchet n'est pas embarrassé pour expliquer ces textes ; voici de quelle façon il les interprète : « Le *pusillus grex*, dit-il, s'applique aux apôtres à qui l'accomplissement des conseils est ordonné, et, en leur personne, aux seules âmes appelées à la perfection évangélique ». Quant au second : « Il y a beaucoup d'appelés, mais peu d'élus », il s'applique aux justes.

Au point de vue de la question qui nous occupe, le passage suivant est décisif ; il indique clairement auquel des deux camps appartenait l'abbé Fauchet :

« Scrutateurs téméraires des jugements de Dieu, qu'osons-nous dire ? Parce que nous ne connaissons pas toutes les ressources de sa grâce, nous avons l'audace de restreindre sa miséricorde, lors même qu'Il nous assure qu'elle est sans bornes. Quand nous ne pourrions pas expliquer comment les

effets de la Rédemption sont beaucoup plus étendus pour le salut du genre humain que les effets du péché pour sa perte, ne nous suffit-il pas que la révélation nous l'affirme, pour recevoir avec enchantement une vérité si favorable? *Fidelis sermo et omni acceptione dignus* ».

Il entrait bien un peu de fantaisie dans le sens donné à la vision de saint Jean ; la thèse soutenue par l'orateur pouvait être exacte, — et, avec un bon nombre de théologiens, nous croyons qu'elle l'est, surtout si on la restreint aux catholiques, — mais l'explication était au moins forcée. Telle fut aussi l'opinion du censeur auquel l'abbé Fauchet avait cru devoir soumettre son manuscrit, ayant eu le bon esprit de comprendre que, dans une matière aussi délicate et à propos d'une question aussi débattue, il était utile de solliciter l'avis d'un bon juge. L'avis est ainsi formulé : « Tout le monde n'approuvera pas cette explication de la vision de saint Jean dans un sujet si délicat et si propre à faire crier un *parti* encore trop nombreux ». Le critique justifie son appréciation en ajoutant, avec beaucoup de raison : « Il ne faut rien donner aux conjectures ¹ ».

Une autre question, non moins discutée, à cette époque, était la conduite à tenir relativement aux dispositions requises de la part des fidèles pour être admis à communier. Fallait-il communier fréquemment ou rarement ? Les jansénistes, on le sait, n'étaient pas partisans de la communion fréquente. Sous prétexte du très grand respect dû à un si auguste sacrement, ils exigeaient des dispositions telles que, dans la pratique, ils en rendaient la participation à peu près impossible. Dans le camp opposé, on était d'un avis contraire : c'est-à-dire que la communion fréquente — *positis ponendis* — devait être recommandée, et les fidèles exhortés à s'en rendre dignes. Ce dernier sentiment s'appuyait sur

¹ *Sermons inédits* (Papiers de famille).

une saine théologie et sur l'intention de l'Eglise ; bien mieux, sur son enseignement formel.

Quelle était, sur ce point, l'opinion de l'abbé Fauchet ? On serait naturellement curieux de la connaître. Parmi ses œuvres inédites, se trouve un sermon sur l'*Eucharistie* ; la question y est justement abordée et traitée tout au long. Eh bien, l'orateur y prend franchement parti contre les jansénistes, en soutenant, avec tous les développements qu'elle comporte et les raisons sur lesquelles elle s'appuie, la thèse opposée. Il s'applique à réfuter les objections mises en avant par les partisans de la secte, et il le fait d'une façon magistrale et décisive. On trouve là des pages d'une doctrine solide et sûre. Ne pouvant les reproduire en entier, nous tenons du moins à citer le large extrait suivant, où se trouve condensée l'argumentation principale de l'orateur :

« L'Eglise n'a déterminé, à l'égard de tous les chrétiens, que le temps pascal pour l'accomplissement unanime de ce devoir (la communion), il est vrai ; mais l'Evangile a fixé, pour chacun des fidèles en particulier, tous les temps où nous avons besoin de ranimer en nous la vie de la grâce, prête à s'éteindre ; et ces époques, vous le savez, sont bien fréquentes : *Nisi manducaveritis*. On craint la profanation d'un mystère si sensible, et on a raison de la craindre : c'est le plus criminel des attentats et le plus grand des malheurs ; mais lequel est le plus exposé à profaner le sacrement d'amour, ou celui qui s'en approche avec contrainte, quand il voit la foudre dans les mains de l'Eglise, ou celui qui accourt avec empressement et fait ses délices ordinaires de cet aliment divin ?

» La charité force la crainte ; elle bannit une terreur qui met obstacle à son union avec l'objet qu'elle adore ; la confiance l'entraîne ; elle vole, sans que rien puisse réprimer son essor, vers le Dieu qui fait son bonheur : *Charitas foras mittit timorem*. Il ne reste dans l'âme fidèle que cette crainte filiale qui se concilie parfaitement avec l'amour, et qui l'embrasse, comme la justice embrasse la paix, dans le mystère de miséricorde ».

Le passage se termine par cette éloquente et pressante apostrophe :

« Hommes sans amour pour Dieu, c'est à vous qu'est interdit l'accès de la Table sainte ; vous seuls en êtes bannis, ainsi que du Royaume céleste ; mais vous, qui aimez le Seigneur et qui désirez vous affermir dans le sentiment qui est le principe de la justice, accourez, recevez souvent le Saint des Saints pour le devenir vous-mêmes. Ne dites pas : « Je suis trop imparfait pour entretenir fréquemment un commerce si divin » ; dites, au contraire : « O mon Dieu, mes imperfections sont grandes et j'en gémis devant vous, mais je vous aime de tout mon cœur ; vous êtes toute ma ressource dans ma faiblesse ; je vous demande le Pain de vie qui m'est nécessaire presque chaque jour : *Panem nostrum quotidianum da nobis* ».

L'abbé Fauchet donne ensuite aux fidèles qui composent son auditoire le conseil de communier chaque mois, et à toutes les solennités. Nous sommes loin, comme on le voit, de la conduite pratiquée par les jansénistes. Il est vrai qu'il s'inspirait de saint François de Sales — c'est lui-même qui nous l'apprend ; — il ne pouvait choisir un meilleur guide.

Les idées sociales qu'il émettra plus tard se font jour, çà et là, dans le passage suivant d'un autre sermon inédit sur *le Monde en opposition avec l'Evangile* ; il y exprime, en termes excellents, la conception qu'il se fait d'un Etat organisé selon les principes évangéliques :

« Que doit être, se demande-t-il, une société bien instituée ? » Et il fait cette réponse : « Une réunion d'hommes qui concourent, de tout leur pouvoir, à l'avantage général ; qui subordonnent leur intérêt propre à l'intérêt commun, et qui sacrifient le bonheur apparent de leurs passions à la félicité publique ; par conséquent : fraternité, charité désintéressée, abnégation de soi-même, dévouement généreux, voilà un Etat, voilà des frères, voilà une patrie, voilà des citoyens et voilà l'Evangile ».

Que si l'on s'obstine à ne voir là qu'un idéal, on conviendra que c'est au moins un bel idéal, et il serait à souhaiter que chacun, par devers soi et dans la mesure de ses forces, s'employât à y tendre. Que tout le monde soit chrétien, et ce qui n'est encore qu'un idéal deviendra une réalité. En somme, c'est l'Evangile appliqué aux sociétés.

On ne doit pas être surpris qu'avec une conception si élevée de l'Etat, l'organisation sociale qu'il avait sous les yeux, et qui s'en rapprochait si peu, ait inspiré à l'abbé Fauchet des sorties violentes, dans le genre de celle-ci :

« Voyez-vous ces maisons opulentes où la mollesse est assise sur le trône du luxe et où le faste insulte si hautement à la misère des peuples ? Qui pourrait calculer les larmes qui ont procuré ces richesses ? Les concussions ouvertes, les rapines cachées, les vastes usures, les frauduleux commerces, les exactions impitoyables, l'oppression du faible, les larmes de l'orphelin, le sang du pauvre, voilà les grands moyens qui commencent, élèvent et cimentent ces prodigieuses fortunes ¹ ».

Ces paroles font déjà pressentir le futur et fougueux démagogue. Les idées sociales de l'abbé Fauchet sur la propriété, et dont la hardiesse, comme nous le dirons plus loin, l'a fait soupçonner de *communisme*, c'est, à n'en pas douter, au spectacle de ces fortunes scandaleuses qu'elles prirent naissance.

L'abbé Fauchet prêcha le même sermon lorsqu'il fut évêque ; il se borna seulement à y adapter l'exorde suivant, approprié à la circonstance, et dans lequel il se compare modestement à saint Ambroise :

« Saint Ambroise ne pensait point à l'épiscopat lorsqu'il y fut appelé par le vœu unanime des fidèles : ainsi se faisaient alors les élections ; ainsi les chrétiens choisissaient les pasteurs ; ce droit sacré est rendu aux fidèles de l'Eglise de

¹ Sermon inédit *Sur l'Ambition*.

France. Puissent les pasteurs, élus dans ces formes antiques, reproduire parmi nous les antiques vertus qui ont tant servi, dès les premiers âges du christianisme, à propager l'Evangile !

» Saint Ambroise n'avait de richesses que pour les pauvres et de plaisir que dans l'accomplissement de ses devoirs. Modeste envers le plus humble des citoyens, auquel il était accessible à toute heure, et qui ne trouvait en lui qu'un ami et un frère, il était à toute la hauteur de la justice devant le despote de l'Europe et de l'Asie, l'empereur Théodose ; il lui demandait compte du sang des Thessaloniens qu'il avait fait répandre ; il lui reprochait, devant le peuple, sa tyrannie, son orgueil et ses vengeances ; il lui fermait, comme aux plus indignes mortels, l'entrée du temple, et lui apprenait que, dans la société des frères, on n'admet point les tyrans. Voilà les hommes de l'Evangile, voilà comme ils sont les hommes de la patrie. Voilà comme ils professent, au péril de leur vie, les droits éternels de la fraternité, de l'égalité, de la liberté.

» Tel est, mes frères, le nouveau patron (il parle de lui-même) que vous a donné la Révolution française. Marchez dans ses principes et sous ses auspices ; à son exemple, ayez autant d'amour pour la loi que de haine pour la tyrannie ¹ ».

La « Révolution française » va ouvrir à l'éloquence de l'abbé Fauchet un champ nouveau ; elle lui fournira l'occasion de mettre dans tout leur jour ses qualités d'orateur, — comme aussi ses défauts. Le prédicateur ordinaire du roi va devenir le prédicateur ordinaire de la Révolution, se dévouer à elle « avec un abandon, un enthousiasme auxquels on ne peut rien comparer ² ». Il écrira lui-même : « Je suis voué à la Révolution ; vous m'y trouverez jusqu'à la mort ».

¹ Cet exorde accuse, dans le manuscrit que nous avons eu sous les yeux, une écriture plus récente que celle du sermon lui-même ; il est écrit d'ailleurs sur une feuille à part.

La dernière phrase semblerait indiquer que le sermon fut prêché le jour de l'installation de l'abbé Fauchet, comme évêque constitutionnel du Calvados.

² C'est M^{me} Roland qui le dit en mars 1791. (Cf. E. CHAMPION, *La Séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1794*, p. 70).

CHAPITRE III

DISCOURS SUR LES MŒURS RURALES

Oraison funèbre de Phéliepeaux d'Herbault, archevêque de Bourges. — Discours sur les mœurs rurales. — L'abbé Fauchet est nommé électeur pour le choix des députés aux Etats Généraux. — Ses principes hardis. — Il est sur le point d'être décrété par le Parlement et interdit par l'archevêque de Paris.

A la mort de M^{gr} Phéliepeaux d'Herbault, archevêque de Bourges, survenue à Paris, le 23 septembre 1787¹, son vicaire général, l'abbé Fauchet, dont il avait été le protecteur depuis le temps, déjà lointain, où celui-ci étudiait au Séminaire de Bourges, fut choisi par le Chapitre de l'église métropolitaine pour prononcer l'oraison funèbre du défunt. Deux ans auparavant, il avait, comme il a été dit au chapitre précédent, prêché celle du duc d'Orléans. Dans l'exorde, l'orateur fait allusion à cette dernière circonstance ; cela lui servit d'entrée en matière ; il s'inspirait évidemment, dans le cas présent, du début bien connu de l'oraison funèbre d'Henriette d'Angleterre.

« Hélas ! s'écrie-t-il, j'étais donc destiné à vous rendre le même hommage, vénérable et doux ami, pontife auguste,

¹ Ce prélat mourut à Paris. Son corps fut déposé dans les caveaux de l'église Saint-Sulpice, mais son oraison funèbre fut prononcée dans l'église métropolitaine de Bourges. Il occupait le siège archiépiscopal de Bourges depuis trente ans, en ayant pris possession le 17 décembre 1757.

l'appui de mon ministère, le zélateur de mes travaux, qui aviez pour moi, beaucoup plus que moi-même, l'ambition des succès et les espérances de la fortune ! O mon chef, mon maître, mon père ! Ah ! si cette illustre Eglise, ce vaste diocèse, qui me confient l'expression de leurs regrets, croient que la sensibilité peut suppléer au talent dans le juste tribut d'éloges qui vous est décerné en ce jour, je ne tromperai pas leur attente ; j'aurai l'éloquence des larmes ; je dirai combien vous fûtes aimé, combien vous méritiez de l'être... Aucun apprêt, aucune exagération, aucune flatterie ne paraîtront dans ce discours : il sera vrai comme l'amitié et sincère comme la douleur ¹ »

En passant, l'abbé Fauchet fait le procès de la noblesse de son temps ; il met dans ses paroles une franchise qui fut sûrement remarquée, et dont l'auditoire, à la veille de 1789, quand le mot de réforme était déjà dans toutes les bouches, dut lui savoir gré.

« Je ne louerai pas, dit-il, un évêque de la noblesse de sa naissance et de l'illustration de ses aïeux. La vraie religion juge cet éloge vain et la saine raison le trouve absurde. « J'étais roi dans Jérusalem, dit le Sage ; mais, quoique mon » berceau fût un trône, je suis né comme les autres hommes, » je mourrai comme eux ; j'ai respiré le même air, mon corps » est composé du même limon, ma cendre sera la même ² ». De toutes les vanités de l'esprit humain, la plus illusoire est

¹ *Oraison funèbre de Mgr Georges-Louis Phéliepeaux d'Herbault*, patriarche, archevêque de Bourges, primat des Aquitaines, etc., prononcée dans l'église patriarcale, primatiale et métropolitaine de Bourges, par l'abbé Fauchet, son vicaire général, chanoine d'honneur de sa métropole, abbé commendataire de Montfort, prédicateur ordinaire du roi. — Paris, LOTTIN, 1788, in-4^e de 47 pages. — Bibl. nat., Ln 27/16211.

Il n'est pas spécifié à quelle date exacte fut prononcée cette oraison funèbre. L'approbation du censeur royal, reproduite à la fin, est du 8 mars 1788 ; il est probable que ce fut au service funèbre de quarantaine.

² *Eccles.*, I, 12. — *Sap.*, VII, 1 et 2.

manifestement celle qui se forme de la gloire des ancêtres. Cette gloire, dans ceux-mêmes qui l'obtinrent, fut souvent fausse et presque toujours fatale ; qu'est-ce donc dans leurs descendants ! On le sait assez, malgré les efforts de la raison, dans ce siècle : elle les dispense du mérite pour arriver aux faveurs ; et il faut exalter, comme des hommes rares, ceux que leur illustre origine n'a pas exemptés de vertus et infestés d'orgueil ; c'est le mérite, — malgré la naissance, et non par elle, — qui est un grand objet de louanges... M. l'archevêque de Bourges avait assez, dans son âme, du véritable honneur de l'homme pour ne tenir aucun compte, dans son estime personnelle, de l'honneur factice de noble ¹ ».

D'après son panégyriste, une timidité excessive paralysait, chez M^{sr} de Phéliepeaux, de réels talents. Ce prélat possédait de vastes connaissances, acquises moins par le travail que par la vivacité de son intelligence. A ce propos, l'abbé Fauchet critique les méthodes d'enseignement de son temps ; les reproches qu'il leur adresse se trouvent être justement les mêmes que celles qu'on adressait aux nôtres, — et qu'elles méritaient, — avant les dernières réformes pédagogiques, ce qui prouve que les choses n'avaient guère changé depuis lors. Ici, comme sur d'autres points, l'abbé Fauchet était un précurseur. Écoutons-le plutôt :

« A la littérature ancienne, qu'on apprend presque seule et mal dans nos institutions imparfaites, et dont il fut plus instruit par son goût personnel que par les leçons de ses maîtres, il joignit de lui-même la connaissance de tout ce que les modernes, tant étrangers que nationaux, ont produit de plus intéressant pour les progrès et les délices de l'esprit humain. Il donna quelques-uns de ses moments à l'étude des langues savantes ; il s'appropriâ rapidement celle des peuples qui nous avoisinent ² ».

¹ P. 5.

² P. 6.

L'abbé Fauchet nous apprend que c'est le cardinal de Larochehoucauld, archevêque de Bourges, qui désigna le jeune Phéliepeaux pour son successeur, choix qui fut ratifié par le Chapitre, la ville et la province, et, enfin, par la nomination du roi. Il n'était pas encore prêtre ; mais « il regretta, jusqu'à sa mort, d'avoir été, par cette voix publique, unie à celle de sa famille puissante, appelé en si grande hâte au sommet du sacerdoce ; de n'avoir pas eu le temps d'être prêtre avant d'être évêque, et de ne s'être pas assez exercé à régir son âme avant de gouverner celle des autres ¹ »

L'orateur en prend occasion pour dénoncer l'abus qui existait, sous l'ancien régime, de ne confier les hautes dignités ecclésiastiques qu'aux membres des grandes familles, et, par suite, à des sujets dépourvus, trop souvent, des qualités requises pour l'exercice des fonctions qui y étaient attachées, et quelquefois même sans vocation. Il signale, à cet égard, la contradiction du monde, lequel ravit à l'Eglise le choix de ses pontifes, et se plaint, d'autre part, que tous ne soient pas des saints.

Il parle avec éloge du Séminaire de Bourges, « cette maison de probation, où » il a « eu l'avantage de passer » son « enfance ecclésiastique », et rend hommage à ses anciens maîtres :

« Si j'ai quelque goût des études sérieuses, si l'enchaînement des principes donne du poids à mes travaux, si les vérités éternelles sont ordonnées dans mes conceptions ; si, dans ce moment, je dois, messieurs, à votre honorable estime d'avoir été choisi pour rendre, en votre nom, ce douloureux hommage à l'objet de nos regrets, j'en suis redevable à cette utile institution, aux sages maîtres à qui M. Phéliepeaux l'avait confiée, à l'émulation que m'inspirait son affection paternelle et sa spéciale bienveillance ». Ce que l'orateur nous dit de la façon dont ce prélat comprenait l'enseignement et de la conviction où il était que les diverses branches de la

¹ P. 11.

science tirent leurs lumières les unes des autres, et, par suite, doivent se tenir en contact permanent, indique, chez ce dernier, un esprit peu ordinaire, de telles idées n'étant guère alors que le propre d'une élite :

« Il n'aimait point ces méthodes stériles où les vérités s'apprennent isolées, paraissent contradictoires, flottent vaguement, sans qu'aucune génération les produise les unes les autres, qu'aucun lien commun les enchaîne, qu'aucun ensemble harmonieux les ramène à cette vaste unité qui caractérise la science¹ ».

Du temps de l'abbé Fauchet, le collège universitaire de Bourges était tenu par les Jésuites. Après la suppression de la célèbre Compagnie, il fut confié à des prêtres séculiers. Beaucoup d'entre ces derniers étaient des hommes de mérite, mais ils n'avaient pu réussir à conquérir la confiance publique. « Le frein de la religion n'était pas appuyé par des mains assez fermes ou assez concordantes pour contenir une jeunesse indocile ; il n'y avait point d'unité dans l'enseignement et les méthodes ; les rênes de la discipline flottaient impuissantes ». Il s'en suivit que « le nombre des étudiants qui, auparavant, accouraient de toutes les provinces voisines », alla en diminuant. Alors, l'archevêque comprit que le seul moyen de remédier au mal était de « confier à un corps, qui fût le garant du choix des maîtres et de leur vigilance, les fonctions essentielles de l'enseignement ». Il songea d'abord aux « grands ordres monastiques, opulents et désoccupés qui, dans la crise de l'opinion défavorable à la vie purement contemplative, lui semblaient devoir saisir avec empressement l'occasion de se rendre utiles ». L'abbé Fauchet nous apprend qu'il fut chargé lui-même de cette négociation, et qu'il s'y employa, mais sans succès².

On eut recours alors à la Congrégation des prêtres de la

¹ P. 13.

² P. 16.

Doctrine chrétienne, plus connus sous le nom de Doctrinaires ; celle-ci accepta le fardeau. Sous la direction des nouveaux maîtres, « tout prospère : l'état florissant des études, les mœurs des élèves, leur multitude, la confiance et la joie des familles ».

Le diocèse de Bourges comptait un assez grand nombre de jansénistes ; l'archevêque n'appartenait point au parti, mais il ne les inquiétait pas. « La plus grande paix d'opinion régnait dans son diocèse, parce qu'il ne tourmentait personne par les siennes, et n'étendait pas, hors de ses limites, le domaine de la foi ; il savait que paraître trop croire au fanatisme, c'est lui donner l'existence, et que le plus grand malheur de de notre siècle n'est pas d'avoir des hommes dont la croyance est excessive. Les maximes trop sévères et les dogmes outrés que son esprit sage n'admettait pas, il les tolérait ; et, sans doute, il eût mieux aimé les zélateurs extrêmes de la religion que de prétendus catholiques impies : les principes haineux lui étaient étrangers ¹ ».

Les protestants étaient, de sa part, l'objet de la même tolérance. « Il croyait que la France, ouverte à tous les hommes, devait leur accorder les droits de la nature pour le mariage, les droits du genre humain dans la fraternité, les droits des gens par l'hospitalité ² ».

En juin 1787, le roi publia un édit prescrivant la création et la tenue d'assemblées provinciales. Les membres de ces assemblées devaient être pris dans les trois ordres ; ils avaient pour mission de surveiller l'assiette, la répartition, le recouvrement et l'emploi des revenus publics. C'est le Berry qui, au témoignage du panégyriste de M^{sr} Phéliepeaux, eut l'honneur de former le premier essai d'assemblée provinciale et de servir ainsi d'exemple, en même temps que de modèle, à tout le royaume. Il nous apprend également que l'accord des trois ordres y fut complet, grâce aux efforts déployés par

¹ P. 17.

² P. 20.

l'archevêque de Bourges, président de l'ordre du clergé, secondé, dans la circonstance, par M^{gr} de Séguiran, évêque de Nevers, qui faisait partie de l'assemblée, en qualité de titulaire de l'abbaye de Saint-Cyran, située dans la province du Berry ¹. Voici en quels termes l'orateur rend hommage aux capacités de ce dernier prélat :

« Je ne vous déroberai point, dit-il, la gloire d'avoir spécialement concouru à ces heureux effets, prélat célèbre par les plus rares talents pour l'administration, et que votre mérite personnel, encore plus que votre dignité abbatiale dans cette province, appelait à ces assemblées ² ».

Ce sont les qualités d'âme de M^{gr} Phéliepeaux qui font l'objet de la seconde partie de l'oraison funèbre. Les sentiments qui le dirigeaient dans ses rapports avec les prêtres de son diocèse étaient ceux d'une bonté accueillante : il se montrait, avant tout, père, n'usant de sévérité qu'après avoir épuisé les moyens de douceur. « Alors seulement, les formes canoniques étaient employées selon les rigueurs de la justice ; mais, à peine condamnés, les coupables étaient absous ; il gagnait leur cœur par des bienfaits ».

Le cardinal de Gèvres avait fondé, dans le diocèse, une maison en faveur des prêtres âgés et infirmes ; M^{gr} Phéliepeaux la combla de ses largesses. Toutefois, il crut devoir apporter des modifications à cette charitable institution en la réorganisant sur d'autres bases. Il y a là des indications dont les chefs de nos diocèses pourraient peut-être s'inspirer avec quelque utilité. Nous laissons, sur ce point, la parole au panégyriste :

« Il crut devoir interpréter plus utilement l'intention primitive de cette belle institution, en n'obligeant point

¹ Saint-Cyran-du-Jambot, petite commune de 400 hab., canton de Châtillon-sur-Indre, arrondissement de Châteauroux (Indre).

² P. 21.

ces vieux athlètes du sacerdoce ou ces souffrantes victimes du zèle à se réunir dans un seul édifice et sous une règle commune. Il ne faut pas assujettir des vieillards qui ont pris les habitudes d'une longue liberté aux lois d'un cénobitisme tardif, ni offrir, dans un même lieu, la vieillesse en spectacle à la vieillesse, l'infirmité à l'infirmité, et toujours toutes les deux l'une à l'autre. Une telle maison serait un triste asile ; les fonds mêmes de l'œuvre y subiraient une diminution sensible par les frais des édifices et le salaire des serviteurs. Au lieu de cette insupportable contrainte, de ces rapprochements fâcheux et de ces dépenses stériles, M. l'archevêque n'institua que la liberté de vivre sans travail au sein de sa famille ou de ses amis, d'y suivre un régime facile dans une société choisie, dont les soins fussent doux à la nature ; enfin, il réduisit tout à des pensions annuelles pour chacun, et qui pussent s'étendre à un plus grand nombre, par l'attention même à éviter tout emploi superflu des biens de cette dotation solennelle ¹ ».

Le croirait-on ? Ce prélat de haut lignage était un grand éleveur. Il avait bâti, dans sa résidence de campagne, une vaste bergerie, et y avait formé un troupeau nombreux « rassemblé des contrées diverses de l'Europe et de l'Afrique ² ».

A propos de la fidélité de M^{gr} Phéliepeaux envers ses amis, l'abbé Fauchet parle de ceux qu'il a dû retrouver au ciel. Il énumère, en premier lieu, le vénérable M^{gr} Tinséau, évêque de Nevers. Nous sommes ainsi mis au courant des relations qui existaient entre les deux prélats voisins. C'est M^{gr} Tinséau qui, après l'élévation à l'épiscopat du jeune Phéliepeaux, lui servit de guide, l'encouragea de ses conseils et l'aida de son expérience. L'abbé Fauchet saisit cette occasion pour proclamer ce qu'il devait lui-même à l'évêque de Nevers ; il

¹ P. 34.

² P. 36.

le fait avec une émotion à laquelle se mêle peut-être un peu trop d'emphase :

« Evêque digne des temps antiques, sage Tinseau, mon premier père dans la religion, le premier zéléteur de mes jeunes études, le premier rémunérateur de mes faibles succès ; doux vieillard, l'éternel souvenir, l'éternel amour de mon cœur, avec quelle joie pure et digne du ciel vous avez revu, embelli de vertus devenues, chaque année, plus parfaites, celui que vous aviez tant aimé dès la jeunesse de son épiscopat : dont vous aviez suppléé les fonctions saintes, dans des temps difficiles ; dont vous avez soutenu l'âme belle et sensible, mais timide et froissée, contre le découragement et l'abandon d'elle-même ; dont vous avez, d'une main habile au maniement des cœurs et savante en sagesse, remonté tous les ressorts moraux aux degrés éminents du mérite intérieur et de la publique estime ; qu'il vous est doux maintenant de le presser dans votre sein ! »

L'abbé Fauchet venait à peine de consacrer son talent d'orateur à célébrer la mémoire de celui dont il avait été le vicaire général, qu'il était appelé à prêcher, dans l'église de Suresnes, à l'occasion de la fête traditionnelle du couronnement de la rosière ¹, le 10 août 1788, le discours d'usage. C'est là qu'il fit entendre son fameux sermon sur les *Mœurs rurales*, en présence de madame la comtesse d'Artois et de M^{gr} de Puységur, qui venait de succéder à M^{gr} de Phéliepeaux sur le siège archiépiscopal de Bourges, et qui remplissait l'office de célébrant.

On a dit ² qu'à la suite de ce discours, le titre de prédicateur du roi fut retiré à l'abbé Fauchet. L'assertion est inexacte. La preuve, c'est que le discours fut imprimé avec approbation

¹ Cette institution avait été fondée par un ancien curé de la paroisse, l'abbé Héliot.

² *Dictionnaire des Parlementaires*, art. « Fauchet ». Plusieurs auteurs ont répété le même propos.

du censeur royal, lequel déclara « avoir trouvé qu'il répondait parfaitement à la réputation que l'orateur s'est acquise dans la chaire, et n'y avoir rien vu qui lui ait paru devoir en empêcher l'impression ».

Ce n'est pas tout : quinze jours après, l'abbé Fauchet sollicite et obtient du roi un privilège général pour l'impression d'un volume de *Discours, panégyriques et oraisons funèbres*. Or, dans ce document, il est qualifié de « notre aimé, le sieur abbé Fauchet, notre *prédicateur ordinaire*, vicaire général de Bourges, etc. ». Enfin, dans les ouvrages publiés par lui, les deux années suivantes, en 1789 et 1790, son nom d'auteur est invariablement accompagné du même titre. On ne saurait souhaiter rien de plus décisif.

Il est certain que le *Discours sur les mœurs rurales* contient des peintures hardies de certaines plaies sociales. Il n'est pas moins certain que ces peintures ne sont nullement flatteuses pour les catégories de personnes prises à partie par l'orateur, et dont la conduite est par lui stigmatisée dans un langage d'une implacable sévérité. Il ne serait pas surprenant, dès lors, que des réclamations se soient élevées contre le trop hardi prédicateur. Nous avons prouvé qu'il n'en fut rien. A aucune époque, peut-être, plus grande liberté ne fut laissée aux orateurs et aux écrivains : ils pouvaient se livrer impunément, dans leurs paroles ou leurs écrits, à toutes les témérités ; ceux qui auraient dû les réprimer se contentaient d'en sourire. Cette licence effrénée de langage et d'écrits est précisément une des causes qui déterminèrent la catastrophe dans laquelle sombra la société, à la fin du dix-huitième siècle.

Il est possible que les peintures du *Discours sur les mœurs rurales* soient poussées au noir et qu'il convienne d'y faire la part de l'exagération oratoire ; il n'en reste pas moins que, dans leur ensemble et leurs traits principaux, elles doivent être conformes à la réalité. En effet, ayant pour but de reproduire des faits dont chacun pouvait être témoin, et qui, par suite, étaient à même d'être contrôlés, il n'est pas admissible que l'orateur soit allé jusqu'à sortir de la vérité. En les traçant, c'est de l'histoire qu'il entendait faire, et il est

permis de voir en elles des documents historiques. A ce titre, et parce qu'à notre avis, elles éclairent d'une vive lumière la société de ce temps-là, nous croyons utile de les reproduire.

Voici d'abord le portrait des seigneurs et des gros propriétaires terriens. Il est emprunté à la seconde partie du discours, dans laquelle l'orateur se propose de développer ces deux idées : à savoir, que les mœurs sont incompatibles avec l'esclavage et la misère, d'où il conclut qu'il faut favoriser une liberté sage et assurer le fruit légitime des travaux ; qu'elles sont également incompatibles avec l'irrégion et la licence, d'où il conclut qu'il faut propager les principes religieux et honorer la vertu.

« Les oppresseurs de la nature humaine dans les campagnes, y, est-il dit, ne sont pas sur les trônes ; ils sont plus voisins du peuple et pèsent de plus près, avec leur richesse et leur corruption, sur les familles champêtres. Ils n'ont point de justice, ils ont des gens ; ils n'ont point de soldats, ils ont des valets ; ils n'ont point de droits, ils ont de l'or. Qui pourrait nombrer les moyens qu'ils emploient sans cesse pour vexer les *petits*, comme ils les appellent ; pour corrompre le *bas peuple*, comme ils osent nommer la totalité presque entière des nations ? Ils ont donc bien de la grandeur et de l'élévation, ces rois de villages ! Ce n'est pas dans la nature physique qu'ils sont grands : la plupart sont, par les ravages d'une corruption héréditaire, les moindres êtres du genre humain ; ce n'est pas dans la nature morale qu'ils sont élevés : presque tous sont, par leur dépravation personnelle, les êtres les plus bas dans leurs penchants et les plus rampants dans la fange du vice. De l'orgueil et de l'argent, voilà leur majesté, voilà leur puissance ; ils n'ont point d'autres titres pour opprimer l'humanité ¹ ».

¹ *Discours sur les Mœurs rurales*, p. 18.

Le mal est peint avec des expressions encore plus énergiques et des couleurs encore plus vives dans cet autre passage, supprimé par la censure, lors de l'impression du discours, mais qui se trouve reproduit, de la main même de l'auteur, à la première page d'un exemplaire conservé à la Bibliothèque nationale :

« Il est presque impossible, dans presque toutes les provinces, dans les villes mêmes, mais surtout dans les campagnes, que les faibles aient justice des plus grands excès, quand ce sont des hommes puissants qui se les permettent ; non seulement lorsque les vexateurs tiennent à la Cour par la haute naissance ou les grandes places, mais lorsqu'ils appartiennent à un corps de judicature, même subalterne, ou à quelque corporation dominante. Indépendamment de ce qu'il faudrait beaucoup d'argent, pour en obtenir fort peu en réparation, — ce qui est l'antique énormité de notre injustice, et non pas justice publique, — on ne peut souvent pas, avec de l'or, obtenir cette chétive indemnité des plus violents outrages, dès que l'offenseur est ce qu'on appelle *quelque chose* et que l'offensé est ce qu'on appelle *rien* ; et cela dure depuis des siècles, malgré le souverain, qui est le protecteur naturel du peuple, mais dont cette espèce d'aristocratie des petites puissances intermédiaires enchaîne, puisqu'il faut le dire, le pouvoir et la justice.

» A ce moment où l'on s'occupe de perfectionner la législation, je veux citer un exemple, entre mille, qui prouveraient également la nécessité de réprimer ces exécrables abus. Le fait est certain ; je ne dirai pas s'il est récent et où il est arrivé ; ce n'est pas à moi à désigner un individu coupable à la vengeance des lois ; mais il importe essentiellement qu'on soit frappé du mal public et qu'on s'empresse à fermer la source, horriblement féconde, d'où il découle depuis si longtemps.

» Un de ces hommes qui croient que tout leur est permis, parce qu'ils tiennent à une de ces corporations dont j'ai parlé, vexe indignement une jeune fille dans son village. Le père,

désespéré, part pour aller porter sa plainte à la sénéchaussée voisine. L'auteur du crime prenait tranquillement le plaisir de la chasse : il voit, sur le chemin, ce père au désespoir. Vous croyez que le coupable se détourna ? Non, il s'avance avec son arme. L'infortuné, qui voit son dessein, se jette à ses pieds, promet de ne pas se plaindre, demande la vie : mais le violateur de la fille devient l'assassin du père, et la famille ne trouve pas un huissier, pas un suppôt de justice qui veuille porter ou recevoir la plainte, et le double crime est impuni : *Et nunc reges intelligite, erudimini qui judicatis terram*¹ ».

L'orateur n'entendait pas faire peser sur tous les seigneurs les graves accusations contenues dans les passages qui précèdent. Si le mal était général, il y avait, lui même en convient, d'honorables et nombreuses exceptions².

Ailleurs, il fait une peinture, un peu trop réaliste peut-être, des mauvais exemples venus de haut et des exhibitions éhontées où le vice s'étalait au grand jour, et signale les conséquences funestes qui en résultent pour la moralité publique.

¹ *Bibl. nat.* Double de Li 31/230 (Réserve).

² Les mêmes injustices sociales existaient déjà au dix-septième siècle. Voici, en effet, ce que nous lisons dans un ouvrage de cette époque, composé par un prêtre, docteur en théologie de la Faculté de Paris et sous-pénitencier de Notre-Dame, homme modéré, s'il en fut, et aussi peu révolutionnaire que possible : « La justice semble être, de toutes parts, exilée de ce bas monde ; tout y est rempli de larcins et de diverses iniquités. Les plaintes en retentissent jusqu'au ciel. Le propre intérêt fait de tous côtés ses ravages, et ceux qui ont reçu de Dieu (rois, nobles, juges, en un mot les autorités sociales), la mission de faire fleurir cette vertu, se sont écartés de leur devoir, et sont coupables devant le trône de Dieu des plus énormes injustices et désordres. Oh ! plaise à Dieu que les puissants de la terre apprennent la justice et qu'ils cessassent d'opprimer les pauvres, qui à peine trouvent du pain à manger. Oh ! qu'un jugement terrible et épouvantable les attend, pour punir toutes leurs violences ! Le temps est court, et bientôt vous apparaitrez, ô Roi de Justice, à cause des larmes et des gémissements des pauvres, qui les accuseront devant vous de les avoir ruinés et réduits, sans aucune miséricorde, à une extrême misère ». (L. BAIL, *Théologie affective*, t. III, p. 269, édit. de 1855, *Médit.* sur la vertu cardinale de Justice).

« Au delà du fleuve ¹, un bois profane ² touche à vos simples rivages et s'étend jusqu'aux barrières fastueuses de la capitale. Dans ses vastes allées, le luxe effronté promène son orgueil, et sous ses ombrages, redoutables à l'innocence, la volupté honteuse recèle ses crimes.

» Mais, il est surtout une époque de sanctification pour toute la terre ³, où l'impiété la plus scandaleuse s'unit, dans ces lieux, à la corruption la plus exécration ⁴. Jamais attentat aussi éclatant contre la religion et les mœurs ne déshonora aucune autre nation. Dans ces jours de repentir..., d'impudentes prostituées s'élèvent dans l'éclat le plus éblouissant de la parure sur des chars pompeux, partent, avec leurs insensés adorateurs, de toutes les rues de cette Babylone ; des femmes d'un haut rang, comme si elles avaient l'émulation d'imiter ces infâmes, de les surpasser même, accourent, plus impies, en effet, et plus licencieuses encore, car elles ont de grands exemples à donner : elles sont épouses et mères ; de jeunes insensés, l'espérance, ou plutôt le désespoir des familles illustres, viennent étaler en triomphe les ruines de leur réputation et de leur fortune ; des vieillards sans pudeur, des matrones, orgueilleuses d'un déshonneur de trente années, prennent rang dans ce concours de la folie. Un peuple innombrable se presse sur les pas des coursiers, entre les files des chars, pour repaître ses regards avides et irriter sa basse corruption de toutes ces magnificences de l'infamie.

» A l'aspect de ces impiétés, de ces joies, de ce faste de la débauche, les fils du laboureur honorable aspirent à la gloire d'être valets de courtisanes ; les jeunes filles de fermières modestes projettent leur fuite ; et, pleines d'espoir d'obtenir à leur tour, par le sacrifice de leur pudeur, des diamants et

¹ La Seine.

² Le bois de Boulogne.

³ Le carême.

⁴ Allusion aux mascarades et aux cavalcades de la mi-carême.

des équipages, se préparent à un sort affreux dans la fange des rues ou dans les hôpitaux du crime ¹ ».

Quand une société descend à ce degré de corruption, on peut s'attendre à l'en voir punie, tôt ou tard ; la justice immanente des choses l'exige. Comme on le sait, le châtement est venu, foudroyant, terrible.

A ces turpitudes, l'orateur oppose le spectacle reposant offert par un peuple fidèle à la religion et à la vertu. Il y a là des pages d'un charme pénétrant.

Il émet le vœu que, pour relever les mœurs, outre les fêtes de rosières, on en institue d'autres pour tous les âges et tous les états de la vie champêtre, et qu'il y ait, par exemple, la fête du bon vieillard, celle du bon cultivateur, le dimanche de la bonne mère, de la bonne épouse, de la piété filiale, la fête des bons ménages et jusqu'à la solennité de la bonne enfance ; mais, à la condition que ces institutions soient fondées sur la religion ². L'idée était excellente et aurait mérité d'attirer l'attention des sociologues.

Les misères dont il était témoin constituaient un des principaux griefs de l'abbé Fauchet contre l'organisation sociale de son temps, car il revient fréquemment sur ce sujet dans ses sermons. Ainsi, prêchant, un autre jour, à l'abbaye de Longchamps, devant la belle-sœur du roi, il avait décrit, en termes saisissants, la vie du pauvre ; tout à coup, il s'arrête, et, le visage altéré, le bras étendu vers la princesse, il s'écrie : « Pardonnez, Madame, je vais remuer la boue du cœur humain ». Alors, dans une charge furibonde, il dénonce la dépravation des mœurs des classes privilégiées et la dépeint avec ces vives couleurs qui font l'effet d'un miroir, où chacun est forcé de se reconnaître ³. C'est dans le même sermon qu'il disait : « Il faut

¹ P. 31.

² P. 42.

³ V. *Dictionnaire des Parlementaires*, à l'article « Fauchet ». — PAGANEL, *Essai historique et critique sur la Révolution*, I, p. 456.

des rois et non pas des tyrans, il faut des sujets et non pas des esclaves». Plus de dix ans avant la Révolution, il faisait retentir la chaire des mots de *peuple*, de *liberté*, de *patrie*, et sa prédication avait un caractère plus social que religieux.

Nous sommes à la veille de 1789. Le vicaire de Saint-Roch éprouvait la fièvre à laquelle les esprits étaient alors en proie, et déployait une grande activité pour se mettre en évidence. Plein de confiance en lui-même et fier de ses talents, il se croyait destiné à occuper une place et à jouer un rôle dans la société nouvelle qui se préparait. Les événements n'allaient pas tarder à lui en fournir l'occasion.

Lors de la convocation aux Etats Généraux, il est nommé électeur du clergé par les prêtres du quartier de Saint-Roch, et fait partie des vingt-cinq membres de la commission élue par le clergé de Paris *intra muros*, pour rédiger le cahier des doléances de ce dernier (27 avril 1789).

Dans un temps où l'on ne parlait que de réformes et où chacun avait son système qu'il préconisait, on peut supposer que l'abbé Fauchet n'était pas sans posséder le sien. Il avait justement des idées philosophiques, économiques et sociales bien arrêtées, et il n'avait pas attendu la Révolution pour les professer. Il était rare, en effet, qu'il n'en laissât pas transpirer quelque chose dans ses discours ; il arriva, plus d'une fois, qu'elles en formèrent le fond, voire même le sujet.

Aussi bien, lui-même s'est expliqué sur ce point, dans le premier numéro du *Journal des Amis*, qu'il rédigea vers le milieu de l'année 1793, quelques mois avant sa mort. L'article a pour titre : *Observations sur mes principes et ma conduite révolutionnaire*. L'auteur y raconte que, dès l'année 1778 — il avait alors trente-deux ans, — devant une assemblée « très nombreuse et très solennelle », il annonça l'abolition des droits féodaux et la destruction de la noblesse.

En 1780 — toujours d'après lui — il exposait à Versailles, dans un discours sur « l'immoralité de nos lois et de notre gouvernement », la nécessité de détruire cette construction sociale qui opprimait les hommes. Il annonçait que « l'Evan-

gile de la Fraternité et de l'Egalité allait bientôt régir le monde ». Il ajoute que le roi et la Cour l'écoutaient comme un hardi rêveur, dont les attaques se dissiperaient en fumée.

Ce détail confirme ce qui a été dit plus haut, de la liberté laissée aux prédicateurs et aux écrivains. De vrai, beaucoup de ceux qui étaient le plus intéressés au maintien de l'ordre social existant, et qui, pour tout au monde, n'auraient pas voulu le voir modifier, étaient les premiers à le critiquer, faisant, en cela, chorus avec les philosophes et les encyclopédistes, sans se rendre compte que, par là, ils contribuaient à l'ébranler. Ces braves gens menaient gaiement, avec une légèreté et une insouciance déconcertantes, les funérailles de la monarchie, et aidaient eux-mêmes, comme à plaisir, à creuser le gouffre qui devait les engloutir.

En 1782, il plaida la cause des patriotes de Genève, et, dans le mémoire rédigé par lui dans ce but, il exprima « les vrais principes de la souveraineté du peuple ».

En 1787, faisant le panégyrique de saint Louis devant l'Académie française, il annonça le règne prochain de la liberté. Après l'avoir entendu, Marmontel et La Harpe lui dirent, avec « attendrissement », que si l'on eût toujours parlé, comme lui, de la religion, les philosophes ne se seraient jamais élevés contre elle. « Voltaire lui-même, s'il eût pu l'entendre, se serait écrié en l'embrassant : Je suis chrétien ¹ ».

D'autre part, voici comment il s'exprimait dans une lettre adressée au rédacteur en chef du *Journal de Paris*, à la date du 28 juillet 1790 :

« Je suis voué à la Révolution ; vous m'y trouverez jusqu'à la mort. Les événements ne m'ont pas donné mes principes. J'ai toujours eu les mêmes idées de liberté, de législation et de bonheur public. J'en ai, d'hier, une preuve littéraire assez frappante. J'ai reçu une lettre de Constance, qui m'est écrite par le ministre de la colonie genevoise qui y est établie, il y a

¹ N° 1 du *Journal des Amis*, pages 7 et 8.

dix ans. Il me marque qu'il a lu à tous ses concitoyens ce que je lui écrivais en 1781, à l'occasion des troubles élevés à Genève, et qu'ils ont été frappés d'étonnement de voir qu'à une époque où rien ne présageait notre Révolution, j'avais les mêmes principes que je défends aujourd'hui par ma conduite et mes ouvrages. Mes sentiments ne varient pas davantage que mes idées¹ ».

Nous avons vu avec quelle véhémence, dans son sermon sur les *Mœurs rurales*, prononcé à Suresnes, il s'éleva contre les seigneurs et les grands propriétaires, qu'il dénonçait comme le fléau des campagnes.

Dans ce même discours, il préconise la liberté et l'égalité, mais « une liberté sage », comme il a soin de le dire, et une égalité qui n'exclut pas la distinction et la hiérarchie des classes, ni la diversité des fortunes. Il est d'avis « qu'il faut des riches et des pauvres, des inférieurs et des supérieurs ». Il réclame également une législation destinée à faire disparaître la misère, qu'il définit : « la privation des choses essentielles à la vie et des moyens légitimes de se les procurer² ». Là aussi, il distingue entre la misère et la pauvreté, et ne veut pas qu'on les confonde. Il convient qu'on ne fera pas disparaître celle-ci. Le pauvre, d'après lui, est celui « qui est privé des biens corporels non strictement nécessaires à la vie, mais qui, avec son travail, possède l'essentiel ». Rien de mieux. Mais, peut-on objecter, si le pauvre ne peut travailler, avec quoi vivra-t-il ? Il répond : « avec les contributions de ses frères et les soins de la mère patrie ». La réponse est vague ; l'idée elle-même est loin d'être claire ; elle eût gagné à être formulée avec plus de précision³.

¹ *Journal de Paris*, n° du 31 juillet 1790.

² *Discours sur les Mœurs rurales*, p. 20.

³ Il est plus explicite dans son ouvrage *La Religion nationale*, dont nous parlerons bientôt. Il y demande que les indigents invalides de chaque paroisse soient à la charge de celle-ci, et qu'elle pourvoie à leur subsistance par des fonds annuels (p. 221).

Les hardiesses de l'abbé Fauchet faillirent pourtant lui coûter cher. Le discours prononcé par lui, en 1766, et auquel il fait allusion dans l'article du *Journal des Amis* mentionné plus haut, causa un vrai scandale. Les chambres du Parlement s'assemblèrent pour le décréter ; de son côté, l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, ne parlait de rien moins que de l'interdire. Tous les ministres demandaient au roi de l'envoyer à la Bastille ; Turgot, seul, qui, sans le connaître, partageait ses idées, prit sa défense et le sauva.

S'il faut en croire un chroniqueur contemporain, il fut réellement interdit. Voici, en effet, ce que nous lisons dans les *Mémoires secrets* de Bachaumont, à la date du 20 mai 1776 :

« Un abbé Fauchet, jeune homme qui commençait à prêcher, se voulait distinguer, et, se vouant à la secte à la mode (celle des économistes), commençait à faire bruit par son affectation de glisser la morale économique avec la morale évangélique, et de faire venir adroitement des tirades et des éloges étrangers au fond de son sujet. M. Turgot était un des saints que cet orateur célébrait le plus. Les dévots ont été outrés d'un zèle de cette espèce ; ils ont peint l'abbé Fauchet à M. l'archevêque comme un prédicateur profane et scandaleux, et le prélat l'a interdit au milieu de sa station à Saint-Germain-l'Auxerrois ¹ ».

L'accusation fut renouvelée par l'auteur anonyme d'un libelle publié en 1789, pendant que s'imprimait son ouvrage

¹ BACHAUMONT. *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la république des lettres en France depuis 1762*, t. IX, p. 128, Londres 1778. — De son côté, l'abbé Barruel écrivait, en 1791 : « L'abbé Fauchet, portant sur son front les honteuses cicatrices de cet interdit que tout Paris connaît et dont on n'a point oublié les trop scandaleux motifs... » (*Collect. ecclés.* t. IV, p. 119). L'auteur de l'article qui lui est consacré dans la *Biographie universelle* de Picot rapporte également qu'il fut interdit. D'autre part, l'abbé Fauchet nie avoir été frappé par aucune censure. Il convient cependant qu'il a interrompu, pendant quelque temps, ses prédications ; cet aveu permettrait de supposer qu'il y eut tout de même quelque chose. Si le vicaire de Saint-Roch ne fut pas réellement l'objet d'un interdit, il est vraisemblable qu'il reçut au moins, de l'autorité ecclésiastique, le conseil, sinon l'ordre, de suspendre momentanément ses prédications.

sur *la Religion nationale*. Mais lui-même s'en défend énergiquement dans une note de ce livre. « On me charge, dit-il, d'un décret et d'un interdit. Je n'ai été, de ma vie, en cause personnelle avec aucun tribunal ; je n'ai pas même reçu une assignation en matière civile. L'assertion sur l'interdit est également fausse. Si j'ai interrompu, pendant un court espace de temps, mes prédications, je l'ai voulu. Mes mœurs, en dépit des méchants, sont hors d'atteinte. Je crains le jugement de Dieu, je ne redoute pas celui des hommes. Personne n'est à l'abri d'une imputation et d'un libelle¹ ».

Dans cette même note, il affecte un superbe dédain et un mépris souverain pour la calomnie et les calomniateurs ; il ajoute, en effet : « Si les autres ne s'en inquiétaient pas plus que moi, ce ne serait pas même la peine de réprimer la licence des conversations et de la presse sur les calomnies sans authenticité. Pense sagement, vis bien et laisse dire : tes principes et ta conduite, voilà ta justification et ta réponse... Il faudrait être obscur comme un porteur d'eau ou tourmenté comme l'auteur de *l'Emile*, pour tenir compte des impertinences, de la sottise et des injures de l'envie ». Ses affirmations doivent être acceptées ; on n'a aucune raison de leur préférer les dires — assez souvent sujets à caution — de Bachaumont, ou ceux de l'auteur anonyme d'un libelle diffamatoire.

¹ *De la Religion nationale*, p. 274.

CHAPITRE IV

LE LIVRE « LA RELIGION NATIONALE »

*« De la Religion Nationale » — Analyse des principes
contenus dans cet ouvrage.*

L'œuvre capitale de l'abbé Fauchet est le livre intitulé : *De la Religion nationale*, vraisemblablement celui-là même que, dans son testament, il désigne sous le nom de livre *Sur les Principes*. L'ouvrage était composé et existait déjà en manuscrit depuis plusieurs années ; mais l'auteur en avait toujours différé l'impression, ne la jugeant pas opportune ; ce n'est qu'en 1789, lors de la convocation des Etats Généraux, qu'il se décida à le publier. C'était précisément l'heure où, dans de solennelles assises, la France entière allait être appelée à délibérer sur les « principes » mêmes qui en faisaient l'objet : l'occasion, on le voit, ne pouvait être plus favorable ni le moment mieux choisi¹.

L'ouvrage est l'exposé des opinions religieuses, philosophiques, économiques et sociales de l'abbé Fauchet. Il renferme tout un programme de réformes. A l'époque où il parut, il pouvait être regardé comme une sorte de manifeste. L'Assemblée constituante s'inspira de la plupart des principes

¹ In-8° de 300 pages, Paris, LOTTIN, 1789, et chez le portier de la communauté de Saint-Roch. L'auteur a cru devoir substituer, au titre primitif, celui de *Religion nationale*. Il a eu tort, selon nous : le premier traduisait bien plus exactement l'objet de l'ouvrage.

qui y sont énoncés ; ce n'est pas assez dire : elle les adoptera et les fera passer dans les lois ; plusieurs prendront rang parmi les « immortels principes » de 1789.

Ce qu'on appelait, dans ce temps-là, les « idées nouvelles », sont toutes, sinon formellement exprimées, du moins en germe dans ce livre.

Nous allons essayer de faire connaître le livre lui-même ; il nous suffira, pour cela, d'en donner un résumé succinct.

Mais il convient, auparavant, d'en expliquer le titre choisi par l'auteur. On serait tenté, en effet, au premier abord, d'attacher à ce titre un sens qu'en réalité il n'a pas, et de croire que l'abbé Fauchet est partisan d'une religion spéciale à la nation française.

La « religion nationale » qu'il veut pour la France, à l'exclusion de toute autre, c'est la religion catholique ; il est très formel sur ce point. Les citations suivantes en fourniront la preuve.

Ainsi, à la question de savoir s'il faut maintenir la religion catholique dans son intégrité, il répond : « C'est demander s'il est essentiel de conserver la paix, la concorde et tous les biens qui résultent de l'unité nationale ».

Il est opposé à la liberté des cultes. Il enseigne expressément qu'on ne doit pas tolérer plusieurs cultes. L'intolérance que les philosophes condamnent « bien impolitiquement », observe-t-il, fait la force des Empires. « La France se croirait perdue à la seule idée d'une révolution légale qui lui ravirait l'unité de culte ».

Bien mieux, d'après lui, on n'est citoyen — c'est-à-dire Français — qu'autant qu'on est catholique. Il écrit, en effet : « Pour avoir dans leur plénitude les droits de citoyen, il faut professer la religion nationale ». Et comme la religion nationale, pour lui, n'est autre que la religion catholique, cela revient à dire que, pour être citoyen français, il faut être catholique.

Sur ce point de l'unité de culte, Fauchet est pleinement dans la tradition des théologiens du Moyen âge.

Disons encore que, toujours d'après lui, la religion catho-

lique a un rapport direct avec l'unité monarchique : ce gouvernement est le plus parfait. « Le meilleur état constitutionnel pour une grande nation, écrit-il, est la monarchie ». Bailly, dans ses *Mémoires*, dit, à ce propos : « L'Assemblée nationale n'avait pas encore décrété la monarchie ; M. l'abbé Fauchet marchait alors devant elle ». Il ajoute malignement : « Il paraît que, depuis, il lui a cédé le pas ; il a bien « perfectionné » ses principes ¹ ».

Le livre se divise en trois sections ou parties. La première développe longuement le principe que l'auteur adopte pour fondement de la religion nationale, et qui peut se formuler ainsi : La société a besoin de la religion pour protéger ses lois contre l'indépendance et les attaques des passions : voilà pourquoi « il n'est pas un gouvernement dans le monde qui ne soit théocratique ou qui puisse exister sans l'être ; car il n'en est point sans lois, et il n'est point de lois sans conscience, et il n'est point de conscience sans le juge intime et redouté de l'injustice ² ». — « Il résulte de ces observations que le droit divin embrasse deux rapports différents vis-à-vis de l'autorité qui gouverne les êtres libres : le droit de punition contre l'abus de la liberté, qui nous jette dans la servitude du mal ; le droit de récompense pour le bon usage de notre volonté, qui nous assure la possession du bonheur ³ ». — « La religion s'oppose à la révolte et au tyrannicide, mais non pas à la concordance qui fait les lois sociales et qui opère la réforme pacifique des gouvernements ; au contraire, elle les commande. Avec la fraternité chrétienne, si elle devenait dominante dans l'esprit public, il serait impossible qu'il y eût de mauvais gouvernements, parce qu'il ne se trouverait point d'agents d'un pouvoir vexatoire ⁴ ». — « La religion catholique autorise donc toutes les sages résistances aux envahissements des

¹ BAILLY, *Mémoires*, t. III, p. 126.

² P. 45.

³ P. 53.

⁴ P. 57.

propriétés par la tyrannie, à toutes les atteintes portées au droit naturel et social. Loin de s'opposer aux réformes qui peuvent ramener à la justice le gouvernement, elle les encourage et les exige ; elle ne veut que la sagesse, la concorde et la félicité de l'univers¹ ».

Dans la seconde partie, l'auteur étudie ce qu'il appelle « la combinaison des droits de l'Église catholique avec les droits de la puissance temporelle », autrement dit, les rapports de l'Église et de l'État. Il fixe « l'étendue et les limites de l'autorité ecclésiastique », et indique « les réformes nécessaires et conformes à l'esprit de la religion, dans le régime de l'Église de France ».

Ces réformes portent sur le choix des pasteurs. Il établit que ce choix doit être confié à l'Église elle-même, prenant le mot Église dans le sens *d'assemblée*, ou, pour parler plus exactement, aux fidèles, comme cela se pratiquait primitivement. Il estimait, sans doute, que c'était le meilleur moyen de parer aux abus qui s'étaient glissés dans les nominations ecclésiastiques, alors généralement dévolues au roi, aux chapitres, abbayes et patrons laïques. Il se trompait. En voulant éviter un mal, il tombait dans un autre. S'il s'était reporté à l'histoire, il aurait pu se convaincre que le régime électif ne fut pas davantage exempt d'abus ; ceux-ci finirent même par se multiplier au point de discréditer le système. Fréquemment, les élections étaient viciées par des calculs, des fraudes, des manœuvres de toute nature. Sidoine Appolinaire, qui vivait au ^{ve} siècle, raconte que, de son temps, les candidats à l'épiscopat achetaient les suffrages des électeurs.

L'idée de l'abbé Fauchet sera reprise et adoptée par la Constituante, qui l'érigera en loi ; elle forme une des dispositions principales de la Constitution civile du Clergé. On sait quels tristes résultats a produits sa mise en pratique.

La réforme préconisée par l'auteur de la *Religion nationale* ne peut s'effectuer, selon lui, qu'après l'abolition préalable

¹ P. 71.

du Concordat intervenu entre Léon X et François I^{er}. Il rend ce pacte célèbre responsable de tous les maux dont souffre l'Église de France ; c'est lui le grand coupable. Sur ce point, l'abbé Fauchet est très catégorique ¹. Il prend un malin plaisir, on le sent, à déverser sur « ce pelé, ce galeux », sa verve indignée. « Il porte dès son origine, dit-il, le sceau le plus noir du despotisme ». Il l'appelle « un code de brigandage ». Il le traite de « conception infernale d'un des princes les plus odieux qui aient porté le sceptre de Louis XI, ouvrage consommé de la politique impie de Léon X et de François I^{er}, ou plutôt de son infâme ministre du Prat ». « On sait, ajoute-t-il, ce qu'il a produit et continue de produire. Nous n'entrerons pas dans le détail des bassesses, des perfidies, des abominations qui ont procuré les honneurs du sanctuaire et des richesses immenses à des hommes souvent les plus vils de tous, avec le stupide orgueil de leur nom, quelquefois incapables, par leur lourde ignorance et leur manque de bon sens, d'être sacristains de paroisse, presque toujours pétris de toutes les petitesesses de la fatuité et de tous les vices de la mollesse. Ces tableaux ont été faits : inutile de les refaire ² ».

Par leur exagération évidente, ces déclamations furibondes de l'abbé Fauchet portent avec elles leur condamnation. Elles n'en ont pas moins, — on est bien forcé de le reconnaître, — quelque chose de fondé ; un auteur récent et nullement suspect ne fait pas difficulté d'en convenir :

« Qu'entre les mains de rois despotes et peu consciencieux, écrivit-il, le Concordat [de 1516] ait été la source de beaucoup

¹ Nous croyons devoir consigner ici le jugement porté récemment sur le Concordat de 1516 par une revue catholique, à propos de l'ouvrage de l'historien allemand, L. Pastor, sur Léon X. L'auteur de l'article où il est rendu compte de cet ouvrage s'exprime ainsi : « Il semble que les deux parties (le pape et le roi) se soient entendues pour supprimer les témoignages de leurs étranges concessions mutuelles. La monarchie française a gagné beaucoup en cette affaire, mais on ne pourrait en dire autant de la papauté. (*Revue d'Histoire ecclésiastique* de Louvain (n° de janvier 1907, p. 144).

² *Religion nationale*, p. 108.

d'abus, voire de choix fort regrettables, c'est ce qui ne saurait être contesté. La Cour de Rome peut, à ce sujet, faire un gros *mea culpa*. Sous les derniers Valois, de François I^{er} à Henri III, elle a laissé passer, presque sans mot dire, les créatures du roi, quelles qu'elles fussent, et elle s'est pliée, en accordant autant d'indults qu'il fallait, aux dangereuses fantaisies des souverains ¹ ».

Un autre abus, dénoncé par le même auteur, est celui que nous signalons nous-même, à savoir l'asservissement de l'épiscopat. Mais il estime qu'on ne doit pas l'imputer au Concordat ; il provient, selon lui, de la mauvaise application qui fut faite de ce dernier ².

En vertu du pouvoir qui lui était conféré par le Concordat de 1516, le roi nommait aux évêchés du royaume. L'abbé Fauchet demande que ce mode soit aboli ; il en propose un autre, dont il décrit ainsi le mécanisme :

« Le doyen de la cathédrale, au moment de la vacance, avertira le métropolitain. Celui-ci convoquera le concile provincial pour le mois suivant, sans plus long délai, dans l'église où le siège épiscopal est vacant. Les vicaires généraux du chapitre en donneront avis, par mandement, à tout le diocèse, et notifieront le jour indiqué pour le concile. Les grands vicaires de la cathédrale, les doyens des collégiales, tous les archiprêtres, un supérieur de chacun des ordres religieux existant dans le diocèse se rendront à l'assemblée et y siégeront au-dessous des évêques. Le chef du gouvernement de la province, tous les premiers magistrats civils, un chef de famille ou un ancien de chaque archiprêtré, pris dans une des paroisses de ce district, chacune à son tour, selon le rang sur le tableau du diocèse, et élu par la communauté de la paroisse, les députés de toutes les villes du diocèse, propor-

¹ Alfred BAUDRILLART, *Quatre cents ans de Concordat*, p. 106. — Paris, POUSSIELGUE, in-12, 1905.

² *Idem opus.*, p. 112.

tionnellement à leur population et selon le tableau également fixé, se rendront au concile et occuperont les bancs des laïques, de manière que les représentants des fidèles, présidés par les magistrats, soient aussi nombreux que les représentants du presbytère présidés par les évêques. Dès le premier jour de l'ouverture du concile, l'Esprit-Saint invoqué et le serment solennel proféré, on élira, à la pluralité des voix, les trois personnes qu'on jugera les plus dignes.

» Le roi, qui continuera de jouir de son droit de patronage sur tous les évêques du royaume, et qui, au lieu de la voix d'un seul homme ou de celles d'un conseil privé trop environné d'intrigues, aura seulement à recueillir les voix des églises et des peuples, nommera celui qu'il voudra des trois élus du concile ; il présentera celui qu'il aura préféré au Pape, qui lui donnera l'investiture canonique ¹ ».

L'abbé Fauchet prévoit le cas où le Pape refuserait arbitrairement l'investiture canonique à l'élu. Il déclare qu'alors le roi pourrait très légitimement la lui faire donner par le métropolitain ou évêque de la province dont l'évêché vacant est suffragant.

Dans la Constitution civile du Clergé, l'Assemblée constituante adopta, à peu près intégralement, ce système pour régler le mode de nomination aux évêchés. Ce qui doit frapper surtout, c'est de constater que l'auteur de la *Religion nationale* et les auteurs de la Constitution civile sont préoccupés de la même pensée : faire concourir les laïques aux élections ecclésiastiques ; ils prétendaient revenir ainsi à la discipline primitivement en usage dans l'Eglise.

L'idéal de l'abbé Fauchet est la Pragmatique Sanction de Bourges, qu'on a faussement attribuée à saint Louis. Il voudrait qu'elle fût remise en vigueur. Les évêques seraient élus par les prêtres et les fidèles, et, dans le cas où le Souverain Pontife réclamerait contre cette institution, « on lui écrirait

¹ P. 113.

avec déférence, et ensuite on resterait en paix, dans la communion inviolable de l'Eglise universelle, révéranr le Pape, quelque fussent ses procédés, comme le chef auguste de toute la catholicité, le Très Saint-Père, auquel les évêques seront toujours prêts à déférer en tout ce qui sera conforme aux règles canoniques ¹ ».

La Pragmatic Sanction, objet des rêves de l'abbé Fauchet, n'était pourtant pas l'idéal ; elle avait entraîné, elle aussi, — l'histoire en fait foi, — pas mal d'abus. Pourquoi ces abus ne se seraient-ils pas reproduits ? La cause étant la même, on ne voit pas ce qui eût pu empêcher les effets d'être les mêmes.

Toute institution, — fût-ce la meilleure, — se trouve presque toujours viciée, dans la suite des temps, par le fait des passions humaines. C'est ce qui eut lieu pour le Concordat passé entre Léon X et François I^{er}. Il avait été, — comme du reste tous les concordats, — un acte de circonstance, et devait remédier aux maux du moment ; mais, dans la suite, il était devenu un poids lourd et incommode ; les maux, un instant conjurés, reparurent sous une autre forme. Le principal grief qu'on soit en droit de lui adresser est d'avoir entraîné l'asservissement graduel de l'épiscopat. Mais, aussi bien, n'est-ce pas ici le lieu de dissenter sur les avantages ou les inconvénients du contrat de 1516 ; nous n'avons ni à le défendre ni à le condamner : notre rôle d'historien doit se borner simplement à exposer les idées contenues dans l'ouvrage que nous analysons, sauf à les rectifier au besoin. Hàtons-nous donc de reprendre cette exposition.

Après le paragraphe où il plaide en faveur de l'abolition du Concordat alors en vigueur, et discute sur le choix des

¹ P. 115. On retrouve cette phrase, ainsi que plusieurs autres du même ouvrage, et dans la *lettre de communion* que l'abbé Fauchet adressa au Souverain Pontife après son élection à l'évêché du Calvados, et dans sa première lettre pastorale. Cette doctrine enlevait au Chef de l'Eglise le pouvoir de juridiction ; elle ne lui laissait qu'une prééminence d'honneur. On reconnaît là un des fameux « principes » ou « libertés de l'Eglise gallicane ». La grande majorité du clergé, à cette époque, était imbue de ces idées.

pasteurs, l'abbé Fauchet parle des abbayes et des prieurés, des séminaires, des facultés de théologie et des congrégations religieuses d'hommes. Il a des idées arrêtées sur chacun de ces sujets.

Ainsi, il entend que la loi qui garantit les propriétés soit inviolable ; il estime qu'elle est la base de l'ordre social. Dès lors, « la nation ne peut, sans exposer la société à un bouleversement funeste, donner à ses représentants le pouvoir de ravir, de transporter à d'autres, d'envahir, sous aucun prétexte, les propriétés réelles et légitimes de qui que ce soit. Celles qui appartiennent aux églises sont certainement aussi sacrées qu'aucune autre ¹ ». Toutefois, il demande que les bénéfices qui n'obligent le possesseur à rien de spécial pour le bien de la religion ne soient conférés qu'à charge, pour le titulaire, d'un office utile ou d'un service déterminé. « Car, ajoute-t-il, les titres lucratifs sans fonctions sont le plus détestable abus de la chose publique. Les propriétaires actuels de ces bénéfices ne peuvent être évincés, parce qu'ils possèdent en vertu de toutes les lois qui garantissent les propriétés ; mais il faut leur assigner des obligations positives et les astreindre à les remplir. S'ils ont plus de bien qu'il n'est nécessaire pour leur entretien et leurs fonctions, il convient, il est juste de leur faire consacrer l'excédent de leurs revenus à l'entretien du culte et aux pauvres .. On ne pourra plus posséder qu'un seul bénéfice, quand il suffira pour l'entretien de celui qui en est pourvu et pour l'acquit de l'office dont il est chargé. Ceux qui ont deux ou plusieurs abbayes et prieurés seront obligés d'opter, dans l'année, et les bénéfices qui composent leur superflu seront conférés à d'autres ² ». Rien de mieux. Mais l'auteur ne se trouvait-il pas précisément dans ce cas ? Était-ce à celui qui était le premier à en bénéficier à dénoncer les abus ? - C'est fort bien d'établir soi-même des « principes » ; mais, pour être logique, il convient de s'y conformer.

¹ P. 117.

² P. 121.

« Il ne faut rien distraire, dit-il plus loin, des évêchés et des cures ». Et il ajoute sentencieusement : « Aucun évêché n'est trop opulent pour le bien qu'un saint y pourrait faire ; mais tous le sont assez pour les saints eux-mêmes ¹ ». Il demande que la portion congrue, fixée à 700 livres, soit portée à 1 200. L'Assemblée constituante lui donnera satisfaction sur ce point. Le casuel sera supprimé. Le titulaire d'une abbaye ou d'un prieuré n'aura pas plus de 10 000 livres de rentes. Les chapitres des églises cathédrales et collégiales seront maintenus ; on pourra tolérer aussi les chapitres nobles, mais à condition que les titres de noblesse n'y soient plus requis, attendu que « cette nobilité exclusive, dans un état humble et saint, choque tous les principes ». « Qui pourra, dit-il, souffrir ces croix, symboles de crucifiement, et devenues des signaux de fierté, ces habits fastueux, ces couleurs tranchantes, ces rubans ridicules, ces ornements de théâtre que la démenche de l'amour-propre a inventés pour couvrir de honte la religion la plus simple, la plus fraternelle ? La croix des évêques est seule dans les convenances ; elle est d'ailleurs d'un usage immémorial ² ».

Voici maintenant son opinion sur les congrégations religieuses d'hommes :

« Les Bénédictins, Bernardins et Chanoines réguliers doivent être employés à l'utilité publique. Leurs grandes maisons, qu'il faudra conserver, serviront à l'éducation des citoyens et à la culture des hautes sciences. Ceux qui ne voudront pas s'y dévouer mériteraient de subir la sentence de saint Paul : « Celui qui ne travaille pas n'a pas le droit de » manger ³ ». Ici, l'auteur est en opposition avec la tradition constante de l'Eglise, laquelle a toujours reconnu et proclamé

¹ P. 122.

² P. 138.

³ P. 145.

l'utilité des ordres contemplatifs ; on voit qu'il partageait, à l'endroit de ces derniers, les préjugés de ses contemporains. Il admet cependant que les Chartreux et autres cénobites, tels que les religieux de la Trappe et de Sept-Fonts, « hommes vénérables, qui sont toujours dans la ferveur de leur état », soient conservés ; mais, s'il fait cette concession, c'est en raison des services qu'ils rendent « aux arts agricoles ».

On ne saurait, estime-t-il, entourer de trop de respect les congrégations adonnées à l'enseignement des jeunes clercs ; mais quelques-unes d'entre elles méritent certains reproches. Par exemple, « on y remarque un esprit servile, minutieux, vraiment misérable : on y rampe, on y enseigne des pratiques puériles et superstitieuses plutôt qu'on y inculque les grandes maximes de la morale et de la religion... Il faut former de saints ministres, de bons pasteurs, de zélés citoyens, et non point des grimaciers à cheveux plats, des verbiageurs d'arguments et de petites formules ¹ ».

Quant aux universités, si la religion n'est pas à la base de l'édifice et ne relie pas toutes les branches de l'enseignement, c'en est fait des mœurs de la jeunesse qui les fréquente ; au lieu de s'améliorer, elles ne feront que dépérir de plus en plus. Que dire des facultés de théologie ? La façon dont cette science y est enseignée est « pitoyable » ; on n'y apprend qu'à « ergoter sur les objets les plus sacrés, à mentir à ses propres opinions dans les articles laissés au libre jugement des hommes, à s'asservir à des formules qui ne sont point prescrites par l'Église, mais par une scolastique ombrageuse qui a tout obscurci, tout entravé, comme si elle eût eu pour lot d'abrutir l'esprit humain ² ». « L'orgueil du pédantisme théologique et le despotisme des scolares a égalé ou surpassé toutes les espèces d'orgueil et de despotisme. Ce n'est plus guère qu'un objet de pitié ; mais, autrefois, c'était un épouvantail terrible ; ils ont arrêté longtemps le progrès de la

¹ Pages 150 et 151.

² P. 153.

pensée .. Depuis l'établissement des séminaires, les facultés de théologie n'ont plus de raison d'être. Elles n'ont que deux effets : faire perdre le temps aux jeunes clercs qui ne les fréquentent qu'en vue des grades, afin d'arriver, par eux, aux bénéfices, et le bon sens aux intelligences faibles; qui suivent, avec contention d'esprit, le cercle des formules conventionnelles de cette étude abrutissante ¹ ».

Sur ce point, l'abbé Fauchet se trompait gravement. Les facultés de théologie sont destinées à être les organes du haut enseignement ; à ce titre-là, elles sont nécessaires. Comme remède au mal dont il se plaignait, — et qui n'était que trop réel, — ce n'est pas une suppression qui s'imposait, mais bien une réforme. Sous prétexte qu'il ne répondait plus à sa destination, ce n'est pas à détruire l'enseignement qui s'y donnait qu'on devait s'appliquer, mais à le modifier et à en relever le niveau. Il n'aurait eu alors, — bien loin de là, — rien « d'abrutissant ».

L'auteur émet le vœu qu'il soit interdit aux évêques de se faire appeler *Monseigneur* et *Votre Grandeur*. L'Évangile, dit-il, le leur défend en termes exprès. Et il cite, à l'appui, ces textes du livre sacré : « Ne vous faites pas appeler maître ² ». « Que le plus grand parmi vous soit comme le plus petit, et celui qui commande comme celui qui sert ³ ». Cela ne l'empêchera pas lui-même, lorsqu'il sera devenu évêque constitutionnel du Calvados, de se laisser volontiers « monseigneuriser », comme on lui en fit un jour

¹ P. 154.

² MATH., XXIII, 8.

³ LUC, XXII, 26. — L'abbé Fauchet prétend que l'usage de donner aux évêques les titres de *Monseigneur* et de *Votre Grandeur* ne date que du temps de Richelieu. Le fait est exact. Sainte Chantal s'étant avisée, dans une lettre, d'en gratifier son saint ami, l'évêque de Genève, celui-ci l'en reprend. « Encore, dit-il, que c'est la coutume de deçà (en Savoie et en Italie) d'appeler ainsi les évêques, ce n'est pas la coutume de delà (en France), et j'aime la simplicité ».

L'Assemblée du clergé de France de 1625 écrit au Pape pour lui demander de vouloir bien béatifier « Monsieur François de Sales, évêque de Genève »,

le reproche. Il souhaite qu'on revienne à l'ancienne formule : *Révérendissime père en Dieu*, ou simplement *Révérendissime*¹. L'abbé Fauchet ne devait pas tarder à voir se réaliser son vœu : les appellations honorifiques dénoncées par lui seront prosrites par l'Assemblée nationale, en même temps que les titres nobiliaires.

Cette dernière partie de l'ouvrage que nous analysons se termine par un paragraphe sur le « célibat ecclésiastique ». L'étude comprend quelques pages seulement, mais elle est de tout point remarquable. On ne saurait souhaiter une apologie plus solide et plus éloquente à la fois de cette loi de discipline ecclésiastique. Les raisons mises d'ordinaire en avant pour la combattre sont réfutées magistralement et avec beaucoup de logique. L'auteur se trouve avoir répondu par avance, — et d'une façon péremptoire, — à celles qui étaient portées naguère, au cours de la discussion de la loi sur les Congrégations religieuses, à la tribune du Parlement français. Nous n'en citerons que la conclusion :

« Oui, dit-il, la loi universelle de continence pour les clercs est d'une convenance parfaite. S'il doit y avoir, sur la terre, des hommes dégagés des sens, libres des soins vulgaires des familles, semblables aux esprits célestes, uniquement occupés à honorer Dieu et à veiller sur les âmes ; s'il doit y en avoir qui prouvent, par leur exemple, l'empire qu'on doit exercer sur soi-même à l'égard de la passion la plus fatale aux mœurs,

mort quelques années auparavant. (*Procès-verbaux des Assemblées du Clergé*, t. II. p. 543. — Cf. *Revue du Clergé français*, n° du 1^{er} février 1906, p. 460).

« Ce courant, observe M. l'abbé Sicard, nous entraîne à des complaisances que n'avaient pas connues nos pères. Les prélats de second ordre non revêtus du caractère épiscopal, et qu'on traite de *Monsignor* en Italie, sont en train d'obtenir le *Monseigneur* en France. Cependant les deux mots sont loin d'être synonymes dans notre pays, bien qu'ils aient une étymologie commune ». Et il se demande avec inquiétude : « Où s'arrêtera-t-on ? » (*Du titre de Monseigneur donné aux évêques*, article paru dans le *Correspondant* du 10 janvier 1892, p. 173).

¹ P. 168.

et qui se concilient, par la vertu la plus pure, la juste vénération des peuples, ne sont-ce pas les pasteurs de l'Église et les ministres de l'Évangile ? Le désintéressement leur est rendu, par là, plus facile ; les pauvres leur deviennent plus chers. Leur amour n'est pas concentré dans l'intérieur de leur maison : il s'épanche sur la famille entière de fidèles qu'ils ont à régir et à édifier ¹ ».

Plus digne d'éloges serait encore notre auteur si, joignant la pratique à la théorie, il n'avait jamais, — sur ce chapitre du célibat, — donné, en aucune façon, prise à la critique.

Quoi qu'il en soit de sa conduite personnelle, l'abbé Fauchet se déclare ici partisan convaincu du célibat ecclésiastique ; il s'en montrera, plus tard, — comme nous le verrons, — le champion énergique et convaincu.

La troisième et dernière section du livre traite des rapports de la religion avec les lois civiles, relativement à l'ordre temporel. Loi de la tolérance, loi agraire, loi des mariages, autorité paternelle, successions, spectacles, liberté de la presse, repos du dimanche, rien n'est oublié. A côté d'idées justes, on rencontre des paradoxes et des utopies ; le tout forme un mélange qu'il est difficile d'analyser.

La loi agraire fournit à l'abbé Fauchet l'occasion d'exposer ses principes d'économie sociale ; mais, comme il sera traité de ces derniers dans un chapitre spécial, nous n'en dirons rien ici.

L'auteur est partisan de l'abolition du droit d'aînesse, réduit par lui « à la présidence. — père et mère absents, — dans les assemblées de famille, à la tutelle, à la curatelle, à tout ce qui constitue une primauté d'amitié, de soins, de vigilance parmi des frères et sœurs moins âgés ² ».

Il est sévère pour les pièces de théâtre. Voici notamment ce qu'il dit des comédies de Molière :

« La plupart des comédies de Molière sont malheureuse-

¹ P. 178.

² P. 239.

ment des pièces infâmes ¹. Cet homme de génie a sacrifié à la dépravation de son siècle, au point que le nôtre, même avant l'époque qui va nous régénérer, ne pouvait plus souffrir ses basses plaisanteries, le scandale de ses personnages et les fausses moralités de presque toutes ses œuvres comiques ² ».

L'abbé Fauchet veut qu'il soit absolument interdit aux personnes non mariées, y compris les veuves, de remplir sur un théâtre, — aussi irréprochable qu'il puisse être, — le rôle d'actrices ³.

« Les petits spectacles » ou spectacles forains sont une source de corruption pour le peuple ; en conséquence, ils doivent être impitoyablement bannis ⁴.

Par contre, liberté absolue de la presse. « La religion, les mœurs et l'Etat n'ont rien à en redouter ; ils ont tout à en attendre ⁵ ». Illusion dont il est permis de sourire aujourd'hui, après expérience faite. Hâtons-nous de dire, toutefois, qu'il y est mis un correctif important, et l'on peut dire capital :

« Tout écrivain qui insultera la Divinité, la Religion, les mœurs, la nation, le roi, et qui calomnierá les personnes, de quelque ordre et condition qu'elles soient, est passible des tribunaux, vengeurs des crimes ; il doit porter la peine de son impiété, de ses blasphèmes, de sa corruption, de son insolence et de ses calomnies ⁶ ».

Telle est *la Religion nationale*. L'auteur, comme on le voit, s'y pose en réformateur, en attendant le moment, — peu éloigné, — où il se posera en révolutionnaire. Le passage de l'un à l'autre se fera sans secousse ; l'homme y sera conduit

¹ Il fait exception pour *Tartufe* et le *Misanthrope*.

² P. 256.

³ P. 261.

⁴ P. 263.

⁵ P. 267.

⁶ P. 270.

par la pente de son esprit, non moins que par la force des événements.

Voici en quels termes, quatre ans plus tard, au commencement de l'année 1793, l'abbé Fauchet parle, dans son *Journal des Amis*, du livre que nous venons d'analyser :

« En 1789, dit-il, avant la tenue des Etats Généraux, j'avais publié un volume in-8° sur ce qui convient à l'univers libre, et spécialement à la nation destinée à ouvrir la carrière de l'égalité au genre humain. Les principes libérateurs y sont tous. La Royauté, qui n'était pas encore perdue dans l'opinion, je la réduisais à la plus complète nullité d'action positive. Je n'avais pas besoin de faire entendre que de cette nullité à la suppression totale il n'y avait qu'un pas ¹ ».

Cela n'empêcha pas l'ouvrage de paraître « avec approbation et privilège du roi », et le censeur, l'abbé Coupé, de déclarer « qu'il n'y a rien trouvé qui lui ait paru devoir s'opposer à l'impression ». Il était difficile de faire preuve de plus d'indulgence.

¹ N° 1 du *Journal des Amis*, p. 10.

CHAPITRE V

DISCOURS SUR LA LIBERTÉ

Prise de la Bastille. — Rôle joué par l'abbé Fauchet dans la journée du 14 juillet 1789. — Premier, deuxième et troisième discours sur la liberté.

L'abbé Fauchet profita de son titre d'électeur pour se jeter dans la vie politique. On le voit déployer le plus grand zèle dans les assemblées de sections, ne manquant aucune occasion d'y prendre la parole. Ses harangues enflammées et son exaltation patriotique lui valurent des applaudissements enthousiastes. Au reste, comme l'observe un contemporain, le vicaire-prédicateur de Saint-Roch jouissait déjà de la réputation d'un réformateur avant qu'il fût question d'une réforme générale dans la Constitution et dans les lois. Voici ce qu'il en dit :

« Parmi les hommes qui se placèrent, par le courage de la pensée et de la parole, au premier rang des révolutionnaires, l'histoire distinguera l'abbé Fauchet, celui de tous, peut-être, que la nature et l'éducation semblaient avoir plus particulièrement formé pour électriser les passions les plus nobles. Il appliqua la religion à la politique, se fit des maximes, et, de la mort de Jésus, une arme contre la Cour et les ministres. Il jouissait de la célébrité d'un austère réformateur. Dès le premier son du tocsin, l'opinion le

rangea sur la ligne des hommes par qui elle voulait être dirigée ¹ ».

Mais d'autres circonstances n'allaient pas tarder à servir mieux encore l'ambition de l'abbé Fauchet, en l'appelant à remplir un des premiers rôles sur la scène politique. On était au commencement de juillet 1789. Une grande effervescence régnait dans Paris. Des troupes, composées de mercenaires étrangers, suisses et allemands, enserraient la Ville, dans le but, disait-on, de bloquer l'Assemblée des représentants de la nation. Les citoyens s'indignent ; ils se portent aux différentes sections où se tiennent les réunions des électeurs de chaque quartier ². Sous la pression populaire, les électeurs se décident à prendre la direction de l'insurrection parisienne. On nomme un comité permanent composé de vingt-quatre membres, dont dix sont pris dans l'ancienne municipalité et quatorze parmi les électeurs. L'abbé Fauchet se trouva être un des quatorze ; il fut élu le deuxième. C'était le 13 juillet, au matin, veille de la prise de la Bastille ³.

Le comité organisa la garde nationale, dont l'établissement avait été décrété la veille. Le marquis de La Salle ⁴, électeur de la noblesse, en fut le commandant jusqu'à la nomination de La Fayette. Ce même comité décida que toutes les forces militaires de Paris passeraient sous l'autorité de l'Assemblée

¹ PAGANEL, *Essai sur la Révolution française*, t. I^{er}, p. 443.

² Les électeurs du tiers état avaient résolu de continuer à se réunir après les élections, afin de surveiller leurs législateurs. Le pouvoir débonnaire ne s'occupait pas de ces réunions illégales ; le président de la municipalité, de Flesselles, consentit même à laisser l'assemblée des électeurs siéger à l'Hôtel de Ville.

³ L'abbé Fauchet, dans son *Discours sur la liberté* du 5 août, dit que ce fut le 12 ; il le répète dans le premier numéro du *Journal des Amis*, p. 11 ; mais il est en contradiction avec le procès-verbal officiel rédigé par l'Assemblée des représentants.

⁴ Le marquis de La Salle fut un des chefs du parti modéré pendant la Constituante. Il publia, en 1790, le *Journal des Impartiaux*, qui avait pour devise : Justice, vérité, constance.

réunie à l'Hôtel de Ville, et il invita de Launay, gouverneur de la Bastille, à recevoir les milices parisiennes dans la forteresse ; le décret porte la signature de Fauchet avec celles de de Flesselles, Delavigne et de La Salle.

On sait que de Launay, fidèle à sa consigne, refusa d'obtempérer aux injonctions du comité. C'est alors que la fusillade commença. Nous n'avons pas à raconter la prise de la célèbre prison d'Etat, regardée alors — et depuis — comme le « boulevard du despotisme ». Il est hors de doute que l'abbé Fauchet joua un rôle actif dans cet événement. Quel fut-il au juste ? Il n'est pas sans intérêt de le rechercher, et d'essayer de le fixer aussi exactement que possible.

Des journaux de l'époque racontent qu'il figurait aux premiers rangs des assaillants, un sabre à la main. C'est une légende. Aussi bien, le fait n'est mentionné ni dans le *Moniteur*, ni dans les *Révolutions de Paris* de Prudhomme ; il faut croire, cependant, qu'il était bien accrédité, car on le trouve reproduit dans plusieurs mémoires du temps. Il est certain que Fauchet fut du nombre des parlementaires envoyés auprès du gouverneur. Les deux feuilles qu'on vient de citer s'accordent, en effet, pour dire qu'il s'avança jusqu'à trois fois sous le canon de la citadelle, à la tête de la députation chargée du décret qui enjoignait à de Launay de remettre, sans effusion de sang, la place sous la garde de la cité ¹.

Aussi bien, nous avons un témoignage plus décisif encore, c'est celui de l'abbé Fauchet lui-même. Dans son *Premier discours sur la liberté française*, prononcé le 5 août suivant dans l'église paroissiale de Saint-Jacques et des Saints-Innocents, à l'occasion d'une cérémonie funèbre, célébrée précisément en l'honneur des citoyens tués à la prise de la Bastille, il a raconté le rôle joué par lui ce jour-là. Le passage, pour être d'un style emphatique et grandiloquent,

¹ A en croire le journal de Prudhomme, c'est au bout d'une perche que l'abbé Fauchet aurait présenté la sommation aux assiégés.

n'en constitue pas moins un document historique. Le voici textuellement reproduit :

« Cependant la forteresse foudroie les peuples. Nous apprenons cet attentat dans le palais de la Commune ¹. Les globes encore brûlants sont mis sous nos yeux. Mon âme s'embrase de tous les feux du courage. Je propose à mes collègues, animés d'une égale ardeur, le décret qui ordonne au commandant de remettre, sans verser le sang des citoyens, cette place homicide sous la garde de la cité. On me défère la gloire d'être le porteur de ce décret, avec l'ancien président de nos assemblées ² et deux autres de nos généreux frères ³. Nous volons à travers les périls ; nous nous plaçons sous l'artillerie fulminante ; nous écartons, par des prières, les peuples désespérés, qui essayaient en vain d'atteindre, au sommet des créneaux, les lâches assassins qui faisaient pleuvoir la mort. Nous élevons alors le décret pacifique. Un jurisconsulte, un prêtre, revêtus de toutes les livrées de la paix, devaient être entendus, même pour l'intérêt des homicides de la patrie. On nous répond par tous les feux de la guerre. Nous revenons trois fois, avec une intrépidité toujours nouvelle. Oh ! avec quelle joie nous serions morts pour sauver la vie de nos concitoyens ! Trois fois la réponse à nos sommations paisibles part des tubes foudroyants. La vie nous reste, comme par un miracle de la Providence. Une seconde députation, avec un signal plus intelligible encore, s'il est possible, — avec un drapeau incliné, — n'a pas d'autres succès.

» Alors, nous portons le décret suprême. Allez, guerriers intrépides, invincibles gardes françaises, dignes d'un si beau

¹ A l'Hôtel de ville, où siégeait la Commune de Paris, dont l'abbé Fauchet faisait partie.

² Delavigne, avocat au Parlement, alors président de l'assemblée des électeurs.

³ Chignard et Ledest de Boutidoux.

nom, que vous avez déjà justifié en vous rangeant du côté de la patrie contre les oppresseurs ¹ ».

Fauchet parlait ainsi dans l'église Saint-Jacques, le 5 août 1789 ; un an plus tard, il rappellera le même événement, mais, cette fois, un peu embelli : « J'ai vu, dit-il, j'ai vu l'artillerie de la Bastille éclater sur ma tête, ses plombs meurtriers percer mes vêtements et renverser à mes côtés les citoyens ; je n'ai pas reculé, j'ai insisté ² ».

Enfin, le 5 janvier 1793, il écrivait dans son journal : « Le 12 juillet [1789], le peuple, réuni à l'Hôtel de Ville, me nomma l'un des premiers magistrats de l'insurrection. Le 14, je rédigeai, je portai moi-même la sommation civique au gouverneur de la Bastille, pour qu'il nous rendit aussitôt, et sans effusion de sang, cette forteresse du despotisme ; je bravai à trois reprises les décharges de son artillerie sur ma tête ³ ».

Voici exactement ce qui s'était passé :

Le Comité permanent envoya plusieurs de ses membres auprès du gouverneur pour le conjurer de ne pas donner l'ordre de tirer le canon de la forteresse et lui proposer, comme moyen d'apaiser le peuple, de recevoir une garde bourgeoise. La députation tardait à revenir. Alors, entendant le bruit de la fusillade, et considérant qu'elle n'avait aucune marque qui pût la faire reconnaître, le Comité décida, sur la proposition de l'abbé Fauchet, de rédiger un arrêté et de le faire porter au gouverneur par une nouvelle députation ⁴ précédée d'un drapeau blanc, d'un tambour et de quelques soldats de la ville.

L'abbé Fauchet fut choisi pour remplir cette mission. On

¹ Page 11.

² *Discours prononcé aux Quinze-Vingts*, le 25 juin 1790.

³ *Journal des Amis*, n° 1, p. 11.

⁴ Cet arrêté fut rédigé par l'abbé Fauchet lui-même ; il était ainsi conçu : « Le Comité permanent de la milice parisienne, considérant qu'il ne doit y avoir à Paris aucune force militaire qui ne soit sous la main de la ville, charge les députés qu'il adresse au commandant de la Bastille de lui demander s'il est

lui adjoignit deux autres membres du Comité, Delavigne et Chignard. Un député de l'Assemblée nationale, Ledeist de Boutidoux, sollicita la faveur de les accompagner, ce qui porta à quatre le nombre des délégués. Ils se présentèrent dans la cour de l'Orme ; leurs signaux n'ayant pas été aperçus, ils se rendirent au pied des tours, du côté de la rue du faubourg Saint-Antoine. Là, ils virent des citoyens tomber autour d'eux et revinrent à l'Hôtel de Ville ¹.

Tel fut le rôle de l'abbé Fauchet dans la fameuse journée où succomba la vieille forteresse royale, dont la chute entraîna celle de l'ancien régime. Sans vouloir en exagérer l'importance, il ne nous semble pas exact de dire, comme on l'a avancé, qu'il fut « insignifiant » ².

Dans un discours sur la prise de la Bastille, prononcé peu de temps après cet événement, Dussaulx rendit hommage à la bravoure de l'abbé Fauchet ; il lui adressa ce compliment :

« Honneur à ce ministre des autels, aussi intrépide qu'éloquent, et sans cesse dévoré par l'amour d'une liberté qu'il voudrait rendre inaltérable, d'une liberté, par conséquent, plus grecque que romaine ³ ».

disposé à recevoir, dans cette place, les troupes de la milice parisienne, qui la garderont de concert avec les troupes qui s'y trouvent actuellement. » (*Procès-verbal des séances et délibérations de l'assemblée générale des électeurs de Paris*, réunis à l'Hôtel de Ville, le 14 juillet 1789, t. I^{er}, p. 217).

¹ *Idem opus. loc. cit.* — Voici le texte du procès-verbal auquel ces détails sont empruntés : « En conséquence, MM. Delavigne, président des électeurs, Chignard et abbé Fauchet, électeurs, auxquels s'est joint volontairement M. Ledeist de Boutidoux, député suppléant des communes de Bretagne à l'Assemblée nationale, ont été chargés de porter à M. de Launay l'arrêté suivant : « Le Comité permanent de la milice parisienne, etc... »

² En souvenir de cette journée, une délégation de la Ville de Paris fit présent à l'abbé Fauchet d'un costume de *garde national*. Cette distinction ne semble pas indiquer que son rôle fut « insignifiant ».

³ *Mémoires de Linguet sur la Bastille et de Dussaulx sur le 14 Juillet*, avec des notices, des notes et des éclaircissements historiques, par MM. BERVILLE et BARRIÈRE, p. 335. — Paris, Baudoin, 1821, in-8° XI-470 pages.

On sait que le chef de la municipalité, de Flesselles, accusé d'avoir été de connivence avec de Launay, fut massacré par le peuple, le jour même du 14 juillet, malgré les efforts déployés par les membres du comité de l'Hôtel de Ville pour le sauver. La conduite de l'abbé Fauchet, dans cette circonstance, fut particulièrement admirable et digne de tout éloge.

Voici comment elle est racontée par un témoin oculaire :

« L'abbé Fauchet, qui avait suivi Flesselles de près (dans la salle de l'Hôtel de Ville, où on avait engagé ce dernier à se retirer), venait d'arriver, rapportant de la salle du comité quatre valises pleines de papiers interceptés. Après avoir déposé ces papiers sur le bureau, qui en était déjà surchargé, il va s'asseoir à côté de cet infortuné... Le rassurant un peu et profitant du délai que ses ennemis semblaient lui accorder, il (Flesselles) s'incline vers l'abbé, sa dernière espérance, lui parle à mi-voix et lui serre les mains. Il le conjurait d'aller vite au district de Saint-Roch. « On y veut ma tête, ajouta-t-il, c'est » le foyer d'où partent toutes les accusations intentées contre » moi ; allez, et dites-leur : Il ne demande que le temps de » se justifier ». L'abbé Fauchet, qui a joué tant de rôles périlleux dans le cours de cette Révolution, n'hésite pas à se dévouer encore au salut de son semblable : « Ami ou » ennemi, qu'importe, disait-il, quand il s'agit de sauver un » homme ? »

Il se rendit en toute hâte à la section de Saint-Roch ; là, il déploya toute son éloquence pour apaiser le peuple, le suppliant, avec larmes, d'écouter les sentiments de l'humanité : ce fut en vain : la foule demeura sourde à ses objurgations et à ses prières.

Pendant ce temps, le malheureux de Flesselles était conduit au Palais-Royal pour y être jugé sur-le-champ. Mais à peine avait-il descendu les marches de l'Hôtel de Ville, que la multitude l'entoure, le presse, et, un instant après, il est tué d'un coup de pistolet.

L'abbé Fauchet apprit cet assassinat comme il sortait de Saint-Roch, après s'être acquitté, malheureusement sans succès, de sa mission.

« Ecrasé du coup, dit l'auteur des *Mémoires* auxquels nous empruntons ce récit, il soupire, il gémit, il s'enveloppe dans sa douleur pour le reste de la journée¹ ».

On rapporte que l'ancien « parlementaire » aimait, plus tard, à revenir sur les événements du 14 juillet, et qu'il mettait une certaine coquetterie à insister sur son rôle personnel.

A partir de ce moment, l'abbé Fauchet ne cesse, soit en chaire, soit dans les comités, de se signaler par la hardiesse et l'âpreté de ses attaques contre l'ancien ordre de choses. Il se fait l'apôtre ardent de la Révolution. Au dire de l'abbé Bisson, il la prêchait en toute occasion et en tout lieu, jusque sur les places et dans les rues².

Non seulement l'abbé Fauchet devient l'apôtre de la Révolution, il en est encore, en quelque sorte, l'orateur attitré. Ainsi, comme il a été dit plus haut, le 5 août 1789, il prononce, dans l'église Saint-Jacques de l'Hôpital, l'éloge funèbre des citoyens morts à la prise de la Bastille³. C'est son *Premier discours sur la liberté*⁴. On y rencontre, çà et là, des traits éloquents, quoique la vérité et la liberté y prennent quelquefois un ton exalté qui tient trop du charlatanisme. Ce passage fut particulièrement remarqué :

« Lorsque les fourbes que les princes des prêtres avaient apostés étaient venus demander à Jésus : « Devons-nous » payer le tribut à César ? » Jésus, devinant le piège, avait

¹ *Idem opus.*, p. 353.

² *Mémoires manuscrits* (Bibl. de Bayeux).

³ La prise de la Bastille coûta aux assiégeants quatre-vingt-dix-huit morts et soixante-treize blessés. Les assiégés ne perdirent qu'un homme.

⁴ In-8° de 16 pages, Paris, Lottin, 1789.

répondu : « Pourquoi me tentez-vous ? Apportez un denier » que je voie. De qui sont cette image et cette inscription ? » De César. Rendez donc à César ce qui est à César et à Dieu » ce qui est à Dieu ». Mais, il reste à décider ce qui est à César... Est-ce la vie des hommes, est-ce leur liberté, est-ce leur âme immortelle ? La nature humaine est-elle à César ou à Dieu ? Et le prédicateur ajoutait : « Le droit d'oppression n'est à personne ; le droit de défense est à tous. Ne l'oubliez pas : c'est comme ennemi de César que Jésus fut immolé ¹ ».

Ce jour-là, on plaça, dans l'église même, au milieu des applaudissements de la foule, une couronne civique sur la tête de l'orateur, et il fut ramené en triomphe à la Commune, escorté de deux compagnies de la garde nationale, tambour battant et enseignes déployées. L'abbé Fauchet est représenté, dans une des gravures des *Tableaux de la Révolution*, prêchant, du haut de la chaire de l'église Saint-Jacques, son sermon du 5 août 1789². La gravure est accompagnée d'un texte explicatif relatant le fait de la couronne civique ; voici le passage qui s'y rapporte : « Une couronne civique, formée sur-le-champ par l'enthousiasme de ses auditeurs (de l'abbé Fauchet), couvrit sa tête au milieu des applaudissements. Un héraut la porta devant lui jusqu'à l'Hôtel de Ville, où il se rendait, entouré de tous les officiers du district, entre deux compagnies qui marchaient tambour battant et enseignes déployées. Image de la pompe et du cortège qui, plus d'une fois, dans les pays libres et chez les anciens peuples, attestaient ou récompensaient le triomphe ou les services de l'éloquence ».

Nous lisons, d'autre part, dans les *Mémoires* de Bailly :

« Le district de Saint-Jacques de l'Hôpital a fait célébrer un service pour tous les citoyens morts au siège de la Bastille. L'abbé Fauchet a fait l'oraison funèbre ; il eut le

¹ P. 7.

² Voir planche 1.

plus grand succès ; il transporta tous ses auditeurs. On lui décerna une couronne civique, et il fut reconduit chez lui par deux compagnies de gardes nationales. On portait devant lui sa couronne civique¹ ».

L'abbé Fauchet fait lui-même allusion à cet événement dans la lettre suivante, écrite de l'Hôtel de Ville, deux jours après, à Bernardin de Saint-Pierre, pour lui annoncer l'envoi de son livre la *Religion nationale*, et du *Discours* qu'il venait de prononcer :

« Mon cher et respectable ami,

» Vous n'êtes pas de ceux que je puis oublier. Je n'ai différé de vous envoyer mon ouvrage sur la *Religion nationale* que parce que je voulais vous le donner relié. J'y joins un petit discours sur la *Liberté française* qui m'a valu, avant-hier, des honneurs dont je suis encore confus. Le suffrage d'un sage serait préférable à tous ceux des enthousiastes du moment. J'aimerais mieux le vôtre que mille de ceux-là. J'ai à peine le temps de vous écrire ces lignes. Je suis continuellement à l'Hôtel de Ville. J'y fais un peu de bien, j'empêche beaucoup de mal, mes forces s'usent, le faux rôle des méchants prend un ascendant funeste ; je resterai à mon poste jusqu'à expiration. Je vous embrasse de tout mon cœur² ».

Nous avons tenu à reproduire cette lettre intégralement, parce qu'elle nous révèle les rapports d'amitié qui existaient entre l'abbé Fauchet et le célèbre écrivain.

S'il faut en croire le lauréat lui-même, ce fut la première couronne civique accordée, en France, à un citoyen. Le 31 août, *Second discours sur la liberté*, à l'église Sainte-

¹ *Mémoires*, t. III, p. 28. Edit. Levrault. Paris, an XII-1804.

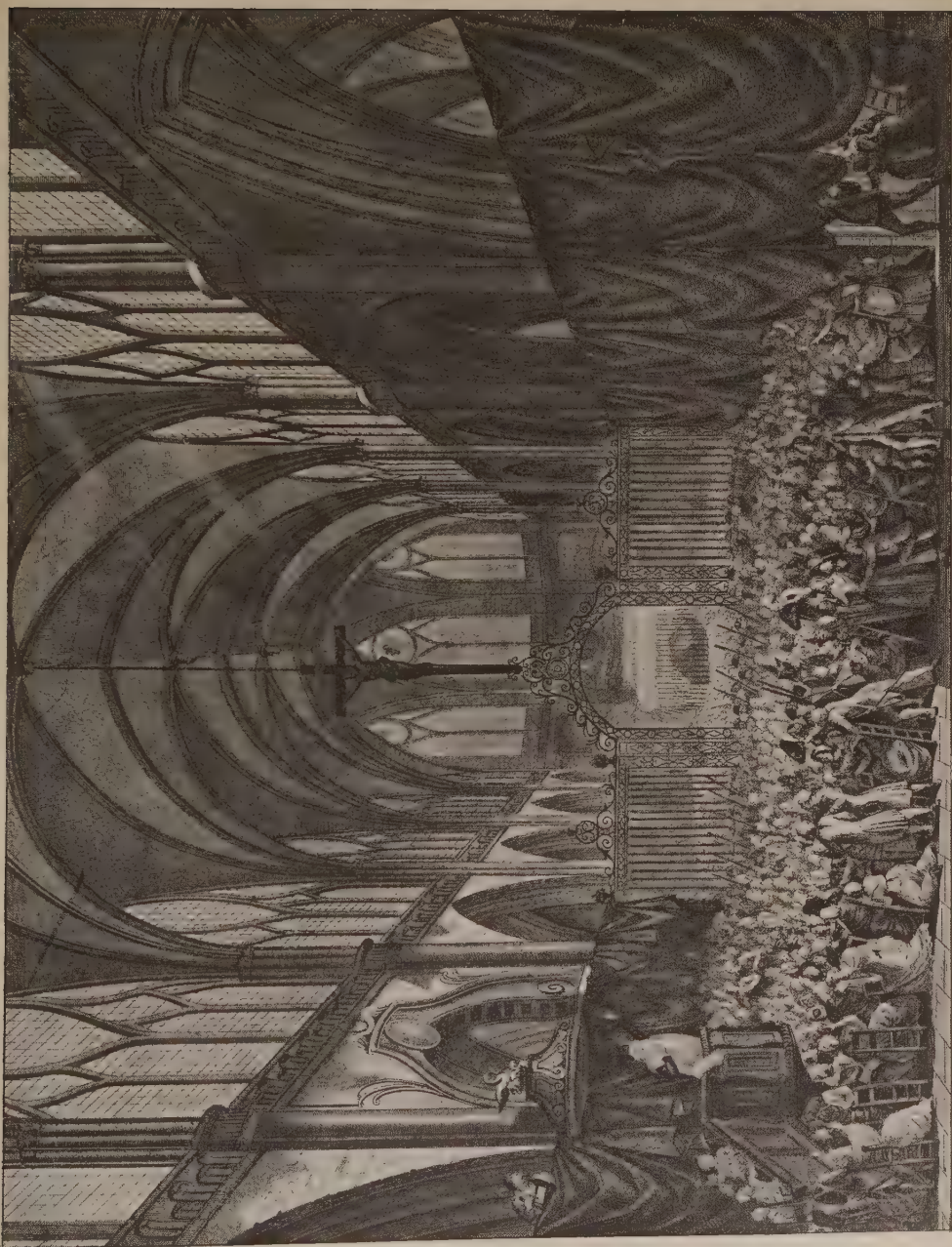
² Bibl. nat., salle des manuscrits. Fonds franç., acquis. nouv., vol. n° 31. Lettre 64.

Marguerite, en présence des trois districts réunis du faubourg Saint-Antoine.

C'était peu de temps après la prise de la Bastille. Cet événement avait excité au plus haut point les passions populaires ; des troubles éclataient journellement dans la capitale. Les partisans du régime nouveau accusaient leurs adversaires de les fomenter, dans le but de discréditer la Révolution naissante. L'abbé Fauchet en prend occasion pour mettre son auditoire en garde contre ces manœuvres ; il l'adjure de ne pas déshonorer par la licence sa récente victoire. Ce fut là tout le sujet de son discours. Ce dernier n'est qu'une longue diatribe contre ce qu'on appelait alors — et ce que lui-même appelle — les « aristocrates ». Il était d'ailleurs intéressé, tout le premier, en qualité de membre de la Commune de Paris et de président du comité de police, au maintien de l'ordre public.

« Non, dit-il, ce ne sera pas en vain que nos concitoyens se seront immolés pour nous rendre libres. Nous ne flétrirons point les palmes de leur victoire en éteignant, dans la licence, le flambeau de la liberté qu'ils ont fait rayonner sur nos têtes... L'hydre de l'aristocratie, qui portait dans les nues ses cent têtes orgueilleuses, insatiable de la subsistance des peuples, et qui, de ses pieds d'airain, foulait, comme une vile fange, tous les enfants de la patrie, a perdu, en un seul jour, en un seul acte, et ses têtes dévorantes et ses pieds oppresseurs¹. Mais, de son cadavre renversé, mille reptiles venimeux s'échappent, se glissent dans le sein de nos cités, infectent au loin nos campagnes, font entendre leurs sifflements sourds, lancent de toutes parts le poison de la haine et le feu de la discorde. Frères, soyez en garde : ces serpents se nourriront de vos entrailles que vous auriez déchirées vous-mêmes, s'abreuveront de votre sang répandu de vos mains, et, engraisés de vos membres épars, gonflés

¹ Allusion à la loi récemment votée par l'Assemblée nationale qui proclamait l'abolition de la dîme.



Berthelet del.
Goussier sculp.

Discours prononcé par l'abbé Fauchet, le 5 Août 1789
POUR LE SERVICE FUNÉBRE DES CITOYENS MORTS AU SIÈGE DE LA BASTILLE

Préparé par Goussier

du venin qu'ils auraient repompé de vos veines, ces monstres dévoreraient et engloutiraient la patrie. Il n'en sera pas ainsi, aristocrates sacrilèges, restes impurs des tyrans de la France !... Vos trames infernales se découvrent¹ ».

Ces métaphores prouvent que l'abbé Fauchet ne savait pas toujours échapper au faux goût de son temps.

Plus loin, par un procédé de rhétorique qui lui est habituel, l'orateur se met en scène : « Frères, au nom de la religion et de la patrie, je vous dispute un sentiment, c'est d'abhorrer plus vivement que moi, non pas les personnes, mais les attentats des tyrans de la France. Je les vois : une sombre rage les transporte contre un ministre de Dieu et de la patrie, qui proclame tous leurs crimes. Ah ! je n'ai pas redouté les foudres du despotisme ; je ne craindrai pas les stylets de l'aristocratie et les poisons du fanatisme. J'ai vécu. Le grand jour de la liberté a lui sur ma tête. La France est libre ; elle l'est, elle le sera. Grand Dieu ! c'est votre ouvrage. Que je meure, que je rejoigne vos martyrs², et que j'applaudisse éternellement avec eux au salut des Français ! Mais, tant que vous me laisserez un souffle de vie, ce sera un souffle de liberté³ ». ... « O mes frères, mourons les uns pour les autres, mourons de joie, nous sommes des citoyens !⁴ »

L'Assemblée nationale venait de décréter que les biens ecclésiastiques appartenaient à la nation. L'abbé Fauchet se trouvait, de ce fait, dépouillé de ses nombreux bénéfices. L'occasion lui parut excellente pour esquisser un « beau geste ». Faisant allusion à cet événement, il tira de la situation un magnifique parti, comme on en peut juger :

« Ah ! frères, s'écrie-t-il, je suis un modèle imparfait, et il

¹ *Second discours sur la liberté française*, p. 7, Paris, Lottin, 1789, in-8° de 20 pages.

² Les citoyens qui ont trouvé la mort, le 14 juillet, à la prise de la Bastille.

³ P. 9.

⁴ P. 15.

m'est doux de croire que des millions de Français ont de plus hautes vertus. Mais je n'ai tenu aucun compte de ma vie pour le bien public, et l'Assemblée nationale vient d'ancantir ma fortune... Si c'est pour le trésor commun, pour le soulagement des concitoyens pauvres, et non pour grossir encore les immenses productions du territoire des riches, ah ! j'applaudis, et du fond de mon cœur, à ma ruine. J'ai su vouloir mourir pour mes frères, je saurai vivre indigent pour eux. Je ne demande rien. Je gagnerai mon pain à la sueur de mon front : c'est la condition de l'homme, c'est l'office du citoyen. On ne donnera plus désormais les grandes places aux grands noms ; cet abus va cesser. Mais, alors, que ce ne soit pas moi qui recueille ces bienfaits de la liberté ; que de plus vertueux, — et ils sont communs, — en soient enrichis, je suis heureux. Pauvre et obscur jusqu'au tombeau, je bénirai, en y descendant, la gloire et la prospérité de la patrie ¹ »

On peut se représenter l'orateur se composant un visage de circonstance, affectant l'homme désintéressé, et se présentant à son auditoire drapé dans le manteau de son indigence, l'air calme et serein, tel le juste d'Horace en face de l'adversité : *Impavidum ferient ruinæ !*

L'abbé Fauchet n'était pas aussi pauvre qu'il aurait voulu le laisser croire ; car, en même temps qu'il confisquait les biens du clergé, l'Etat s'engageait à servir à chacun de ses membres une pension viagère équivalente à ses revenus. Le vicaire-prédicateur de Saint-Roch, nommé à l'évêché du Calvados, avouera, plus tard, que la pension à laquelle il avait droit, comme ancien bénéficiaire, était supérieure à son traitement d'évêque. « Qu'on juge, écrit-il alors, — occupé, cette fois-là encore, à vanter son désintéressement, — qu'on juge de ce que l'épiscopat constitutionnel pouvait offrir de flatterie à mon ambition : Mon traitement, comme ancien titulaire

¹ P. 14.

d'abbaye, me rendait aussi riche particulier¹ que mon traitement de premier curé d'un département me rendait pauvre évêque² ». Mais, en attendant, l'effet était produit, et c'est tout ce que voulait l'orateur. Celui-ci termine son discours par des considérations d'une profonde justesse ; le ministre de la religion s'y retrouve tout entier ; par un de ces contrastes fréquents chez cet homme étrange, il fait place au fougueux tribun. Écoutons-le plutôt :

« La liberté sans la religion retombe de son poids dans la licence, et n'est bientôt plus la liberté. La corruption rentre dans son ancien empire ; les vices redoublent leurs ravages ; la patrie a des lois et n'a point de mœurs ; ou plutôt il n'y a point de patrie : c'est un grand nom sans réalité. Chacun songe à ses plaisirs ; la chose publique a les paroles, l'amour personnel a les actions : on quitte dans son cœur la patrie pour revenir à soi. L'intérêt propre absorbe la vie, l'intérêt commun ne fait que la couvrir de son ombre. Les passions, dans une fermentation plus vive, isolent les cœurs ; on n'est plus frères qu'en apparence, on est réellement ennemis les uns des autres ; alors la liberté périt et la patrie n'est plus... Nous avons le bonheur d'avoir la seule religion qui commande le désintéressement parfait et la pleine fraternité. Connaissions-la donc, sachons la suivre ; on n'est absolument libre que par elle... On n'a le vrai patriotisme que par elle ; seule, elle appuie la fraternité sur des principes immuables, nous montre un autre nous-même dans chacun de nos concitoyens, et met la loi, émanée de la volonté publique, sous l'autorité suprême du vrai et unique Maître de la nature, de la patrie et de l'éternité. Dieu parle par la loi ; Dieu commande par le prince qui agit au nom de la loi ; Dieu voit dans les consciences les violations secrètes de la loi ; Dieu menace de

¹ Une fois élu évêque, il avait dû renoncer à sa pension de bénéficiaire, le cumul étant interdit.

² *Journal des Amis*, n° du 12 janvier 1793, p. 69. — Le traitement de Fauchet, comme évêque constitutionnel, était de 12.000 livres.

ses vengeances infinies les contempteurs de la loi ; Dieu ordonne de se renoncer soi-même pour la loi ; Dieu se promet pour récompense à l'observateur désintéressé de la loi. Disons tout en deux simples paroles : le parfait chrétien est le seul être pleinement libre dans l'univers ; il ne dépend ni des hommes, ni de ses passions, mais de la justice et de sa conscience... C'est dans le sein paternel de Dieu que nous sommes véritablement égaux, véritablement concitoyens, véritablement frères, véritablement amis. L'Évangile n'est que concorde et union. *Jésus-Christ n'est que la divinité concitoyenne du genre humain.* La catholicité n'est que l'assemblée, la communauté, l'unité des frères, fidèles à la patrie de la terre, pour s'élever ensemble à la patrie des cieux ¹. »

A l'occasion des deux discours dont on vient de parler, l'abbé Fauchet fut pris à partie par un anonyme, un de ses confrères, à n'en pas douter. Dans une brochure de quelques pages, ce confrère s'appliqua à faire la critique des deux discours précités ; il crut devoir y joindre celle d'un sermon prêché par le même, trois ans auparavant. Quelques-unes de ces critiques sont justifiées, mais la plupart, nous sommes forcé de le reconnaître, ne constituent qu'une attaque misérable, d'une bonne foi douteuse. D'autre part, l'auteur y déploie une logique peu sûre d'elle-même.

L'abbé Fauchet avait dit : « Le droit d'oppression n'est point à César, et le droit de défense est à tous les hommes ». « Obéissez à ceux qui commandent ». Oui ; mais à ceux qui commandent ce qu'ils doivent commander ; si leurs ordres sont injustes, résistez, et résistez jusqu'à mourir pour la patrie. Voilà l'Évangile ² ».

L'abbé Fauchet se réclame à tort de l'Évangile ; le livre sacré n'enseigne rien de semblable. Le critique anonyme lui

¹ Pages 19 et 20.

² *Premier discours sur la Liberté*, p. 8.

rappelle, sur ce point, l'enseignement catholique. Et il termine par ce conseil charitable, mais qui ne lui était probablement pas inspiré par la charité : « Monsieur l'abbé, ne vous mêlez plus jamais de parler morale ni politique ; vous corrompez toujours l'une et vous n'entendez rien à l'autre ¹ ».

Mais ce censeur sévère, qui réproouve, avec l'Eglise, la révolte contre les puissances constituées, fussent-elles tyranniques, absout formellement l'insurrection du 14 juillet 1789. Tout le monde alors applaudissait à la prise de la Bastille ; le « patriote chrétien » n'était pas le dernier ; mais on pouvait se demander comment il s'y prenait pour concilier ceci avec cela. Il va au devant de l'objection :

« La France, dit-il, gémissait : nous l'avons vue aux abois ; un cruel despotisme sous le meilleur des rois, un ministère oppresseur, une aristocratie de fait, une inhumaine avidité de quelques grands allaient tout envahir. Sous une autorité sacrée, sous des pouvoirs légitimes, d'énormes abus étouffaient la patrie et les calamités pleuvaient sur nous : il nous fallait une révolution. Les révolutions, il est vrai, les plus indispensables révolutions, ne peuvent guère s'opérer sans porter atteinte aux principes reçus, à certaines règles de morale ; mais le ciel, qui punit la violation de ses lois, la souffre et la permet quand il veut soustraire une nation à la tyrannie. Une nouvelle économie dans notre politique, de nouvelles combinaisons de pouvoir, de nouveaux arrangements, enfin, nous étaient nécessaires, et le Ciel nous les envoie. Pour nous y conduire, il fallait des miracles, et la Providence en a fait. Ils sont donc, ces nouveaux arrangements que nous allons goûter, ils sont donc à la fois l'ouvrage de la Providence qui nous les procure par de vrais prodiges, de la nation qui les établit de son autorité suprême, du souverain qui les sanctionne

¹ *Un patriote chrétien à un prêtre philosophe ou Réponse aux deux discours de M. l'abbé Fauchet*, l'un du 5, et l'autre du 31 août 1789, p. 29. — In-8° de 30 pages. Paris, Langlois, 1789 (arch. du Calvados. — Bibl. nat., Lb 99/11664)

par le généreux sacrifice de sa souveraineté même. Ce triple concert les rend aujourd'hui légitimes, ils sont aujourd'hui sacrés... La Religion, qui vient d'y mettre son attache par de solennelles actions de grâces à l'Etre suprême, nous a déjà fait un devoir de nous y soumettre et de les respecter ¹ ».

La réponse vaut ce qu'elle vaut ; l'auteur met la Révolution du 14 juillet sur le compte de la Providence. « La Providence, dit-il, l'a permise ». C'est bientôt dit. Eh ! mon Dieu, la Providence permet toutes les révolutions. On nous parle de « prodiges » et de « miracles » qui auraient accompagné ce grand événement ; malheureusement, on néglige de nous dire en quoi ils consistaient ; nous eussions été bien aise de les connaître, d'autant que l'histoire, jusqu'ici, ne les a point, que nous sachions, enregistrés. L'auteur n'a pas jugé à propos — et pour cause, sans doute — de satisfaire notre curiosité sur ce point. Il se contente d'affirmer — sans d'ailleurs le prouver — que la Révolution est « rendue aujourd'hui » — au bout de deux mois — « légitime ». Si elle l'est aujourd'hui, elle ne l'était donc pas dans le principe ? Qu'elle le soit devenue dans la suite, nous n'en disconvenons pas ; mais on peut en dire autant de la plupart des révolutions.

L'auteur est partisan de la Révolution qui vient de s'accomplir ; c'est un « patriote » ; il le proclame, il s'en fait gloire ; or, comme les principes énoncés précédemment par lui se concilient difficilement avec ses opinions politiques, rien de surprenant à ce que sa logique soit en défaut.

Quel était ce critique anonyme ? C'était, avons-nous dit, un confrère de l'abbé Fauchet, appartenant comme lui — il y a tout lieu de le croire — à la communauté de Saint-Roch. Quel motif l'avait porté à prendre celui-ci à partie ? Le voici, autant du moins qu'on peut le conjecturer d'après une phrase du libelle :

Un prêtre de la communauté de Saint-Roch, « prédi-

¹ Page 23.

cateur », au même titre que l'abbé Fauchet, avait cru devoir, au cours d'un sermon prêché dans l'église de cette paroisse, le jour de la fête patronale, dénoncer certaines maximes et propositions émises par ce dernier dans son discours du 5 août sur la *liberté française*. L'abbé Fauchet se justifia dans une lettre adressée, le lendemain même, aux rédacteurs du *Journal de Paris*. Cette lettre est remarquable par la logique et la force du raisonnement : elle est une réfutation victorieuse des reproches formulés par le « prédicateur ». Nous nous faisons un devoir de la reproduire intégralement ; le lecteur pourra reconnaître que, dans les explications qu'il donne, l'abbé Fauchet est parfaitement « orthodoxe » ; malheureusement, il est certains reproches qu'il s'abstient de relever, sans doute parce qu'il les sentait mérités.

« Paris, 17 août 1789.

« Messieurs, un prédicateur s'est cru obligé, hier, en prêchant la fête patronale, à Saint-Roch, de contredire, avec l'accent du courroux, l'hommage que j'ai rendu à la philosophie dans mon discours sur la *liberté française* (du 5 août). Il est vrai que j'ai osé prononcer dans la chaire de vérité ces propres paroles : « Il faut le dire, et très haut, et jusque » dans les temples : c'est la philosophie qui a ressuscité la » nation, c'est elle qui a recréé l'esprit humain et redonné un » cœur à la société ».

» Je suis fâché que ce monsieur en soit scandalisé et cherche à propager son scandale dans une grande église, où l'on est en possession de m'entendre avec édification et bienveillance. Il me permettra de lui dire ce que j'ai déjà dit au public par la voie de votre journal, que je ne confonds point la philosophie avec l'incrédulité, encore moins avec l'impiété. La philosophie, prise en bonne part, et d'une manière absolue, s'occupe à déterminer les devoirs de l'homme et ses droits dans l'ordre naturel et social. Je répèterai donc, n'en déplaise à ce prédicateur et à tous ceux qui ont le même zèle, que

cette philosophie est la bienfaitrice du genre humain et que la France lui doit sa liberté.

» Il peut dire, avec autant de violence qu'il lui plaira, et « jusque sur les toits » (c'est son expression), que la religion seule a produit la Révolution qui nous rend libres. Cette erreur est si manifeste, que ce n'est pas la peine de la combattre. Depuis treize siècles, la religion que la France professe y est dominante, et la liberté française n'existe que depuis un mois. C'est la Providence, sans doute, qui a combiné, amené, produit cet événement ; mais la philosophie a été l'instrument dont la Providence s'est servie pour ce prodige ; c'est elle qui a jeté les idées de liberté dans les âmes, échauffé les cœurs et animé les courages. Une des meilleures preuves de la vérité de notre religion, c'est qu'elle consacre les idées, approuve les réclamations et bénit les efforts des peuples contre l'oppression.

» Voilà comment la philosophie et la théologie s'embrassent, parce que la vérité est une. La discorde que les faux théologiens et les faux philosophes voudraient entretenir entre ces deux interprètes de la vérité, qui sont sœurs, amies par leur essence même, n'ayant l'une et l'autre qu'un seul objet, le bonheur des hommes, serait le malheur de l'univers entier.

» Je n'ai pu, dans un discours très rapide, que noter la gloire de la philosophie et la marquer du sceau de la religion. Dans un ouvrage plus développé, intitulé : *De la Religion nationale*, je présente des vues plus étendues. J'attends de pied ferme les fanatiques. Je n'ai pas eu peur de l'artillerie de la Bastille ; je ne crains pas la leur ¹ ».

C'est alors qu'un autre confrère — à moins que ce ne soit le « prédicateur » lui-même — entreprit une critique en règle des discours des 5 et 31 août sur la *liberté française*. Il faut croire que la matière ne parut pas suffisante au contradicteur, car il alla exhumer un sermon que l'abbé Fauchet avait prêché

¹ *Journal de Paris* du 21 août 1789, n° 233. Bibl. nat., Lc 2/80.

trois ans auparavant, le 20 avril 1786, dans la chapelle des Filles pénitentes du Sauveur, pour l'englober, avec ceux-là, dans la même réprobation : c'est même sur ce dernier qu'il s'acharna de préférence : la critique qui en est faite occupe, en effet, plus de la moitié de la brochure. Qu'un sentiment d'envie ait été pour quelque chose dans le rôle d'Aristarque qu'a cru devoir prendre, vis-à-vis d'un confrère, l'auteur de cette brochure, nous n'en serions pas autrement surpris. Ce qui nous porterait à le croire, c'est la faiblesse dont l'auteur fait preuve dans sa critique, et le ton de celle-ci ; il nous produit l'effet du serpent qui cherche à mordre la lime.

Ce qu'on serait en droit de reprocher à l'abbé Fauchet, c'est une tendance à vouloir accommoder la religion à la philosophie, à *minimiser*, en quelque sorte, la première, pour mieux la faire accepter des philosophes. Il semble s'être donné la mission de réconcilier la religion avec la philosophie, de même qu'il veut réconcilier la religion avec la société. Mais, c'est une exagération et une injustice de l'accuser, comme le fait l'auteur, de « prêcher l'incestueuse et destructive philosophie de Voltaire et de ses sectateurs », et de dire qu'il n'y a, dans son cœur, « qu'apostasie et paganisme ».

La publication de la brochure dont on vient de parler prouve au moins que le rôle joué par l'abbé Fauchet dans le nouvel ordre de choses lui suscitait déjà des envieux. Il s'en fera bien d'autres dans la suite, de même qu'il s'attirera bien d'autres attaques.

Le 27 septembre, en l'église de Notre-Dame, l'abbé Fauchet prêcha un *Troisième discours sur la liberté*, à l'occasion de la bénédiction des drapeaux de la garde nationale¹.

Cette cérémonie fut célébrée avec beaucoup de pompe. L'archevêque de Paris, M^{gr} de Juigné, officiait. Bailly, le

¹ Voir planche II. — Chaque bataillon avait son drapeau ; les bataillons étant au nombre de soixante, soit un par section, cela faisait soixante drapeaux. La plupart de ces derniers avaient été brodés et offerts par des dames. Quelques-uns étaient entièrement blancs et sans devise ; d'autres, en grand nombre, portaient des trophées, des emblèmes, des légendes. On remarquait,

nouveau maire ; le général La Fayette, le nouveau commandant de la garde nationale ; les membres de l'Assemblée nationale, ainsi que les représentants de la Commune et des districts de la Ville étaient présents ¹.

Le troisième discours sur la liberté est supérieur aux deux premiers par la composition et par le style, ce qui ne veut pas dire qu'il soit exempt de défauts ; les qualités et les défauts communs aux autres écrits du même auteur s'y rencontrent : emphase et boursoufflement de style, à côté d'idées justes, élevées et heureusement rendues ².

Dans la première partie, l'orateur trace le programme d'un système de gouvernement tel qu'il le concevait, et que le concevaient les philosophes du dix-huitième siècle : établissement d'une municipalité dans chaque commune de France ; assemblée centrale pour chaque province, celle-ci et celle-là

sur presque tous, le vaisseau, symbole de la Ville de Paris. Très peu étaient entièrement tricolores : ceux-ci appartenaient aux bataillons connus pour être les plus dévoués à la Révolution.

Voici quelques-uns des drapeaux les plus remarquables, avec leurs légendes. La section de Saint-Jacques-du-Haut-Pas avait sur son drapeau : *Ex servitute libertas* ; celle de Saint-Victor : *Loi, concorde, liberté*. Saint-Marcel avait sur le sien, peint par Belle, peintre du roi, un paysan armé d'une faux, courant dans la campagne ; on voyait, dans le fond, des châteaux livrés aux flammes ; l'inscription était : *Mort ou liberté*. Val-de-Grâce portait écrit sur le sien : *Liberté, crains Dieu, honore le roi*. Saint-Etienne-du-Mont avait reçu le sien des Génovéfins ; il représentait un vaisseau voguant à pleines voiles et accompagné, du haut du ciel, par sainte Geneviève ; on y lisait : *Il ne périra pas*. Saint-Laurent : *Ex virtute libertas*. Saint-Roch : *Intrépidité, persévérance. Notre union fait notre force*.

Nous ferons remarquer que le mot *liberté* est le seul mot révolutionnaire inscrit sur les drapeaux de cette époque. On ne rencontre sur aucun ceux d'*égalité* et de *fraternité*. (V. BUCHEZ et ROUX, *Arch. parlem.*, t. VIII, p. 285 et suiv., *passim*.)

¹ Des cartes d'entrée étaient exigées pour la partie basse de la nef. (*Arch. nationales*. Série C. 198, n° 160 ⁴¹).

² Paris, Lottin, 1789, in-8° de 30 pages. L'abbé Fauchet n'oublie pas, en tête de cette brochure, qui se vend chez différents libraires, et, en particulier chez « le portier de la communauté de Saint-Roch », d'énumérer tous ses titres dont la réunion est assez disparate : *l'un des représentants de la Commune et l'un des membres du comité de police de l'Hôtel de Ville, prédicateur ordinaire du roi, vicaire général de Bourges, abbé commendataire de Montfort*.

subordonnées à la représentation nationale toujours en permanence. En résumé, volonté des communes de France faisant loi, après contrôle préalable des représentants de la nation, et notification au monarque chargé de la faire exécuter.

D'après ce système, le pouvoir du roi était réduit au *minimum* ; il devenait, pour ainsi dire, illusoire. C'était le régime démocratique dans toute sa rigueur ; par un renversement des rôles, le souverain était le peuple, et le roi n'était plus que son mandataire. L'abbé Fauchet appartenait à l'école des conventionnels qui rédigeront la Constitution Méo. Pour lui, il n'y a qu'un souverain, le peuple, mais le peuple consulté directement.

Bailly, parlant, dans ses *Mémoires*, de la cérémonie de la bénédiction des drapeaux, à laquelle il assistait, consacre quelques lignes au discours du 27 septembre :

« L'abbé Fauchet, écrit-il, a fait un discours sur ces deux points : *Faire tout pour la liberté, en dirigeant nos forces avec sagesse ; faire tout pour notre bonheur, en appuyant nos espérances sur la base des mœurs.* M. l'abbé Fauchet était encore sage alors. Son premier point était beau et vraiment éloquent. Il a laissé la sagesse dans ce premier point ; dans le second, il a peint, si je me le rappelle bien, les riches comme les ennemis du peuple et de la liberté ; et il y a sûrement plus de danger que de prudence à animer les gens qui n'ont rien contre ceux qui ont ; c'est saper la société par sa base principale, la propriété. Au reste, c'était l'annonce de quelques principes qu'il a tenté d'établir depuis ¹ ». Bailly termine en disant que le discours a été fort applaudi. C'est aussi ce que confirme le procès-verbal de la cérémonie dressé par les soins des représentants de la Commune, qui y assistèrent en corps. « Ce discours, à la fois sublime et pathétique, y lisons-nous, a produit la plus vive sensation ; il a été interrompu par les applaudissements, preuve de

¹ *Mémoires*, t. III, p. 223.

l'impression que faisaient les principes qu'il (l'orateur) avait le courage de développer ».

Les théories énoncées dans ce discours servent à expliquer l'enthousiasme qu'il provoqua. Ainsi, veut-on savoir quel remède l'orateur proposait à son auditoire, composé presque exclusivement de gens du peuple, pour relever les mœurs ? L'impôt progressif sur le revenu, impôt que les assemblées de paroisse, de district et de province seraient chargées de répartir. Ce moyen, dit-il, de rétablir, par voie indirecte, l'égalité des fortunes, ou du moins d'en rapprocher, pourra seul faire renaître les mœurs¹. Toute la seconde partie du discours n'est que le développement de ce thème.

Que des théories économiques et financières de ce genre soient traitées dans des ouvrages spéciaux, dans les colonnes d'un journal ou à la tribune d'une assemblée politique, rien de mieux ; mais on a le droit de s'étonner de les voir développées par un orateur sacré, dans une chaire d'église. Un peu de « sagesse » et de jugement eût dû suffire pour faire comprendre à leur auteur à quel point il est dangereux de les jeter en pâture à une populace ignorante, dont elles ne manquent pas d'exciter les appétits et les convoitises. C'était promener une torche embrasée à travers des matières inflammables.

De même, la « sagesse » et la prudence commandaient de s'abstenir d'un langage comme celui-ci : « Malheur aux riches ! Voilà toute la morale de la liberté, toute la morale du bonheur² ». Mais, ainsi que l'observe Bailly, l'abbé Fauchet perdait de plus en plus toute mesure : ce n'était plus un prédicateur, c'était un tribun.

Voici la péroraison de cette singulière harangue :

« Frères et citoyens, jurons donc ; jurons dans le premier temple de l'Empire, sous ces voûtes augustes, sous ce vaste dais d'étendards consacrés par la religion à la liberté, et qui

¹ P. 25.

² P. 22.

UNIVERSITY OF
YALE
1907

couvrent nos têtes de leur inviolable et solennel ombrage ; jurons sur les armes bénies de nos guerriers ; jurons par le génie de notre chef (Bailly), par le génie de notre héros (La Fayette), par ces deux grandes âmes... ; jurons par nos familles, par nos amis, par nous-mêmes : appelons sur nous tous les malheurs, si nous devenons jamais infidèles aux intérêts de nos compatriotes. Jurons sur l'autel d'un Dieu victime des siècles et de leurs esclaves, victime de la liberté de la parole et du zèle du bien public, victime de la vérité et de l'humanité, victime de la patrie et du genre humain ; jurons..., et quoi, frères et citoyens ? Jurons que nous serons libres par notre énergie ; que, pour l'être, nous unirons toutes nos forces, et que, par la concorde et l'union, nous serons la plus invincible et la plus fraternelle nation de l'univers. Jurons que nous serons heureux par notre liberté ; que, pour l'être, nous aurons des mœurs, en proscrivant, par les lois, et plus encore par la conscience publique, l'intérêt personnel qui étouffe le patriotisme, les grandes richesses privées qui produisent tous les désordres. Jurons la liberté ; jurons la vertu ; et Dieu, notre Dieu, le Dieu de l'Évangile et de la patrie, nous jure le bonheur et l'immortalité. Ainsi soit-il ! ».

La cérémonie fut ce que promettait un tel discours. Les gardes nationaux, ces « guerriers de la loi », comme l'orateur venait de les dénommer, exécutèrent, dans le temple même, des feux de peloton, et l'archevêque sortit indigné d'un tel tumulte et d'une telle profanation.

Un auditeur composa, séance tenante, au moment où l'orateur descendait de chaire, ce curieux quatrain :

Il est prêtre et bon citoyen ;
De la liberté sainte il prêche la défense.
Qu'on l'arme d'un glaive, et sa main
La défendra comme il l'encense ¹.

A cette heure, l'abbé Fauchet pouvait savourer les ivresses

¹ *Révolutions de Paris*, n° 13, p. 48. Le quatrain avait d'abord été envoyé au *Journal de Paris* qui refusa de l'insérer ; c'est alors que l'auteur l'adressa au journal de Prudhomme.

de la popularité ; il se voyait porté aux nues ; on peut dire qu'il était un des hommes les plus en vue de la capitale. La pièce suivante est significative sous ce rapport. C'est le discours qui lui fut adressé, un jour, par un admirateur enthousiaste, qui signe : « Duquet fils ».

« Homme célèbre, y est-il dit, les vertus seront récompensées et ton nom sera immortalisé. Tu as montré ton patriotisme, tu as triomphé de tes ennemis et tu les as vaincus. C'est à toi que nous devons le premier exemple d'héroïsme ; ton cœur ne s'est point laissé séduire par ces hommes lâches qui, dès qu'on leur montre de l'or, oublient qu'ils sont hommes pour devenir nos tyrans ; et ce n'est point l'intérêt personnel qui t'a guidé dans tous les mouvements critiques, mais c'est le véritable intérêt de tes concitoyens ; et c'est le bien du peuple qui a servi de base à toutes tes actions.

» Tu as sacrifié tes biens et tes titres pour te conformer aux lois d'une nation sage et éclairée. Non, tu n'es point un homme, mais un héros, un zélé défenseur de la patrie, un vrai citoyen et un fidèle partisan de la Révolution. Tu es notre législateur et notre sauveur. O grand homme, tes mérites ne resteront pas sans récompense, et une couronne civique sera le gage et le prix de tes travaux¹ ».

« Quel homme ! écrit Bailly dans ses *Mémoires*. Quel chemin il eût parcouru s'il n'eût pas voulu faire de son éloquence un instrument de son ambition ! Il n'y a pas de doute que lorsque la faiblesse et l'erreur de notre archevêque² nous ont privés de ses vertus, l'abbé Fauchet n'eût été mis à

¹ Discours adressé à M. l'abbé Fauchet, prêtre et citoyen de Saint-Roch, de l'imprimerie de Boulard, rue Neuve Saint-Roch, n° 51 (s. l. n. d.) 2 pages. Bibl. nat., Lb 39 7584.

² M^r DE JUIGNÉ. Bailly traite de « faiblesse » et d'« erreur » le refus de prêter serment à la Constitution civile du clergé. Il jugeait cet acte à son point de vue

sa place si, comme le disait un député, il se fût borné à se coucher de bonne heure et à se lever tard ¹ ».

On est en droit de se demander si les hardiesses de l'abbé Fauchet n'étaient pas préméditées, et si l'effet n'en était pas calculé à l'avance. La popularité qui lui en revenait, n'était-ce pas précisément ce qu'il recherchait avant tout ? Quand on connaît son faible sur ce point, il ne semble pas téméraire de lui prêter ce mobile. C'est juste à ce moment qu'on le voit verser dans la démagogie. Au lieu de travailler à endiguer le torrent révolutionnaire, ou au moins à le diriger, il se laisse emporter par lui ; bien plus, il a l'imprudence de le déchaîner, sans prévoir qu'il s'exposait à être englouti lui-même sous ses flots dévastateurs. Un jour viendra où il ouvrira les yeux et reconnaîtra son erreur, mais ce sera trop tard.

Est-ce à dire qu'il ne fut pas convaincu et ne doit-on voir en lui qu'un ambitieux vulgaire ? Pour nous, il n'est pas douteux que l'abbé Fauchet était un partisan convaincu du nouvel ordre de choses. Deux raisons principales nous l'ont admettre ce sentiment, que rien, par ailleurs, ne permet de contredire.

La première est que le révolutionnaire d'aujourd'hui n'avait pas attendu la Révolution pour manifester ses opinions, ce qui lui donnera le droit de dire, plus tard : « J'étais républicain avant la Révolution ² ». Il ne mentait point ; le fait suivant, rapporté par lui-même, nous en fournit la preuve.

Le 28 juillet 1790, il écrivait au *Journal de Paris* :

« Je suis voué à la Révolution ; vous m'y trouverez jusqu'à la mort. Les événements ne m'ont pas donné mes principes. J'ai toujours eu les mêmes idées de liberté, de législation et de bonheur public. J'en ai, d'hier, une preuve littéraire assez frappante.

» J'ai reçu une lettre de Constance qui m'est écrite par le ministre de la colonie genevoise qu'on y a établie, il y a

¹ *Mémoires*, t. III, p. 28.

² *Claude Fauchet à Trente Jacobins*, p. 3.

dix ans. Il me marque qu'il a lu à tous ses concitoyens ce que je lui écrivais en 1781, à l'occasion des troubles survenus à Genève, et qu'ils ont été frappés d'étonnement de voir qu'à une époque où rien ne présageait notre Révolution, j'avais les mêmes principes que je défends aujourd'hui par ma conduite et mes ouvrages. Mes sentiments ne varient pas davantage que mes idées¹ ».

L'autre raison n'est pas moins décisive. Les différents bénéfices ecclésiastiques dont jouissait le vicaire de Saint-Roch, prédicateur ordinaire du roi, lui rapportaient, on l'a vu plus haut, 20.000 livres de rente. Par sa situation de fortune, il se trouvait donc au nombre des *beati possidentes* intéressés à la conservation de l'ancien ordre de choses, et cependant il n'hésite pas à se rallier au nouveau, lequel — il le savait — devait entraîner la ruine de sa fortune. Il sacrifie ainsi ses propres intérêts à ses convictions, et ce sacrifice, il le fait d'un cœur léger. Cette conduite, on doit en convenir, n'est pas sans grandeur. L'abbé Fauchet embrasse, avec toute l'ardeur d'un néophyte, une Révolution qui était, depuis longtemps, l'objet de ses rêves.

On a affecté de s'étonner qu'étant royaliste en 1789, il soit devenu républicain en 1791, et on lui a fait un grief de ce prétendu changement d'opinion, de cette « conversion », qu'on a attribuée à l'influence de ses amis de la Commune et des clubs².

Il y a quelque naïveté, selon nous, de la part de l'auteur de l'article auquel nous faisons allusion, à formuler un reproche de ce genre. S'il était mérité, il s'appliquerait à tous ceux qui se sont ralliés au régime républicain, non moins qu'à l'abbé Fauchet lui-même, attendu qu'aucun d'eux n'était républicain en 1789. Il n'y avait pas alors, à proprement parler, de répu-

¹ *Journal de Paris*, n° du 31 juillet 1790.

² *L'abbé Claude Fauchet, membre de la Commune de Paris*, par DORIMOND (Revue déjà citée).

blicains, personne ne songeant à établir la république, par la raison qu'il ne venait à l'idée de personne que la monarchie pût disparaître.

« A la veille de la Révolution, dit M. Aulard, dont le témoignage, sur ce point, ne saurait être suspect, personne ne songeait à établir la république en France. On voulait organiser la monarchie, non la détruire ». Et, il ajoute : « La société dirigeante était pénétrée de républicanisme. Il était un état d'esprit tel que si le roi manquait à sa mission, la république serait acceptée sans répugnance, quoique sans enthousiasme, par l'élite des Français d'abord, puis par la masse de la nation ¹ ». Or, ces dispositions d'esprit se trouvaient précisément être celles de l'abbé Fauchet ; elles servent à expliquer ces paroles citées plus haut : « J'étais républicain avant la Révolution ». Il l'était en puissance, si l'on peut ainsi s'exprimer, par trempe d'esprit, dans ce sens que le terrain était tout préparé pour recevoir la semence révolutionnaire ; en d'autres termes, il n'y eut pas chez lui « conversion », mais simplement « évolution ² ».

¹ AULARD, *Histoire politique de la Révolution*, p. 28.

² Robespierre non plus n'était pas républicain, et cela, non seulement en 1789, mais, qui plus est, en 1791. Voici en quels termes il s'explique lui-même, à ce sujet, dans la séance des Jacobins du 13 juillet de cette dernière année :

« On m'a accusé d'être républicain ; on m'a fait trop d'honneur : je ne le suis pas. Si on m'eût accusé d'être monarchiste, on m'eût déshonoré ; je ne le suis pas non plus. Pour beaucoup d'individus, les mots de république et de monarchie sont vides de sens. Le mot république ne signifie aucune forme de gouvernement ; il appartient à tout gouvernement d'hommes libres qui ont une patrie ». (V. *Arch. parlem. de la Révol.*, t. XI, p. 487, édit. de 1834).

CHAPITRE VI

FAUCHET MEMBRE DE LA COMMUNE

L'abbé Fauchet membre de la Commune de Paris. — Discours sur l'accord de la Religion et de la liberté. — Oraison funèbre de l'abbé de l'Epée — Eloge civique de Benjamin Franklin.

Nous avons vu, au chapitre précédent, que, parmi les quatorze électeurs appelés à faire partie du comité permanent auquel furent confiées les destinées de la capitale, l'abbé Fauchet fut élu le second. Ce comité siégeait à l'Hôtel de Ville ; il se substituait ainsi à l'ancienne municipalité, dont il s'attribua d'ailleurs toute l'autorité. Son premier acte, on se le rappelle, fut de diriger le mouvement populaire qui aboutit à la prise de la Bastille ; il ressort de ce fait que la révolution du 14 juillet 1789 peut être considérée comme une révolution municipale.

Après la victoire du peuple, Bailly fut nommé maire de Paris, et La Fayette commandant de la garde nationale. C'est ainsi que naquit et s'organisa la Commune de Paris ¹, issue de l'insurrection, mais par une voie qui peut être regardée, jusqu'à un certain point, comme semi-légale, puisqu'elle provenait de l'association des autorités municipales de

¹ On appelle ainsi l'administration de la Ville de Paris depuis 1789 jusqu'au 9 thermidor an II ; mais c'est surtout depuis le 10 août 1792 que cette dénomination fut donnée au conseil municipal parisien.

l'ancien régime avec les électeurs, c'est-à-dire avec le nouveau pouvoir révolutionnaire.

Le 18 juillet, le comité permanent fut dissout, et on en nomma un autre, composé de soixante membres. L'Assemblée nationale prit ombrage de ce nouveau comité ; elle refusa de laisser établir à Paris un tribunal de soixante jurés, élus par les soixante districts et siégeant sous la présidence de Bailly et de La Fayette ; elle critiqua vivement la conduite des électeurs ¹. Mirabeau prononça, à cette occasion, les paroles suivantes : « Examinons quelles sont les causes des désordres de Paris ; la première et la principale, c'est qu'aucune autorité reconnue n'y existe. Les électeurs ont saisi les rênes de l'administration de la Ville sans le consentement formel des habitants, mais autorisés par un péril imminent ; ils ont établi un comité permanent qui n'a point de rapport direct avec les districts ».

Le 23 juillet, au moment où la capitale commençait à se remettre des troubles qui avaient précédé sa victoire et des agitations qui l'avaient suivie, le maire Bailly écrivit aux soixante districts pour les inviter à nommer, chacun, deux députés appelés à siéger à l'Hôtel de Ville. Ces députés se réunirent le 25, au nombre de cent vingt, et, dès leur première séance, ils se formèrent en assemblée, qui prit le titre d'*Assemblée des représentants de la Commune de Paris* ². Fauchet n'en faisait pas partie ; mais, un mois après, le 30 août, il fut décidé qu'on augmenterait le nombre des députés ; on le porta à cinq par district, ce qui forma un total de trois cents. Cette fois, le bouillant ecclésiastique fut élu par son district de Saint-Roch. Il est désigné alors comme « résidant à la communauté de Saint-Roch ».

Dès le premier jour, la Commune de Paris rencontra des adversaires ; elle fut d'abord soupçonnée d'aristocratie. « On

¹ Séance de nuit du 22-23 juillet 1789.

² *Exposé des travaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune de Paris*, depuis le 25 juillet 1789 jusqu'au mois d'août 1790, p. 5. — Paris, 1790, in-8° de 250 pages. (Biblioth. municip. de Nevers).

a substitué, dit un journal de l'époque, l'aristocratie des riches à celle des nobles : l'Assemblée des 240 (soixante formaient le Conseil de ville, ou la municipalité proprement dite, avec Bailly pour maire) ressemble au Sénat de Venise ; or, tout le monde sait qu'il n'y a pas de pays au monde où il y ait moins de liberté qu'à Venise¹ ». Loustalot écrivait, dans la même feuille : « Nous avons passé rapidement de l'esclavage à la liberté ; nous marchons plus rapidement encore de la liberté à l'esclavage ».

Pour vaincre cette opposition, plusieurs membres de la Commune eurent l'idée de se fédérer aux autres municipalités de France. L'abbé Fauchet se rallia à ce plan d'union fédérale.

Les derniers jours de janvier 1790, il présenta une motion ayant pour but de mettre toutes les gardes nationales du royaume sous le commandement de La Fayette. Mais celui-ci fut le premier à s'y opposer. Fauchet ne se tint pas pour battu. Dans la séance du 4 février suivant, il en présenta une autre affectant, en apparence, un objet différent, mais visant, au fond, le même but. Il s'agissait de faire nommer Bailly, « simple comme la vertu, bon comme la liberté », maire, ou plutôt *municipe général de toutes les communes*, et La Fayette, *frère d'armes de toutes les gardes nationales du royaume*. Cette motion fut repoussée ; ceux-là mêmes qui en étaient l'objet trouvèrent excessif le zèle de leur collègue² et déclinèrent le titre qu'il voulait leur attribuer. Ils furent, dans la circonstance, plus modestes que l'indiscret promoteur, qui, quatre mois auparavant, le 3 octobre 1789, s'était fait nommer *aumônier général de la garde nationale*. Cet homme était affamé d'honneurs ; rien ne pouvait assouvir son ambition démesurée.

Le jour dont il vient d'être question, l'abbé Fauchet avait

¹ *Révolutions de Paris*, n° du 19 octobre 1789.

² Bailly et La Fayette faisaient aussi partie de l'Assemblée nationale ; c'est donc seulement en qualité de membres de la Commune qu'ils étaient les collègues de l'abbé Fauchet.

parlé pendant une heure. « Son discours, dit le *Moniteur*, plein de louanges grossièrement entassées, dont le fatigant débit portait la contrainte, la gêne et le dégoût dans l'âme même de ceux qui en étaient l'objet, excita une indignation générale dans l'Assemblée des représentants ¹ » Cette accumulation de louanges et de flatteries exagérées cachait une manœuvre. C'était un détour destiné à dissimuler le fond de la pensée de l'orateur et à masquer son projet ; il aurait voulu faire adopter celui-ci subrepticement, comme par surprise, étant convaincu, par une expérience récente, qu'une proposition directe n'avait aucune chance d'aboutir.

Mais on vit clair dans son jeu, et il en fut pour ses frais.

Lorsque l'abbé Fauchet fit imprimer sa motion, il crut devoir y insérer une note expliquant la façon dont elle fut accueillie. A l'en croire, la majorité de l'Assemblée en interrompit plusieurs fois la lecture par des applaudissements. Nous ignorons si le fait est exact, mais il est au moins certain qu'elle rencontra une très vive opposition. L'un des membres, Marchais, auditeur des comptes, la traita même « d'incendiaire », et son auteur d' « ennemi du trône » ; le tumulte fut tel, à un moment, qu'il devint impossible à ce dernier de se faire entendre.

En rédigeant la note dont on vient de parler, l'abbé Fauchet avait évidemment à la pensée l'article désobligeant du *Moniteur*, et c'est pour l'opposer aux assertions de ce journal qu'il l'avait insérée à la suite de sa motion. Il faut croire que l'article, dû à la plume d'un de ses collègues, Peuchet, lui tenait toujours au cœur, et que les appréciations sévères qu'il contenait avaient blessé profondément son amour-propre. Déjà, à l'époque où l'article parut, Fauchet avait écrit au directeur du journal une lettre rectificative ainsi conçue :

« M. Peuchet vient d'insérer dans le *Moniteur universel* un article d'outrages contre moi... Je n'ai pas été *grossier* ; je n'ai pas été *indéfinissable* ; je n'ai pas manqué de *logique* ;

¹ *Moniteur*, n° du 6 février 1790.

je n'ai pas demandé que la Commune *nommât* nos chefs pour les rapports que j'indiquais. Mes louanges, fières et libres, loin de donner de la *gêne*, de la *contrainte*, du *dégoût* à ceux qui en étaient l'*objet* et d'exciter l'*indignation générale*, ont obtenu des applaudissements universels. Je n'aurais pas été si *long* si M. Marchais n'eût pas ensuite jeté une fausse alarme qui a troublé l'ordre, empêché d'entendre et dérangé toute l'attention par les remarques contradictoires des uns et des autres. Je livre M. Peuchet à la justice de son cœur, et, ce qui est plus sensible encore, à l'attachement du mien ».

L'abbé Fauchet parle ici d'« applaudissements universels » ; dans la note rédigée postérieurement, et dont il vient d'être question, il est plus modeste, — et certainement plus près de la vérité ; il se contente alors de dire que ce fut « la majorité de l'Assemblée » qui l'applaudit.

Faisant l'éloge de La Fayette, et en sa présence, l'abbé Fauchet s'exprimait en ces termes :

« ... C'est d'après des observations attentives et sévères que je prononce ma croyance sur son compte, et que je deviens l'écho du monde entier, en affirmant que c'est une âme loyale, un héros, un grand homme ¹ ».

Il revint sur cette idée, qui lui était chère, lorsque, le 21 juillet 1790, il prononça l'éloge de Franklin. Cette fois, il poussa à son comble la flatterie à l'égard de Bailly et de La Fayette, « les deux génies de l'Assemblée nationale ² ». « Que La Fayette, avait-il dit un instant auparavant, soit créé *soldat de la patrie* ; il sera citoyen jusqu'à la mort ; la France l'élève, l'univers le contemple ³ ». Le général La Fayette, le héros de l'indépendance américaine, était alors l'homme du

¹ *Révolutions de Paris*, n° 33, p. 20.

² *Eloge de Benjamin Franklin*, par C. FAUCHET. — Paris, Lottin, 1790, p. 35.

³ *Ibid.*, p. 34.

jour, en possession de la popularité ; c'est pourquoi Fauchet l'encense. Plus tard, lorsque le même personnage sera devenu suspect, il lui tournera le dos ; bien plus, il l'attaquera avec véhémence.

Le 20 novembre 1789, l'abbé Fauchet avait présenté à ses collègues une motion dans laquelle il traitait une question brûlante de droit constitutionnel. Partisan en cela des idées de Rousseau, il demandait que les lois fussent soumises à l'approbation du peuple, comme étant le souverain :

« Tout pouvoir vient du peuple, tout exécuteur du pouvoir est comptable au peuple. Le peuple est tout ; il se constitue un chef et des représentants ; le chef ne peut s'écarter des lois, et les représentants ne peuvent exprimer dans les lois que la volonté publique. Quand les lois sont publiées et promulguées, elles doivent avoir leur effet soudain, mais il faut qu'elles soient ensuite acceptées par la nation, pour avoir le dernier sceau de la volonté publique, qui est le principe et la fin de toutes choses dans l'Etat ¹ ». Sa conclusion est que les représentants de la Commune ne sont que les mandataires des districts, et qu'à ce titre ils doivent se conformer au vœu exprimé par la majorité de ces derniers.

Cette opinion, il la professera publiquement dans le journal la *Bouche de fer*, organe du Cercle social qu'il est à la veille de fonder. « Ce n'est pas, y lisons-nous, la représentation de tous par quelques sages librement élus, non point même la majorité qui fait la loi, mais la totalité complète de l'association qui, par son adhésion, la couronne. La souveraineté est là, elle repose sur toutes les têtes, et chaque homme est inviolablement monarque de sa volonté ² ». Ailleurs, il dit encore : « Les représentants de la nation n'ont

¹ Motion du 20 novembre 1789, p. 2. Bibl. nat., Lb 40/38.

² *Bouche de fer*, I, p. 237. Cité par Dorimond : *l'abbé C. Fauchet, membre de la Commune de Paris*, dans la *Revue de la Révolution* publiée par G. Bord (année 1887), p. 148-170. — Nous avons fait plusieurs emprunts à cet article.

pas la souveraineté, mais doivent en exercer le pouvoir conformément à la volonté générale, qui est toujours le seul souverain ¹ ». Sur cette question, l'abbé Fauchet n'a jamais varié : il a toujours été d'avis que les décisions des assemblées législatives devaient être soumises à l'acceptation du peuple. Il l'avait demandé déjà dans son livre *la Religion nationale* ², puis, dans son *Troisième discours sur la liberté* ³. En 1790 et 1791, au Cercle social du Palais-Royal, il développera longuement sa théorie et recueillera, à cette occasion, les éloges de Prud'homme et de tous les ennemis de l'Assemblée nationale ⁴.

A la Commune, la théorie de la souveraineté populaire ainsi comprise n'eut pas de succès ; cette assemblée était trop jalouse du pouvoir qu'elle exerçait pour soumettre ses actes à la sanction des districts, avec lesquels, dès le premier jour, les relations avaient été pénibles. La proposition de Fauchet fut écartée, non sans essuyer les sarcasmes d'un des membres, La Borderie. Fauchet ne se découragea pas ; il renouvela sa motion le 25 novembre, en lui donnant plus de développement. Après s'être plaint de n'avoir pas été compris, il essaya de la faire adopter ; il crut pouvoir y réussir en déclarant que le peuple serait appelé, non à discuter, mais à accepter. Il fallait, d'après lui, avoir foi dans le bon sens populaire. Il fit de celui-ci un grand éloge et dit des choses très dures à la majorité opposante, à laquelle il reprocha de suivre l'exemple des aristocrates.

¹ *Bouche de fer*, I, p. 484.

² *Religion nationale*, p. 26.

³ P. 13.

⁴ « Il s'est trouvé un citoyen courageux, doué d'une éloquence forte, plein d'amour pour la patrie et la vérité, qui n'a pas craint de plaider la cause de la Commune... Fauchet disait : L'aristocratie est une maladie si contagieuse qu'elle gagne presque inévitablement les meilleurs citoyens, dès le moment que les suffrages du peuple les ont placés en représentation ». (*Révolutions de Paris*, novembre 1789).

Le 2 décembre 1789, troisième motion relative aux droits attributifs des représentants du peuple dans l'organisation et le régime des municipalités ¹.

L'abbé Fauchet y réclame une sorte d'autonomie pour la Commune de Paris, en s'efforçant d'établir qu'elle a le droit de s'organiser comme elle l'entend et d'édicter tels règlements qu'il lui plaît. De cette façon, l'Assemblée des représentants de la Commune eût été indépendante de l'Assemblée des représentants de la nation, et souveraine, elle aussi, dans son domaine. Une pareille motion n'avait pas de chance d'aboutir : l'Assemblée nationale, qui en était saisie, et qui, seule, avait qualité pour la sanctionner, ne se souciait, en aucune façon, d'ériger un pouvoir rival à côté du sien ; elle ne daigna pas même l'examiner.

Dans une autre motion, l'infatigable abbé demande qu'on établisse un meilleur accord entre l'Assemblée des représentants et les districts. Il s'agissait alors de rédiger un plan de municipalité et de décider si Paris serait chef-lieu d'un département ou formerait, à lui seul, un département.

L'abbé Fauchet s'élève contre la réduction du département de Paris à la ville et à la banlieue. Au lieu d'une étendue de deux lieues de diamètre, il en réclame une de dix-huit lieues. « On ne peut pas, dit-il, enfermer un si grand aigle dans une aussi étroite volière ² ».

Une commission de vingt-quatre membres, dont l'abbé Fauchet faisait partie, fut chargée de rédiger un rapport sur cette question, pour répondre à un désir du comité de constitution de l'Assemblée nationale. Les membres de cette commission s'approprièrent la motion de leur collègue ; elle fut même imprimée et envoyée aux districts ³. On décida que

¹ *Motion* sur les droits des représentants du peuple dans l'organisation ou le régime des municipalités, faite le 2 décembre 1789, in-8° de 8 pages. — Arch. nat., DXVIII^a 30. — Bibl. nat., Lb 40/42.

² P. 2.

³ *Motion* sur l'étendue et l'organisation du département de Paris, faite le 15 décembre 1789. — In-8° de 15 pages. Bibl. nat., Le 29/381.

Paris serait compris dans un département de dix-huit lieues de diamètre; et qu'il y aurait un directoire de département distinct de la Commune¹. Cette dernière motion porte la date du 15 décembre 1789.

En avril 1790, l'abbé Fauchet prononça à la Commune un discours sur les spectacles. La municipalité voulait alors s'emparer de l'exploitation de l'Opéra. L'abbé Fauchet approuva le projet, mais demanda six grands spectacles par semaine. Il réservait le dimanche. Chaque semaine, l'un d'eux serait ouvert gratuitement au peuple; tous les ans, les acteurs se réuniraient pour donner un spectacle commun à la Halle aux blés; on supprimerait les spectacles forains, « qui dégradent le peuple, et qu'on n'a élevés que pour l'entretenir dans un esprit de dépendance et de dégradation ». Il répète ici, touchant ces derniers, ce qu'il avait dit déjà dans son livre la *Religion nationale*.

A cette occasion, le prêtre municipe fut pris violemment à partie par un journal du temps, les *Actes des Apôtres*, organe du parti des aristocrates. On y lit :

« M. l'abbé Fauchet n'ayant point été employé, cette année, à la Cour comme prédicateur, s'est amusé, pendant la Semaine sainte, à proposer à la municipalité de Paris un nouveau plan d'organisation sur les spectacles nationaux. Ce célèbre municipe a pensé que le moyen le plus sûr de ramener l'art dramatique à l'objet de son institution, et de le porter au degré de perfection auquel il est en Angleterre, était d'établir deux grands opéras rivaux, deux grands théâtres parlants et deux petits théâtres chantants. L'homme de Dieu supprime le quart des pauvres, mais il fait donner, par semaine, une représentation à leur profit par chaque théâtre² ».

¹ Cf. *Revue de la Révolution*, article déjà cité.

² *Actes des Apôtres*, n° 99, p. 14.

Un plaisant composa, sur le même sujet, cette épigramme, qui parut à la suite de l'entreilet qu'on vient de lire :

Le janséniste cannibale
 Fauchet, le saint mardi, longuement pérora
 Sur les bouffons de l'Opéra
 Dans la tourbe municipale.
 Or, le prêtre bourreau prétend
 Que tout spectacle dit chantant
 Enverra, chaque mois, ses auteurs à la Halle ¹
 Pour y chanter, hurler, baller,
 Et de chansons *gratis* le peuple régaler.
 — Pour cet avis très fortement j'opine,
 Reprit Warville ², aimable polisson ;
 Du moins, s'il manque de farine,
 Le peuple aura toujours du son.

L'abbé Fauchet fut blessé au vif de se voir traité de « janséniste », de « cannibale », de « prêtre bourreau ». Il releva ces accusations dans un article adressé au *Journal de Paris*, et que cette feuille inséra dans son numéro du 19 mai 1790 ; nous le reproduisons :

« Tandis que les partisans de l'ancien régime et des anciennes mœurs s'égayent par des chansons, des épigrammes et des calomnies, les amis de la Constitution et des mœurs qui conviennent à un peuple nouvellement libre font des écrits graves, sévères et justes. Il n'est plus, en France, de mauvais plaisants que parmi les aristocrates : cette nuance est à remarquer.

» *Les Actes des Apôtres*, dans des sarcasmes mal rimés, m'appellent *janséniste*, *cannibale*, *prêtre bourreau* ; permettez que je leur réponde en trois lignes de prose exacte :

» *Janséniste*. — J'approuve les spectacles épurés.

» *Cannibale*. — Je nourris des pauvres et ne mange point les riches.

» *Prêtre bourreau*. — J'ai exposé ma vie pour sauver celles

¹ A la Halle aux blés.

² Brissot de Warville.

de M. de Flesselles et de M. Foulon¹. Voyant mes efforts inutiles, j'ai donné publiquement l'absolution à ce dernier qui jetait vers moi un cri de religion et de confiance. Enfin, dans ma *Religion nationale*, je m'efforce, par les raisons les plus convaincantes, de faire abolir les peines capitales, même pour les plus grands scélérats.

» Je suis, etc. — L'abbé FAUCHET ».

Nous trouvons encore une motion, présentée par le même, à la date du 12 mai 1790 : elle traite des billets de confession que l'on exigeait des malades dans un des hôpitaux de la capitale². S'il faut en croire l'auteur de la motion, des congés de sortie étaient accordés aux seuls malades qui, par la production d'un billet de confession, étaient en état de justifier qu'ils avaient satisfait au devoir pascal. Il fait remarquer qu'une telle manière d'agir va à l'encontre des volontés de l'Assemblée nationale, qui défend d'inquiéter les citoyens dans leurs opinions religieuses et de les contraindre à aucun acte spécial du culte, « attendu, dit-il, — ce en quoi il avait raison — qu'un acte forcé n'est pas vraiment religieux, n'est, au contraire, qu'une hypocrisie et un sacrilège ».

Si l'abbé Fauchet s'en était tenu là, il n'y aurait pas lieu d'incriminer sa démarche : mais son zèle l'entraîna plus loin et lui fit commettre une lourde faute. Il profite de l'occasion — c'est lui-même qui le dit — pour solliciter des représentants

¹ Ancien conseiller d'Etat et ancien intendant de l'armée pendant la guerre de 1756. Il avait acquis, dans ces dernières fonctions, une fortune colossale qui l'avait rendu odieux au peuple. Il était, d'ailleurs, d'un caractère dur et hautain. Le 22 juillet, il est arrêté dans sa maison de campagne, ramené à Paris et conduit à l'Hôtel de Ville. Les membres de l'Assemblée des électeurs font tous leurs efforts pour le sauver ; mais la populace l'arrache de leurs mains ; il est entraîné au dehors et pendu au poteau d'une lanterne. C'était un vieillard de soixante-quatorze ans.

² A la Salpêtrière. A cette époque, dans certains diocèses, on exigeait que les fidèles, avant de faire leurs pâques, présentassent à leur curé un certificat constatant qu'ils s'étaient confessés, et appelé, pour ce motif, billet de confession. Ce fut au XVIII^e siècle que s'établit cet usage.

de la cité « un règlement général qui interdise l'exaction des billets de confession, dans les paroisses de Paris, pour les mariages et les derniers sacrements ». Il donne pour raison que « personne au monde n'a le droit de juger si l'on a, dans le secret de son âme, des fautes reprochables et de justes remords ».

Sur ce dernier point, tout le monde est d'accord, et l'abbé Fauchet prenait une peine superflue à vouloir l'établir. En effet, c'est un axiome en théologie — le docteur en théologie de l'Université de Bourges ne pouvait l'ignorer — que l'Eglise ne juge pas au for interne, *Ecclesia non judicat de internis*, mais seulement au for externe, *de externis*. Or, ce qu'elle réclame, en exigeant un billet de confession de ceux qui se présentent devant elle pour contracter le mariage religieux, c'est uniquement une preuve extérieure, une attestation de christianisme. De même pour les derniers sacrements. Avant d'accorder la sépulture ecclésiastique, l'Eglise tient à savoir si le défunt est mort dans sa communion. Elle n'oblige personne à recourir à ses sacrements, mais elle a le droit d'exiger certaines garanties de ceux qui y ont recours.

Cette thèse — le croirait-on ? — l'abbé Fauchet la soutiendra trois ans plus tard, et il le fera avec un grand courage et une grande force de raisonnement ; mais, en ce moment, la passion l'aveugle et l'entraîne.

Pour justifier sa motion, il parla surtout des traditions de fraternité de la religion catholique. Il fut naturellement applaudi. Il avait rédigé cette motion à la sollicitation d'un aumônier de la Salpêtrière, Chaix d'Est-Ange¹, lequel devint l'un de ses vicaires épiscopaux, lorsqu'il fut élu à l'évêché du Calvados².

L'abbé Fauchet avait pris au sérieux ses devoirs de représentant de la Commune. Il voulut pénétrer dans le détail des

¹ L'archevêque de Paris révoqua cet ecclésiastique qui, par des rapports mensongers, avait été la cause de ce scandale, et lui retira ses pouvoirs.

² *Motion contre les billets de confession*. Paris, Lottin, in-8° de 8 pages. Bibl. nat., Lb. 40/97.

affaires. Pour cela, il ne se contenta pas de faire partie des commissions, il entra dans les comités et devint même président du *Comité de police*. Ce comité avait été créé le 14 juillet, le jour même de la prise de la Bastille. Il fut d'abord composé de citoyens élus par le peuple. On leur adjoignit postérieurement quelques représentants de la Commune. L'abbé Fauchet n'en faisait point partie dans le principe ; il y entra seulement un peu plus tard, mais comme simple auxiliaire, à titre officieux et non en qualité de membre régulièrement élu, l'élection des membres du comité relevant de l'Assemblée générale des électeurs. Mais, le 1^{er} octobre (1789), le comité demanda à celle-ci que l'abbé Fauchet lui fût adjoint d'une façon plus immédiate et définitive. La demande est ainsi formulée :

« Le Comité de police, témoin de tous les services rendus à la Commune de Paris par l'abbé Fauchet, tant dans le moment où il a porté à la Bastille, au hasard de sa vie, le décret de l'Assemblée des électeurs, que par le travail assidu et éclairé qu'il a fait dans le dit comité ; considérant encore l'importance des déclarations faites dans les églises de Paris, croit devoir se réunir pour inviter MM. les représentants de la Commune de s'attacher mon dit sieur Fauchet d'une manière immédiate ».

Mais cela ne suffisait pas à l'ambition du « dit sieur Fauchet ». Il était persuadé que, dans le grand drame qui se préparait, il était appelé à jouer un des premiers rôles. Ne prévoyant pas, à cette heure, celui que lui réservait la Constitution civile du clergé, il chercha à se faire attribuer l'inspection religieuse de tous les hôpitaux et ateliers de charité, ce qui lui aurait donné une influence considérable sur toute la population pauvre et ouvrière de Paris. La Commune décida qu'il n'y avait pas lieu de créer cet emploi ; elle prévoyait vraisemblablement que l'abbé Fauchet, avec son esprit ardent et porté aux extrêmes, ne manquerait pas d'en abuser.

Le Comité de police imagina alors de proposer à l'Assemblée

municipale de le nommer *grand aumônier de la Commune*. A cette ridicule proposition, qui avait été concertée avec l'intéressé, et décelait chez celui-ci la soif des honneurs, les représentants de la Commune furent saisis d'étonnement. Le maire objecta que ce titre de *grand*, ambitionné par l'abbé Fauchet, contrastait avec ses idées d'égalité, qu'il avait été réservé aux officiers de la Couronne, et que la Commune de Paris ne pouvait ainsi s'assimiler au roi. Cette proposition échoua comme la première ; mais le prétentieux abbé en conserva toujours rancune à Bailly¹.

Ce comité avait — entre autres attributions — la mission de maintenir l'ordre, de surveiller la presse et les attroupements. Dans un temps de troubles et d'effervescence populaire comme celui-là, on devine si la besogne devait manquer aux membres du comité. Les travaux multiples et de toute espèce auxquels ils se livraient ont fait l'objet d'un mémoire justificatif, rédigé par l'abbé Fauchet lui-même. On ne peut, en le lisant, s'empêcher d'admirer le dévouement de ces hommes se multipliant, pour ainsi dire, prenant sur le temps de leur sommeil et même de leur repas pour accomplir une besogne presque surhumaine. Nous en extrayons ce passage qui en donnera une idée :

« Les membres de ce comité étaient en petit nombre et toujours les mêmes ; ils ont constamment, pendant quatre mois, passé les jours et les nuits, au milieu des plus grands périls, à réprimer tous les désordres, à calmer les effervescences terribles et toujours renaissantes, à exercer une police universelle, non seulement à Paris, mais à dix lieues à la ronde, où aucune autre autorité que la leur ne pouvait avoir d'effet. Ils jugeaient tous les différends avec une extrême promptitude, commandée par le torrent des circonstances, et avec une justice impartiale qui obtenait la soumission... Leur bureau était assailli, et à chaque minute, par vingt affaires

¹ *Mémoires de Bailly*, t. III, p. 233. Edit. Levrault.

de différents genres, et toutes aussi instantes les unes que les autres. Il fallait juger soudain, au milieu d'un tumulte affreux, et être impassible aux plus insolentes menaces... Ils allaient eux-mêmes, au milieu de la nuit, saisir les personnes et les papiers suspects, étendaient leur surveillance jusque sur les frontières du royaume, et chez l'étranger.

» ... On ne sait pas, on ne saura jamais apprécier tout ce que doit la patrie à une douzaine d'hommes qui, durant ces quatre mois, ont sacrifié pour elle tous les moments de leur existence. A peine avaient-ils le temps de prendre, au milieu de leurs travaux, qui alors même ne se discontinuaient pas, quelques mauvais aliments à leurs frais ; ils passaient souvent les nuits dans des peines dévorantes, sans pouvoir se procurer un verre d'eau ; mais il semblait que la nature ne leur faisait plus sentir ses besoins et qu'ils n'éprouvaient que ceux de la patrie ¹.. »

L'abbé Fauchet trouvait encore le temps, malgré cela, d'intervenir en faveur de l'abolition de la traite des noirs² ; il écrit, non sans emphase, dans les *Révolutions de Paris*, à la date du 25 janvier 1790 : « Je ne suis que de la très nouvelle société de la Commune de Paris, à qui la France doit, à ce moment, la société nationale, et à qui l'univers devra un jour

¹ *Exposé des travaux de l'Assemblée générale des représentants de la Commune*, p. 12. — L'abbé Fauchet avait fait hommage d'un exemplaire du *Mémoire justificatif* aux administrateurs du district de Saint-Pierre-le-Moûtier (Nièvre), dont son frère, Guillaume Fauchet, faisait partie. Les administrateurs le remercièrent par la lettre suivante, datée du 9 février 1791, et adressée à « MM. les anciens représentants de la Commune de Paris » :

« Vous avez donné un exemple utile à la France lorsque, remplissant les fonctions de représentants de la Commune de Paris, vous employiez vos soins et vos veilles pour procurer à cette ville des vivres abondantes et une police sûre, et par le détail de vos travaux dont vous nous avez fait l'honneur de nous adresser un exemplaire. En perpétuant votre gloire, vous méritez bien encore de la patrie, parce que vous faites naître aux citoyens le désir d'imiter votre zèle infatigable ». (Arch. de la Nièvre, 2^e regist. de corresp. du district de Saint-Pierre-le-Moûtier).

² La traite se bornait, au dire d'un colon de ce temps-là, à acheter, en retour de marchandises, des prisonniers de guerre voués à l'anthropophagie.

la société du genre humain ; mais celle des amis des noirs est trop conforme aux vues de la nature et de l'humanité pour que toutes les âmes justes et serviables ne lui soient pas unies d'estime et d'amour ¹ ».

L'abbé Fauchet était déjà président du Comité de police de la Commune ; le 27 février, il est nommé président de la Commune elle-même. Il fit, paraît-il, quelques difficultés pour accepter cet honneur, alléguant les occupations que le temps du Carême, dans lequel on se trouvait, allaient lui imposer comme prédicateur. Mais son activité suffisait à tout : il pouvait prêcher à Saint-Roch l'Evangile accommodé aux idées courantes, et diriger les débats de la Commune. Le jour où eut lieu la nomination dont nous parlons, il venait de présider les travaux d'une commission chargée d'examiner l'état des juifs, et rédigé une pétition en leur faveur ; l'abbé Fauchet l'avait portée lui-même à l'Assemblée nationale, à la tête d'une députation. Au retour, il prit possession du fauteuil de président ; le soir, il prêchait à Saint-Roch. Il remplaçait, comme président, à l'Assemblée des représentants de la Commune, un autre prêtre, l'abbé Mulot, chanoine de Saint-Victor, qui se félicita d'« avoir un pareil successeur ». Le *Moniteur* prétend « que l'on s'étonnait de ne pas l'avoir vu remplir cette place, due à son mérite personnel et aux services qu'il a rendus depuis la Révolution ² ».

Pendant sa présidence, l'abbé Fauchet dirigea la discussion ouverte par Bailly sur un projet de vente des biens ecclésiastiques mis à la disposition de la nation. Bailly proposait de demander, pour la Ville de Paris, l'abandon de deux cents millions de ces biens ; la Ville devait payer les trois quarts de leur valeur au moyen d'obligations remboursables dans quinze ans ; l'autre quart devait lui rester, comme prix de son crédit ; le bénéfice de l'opération serait employé en travaux d'embellissement, principalement à la construction

¹ *Révolutions de Paris*, n° 29, p. 41.

² N° du 21 mars 1790.

d'un palais pour l'Assemblée nationale. L'Assemblée de la Commune approuva le projet.

A la session de mai (6-22 mai), l'abbé Fauchet fut de nouveau élu président. Durant cette session, l'affaire des biens ecclésiastiques donna naissance à de violents débats entre l'Assemblée des représentants, d'une part, le maire et les membres composant le bureau du conseil de Ville, de l'autre.

Voici les faits brièvement racontés :

Le 13 mai, un membre de l'Assemblée nationale, le baron de Menou, dénonce à ses collègues qu'un cautionnement de soixante-dix millions a été offert par la Ville de Paris pour l'achat de biens ecclésiastiques qu'elle se propose d'effectuer jusqu'à concurrence de cette valeur. Ce cautionnement, explique-t-il, doit se faire sans émission de fonds, et produire aux cautionnaires, d'après les promoteurs de la combinaison, un bénéfice net de trois millions cinq cent mille francs. Il ajouta qu'on avait tenté de le corrompre en lui offrant une part dans les bénéfices, s'il consentait à appuyer cette opération immorale. Accuser la Ville de Paris, c'était accuser sa municipalité, c'est-à-dire le maire et le bureau de l'Hôtel de Ville.

Aussitôt, sous prétexte de venger l'honneur du maire et du bureau, avec un empressement inconsidéré, les représentants rédigent un arrêté par lequel ils leur enjoignent de se rendre à leur Assemblée, à l'effet de s'expliquer sur les accusations dont ils sont l'objet. L'arrêté était daté du 24 septembre. Copie en fut adressée au maire Bailly, le 26, par l'abbé Fauchet, alors président de l'Assemblée des représentants ; elle était accompagnée de cette lettre :

« Monsieur le maire,

» L'Assemblée des représentants me charge de vous adresser une copie de l'arrêté du 27 septembre, par lequel elle vous invite à venir, jeudi, à la séance solennelle indiquée à tous les membres, pour affirmer publiquement, sur leur honneur,

qu'ils ont rempli gratuitement toutes leurs fonctions de mandataires de la Commune. Elle est sûre qu'au nom de l'honneur vous n'hésitez pas à venir prêter une affirmation que tous ensemble et chacun en particulier l'eraient pour vous, — tant votre intégrité inviolable est au-dessus de tout doute, — mais qu'aucune considération ne peut vous dispenser vous-même, conformément au droit de votre place, aux intentions de l'Assemblée et à l'attente du public ».

Bailly ne répondit que quatre jours après ; il se borna à informer le président qu'il ne pouvait que se « référer à l'arrêté pris par le conseil de ville, le 27 » du même mois.

Il faut dire, en effet, que l'arrêté de l'Assemblée des représentants avait été envoyé aux districts, ce qui donnait à l'affaire une publicité regrettable. Le maire et son conseil avaient aussitôt riposté par un contre-arrêté dans lequel ils se déclaraient résolus à ne pas se soumettre à la démarche qu'on prétendait leur imposer. En outre, dans une lettre rendue publique, Bailly se plaignit amèrement du procédé des représentants, accusant leur conduite de légèreté et de précipitation.

Alors, dans sa séance du 5 octobre, l'Assemblée des représentants infligea un blâme au maire et au conseil de ville. Voici un extrait du procès-verbal où cette décision se trouve relatée :

« ...Considérant qu'en affectant de méconnaître une autorité si légitime, le conseil de ville usurpe une indépendance contraire à tous les principes ;

» Considérant enfin que des mandataires qui hésitent de venir attester leur désintéressement, leur probité, leur honneur dans l'exercice de leurs fonctions ouvrent imprudemment la voie aux soupçons les plus déplorables,

» L'Assemblée générale des représentants de la Commune a arrêté qu'elle improuve les délibérations du conseil de ville... ; qu'elle plaint M. le maire de Paris, qui s'est enveloppé de l'autorité usurpée par le conseil de ville pour se dérober à l'autorité légitime de l'Assemblée générale ; que le présent

arrêté, ensemble la lettre de M. le président et la réponse de M. le maire, seront imprimés, envoyés à l'Assemblée nationale, aux quarante-huit sections, aux soixante comités, et l'arrêté affiché ¹ ».

On reconnaît ici la main et le style de l'abbé Fauchet.

A la suite de cet incident, la situation se trouva amenée à l'état aigu. Sommé de s'expliquer, Menou attesta par écrit qu'il n'avait entendu désigner aucun membre du bureau de ville. Cette déclaration mit les représentants de la Commune en fâcheuse posture vis-à-vis du public, et ne contribua pas peu à les discréditer. Ils venaient, en effet, de faire preuve d'une insigne légèreté. Au lieu de s'en tenir là, l'Assemblée eut l'impertinence et l'impudeur d'insister. Cela ne pouvait qu'envenimer les choses. Outré d'une attitude qu'il estimait, à bon droit, injurieuse pour lui, le maire quitta brusquement l'Assemblée, sans daigner répondre à ses injonctions, et cessa désormais avec elle tout rapport personnel; puis, le 16 mai, il écrivit aux soixante districts ou sections pour leur dénoncer la conduite des représentants; à cette lettre étaient annexés des documents qui mettaient à néant les assertions portées contre lui et contre le bureau de ville. A partir de ce moment, la scission fut consommée entre les deux administrations ².

L'opinion publique fut défavorable aux représentants de la Commune. Et comme c'était l'abbé Fauchet, alors président, qui, de concert avec un autre membre, Tréviliers, avait conduit toute cette affaire, ce fut lui principalement qui en porta la responsabilité. Beaucoup de ses collègues lui en voulurent de les avoir induits en erreur par des rapports inexacts; l'un d'eux le traita même de calomniateur. Dans son discours d'adieu, le 22 mai, l'abbé Fauchet fit allusion à ces tristes débats et se plaignit avec amertume : « Mon caractère moral

¹ Imprim. Lottin, 1790. Bibl. nat., Lb 40/131.

² *Exposition des travaux*, etc. p. 171 et suiv.

et physique, dit-il, est au-dessus de toutes les atteintes : le mensonge m'est naturellement impossible, et ma conscience de citoyen est à nu aux yeux de la patrie ». Son successeur, Michel ¹, loua « l'éloquence mâle, le zèle infatigable, l'emploi le plus heureux des vertus civiques » chez l'abbé Fauchet. Ce fut un baume pour la plaie faite à l'amour-propre de ce dernier, pendant cette seconde présidence, qui avait pourtant bien débuté. En effet, le 14, l'abbé Fauchet avait reçu, avec une joie non dissimulée, une députation des *vainqueurs de la Bastille*. On venait de découvrir des ossements au milieu de l'ancienne forteresse. Le fougueux tribun en profita pour faire de la rhétorique ; voici un extrait de sa harangue :

« On ne se contentait pas d'y (à la Bastille) enchaîner la liberté, d'y tourmenter l'existence pour rendre la vie affreuse ; on y étouffait, on y assommait, on y incrustait les victimes... Les os se sont levés à la voix de la liberté française ; ils déposent contre les siècles de l'oppression et de la mort, prophétisent la régénération de la nature humaine et la vie des nations ».

Dans la séance du 22 mai, qui clôtura la session, l'Assemblée des représentants de la Commune essaya de réparer l'étourderie qu'on lui avait fait commettre : elle prit un arrêté attestant « qu'aucun des membres du bureau de ville n'a été et ne peut être l'objet d'un soupçon offensant, et rend hommage à son intégrité ² ».

Les attributions des 240 n'étaient pas exactement délimitées ; ils se disaient investis de la surveillance générale et chargés de pourvoir à l'exécution des règlements municipaux. L'autorité excessive qu'ils s'arrogeaient et leur police tracassière finirent par les discréditer. Au reste, ils avaient été nommés principalement pour élaborer un plan d'administration muni-

¹ Médecin ordinaire du roi.

² Voir *Moniteur* du 2 juin 1790.

cipale ; leurs pouvoirs, en même temps que circonscrits, étaient donc provisoires. On ne manquait pas de le leur rappeler de temps à autre : « Il a été démontré plus d'une fois, dit Prudhomme, que les soi-disant représentants de la Commune de Paris n'étaient chargés que d'une seule chose : rédiger un plan municipal. Sept ou huit intrigants, plus méprisables que dangereux, se sont mis à la tête de cette Assemblée. Ils lui ont fait singer, autant qu'il a été possible, les formes de l'Assemblée nationale ». Une autre fois, revenant sur le même sujet, l'irrévérencieux gazetier écrit encore : « Nous demandons maintenant ce que c'est que l'Assemblée des 240. Ce n'est pas un corps administratif : toute administration appartient au corps des 60. Ce n'est pas un corps législatif municipal destiné à statuer sur les cas généraux : ils n'ont pas ce pouvoir. Voici les propres termes du procès-verbal de recensement des pouvoirs : « La majorité des » districts se réunit pour donner à l'Assemblée le pouvoir » d'administrer la Commune, d'organiser provisoirement le » corps des 60 membres qui doivent être chargés des fonctions municipales et, enfin, de travailler à un plan » d'organisation de la municipalité ¹ ».

Le défaut primordial des 240 fut de prendre trop au sérieux leur titre de représentants de la Commune et de s'ériger en arbitres absolus des destinées de la capitale, alors qu'ils auraient dû se considérer seulement comme des délégués ou mandataires. A ce défaut il faut joindre l'abus dénoncé par le journal de Prud'homme. L'Assemblée des Représentants était devenue une Assemblée nationale en petit, une *parlotte*, si l'on peut ainsi dire, où les « sept ou huit intrigants », dont parlent les *Révolutions de Paris*, dépensaient, pour employer l'expression d'une autre feuille du temps, « une éloquence oisive ² ». Que l'abbé Fauchet fut du nombre de ces « intrigants », il n'y a pas à en douter. De même, on peut

¹ *Révolutions de Paris*, n° 14, p. 18.

² *Moniteur* du 14 juin 1790.

supposer qu'avec sa faconde intarissable, il ne devait pas être le dernier à dépenser « une éloquence oisive ».

Discréditée devant l'opinion, l'Assemblée des Représentants dut se retirer et céder la place à une autre nommée par les districts. C'est le 25 juillet 1790 qu'eut lieu ce renouvellement. On ne fit pas au vicaire patriote de Saint-Roch l'honneur de le réélire. Par contre, Bailly fut maintenu dans ses fonctions de maire¹. L'abbé Fauchet se vantera plus tard que, sous la première administration, il fut appelé quatre fois à la présidence².

La nouvelle Commune, de même que l'ancienne, s'inspira de l'esprit modéré de 1789, de l'esprit de la Constituante. Il en fut ainsi jusqu'à la fin de 1791, époque où la société des Jacobins lui imposa, comme maire, Pétion (novembre 1791). Alors commence une nouvelle période de l'histoire communale, bien différente de celle pendant laquelle Fauchet avait joué le rôle qui vient d'être exposé. Il n'entre pas dans notre sujet de la raconter.

On a vu plus haut que l'abbé Fauchet n'avait pas réussi à obtenir le titre d'*aumônier de la Commune*. En revanche, il en fut le prédicateur ordinaire, titre qu'il eût mieux mérité que celui de *prédicateur ordinaire du roi*³. En chaire, il se faisait l'apôtre de la Révolution : on eût dit un Brutus. A certains de ses sermons, les chaises se payèrent jusqu'à vingt-quatre sols. Au lieu de terminer par le *Gloire à Dieu* ordinaire, il ajoutait : *Gloire à Dieu qui nous a rendus libres !* ou : *Vive Dieu et la liberté !* Ou encore, il demandait à Dieu « la grâce de la liberté qui favorise la vertu, et la grâce de la vertu qui éternise la liberté⁴ ».

Le 4 février 1791, les anciens représentants organisèrent une fête civique, « en mémoire de ce qu'à pareil jour le roi

¹ La Commune de Paris fut organisée sur des bases nouvelles par un décret de l'Assemblée constituante du 27 juillet 1790.

² N° 1 du *Journal des Amis*, p. 12.

³ Il prend encore ce titre en l'année 1790.

⁴ Fin du sermon prononcé le 31 août 1789, (*Deuxième discours sur la Liberté*).

vint à l'Assemblée nationale reconnaître la souveraineté du peuple ». A la vérité, le besoin ne s'en faisait nullement sentir ; mais l'ancienne municipalité, ayant à cœur de ne pas le céder, sur ce point, à la nouvelle, voulait donner des preuves de son zèle patriotique. Et puis, n'était-ce pas, pour « le prédicateur ordinaire de la Commune », pour « l'apôtre de la liberté », une occasion de plus d'exécuter, sur son thème favori, de nouvelles variations ? Il n'y manqua pas. Il prit pour sujet de sa harangue : *l'accord de la Religion et de la Liberté*, avec ce texte de saint Paul : *Qui resistit potestati, ordinationi Dei resistit* ; mais le *potestas*, pour le prédicateur, c'est la souveraineté du peuple. Voici comment il interprète l'Apôtre : « Nous célébrons la soumission d'un roi à la souveraineté du peuple, source unique d'où, selon l'institution de Dieu et l'ordre essentiel des choses, découle toute puissance nationale¹ ». *L'ordinatio Dei* est ainsi commentée : « Adorons Dieu comme souverain auteur de la Révolution qui nous rend libres ; la divinité a fait alliance deux fois avec les hommes : dans ces deux interventions solennelles elle s'est montrée *populaire* ; elle a dicté des lois de démocratie nationale au peuple juif, et, ensuite, de démocratie fraternelle au genre humain² ». Il loue le roi, et le compare à Josias ; mais la pensée générale du discours est dirigée contre la royauté ; on en a une preuve dans le passage suivant :

« Les simples proclamations royales dégénèrent si facilement en ordres absolus ; la puissance armée, quand elle est dans la main d'un seul, a, de sa nature, une influence si terrible ; les impôts sont si aisément à la disposition du trône : le sceptre est si bien façonné pour devenir, dans la main d'un tyran, le baïllon du peuple !³ » Il termine sa harangue par ces paroles qui, dans les circonstances où elles étaient

¹ *Sermon sur l'accord de la Religion et de la Liberté*. Paris, 1791. Imprim. du Cercle social. — Bibl. nat., Lb 39/4591.

² P. 6.

³ Pages 7 et 8.

prononcées, devaient rendre un son sinistre : « Que tout s'ébranle, que tout s'anime dans les deux mondes, d'un pôle à l'autre, sur les trônes et dans les cabanes ; l'heure de la liberté a sonné, le milieu des temps est arrivé, *les tyrans sont mûrs*¹ ». S'il faut en croire l'abbé Barruel, il aurait ajouté : « il faut les moissonner² ». A la vérité, le mot ne fut pas prononcé, mais il était sous-entendu.

Les tyrans sont mûrs ! Quel sens fallait-il attacher à ces paroles ? L'orateur en avait-il bien mesuré la portée ? Se rendait-il compte de la conclusion et des conséquences qu'on en pouvait tirer ? Il est permis d'en douter. En attendant, elles furent interprétées comme un appel au tyrannicide ; amis et adversaires, quoique pour des motifs différents, s'accordèrent à leur attribuer ce sens. Devant l'émotion qu'elles soulevèrent et le bruit fait autour d'elles, l'abbé Fauchet crut devoir se justifier en affirmant la pureté de ses intentions. Il le fit, peu de jours après, dans une séance de l'Assemblée fédérative :

« Quelques-uns, par véhémence de patriotisme, d'autres, par ferveur d'aristocratie, expliqua-t-il, l'ont des interprétations sanglantes d'une pensée qui n'offre rien que de doux et de pacifique à tous les esprits qui ont le vrai goût de la liberté générale et le bon sentiment que Cicéron appelle la charité du genre humain. *Les tyrans sont mûrs !* Donc, s'écrient ces faux interprètes, il faut y porter le couteau et les dévorer. Point du tout. Je ne suis ni tyrannicide ni tyrannophage ; la religion que je prêche ne tue personne et veut du bien à tout le monde, même aux méchants. Lorsque les fruits sont mûrs, ils tombent d'eux-mêmes, ou il suffit de secouer l'arbre pour

¹ P. 32.

² BARRUEL, *Collect. ecclésiastique*, 2^e partie, t. IV, p. 119. — Si le mot avait été réellement prononcé, l'expression : *Les tyrans sont mûrs* eût été suffisamment claire par elle-même et n'eût pas donné lieu aux commentaires dont elle fut l'objet ; par suite, l'abbé Fauchet n'aurait pas eu besoin de s'expliquer sur le sens qu'il convenait de lui attribuer. Au reste, les paroles en question ne figurent point dans le texte imprimé.

qu'ils s'en détachent. Quand les fruits sont mauvais, loin de les manger, on n'y touche pas ; on craindrait de s'empoisonner en y portant la main : on les laisse pourrir dans les égouts de la nature. Or, de tous les fruits de la terre, les plus mauvais sont, sans contestation, les tyrans. Donc, si l'époque de leur entière maturité est venue, il n'y a rien autre chose à dire qu'*Amen*¹ ».

L'explication est assez ingénieuse, quoique un peu forcée ; au moins était-elle nécessaire ; l'orateur eût beaucoup mieux fait de ne pas laisser échapper des paroles qui prêtaient à des interprétations de cette nature.

L'abbé de l'Épée, le fondateur de l'Institut des Sourds-Muets, à Paris, était mort le 23 décembre 1789. Une députation de l'Assemblée municipale avait assisté à ses obsèques ; les membres de cette Assemblée, estimant que ce n'était pas assez faire pour la mémoire du défunt, décidèrent qu'il serait prononcé, au nom de la Ville, un éloge funèbre du célèbre philanthrope, et chargèrent leur collègue, l'abbé Fauchet, « qui a presque toujours célébré, en son nom et avec tant de succès, la liberté, la fraternité, l'humanité et le génie, de louer le génie et l'humanité de l'abbé de l'Épée² ».

La cérémonie eut lieu le 23 février 1790, dans l'église Saint-Étienne-du-Mont, sous la présidence de M^{gr} de Juigné, archevêque de Paris, et en présence d'une députation de l'Assemblée nationale, du maire Bailly, des représentants de la Commune et de tout ce que la capitale comptait de plus illustre dans les lettres et les sciences.

L'orateur débute ainsi :

« Il a fallu la Révolution qui nous rend libres pour que l'éloge du plus saint prêtre et du plus généreux citoyen fût

¹ *Bouche de fer* du 19 février 1791, n° 19.

² *Exposition des travaux de l'Assemblée générale des représentants, etc.*, p. 125. Paris, Lottin, 1790. Bibl. nat., Lb 40/134.

prononcé dans un temple. La sévérité même de ses principes eût paru un obstacle à l'hommage qu'inspirent les douces vertus. Son génie eût semblé terni par des opinions théologiques et morales qui n'étaient pas celles qui dominaient, et, sous un gouvernement moins sage que celui qui régit maintenant le diocèse, on eût forcé les paroles de la reconnaissance publique d'expirer sur les lèvres de la religion... Les opinions étaient enchaînées, la doctrine était captive, l'exil et les prisons menaçaient les consciences sincères, le despotisme était partout, et il siégeait sur les trônes des églises aussi durement que sur celui de l'Empire ¹ ».

L'abbé Fauchet fait ici allusion aux querelles religieuses qui troublèrent l'Église de France aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, et auxquelles donnèrent naissance les doctrines de Jansénius. Malgré les condamnations dont elles furent l'objet de la part des évêques et des souverains pontifes, ces doctrines comptaient encore, dans le clergé et les parlements, des partisans nombreux. Elevé par des jansénistes, l'abbé de l'Épée partageait leurs opinions. Quand il s'agit, pour lui, de gravir les premiers degrés du sanctuaire, on lui demanda, selon qu'il était prescrit par les ordonnances du diocèse de Paris, de signer le *formulaire d'Alexandre VII* condamnant les cinq propositions de Jansénius ; il s'y refusa, alléguant que sa conscience s'y opposait, bien que, par ailleurs, l'Eglise n'eût pas de fils plus respectueux et plus soumis. Le siège de Paris était alors occupé par un prélat dont l'opposition irréductible aux opinions jansénistes est bien connue. M^{er} Christophe de Beaumont fut, en effet, un des grands adversaires de la secte ; il ne cessa de faire à celle-ci, dans son diocèse, une guerre acharnée. Avec l'abbé de l'Épée, il ne transigea pas davantage : il lui interdit l'entrée du sanctuaire.

Le futur instituteur des sourds-muets deviendra prêtre cependant, non par la grâce de l'archevêque de Paris, mais

¹ *Oraison funèbre de Charles-Michel de l'Épée*. Paris, Lottin, 1790, in-4°. Bibl. nat., Ln 27/12323.

par celle d'un autre prélat qui s'intéressa à lui. Jacques-Bénigne Bossuet, évêque de Troyes, neveu du grand Bossuet, l'appela dans son diocèse et l'ordonna. Il fit plus : il le nomma chanoine d'honneur de son église cathédrale. Malheureusement pour l'abbé de l'Épée, son protecteur mourut quelques années plus tard. Il lui restait encore un ami ; c'était Soanen, évêque de Senez, qui s'était rallié bruyamment aux doctrines de Port-Royal. Ses relations intimes avec ce prélat lui attirèrent les censures de Christophe de Beaumont, bien que l'abbé de l'Épée eût adhéré à la bulle *Unigenitus* ; mais il l'avait fait, paraît-il, avec quelques restrictions et dans des termes que l'archevêque, défenseur jaloux de l'orthodoxie, n'accepta pas. Il interdit à l'abbé le ministère de la prédication et celui de la confession. Plus tard, cependant, il se relâcha de sa sévérité, et l'autorisa à remplir ce double ministère dans la maison qu'il venait de fonder.

L'instituteur des sourds-muets s'endormit pieusement dans le Seigneur, le 23 décembre 1789, entouré d'une députation de l'Assemblée nationale ayant à sa tête M^{gr} de Cicé, archevêque de Bordeaux, de ses parents et de ses élèves fondant en larmes, et après avoir reçu les derniers sacrements des mains du curé de l'église Saint-Roch, sa paroisse¹.

Ce coup d'œil d'ensemble sur la vie ou plutôt sur certaines circonstances de la vie du célèbre philanthrope était nécessaire pour l'intelligence du passage de l'Oraison funèbre cité plus haut, ainsi que pour celle des suivants.

Faisant allusion au refus opposé par le jeune de l'Épée de signer la formule d'Alexandre VII, l'orateur s'écrie :

« Ce prêtre modeste, sans s'écarter de la juste soumission due à l'Église, eut le courage de la liberté dans ses idées religieuses, et sa doctrine fut toujours conforme à la voix de sa conscience... On lui proposa, selon l'usage établi dans le

¹ Cf. *Vie de l'abbé de l'Épée*, par F. BERTHIER, sourd-muet. Paris, 1852, in-8°.

diocèse, une *formule* à signer que sa bonne foi ne pouvait admettre. Rien ne put vaincre sa sincérité¹ ».

Quant à son adhésion à la bulle *Unigenitus*, adhésion formulée par écrit et que l'archevêque de Paris ne trouva pas suffisante, l'abbé Fauchet y voit « un modèle parfait de droiture d'âme et de pureté d'intention ». Amené ensuite à parler de l'évêque de Senez, ce « vertueux prélat qui fut si étrangement jugé, à l'assemblée d'Embrun, par des pontifes qui auraient été trop heureux — ils l'avouaient eux-mêmes — d'avoir sa foi et sa sainteté », il observe que s'il avait réellement abjuré une des vérités de la foi, et se fût refusé opiniâtement de se rétracter, on aurait dû non le persécuter, non l'exiler, comme on le fit, mais le retrancher simplement de la communion de l'Église.

Le passage se termine par cette réflexion dont l'orateur dut être satisfait, ayant mesuré d'avance l'effet qu'elle ne manquerait pas de produire sur son auditoire : « Droits de l'homme, comme vous étiez méconnus² ! »

Nous avons dit que l'abbé de l'Épée habitait sur la paroisse Saint-Roch. On n'est pas surpris, dès lors, que son panégyriste, comme nous l'apprend l'oraison funèbre, l'ait connu ; il aurait même été en relations assez intimes avec lui, ainsi qu'on peut l'induire de ce passage :

« Je lui soumis un grave ouvrage que je composai dans le temps, le *Panégyrique de saint Augustin*³ ; il voulut bien éclairer ma jeunesse de ses conseils, et mêler aux félicitations qu'il m'adressa, dans cette circonstance, d'utiles leçons. « Oui », me disait-il, en me témoignant son approbation de ce que j'avais insisté sur les dangers de l'orgueil, « c'est » malheureusement notre péché d'origine à tous ; c'est celui » qu'il nous faut combattre toute la vie ; il n'y a pas de

¹ P. 16.

² P. 18.

³ Nous en avons parlé au ch. II, p. 11 du présent volume.

» relâche à se permettre sur ce point ; c'est tout le mal de
» l'homme ; c'est le mien, je l'éprouve à toute heure. Vous
» m'avez loué en désirant mon suffrage ; je pourrais vous
» louer aussi ; mais assez d'autres vous empoisonneront
» d'éloges. De nous-mêmes, nous sommes trop enclins à
» nous applaudir au fond de nos cœurs ; tandis que, si nous
» avons un motif de bénir le Ciel pour nous avoir accordé
» quelques lumières, nous avons mille raisons de nous
» humilier de nos ténèbres ». Et l'orateur ajoute : « Voilà
comment le plus modeste des hommes s'effrayait de son
propre orgueil et instruisait ma présomptueuse jeunesse à
s'armer de toutes les forces de la religion contre cet
immortel ennemi de la vertu¹ ».

Ce que l'abbé de l'Épée avait surtout en vue, en tenant ce langage au jeune orateur — on n'a pas de peine à le deviner — c'était de le prémunir contre la présomption et la vaine gloire, soit qu'il le sût porté vers ces deux défauts ou grisé déjà par de précédents succès oratoires. Plût à Dieu que l'abbé Fauchet eût suivi, sur ce point, les conseils de son charitable critique ! L'humilité qu'il lui recommandait si sagement l'eût préservé de bien des excès.

Nous nous reprocherions de ne pas citer la page suivante de la même oraison funèbre ; elle est remarquable par la justesse et la profondeur des pensées. On y sent courir un souffle d'éloquence vraie ; en outre, le portrait du modeste fondateur de l'Institut des Sourds-Muets y est dessiné en traits frappants :

« L'héroïsme en grande représentation importe sans doute essentiellement à la chose publique ;... mais ce sont les héros de tous les jours, de tous les sacrifices, de toutes les utilités qui, pouvant seuls vivifier la société dans ses classes diverses et y rallumer le feu sacré des mœurs, sont le grand besoin de

¹ P. 11.

la patrie. C'est le citoyen seul, avec l'énergie de sa vertu, n'empruntant rien du regard des hommes, n'espérant rien de leur faveur, servant l'humanité sans le secours de l'opinion, dans des travaux inconnus et des veilles ignorées, à travers les dégoûts et les ingratitude, donnant sa vie au bien public, non pas dans des jours étincelants de gloire, mais dans une longue continuité d'oubli de soi-même, dans une abnégation complète de la fortune, de la renommée, de tout ce qui alimente et enflamme le génie : c'est cet homme, d'autant plus grand qu'il n'a pas pensé à le paraître et qu'il n'a eu de force que dans sa conscience, c'est lui qui atteint à toute la hauteur de l'héroïsme, à toute la perfection du civisme, et il n'appartient qu'à la religion de le former ».

L'abbé de l'Épée fut incontestablement un prêtre d'une vertu austère et un homme de bien. Dans son refus d'obtempérer aux ordres de ses supérieurs hiérarchiques, il y a tout lieu de croire qu'il était de bonne foi ; mais il se fût honoré par une humble soumission, tandis que son attachement obstiné aux doctrines jansénistes forme une tache dans sa vie et répand une ombre sur sa gloire.

Le devoir de son panégyriste eût été de distinguer ce qu'il y avait de louable dans cet homme de bien de ce que l'Église avait le droit de reprendre en lui. Au lieu de cela, il lui fait un mérite de son obstination. On ne manqua pas de le lui reprocher, comme il nous l'apprend lui-même dans l'*Éloge civique de Benjamin Franklin*, qu'il fut appelé à prononcer quelques mois plus tard. Or, croit-on qu'il cherche à s'en excuser ? Nullement. Tout au contraire, il a la hardiesse de s'en glorifier. Écoutons-le plutôt :

« Prédicateur catholique, on me reprochera sans doute de faire l'éloge des Quakers, comme on m'a reproché d'avoir fait celui des Jansénistes... Ces reproches m'honorent ; ils partent du fanatisme, le plus grand fléau de la société. Oui, j'ai loué, au nom de la Commune de Paris, et avec empressement et avec amour, le philanthrope, janséniste — si l'on veut —

mais très catholique, mais très saint instituteur des sourds et muets de naissance ¹ ».

L'*Éloge civique* de Franklin fut prononcé, au nom de la Commune de Paris, à la Rotonde ², le 21 juillet 1790, en présence des députés de l'Assemblée nationale, des citoyens envoyés à Paris, par les départements, pour assister à la fête de la Fédération ³; du maire, du commandant général de la garde nationale, des représentants de la Commune, des présidents des districts et des électeurs de Paris.

L'homme d'État américain, le fondateur, avec Washington, de l'indépendance des États-Unis, était très populaire en France, et surtout à Paris, où il avait séjourné lorsqu'il vint implorer l'aide de notre nation en faveur de son pays; la Commune de Paris voulut flatter l'opinion, en prenant l'initiative d'une cérémonie funèbre destinée à célébrer sa mémoire.

Le rédacteur des *Révolutions de Paris* écrivait malignement, quelques jours après, que « cette cérémonie n'eut d'autre but que de donner une occasion à l'abbé Fauchet de prononcer un discours pour réchauffer l'idolâtrie populaire ».

Celui-ci fut très fier de ce choix et prit son rôle tout à fait au sérieux, comme on peut s'en rendre compte par le passage suivant, où il se met en scène :

« En me choisissant pour son interprète, la Ville de Paris a déclaré, messieurs, que c'était moins au talent d'un orateur qu'à l'âme d'un citoyen, au zèle d'un orateur de la

¹ *Eloge civique de Benjamin Franklin*, p. 7. Paris, Lottin, 1790, in-8° de 37 pages. Bibl. nat., Lb 4/1231.

² Halle au blé, près des Halles. Ce local avait été transformé, depuis peu, en halle au blé; au dire des *Révolutions de Paris*, il servait auparavant de salle de bal. Le lendemain, les collègues de l'abbé Fauchet décidèrent que son discours serait imprimé aux frais de la Commune, offert à l'Assemblée nationale et envoyé au Congrès d'Amérique.

³ Cette fête avait eu lieu quelques jours auparavant, le 14 juillet.

liberté, à la sensibilité d'un ami des hommes qu'elle confiait cette fonction solennelle. Sous ces rapports, je puis parler avec une sainte assurance : j'ai pour moi la conscience publique et la mienne. Puisqu'il ne faut qu'être libre et sensible pour le genre d'éloquence qu'exige cet éloge, je l'aurai. Ma voix peut se faire entendre à la France, à l'Amérique, à la postérité. Je loue un grand homme, instituteur de la liberté américaine ; je le loue au nom de la cité, mère de la liberté française. Je suis homme aussi ; je suis libre ; j'ai le suffrage de mes concitoyens ; c'est assez : mes paroles seront immortelles ¹ ».

Afin d'être à la hauteur de son sujet, l'abbé Fauchet crut devoir prendre le ton sublime : mais, en voulant trop s'élever, il tomba dans l'exagération et le faux ; il aurait dû se souvenir qu'on ne gagne rien à forcer son talent. Certes, s'il compte, ainsi qu'il a la modestie de le prétendre, que son discours passera à la postérité et que ses « paroles seront immortelles », ce n'est pas l'exorde, en tout cas, qui lui vaudra cette gloire.

Afin de permettre au lecteur d'en juger par lui-même, nous citons le morceau :

« Une seconde création s'opère ; les éléments de la société se combinent ; l'univers moral sort du chaos ; le génie de la liberté s'éveille : il se lève ; il verse sur les deux hémisphères sa lumière divine et ses feux créateurs. Une grande nation, étonnée de se voir libre, embrasse, d'une extrémité de la terre à l'autre, la première nation qui l'est devenue ; les fondements d'une cité nouvelle sont jetés dans les deux mondes. Peuples frères, hâtez-vous de l'habiter : c'est la cité du genre humain... » Pathos et galimatias ! Quels autres noms donner à ce vain cliquetis de mots ?

Pour se maintenir à ce diapason, l'orateur a recours aux

¹ P. 3.

images forcées, au style déclamatoire ; on sent qu'il vise à l'effet. Mais il a beau enfler la voix, il ne parvient pas à s'élever au-dessus d'une rhétorique creuse, et lui-même n'est qu'un vulgaire rhéteur. Des phrases sonores, de grands mots, surtout quand ils sont soutenus par un brillant débit, peuvent éblouir un auditoire non prévenu, mais la lecture ne saurait s'en soutenir. De fait, l'*Éloge civique de Benjamin Franklin* est d'une lecture fatigante.

On peut relever cependant, çà et là, quelques idées justes, celles-ci par exemple, quoiqu'elles eussent gagné à être rendues d'une façon plus claire : « Nul ne peut juger les consciences que Dieu seul. — Celui qui prononce que tel homme est libre de croire ou de ne pas croire telle doctrine se rend coupable souvent d'injustice et toujours de témérité. Le premier génie de l'univers, avec le plus ardent amour du vrai, peut embrasser une erreur religieuse et s'y trouver lié par la sévérité de sa conscience. Quel est le mortel audacieux qui prétendra pouvoir calculer toutes les lumières et toutes les ombres qui affectent le plus simple ou le plus sublime des esprits, et qui osera dire : « Il aurait » pu croire comme moi ? ¹ »

De même, nous sommes d'avis qu'il ne s'écarte pas de l'enseignement catholique et ne le « dénature » pas, comme on l'a prétendu ², en tenant le langage qui suit :

« Il est dans les principes avoués de la foi catholique que tous ceux qui observent fidèlement la loi naturelle, c'est-à-

¹ P. 8. — Dans ses conférences sur la *Liberté*, prêchées à Notre-Dame de Paris, pendant le Carême de 1904, M. l'abbé Janvier expose la même doctrine. D'accord avec la théologie catholique, trop souvent ignorée ou travestie, il proclame, non pas ce *droit à l'erreur* que revendique un certain dogmatisme sceptique, mais les titres de la conscience erronée, mais sincère, à la tolérance et même au respect. (*Exposition de la Morale catholique ; la Liberté*, un volume in-12, Paris, Lethielleux).

² PICOT, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique*, t. IV, p. 534, 2^e édition.

dire tous les hommes vertueux¹, appartiennent à la véritable Église et ont la raison éternelle, Jésus-Christ, lumière des âmes, pour instituteur et pour maître... Mais ceux-mêmes qui ne le connaissent pas et qui pratiquent naturellement, comme le dit un apôtre², sa loi divine, seront jugés d'après la droiture de leur conscience, et arriveront, par les prodiges de sa grâce inconnue, à son admirable lumière. Ainsi, dans nos véritables principes religieux, nul ne peut prononcer la réprobation d'un seul homme³ ». Le théologien le plus sévère ne saurait, pensons-nous, trouver à redire à cette doctrine ; c'est celle de l'Église elle-même.

Il est curieux de constater qu'amené à parler de la République fédérative des États-Unis d'Amérique, l'abbé Fauchet la représente comme une forme de gouvernement inférieure à la monarchie. Il est vrai qu'il entend une monarchie où règne la liberté. « La création de la libre monarchie, du plus parfait des gouvernements, dit-il, nous était réservée ».

La péroraison de l'éloge civique de Franklin est une suite d'invocations au moyen desquelles l'orateur, recourant à ce vulgaire procédé de rhétorique, compte frapper plus vivement son auditoire : invocations à la France, au roi, à « l'Eternel modérateur des forces humaines », — périphrase pour désigner Dieu ; — enfin à celui qui fait l'objet du discours, au « vénérable vieillard », au « philosophe auguste », à « l'instituteur de la félicité de sa patrie », au « moteur de la liberté française », au « prophète de la fraternité du genre humain⁴ ».

C'est peut-être ici le lieu de dire un mot d'une brochure de quelques pages, due à la plume de l'abbé Fauchet, et dont

¹ Il aurait dû ajouter : « et qui ignorent invinciblement l'Evangile ».

² Saint Paul, *Epître aux Rom.*, ch. II, v. 14.

³ P. 10.

⁴ P. 34. — L'abbé Fauchet nous apprend, dans une note annexée à l'oraison funèbre, qu'il avait connu personnellement Franklin. « J'avais plusieurs fois mangé avec lui, dit-il, chez M. Rey de Chaumont, dans sa belle habitation de Passy. Il avait assisté à quelques-unes de mes prédications et m'avait donné des témoignages très sensibles de son honorable estime ».

on peut, avec certitude, fixer la publication au commencement de l'année 1790, bien qu'elle ne porte pas de date.

Dans ce temps-là, on parlait beaucoup d'une certaine demoiselle de La Brousse, à laquelle on attribuait plusieurs prophéties concernant les événements de l'époque ; elle était une émule de Catherine Théot¹. On racontait qu'elle avait prédit, en particulier, pour le mois de mai 1790, un événement « aussi merveilleux que l'a été l'Incarnation et que le sera le Jugement dernier ». Ce n'était pas peu dire. A cette date, Dieu devait faire paraître « un signe si terrible, qu'il convertirait les méchants ». « Les méchants », c'étaient tous les adeptes de la Révolution.

Ces bruits troublaient l'abbé Fauchet ; les prédictions de M^{lle} de La Brousse contrariaient, en effet, ses espérances, puisqu'elles annonçaient la fin de la Révolution qui lui était chère et qui n'était encore qu'à son aurore. Il résolut d'étudier l'état mental de cette personne et de s'assurer ainsi par lui-même de la confiance qu'il convenait d'accorder à ses prétendues prophéties. Il eut avec elle plusieurs entretiens. Le résultat de son examen fut tel qu'on pouvait le prévoir : l'abbé Fauchet reconnut vite qu'il avait affaire à une visionnaire, de bonne foi, sans doute, mais dont les prophéties n'étaient que des divagations sans portée. Il fut rassuré ; toutefois, il estima qu'il rendrait service à ses contemporains en les prémunissant contre les prédictions de M^{lle} de La Brousse ; c'est ce qui lui inspira la pensée de publier l'écrit dont nous parlons, et qui est le résumé de ses réflexions. Afin de permettre au lecteur de s'en faire une idée, nous en reproduisons les passages principaux. Il commence ainsi :

« Oui, certes, nous avons vu, depuis peu, bien des miracles. Sans parler des énergomènes de Saint-Médard, ni des voyages aériens, n'avons-nous pas vu le fameux Mesmer,

¹ V. *Catherine Théot et le Mysticisme chrétien révolutionnaire*, article paru dans la *Revue de la Révolution*, n° du 14 juin 1901.

avec une demi-douzaine de phrases mal cousues, faire tourner la tête à des gens jusque-là réputés sages, et leur faire faire les contorsions les plus singulières, au moindre signe de son doigt indicateur ? N'avons-nous pas vu Cagliostro *illuminer* la Cour et faire voir à nos grands seigneurs tout ce qu'ils désiraient, dans une carafe d'eau claire, leur donner des soupers magiques, ne rien recevoir, donner beaucoup, être toujours dans l'abondance, sans ressources connues, le tout, au moyen de la pierre philosophale ? Ce sont là des miracles, si jamais il en fut, et des mieux prouvés, car ils se sont opérés dans Paris, à la face de l'univers, et, certes, dans un temps où l'on ne peut guère nous taxer d'ignorance.

» Il en est d'autres qui, quoique plus récents, nous frappent moins : ce sont les événements qui se sont opérés depuis 1789. Mais ces derniers miracles ont encore, outre le mérite de l'évidence, celui d'avoir été prédits depuis onze ans, et par qui ? Par une femme vertueuse, de noble extraction, et qui, sûrement, comme une autre Débora ou une autre Jeanne d'Arc, a été envoyée pour sauver encore une fois la France et convertir les cœurs endurcis... Dieu ferait paraître, au mois de mai 1790, un signe si terrible, qu'il convertirait les méchants ».

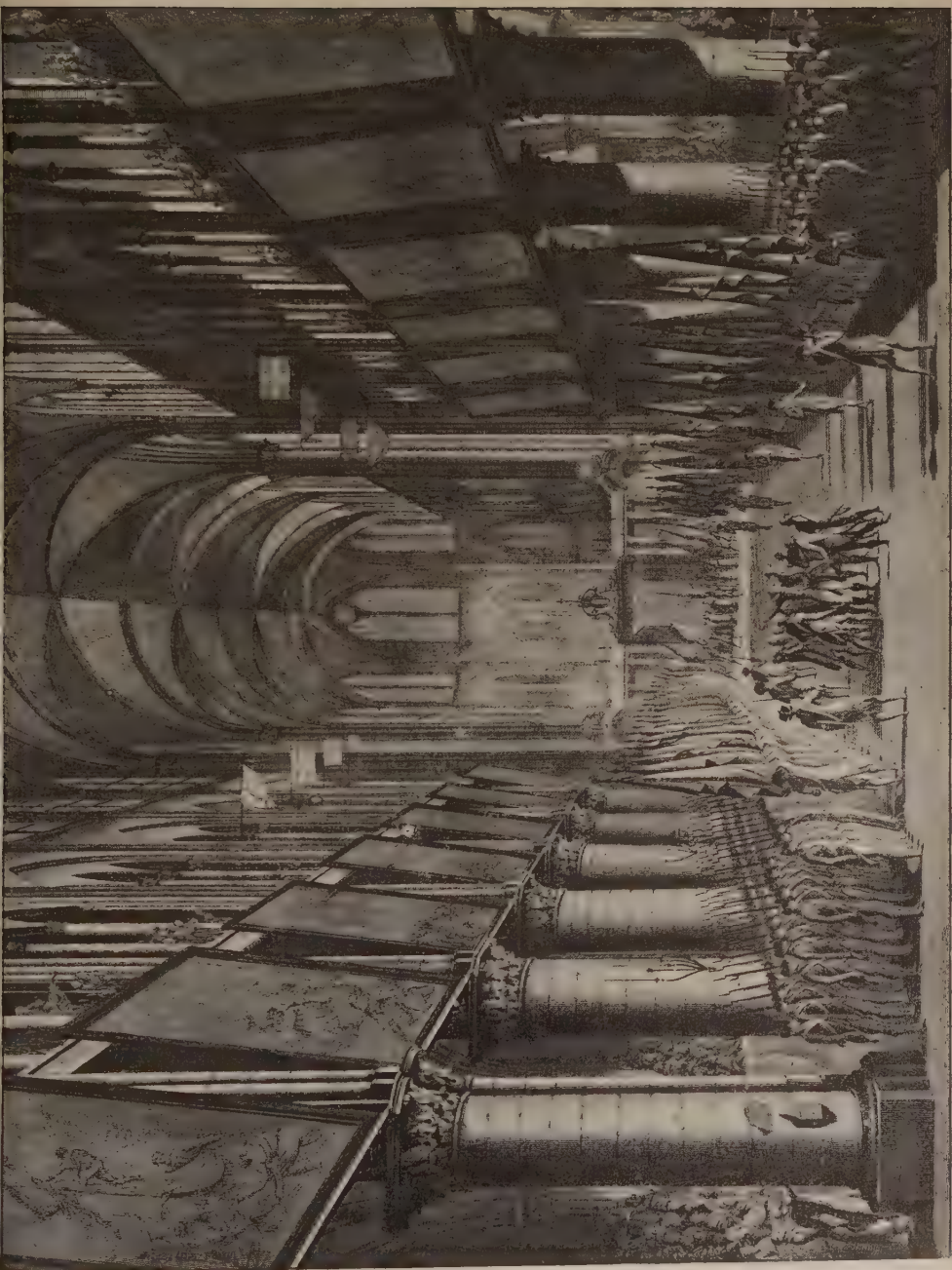
Comme on le voit, l'auteur emploie, dans son écrit, le ton caustique ; il termine de la même façon :

« Soit que M^{lle} de La Brousse ait parlé de bonne foi, soit qu'instrument innocent dans les mains d'un fourbe elle soit destinée à réveiller le fanatisme mourant, le but des faux dévots est manqué ; le peuple, heureusement éclairé, ne croit plus les miracles sur leur parole. Je me déclare chef des incrédules aux miracles de M^{lle} de La Brousse, jusqu'à ce que le signe promis au mois de mai ne m'ait si fort épouvanté, que je prenne une aurore boréale ou tout autre météore pour un signe manifeste, mais inexpressif, de la colère divine. Si cela m'arrive, alors, apôtre zélé, j'irai dans

les rues, vêtu d'un cilice, et criant, sur le ton de Jérémie :
« Nous avons péché contre les ministres du Seigneur ; nous
» n'avons pas cru tout ce que les prêtres et les moines
» nous ont dit ; nous nous sommes permis de leur ôter le
» superflu, tandis que nous n'avons pas le nécessaire ! Malé-
» diction ! ¹ »

Nous avons exposé le rôle de l'abbé Fauchet comme membre de la Commune de Paris ; ce fut sa première étape dans la carrière politique. Depuis un an, que d'événements auxquels il fut mêlé et combien mouvementée fut cette courte période de sa vie ! Les autres étapes feront l'objet des chapitres suivants. Les événements s'y presseront non moins nombreux, la Révolution glissant, avec une vitesse toujours croissante, sur la pente rapide où elle est entraînée.

¹ *Prophéties de M^{lle} de La Brousse sur la Révolution, pour le mois de mai*, par l'abbé FAUCHET. in-8° de 6 pages, de l'imprim. de Bonnefoi, rue de la Sincérité. Bibl. nat., Lb, 39/8906.



Barthélemy

Bénédiction des Drapeaux de la Garde nationale parisienne, à Notre-Dame

LE 27 SEPTEMBRE 1789

vers 1820

CHAPITRE VII

LE CERCLE SOCIAL

L'abbé Fauchet fonde le « Cercle social » ou « Société des Amis de la Vérité » et le journal la « Bouche de Fer ». — Ses efforts pour allier les doctrines de la franc-maçonnerie avec celles de l'Évangile. — Il est le grand orateur du Cercle social. — Ses attaques contre Voltaire.

L'abbé Fauchet s'était d'abord éloigné des luttes de la presse ; de la part d'un homme aussi ardent, cette abstention pouvait étonner. Il s'en explique dans la lettre suivante, datée du 25 novembre 1789, et adressée au rédacteur du *Journal de Paris*, avec prière de la rendre publique :

« Je ne fais point de journal et je ne travaille pour aucun. L'annonce, en mon nom, d'un écrit périodique, intitulé : *le Colporteur*, et d'un autre, sous le titre de : *la Correspondance*, est la centième petite méchanceté de mes ennemis. Ils me connaissent bien peu s'ils croient, par toutes leurs manœuvres, lasser mon courage. Dès que la police de la municipalité me laissera libre de travailler d'une autre manière pour la patrie, j'écirai. J'ai observé de près des hommes infiniment moindres que leur réputation. J'ai de

grandes vérités à révéler à mes contemporains et à la postérité : je remplirai ma tâche ».

L'heure ne devait pas tarder où il allait tenir parole.

Les événements qui suivirent la prise de la Bastille avaient mis les cerveaux en ébullition ; on ne rêvait rien moins que de transformer la société sur des bases nouvelles. Il n'était question, en effet, que de régénération sociale. Certains utopistes ne se contentaient pas de vouloir régénérer la France, ils aspiraient à régénérer l'humanité. L'abbé Fauchet était du nombre de ces derniers. Il avait précisément, sur ce point, des théories personnelles, et il n'était pas homme à les garder pour lui-même ; comme il savait manier également la parole et la plume, il se servit des deux pour les répandre. Il fut secondé dans cette tâche par Nicolas Bonneville¹, jeune homme de talent, écrivain habile et fécond, versé dans les connaissances les plus variées et les plus étendues. Tout, d'ailleurs, rapprochait ces deux hommes : c'était, chez l'un comme chez l'autre, même fougue de tempérament, même imagination de feu, même exaltation dans les idées, même esprit utopique, même éloquence de tribun, même idéal politique et social. Nodier a tracé de Bonneville ce portrait dont la ressemblance a été attestée par tous ceux qui avaient connu le collaborateur de l'abbé Fauchet : « C'était le cœur le plus simple et le plus exalté que j'aie connu de ma vie, avec son imagination de thaumaturge et sa science de bénédictin, sa faconde de tribun et sa crédulité de femme, son éducation d'homme du monde et ses mœurs d'homme du peuple² ».

¹ Né à Evreux, le 13 mars 1760. Il embrassa avec ardeur la Révolution ; mais il la voulait sans effusion de sang ; aussi n'hésita-t-il pas à stigmatiser les auteurs des massacres de septembre et à réclamer leur punition. Il rêvait honnêtement le bonheur de son pays. Ruiné par la Révolution, il tenait, à la fin de sa vie, dans le quartier qu'il habitait, une boutique de livres anciens. Il mourut le 9 novembre 1828, à l'âge de soixante-neuf ans. Son érudition était considérable ; il a laissé de nombreux ouvrages, entre autres, *la Maçonnerie écossaise et le Secret des Templiers au XIV^e siècle*.

² CH. NODIER, *Souvenirs et Portraits*, p. 333.

Au mois de janvier 1790, Fauchet et Bonneville fondèrent ensemble le journal la *Bouche de Fer*¹. Le 1^{er} octobre suivant, cette feuille devint l'organe d'un club philosophique récemment formé et qui prit le nom de *Cercle social*. Le Cercle social tenait ses séances au cirque du Palais-Royal².

¹ Une véritable bouche de fer était placée à la porte du bureau du journal. Chacun était invité à y déposer ses conceptions politiques. C'est cette bouche de fer qui donna son nom à la feuille de Fauchet et de Bonneville.

Le journal la *Bouche de Fer* portait d'abord, pour épigraphe, ce vers de Virgile, très heureusement choisi :

*Lingux centum sunt, oculi centum oraque centum,
Ferrea vox.* (Æn., lib. IV).

Un peu plus tard, apparaît, en tête, un fleuron bizarre. Au milieu du fleuron est une tête humaine munie d'une large bouche de fer et surmontée d'un coq ; d'un côté, la foudre sortant d'un nuage ; de l'autre, un signe maçonnique dans une gloire, et, autour, singulièrement disposée, cette autre épigraphe :

Tu, regere populos eloquio, ô galle, memento.

Voici l'annonce qui en fut faite dans les journaux de l'époque ; nous l'empruntons au *Moniteur* :

« La *Bouche de Fer* est le porte-feuille (*sic*) du *Cercle social*, établi à Paris et dans quelques départements, et de la confédération de tous les citoyens et écrivains patriotes, nationaux et étrangers, observateurs et correspondants visibles et invisibles.

» A commencer du 1^{er} octobre prochain, la *Bouche de Fer* paraîtra trois fois par semaine ; on ne peut fixer le jour. Chaque numéro sera de 16 pages in-8°. Le prix de l'abonnement est de 9 livres pour trois mois, 18 livres pour six mois, 36 livres pour un an. On donnera, au besoin, quelques suppléments gratuits ». (*Moniteur* du 9 septembre 1790).

² Nous lisons dans les *Souvenirs de la Terreur*, de G. DUVAL :

« Il y avait, dans le jardin du Palais-Royal, un bâtiment étroit, mais fort long, qui en occupait à peu près tout le milieu... Tantôt bal, tantôt théâtre, le cirque du Palais-Royal était inoccupé deux jours de la semaine, le lundi et le vendredi. L'abbé Fauchet s'empara de ces deux jours pour installer au cirque une sorte de club qu'il appela *Cirque de la Vérité et de l'Amour universel*, où l'on n'était, du reste, admis qu'en payant ». (*Souvenirs de la Terreur*, t. II, p. 12, édit. de 1841).

L'entrée du cirque était rue du Théâtre-Français, aujourd'hui rue Richelieu. Les bureaux du « Cercle social » étaient situés au n° 4 de cette même rue.

Dans le principe, les membres du Cercle social ne se réunissaient qu'une fois par semaine, le vendredi ; ce n'est qu'un peu plus tard qu'ils prirent l'habitude de se réunir, en outre, le lundi.

Quant à la cotisation versée par eux, elle était de neuf livres par mois.

Le but de cette société était, comme le nom l'indique, d'opérer des réformes sociales. Le *Cercle social* s'appela aussi *Société des Amis de la Vérité*. Ses fondateurs se proposaient d'organiser une confédération universelle des francs-maçons et des « amis de la vérité » de chaque pays, afin de ne faire, de tous les peuples, qu'une seule famille ; le Cercle social devait être, dans leur pensée, le centre de toutes les loges maçonniques du monde. Voici, d'ailleurs, en quels termes ils l'expliquent :

« Nous avons établi, pour tous les écrivains distingués par leur *franchise*, par un ardent amour de la vérité, un rendez-vous de conférences où, tour à tour maîtres et disciples, tour à tour donnant et recevant des informations, ils auront chacun plus de moyens d'éclairer le peuple, de connaître la vérité, de protéger l'honnête homme calomnié, de servir de jeunes talents et de porter à l'Assemblée fédérative des Amis de la Vérité leurs espérances, ou leurs alarmes, ou leurs desseins ».

Or, pour mettre chaque « ami de la vérité » dans la possibilité d'exprimer ses idées, le Cercle social avait créé, tant à Paris qu'à l'étranger, une infinité de *bouches de fer*, dans lesquelles chacun pouvait déposer ses pensées ; et le dépouillement de toutes ces « boîtes » devait apporter aux rédacteurs du journal de ce nom une immense correspondance dont ils promettaient de faire connaître la substance.

« La *Bouche de fer* (*ferrea vox*), institution dont l'origine se perd dans la nuit des temps, est vraiment, disaient encore les organisateurs du Cercle social, la voix d'un peuple franc et généreux. Si elle parle aux méchants, c'est à haute voix ; c'est en présence du public qu'elle les interroge... Ce ne sont pas seulement des plaintes qu'elle exprime, ni des complots atroces qu'elle dévoile : elle communique des idées *régénératrices*, des notions utiles, des projets de lois, des lectures

à la fois intéressantes et instructives ». Et ailleurs : « Une partie de cet ouvrage est destinée au développement et à la discussion des principes d'un pacte fédératif, et à consacrer les résultats de l'Assemblée fédérative des Amis de la Vérité qui se réunissent, tous les vendredis, au Cirque national, à Paris ».

Parmi les membres de cette société, les uns, comme Bonneville, Goupil de Préfelu, Condoreet, étaient franc-maçons. Ils croyaient ou affectaient de croire que les symboles et les enseignements traditionnels de la franc-maçonnerie renfermaient la solution de tous les problèmes soulevés par la Révolution française, et ils se mettaient à l'œuvre pour en révéler le sens exact et complet, et en promouvoir la réalisation. D'autres, comme Fauchet, accédèrent à cette entreprise au nom de la doctrine de Jésus-Christ ; ils s'imaginaient naïvement que la franc-maçonnerie avait contribué à conserver pures de tout alliage les idées religieuses.

L'inauguration de l'Assemblée fédérative des Amis de la Vérité eut lieu au cirque du Palais-Royal, le 13 octobre. Le nombre des auditeurs présents à cette première séance s'élevait à cinq mille environ. On y remarquait la plupart des députés de l'Assemblée nationale, les électeurs de 1789, les anciens représentants provisoires de la Commune, plusieurs membres de la nouvelle municipalité, ainsi que des sociétés patriotiques de la capitale, des étrangers et les *Vieux enfants de la Nature* ; des dames, en grand nombre, remplissaient les tribunes. Les séances avaient lieu, dans le principe, une fois par semaine, le vendredi.

L'abbé Fauchet prononça le discours d'inauguration. Il fut accueilli à la tribune par une salve d'applaudissements. Les journaux du temps font un éloge pompeux de sa harangue. L'un d'eux, dans son enthousiasme, s'exprime en ces termes dithyrambiques : « On dira de lui ce qu'Eschine disait de Démosthène : « Ce n'est rien que de lire ses discours, il » fallait l'entendre dans la tribune aux harangues ». Nous allons donner quelques extraits de cette pièce oratoire ; ce

sera le meilleur moyen de faire connaître la pensée des fondateurs du Cercle social et le but qu'ils se proposaient :

« Messieurs, une grande pensée nous rassemble : il s'agit de commencer la confédération des hommes, de rapprocher les vérités utiles, de les lier en système universel, de les faire entrer dans le gouvernement des nations, et de travailler, dans un concert général de l'esprit humain, à composer le bonheur du monde. La société en est encore aux éléments : nulle part ces éléments n'ont été combinés pour l'avantage commun. Les législateurs ont tracé des lignes où ils ont enfermé les peuples pour les contenir, et non pour les rendre heureux. Les lois générales ont oublié l'amitié qui associe tout, pour ne s'occuper que de la discorde qui divise tout... Il ne peut y avoir qu'une religion vraie, celle qui dit aux hommes : « Aimez-vous tous ! » et qui leur donne, pour accomplir ce devoir unique, les moyens les plus doux et les plus puissants motifs. Cette religion existe : elle est éternelle comme la loi de l'amour. Les hommes, désassociés par les lois de la discorde qui régissaient les Empires, l'ont méconnue ; il faut la leur montrer dans sa nudité chaste, dans sa vérité pure, et le genre humain, épris par sa beauté divine, n'aura qu'un cœur pour l'adorer¹ ».

L'orateur donne ensuite le premier aperçu du plan de la fédération universelle, lequel, explique-t-il, pourra être modifié et perfectionné dans la suite. Il consiste dans une organisation générale des cercles maçonniques recevant le mouvement d'un consistoire unique ayant son siège à Paris ; car « Paris est le centre, la capitale de l'humanité ». Il termine par cette tirade enflammée :

« Tout ce que j'ai de force, de patriotisme, d'amour des hommes, de zèle et de courage pour la vérité sera consacré à

¹ Cité par BUCHEZ, *Hist. de l'Assemblée Constituante*, t. IV, p. 158 — V. aussi BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlem. de la Révolution*, t. VII, p. 449.

concourir, selon ma mesure, à cette œuvre suprême. Ma plume et ma voix seront à vos ordres. Mon esprit s'agrandira de vos pensées ; mon cœur seul, j'ose le dire, ne pourra pas devenir plus vaste par l'émulation d'étendre, à votre exemple, mes fraternelles affections ; car je sens que je possède déjà, dans une latitude infinie, la charité du genre humain ».

La seconde séance eut lieu huit jours après, le 22 octobre. Huit à neuf mille personnes, assure-t-on, se pressaient, ce jour-là, dans le cirque du Palais-Royal. Un constituant de marque, Goupil de Préfeln, présidait la séance, et, parmi les secrétaires, prenait place un autre constituant, le rédacteur du *Point du Jour*, l'élégant Barère ; au nombre des auditeurs, on remarquait l'abbé Sieyès, Condorcet, M^{me} Rolland, Brissot, Camille Desmoulins, Thomas Payne, etc. C'est, en quelque sorte, devant le Tout-Paris d'alors que le procureur général des Amis de la Vérité reprit et développa ses premières déclarations. Il expliqua comment la franc-maçonnerie était appelée à devenir la pierre angulaire, ou, si l'on préfère, la charpente du nouvel édifice qu'il se proposait d'édifier. Voici les principaux passages de son discours :

« Il a été observé que les anciennes sociétés fraternelles qui existent dans les diverses parties du monde étaient les seuls nœuds qui, rapprochant déjà des hommes de toutes les nations et de tous les cultes sous les rapports d'égalité, de liberté, d'union, puissent servir de moyen pour rattacher la famille humaine aux droits de la nature et aux droits du bonheur. Il faut donc choisir avec confiance ce lien de correspondance universelle, sans chercher à soulever le voile qui enveloppe encore des mystères antiques. Les francs-frères les dévoileront eux-mêmes, lorsqu'ils verront que leurs allégories, leurs hiéroglyphes, sont devenus inutiles, et que la vérité peut se montrer pure au genre humain régénéré.

» Mais je sens, messieurs, que tous ceux de cette assemblée qui, ainsi que moi, ne participent pas aux initiations, doivent appuyer sur des motifs solides la confiance qui les fixe

autour d'un centre pour ainsi dire invisible, et qui semble échapper à leurs pensées comme à leurs regards. Nous ne connaissons pas les secrets intérieurs des loges, mais l'univers en connaît l'objet général, qui n'est que concorde et amitié. Nous savons que les cérémonies maçonniques, assez mal comprises par la plupart des initiés, ne font que retracer des traditions, quelques-unes anciennes, les autres modernes, sur les droits de l'homme dans la nature, ses malheurs dans la société, ses espérances d'un meilleur ordre de choses, enfin, les assurances de la régénération universelle et du triomphe de la vérité sur la terre.

» Les grandes vues de la maçonnerie en général sont incontestables, puisqu'elles sont avouées dans tous les systèmes ; voilà déjà un grand point de confiance.

» Les plus simples initiés, qui composent la multitude des francs-frères, et qui n'ont subi que les épreuves vulgaires, ont à peine une idée vague de la signification des formules maçonniques dont ils ont l'usage, et des états figuratifs par lesquels on les fait passer. Leurs relations subséquentes se bornent ensuite à des repas en commun, à d'innocents plaisirs, à des secours réciproques, à des sentiments plus ou moins vifs, plus ou moins profonds d'union et de confraternité ; voilà encore des frères très nombreux dont, évidemment, l'on n'a rien à craindre, et en qui l'on doit mettre une confiance tranquille. Ils serviront la cause de l'humanité avec une sérénité douce et une cordialité franche ; ils feront tout — et d'un grand cœur — pour la concorde et la félicité de l'univers.

» Reste donc la classe très restreinte des sociétés qui ont approfondi les doctrines et des dépositaires plus ou moins fidèles des premiers secrets ». Parmi ces dépositaires, l'abbé Fauchet distingue les « grandes âmes, les intelligences supérieures » qui comprennent les symboles de la franc-maçonnerie et y attachent des conceptions sublimes, et « les esprits moindres » qui les déforment et en tirent des conséquences dangereuses ; car, observe-t-il, dans la maçonnerie, « les notions sublimes avoisinent les exagérations ineptes ».

Or, « il est incontestable que les premiers sont des amis sûrs de l'humanité et qu'ils n'aspirent qu'au bonheur d'une régénération universelle. Les autres paraîtraient véritablement les plus dangereux des hommes, non pas dans leur but, puisqu'ils veulent aussi le rétablissement de tous les droits naturels et sociaux, mais dans les moyens d'y atteindre; parce que des réductions superstitieuses, des destructions terribles, de grandes ruines leur paraissent nécessaires pour élever le temple de la concorde et de l'harmonie ».

L'orateur fait remarquer que « ces faux interprètes des allégories maçonniques, qui ont surchargé celles-ci d'odieux emblèmes, d'épreuves pleines d'épouvante, sont en petit nombre et sont désavoués par les grands frères qui possèdent toute la pureté de la doctrine antique recueillie par Bacon et ses fidèles disciples »; d'où il infère qu'on n'a rien à craindre, mais tout à espérer du grand *peuple franc* dispersé par toute la terre. « C'est en lui, dit-il, qu'est l'espoir de l'union du genre humain ¹ ».

Ce discours est curieux en raison des détails qu'il contient sur la conception qu'on avait de la franc-maçonnerie, à la fin du XVIII^e siècle; c'est ce qui nous a déterminé à en citer de larges extraits.

Dans une des séances subséquentes, Fauchet revient sur le même sujet; il éprouve le besoin de préciser davantage encore l'idée qui a présidé à la fondation du Cercle social et d'insister sur le but de l'entreprise :

« Unir les hommes par des principes communs et avoués par eux, dit-il, leur faire trouver et adopter le meilleur régime social, voilà tout l'objet de la Confédération universelle des Amis de la Vérité. Il ne s'agit pas de fonder une nouvelle secte. . Il n'est pas question du détail des opérations législatives, qui n'intéressent que les Français; nous généra-

¹ BUCHEZ et ROUX, *Hist. parlem. de la Rèv. fr.*, t. VII, p. 455 et suiv.

lisons nos vues : c'est le genre humain que nous embrassons dans nos pensées... Les gouvernements immoraux ayant jusqu'ici dépravé les nations, il faut d'abord convenir avec elles des vraies bases de la société générale, avant d'appeler la morale céleste qui doit perfectionner et assurer l'empire de la vertu et de la félicité dans l'univers. L'Assemblée nationale travaille au bonheur de la France, et nous, grâce à la liberté qu'elle nous assure, nous voudrions étendre au monde entier ses bienfaits ¹ ».

Les promoteurs de l'entreprise se proposaient d'organiser des comités, correspondants avec l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie, la Hollande, les cercles d'Allemagne, la Russie, le Danemark, la Pologne, les villes commerciales du Levant, en un mot, avec toutes les parties du monde, à mesure que la Confédération s'agrandirait. Il ne s'agissait de rien moins que de faire de tous les hommes un peuple de frères, en les amenant à s'embrasser dans la charité et dans l'amour. Hélas ! s'il y avait loin alors du rêve à la réalité, la distance, au lieu de diminuer, ne fera, au contraire, que s'élargir. Par une ironie cruelle, deux ou trois ans plus tard, ces hommes, qu'on se flattait de voir s'embrasser comme des frères, devaient, citoyens d'une même patrie, s'entretuer avec une férocité dont les annales des peuples n'offrent pas d'exemple. Les horribles massacres de septembre, à Paris, la guillotine dressée en permanence dans les principales villes de France, voilà les réponses qui seront faites aux séduisantes théories du Cercle social.

Des sociétés existaient déjà, répandues à peu près dans toute l'Europe, que les fondateurs espéraient utiliser et faire concourir à leur vaste dessein ; mais elles étaient étroites, fermées, entourées de mystère, et les membres qui en faisaient partie étaient liés par des serments secrets. Il s'agissait de les élargir, d'en bannir le mystère et d'y appeler tous les hommes. Gardiennes des principes moraux qui forment la base des sociétés et constituent le bonheur des

¹ *Bouche de fer*, n° XI, oct. 1790.

peuples, elles serviront à la fois de cadres et de bases dans la nouvelle organisation, celle des clubs ou sociétés maçonniques, « sociétés antiques, qui se sont perpétuées jusqu'à nous, avec les principes de franchise (?), d'égalité, de liberté, de fraternité, d'amitié, de concorde et d'union ». C'est l'abbé Fauchet qui parle ainsi ¹. Il ajoute que « ces *sociétés vestales*, si elles n'ont pu vaincre toute l'influence des gouvernements qui dépravaient les hommes, ont du moins conservé le feu sacré de la *nature sociale* » ; que, « s'il a été prudent, jusqu'à ce jour, de redoubler les voiles du mystère autour de ce précieux dépôt, l'instant approche où le feu sacré sera rendu libre, et où la statue du genre humain va être animée par les Prométhées qui ont gardé la flamme céleste, seule propre à donner la vie aux nations ».

Et, plus loin :

« Vouloir est tout. Douze hommes ont voulu ; ils ont renversé les temples et anéanti toutes les religions des nations alors connues. Ils étaient animés d'une force divine, il est vrai ; mais cette force divine était dans la plénitude et dans l'accord de leurs volontés. Cette force manquera-t-elle à ceux qui formeront la résolution ferme et concordante de rallier le genre humain à cette doctrine de l'amour, qui est la religion du bonheur ? Voulons, et nous créons, et nous sauvons l'univers ».

Nous croyons devoir citer encore cet autre fragment emprunté au second discours du procureur du Cercle social ; il présente cet intérêt, qu'il nous aide à démêler les idées philosophico-religieuses — d'ailleurs assez confuses et assez vagues — de l'abbé Fauchet :

« Hâtons-nous de régler la marche de nos travaux pour avancer rapidement dans notre divine carrière. Tout doit dériver d'un seul principe, et ce principe, le voici : *Bannir la haine de la terre et n'y laisser régner que l'amour*. Dans ce

¹ Premier discours prononcé au Cercle social.

point unique, comme l'a dit le Législateur par excellence¹, consiste toute la loi, tant pour la religion que pour la société. Examinons, sur cette règle absolue, toute institution religieuse et toute législation sociale : ce qui s'en écarte est mauvais et ne produit que la désunion ; ce qui s'y conforme est bon et n'enfante que l'ordre. . Aimer est tout pour la sagesse et pour le bonheur.

» Nous pèserons donc dans la balance infaillible de l'amour universel, pour connaître la vraie législation qui convient à tous les hommes, le *Contrat social* de Rousseau. Nous adopterons tous les articles qui sont en pleine harmonie avec ce principe ; dans ceux qui s'en éloignent, ce grand génie, qui a rendu de si grands services à l'humanité, nous paraîtra avoir perdu son poids, ne plus s'être compris ; nous le trouverons en contradiction avec la vérité comme avec lui même. Nous pourrions soumettre à la même épreuve l'énigmatique Montesquieu, le grave Mably, l'éloquent Raynal et tous les bons écrivains législateurs ; mais Rousseau suffit, car il a dit substantiellement tout ce qu'il y a de meilleur dans les meilleurs auteurs qui ont parlé des lois.

» Dans l'autre côté de l'amour universel, nous mettrons, pour connaître la vraie religion faite pour le genre humain, quoi, messieurs ? Je ne parle pas en prêtre, je parle en homme, et je dis : l'*Evangile*. Il rapporte tout à l'amour ; il divinise ce sentiment, en le réduisant à l'égalité, à l'unité entre Dieu et toute la famille humaine, sans exception. C'est la seule religion du monde entier qui ait cette base absolue ; c'est donc la seule qui mérite d'être considérée dans notre principe d'union et d'affection générale. Toutes les autres sont exclusives, sont haineuses, sont étrangères à nos vues de pleine concorde, comme elles le sont au vrai bonheur des hommes. Si, à l'examen, nous trouvons que l'Evangile est, en effet, le code religieux qui exige l'amour universel, et qui

¹ L'orateur, voulant sans doute ménager les susceptibilités d'une partie de son auditoire, n'ose pas prononcer le nom de Jésus-Christ.

porte les cœurs, par les plus doux et les plus puissants motifs, à s'y livrer sans réserve, il sera, sous ce rapport, la religion du genre humain. Il nous sera aisé ensuite de renverser d'un souffle tout puissant l'édifice barbare de haine, de servitude et de discorde élevé par les théologiens sur cette base divine d'amour, de liberté, d'union. Déjà, la philosophie a fait voir en eux, avec une évidence irrésistible, les despotes des consciences, les fauteurs des tyrans et les boute-feux des nations. Il faut, à tout prix, que la religion ne soit qu'amour, et si l'Évangile en exceptait un seul homme, il faudrait y ramener l'Évangile; car ce serait une erreur contradictoire à ses principes qui s'y serait glissée, et ce sont ceux qui ont faussé cette sainte règle, sinon dans le texte, du moins dans l'interprétation, qui l'ont empêché d'avoir conquis l'univers¹ ».

« ...J'assure d'avance que l'Évangile bien conçu, bien réduit à lui-même, convient à tous les esprits parce qu'il les unit tous; est fait pour tous les cœurs, parce qu'il les enchaîne tous; est complètement la religion universelle, parce qu'il relie à l'unité d'un Dieu, ami des hommes, le genre humain. Enfin, Messieurs, je tiens pour facile à démontrer, contre tous les prêtres fanatiques, contre tous les théologiens haineux, contre tous les dévots atrabilaires, que l'Évangile n'est que tolérance et affection, et bonne espérance, et condescendance, et fraternité, amour, en un mot, amour immense, amour infini, qui embrasse le ciel et la terre, tous les êtres et tous les temps² ».

Comme on vient de le voir, la prétention du Cercle social, — prétention dans laquelle on peut trouver qu'il entrait passablement d'utopie, — était de « bannir la haine de la terre pour n'y laisser subsister que l'amour ». Rien, d'ailleurs, selon Fauchet et ses collaborateurs, n'était plus facile que de

¹ *Bouche de Fer.*

² Deuxième discours.

résoudre, à la satisfaction générale, toutes les questions sociales et politiques. Relativement aux premières, il suffisait « que la patrie s'obligeât à assurer à tous les pauvres valides les jouissances nécessaires de la vie avec le travail, et à tous ceux qui ne peuvent pas travailler, la faculté de vivre et d'être soignés dans leurs besoins ». Relativement aux secondes, il suffisait de déclarer « que le tout doit régir le tout, et que la volonté générale ordonne, sans exception, tous les actes de l'Etat ». C'était proclamer, sous cette formule sentencieuse, la souveraineté du peuple, et faire de celle-ci une panacée d'une efficacité infaillible.

« Ce système, disait Fauchet avec l'exaltation d'un inspiré, ce système est aussi simple dans son établissement que dans son exécution... L'erreur est diverse, la vérité est une ».

En somme, ce sont les doctrines professées par J.-J. Rousseau, dans son fameux ouvrage le *Contrat Social*, que Fauchet exposait au cirque du Palais-Royal. Peut-on, de ce chef, le considérer comme un disciple de Rousseau? Appartient-il réellement à l'école du philosophe de Genève? Oui, mais c'est un disciple indépendant, qui discute le maître, le corrige, le commente, et, assez souvent, le complète et l'interprète à sa guise. Lui-même, d'ailleurs, s'explique franchement sur ce point : « Laissons, dit-il, à la stupidité des scolastiques ce vieil axiome d'irréflexion et d'ignorance : « Le Maître l'a dit ! ». Nous n'avons qu'un maître dont nous devons écouter la voix au-dedans de nous-mêmes et adorer les ordres, c'est l'éternelle raison ¹ ».

Examinant le *Contrat social* de Rousseau, l'abbé Fauchet en approuve, presque sans réserve, les premiers chapitres, qu'il résume en quatre propositions : l'homme est né libre ; tout pouvoir humain n'a pour objet que l'avantage de ceux qui sont gouvernés ; la foule ne constitue pas le droit, et la

¹ Troisième discours, *Bouche de fer*, n° XI.

conquête de la liberté est un devoir ; la souveraineté est inaliénable.

Mais, arrivé à l'idée fondamentale du livre, que la société est le résultat d'un contrat, le disciple enthousiaste se change en contradicteur irrévérencieux. Il attaque à la fois Rousseau et Spinoza, tous les deux d'accord sur ce point. A son sens, Spinoza et Rousseau se trompent, parce qu'ils font de l'intérêt personnel le principe de la société. L'homme, au contraire, étant un être aimant, cherche son bonheur dans l'exercice de la fraternité. Loin de tendre à l'isolement, il aspire à l'unité. Il naît, dans toute sa force, — c'est-à-dire dans toutes ses facultés morales et intellectuelles, — avec le pouvoir et la volonté de les exercer. La société est donc nécessaire à la nature humaine, et la nature humaine, par son essence, n'est que société.

D'après son système, Rousseau n'a pas le droit de dire : « L'homme est né libre ». Ne prétend-il pas, en effet, que l'impulsion du seul appétit est l'esclavage, et l'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite, liberté ? Or, selon lui, l'impulsion du seul appétit est l'état de nature : l'homme ne naît donc pas libre, mais esclave. Il n'a pas le droit de dire non plus : « L'homme est né bon », puisque la loi sociale donne aux actes de l'homme la moralité qui leur manquait précédemment. L'homme de la nature n'est ni bon ni mauvais. Enfin, l'idée du Contrat social, tel que l'entendent Spinoza et Rousseau, doit avoir pour conséquence un gouvernement fort et répressif ; cette conséquence entraîne fatalement une restriction de la souveraineté du peuple et de la liberté, alors qu'en vertu de la souveraineté, toute volonté propre est interdite au gouvernement, ce qui amène le commentateur à émettre ce principe, que plus la société est libre, moins il faut de force au gouvernement.

On peut se demander maintenant quel est le fond de la philosophie de l'abbé Fauchet. Autant qu'on en peut juger, à travers le vague des idées, c'est le panthéisme, bien que le mot ne soit pas prononcé ni le principe avoué ; mais il est certain que ses définitions de l'Être, de la substance, de

l'éternelle nature se rapprochent beaucoup de celles données par Spinoza. L'abbé Fauchet avait évidemment étudié le philosophe hollandais ; il renouvelle plusieurs de ses propositions, presque dans les mêmes termes ; mais, de même qu'en politique il s'écarte librement de Rousseau, de même, en métaphysique, il ne se pique point de discipline, et son spinosisme n'a rien d'orthodoxe. Il emprunte à ces deux philosophes ce qui s'harmonise avec ses propres conceptions : il prend son bien où il le trouve. Ainsi, il ne veut pas confondre la nature infinie, toute puissante, éternelle, avec la divinité même. Il croit à la création, et il affirme, contre Buffon, que la nature a paru, dès son aurore, dans sa belle parure, et l'homme, à sa naissance, dans toute sa force ; mais il s'explique assez peu sur ces questions, comme s'il craignait d'être poussé, par la logique de ses idées, à identifier la nature et Dieu¹. « L'homme est né libre, dit Fauchet, mais cette liberté ne doit pas lui donner la folle prétention d'élever son empire hors du domaine de la nature ».

Tous ceux qui ont étudié les idées philosophiques et sociales du procureur général des Amis de la Vérité ne les jugent pas autrement. D'après M. Henri Martin, Fauchet prêchait « une philosophie religieuse qui était un mélange assez confus de christianisme et de panthéisme, et une doctrine sociale qui tendait à une sorte de communauté fondée sur l'amour mutuel des hommes, comme chez les premiers chrétiens ».

Les discours de l'abbé Fauchet soulevèrent des orages. Quelques-uns l'accusèrent de platonisme, d'autres de mysticisme et de superstition, d'autres encore de communisme, lui reprochant de pousser à l'établissement de la loi agraire².

Il a réponse à tout ; il possède un tempérament de tribun ;

¹ E. MARON, *Histoire littér. de la Révolution* (Constituante-Législative), p. 142. Paris, Chaumerot, 1856.

² Cette loi, empruntée à la législation romaine, avait trait au partage des *terres conquises*. Au commencement de la Révolution, on voulut la ressusciter en l'appliquant aux terres des particuliers. Ses partisans prônaient l'égalité des partages et s'élevaient contre l'inégalité des fortunes ; le plus célèbre d'entre eux est Babœuf, qui s'en fit l'ardent protagoniste. Les théories commu-

il est taillé pour la lutte. « Son génie, dit Paganel, s'élançait de lui-même vers les grands mouvements. Il se plaisait au milieu des cris et ne s'effrayait pas des tempêtes, s'il s'en promettait de grands effets... Sa tête ni son cœur ne reposaient jamais ».

Dans son quatrième discours, Fauchet étudie les chapitres du *Contrat social*, de J.-J. Rousseau, qui ont pour titre : de l'Esclavage, — de la Première convention, — du Pacte social, — du Souverain.

Il insiste principalement sur l'*esclavage* : « L'esclavage, dit-il, est contre nature. La nature ne fait point d'esclaves et n'en veut point ; elle fait des hommes libres, et les oblige à l'association pour leur bonheur... »

Ici, Fauchet se laisse aller à toute sa verve contre les partisans de la traite. A ses yeux, la doctrine des théologiens, sur ce point, ne mérite d'être traitée que par le dédain ; il les exécute en une phrase : « Les théologiens¹, adversaires évidents de l'Évangile dans la cause de la servitude, ne méritent pas même une réfutation sérieuse ; leur odieuse et contradictoire doctrine sur cet article, comme sur tant d'autres, est livrée au mépris du genre humain ». Il dit que Mirabeau a lancé son tonnerre contre ce vaste crime de l'esclavage, et, après avoir énuméré les moyens par lesquels l'égoïsme a étouffé, dans trois parties du monde, la sainte majesté de la nature, il ajoute :

« Rompez, sans différer d'un jour, une balance exécrationnelle où l'on ne pèse que des têtes d'hommes, des fers, du sang, avec quelques denrées de luxe, de l'indigo, du café, du sucre. C'est un sublime avantage que d'être plus humain ; c'est un grand gain que la vertu. Jamais le crime ne pro-

nistes de Babœuf excitèrent une émotion telle, parmi les propriétaires du sol, que la Convention elle-même prononça, le 17 mars 1794, la peine de mort contre quiconque proposerait une loi agraire, c'est-à-dire tendant au partage égal des terres entre les citoyens.

¹ L'abbé Fauchet a tort de généraliser ; il aurait dû dire : Certains théologiens. Que n'ont pas dit les théologiens, sans parler des philosophes ?

duisit la véritable prospérité ». — « Comment peut-on entendre encore cette maxime affreuse, répétée avec un sang-froid qui glace la nature : « On ne régit point les États avec » de la métaphysique, avec la raison, avec l'innocence ! » — Eh ! malheureux, avec quoi donc faut-il les régir ? avec la force brutale, avec le déraisonnement, avec le vice ? Le genre humain ne veut plus de ces hommes ¹ ».

Le n° XIX de la *Bouche de Fer* renferme le cinquième discours de Fauchet sur le *Contrat social*. Les deux derniers chapitres du livre I^{er}, l'« État civil » et le « Domaine réel », lui servent de thème. Mais, entraîné par la réfutation de l'« État civil », selon Rousseau, il renvoie l'autre question à la séance suivante.

Le principe faux sur lequel il reproche au philosophe de Genève d'avoir raisonné, à propos de l'état civil, consiste à mettre l'état de société en opposition avec l'état de nature. Quant à sa propre doctrine, il la formule ainsi :

Il n'y a point de passage de la nature à la société. L'état civil ne doit être que la continuation et la progression de l'état de nature. L'homme naît libre et pactise avec les associés qui l'environnent ; il ne fait que développer ses facultés naturelles en avançant dans l'ordre social. Toutes les conventions sociales et tous les vrais avantages de l'état civil ne font donc qu'élever l'homme à la hauteur de sa nature, et lui faciliter les moyens d'atteindre à la perfection de sa destinée.

Ce fut dans la sixième séance, présidée, elle aussi, par Goupil de Préfelin, que l'abbé Fauchet termina l'analyse du premier livre du *Contrat social* par l'examen du « Domaine réel ² ».

Cela lui fournit l'occasion d'exposer ses idées économiques et sociales. Comme elles font l'objet d'un chapitre spécial, nous ne nous y attarderons pas ici. Disons-seulement que

¹ *Bouche de Fer*, n° XV, novembre 1790.

² *Bouche de Fer*, n° XXII, p. 342.

l'orateur du Cercle social apporta un soin particulier à se disculper des reproches qui lui étaient faits de vouloir établir la loi agraire.

Le néo-chrétien fut plus courageux que le socialiste. L'abbé Fauchet osa, le premier, attaquer l'idole et le roi du siècle, Voltaire. Il le fit sans respect, avec colère et mépris. On s'explique cette âpreté, si l'on songe à la nature de l'œuvre entreprise par le procureur du Cercle social. Que se proposait-il, en effet ? Opérer la fusion de ces trois choses : religion, démocratie et franc-maçonnerie. Or, Voltaire avait été l'ennemi juré des trois. Son athéisme est notoire. D'autre part, il n'était rien moins que démocrate ; personne n'ignore dans quel mépris il tenait le peuple, réclamant pour lui « un aiguillon et du foin ». C'était, dans toute la force du terme, le grand seigneur, jaloux de ses privilèges de caste. Quant à la franc-maçonnerie, il exerça contre elle, en toute rencontre, son rire moqueur, la criblant de sarcasmes, déversant le ridicule sur ses adeptes. Dans l'auditoire du cirque du Palais-Royal, le patriarche de Ferney comptait un bon nombre de disciples. L'abbé Fauchet ne l'ignorait pas ; il comprenait que, pour convertir les disciples, il lui fallait d'abord discréditer le maître et essayer de le renverser de son piédestal, d'autant mieux qu'il y avait incompatibilité — il s'en rendait parfaitement compte — entre les doctrines de Voltaire et les siennes propres. L'acte était hardi ; d'aucuns pouvaient le juger téméraire ; il n'hésita pas, néanmoins, à porter sur le fétiche une main irrévérencieuse ; il rompit bravement en visière avec le redoutable adversaire, au rire sarcastique, qui se dressait devant lui et semblait lui barrer le chemin.

C'est une charge à fond, une exécution en règle. La philippique est éloquente, et, parmi ceux qui, dans la suite, ont attaqué Voltaire, aucun n'y a mis plus d'âpreté. Il y est traité de « déiste inconséquent », de « matérialiste absurde ». « Il exerçait, sur tous les objets qui exigent des réflexions profondes, hors de sa mesure, un despotisme moqueur qu'applaudissaient les têtes vides et qui faisait sourire les

gens savants. D'ailleurs, toutes les idées d'égalité répugnaient à son orgueil. Il trouvait les abus de notre ordre social fort bons, à raison de ce qu'il était gentilhomme ordinaire, seigneur châtelain, homme à grand ton, et fort aristocrate en société comme en littérature ¹ ».

De ce chef, l'abbé Fauchet se créa des ennuis et s'attira des contradicteurs. Il en résulta une correspondance entre lui et Anacharsis Clootz, dans laquelle le « procureur général de la Vérité ² » et l'« orateur du genre humain ³ », firent assaut de politesse et de sentimentalisme.

Déjà Clootz, invité par Bonneville à faire partie du directoire ou comité du Cercle social, s'y était refusé. Il en avait donné les motifs dans une lettre qu'il lui adressa à la date du 24 octobre 1790, et que reproduisit alors le *Courrier des départements* ⁴. Elle était ainsi conçue :

« Le Cercle social, en jetant les yeux sur moi pour remplir une des plus importantes places de son *directoire*, a sans doute apprécié mon rôle sans consulter ma doctrine. C'est un superbe plan que celui de la *Confédération des Amis de la Vérité*, et, sans m'arrêter à l'insuffisance des moyens d'exécution, je m'empressai de souscrire au journal de la *Bouche de Fer*. Quelle fut ma surprise d'y trouver un ton mystique qui affadit l'âme et un ton incivique qui refroidit le cœur ! On y affiche une impartialité suspecte, en proscrivant indistinctement et les Jacobins et le Club de 89 ; on y soumet la raison et la nation à la truelle des franc-maçons. Trompé dans mon attente, je gardai le silence, je suspendis mon jugement jusqu'à la seconde séance du Palais-

¹ Cité par Eug. MARON, *idem opus*.

² L'abbé Fauchet, déjà procureur général de la Commune de Paris, avait pris aussi le titre de « procureur général du Cercle social », ou « procureur général de la Vérité ».

³ Titre pompeux dont Clootz, de son côté, aimait à se parer. Ce même personnage datait ses écrits de « Paris, chef-lieu du globe » : Athée déclaré, il deviendra, plus tard, un jacobin forcené, ce qui ne l'empêchera pas de périr sur l'échafaud.

⁴ N° du 28 octobre 1790.

Royal. J'écoutai attentivement votre procureur général, et je vis avec douleur que mes espérances étaient déçues. Son style maçonnique, sa diatribe contre Voltaire, ses lieux communs sur l'Évangile, son mélange bizarre de vrai et de faux, de la lumière et des ténèbres, de l'amour de l'humanité et de l'esprit de secte, cet amphigouri sublime me contrista profondément. L'éloge même du grand citoyen de Genève semblait n'être amené là que pour aiguïser davantage les traits lancés contre le grand citoyen de Paris, contre le génie du siècle, contre le père de tous les philosophes modernes, et, par conséquent, de la Révolution.

» M. Fauchet a parlé plus souvent en prédicateur de Saint-Roch qu'en prédicateur de la nature ; c'est un habitué de paroisse qui ne s'acclimatera jamais dans les quatre parties du monde. On a reproché à cet ecclésiastique de paraître au cirque en petit collet ; mais il aurait beau changer de costume, les traces du rabat et de la calotte se feraient toujours apercevoir... Pourquoi compose-t-il avec l'erreur ? Est-ce pour laisser plus d'une carrière ouverte à son ambition ? Est-ce que l'épiscopat serait une de ses arrière-pensées ? Il était *janséniste* sous l'ancien régime, il sera *illuminé* sous le nouveau régime ; et, par une fatalité singulière, les deux Constitutions ¹ auront eu chacune leur Christophe de Beaumont ² ».

Bonneville essuya un refus analogue d'un autre citoyen, qui signe Charles Villette. On aurait voulu en faire un des secrétaires du Cercle social ; mais il déclina cet honneur, donnant pour raison qu'il n'aurait pu « entendre, de sang-froid, outrager les mânes de Voltaire ». — « M. Fauchet, ajoute-t-il, ne devrait parler de cet homme sublime qu'avec le respect que lui doit tout être pensant ³ ».

¹ Constitution ou Bulle *Unigenitus* et Constitution civile du clergé.

² Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, mort en 1781, avait soutenu avec fermeté l'autorité de la Bulle ou Constitution *Unigenitus*.

³ *Courrier des quatre-vingt-trois départements*, loc. cit.

On devine que les voltairiens des *Révolutions de Paris* ne se firent pas faute, pour leur part, de déverser la raillerie sur le Cercle social et son procureur.

« La Vérité, y lisons-nous, vient d'établir son trône au cirque du Palais-Royal. Cette galerie a plusieurs usages : les mardi, jeudi et dimanche, on y chante des ariettes ; les mercredi et samedi, les nymphes circonvoisines des entre-sols y dansent¹, et les lundi et vendredi on y dit la vérité

» C'est sous les auspices apparents de M. l'abbé Fauchet que cette société s'établit ; nous n'en voyons pas encore les fondateurs réels, et nous n'en verrons les instigateurs que le plus tard qu'il se pourra.

» Etablie au cirque du Palais-Royal, si cette association n'est pas mystérieuse, elle est du moins mystique par les principes qu'elle affecte.

» L'abbé Fauchet a prononcé plusieurs discours pour appeler les citoyens sous l'apostolat dont il est chargé.

» Dans le premier, il nous a démontré que l'établissement des « Amis de la Vérité » reposait sur deux bases : la franc-maçonnerie, mieux subtilisée ou mieux développée dans ses allégories, et l'Évangile de Jésus-Christ, d'où doivent résulter deux conséquences inévitables et inutilement cherchées jusqu'à ce jour, la *vérité* et l'*amour universel*. L'orateur ayant à lier le dictionnaire oriental et les hiéroglyphes de la maçonnerie avec les miracles et le vocabulaire naïf de l'Évangile, et voulant y intercaler le nouveau glossaire de la Révolution, l'orateur, dis-je, s'est servi d'un style mixte, mais toujours soutenu, pour éviter les disparates, de manière que ce mélange de phrases apocalyptiques, de figures orientales, de paraboles judaïques, de termes politiques et d'expressions amoureuses, liés dans une texture poétique, donnait

¹ On a vu plus haut que le cirque du Palais-Royal servait aussi, à certains jours, de salle de théâtre et de salle de bal ; c'est à cette destination qu'il est fait ici allusion.

à tout son ensemble une physionomie de prophète qui a merveilleusement étonné l'auditoire.

» Dans une autre séance et dans un discours subséquent, l'abbé Fauchet, voulant développer son système de mysticité amoureuse et sa nouvelle philosophie évangélique, a commencé par tomber à bras raccourcis sur Voltaire. Pour le coup, il a été clair et l'on a bien vu qu'il s'agissait là d'une autre affaire ; mais aussi l'auditoire a perdu patience, et M. l'abbé Fauchet, interrompu à chaque instant, s'est aperçu qu'il n'était pas dans sa chaire de Bourges.

« *Voltaire, selon lui, n'était pas un philosophe ; il n'a rien fait pour la Révolution ; c'était un être vil, un aristocrate, un plat personnage, etc.* On n'a rien à répondre à ces belles choses. J.-J. Rousseau a paru sur les rangs après Voltaire ; il a été trouvé admirable, tant qu'il a parlé d'amour évangélique, et passable en politique. Son *Contrat social* doit être discuté dans le *Salon de la Vérité*, où l'on démontrera ce qui est bon et pulvérisera ce qui est mauvais. Voilà la matière des séances.

» Au reste, M. l'abbé Fauchet est *procureur général de la Vérité*, — c'est le titre de sa charge, — et il est bon d'observer qu'il est le seul maintenant, en France, en possession de cette dénomination aimable ; car Desmoulins a donné sa démission de l'office de *procureur général de la Lanterne*¹ ».

Le club du Cercle social et le journal la *Bouche de fer* n'attirèrent qu'un moment l'attention publique ; le premier dut bientôt se dissoudre et le second cesser sa publication. Cette défaveur eut pour causes les divergences d'opinion qui existaient dans un auditoire aussi mêlé qu'était celui du cirque du Palais-Royal. Quel lien, en effet, pouvait rattacher les membres d'une association où se confondaient des catholiques, des francs-maçons, des athées et des déistes ? Vouloir amalgamer et fondre ensemble des éléments aussi hétérogènes,

¹ *Révolutions de Paris*, n° 69.

réunir en une seule croyance des gens aussi éloignés les uns des autres au point de vue religieux était une utopie ; la tentative était vouée d'avance à l'insuccès, sans compter qu'en lançant — non sans courage, il est vrai — l'anathème aux philosophes, à Voltaire surtout, l'abbé Fauchet s'exposait à faire le vide autour de sa doctrine et de sa personne. Pour rallier à lui tous les esprits, il aurait fallu un génie plus puissant que le sien, si tant est qu'aucun génie humain eût été capable d'opérer ce prodige.

Une autre cause de l'échec dont nous parlons est l'antagonisme qui ne tarda pas à se manifester entre le club fondé par l'abbé Fauchet et Bonneville et celui des Jacobins, dont l'influence allait sans cesse grandissant.

Les savants du Cercle social avaient marché politiquement avec les électeurs de 1789, tandis que les Jacobins étaient entrés dans une voie plus franchement révolutionnaire. Ces deux sociétés se heurtèrent tout d'abord, et, ce qui paraîtra assez bizarre, les Jacobins accusaient les Amis de la Vérité de réclamer la loi agraire. De fait, dès 1790, la Société des Amis avait dit qu'il fallait *délivrer les hommes de l'esclavage de la faim*, et que les trois conséquences de la Révolution devaient être : *Égalité, propriété et liberté pour tous*.

Le *Journal des Clubs* dénonce une « société qui, se circonscrivant modestement dans les limites de l'univers, prétend étendre ses soins maternels à toutes les parties du globe ¹ ». La même feuille accuse l'abbé Fauchet d'avoir émis ce principe, « que les hommes étant égaux en droits, ils doivent l'être en possessions ».

De son côté, le Cercle social, ou plutôt son organe, la *Bouche de fer*, s'élevait contre le despotisme du club des Jacobins. Un jour, ses rédacteurs accusaient cette société d'être livrée à une secte maçonnique dont le duc d'Orléans et le comte d'Artois étaient les grands maîtres ; un autre jour,

¹ *Journal des Clubs*, n° 3.

d'être gouvernée par les Jésuites, ces « dignes successeurs des instigateurs de Jacques Clément ¹ ».

A la séance des Jacobins du 19 novembre 1790, Laclos proposa d'envoyer une adresse à toutes les sociétés affiliées pour les mettre en garde contre le Cercle social et les avertir de ne pas le confondre avec la Société des Amis de la Constitution.

Camille Desmoulins, qui assistait à cette séance, voulut prendre la défense du Cercle social et de ses fondateurs, mais on lui ferma la bouche. Il reproduisit alors dans son journal, *Révolutions de France et de Brabant*, ou plutôt il composa, en guise d'article, le petit discours qu'il se proposait de débiter ; en voici quelques extraits :

« Un honorable membre a vu dans le Cercle social une société rivale qui tendait à affaiblir celle des Jacobins et à partager la France en deux sectes. Il a accusé le directoire du Cercle social du crime de plagiat, et de publier que le club des Amis de la Constitution et celui de 89 s'étaient fondus dans le sien et étaient venus perdre leur nom en se jetant dans l'océan de la grande *Confédération universelle*, à l'embouchure du Cirque. Il a attaqué les principes du Cercle social, prétendant que cette société, en pressant les conséquences du principe de l'égalité des droits, faisait découler la loi agraire. .

» On vous demande de déclarer le Cercle social schismatique, de prononcer contre lui l'excommunication ; j'atteste qu'il professe la même doctrine que les Jacobins. J'ai suivi les séances du directoire du Cercle social, et j'atteste que MM. Fauchet et Bonneville sont nos frères en apostolat ; j'atteste n'avoir remarqué d'autre différence entre les deux clubs, sinon qu'à l'entrée on paie neuf livres dans l'un et douze livres dans l'autre.

» Nicolas Bonneville et l'abbé Fauchet sont les deux fon-

¹ N° de la *Bouche de fer* du 20 avril 1791.

dateurs de la prétendue secte. Je ne lis pas dans leurs cœurs, mais j'ai entendu leurs discours ; j'ai fait nombre d'agapes avec eux, et je les ai reconnus à la fraction du pain. Allez entendre Nicolas, vous qui calomniez ses principes ; citez-en qui méritent que vous lui cassiez sa *bouche de fer* ; et quand bien même mon ami Nicolas déraisonnerait, — ce qui nous arrive à tous, — il ne faudrait pas imputer ses torts à la société dont il est membre. Quant à l'abbé Fauchet, il est allé, d'argument en argument, jusqu'à la loi agraire, mais il y est allé seul, mais il n'y a pas conduit son auditoire, qui l'a au contraire sifflé et persiflé. Je ne dois pas aimer l'abbé Fauchet, qui s'est approprié mon office de *procureur général* et qui dit du bien de moi pour me ménager, mais je ne lui rendrai pas moins justice. Outre qu'il a de l'éloquence, — chose bien plus rare qu'on ne pense, — son manteau a été percé de balles au siège de la Bastille. Excommunier l'abbé Fauchet et le rayer du tableau des patriotes pour une opinion fausse, ce serait intolérance ; publier, comme on vous le propose, que tous les amis de la Constitution de Paris sont renfermés dans cette enceinte de trente pieds de large sur quatre-vingt-dix de long, c'est une insanité¹ ».

La motion de Lacroix n'en fut pas moins adoptée par la société des Jacobins. Le lendemain, le directoire du Cercle social, usant de représailles, arrêtait que les cartes des Jacobins ne pourraient plus, désormais, servir de billets d'entrée au Cirque, comme la chose avait eu lieu jusque là.

Il fut plus difficile aux Amis de la Vérité de se mettre à l'abri du ridicule qu'on versait à profusion sur leurs séances.

Un jour, parut une *annonce* burlesque, répandue par les ennemis du Cercle social. On y prévenait le public d'une grande séance dans laquelle, était-il dit, « le sublime abbé Fauchet, orateur perpétuel et procureur général syndic de

¹ *Révolutions de France et de Brabant*, n° 54, t. V, p. 50.

la société, entonnera son nouveau et merveilleux discours sur l'universalité de la nature, où il se propose d'être encore plus obscur et plus inintelligible qu'il ne l'a été dans le dernier, ce qui sera bien difficile... Le dernier article à l'ordre du jour sera l'examen de cette question : « Qu'est-ce qu'une *pétaudière* ? » On pense qu'il sera décidé, sans discussion, et à l'unanimité, que c'est le Cercle social... On prévient le public que M. le procureur général ayant besoin, pour faciliter l'intelligence de ses discours, d'un bon commentateur, il offre cette place à un *illuminé* comme lui, à qui il donnera la table et un logement convenable, à côté du sien, aux Petites-Maisons ».

« Il est évident, dit alors la *Bouche de Fer*, parlant de ces libelles, qu'on cherche à diviser les patriotes et à étouffer la voix de l'humanité libre¹ ». L'abbé Fauchet y fait allusion, de son côté, dans son huitième discours. « Des *bouches d'or*, s'écrie-t-il, nous dénoncent la guerre, et nous, *bouche de fer*, nous leur annonçons la paix ».

La Harpe, dans une des lettres de sa correspondance, nous semble avoir apprécié exactement, sous une forme plaisante et humoristique, la tentative de l'abbé Fauchet ; on y reconnaîtra la pureté de goût et le ferme bon sens du célèbre littérateur. La lettre est à citer :

« Un fou, nommé Bonneville, et une autre espèce de fou, l'abbé Fauchet, enthousiaste qui n'est pas sans quelque talent, quoiqu'il soit absolument dénué de goût, se sont avisés (de quoi ne s'aviserait-on pas aujourd'hui pour être quelque chose ?) de joindre les mystères de la maçonnerie aux principes de la Constitution ; et, de cet amalgame bizarre, ils ont composé un journal qu'ils appellent la *Bouche de Fer*, attendu qu'ils ont, en effet, placé une bouche de fer au

¹ V. *Histoire des journaux et des journalistes de la Révolution française*, t. II, p. 75 et suivantes, édit. de 1846.

dépôt de leur journal, près du Théâtre Français, en invitant tous les citoyens à y jeter, comme on fait dans celle de Venise, leurs idées sur le gouvernement, leurs questions, leurs accusations, etc. Cette invention n'a pas prospéré jusqu'ici, car il est clair, par leur journal, que ce sont eux qui font les demandes et les réponses. Rien n'est plus plaisant, ni plus ridicule que la démente sérieuse qui règne dans cet ouvrage, où se trouvent, pêle-mêle, toutes les rêveries des illuminés, avec les discussions politiques, le jargon de la mysticité, avec l'emphase des prédicateurs, où l'on remonte jusqu'à la tour de Babel et l'arche de Noé, pour redescendre aux sections et aux districts, où l'on ne projette rien moins qu'une *religion universelle*, une *régénération universelle*, etc. Nos deux prophètes ont ouvert un « Cercle social » par lequel ils prétendent communiquer avec toutes les nations de l'univers. Ainsi, grâce à eux, la Révolution aura eu aussi ses *illuminés*, tout comme si nous étions au temps des *frères-rouges* de Cromwel et des confréries de la Ligue. Heureusement, ceux-ci ne sont pas dangereux ; ils ne sont qu'extravagants, et ne veulent *régénérer l'univers que par l'amour*¹ ».

Dans la même lettre, La Harpe qualifie ces déclamations de « délire grave et imposant », et parle du « ton d'inspiration dont on débite tant de puérilités ». « Quant au style, dit-il, il est véritablement — et comme on s'y attend bien — de l'autre monde ».

En même temps, le célèbre littérateur prend publiquement à partie le procureur du Cercle social. Dans le *Mercur de France* du 18 décembre 1790, il le persifle cruellement et raille sa tentative.

Il commence par reproduire le titre du journal des Amis de la Vérité, ainsi que l'épigraphe latine qui l'accompagne.

¹ LA HARPE, *Correspondance littéraire*, t. IV, lettre 293, p. 186, édit. de 1820.

« C'est, explique-t-il, le titre d'un journal *patriotique et fraternel*. L'épigraphie signifie que ceux qui le composent ont *cent langues, cent yeux, cent bouches* et une *voix de fer*. C'est beaucoup. « Quel est l'objet de ce journal ? C'est la *confédération universelle des Amis de la Vérité ; universelle* dans la force du terme, car elle embrasse tout l'univers ; il ne s'agit de rien moins que de la *régénération du genre humain*. Peut-être trouvera-t-on le projet un peu vaste. Les *mystères* de la *franc-maçonnerie*, nous dit-on, ne seront manifestés que lorsque le genre humain sera entièrement *régénéré*. Nous avons encore quelque temps à attendre. C'est dommage ».

« Ce doit être, écrit-il plus loin, une belle chose que cette maçonnerie. Il y a de quoi vivre pour tout le monde. Ce qui pourrait nous laisser quelque doute, c'est que M. Fauchet avoue lui-même qu'il n'est pas initié dans les secrets de la maçonnerie. Il en parle pourtant en homme qui en connaît tout le fin ; et s'il n'est pas initié, personne, assurément, n'en est plus digne ». La Harpe termine par ce trait à l'adresse des deux fondateurs du Cercle social :

« M. l'abbé Fauchet joint son enthousiasme d'*amour*, de *morale* et d'*apostolat* aux illuminations *maçonniques* de M. de Bonneville, et de là toutes les folies que l'on vient de lire¹ ».

L'abbé Fauchet lui répond avec un calme évangélique :

« M. La Harpe, bon citoyen, littérateur délicat, poète pur, observateur léger, s'est égayé sur notre journal et notre Confédération. Nous pourrions, avec la même innocence, faire des railleries sur son *Mercure* et sur l'association de ses amis. Nous ne voulons pas employer les armes de la

¹ *Mercure de France*, n° du 18 décembre 1790, pp. 90-122.

dérision contre ce patriote si estimable et cet homme de lettres si distingué ».

L'abbé Fauchet entre, ensuite, dans de longs développements, pour essayer d'expliquer le but de la Confédération des Amis de la Vérité et les doctrines sur lesquelles elle s'appuie. Le seul point à noter, pour l'intelligence de ces dernières, c'est que l'abbé Fauchet se réclame de la tradition. Il est remarquable, en effet, de le voir placer le berceau de la science dont il se dit le disciple dans l'école d'Alexandrie, expliquant que les adeptes de cette école — parmi lesquels il range Origène, Didyme, Synésius, saint Jérôme, saint Paulin, Boèce, Alfred, Ramus, Richer, Montaigne, Charron, Erasme, Bacon et Thomas Morus — furent les maçons du christianisme ¹.

L'abbé Fauchet conclut avec la même douceur :

« Je répéterai à M de La Harpe, en finissant, cette maxime tout évangélique qui ne peut lui déplaire, comme elle a eu le malheur de déplaire à quelques autres critiques moins sages : Aimons-nous mutuellement, c'est toute la morale, c'est toute la religion, c'est toute la société, c'est toute la loi de la nature ² ».

Bonneville crut devoir intervenir à son tour. Contre un profane qui s'attaquait à la franc-maçonnerie, n'était-il pas tout désigné, lui franc-maçon de marque, pour en prendre la défense ? Le morceau est curieux en ce qu'on y trouve, exposé par un « initié », ce qu'était alors la franc-maçonnerie, et la façon dont la concevaient ses « vrais adeptes » ; il ne comprend pas moins de dix pages in-8°. Nous en donnons un résumé aussi succinct et aussi clair que possible.

La Harpe, comme d'ailleurs la plupart de ses contemporains,

¹ *Bouche de Fer*, année 1791, n° IV, p. 53.

² *Bouche de fer*, n° du 10 janvier 1791.

ne voyait dans la franc-maçonnerie qu'une société de bien-faisance ou un prétexte à banquets. Bonneville avoue « qu'en effet la plupart des initiés eux-mêmes n'y reconnaissent pas autre chose ». « On leur présente bien, dit-il, un fonds d'allégorie dont les accessoires se développent de grade en grade, mais ils n'en ont que les types, et attrape qui peut : c'est à chacun d'eux à s'imaginer ce qui peut être caché sous ces emblèmes. Les vrais adeptes sont ceux qui ont saisi le véritable sens de ces mystères. C'est pour eux que la lumière a fait place aux ténèbres ; ce sont eux qui possèdent la vérité ».

On a parlé beaucoup du « secret » de la franc-maçonnerie. Bonneville convient que ce secret existe ; il consent même à le dévoiler, mais il prévient qu'« il n'est compris que par les plus intelligents » ; afin de le rendre plus accessible, il le présentera « dépouillé de tout emblème ». Il est nécessaire, nonobstant, de « monter avec lui sur la cime la plus ardue de la métaphysique ». Peut-être alors « la lumière » brillera-t-elle à leurs yeux.

« Le monde, explique-t-il, est un grand animal qui vit et se meut au moyen d'une âme universelle, qui le remplit dans toutes ses parties ; cette âme est Dieu, la nature, tout ce que vous voudrez. Tous les êtres isolés, dont les corps font une partie de ce grand Tout (Παν, le dieu des anciens), sont aussi également remplis d'une portion de cette âme universelle. Notre âme est donc une émanation de la grande âme ; celle des animaux qui n'ont point la parole étant moins considérable, est aussi moins parfaite, car plus la portion est grande et plus grande est l'intelligence. Cette portion diminue par une chaîne non interrompue, depuis les anges ou esprits aériens, dont l'émanation est la plus volumineuse, jusqu'au polype qui passe pour être l'intermédiaire entre l'animal et la plante, et depuis le polype jusqu'au caillou, qui végète encore, tout insensible qu'il paraît ».

Voici maintenant, toujours d'après Bonneville, la conclu-

sion qu'il convient de tirer de ces principes, ou plutôt le système qui en découle naturellement :

« Plus les âmes se rapprochent, s'unissent, se confondent, plus la portion d'intelligence s'augmente ; cela est clair. Voilà pourquoi il serait avantageux que tous les hommes qui, comme vous voyez bien, sont *frères*, puisqu'ils ne sont que des fractions du grand Tout, communiquassent entre eux, d'un bout de l'univers à l'autre, et augmentassent leur puissance en resserrant les liens de la *fraternité*. Quand un homme nuit à un autre, c'est comme si votre main arrachait votre œil, et comme si votre dent mordait votre bras ; le grand animal en est de même offensé dans son ensemble ».

Tel était, paraît-il, à la fin du dix-huitième siècle, le secret de la franc-maçonnerie, qu'on communiquait avec grand mystère aux initiés, mais que tous n'étaient pas à même de comprendre.

Le voilà donc connu ce secret plein d'horreur !

« C'est là, d'ailleurs, explique encore Bonneville, ce qu'enseignaient les prêtres d'Isis », lesquels n'étaient pas autre chose que « les interprètes de la nature ». Ils étaient « chargés de développer à un initié le système physique et métaphysique du monde ; car les mystères embrassaient ces deux branches, témoins les mots allégoriques de *grand architecte de l'univers* ».

L'apologiste de la franc-maçonnerie va jusqu'à prétendre que, « si tous les hommes avaient la *lumière* et *voulaient*, il n'y a pas de raison pour que leur pouvoir ne s'étendit par delà la sphère terrestre, et que, bientôt, toutes les créatures animées, dans tous les mondes, ne se confondissent pas en un seul et même Dieu ». Selon lui, « c'est se faire de la Révolution qui s'accomplit en France une idée trop étroite que de s'arrêter à ses effets politiques : son grand mérite est de permettre aux hommes de se rapprocher, et, au moyen de

confédérations partielles, d'arriver à la confédération universelle. Le Cercle social et la *Bouche de fer*, qui en est l'organe, en répandant la lumière sur vingt-quatre millions d'hommes, par le moyen de la parole, faciliteront cette dernière confédération, et c'est alors que l'homme sera *tout puissant*, car sa toute puissance s'accroît de sa réunion ».

Le croirait-on ? Jésus-Christ était un « initié ». Écoutons plutôt Bonneville :

« Il faut que vous sachiez que Jésus était un initié qui, comme Moïse, Brahma et d'autres, est venu apporter la vraie doctrine » Et cette doctrine, qu'on ne s'imagine pas que c'est la religion chrétienne qui en est la dépositaire. « Cette religion a été défigurée, parce que son fondateur n'a point été compris des nations ». Mais il n'en a pas moins apporté « la bonne nouvelle », laquelle n'est autre que la doctrine que lui, Bonneville, vient d'exposer. Voilà « le véritable Évangile », et non point « les quatre histoires qui portent ce nom ». En vérité, l'auteur de l'article fait bien d'en avertir, sans quoi on aurait pu l'ignorer.

Quant à l'article lui-même, il se termine par ce souhait, qui ne dut pas manquer de faire sourire celui auquel il était adressé :

« Je serai fort aise, si j'ai pu dissiper vos ténèbres, faire entrer dans votre âme un rayon de la *lumière éternelle*, et la mettre à portée de connaître un jour la *vérité*. Il s'en faut de beaucoup que j'en sache assez pour accomplir cette bonne œuvre, mais je vous en aurai donné au moins la première *bonne nouvelle*, et il ne tiendra qu'à vous, désormais, en vous réunissant par l'*amour* à d'autres *émanations célestes*, d'acquérir une masse de clarté capable de vous convaincre tout à fait. C'est ce que je vous souhaite par Isis¹ ».

¹ L'article de Bonneville parut dans le *Mercur de France* du 25 décembre 1790, p. 144-154.

La Harpe fut-il convaincu et converti par cette belle exposition ? Il est permis d'en douter. Il avait l'intelligence trop lucide et le jugement trop sûr pour se laisser séduire par de telles divagations.

Un autre journal, l'*Orateur du Peuple*, décochait au fondateur du Cercle social les traits suivants :

« Claude Fauchet a pris la tâche d'assourdir, tous les huit jours, au cirque du Palais-Royal, le public de ses déclamations sonores, maçonniques, unitives, auxquelles personne n'entend rien, mais qu'on applaudit ou qu'on siffle à outrance... Vous ne comprenez peut-être rien à ce jargon mystique ; ni moi non plus, parce que ces messieurs du Cercle, non contents d'être inintelligibles, se disent encore *invisibles*. C'est avec ce batelage, ces grands mots, ces scènes de tréteaux que nos ennemis essaient de donner le change au peuple. 89 a voulu jouer le tour aux Jacobins ; voilà le fin mot, et on en rit¹ ».

Les femmes, avons-nous dit, étaient admises aux séances du Cercle social ; elles étaient même autorisées à y prendre la parole ; mais on ne voit pas qu'elles aient mis de l'empressement à user de ce droit. L'organe du Cercle ne reproduit qu'un seul discours ayant une femme pour auteur, et encore était-ce une étrangère, une dame Palm, hollandaise. Il fut lu par l'un des secrétaires.

Ce discours ne serait pas renié par nos féministes modernes. Il contient, en effet, un certain nombre de revendications qui supposent, chez son auteur, un esprit en avance sur son siècle. M^{me} Palm était un précurseur ; c'était, si l'on peut ainsi dire, une *féministe* « avant la lettre ». Qu'on en juge :

« Soyez justes envers nous, messieurs, vous que la nature crée bien supérieurs en forces physiques. Vous avez gardé pour vous toute la facilité de vivre, tandis que nous, qui

¹ L'*Orateur du Peuple*, t. III, p. 427.

avons une existence si fragile, dont la somme des maux est énorme, vous nous avez donné toute la difficulté de la vertu en partage, et cette formation délicate de la nature a gravé plus profondément votre injustice, puisqu'au lieu d'y suppléer par l'éducation et par des lois en notre faveur, il semble qu'on nous forme uniquement pour vos plaisirs ; tandis qu'il serait si doux, si facile de nous associer à votre gloire. Que, dorénavant, nous soyons vos compagnes volontaires, et non vos esclaves ! Qu'il nous soit possible de mériter votre attachement ! »

M^{me} Palm s'applique ensuite à prouver, par l'histoire, que si la nature donna aux hommes un bras plus nerveux, elle rendit les femmes égales — sinon supérieures — aux hommes en force morale, en délicatesse de sentiment, en générosité d'âme, etc. Elle cite, à l'appui, la fille de Caton, la mère de Coriolan, les femmes grecques qui combattirent à Salamine, la mère des Gracques, Elisabeth, Jeanne d'Arc, Catherine II. Prenant des exemples contemporains, elle parle de la coopération des dames de Paris aux travaux du Champ de Mars (14 juillet 1790). Elle termine ainsi :

« Que notre sainte Révolution, qu'on doit aux progrès de la philosophie, opère une seconde révolution dans nos mœurs ; que l'appareil de la sévérité, si déplacée envers nous et que la vraie philosophie condamne, fasse place à la loi douce, juste et naturelle ; que votre amour, votre amitié, vos suffrages soient, dorénavant, la récompense des citoyennes vertueuses ; que des couronnes civiques remplacent, sur ces têtes intéressantes, des misérables pompons, symboles de la frivolité et signes honteux de notre servitude !¹ »

On ne comprend pas bien en quoi les « pompons » auxquels fait allusion M^{me} Palm, en admettant qu'ils soient des

¹ *Bouche de Fer*, n° du 3 janvier 1791.

« symboles de frivolité », — ce qu'on peut lui concéder, — étaient des « signes honteux de servitude » ; de même qu'on ne voit pas la nécessité, pour les femmes, de porter sur leurs têtes, — si « intéressantes » soient-elles, — des « couronnes civiques ». Une couronne civique n'est pas une coiffure ; elle n'en est pas plus une pour l'homme que pour la femme. Mais tel était le goût de l'époque que des phrases tenaient lieu de raisons ; c'était le temps où l'on se payait de grands mots et de phrases creuses.

Le journal la *Bouche de Fer* publia plusieurs autres discours dus à la même personne. On voit, proposée dans l'un d'eux, la formation d'un tribunal international destiné à juger les différends des rois et les rois eux-mêmes. Qui n'admirerait ce rapprochement ? L'idée première d'un tribunal de la paix revient à une Hollandaise, et c'est dans la capitale de la Hollande qu'un peu plus d'un siècle après, se tint le premier Congrès de la paix.

Aux réunions de la Confédération des Amis de la Vérité du Cercle social, l'abbé Fauchet ne comptait pas que des admirateurs ; il s'y trouvait tout un clan d'opposants. Il arrivait parfois à ceux-ci de manifester hautement leur désapprobation, comme cela eut lieu certain jour, où un citoyen le menaça, s'il continuait de « blesser ce que tout le monde admirait », — c'était à propos d'une de ses attaques contre Voltaire, — de lui faire un mauvais parti ¹.

D'aucuns voyaient de l'affectation dans l'habitude qu'avait prise le procureur du Cercle social de paraître constamment aux séances avec le costume ecclésiastique. Il crut devoir justifier sa conduite sur ce point. Voici en quels termes il le fit :

« On a dit, messieurs, qu'il y avait de l'affectation à me montrer toujours ici dans mon costume d'homme d'église. Je n'affecte rien, mais aussi rien ne peut me rendre pusillanime. J'avais ce vêtement le 14 juillet, sous les tours de la

¹ *Bouche de Fer*, n° XVI, nov. 1790.

Bastille, quand j'exposais ma tête pour épargner le sang des citoyens. Ce manteau y fut percé de balles ; il me plaît de le porter ; où est la loi qui le défend ? Je suis libre, tous les Français le sont ; au péril de ma vie, je le serai jusqu'à la mort ¹ ».

Il y avait bien effectivement quelque forfanterie à porter un manteau troué et rapé, et ceux qui en accusaient l'abbé Fauchet n'avaient pas tout à fait tort ; mais c'était précisément parce qu'il était troué qu'il le portait, et cela ne regardait personne ; comme il le proclame fièrement, n'était-il pas libre ?

Les ennemis de l'abbé Fauchet recouraient parfois, pour le discréditer, à de bien petits moyens, réprouvés par la plus vulgaire honnêteté. En voici un exemple :

C'était à l'époque où avaient lieu les élections destinées à pourvoir les sièges épiscopaux déclarés vacants par le refus de serment des titulaires. Les amis et partisans de l'abbé Fauchet songeaient à lui pour un siège. Afin de le perdre aux yeux de ses partisans, ses ennemis ne trouvèrent rien de mieux que de publier et de répandre à profusion, dans tous les départements, une lettre qui lui était attribuée, et dans laquelle il niait avoir jamais prêté le serment à la Constitution civile du clergé. Cette lettre avait été adressée par un mystificateur au rédacteur en chef du *Journal de la Cour et de la Ville*, qui la publia dans son n° du 18 février 1791 ; en voici les termes :

« Je viens d'apprendre, monsieur, avec la plus vive douleur, que mes ennemis ont répandu dans toute l'Europe que j'avais prêté le serment anti-chrétien ou civique. Je vous prie de vouloir bien insérer, dans votre prochain numéro, la protestation que je fais contre cette fausseté.

» Claude FAUCHET ».

¹ *Bouche de Fer*, n° XVI, nov. 1790.

L'abbé Fauchet se hâta de démentir cette nouvelle. Dans la dix-huitième séance du Cercle social, il protesta contre ce qu'il appelait « une imposture ».

« Infâmes imposteurs, s'écrie-t-il, ne prenez pas tant de soins pour m'écarter de places importantes ; j'en prends assez pour n'y arriver jamais. Soyez tranquilles, ce n'est pas à un tel homme qu'on donnera les honneurs de la patrie ¹ ».

Nous relevons, dans le *Bulletin de la Bouche de Fer*, deux autres accusations portées contre le même par Mallet du Pan, et que cette feuille s'applique à réfuter.

« Par une impardonnable malice, Mallet, maigre de jalousie, a jeté ses poisons et sa calomnie sur Claude Fauchet, et, pour lui susciter des ennemis ardents et fanatiques, il l'accuse d'avoir appelé la Sainte Vierge, la *femme de Joseph* ; d'avoir prêché la loi agraire pendant six mois au Cercle social.

» A la première accusation, nous répondrons à Mallet du Pan : « Prouvez et nous vous mépriserons un peu » moins ».

» La deuxième a été déjà réfutée mille et mille fois par Claude Fauchet et par nous. Entre demander la *loi agraire* et solliciter une grande prévoyance dans les lois d'hérédité, qui amènerait insensiblement la diminution de tant de propriétés scandaleuses, il y a une différence énorme ² ».

Le 28 juillet 1791, le journal la *Bouche de Fer* cessa définitivement de paraître. Fondée au mois de janvier de l'année précédente, cette feuille avait déjà vu une fois sa publication suspendue. L'interruption dura de juin à octobre 1790 ; elle

¹ *Bulletin de la Bouche de Fer*, n° 23, du 24 février 1791.

² *Ibid.*, n° 48.

reprit à cette dernière date, en même temps que se fondait le *Cercle social* dont elle devenait l'organe¹.

L'abbé Fauchet publiera plus tard, comme nous le verrons, un nouveau journal destiné à être le porte-voix de l'ancien procureur du Cercle social, devenu évêque constitutionnel du Calvados et membre de la Convention.

Ainsi qu'il nous l'apprend lui-même, il avait prononcé successivement, au cirque du Palais-Royal, vingt-cinq discours sur les principes de l'ordre social, « l'ouvrage de J.-J. Rousseau (*Contrat social*) d'une main, et le flambeau de l'analyse de l'autre² ». Un auteur a porté sur eux ce jugement que nous estimons exact :

« Qu'on ne s'attende pas, dit-il, à trouver ici un logicien. De la confusion, des contradictions, de la sécheresse parfois, des idées vagues, mais toujours élevées, une éloquence mêlée de lumière et de ténèbres, des aspirations mystiques et beaucoup de sentimentalité : voilà les discours de l'abbé Fauchet au Cercle social ». Et il a soin d'ajouter : « Plus de rigueur et de dialectique eût alors produit moins d'effet ; les esprits simples et le profane vulgaire eussent été repoussés³ ».

Des aspirations vagues vers un avenir de rêve, l'idée d'un progrès indéfini, la croyance au triomphe du droit, la régénération de l'homme par l'amour, tel était, ajouterons-nous, le fond de ces discours, et le terrain commun où, dans un auditoire mêlé, comme l'était celui du Cercle social, les

¹ La première série (janvier-juin 1790) contient dix-sept numéros ; la seconde (octobre 1790-juillet 1791) cent quatre. Les deux séries forment cinq volumes in-8°. Sous le titre de *Bulletin de la Bouche de Fer*, le journal publiait une annexe qui forme un volume in-8°. (V. HATIN, *Histoire de la Presse française*, t. VI, p. 398, et *Dictionnaire de la Révolution française*, par BOURSIN et CHALAMEL, au mot *Bouche de Fer*).

² *Journal des Amis*, n° du 5 janvier 1793, p. 13.

³ Eug. MARON, *Histoire littéraire de la Révolution* (Constituante-Législative), p. 140.

âmes se rencontraient, et sur lequel l'abbé Fauchet s'appliquait à les maintenir.

Nous ne devons pas clore ce chapitre sans répondre à une question que plus d'un lecteur, sans doute, se sera déjà posée : L'abbé Fauchet était-il franc-maçon ?

On l'a dit et cru jusqu'ici. Cette opinion, universellement accréditée, jointe à l'existence d'un document dont il sera bientôt question, nous impressionna nous-même et nous y fûmes d'abord acquis ; mais un examen plus attentif nous en fit revenir.

Il existe, sur ce point, un témoignage inconnu apparemment des écrivains qui se sont prononcés pour l'affirmative, ou qu'ils n'ont pas suffisamment remarqué, et qui nous semble décisif : c'est celui de l'abbé Fauchet lui-même. On le trouve dans le deuxième discours qu'il prononça à la Confédération des Amis de la Vérité, le 22 octobre 1790.

Il voulait, on s'en souvient, s'appuyer sur la franc-maçonnerie pour l'œuvre de régénération universelle qu'il rêvait ; dans sa pensée, les loges maçonniques devaient en être les premiers cadres. Or, d'un passage du discours précité, il ressort clairement que l'abbé Fauchet ne faisait point partie de cette société secrète ; lui-même le laisse suffisamment entendre.

S'adressant directement aux « francs-frères » — c'est le nom que les membres de la franc-maçonnerie se donnaient entre eux — présents à la séance, il s'exprime ainsi :

« Vénérables frères, dignes amis des hommes, *je n'ai pas voulu, je n'ai pas dû être initié à vos mystères*, parce que la vérité m'échappe, et que je n'aurais pu promettre de l'ensevelir dans un profond silence ; mais j'en connais assez pour être sûr qu'aucun de vous ne peut démentir ces données fixes (les idées religieuses et les sentiments moraux, lesquels, selon lui, constituaient l'essence de la franc-maçonnerie) sur le fond de vos traditions doctrinales ; et je vous adjure, au nom du genre humain, de servir, de toute votre influence, cette grande cause de l'humanité qui touche

maintenant à sa décision, et dont vous serez les patrons par toute la terre ».

Ce qui suit n'est pas moins significatif :

« Pour nous, simples frères dans la grande alliance de la nature, et adorateurs nullement mystérieux de l'éternelle vérité, approchons-nous, d'un esprit franc et d'un cœur unanime, de ces cercles d'hommes initiés, dans tous les lieux du monde, à la liberté, à l'égalité, à l'union ; agrandissons ainsi, de toutes parts, la sphère de la concorde et l'empire de l'amitié ».

Les adversaires de l'abbé Fauchet — nous avons déjà eu occasion de le dire — l'ont accusé également d'avoir donné dans l'*illuminisme* et d'avoir été un disciple de Cagliostro¹. Le passage suivant d'une lettre qu'il adressa à Anacharsis Clootz ne fait supposer rien de semblable et prouve même tout le contraire :

« J'ai, dit-il, autant d'éloignement que vous pouvez en avoir pour les *illuminés* d'Allemagne, de Prusse et d'ailleurs, qui donnent dans les plus cruelles illusions ; mais je suis convaincu qu'ils dénaturent la maçonnerie, et que les vrais maçons qui ramèneront les loges abusées peuvent encore rendre des services essentiels au genre humain² ».

Une étude, parue naguère dans le *Correspondant*³, et due à la plume érudite de M. G. Bord, vient appuyer notre thèse ; elle est intitulée : *la Conspiration maçonnique de 1789*. Grâce à des documents de première valeur et d'une autorité indiscutable, qu'il a eu le bonheur d'avoir en sa possession, M. Bord a pu reconstituer le personnel de la franc-maçonnerie pendant tout le XVIII^e siècle, ce qui lui a permis de faire ressortir l'action exercée, par la secte, dans les événe-

¹ Lettres de l'abbé de Valmeron, déjà citées.

² *Bouche de Fer*, n° X, p. 156.

³ V. *Correspondant* des 10 et 25 mai 1906.

ments de la Révolution. Ces documents ne sont autres que les procès-verbaux des assemblées du *Grand-Orient*, de 1775 à 1790, ceux de la *Stricte observance*, de nombreux papiers des *Amis réunis*, et des collections considérables de *Brevets*, auxquels il faut joindre les *Annuaire*s et les *Tableaux* des loges.

M. Bord cite les personnages marquants de la Révolution, en ayant soin d'indiquer ceux qui étaient affiliés à la franc-maçonnerie. Nul doute que si l'abbé Fauchet fut réellement franc-maçon, on devrait le rencontrer dans le personnel de la franc-maçonnerie de son temps. Or, on ne l'y rencontre point. L'auteur de l'article en question le range bien parmi les personnages marquants de la Révolution, mais, à l'encontre de ce qui a lieu pour un grand nombre de ceux-ci, il n'en fait point un franc-maçon; c'est donc qu'il n'appartenait pas à la secte.

Mais alors, dira-t-on, qui a pu accrédi ter l'opinion, généralement acceptée, de l'affiliation de l'abbé Fauchet à la franc-maçonnerie? Nous ne serions pas éloigné de croire que le fait est dû à la circonstance que nous allons rapporter.

Sur la liste des membres d'un soi-disant club, dénommé *Club de Propagande*, existant au moment de la Révolution, et qui tenait ses réunions au n° 26 de la rue Richelieu, à Paris, figure le nom de l'abbé Fauchet¹; on en a induit que le célèbre agitateur était franc-maçon. Avant de tirer cette conclusion qui, au premier abord, semble logique, on devrait, selon nous, prouver que ce Club de Propagande était réellement une société de francs-maçons. Il ne manquait pas de clubs, à cette époque, qui n'avaient rien de commun avec la franc-maçonnerie; c'étaient, pour la plupart, des cercles politiques, destinés à promouvoir les principes de réforme sociale contenus dans les livres des

¹ V. *Les Sociétés secrètes et la Société*, par le P. DESCHAMPS, t. I^{er}, p. 546 et suiv. — Maurice TALMEYER, *La Franc-Maçonnerie et la Révolution française*, p. 90.

philosophes. Il y a tout lieu de croire que le Club de Propagande était une société de ce genre.

Plus d'un lecteur jugera sans doute extravagante l'idée de vouloir amalgamer ensemble la Religion et la franc-maçonnerie, de façon à les fonder en un seul tout. On aurait raison, si la franc-maçonnerie d'autrefois devait être assimilée à celle d'aujourd'hui. La première était aussi religieuse que celle-ci l'est peu ; si elle n'était pas toujours en règle avec l'orthodoxie, elle s'inspirait du moins des principes évangéliques et chrétiens ; en tout cas, il ne serait pas venu à l'esprit de ses adeptes de déclarer la guerre à l'Église ; ils voyaient plutôt, en celle-ci, une alliée qu'une ennemie. Nous trouvons les mêmes idées exprimées dans une revue dont le témoignage, sur ce point, ne saurait être suspecté.

« Par l'organisation et par l'esprit, y lisons-nous, l'ancienne maçonnerie est très proche du catholicisme ; elle est un ordre quasi religieux, mais c'est une congrégation laïque, animée d'un esprit réformiste. Ensuite, l'ordre maçonnique, s'il entretient souvent de bons rapports avec l'Église, est néanmoins placé en dehors d'elle. C'est un ordre autonome. Sans doute, le maçon prête serment sur les Évangiles, fait profession de respecter les dogmes catholiques, mais il se permet de les interpréter, et ces interprétations ne sont pas toujours orthodoxes. Voilà pourquoi la maçonnerie compte, parmi ses membres, des prêtres novateurs et mystiques, des dom Gerle, des Fauchet, des Grégoire, tous ceux qui essaieront de réformer l'Église et se feront les ouvriers de la Constitution civile. Mais, remarquons-le, ces novateurs sont inspirés de l'esprit chrétien ; ils seront, momentanément, les alliés des « philosophes », pour les nécessités de la lutte, mais jamais ils ne se confondront avec eux, souvent même ils les combattront. Jusqu'à la Révolution, la philosophie maçonnique reste une philosophie chrétienne¹ ».

¹ *Chaumette, franc-maçon*, par A. MATHIEZ, dans la *Revue de la Révolution française*, n° du 14 août 1902, p. 140.

Au surplus, la franc-maçonnerie, qui, depuis..., n'était alors — du moins quant à la « façade » — qu'une société philanthropique; un grand nombre de ses membres n'en faisaient partie que dans un but d'humanité et de fraternité sociale. A la fin du XVIII^e siècle, les sociétés secrètes pullulaient, non seulement en France, mais dans toute l'Europe. C'était justement le temps où la franc-maçonnerie était à la mode et faisait fureur. On comptait, dans la haute noblesse¹ et dans le Parlement, beaucoup de francs-maçons; on y rencontrait aussi des ecclésiastiques, prêtres séculiers, chanoines et religieux. La liste dont il a été parlé plus haut nous édifie sous ce rapport.

« On s'y mêle (dans la franc-maçonnerie), dit M. Maurice Talmeyer, entre gens de la bonne société et de la moins bonne, dans l'illusion d'une égalité sociale qui ne manque pas toujours de piment. On se donne la sensation d'une vie en double, où l'on s'appelle de noms de guerre, en échange des mots de passe. On se procure le petit frisson d'attendre quelque chose de secret qui sera peut-être défendu. On joue en grand, en un mot, à ces jeux innocents, qui ne le sont pas toujours, et un prodigieux engouement jette toute la société dans ce jeu-là. Les plus honnêtes gens s'en mêlent² ».

Aux loges proprement dites étaient parfois annexés des clubs ou sociétés de bienfaisance, où, après certaines formalités, les profanes étaient admis. Le Club de Propagande était vraisemblablement une société de ce genre; elle rele-

¹ Nous lisons dans l'article cité plus haut: « Louis XVI, le comte de Provence et le comte d'Artois furent aussi immobilisés par la secte. Un historien franc-maçon, le F.^r Amiable, l'a établi... La maison du roi, celles de la reine, du comte et de la comtesse de Provence, du comte et de la comtesse d'Artois, du duc et de la duchesse d'Orléans, de Mesdames, contiennent un nombre considérable d'initiés ». (*La Conspiration maçonnique de 1789*, par M. G. BORD, *Correspondant* du 25 mai 1906, p. 753).

² Maurice TALMEYER, *La Franc-Maçonnerie et la Révolution française*, p. 12. Paris, Perrin, 1904.

vait de la franc-maçonnerie, mais les membres qui la composaient — au moins pour la plupart — n'étaient point francs-maçons. On s'explique, dès lors, que l'abbé Fauchet, sans être lui-même franc-maçon, ait donné son nom à ce club et en ait fait partie. Il aura suffi, d'ailleurs, qu'un auteur l'ait dit franc-maçon pour que tous les autres se soient empressés de le répéter. Quant à nous, nous préférons nous en tenir à son propre témoignage ; par conséquent, jusqu'à preuve du contraire, nous persistons à croire que l'ancien évêque constitutionnel du Calvados ne doit point être rangé parmi les adeptes de la franc-maçonnerie.

Pour en revenir aux théories débitées à la tribune retentissante du cirque du Palais-Royal par les divers orateurs qui s'y firent entendre, nous concluerons ce chapitre en disant qu'elles eurent pour effet d'encourager et de consolider le parti démocratique d'où la République devait sortir.

CHAPITRE VIII

FAUCHET DÉMOCRATE CHRÉTIEN

Principes sociaux de l'abbé Fauchet. — Nature de son socialisme. — Un précurseur de la démocratie chrétienne.

Nous nous proposons, dans ce chapitre, d'exposer les idées sociales de l'abbé Fauchet. En dehors de l'intérêt historique que présente ce sujet, il en possède un autre qu'il emprunte à l'époque actuelle, où les mêmes questions sont agitées, et qui n'échappera pas au lecteur.

Fauchet était un démocrate ; à ce titre, il peut être considéré comme un précurseur ; c'est une sorte de Lamennais. On ne saurait, évidemment, le comparer au célèbre solitaire de la Chênaie ; il n'a ni son talent d'écrivain ni son génie ; mais, s'il n'est pas permis de comparer ces deux esprits, on peut, du moins, les rapprocher ; il existe entre eux, au point de vue social, une parenté incontestable. De même que Lamennais, Fauchet a rêvé, pour l'Eglise, d'une évolution qui l'aurait rapprochée du peuple ; comme lui, il eût désiré la voir prendre en main les intérêts de l'« immense multitude des prolétaires ». Comme lui encore, il a le pressentiment, disons mieux, l'intuition que la société est appelée à se transformer et que la nation réglera désormais elle-même ses destinées.

Mais un tel changement — surtout avec l'organisation politique qui existait au dix-huitième siècle — ne pouvait s'opérer sans révolution. Fauchet s'en rend compte ; aussi ne fait-il pas difficulté de l'accepter ; bien plus, il l'appelle de tous ses

vœux ; seulement, il entend qu'elle s'accomplisse par la religion. Il veut la démocratie, mais une démocratie chrétienne. Il était persuadé que le christianisme est le seul ferment vraiment efficace de rénovation sociale. Cette idée lui appartient en propre ; nul ne l'avait eue avant lui, ou du moins ne l'avait exprimée aussi nettement ; c'est là son originalité, et, partant, son mérite.

Mais, en même temps, il convient de le reconnaître, — et en cela se révèle l'esprit utopiste de l'abbé Fauchet, — avec une aristocratie et une bourgeoisie incrédules, comme l'étaient l'aristocratie et la bourgeoisie de la fin du dix-huitième siècle, les idées réformatrices de cet ecclésiastique n'avaient aucune chance de passer du domaine de la théorie dans celui des faits ; elles étaient vouées d'avance à l'insuccès. La Révolution se fera, mais elle se fera sans l'élément essentiel qui, seul, eût pu la maintenir dans des bornes raisonnables et légitimes, nous voulons dire sans la religion ; bien plus, elle se fera contre la religion ; ce sera alors la bête humaine déchainée, avide d'assouvir ses bas instincts et ses grossiers appétits. Par suite, rien d'étonnant à ce que le mouvement appelé à régénérer la société ait sombré dans la boue et le sang. Mais, au moins, l'abbé Fauchet aura eu l'honneur de semer des idées destinées à germer plus tard, et que d'autres reprendront, à leur tour, pour tâcher de les appliquer, dans la mesure et avec les tempéraments commandés par les temps et les circonstances au milieu desquels ils seront appelés à vivre.

Qu'on ne se méprenne pas sur nos intentions. En mettant en relief les aspirations sociales de l'abbé Fauchet, nous n'avons été nullement guidé par la préoccupation de servir un parti ou une école ; nous entendons, avant tout, faire œuvre d'historien ; toutefois, persuadé qu'il se rencontre en elles, — comme du reste dans les revendications du groupe d'hommes qui s'intitulent « démocrates chrétiens », — parmi des conceptions hasardées ou fausses, des idées justes dont il importe de tenir compte, nous sommes heureux de profiter de l'occasion qui nous est offerte pour les signaler aux

sociologues de notre temps. Nous voyons surtout dans ces aspirations généreuses et les conséquences sociales qu'on s'efforce d'en tirer, un emprunt fait à l'Evangile et qu'il convient de lui restituer. A une époque où les adversaires de la religion l'ont parade de leurs sentiments démocratiques et se posent en amis du peuple, il est bon de montrer, en s'appuyant sur l'histoire, tout d'abord que les premiers ne sont que des plagiaires et ne font que copier — souvent en les démarquant — des idées que d'autres ont eues avant eux ; ensuite, que la plupart des réformes sociales qu'ils préconisent, et dont ils se prévalent, sont contenues en germe dans l'Evangile ¹. Aussi bien est-ce du Livre divin que se réclame le démocrate Fauchet. Faut-il le dire ? Nous sommes convaincu qu'un jour viendra où, après les avoir soumises à l'épreuve du temps, l'Eglise s'emparera des idées sociales qui fermentent à l'heure actuelle — l'œuvre est déjà commencée — les dégagera des utopies, des obscurités et des erreurs qu'on est en droit de leur reprocher, et en tirera un programme social nettement défini. Ce jour-là, elle aura rendu un grand service à l'humanité, en même temps qu'à la cause religieuse elle-même.

Longtemps avant la Révolution, l'abbé Fauchet rêvait d'un

¹ La Déclaration des droits de l'homme, par exemple, n'est qu'un démarquage des principes de l'Evangile. « Le socialisme, a dit M^r Mermillod, contient des idées religieuses défigurées ; c'est un bloc erratique détaché de la vérité et qui peut y être ramené ». Il parlait ainsi en 1886 ; deux ans plus tard, il disait la même chose, quoique en termes différents : « Les socialistes, expliquait-il, sont plutôt des exilés de l'ordre chrétien que de véritables adversaires ». Un autre prélat, — Américain, il est vrai, — M^r Ireland, n'hésite pas à voir, dans la démocratie, « l'évolution des germes chrétiens que l'Eglise a semés ». — « Si notre civilisation est finalement démocratique, c'est qu'elle est en son fond chrétienne. L'arbre touffu, et qui croît chaque jour sous nos yeux, de l'égalitarisme, est sorti tout entier du germe posé en terre, il y a vingt siècles, par le Fils du Charpentier » (*Revue bleue*, n° du 1^{er} juillet 1905, p. 29). Cet aveu est d'autant plus précieux qu'il n'émane pas d'un catholique. — « Il y a une solidarité entre le christianisme et les principes de 1789. Je ne comprends pas plus la mauvaise foi des sceptiques qui la nient que la maladresse des croyants qui ne la revendiquent pas ». (Abbé MATHIEU — aujourd'hui cardinal, — *Histoire de l'ancien Régime dans la province de Lorraine et Barrois*, Conclusion).

état social qui procurerait plus de bien-être au peuple ; aussi, celui qu'il avait sous les yeux, et qui recouvrait tant d'injustices, lui inspirait parfois des sorties violentes, et la chaire — on se le rappelle ¹ — retentissait alors de ses accents indignés.

L'abbé Fauchet fait songer à saint Jean Chrysostôme dénonçant, devant le peuple de Constantinople, le luxe de son temps, ou encore à Savonarole tonnait contre les désordres et les scandales de ses concitoyens de Florence.

C'est dans son livre *La Religion nationale*, et à propos de la loi agraire, que les idées économiques de l'abbé Fauchet se font jour pour la première fois. Il y pose ce principe, qu'il désire voir érigé en loi : *Quiconque jouit de cinquante mille livres de rente en fonds de terre, il lui sera interdit d'acquérir, à l'avenir, d'autres biens territoriaux*. Toutefois, il ne veut pas que ceux qui, présentement, possèdent davantage soient inquiétés, la loi ne devant pas, selon lui, avoir d'effet rétroactif. « Des lois sages, dit-il, n'ôtent rien à personne de ce qui a été légalement acquis ; mais elles prévoient les acquisitions futures qui tourneraient au dommage de la chose publique ² ». Le but de l'abbé Fauchet était de favoriser le morcellement de la propriété foncière. A l'encontre de l'opinion des économistes de son temps, il estimait que la terre, aux mains d'un grand nombre, serait mieux cultivée, et, partant, plus productive, qu'aux mains d'un petit nombre, d'où cette conséquence : le bien général de la nation réclame la divisibilité de la propriété. Autrement, poursuit-il, il se formerait « un ordre de grands propriétaires qui, se trouvant les maîtres de toutes les fortunes, seraient, par la conséquence la plus infaillible, les tyrans de toute la France, et même du roi... Les mœurs seraient exécrables, le bonheur public deviendrait impossible, et la religion serait pervertie jusque dans ses premiers fondements. Voilà, conclut le réformateur,

¹ Cf. ch. II, p. 42, et ch. III, p. 58.

² *De la Religion nationale*, p. 225.

comment la doctrine des économistes est véritablement anti-évangélique, antipopulaire, antimonarchique, et, pour ne pas ménager les expressions, la plus immorale qu'ait jamais enfantée l'abus de la philosophie ¹ ».

De même, pour combler le déficit de la Dette publique et parer à la banqueroute, Fauchet présente, comme un remède efficace, l'impôt proportionnel, impôt que les assemblées de paroisse, de district et de province seraient chargées d'établir. « Il faut, dit-il, asseoir les impôts selon des proportions toujours croissantes, doubles, triples, décuples même, en raison des fortunes ». La Dette de la France doit être payée au moyen d'impôts établis sur les riches, à l'exclusion des pauvres. De cette façon, le pauvre ne commettra plus de crimes pour subsister, et le riche ne dépensera plus en crimes le superflu de ses biens. Ce moyen de rétablir, par voie indirecte, l'égalité des fortunes ou du moins d'en rapprocher, pourra seul, d'après le fondateur du Cercle social, faire renaître les mœurs ².

Il se peut, ferons-nous observer, que l'impôt proportionnel sur le revenu soit, plus que tout autre, conforme à la justice ; mais le système se heurte, dans la pratique, à des difficultés qui l'ont fait rejeter jusqu'ici et auxquelles le mode de perception imaginé par l'abbé Fauchet ne serait pas de nature à remédier, car il entraîne avec lui des mesures inquisitoriales et arbitraires qui le rendent à la fois odieux et injuste. La Convention, on le sait, en tenta l'application au moyen du vote de la taxe sur les riches ; mais le résultat n'aboutit qu'à mettre en évidence les inconvénients du système. Quoi qu'il en soit, l'idée n'est pas neuve, et ceux qui la préconisent aujourd'hui n'ont pas, on le reconnaîtra sans peine, le mérite de l'invention.

Mais ce fut surtout dans les discours prononcés par lui aux séances de la société des Amis de la Vérité qui se tenaient,

¹ *De la Religion nationale*, p. 230.

² *Troisième discours sur la liberté française*, prononcé le 27 septembre 1789, pour la bénédiction des drapeaux de la garde nationale parisienne, p. 25.

deux fois par semaine, au Cirque du Palais-Royal, que l'abbé Fauchet développa ses principes sociaux. Il y commentait le *Contrat social* de Rousseau. Le philosophe de Genève, dans un des chapitres de ce livre, traite du « domaine réel ». L'abbé Fauchet adopte franchement, sur cette question, la doctrine du maître, ainsi formulée par celui-ci :

« La terre est, par l'ordre de la nature, le domaine réel de l'homme » ; et il en tire cette conséquence : « l'état social n'est avantageux aux hommes qu'autant qu'ils ont tous quelque chose et qu'aucun d'entre eux n'a rien de trop ¹ ».

Entre ce principe et cette conclusion, l'abbé Fauchet établit une série de raisonnements.

« L'homme, dit-il, a été formé primitivement par la nature avec la plénitude de son être, et en société ; il a été placé au milieu de son domaine pour y jouir des biens de la vie, s'approprier ce qui soutient, adoucit, embellit son existence, et ajouter encore, par son industrie personnelle, à toutes les prévoyances de la nature... La société fut bientôt troublée par l'orgueil et l'envie ; il y eut des puissants et des faibles, des riches qui avaient tout, des pauvres qui n'avaient rien. Le domaine de la multitude des hommes fut envahi par quelques-uns ; ce fut alors seulement que les vices et toutes les calamités accablèrent le genre humain ». Il ajoute ensuite :

« Sublime Rousseau, âme sensible et vraie, tu as entendu, des premiers, l'ordre éternel de la justice. Oui, tout homme a droit à la terre et doit y avoir, en propriété, le domaine de son existence ; il en prend possession par le travail, et sa portion doit être circonscrite par les droits de ses égaux. Tous les droits sont mis en commun dans la société bien ordonnée ; la

¹ *Bouche de fer*, n° XXII, p. 342.

souveraineté sociale doit tirer les lignes de manière que *tous aient quelque chose et qu'aucun n'ait rien de trop*¹ ».

L'abbé Fauchet, tout en reconnaissant la vérité du principe, que « chacun doit avoir le domaine de son existence assuré sur la terre », admet cependant qu'on s'inquiète « des moyens d'y ramener la société sans exciter les troubles que les lois de partage ont toujours portés à l'excès, et sans mettre au hasard du bouleversement universel des propriétés le rétablissement d'un ordre social qui paraît encore si loin de nous ».

Il critique la façon dont Sparte et Athènes appliquèrent ces lois, lesquelles « ne faisaient qu'ôter aux uns pour donner aux autres, et faire changer de mains les richesses et l'indigence, sans assurer à aucun l'inaliénabilité du domaine nécessaire à la vie ». Il n'excepte de ce blâme, — non encore sans restriction, — que l'institution du jubilé chez les Juifs, la seule, selon lui, « que peut ne pas désavouer la nature ». Elle ne remplissait cependant pas son objet ; car, si l'année jubilaire abolissait les dettes et ramenait, tous les cinquante ans, les familles à leur héritage, elle ne le fixait pas immuablement dans leurs mains ; il pouvait en ressortir pour quarante-neuf années, et l'esclavage et la misère ressaissaient les faibles pour près d'un demi-siècle.

Toujours d'après l'abbé Fauchet, c'est sur le droit naturel seul qu'il faut régler, pour la première fois, les institutions légales. Le modèle est dans la nature ; il faut que l'ordre social s'y conforme ou que le genre humain soit éternellement misérable. « Avant que cette génération s'écroule, s'écrie-t-il avec un accent prophétique, on verra l'homme juste et bon, content de lui-même, ami de ses semblables et réconcilié avec la nature ». On ne discerne pas bien com-

¹ M^r Amette, coadjuteur de l'archevêque de Paris, aujourd'hui son successeur, faisait naguère cette déclaration à un rédacteur d'un journal anglais, le *Daily Chronicle* : « L'Église souhaite, comme le socialisme, voir s'opérer une répartition plus équitable des richesses ».

ment cette annonce consolante peut se concilier avec ce que disait l'orateur un instant auparavant, que cet ordre social était encore bien loin.

Fauchet formule les principes qu'il vient de développer en huit articles dont le premier, — le principal, — est que tout homme a naturellement droit à ce qui lui est nécessaire. Et, à ce propos, il avertit qu'il s'en tient aux principes. Il est regrettable qu'il ait omis d'indiquer la manière de les appliquer ; dans un sujet de cette importance, toute la question est là.

Les théories économiques de l'abbé Fauchet le firent soupçonner de communisme ; ses ennemis l'accusaient de prôner la loi agraire. A dire vrai, il est assez difficile de saisir clairement sa pensée, lui-même s'étant toujours abstenu, — à dessein peut-être, — de la préciser.

Un jour, dans une des séances du Cercle social, Anacharsis Clootz le mit publiquement en demeure de s'expliquer. Cette fois, l'abbé Fauchet ne put se dérober. Voici sa réponse :

« Non, mon cher cosmopolite ¹, ce n'est pas la loi agraire, telle que les anciens l'ont entendue ou telle que vous l'imaginez vous-même, qui est l'objet de nos vœux et de nos espérances. Nous ne fondons pas l'ordre social sur le désordre universel, et la paix du monde sur la guerre du genre humain ; nous ne sommes pas des écervelés, des incendiaires... Qu'il me suffise d'affirmer à l'orateur du genre humain ² que le procureur général des pauvres a plusieurs méthodes à proposer, inégalement parfaites, mais toutes très douces et très tranquillissantes pour atteindre ce grand but de la libération réelle des hommes de tout esclavage des riches, sans déplacer une seule des propriétés actuellement tenues par les divers possesseurs ; — il est vrai

¹ Le baron de Clootz était Prussien ; un peu plus tard, il se fit naturaliser Français ; mais, à cette époque (1790), il était regardé comme n'appartenant à aucune nation.

² Clootz avait pris le titre pompeux d'« orateur du genre humain ».

que ce n'est pas sans déplacer quelques-unes de leurs jouissances. Mais on n'imagine pas, sans doute, qu'il soit possible de laisser les riches jouir de tous les fruits de la terre et d'assurer le sort des indigents sur les produits de Saturne. C'est où l'on vit qu'il faut avoir les moyens de vivre ; c'est où l'on existe libre qu'il faut avoir la sûreté de l'existence ¹ ».

Quelques jours plus tard, il se plaint d'avoir été dénoncé au Comité des recherches pour ses commentaires du chapitre de Rousseau sur le « domaine réel », et il en prend occasion pour entrer dans de nouvelles explications.

Après avoir fait observer qu'il ne voit pas ce qu'il y a à *rechercher* dans un discours prononcé en présence de six mille personnes, livré au public par l'impression, et que tous les comités du monde peuvent examiner à leur gré, il ajoute :

« On a dit que je demandais une loi dont je n'ai pas seulement articulé le nom. Je n'ai parlé des anciennes lois de partage que pour les appeler des lois exécrables, un poison destructeur de la nation et de la société. J'ai, dit-on, en arrière-pensée qu'il faudra une loi sur le domaine réel d'un genre tout nouveau et où l'on ne consultera que l'ordre éternel de la justice. Je pourrais répondre que mes arrière-pensées ne sont pas du ressort de MM. des Recherches et que, pour ces pensées-là, je ne suis justiciable que de ma conscience ; mais je ne suis pas timide ; je pense tout haut et j'aime à tout dire. J'affirme qu'il est impossible de faire une vraie Constitution sociale sans assurer le domaine réel d'existence à tous les membres de la société. Cette impossibilité est si évidente, que la Déclaration des droits des États d'Amérique porte textuellement cet article fondamental, et que le Sénat français² indique déjà qu'il n'omettra point de le rédiger. Cet article consiste en ce que la *patrie assure à tous les pauvres valides les jouissances naturelles*

¹ *Bulletin de la Bouche de Fer*, n° cité.

² L'Assemblée constituante.

de la vie avec le travail, et, à tous ceux qui ne peuvent travailler, la faculté de vivre et d'être soignés dans leurs besoins... Il faut, dans le pacte social, que tout homme soit assuré d'une suffisante existence, et le ministre qui « n'en voyait pas la nécessité » avait la perfection d'autorité qui caractérisait le régime du despotisme.

» Maintenant, quelles sont les règles à suivre pour assurer à chacun le domaine inaliénable d'existence sur la terre ? C'est une autre question que j'ai jugée très difficile, sur laquelle j'ai dit et je dis encore qu'il faut consulter, avec une rare prudence, l'opinion publique ». Ici, l'abbé Fauchet renvoie à ce qu'il a écrit, sur ce point, dans son ouvrage *La Religion nationale*. Nous avons reproduit les idées qui y sont exposées ; mais, là non plus, on l'a vu, il ne brille pas par la clarté.

« Voilà, ajoute-t-il, comme je suis un incendiaire et comme je menace les propriétés ! Je suis — et je m'en fais gloire — l'avocat et l'ami des pauvres... Quel est le scélérat qui voudrait voir continuer un régime infernal où l'on compte par millions les misérables, incertains d'avoir, même en demandant du travail, à manger le lendemain, et, par douzaines, les insolents qui n'ont rien fait pour avoir tout, et qui leur donnent une parcelle pour prix du labeur, s'il leur plaît ? » Il termine par ce cri plein d'une énergique éloquence :

« O Dieu de la nature, ton ordre éternel retentit dans mon cœur : je pousserai tous les cris de la justice contre ce crime immense ; j'invoquerai tous les êtres contre cette longue atrocité ; je maudirai tous les siècles qui l'ont soufferte ; j'adorerai, je proclamerai l'Evangile, qui ne fait entendre que des anathèmes contres les dévorateurs de la société ; je dirai, en pleurant de joie, à la France libre : Tu reviens à la nature, tu vas nourrir tes enfants !⁴ »

⁴ *Bulletin de la Bouche de Fer*, n° XLV, du 20 avril 1791.

A un demi-siècle de distance, Lamennais fera entendre les mêmes accents dans les *Paroles d'un Croyant* et le *Livre du Peuple*.

Comme on le voit, lorsqu'il s'agit d'en venir à la pratique, l'abbé Fauchet se dérobe ou se réserve. Il aurait pu répondre à ses contradicteurs qu'il se bornait, en philosophe, à poser les principes, et qu'il laissait aux économistes le soin d'en tirer les conséquences.

Aujourd'hui, ce qu'on croit pouvoir démêler, à travers le vague de ses explications, c'est le souhait d'une répartition plus équitable des biens de la fortune, principalement des terres, et l'accession, facilitée par les lois, de tous les citoyens, même des plus pauvres, à la propriété.

L'abbé Fauchet nous a laissé ce qu'il appelle lui-même sa « profession de foi sociale » ; nous la trouvons dans le discours qu'il prononça, le jour où il se fit affilier à la Société des Jacobins (18 mai 1791). Il la résume en quelques lignes seulement ; on a d'autant plus lieu d'être surpris de ce lachisme qu'il succède à sa « profession de foi politique », sur laquelle il s'étend beaucoup plus longuement. Nous la transcrivons textuellement :

« Assurance des moyens de la suffisante vie à tous les individus de la société ; aisance proportionnelle au travail et à l'industrie ; grande abondance aux travaux largement productifs et à l'industrie supérieure ¹ »

C'est tout ; c'est peu, comme on le voit. Nous retrouvons ici le principe énoncé, plusieurs fois déjà, par Fauchet, à savoir les moyens suffisants de subsistance pour tout homme. Malheureusement, il se tient beaucoup trop dans les abstractions et ses théories sont toujours enveloppées d'obscurité. On peut dire que le réformateur *pressent* les solutions plutôt qu'il ne les énonce.

Non, l'abbé Fauchet n'était pas partisan des théories de

¹ Paris, Imp. nat., s. d., in-8° de 3 pages. (Arch. nat., AD XVIII^e 30).

Babeuf. On l'en accusera encore plus tard ; il s'en défendra de même. Il serait également injuste de le représenter comme un tenant des doctrines socialistes ou communistes. Fauchet répudiait le partage et la communauté des biens ; cependant, il entendait que chacun fût propriétaire. Dans son livre *La Religion nationale*, il est formel sur ce point. Il y établit, en principe, que la loi qui garantit les propriétés doit être inviolable ; il estime qu'elle est la base de l'ordre social. « La nation, dit-il, ne peut, sans exposer la société à un bouleversement funeste, donner à ses représentants le pouvoir de ravir, de transporter à d'autres, d'envahir, sous aucun prétexte, les propriétés réelles et légitimes de qui que ce soit ¹ ».

En résumé, l'abus contre lequel s'élève le prêtre sociologue, c'est l'extrême misère placée à côté de l'extrême opulence ; il y voit une anomalie condamnée, à la fois, par la loi naturelle et divine. On ne conçoit pas comment un tel socialisme serait répréhensible.

Nous venons d'exposer les théories sociales de l'abbé Fauchet. Elles peuvent le faire regarder comme un démocrate, surtout si l'on entend ce mot dans le sens de fraternité, solidarité, justice, amour des petits et des humbles. Nous en convenons, et même nous revendiquons pour lui ce titre, lequel, après tout, n'a rien que d'honorable. Mais ce qu'il est juste de proclamer avant tout, et ce que nous tenons à établir, c'est que la démocratie dont il rêve est une démocratie chrétienne ². Aussi bien, la tâche nous sera facile ; il suffira, pour cela, de reproduire quelques passages des écrits dans lesquels le célèbre réformateur s'est expliqué, sur ce point, d'une façon décisive.

C'est dans l'Evangile — le fait n'est pas douteux — qu'il

¹ *La Religion nationale*, p. 117.

² Par *démocratie chrétienne*, nous entendons, avec Léon XIII et Pie X, l'action bienfaisante de l'Eglise parmi le peuple, pour son bien moral, religieux et matériel, en dehors et au-dessus de toute forme politique, sans exclusion, néanmoins, du droit qu'a le peuple de se gouverner par lui-même ou par ses représentants. Entendue en ce sens, l'expression « démocratie chrétienne » est synonyme d' « action sociale catholique ».

puise ses théories ; c'est de ce Livre divin qu'il s'inspire ; car il est persuadé que la régénération sociale ne peut s'opérer que par le retour aux maximes évangéliques. Le but du Cercle social fondé par lui, de concert avec Bonneville, est justement d'établir entre les hommes le règne de l'amour et d'en bannir la haine. Les discours qu'il y prononça, et dont nous avons reproduit des extraits, sont significatifs et ne laissent subsister aucun doute ¹.

Dans une autre circonstance, répondant à des attaques dirigées contre la religion, il écrit :

« Ce ne sont pas des ambitieux et des despotes qui ont fabriqué l'Évangile, et il les confond à chaque ligne. L'égalité sainte y est tracée en caractères inimitables ; c'est le code de la fraternité pure ; c'est la loi céleste de la liberté ; c'est la sanction de la liberté donnée à l'humanité même. Il faut être arrivé, par l'orgueil ou le vice, à l'obtusion du sens intime ou à la putréfaction de la conscience, pour ne pas sentir la vérité de cette religion fraternelle et ne pas goûter la perfection de vertu sociale où, fidèlement saisie, elle doit élever le genre humain ».

Ainsi, l'abbé Fauchet avait la prétention de résoudre par l'amour les plus graves problèmes sociaux, de se servir de l'Évangile, mieux compris, comme d'aimant, pour rapprocher, et comme de ciment, pour relier entre elles les classes séparées les unes des autres par un fossé profond ; il s'éprit de ce Christ humanitaire que David d'Angers représente penché sur le globe terrestre pour y écrire, avec son sang, la formule enivrante et décevante : « Liberté, Égalité, Fraternité ». Se trompait-il tant ? N'est-ce pas la charité dont ses membres étaient animés les uns pour les autres qui a valu jadis au

¹ Voir ch. VII, p. 155 et suiv. — « Dieu est amour », a dit saint Jean : *Deus caritas est*. — « Le catholicisme n'est pas une religion sociale ? Mensonge historique ! L'Eglise a été créée par l'amour qui a sauvé le monde au Calvaire, et elle doit en vivre ». (Cardinal Andrieu, évêque de Marseille. Lettre pastorale sur l'Action sociale catholique, pour le Carême de 1908).

christianisme une influence sociale si grande ? N'est-ce pas le refroidissement de cette charité qui a amené le malaise dont tout le monde se plaint aujourd'hui ? En effet, l'amour, comme la bonté — les deux sont synonymes — se répand et se donne : *Bonum est diffusivum sui* ; l'égoïsme, au contraire, se replie sur lui-même ; or l'égoïsme ne règne-t-il pas en maître aujourd'hui ? N'est-ce pas de ce mal que nous mourons ? Aussi, l'abbé Fauchet était-il persuadé que l'avènement de la démocratie ne pouvait se faire que par la religion. Il écrivait, en 1793 : « Cette démocratie sera consommée par la religion même que les philosophes de la Plaine (les Girondins) ont le malheur de dédaigner et de proscrire ¹ ».

Il serait intéressant, maintenant, en regard des théories sociales de l'abbé Fauchet, de mettre l'enseignement des théologiens catholiques, afin de savoir ce qu'il faut penser des premières au point de vue de l'orthodoxie, et, partant, de leur légitimité. Mais une étude de ce genre ne saurait trouver place ici ; nous nous contenterons de poser quelques principes généraux, sur lesquels tout le monde est à peu près d'accord.

Avant tout, nous l'avons vu, ce que voulait l'abbé Fauchet, c'était que la société assurât à tout homme les moyens suffisants d'existence. « Je ne demandais, disait-il plus tard, que le domaine de l'existence assuré au pauvre sur les jouissances du riche : loi nécessaire, loi fondamentale, sans laquelle toute réelle liberté, toute société véritable est impossible ² ». Il partait de ce principe : Tout homme a droit à la vie ; or, pour pouvoir vivre, il a besoin d'une certaine somme de biens ; où les trouvera-t-il, s'il n'est pas admis qu'il a sa part dans le domaine universel ? Dieu, en effet, n'a pu le créer sans pourvoir, en même temps, à son existence, ce qui ne saurait avoir lieu s'il ne lui est conféré un droit quelconque de propriété. Nous doutons que le théologien le plus exigeant trouve

¹ *Journal des Amis*, n° du 4 mai 1793.

² *Ibid.*, n° du 12 janvier 1793, p. 68.

à redire à cette doctrine. N'est-ce pas celle que Léon XIII, suivant sur ce point saint Thomas et tous les Pères, enseignait naguère dans son immortelle Encyclique sur la *Condition des ouvriers*. « Je vous félicite, écrivait de son côté, à l'auteur de l'esquisse si intéressante et si suggestive : *Le Pape, les Catholiques et la Question sociale*, le Cardinal Langénieux, je vous félicite d'avoir rappelé qu'il y a des limites au droit de propriété¹ ».

Reprenons le même raisonnement sous une autre forme. Le principe dont on vient de parler, à savoir que tout homme a droit à la vie, principe conforme à la fois à la loi naturelle et à la loi divine, a pour corollaire cet autre : tout homme doit pouvoir vivre de son travail, c'est-à-dire que ce travail doit lui assurer les moyens d'existence². « La première des libertés humaines, disait récemment un membre de nos assemblées parlementaires, M. Paul Deschanel, — lequel s'affirmait, dans la circonstance, fin politique autant que sociologue avisé, — la première des libertés humaines, c'est la liberté de vivre, et le premier devoir d'une société civilisée est de la garantir à tous ses membres ».

D'autre part, tout homme est tenu de pratiquer la vertu ; or, saint Thomas enseigne que, pour ce faire, une certaine somme de bonheur lui est nécessaire. Écoutons plutôt ce grand Docteur :

« Il faut à l'homme deux choses, l'une — et c'est la principale — consiste à agir vertueusement, car c'est la vertu qui fait vivre ; l'autre — secondaire et, pour ainsi dire, instrumen-

¹ V. *Le Pape, les Catholiques et la Question sociale*, par Léon GRÉGOIRE (Georges GOYAU). — Paris, Perrin, 1895.

« Nous devons donner au peuple plus d'air, de lumière, de vin et de pain. Nos frères ont droit au pain, au repos, et leur âme à la lumière, à la vie ». (Discours prononcé par M. le chanoine Janvier, au Congrès diocésain de Paris, le 29 mai 1907).

² Comme le proclamait l'an dernier (1907), un groupe de manifestants du grand meeting des vignerons du Midi : « C'est fort de ne pas pouvoir vivre en travaillant ! »

tale — est d'avoir une part suffisante des biens temporels dont l'usage est nécessaire pour l'exercice de la vertu ». Et il ajoute : « L'Etat doit s'employer à ce qu'il y ait une somme suffisante de choses nécessaires pour bien vivre¹ ». L'abbé Fauchet ne réclame rien de plus : il veut que « la patrie s'oblige à assurer à tous les pauvres valides les jouissances nécessaires de la vie, avec le travail, et à tous ceux qui ne peuvent pas travailler la faculté de vivre et d'être soignés dans leurs besoins² ». Il prétend même que cela suffit pour résoudre toutes les questions sociales.

Selon lui, une société où le droit à la vie n'est pas assuré à tout homme, est une société mal organisée, et alors il importe, comme parle Léon XIII, — avec lequel il se rencontre, — de faire appel à « des mesures promptes et efficaces », pour remédier aux « misères imméritées ». Comme Léon XIII encore, il aurait voulu voir tout le monde s'employer à l'amélioration du sort des travailleurs et des déshérités des biens de la fortune. En cela encore, il était en conformité avec les principes évangéliques et la morale chrétienne. Pour ce motif, si l'on persiste à le considérer comme un socialiste, il faut dire que c'était un socialiste chrétien, en admettant que ces deux termes puissent être rapprochés. Ce qui est au moins certain, et cela ressort de ses discours et de ses écrits, c'est que l'abbé Fauchet — il convient de le proclamer à son honneur — rêvait d'une organisation sociale mieux en harmonie avec la justice et avec l'esprit du christianisme.

Il est curieux de constater qu'à ses yeux une révolution économique devait aller de pair avec une révolution

¹ *De regimine principum*, livre V, ch. xv. — Balzac se rencontre ici avec saint Thomas. « Nous accusons trop souvent la misère, écrit-il ; soyons indulgents pour le plus actif des dissolvants sociaux. Là où règne la misère, il n'existe ni pudeur, ni vertu... La vertu, socialement parlant, est la compagne du bien-être. La moralité commence à l'aisance ». (*Les Paysans*). Balzac, par Ch. CALIPPE, p. 24-25)

² Deuxième discours prononcé au Cercle social, V. *Bouche de fer*, n° XI.

politique. Cette idée lui était inspirée par son ardent amour pour le peuple. Mettant en parallèle, d'un côté, « la misère imméritée de l'infinie multitude des prolétaires » et paysans de son temps, et, de l'autre, les immenses richesses du sol aux mains d'un petit nombre, il voyait, dans cette disproportion, une injustice sociale à laquelle il était important de remédier. A ce point de vue, il peut être regardé comme un précurseur : c'était un démocrate chrétien, plus d'un siècle avant l'avènement de la démocratie chrétienne ; toujours est-il que son catholicisme revêtait un caractère social.

On aurait tort de voir dans le présent chapitre — nous tenons à le répéter — un plaidoyer en faveur de la démocratie ; notre but exclusif a été : 1^o de montrer que l'abbé Fauchet devança le mouvement qui porte aujourd'hui les classes supérieures à s'occuper davantage des besoins du peuple, à rechercher les moyens de soulager ses misères et à lui procurer plus de bien-être ; 2^o de faire ressortir cette idée, qui était, chez lui, à l'état de conviction, à savoir, que la révolution sociale ou réforme sociale — comme on voudra — qu'il appelait de tous ses vœux, ne pouvait s'opérer en dehors de la religion. De fait, il est permis de croire que si l'entraînement généreux qui a marqué le début de la Révolution française avorta si lamentablement, cela tient à ce qu'il ne fut ni inspiré, ni dirigé par la religion. La religion est une grande force sociale ; elle seule eût pu barrer le chemin à la démagogie. La Constitution civile du clergé — c'est là un fait que personne, que nous sachions, n'a signalé jusqu'ici — est responsable, pour une large part, selon nous, de cet avortement. Le clergé avait alors un beau rôle à remplir, et il n'y a pas de doute qu'il ne l'eût compris. Il est incontestable qu'il était, en majorité, favorable aux réformes¹. Il aurait pu

¹ « En 1789, l'aurore de la Révolution les (curés) avait fait tressaillir avec toute la nation. Ils s'étaient portés en masse, avec leurs peuples, à la fondation de la liberté ». (*La Mission du Curé*, par l'abbé A. SIGARD, curé de la paroisse Saint-Augustin, à Paris, article paru dans la *Revue du Clergé français* du 1^{er} février 1907, p. 452).

« Sans le bas clergé, la Révolution allait être entravée, et le bas clergé

prendre la tête du mouvement, le diriger et l'empêcher de dévier. Peut-être alors le rêve de l'abbé Fauchet se fût-il réalisé, et eût-on assisté à l'avènement d'une démocratie chrétienne. A tout le moins, il en serait résulté, pour l'Eglise de France, cet avantage inappréciable : elle aurait acquis une influence sociale incontestée qui lui aurait valu l'audience du peuple ; par suite, la crise où elle se débat, à l'heure actuelle, et d'où — il faut bien l'espérer — elle sortira victorieuse, ne se serait sûrement pas produite. Au lieu de cela, par la faute de la Constitution civile, le clergé fut mis à l'écart, et, avec lui, la partie saine de la population ; alors la Révolution se trouva abandonnée aux violents qui en ont fait ce que l'on sait.

Quoi qu'il en soit, qu'on traite, si l'on veut, l'abbé Fauchet d'utopiste, d'idéologue, de rêveur, il n'a pas moins droit à notre estime pour s'être fait, dans un temps où c'était une nouveauté, l'avocat des petits, des faibles et des humbles, — plus nombreux alors qu'aujourd'hui et infiniment plus à plaindre, — et avoir consacré son talent à la revendication de leurs droits. C'est là, certes, un rôle grand, noble et généreux ; on comprend qu'il ait tenté une âme sacerdotale. Cela seul suffirait, sinon pour l'absoudre des fautes dont sa vie est entachée, du moins pour lui mériter l'indulgence de la postérité.

n'eût pas pris résolument parti pour elle s'il n'avait cru, avec Fauchet, qu'elle procédait de l'Evangile ». (E.-CHAMPION, *La Séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1794*, p. 70. Librairie A. Colin, 1903).

CHAPITRE IX

FAUCHET BRIGUE L'ÉPISCOPAT

Les électeurs du département de la Nièvre se réunissent pour le choix d'un évêque constitutionnel en remplacement de l'évêque légitime. — L'abbé Fauchet brigue ce siège. — Les électeurs lui préfèrent Guillaume Tollet. — Antagonisme entre le Cercle social et le Club des Amis de la Constitution — L'opposition de cette dernière société fait échouer l'abbé Fauchet dans douze départements. — Il est pris à partie par quelques-uns de ses amis. — Son élection au siège épiscopal du Calvados.

C'est le 12 juillet 1790 que fut votée, par l'Assemblée nationale, la Constitution civile du clergé, sanctionnée par le roi le 24 août. Le 26 décembre de la même année, paraissait le décret prescrivant aux ecclésiastiques pourvus d'une fonction publique d'y adhérer et de jurer de la maintenir, sous peine d'être déclarés déchus de leur emploi.

La Constitution civile ne reconnaissait au Pape, qu'elle affectait d'appeler « l'évêque de Rome », qu'une primauté d'honneur, exclusive de toute juridiction, faisant ainsi de l'Eglise de France une Eglise nationale, indépendante de Rome. Elle avait donc un caractère schismatique ; c'était là son vice radical. Il en résultait qu'on ne pouvait, en conscience, prêter le serment requis, d'autant plus que le Souve-

rain Pontife avait pris soin de le condamner¹. De fait, la moitié — et peut-être plus — des ecclésiastiques du royaume le refusèrent². Les autres, soit par ignorance ou par crainte de se voir réduits à la misère, quelques-uns, toutefois, de plein gré et conscients de l'acte qu'ils accomplissaient, consentirent à le prêter.

L'abbé Fauchet ne s'en fit pas scrupule. On ne peut pas dire, cependant, qu'il y fut entraîné par l'exemple de ses confrères de Saint-Roch. Sur les cinquante-cinq prêtres qui composaient le clergé de cette paroisse, quarante-sept — le curé, le vénérable M. Marduel, en tête — refusèrent le serment ; il n'y en eut que huit à le prêter ; l'abbé Fauchet fut du nombre de ces derniers³. On n'en saurait être surpris : la Constitution civile ne réalisait-elle pas ses projets de réforme ? Les principes qu'elle contenait n'étaient-ils pas justement ceux-là mêmes qu'il avait développés dans son livre *la Religion nationale* ?

On sait que tous les évêques, à l'exception de quatre, demeurèrent fidèles à Dieu et à leurs serments. Ils furent remplacés par des prêtres constitutionnels, nommés par un corps électoral⁴. L'abbé Fauchet se crut appelé à occuper

¹ Un Bref du Pape, du 13 avril 1791, suspendait de leurs fonctions tous les prêtres ayant prêté serment qui ne l'auraient pas rétracté dans les quarante jours.

² D'après l'auteur de l'article sur la *Constitution civile du clergé*, paru récemment dans le *Dictionnaire de théologie catholique* (fascicule xxii), ouvrage en cours de publication, la proportion des assermentés serait plus élevée. Une statistique concernant 43 départements indique 14.047 assermentés ou jureurs et 10.395 réfractaires, soit 57 jureurs — un peu plus de la moitié — sur 100 prêtres astreints au serment. Il en fut peut-être ainsi au début, alors que le Pape n'avait pas encore élevé la voix pour condamner la Constitution civile. On sait, en effet, que Pie VI garda assez longtemps le silence sur les affaires de France ; mais, à la suite du Bref du 13 avril, beaucoup d'ecclésiastiques qui avaient prêté serment le rétractèrent. Faut-il ajouter que les statistiques sont souvent trompeuses et qu'il convient de s'en défier ?

³ DELARC, *L'Eglise de Paris pendant la Révolution*, t. I^{er}, p. 24.

⁴ Le même que celui qui était appelé à élire les membres de l'Assemblée départementale. Il se composait d'électeurs nommés par les assemblées primaires de chaque canton.

l'un des sièges déclarés vacants ; il jeta les yeux sur celui de Nevers. L'évêque légitime, M^{gr} de Suffren, avait, à l'imitation de ses confrères, refusé le serment schismatique ; en conséquence, les électeurs du département de la Nièvre se réunirent à Nevers, le 20 février 1791, pour procéder à l'élection d'un nouveau titulaire. L'abbé Fauchet accourut dans cette ville et posa résolument sa candidature. Il n'était guère connu dans le département, y ayant peu ou point séjourné. Il y comptait cependant des amis. En outre, le rôle politique joué par lui, à Paris, au cours des années qui venaient de s'écouler, n'était pas sans lui avoir conquis des admirateurs et des partisans.

Il en avait besoin, car il n'était pas seul sur les rangs. Deux concurrents surtout pouvaient lui être opposés avec des chances sérieuses de succès ; l'un et l'autre appartenaient au diocèse de Nevers. Le premier était Guillaume Tollet, curé de Vandenesse ; le second, André Leblanc, curé de la paroisse Saint-Jean de Nevers. Ces deux ecclésiastiques n'étaient pas dépourvus de mérite. Avant d'être curé, Tollet avait été successivement professeur au collège de La Flèche et au collège de Nevers ; une grande aménité de caractère lui avait gagné de nombreuses sympathies. De plus, attaché à ses devoirs de prêtre, sa conduite privée avait toujours été irréprochable.

Des onze curés de Nevers, deux seulement prêtèrent le serment requis par l'Assemblée nationale ; l'abbé Leblanc fut l'un des deux. Comme l'abbé Fauchet, il était doué d'un réel talent pour la chaire et écrivait avec facilité ; malheureusement, il lui manquait, de même qu'à ce dernier, le sérieux et la dignité de la vie.

Le curé de Saint-Jean salua la Révolution avec joie, comme, plus tard, il saluera l'Empire ; il y vit une occasion d'« arriver », car c'était un « arriviste » et un ambitieux, ce qui lui donne un nouveau trait de ressemblance avec son confrère et compétiteur du clergé de Paris. Toutefois, il sut, mieux que lui, se préserver des excès. S'il fut un partisan déclaré des idées nouvelles, il se maintint toujours dans les bornes de la

modération : c'était l'homme du juste milieu, attentif, — il l'a prouvé au cours de sa vie, — à regarder de quel côté soufflait le vent de la fortune. Le 12 prairial an VI (31 mai 1798), il se fit délivrer un certificat attestant qu'il avait « toujours professé les idées républicaines ». C'est à cela qu'il dut de pouvoir rester à Nevers, dans sa maison de la rue du Cloître-Saint-Cyr, et y traverser paisiblement les années si agitées et si troublées de la Révolution.

Nous connaissons les candidats ; venons maintenant au récit de l'élection elle-même.

Chaque canton du département était appelé à désigner un certain nombre d'électeurs ; c'est à ces électeurs réunis qu'était dévolu le choix de l'évêque constitutionnel. Par le petit nombre de ceux qui se présentèrent, on peut inférer que l'enthousiasme fut médiocre, et que la très grande majorité des habitants du département de la Nièvre se souciait assez peu de voir l'évêque légitime remplacé par un intrus. Ainsi, certains cantons étaient représentés par un seul électeur¹ ; d'autres ne l'étaient pas du tout². En effet, au procès-verbal de l'élection, plusieurs figurent avec cette mention : « Nul ne s'est présenté ». C'est une preuve qu'en général on se désintéressait de l'élection.

Elle eut lieu dans l'église cathédrale. On procéda à un premier scrutin, le lundi 21 février ; mais il ne donna aucun résultat, « la pluralité absolue, porte le procès-verbal, n'ayant été acquise à aucun sujet ».

Le lendemain matin 22, second scrutin. Le procès-verbal de la séance relate qu'à ce scrutin, « sur 181 votants,

¹ Tels, les cantons de Corbigny, Cervon, Saint-Révérien et Lormes, du district de Corbigny.

² Tels, les cantons de Monceaux-le-Comte et de Brassy, du même district ; en sorte que le district de Corbigny, comprenant six cantons, n'était représenté que par 4 électeurs. Le canton qui comptait le plus grand nombre d'électeurs (14) était celui de Nevers *intra muros*. Ce district, comprenant sept cantons, en comptait en tout 41. Le district qui en comptait le plus ensuite est celui de Saint-Pierre-le-Moutier, dont dépendait Dornes, patrie de l'abbé Fauchet : 10. Son frère, Guillaume Fauchet, figurait parmi ces dix électeurs.

M. Fauchet, ancien grand vicaire de Bourges et ancien prédicateur du roi, a obtenu 46 voix, et M. Guillaume Tollet, curé de Vandenesse, district de Moulins-Engilbert, 32 ». Ce sont les deux qui recueillirent le plus de suffrages. Sur quels ecclésiastiques se répartirent les 103 autres ? Le procès-verbal ne le dit pas ; il serait cependant intéressant de le savoir.

Fauchet et Tollet n'ayant pas recueilli la pluralité des voix, un ballottage s'ensuivit, et, l'après-midi de ce même jour, on procéda à un troisième scrutin. Cette fois, le vote était circonscrit entre les deux candidats qui avaient bénéficié d'un plus grand nombre de suffrages, à l'exclusion de tous les autres ; ainsi le voulait la loi, et c'est ce qu'eut soin d'annoncer, au début de la séance, le président de l'assemblée électorale, Jean-François Rameau, de Cosne.

Le résultat fut favorable au curé de Vandenesse. Sur 181 votants, Tollet obtint 130 suffrages et Fauchet seulement 48, soit deux voix de plus qu'au précédent scrutin, tandis que son concurrent en gagnait 98¹. Cela prouve que les électeurs qui avaient voté précédemment en faveur d'autres candidats s'étaient concertés pour reporter leurs voix sur Guillaume Tollet. Il n'est pas téméraire d'en conclure que la majorité des électeurs redoutait la nomination de l'abbé Fauchet. A quels mobiles obéissait-elle dans la circonstance ? On ne saurait le dire exactement. Peut-être les opinions politiques de l'ancien membre de la Commune de Paris effrayaient-elles les électeurs nivernais, gens modérés pour la plupart ; peut-être ce prêtre ne leur inspirait-il qu'une médiocre estime ; à moins encore qu'ils aient tenu à élire un ecclésiastique attaché au diocèse. Les électeurs furent sûrement guidés par l'un ou l'autre de ces motifs, sinon par les trois réunis. En tout cas, les préventions inspirées par l'abbé Fauchet durent être bien accentuées pour rallier contre lui, d'un seul coup, la presque unanimité des voix dissidentes.

¹ Un certain nombre de curés des différents cantons avaient été choisis comme électeurs. (*Procès-verbaux de l'élection*, Arch. nat. F¹⁹, 454).

S'il faut en croire une relation manuscrite, postérieure d'une trentaine d'années à l'événement, c'est à une plaisanterie, plus ou moins spirituelle et d'un goût assez douteux, que serait dû l'échec de l'abbé Fauchet. Au troisième tour, un électeur, faisant un rapprochement entre son nom et celui donné, dans certaines parties du département, à un oiseau de proie, se serait écrié malignement : « Point de Fauchet, les *fauchers* (dans d'autres endroits on dit *faucheurs*) mangent les poules ! » C'est là ce qui aurait décidé de l'élection. Le mot, s'il a été réellement prononcé, peut être pour quelque chose dans l'échec de celui qu'il visait, mais nous sommes persuadé que le résultat doit être attribué principalement aux antécédents, politiques ou moraux, du candidat malheureux.

Quinze jours plus tard, les électeurs de Paris étaient convoqués pour donner un successeur à M^{gr} de Juigné, qui avait refusé le serment constitutionnel. Leur choix se porta sur Gobel, évêque *in partibus* de Lydda, qui fut élu à une forte majorité. Nous savons cependant que l'abbé Grégoire, Sieyès, ~~La Roche-Charrier~~, tous les trois membres de l'Assemblée nationale, et l'abbé Fauchet recueillirent un certain nombre de suffrages. La candidature de ce dernier fut même chaleureusement patronnée par « le vénérable Dussaulx »¹, qui vanta « ses services ».

« Ne nous plaignons pas, écrit le rédacteur du *Bulletin de la Bouche de Fer*, de qui nous tenons ce détail ; il est heureux pour le peuple que celui de tous les prêtres qui a le mieux servi la Révolution soit écarté de toutes les places par les plus lâches calomnies ; son énergie en sera doublée et la vérité y gagnera »².

¹ Dussaulx (Jean), littérateur, né à Chartres en 1728, mort en 1799, était petit-neveu de Nicole ; il fit partie de l'Académie des Inscriptions, fut député à l'Assemblée législative et à la Convention, où il se signala par ses idées modérées.

² *Bulletin de la Bouche de Fer* du 15 mars 1791.

Fauchet était, en effet, sur les rangs pour un siège épiscopal; lui-même nous apprend que ses amis l'avaient présenté dans douze départements, mais que l'opposition de ses ennemis avait toujours fait échouer sa candidature.

Cette opposition provenait du Club des Jacobins¹. La Société des Amis de la Constitution jalousait celle des Amis de la Vérité, et le Club des Jacobins s'offusquait des succès du Club du Cercle social; il en était résulté, entre les deux sociétés, un antagonisme, qui se traduisait par des attaques réciproques. Nous avons parlé de ce conflit au chapitre précédent; il n'y a pas lieu d'y revenir.

Pour mieux discréditer le Cercle social et son fondateur, Laclos, dans le *Journal des Amis de la Constitution*, dont il était directeur, accusait Fauchet de réclamer la loi agraire. C'était faux, du moins dans le sens d'un partage égal des terres. Si l'abbé Fauchet pouvait être regardé comme socialiste, son socialisme était d'une espèce particulière; en tout cas, le Procureur du Cercle social ne méritait pas d'être confondu, sous ce rapport, avec Babeuf. Mais qu'importait à Laclos? A dire vrai, « le socialisme, qu'il fût rationaliste ou mystique, n'était nullement accepté alors par les chefs autorisés du parti démocratique. Ils protestaient tous contre l'idée de la loi agraire... Les socialistes étaient considérés comme des fantaisistes, des isolés, des excentriques² ».

Toutefois, l'opposition de Laclos n'aurait pas suffi, seule, à

¹ Cette société populaire, formée dès 1789, à Versailles, fut d'abord connue sous le nom de *Club breton*, parce qu'elle avait été créée par des députés de la Bretagne. Lorsque l'Assemblée nationale eût été transférée à Paris, le club s'y transporta aussi, mais en se renouvelant, et prit alors le titre de *Société des Amis de la Constitution*. On lui donna vulgairement le nom de *Club des Jacobins*, parce qu'il se réunissait dans l'ancien couvent des Jacobins de la rue Saint-Honoré. (Cette appellation de Jacobins, donnée aux Dominateurs, provenait de ce que leur premier couvent, à Paris, fut établi rue Saint-Jacques). Ce club se signala tellement, dans la suite, par son exaltation révolutionnaire, que l'on a, depuis, étendu le nom de *Jacobins* à tous les démagogues.

² A. AULARD, *Études sur la Révolution*, 4^e série, p. 33.

faire écarter l'abbé Fauchet, s'il ne s'y fût joint celle du Club même des Jacobins.

Cette société, quoique de fondation relativement récente, était une puissance. Au commencement de 1791, elle s'était affilié plus de 400 sociétés similaires de province, qui, toutes, recevaient leur mot d'ordre de la rue Saint-Honoré. Le Club des Jacobins faisait donc la loi un peu partout en France ; il inaugurait une dictature qu'il exercera, plus tard, sans conteste, et d'une façon absolue. Ainsi, c'est, en grande partie, son influence qui mettait en échec la candidature du Procureur du Cercle social. Aux Jacobins, où régnaient, à cette époque du moins, les idées modérées, on trouvait l'abbé Fauchet trop avancé ; la consigne semble avoir été d'écarter tous ceux qui avaient joué un rôle actif au début de la Révolution.

Dans le *Journal des Amis*, fondé par lui au commencement de janvier 1793, l'abbé Fauchet revint sur cette phase de sa vie politique. Il y indique justement les causes qui avaient créé l'antagonisme dont nous parlons. S'il faut l'en croire, la guerre acharnée que lui faisait la Société des Amis de la Constitution provenait d'un conflit d'opinions. Ceux qui en avaient la direction, fidèles en cela à la pensée des premiers fondateurs, étaient partisans de la monarchie, tandis qu'au Cercle social des Amis de la Vérité, on proclamait la souveraineté du peuple, qu'on aurait voulu substituer à celle du roi. Là, on était monarchiste, ici, républicain ; mais, se dire républicain, à cette époque, c'était se mettre en opposition avec la Constitution votée par l'Assemblée nationale, laquelle ne reconnaissait pas d'autre forme de gouvernement que la monarchie. Au Club des Jacobins, on regardait donc l'abbé Fauchet comme un séditieux. Il écrit lui-même :

« Le Directoire des Jacobins s'effraya de cette marche républicaine hardie et franche, qui ne laissait subsister de la royauté que le nom, jugé encore nécessaire, mais qui balayait toutes les sortes d'aristocraties, prêtes à se substituer à celle de la cour, du clergé, de la noblesse et des Parlements ; marche non pas démagogique, mais vraiment démocratique,

qui ne ménageait pas même l'aristocratie constitutionnelle de l'Assemblée nationale, et encore moins l'aristocratie de la *Société mère*, qui voulait tout régir, et l'Assemblée, et la cour, et le peuple, pour le bon plaisir et le rude despotisme de ses chefs.

» *Tout pour le peuple, tout par le peuple, tout au peuple* : telle était notre devise.

» *Tout pour nous, tout par nous, tout à nous* : telle était la leur¹ ».

L'abbé Fauchet prétend qu'il aurait pu être évêque sous l'ancien régime, que des ouvertures, à ce sujet, lui furent faites par ceux qui disposaient de ces places, alors si enviées ; mais il lui aurait fallu sacrifier ses idées, ce à quoi il ne voulut pas se résoudre. En 1791, il ne tint qu'à lui de devenir évêque constitutionnel de Paris. Si l'événement ne se réalisa pas, ce fut uniquement parce qu'il refusa de s'affilier à la Société des Jacobins. « Vingt amis, dit-il, me sont témoins que ce fut un des motifs les plus déterminants pour me repousser. Ce n'est pas que j'eusse redouté cette place orageuse (elle l'eût été pour moi), je sais braver les orages ; mais j'eusse regardé comme un opprobre ineffaçable, j'aurais eu un éternel remords de devoir cette élection à une apparence d'intrigue, et surtout à la faveur de tels hommes. Ma destinée était incomparablement plus belle comme Orateur des Amis de la Vérité, dans une assemblée formée d'hommes éclairés de toutes les conditions et de tous les partis² ».

Quant à l'évêché du Calvados, — toujours d'après lui, — c'est inopinément, sans qu'il connût un seul homme dans l'ancienne Normandie, et à sa très grande surprise, qu'il y fut nommé.

L'abbé Fauchet souffrait de cet ostracisme plus qu'il n'aurait voulu le laisser paraître. Il ne put s'empêcher d'en manifester quelque chose, un jour, dans une lettre qu'il adressait à

¹ *Journal des Amis*, n° 1, p. 13.

² *Ibid.*, n° 2, p. 69.

J.-B. Anacharsis Clootz, pour se disculper des accusations portées contre lui par ses ennemis de la rue Saint-Honoré, relativement à la loi agraire. « Ils nomment, de fait, à toutes les places un peu importantes de l'Etat. Ils trient les noms les plus inconnus ; ils écrivent, comme si c'était de la part de tous les Amis de la Constitution réunis dans la capitale, aux clubs des différentes villes pour communiquer leurs intentions aux corps électoraux, et l'on ne manque jamais de choisir leurs créatures que, dans la plus stricte vérité, ils tirent du néant. Tel homme que personne ne connaissait dans Paris devient le candidat de leur choix... Tel autre qui s'est montré citoyen au mépris de tous les intérêts personnels, qui a une voix non servile et une âme libre, qui est aussi incapable de se plier à une démarche de souplesse ou d'égoïsme, qu'il est déterminé à braver tout pour le bien de la patrie et pour le bonheur de l'humanité, moi, monsieur, j'ai été proscrit de toutes les élections du royaume. Dans douze départements où, sans que j'eusse dit une parole à cet effet, ni fait un pas, ni écrit une ligne, on voulait m'élire. Les contre-ordres sont arrivés de la part des maîtres, et l'on a obéi à leur souveraine volonté. J'en ai la preuve littéraire que je ne cherchais pas ».

La lettre se termine par cette plainte amère, qui décèle un profond dépit :

« Ils m'honorent beaucoup, ces tyrans populaires, d'avoir tant d'effroi de mon pur et invincible patriotisme. Je ne suis rien, je ne serai rien ; on ne me trouve même pas digne d'être électeur, ni commissaire de section ; le plus plat grimaud, le plus bas valet qui écorche le français et ronge la liberté publique dans un comité doit avoir sur moi la préférence... Ma vie ne fut pas tant exposée sous les balles de la Bastille qu'elle l'est sous la vengeance des faux amis de la Révolution ¹ ».

¹ *Bulletin de la Bouche de fer*, n° 42, du 14 avril 1791, p. 108.

Les déboires de l'abbé Fauchet n'étaient pas, cependant, sans compensation. Il recevait, de temps en temps, des témoignages d'estime dont son amour-propre devait être flatté.

C'est ainsi qu'un jour, pendant l'une des séances du Cercle social, on annonce une députation des citoyens du faubourg Saint-Antoine ¹. Elle venait faire don à la Société d'une couronne de feuilles de chêne, destinée au buste de Jean-Jacques Rousseau, placé dans l'enceinte du cirque. Elle y joignait trois branches civiques, l'une pour le Cercle social lui même, l'autre pour le président (c'était alors Goupil de Préfelu), et la troisième pour « l'éloquent interprète des droits des nations, pour le Procureur général du Cercle social, digne, par son courage, de corriger une des erreurs les plus générales et les plus dangereuses pour la société : celle de vouloir, sur un plan bizarre, bâtir un édifice régulier, qui a été un obstacle éternel au progrès de tous les gouvernements ² ».

Le président adressa aux députés quelques paroles de remerciements ; après quoi, le procureur général prononça un discours dans lequel il fit tour à tour l'éloge du chef de la députation, le « patriote » Gomet, et des habitants du faubourg Saint-Antoine, dénommé alors « faubourg de gloire ³ ».

S'il faut en croire l'abbé Fauchet, un autre motif l'aurait fait tenir en suspicion par la Société des Amis de la Constitution : son « invincible patriotisme ». Cela confirme ce que nous disions plus haut, à savoir que cette société redoutait la ferveur révolutionnaire du fondateur du Cercle social. Mais si l'abbé Fauchet était, à cette époque, trop avancé

¹ Le faubourg Saint-Antoine aboutit à la place de la Bastille ; ce sont principalement les habitants de ce faubourg populeux qui prirent part au siège de la célèbre prison d'Etat ; l'abbé Fauchet, en raison du rôle joué par lui le 14 juillet 1789, jouissait, auprès d'eux, d'une grande popularité.

² MABLY, lettre 2, à M. Stanhave.

³ *Bouche de fer*, n° 22, du 22 février 1791.

pour les membres du club des Jacobins, il ne le sera pas toujours ; bientôt même, la prédominance, dans ce club fameux, d'éléments plus accentués les fera se rencontrer ; ils deviendront alors amis : bien mieux, nous verrons l'ancien Procureur du Cercle social solliciter son admission dans la Société, jadis rivale, en attendant le jour où — les rôles étant renversés — ce sera lui qui, à son tour, sera trouvé trop modéré. Plus tard, on l'expulsera, pour le motif contraire à celui qui l'avait fait tenir à distance. C'est que la Société des Amis de la Constitution avait marché plus vite que la Société des Amis de la Vérité.

Cette dernière le dédommageait-elle au moins des déboires que lui faisait éprouver la première ? Hélas ! là aussi il rencontra de l'opposition. S'il y comptait des admirateurs, il y trouvait aussi des adversaires ; toujours est-il qu'il n'y régnait pas sans conteste ; ses idées y étaient souvent critiquées et, parfois, vivement combattues. Il lui arrivait même d'être, de temps en temps, pris à partie dans l'organe de la Société, le *Bulletin de la Bouche de fer*. Cette feuille n'était pas, comme la *Bouche de fer*, dirigée par l'abbé Fauchet, et il ne jouissait d'aucun pouvoir dans son administration, encore moins dans sa rédaction. Cette guerre intestine lui était faite par un groupe d'athées. Nous en rapporterons un incident. Il eut lieu à l'occasion d'un factum intitulé : *Éloge non funèbre de Jésus*, dans lequel l'auteur s'efforçait de mettre le Procureur du Cercle social en contradiction avec lui-même, au moyen de passages extraits des premiers discours prononcés par lui, l'année précédente. Le secrétaire du Cercle social, qui était alors Camille Desmoulins, en avait fait un éloge complet dans son journal *Révolutions de France et de Brabant*. D'autre part, le *Bulletin de la Bouche de fer* en avait parlé avec faveur. L'abbé Fauchet s'en plaignit amèrement, blâmant et le secrétaire du Cercle social et l'auteur de l'article du *Bulletin*.

Il ne s'en tint pas là : En réponse au *factum* dont on vient de parler, l'intrépide ecclésiastique lut un discours dans lequel il affirma, avec fierté et en d'excellents termes, sa foi reli-

gieuse, et prit résolument à partie les athées ; rarement il fit entendre de tels accents :

« C'est bien une misérable philosophie, s'écrie-t-il, que celle qui croit pouvoir former une patrie sans religion et instituer une nation sans conscience. La nature a fait l'homme avec des rapports religieux que l'orgueil des faux génies ou la bassesse des cœurs dépravés peuvent seuls méconnaître, mais qu'aucune combinaison possible ne détruira jamais, parce que ces rapports entrent dans l'essence générale de l'espèce humaine et qu'ils se font sentir aux impies eux-mêmes, dans les moments lucides, comme les remords aux scélérats ».

Il termine par cette éloquente apostrophe :

« Ecrivains imprudents, si vous veniez à persuader que, sous ce nom sacré de liberté publique, c'est la religion, c'est le premier des biens de l'humanité, c'est la morale éternelle que l'on veut livrer à tous les attentats de la licence, ah ! c'est alors que tous les honnêtes gens, c'est-à-dire toute la France, entendez-vous, se soulèveraient, avec une indignation divine, contre ce petit tas d'insolents et cette vile tourbe de misérables qui voudraient condamner les Français à être aussi infâmes, aussi dépravés qu'eux. On ne peut pas plus ôter la religion à un peuple qu'on ne peut ôter Dieu de la nature ».

Le discours fut accueilli par de nombreux applaudissements, et l'assemblée, dont la grande majorité était favorable au Procureur du Cercle social, en réclama l'impression.

Rendant compte de cette séance, le *Bulletin* s'exprime ainsi :

« Le Procureur général a fait part d'un travail étrange contre les *impies*, à l'occasion d'un ouvrage qui a pour titre : *Éloge non funèbre de Jésus*. Il a commencé par reprocher au « cher frère Camille » d'en avoir fait un éloge complet, et il a enveloppé dans ses reproches un article très modéré de

cet ouvrage dans la *Bouche de fer*, où l'auteur observe que l'*Éloge non funèbre de Jésus*, quoique le christianisme y soit mal compris et défiguré, mérite cependant d'être lu. Des intentions pures, des services importants et l'art ingénieux de dominer une grande assemblée ont fait applaudir ce discours, rempli d'images superbes. Claude Fauchet ferait applaudir l'Alcoran aux plus déterminés ennemis de Mahomet ¹ ».

Le rédacteur du compte rendu du *Bulletin* ne trouva pas d'autres reproches à faire à l'orateur que celui d'avoir contrevenu aux règlements de la Confédération universelle, « qui ne lui permettent pas de favoriser le rite le plus respectable, taché, en bien ou en mal, d'un nom de secte ».

L'auteur de l'article incriminé, inséré dans le *Bulletin*, n'était autre que son directeur, Nicolas Bonneville. Fauchet se voyait ainsi attaqué par son propre collaborateur. Dans la séance dont on vient de parler, l'athée Bonneville chercha à s'expliquer ; mais il le fit en termes impertinents :

« Personne, dans l'assemblée, dit-il, ne rend plus entière justice que moi aux talents oratoires de Claude Fauchet ; mais, dans ce dernier discours, j'ai cru apercevoir un coin de soutane : il faut la lui ôter pour lui donner une femme (je veux parler du mariage des prêtres), et un évêché pour le récompenser de son zèle ! »

C'était l'époque où l'on procédait aux élections des évêques constitutionnels. Les adversaires de l'abbé Fauchet et ses envieux l'accusaient de mettre une sourdine à la manifestation de ses opinions, dans le but d'attirer sur lui l'attention et de se faire élire à un évêché ; c'est à quoi font allusion les dernières paroles de l'imprimeur du Cerele social. Celles-ci soulevèrent des protestations ; quelques applaudissements se firent cependant entendre.

L'abbé Fauchet releva l'insidieuse allusion. Il fit observer qu'avant les nominations, il s'était abstenu de tenir ce langage,

¹ *Bulletin de la Bouche du fer*, n° 42.

qu'il l'avait fait pour ne pas avoir l'air de mendier ou de provoquer les suffrages.

Bonneville eut une petite vengeance. En tête du numéro 42 du *Bulletin de la Bouche de Fer*, dans lequel se trouve le compte rendu de la séance dont on vient de parler, il avait placé perfidement cette épigraphe, extraite du second discours prononcé par l'abbé Fauchet au Cercle social : « Et si l'Évangile s'écarte de la raison, il faut y ramener l'Évangile ¹ ». Le texte était tronqué ; présenté de cette façon, il dénaturait la pensée de l'orateur. A la séance suivante, celui-ci protesta, aux applaudissements de toute l'assemblée, contre cette perfidie. Il dénonça « *l'insigne mauvaise foi* du rédacteur du dernier procès-verbal, qui, *pour le perdre*, avait mis à la tête du n° 42 (du *Bulletin de la Bouche de Fer*) une épigraphe *impie* comme étant un passage extrait de ses discours ² ».

Il semblait que, pendant la période des élections, l'abbé Fauchet se manifestât plus prêtre. Auparavant, le philosophe, le disciple de Rousseau, l'apôtre de la Révolution éclipsaient le prêtre ; aujourd'hui, le prêtre revenait au premier plan. L'incrédulité de Bonneville s'offusquait de ce changement présumé ; car, ce qu'il admirait dans le Procureur du Cercle social, c'était le philosophe et non le prêtre ; quand il vit celui-ci apparaître, il le dénonça impudemment. Dans un numéro subséquent du *Bulletin*, il s'exprime ainsi :

« Je prétends que ses deux derniers discours imprimés (de l'abbé Fauchet) m'imposaient la loi d'une réfutation sévère ; car, je ne retrouvais plus là le philosophe intrépide qui secouait la colonne du temple des faux dieux pour y étouffer les préjugés, dût-il périr écrasé, victime de son courage ».

¹ Le texte exact était celui-ci : « Il faut à tout prix que la religion ne soit qu'amour, et si l'Évangile en exceptait un seul homme, il faudrait à tout prix y ramener l'Évangile ».

² *Bulletin de la Bouche de Fer*, n° 45.

Il cite ensuite quelques passages des premiers discours de l'abbé Fauchet, et il ajoute :

« Voilà ce qui s'appelle parler en vrai tribun ou procureur général du Cercle social, et si l'abbé Fauchet se représente encore dans Claude Fauchet, il faut lui dire, sans ménagement, à la manière de Montaigne : « Tu es un sot, tu rêves¹ ».

Ces dissentiments ne furent pas de longue durée ; nous verrons bientôt le Procureur du Cercle social et le directeur du *Bulletin* faire la paix, à l'occasion d'un événement dont il sera question au chapitre suivant.

Le reproche de changement dans ses opinions, changement attribué au même mobile intéressé, fut adressé à l'abbé Fauchet par un autre athée, l'allemand Cloutz, espèce de fou², comme Bonneville ; Cloutz se plaignait, dans une lettre, de ne plus reconnaître le Fauchet d'autrefois dans le Fauchet d'aujourd'hui. Celui-ci eut à cœur de se justifier ; il lui répondit :

« Je n'ai jamais varié dans mes principes. J'aime les bons jansénistes, les bons quakers, les bons protestants, les bons maçons, les hommes, enfin, vraiment bons de toutes les nations, de tous les cultes, de toutes les opinions, de toutes les sociétés. A côté de l'erreur, je trouve de la vérité partout, et partout la vérité m'est chère. Je n'ai de prétentions pour arriver à aucune place. Celles auxquelles on m'a appelé depuis la Révolution m'ont été confiées sans que je m'y attendisse ».

Il proteste qu'il est « fort étranger aux idées mystiques » ; mais il se déclare fermement attaché à la religion, en faisant observer, toutefois, que la religion qu'il professe « n'est point la petite et barbare religion des théologiens » :

« Quant à la religion, dit-il, je la crois essentielle au genre

¹ *Bulletin de la Bouche de Fer*, n° 45.

² M. G. Lenôtre n'hésite pas à lui appliquer cette épithète. Cf. *Paris révolutionnaire*, p. 358.

humain, et ma conviction est entière. Mais quelle religion ? celle qui fait aimer tous les hommes, qui les rapproche tous et les oblige, par les plus doux motifs, à se rendre heureux les uns les autres. Je trouve cela dans l'Evangile et nulle part ailleurs. Les objections, permettez-moi de le dire à l'écrivain qui en a fait avec le plus d'énergie, à vous-même, ne m'effraient pas : j'en vois nettement la réponse, et mes motifs de persuasion sont inébranlables ¹ ».

A cette époque, le siège épiscopal du Calvados fut de nouveau déclaré vacant par la démission de l'évêque que les électeurs venaient d'y appeler, Charles-René-Gervais de la Prise, curé de la paroisse Saint-Pierre de Caen. Son élection avait eu lieu le 14 mars 1791, et, sur 411 votants, il avait recueilli 314 suffrages ².

L'évêque légitime était M^{sr} Dominique de Cheylus, réputé démissionnaire par défaut de prestation du serment exigé des fonctionnaires publics, aux termes du décret du 26 décembre 1790. Le premier jour où eut lieu la réunion des électeurs, le dimanche 13 mars, on avait déposé sur le bureau une lettre adressée à « MM. les électeurs du Calvados », qui ne fut ouverte qu'après la nomination de M. de la Prise. Elle était écrite par M^{sr} de Cheylus, en ce moment retiré à Paris, et portait la date du 10 mars.

« Je vous annonce, disait ce prélat aux électeurs, que, quelque étendu que soit le pouvoir que vous avez reçu de l'Assemblée nationale, votre choix ne peut faire qu'un intrus, parce que mon siège n'est pas vacant. Je vous préviens qu'après avoir, à son égard, épuisé tous les ménagements de la charité, je le poursuivrai partout comme un loup ravissant, avec les armes de l'Eglise ; j'invoquerai l'anathème sur sa tête ; j'en ferai retentir la menace à ses oreilles, et si son

¹ *Bouche de fer*, p. 156.

² *Procès-verbal des séances de l'assemblée électorale du département du Calvados*, in-4° de 37 pages. Caen, Leroy, 1791.

opiniâtre témérité m'y force, j'irai l'en frapper sur la chaire même où le scandale l'aura placé ».

Il poursuit par ces nobles et touchantes paroles :

« J'acquiesce un grand devoir en vous adressant cette lettre que, pour obéir à ma conscience, j'ai cru nécessaire de vous faire parvenir dans la circonstance où vous vous trouvez. J'en abandonne le succès à cette Providence qui promène à son gré, sur les peuples qu'Elle régit, les châtimens et les faveurs, et qui, dans les uns et dans les autres, est toujours si sage et si juste. Si, dans ses décrets que j'adore, Elle me réserve de nouvelles épreuves, bien loin de murmurer contre Elle, j'en accepterai les coups en expiation de mes péchés. Si l'autorité cesse de protéger, comme autrefois, mon ministère, je n'opposerai d'autres armes à sa rigueur que la résignation et la patience ; et si la persécution la plus cruelle pour mon cœur me force à m'éloigner de mon cher troupeau, j'irai dans une terre étrangère y porter mes larmes, son souvenir et mes vœux pour son bonheur ».

L'ancien curé de Saint-Pierre avait d'abord accepté le poste auquel la confiance des électeurs du Calvados venait de l'élever ; mais bientôt il fut pris de scrupules. La lettre de son évêque, à laquelle étaient venues se joindre les remontrances d'un grand nombre de ses paroissiens et de ses amis, l'avait, sans doute, fait rentrer en lui-même et avait jeté son âme dans la perplexité. Mais comment s'y prendrait-il pour se retirer du mauvais pas où il s'était engagé ? Il avait à sa disposition un moyen facile, c'était de donner sa démission purement et simplement. Un caractère plus résolu l'eût fait, mais cet acte d'énergie était au-dessus des forces de M. de la Prise. Il eut recours à des faux-fuyants. Sous prétexte de mettre sa conscience en paix, il réclama la réunion d'un Concile, alléguant que sa décision était nécessaire pour régulariser une mesure aussi grave.

Lasse de ces atermoiemens, l'administration le mit en demeure d'opter entre l'acceptation et la démission ; il se

décida pour ce dernier parti. Elu le 14 mars, proclamé le 19. M. de la Prise se désistait le 4 avril suivant.

Un autre motif a été assigné à cette démission. Le curé de Saint-Pierre avait, paraît-il, l'intention de continuer à résider à Caen ; mais les Bayeusains réclamèrent énergiquement contre une pareille détermination, prétendant que saint Exupère ayant fixé son siège à Bayeux, ce siège ne pouvait pas plus être changé que celui de saint Pierre à Rome. C'est alors que M. de la Prise aurait donné sa démission, en déclarant qu'il voulait mourir au milieu de ses paroissiens¹. Quelle autorité faut-il accorder à cette version ? Ce n'est là, selon nous, qu'une tradition qui, comme la plupart des traditions, ne doit être acceptée qu'avec réserve.

Le corps électoral du Calvados se trouvait donc appelé à procéder à une nouvelle élection. C'est alors que les amis de l'abbé Fauchet songèrent à lui pour le siège de ce département. Il fut présenté aux électeurs et patronné par un comité formé à Paris, et qui avait pour président le patriote Palloy, architecte. Le citoyen Palloy avait pris une part active au siège de la Bastille ; il s'y était distingué par son ardeur patriotique ; sa conduite, dans cette circonstance, l'avait mis en évidence et en avait fait un des héros du jour.

A force d'intrigues, de hableries, de réclames, de charlatanisme et d'inépuisable faconde, ce comparse obscur de la Révolution, ce « pître démagogue », comme on l'a appelé, parvint à conquérir, pendant quelques années, une popularité et une célébrité presque universelles. L'épithète de « patriote » était devenue inséparable de son nom. C'est lui qui fut chargé d'entreprendre les travaux de démolition de la célèbre prison d'Etat². Palloy avait dû se trouver en relations avec cet autre

¹ F. VAULTIER, *Insurrection normande*.

² Palloy eut l'idée de tailler des petites Bastilles dans les grosses pierres et de les offrir à chacun des chefs-lieux des quatre-vingt-trois départements. Il envoya aussi des pierres de la Bastille au milieu desquelles on avait encastré les *Droits de l'homme*. A. Dumas a dit de lui :

« Par son incessante agitation, ses excentricités grotesques et ses ridicules bouffonneries, Pierre-François Palloy a mérité d'être comparé au niais à la queue-rouge de nos anciens mélodrames ». (*Louis XVI et la Révolution*).

« héros » de la Bastille qu'était l'abbé Fauchet ; on s'explique, dès lors, l'initiative que nous lui voyons prendre.

Entre temps, les journaux amis faisaient de la réclame en faveur du prêtre patriote et recommandaient chaudement sa candidature. Nous nous bornerons à citer cet article de Carra, publié dans le numéro du 11 avril des *Annales patriotiques* :

« Le nouvel évêque du Calvados, M. Gervais, vient de donner sa démission de l'évêché de ce département, parce que l'Assemblée nationale ne peut pas lui donner un petit Concile national pour tranquilliser sa conscience. Allons ! mes amis, prenez pour votre évêché un homme à grand caractère, un patriote ferme et vigoureux, un de ces héros de la Révolution, tel par exemple que l'*abbé Fauchet*. On n'a cessé de le calomnier parce que les aristocrates le craignent, et parce qu'il n'a cessé lui-même de défendre les droits du peuple avec énergie et franchise. La Providence vous l'a réservé, croyez-moi ; je le connais, nous étions dans toutes les crises de la Révolution, en juillet 1789 ; il a des vertus réelles, un cœur excellent et ce feu sacré de la liberté qui propagera et vivifiera, parmi vous, l'amour de la Constitution et les principes de l'ordre, de la justice, de la vérité, de l'humanité. On l'a négligé jusqu'à présent, parce que les fourbes et les méchants disent partout qu'il ne faut élever à aucune place les premiers auteurs de la Révolution, parce qu'ils ont la tête trop chaude. C'est leur cœur qui est chaud ; et, sans cette chaleur, que serions-nous devenus ? Aussi, si vous êtes justes, si vous êtes sages, vous aurez l'abbé Fauchet pour évêque ».

Les électeurs des six districts du département du Calvados étaient convoqués pour le 17 avril. L'élection devait avoir lieu dans l'église Saint-Pierre, paroisse de l'évêque constitutionnel démissionnaire. Ils se réunirent d'abord dans l'ancienne abbaye bénédictine de Saint-Etienne, pour, de là, se rendre à l'église Saint-Pierre, « principale église du chef-lieu du département ». Cette marche se fit au milieu d'un grand

déploiement de force armée. Une brigade de gendarmerie nationale, un détachement de dragons du régiment de Chartres, une compagnie de grenadiers et de chasseurs de la garde nationale et du régiment d'Aunis, et une compagnie de canonniers escortant deux canons trainés sur leurs affûts défilaient en tête du cortège.

La musique du régiment d'Aunis venait ensuite ; elle précédait immédiatement le corps électoral marchant sur deux rangs. Puis, dans le même ordre, et en corps, les membres du directoire du département, ceux du district et de la municipalité, les juges du tribunal du district, les juges-consuls, l'état-major de la garde nationale et du régiment d'Aunis, les officiers du régiment de dragons de Chartres ; deux haies de soldats de la garde nationale et deux du régiment d'Aunis encadraient, à droite et à gauche, le cortège, lequel était fermé par une autre brigade de la gendarmerie nationale, un détachement de dragons du régiment de Chartres et deux compagnies de grenadiers et de chasseurs de la garde nationale et du régiment d'Aunis¹.

Le spectacle devait avoir quelque chose d'imposant ; à dire vrai, il était difficile d'entourer une élection de plus de solennité. Ce n'est pas tout. Quand le cortège parvint à l'église Saint-Pierre, la gendarmerie nationale et les détachements de dragons du régiment de Chartres se rangèrent, en ordre de bataille, sur la place d'armes de Saint-Pierre. Une fois entré dans l'église, le corps électoral prit place dans le chœur, à droite, tandis que la municipalité se rangeait à gauche, et les autres corps aux endroits qui leur étaient assignés ; la messe fut ensuite célébrée par M. Gervais de la Prise, curé de la paroisse et évêque élu démissionnaire. L'assemblée électoral ne commença à tenir ses séances qu'après cette cérémonie. La première journée fut occupée par un discours du procureur général syndic du département et par l'élection d'un président, d'un secrétaire et des scrutateurs.

¹ Arch. du Calvados, série L.

Une seconde réunion se tint le lendemain, toujours dans l'église Saint-Pierre ; elle s'ouvrit à sept heures et demie du matin. On procéda à un premier vote qui n'amena aucun résultat, « personne, dit le procès-verbal, n'ayant obtenu la pluralité absolue ».

Cette séance fut marquée par un incident que nous allons raconter brièvement.

Un imprimé ayant pour titre : *Déclaration de Jean-François Le Saunier, de la paroisse de Noyers, électeur du canton de Locheur, au district de Caen, à ses commettants*, fut déposé sur le bureau.

L'auteur de ce *mémoire* explique à ses « commettants » qu'il ne s'est rendu à l'assemblée des électeurs que pour adhérer à la proposition qu'il présumait devoir y être faite, à savoir, qu'il n'y avait pas lieu à délibérer. Mais, ajoute-t-il, voyant que personne ne faisait cette proposition, « je me retirerai, sans prêter aucun serment, aussitôt que l'assemblée fut constituée. Conséquemment, je n'ai pris aucune part à l'élection d'un nouvel évêque, parce qu'il était de notoriété publique que M. de Cheylus, légitime évêque de Bayeux, était vivant, et qu'il n'avait point donné sa démission. J'aurais craint, d'ailleurs, d'outrepasser mes pouvoirs, mes commettants n'ayant sans doute pas même pensé, lorsqu'ils m'ont honoré de leurs suffrages, que je serais appelé pour concourir à les priver de leur premier pasteur, dont je suis persuadé qu'ils veulent, ainsi que moi, continuer à reconnaître l'autorité dans l'ordre du salut ».

Jean-François Le Saunier savait, comme on le voit, manier l'ironie. Il termine, non moins malicieusement, par cette réflexion, véritable leçon à l'adresse du corps électoral :

« Mon catéchisme m'ayant appris qu'il faut être soumis à l'Église sous peine d'être traité, en ce monde et en l'autre, comme des païens et des publicains, je veux, avec la grâce de Dieu, conformer, jusqu'à la mort, ma conduite à l'enseignement de mes pasteurs légitimes, soumis comme moi à l'autorité de Notre Saint-Père le Pape, et unis de foi et de

communion avec lui ; en conséquence , je ne jurerais pas plus qu'eux de maintenir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale. Tels sont , depuis longtemps , mes sentiments, que je balance d'autant moins à manifester, que je viens d'apprendre qu'ils sont conformes à la décision du Pape, chef suprême et visible de l'Église catholique.

» Fait à Noyers, ce 31 mars 1794¹ ».

L'auteur du *mémoire* prend la qualité de « laboureur ». Voilà au moins un laboureur qui avait des « lettres ». Et puis, comment ne pas admirer sa science religieuse ? un théologien n'aurait pas mieux dit.

Un second scrutin eut lieu dans l'après-midi du même jour, 18 avril.

Au début de la séance, un des membres de l'assemblée fit observer que le nombre des électeurs présents « était infiniment inférieur » à celui des inscrits. Il ajouta que, « dans une affaire qui intéressait, sous tous les rapports, la tranquillité publique, le bien de l'Etat et celui de la religion, il devenait indispensable de connaître, d'une manière particulière, MM. les électeurs qui, animés du vrai patriotisme, avaient sacrifié leurs intérêts particuliers à l'avantage public » ; quant aux autres, ils devaient, selon lui, être l'objet d'un blâme de la part de l'assemblée. Il fut tenu compte de cette observation, du moins quant au premier point : on décida que le nom de tous les électeurs présents serait annexé au procès-verbal.

L'abbé Fauchet avait pour concurrents deux autres prêtres, les abbés Mulot et Hébert, de Maizières². Ce dernier n'avait joué aucun rôle politique ; il en était autrement du premier. Ancien chanoine de l'abbaye de Saint-Victor, à Paris, l'abbé

¹ Arch. du Calvados, série L.

² Hébert (Louis-Jacques-Philippe), né à Falaise en 1728. Après avoir occupé divers postes, il vivait retiré à Maizières (Calvados) lorsqu'éclata la Révolution. L'abbé Fauchet en fit un de ses vicaires épiscopaux. Il mourut à Maizières sans s'être, dit-on, rétracté.

Mulot était entré dans la même voie que l'abbé Fauchet ; désignés l'un et l'autre comme électeurs par leurs sections respectives, ils avaient fait partie, ensemble, de la municipalité de Paris ; toutefois, l'abbé Mulot était loin de jouir de la même popularité et de la même célébrité que son ancien collègue ; au reste, il ne possédait ni son activité, ni sa fougue, encore moins son talent oratoire.

L'abbé Bisson¹ signale un troisième compétiteur : c'était un prêtre de Caen, Gohier de Jumilly. Cet ecclésiastique s'était déclaré, un des premiers, pour la Révolution ; il avait été nommé, depuis peu, à la cure de Saint-Jean de Caen², et faisait partie de l'assemblée électorale. Il s'était imaginé qu'après le refus de son confrère de Saint-Pierre, on ne pouvait guère élire un autre que lui. L'assemblée lui confia les fonctions de secrétaire. Au premier et au deuxième tour de scrutin, il recueillit un certain nombre de voix, mais il ne fut pas un des deux qui en réunirent le plus au second tour ; de ce fait, il se trouvait écarté définitivement. Il en conçut un tel dépit qu'il quitta brusquement la salle électorale, laissant l'assemblée sans secrétaire, ce qui retarda, un moment, la marche des opérations. On nomma, pour le remplacer, un sieur Dejean, médecin.

Le second scrutin ne donna pas davantage de résultat, aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue ; les deux plus favorisés furent les abbés Fauchet et Hébert, et, aux termes du règlement, c'était sur eux seuls que devait porter le troisième et dernier scrutin.

Il eut lieu incontinent. Fauchet recueillit *cent cinquante-deux suffrages*, sur deux cent cinquante votants ; ayant obtenu ainsi la majorité, il fut proclamé élu par M. Dubois du Bais, président de l'assemblée électorale. On est frappé de la disproportion que l'on constate relativement au nombre des citoyens qui concoururent aux deux élections, celle de

¹ *Manuscrit Bisson*, fol. 97 (Biblioth. de Bayeux).

² Il ne fut installé dans cette cure qu'après la prise de possession de Fauchet.

M. de la Prise et celle de Fauchet. Tandis que, pour la première, le chiffre des votants s'élevait à 411, il ne s'éleva, pour la seconde, qu'à 250 ; et, alors que le curé de Saint-Pierre avait été élu par 314 voix, l'abbé Fauchet le fut seulement par 152, c'est-à-dire moins de la moitié. Comme on le voit, il y eut, à la seconde élection, un nombre considérable d'abstentions. Il n'est pas téméraire de supposer que beaucoup d'électeurs, assez empressés de donner leurs voix à un ecclésiastique connu et, en somme, estimable, ne se souciaient nullement de concourir à l'élection d'un ecclésiastique étranger, dont les opinions politiques étaient plutôt faites pour les effrayer. La seconde assemblée électorale se trouva, par suite, composée presque exclusivement de « patriotes » ; on comprend que l'abbé Fauchet fut le candidat de leur choix et qu'ils lui aient facilement accordé leurs suffrages. Le canon annonça son élection aux habitants de la ville de Caen ; il était neuf heures du soir¹. La population du département en fut informée par une circulaire émanant du directoire, et qui se termine par ces paroles, où percent des appréhensions sur la manière dont le nouveau prélat comprend la mission qui va lui incomber : « Puisse le zèle connu de cet ecclésiastique, y est-il dit, le diriger vers l'unique moyen d'assurer le succès de la Révolution et de ramener la paix dans l'Eglise, en alliant une sage fermeté avec tous les moyens de la douceur et de la modération² ».

Il fut décidé qu'un des électeurs se rendrait à Paris, pour notifier à M. Fauchet son élection, et en instruire, en même temps, l'Assemblée nationale ; le président désigna, pour remplir cette double mission, le secrétaire de l'assemblée électorale, le sieur Dejean, médecin³. Ce dernier était affilié

¹ *Affiches de la Basse-Normandie*, n° du 20 avril 1791.

² Arch. du Calvados.

³ Les frais de voyage et de séjour à Paris du sieur Dejean s'élevèrent à 365 livres ; cette somme lui fut payée par le directoire du département, le 25 mai 1791. (*Compte rendu par le directoire du département du Calvados au conseil général du département, dans la session de 1791*, in-4°. Caen, imprim. G. Leroy, 1791.

au Cercle social fondé par l'abbé Fauchet ; c'est ce qui explique le choix dont il fut l'objet. De son côté, un nommé Louis Caille fut délégué par le club des Amis de la Constitution de Caen.

L'acceptation du poste éminent auquel venait de l'appeler la confiance des électeurs « patriotes » du Calvados, ne pouvait faire de doute, de la part d'un homme qui avait brigué l'épiscopat dans douze départements. L'abbé Fauchet écrivit, sans plus tarder, au procureur général-syndic, pour l'informer de son acceptation et le prier d'être l'interprète de ses sentiments auprès des membres du directoire du département. Nous n'avons pas sa lettre, mais nous possédons la réponse que fit à cette dernière, le 25 avril, le procureur général-syndic ; elle est ainsi conçue :

« J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez adressée, et je m'empresserai de la communiquer au directoire du département, lorsqu'il sera rassemblé.

» Je suis infiniment flatté du choix que vous avez fait de moi pour interprète de vos sentiments auprès de mes confrères. Ils applaudiront sans doute, comme moi, à l'acceptation qui nous donne un évêque éclairé, sage et courageux. Vous trouverez parmi nous, Monsieur, des amis sincères, des collaborateurs brûlant de l'amour de la patrie et des défenseurs inébranlables de la bonne cause, de celle de la sainte liberté et de la souveraineté nationale. J'espère qu'en réunissant vos talents à notre zèle, votre prudence à nos efforts, nous parviendrons à raffermir l'autel et à sauver la Constitution française des pièges des hypocrites et des coups des factieux ».

Le directoire du département représentait les idées modérées, et les opinions politiques bien connues du nouvel évêque n'étaient pas sans inspirer des inquiétudes aux

Arch. du Calvados). Le 30 juillet 1791, il fut délivré au sieur Huard, menuisier, un mandat de 72 livres « pour l'élévation d'une strade (*sic*) dans l'église Saint-Pierre de Caen, pour la nomination de l'évêque du Calvados ». Le 9 août, mandat de la même somme au sieur La Garenne « pour loyer, tentures, tapis et fauteuils pour la décoration de ladite strade ». (*Ibid.*).

membres de cette administration. Elle ne put s'empêcher de les laisser percer dans le passage de la circulaire reproduit plus haut ; le procureur-syndic s'en fait l'écho, d'autre part.

L'avenir montrera combien elles étaient justifiées. Le procureur général-syndic, surtout, semble avoir le pressentiment du conflit qui éclatera, plus tard, entre le directoire du département et l'évêque élu ; on dirait qu'il a à cœur de l'écarter à l'avance, en conseillant à celui-ci la sagesse et la modération :

« Nous saurons aussi, a-t-il la hardiesse d'ajouter, tempérer par une sage modération ce qu'un patriotisme estimable, mais exalté, pourrait avoir de trop ardent ; car maintenant que la Révolution est faite d'une manière irrévocable, ses vrais amis doivent s'occuper surtout de la faire aimer. Venez donc promptement parmi nous, et permettez que je sois, à mon tour, l'interprète de la satisfaction de mes concitoyens et des espérances qu'ils ont conçues.

» Je suis, avec un très sincère attachement et une inviolable fraternité,

» Votre très fidèle et très dévoué frère et concitoyen.

» Le procureur général-syndic,

» BAYEUX¹ ».

Ces conseils étaient une leçon ; le prélat ne sut pas en profiter.

Le triomphe de la candidature de l'abbé Fauchet était dû, en grande partie, au comité présidé par le patriote Palloy, le grand exploitateur de la Révolution ; celui-ci ne put s'empêcher d'exprimer la joie qu'il en ressentait par la lettre suivante, adressée aux administrateurs du département, et où l'emphase le dispute à la prétention :

« Paris, 8 mai 1791.

» Messieurs, jamais il n'y a eu de moment plus délicieux pour mon cœur, que celui où les papiers publics m'ont

¹ Arch. du Calvados, série L, 272.

annoncé que, justes appréciateurs du mérite de M. l'abbé Fauchet, vous l'avez choisi pour venir *faucher* l'ivraie que M. de Cheylus a laissée croître dans la vigne du Seigneur.

» ...Ce digne ecclésiastique a osé braver le canon qui repoussait de toutes parts ceux qui approchaient de l'ancre du despotisme. Il a osé s'adresser à ce gouverneur dont l'âme était couverte d'un triple airain. Il a obtenu des paroles de paix, mais elles étaient trompeuses. Il parut à la prise de la Bastille avec le sabre et le fusil qui doivent l'accompagner jusqu'au milieu de ce troupeau docile qui l'a choisi pour pasteur et dont ses vertus vont être l'exemple¹ ».

Il signe, selon son invariable habitude, « Palloy, patriote ». On dirait que cet homme a le monopole du patriotisme, qu'il n'y a que lui de patriote ; il est le patriote par excellence, le *patriote* tout court. Les deux mots : « Palloy » et « patriote » sont inséparables ; ils ne font qu'un.

On a induit, de la dernière phrase de cette lettre, que l'abbé Fauchet s'était réellement présenté armé d'un fusil et d'un sabre, lorsqu'il fut député, avec deux de ses collègues, au gouverneur de la Bastille. L'abbé Fauchet venait, ce jour-là, en parlementaire ; il se présenta, par conséquent, avec les symboles de la paix. C'étaient là, apparemment, « le sabre et le fusil » dont voulait parler le patriote Palloy. Nous sommes persuadé qu'il ne faut voir dans ce langage qu'une métaphore².

De son côté, la « Société fraternelle des anciens représen-

¹ PEZET, *Bayeux à la fin du XVIII^e siècle*, p. 172. Bayeux, in-8° 1856.

² D'autres considérations nous font regarder le fait comme invraisemblable. L'abbé Fauchet était revêtu — cela est certain — du costume ecclésiastique ; comment veut-on qu'il ait osé s'armer d'un sabre et d'un fusil qu'assurément il n'avait jamais maniés de sa vie ? C'eût été se couvrir de ridicule. Dernière raison, absolument décisive : son caractère sacerdotal lui interdisait de porter les armes et de prendre part à des combats sanglants. C'est justement ce motif que lui-même mit en avant, quelques jours plus tard, quand, requis par le peuple de juger Foulon, il se récusa, en faisant observer que sa qualité de prêtre lui défendait de se prêter à une condamnation à mort.

tants de la Commune de Paris » crut devoir adresser une lettre collective « aux citoyens du département du Calvados », pour les féliciter d'un choix « qui les honore et qui leur sera plus d'une fois envié ». Celui qu'ils viennent de placer sur le siège épiscopal de leur département est « l'un des plus fervents amis de la liberté et l'un de ceux dont la Révolution a reçu les plus éminents services ».

Mais, à ce devoir pour les membres de la « Société fraternelle », pour les « anciens compagnons du nouveau prélat », pour « ceux qui ont servi, avec lui, la patrie au milieu des convulsions de la liberté et des périls », s'en joint un autre, celui de « verser dans leur sein les larmes qu'ils doivent au collègue chéri qui leur échappe ». — « Souffrez, disent-ils, qu'ils soulagent en quelque sorte leur douleur en vous parlant, un moment, de celui que vous avez la gloire de leur enlever ».

La lettre est consacrée tout entière à l'éloge de l'évêque élu. Aussi bien cet éloge n'était-il pas superflu : l'abbé Fauchet, au moment où il allait prendre possession du siège du Calvados, se trouvait en butte à bien des préventions ; le public portait sur son compte les jugements les plus contradictoires : les uns l'exaltaient, les autres l'abaissaient ; pour ceux-ci, c'était un monstre ; pour ceux-là, un dieu. En faisant son apologie, les anciens collègues de l'abbé Fauchet avaient justement pour but de dissiper les préventions dont il était l'objet, et de lui ménager un accueil favorable, de la part de ceux qui allaient devenir ses diocésains. On a là un document fort précieux pour la biographie du personnage. Il est intéressant de connaître l'opinion qu'avaient de lui ceux qui furent ses collaborateurs et, en quelque sorte, ses compagnons d'armes.

« Son âme libre et fière, y est-il dit, n'a su, dans aucun temps, se plier à l'esclavage, sous le règne même du despotisme. Il a souvent, dans la chaire de vérité et en présence d'une cour dominatrice, développé les principes fondamentaux de la Constitution qui nous a été donnée ; et, dès lors,

par cette courageuse anticipation sur l'avenir, il conquérirait des âmes à la liberté

» La Révolution arrive. Il est un des premiers ecclésiastiques dont le nom soit inscrit sur la liste honorable des électeurs de 1789 qui ont eu, pendant quelques jours, entre leurs mains, la destinée de la France, et qui ont sauvé la nation par leur dévouement, leur prudence et leur zèle.

» La Bastille est attaquée. Aussitôt il vole sur le champ de bataille pour capituler, s'il est possible, avec le gouverneur de cette forteresse. Il se place intrépidement entre les feux opposés des combattants, sans autres armes que son éloquence¹, sans autre défense que son patriotisme, encourageant, par sa constance héroïque, ceux qui attaquaient le fort, effrayant, par sa seule présence, les assiégés. Enfin, ceux-ci sont vaincus, et, dans le partage de gloire de cette journée décisive, il ne recueille pas la moindre portion des lauriers destinés aux vainqueurs ».

La lettre rappelle ensuite l'activité déployée par l'abbé Fauchet, soit comme membre du Comité de police, soit comme membre de l'Assemblée des représentants de la Commune de Paris ; elle se termine sur le même ton de panégyrique :

« Voilà, citoyens et Français, l'homme que nous vous donnons, ou plutôt que vous nous enlevez. Jugez s'il est digne de tous nos regrets et s'il ne mérite pas toute votre affection. Quand vous connaîtrez, comme nous, son âme franche et loyale, son inclination pour les bons, sa haine pour les méchants, son mépris pour les esclaves ; quand vous saurez, comme nous, que les pauvres sont assurés de trouver en lui un père, les malheureux un consolateur, vous aimerez en lui l'homme privé autant que vous admirerez aujourd'hui l'homme public ; vous le chérirez comme nous le chérissons,

¹ Cette assertion va directement à l'encontre de la légende dont nous parlions plus haut ; elle la détruit radicalement.

et si quelque circonstance le rend, un jour, à la capitale, affligés de son départ, vous nous adresserez alors de douloureuses félicitations, comme celles que nous vous adressons en ce moment; vous le pleurerez, comme nous le pleurons tous¹ ».

Dans la séance du 2 mai, le président de la Société fraternelle, Tanevot, harangua le nouvel évêque. Il fut décidé, à l'unanimité, que son discours « serait imprimé et envoyé aux administrateurs et officiers du département, des districts et des municipalités du Calvados », et, sur la motion d'un des membres, qu'on joindrait au discours du président « une adresse de félicitation », en même temps que « l'expression des regrets de l'Assemblée ». Les sieurs Godard, Michel et Vincendon furent chargés de rédiger l'adresse². C'est à elle que sont empruntés les extraits qu'on vient de lire. Quant à la harangue du président de la Société fraternelle, nous nous contenterons d'en donner un résumé succinct.

Après avoir exprimé la joie, tempérée par des regrets, qu'ont éprouvée les membres de la Société en apprenant la nomination de leur ancien collègue à l'évêché du Calvados, le président ajoute :

« La Providence vient, Monsieur, de vous placer sur un grand théâtre. Elle vous avait départi à l'avance tout ce que vous pouviez ambitionner pour y paraître avec éclat et y produire les plus grands fruits. Il ne fallait pas moins qu'une âme telle que la vôtre, forte, intrépide, énergique; un génie d'une trempe privilégiée, au-dessus des préjugés, leur ennemi aussi constant que promoteur zélé de toutes vérités;

¹ Arch. du Calvados. — Bibliothèque de M. le chanoine Deslandes. *Pièces rares et curieuses*, p. 238 et suiv.

² *Discours de M. Tanevot*, président de la Société fraternelle des Anciens représentants de la Commune de Paris, à M. l'Evêque du Calvados, prononcé à la séance du 2 mai 1791, suivi d'une *Adresse* aux citoyens du Calvados, in-8° de 15 pag. Paris, Imprim. de la Caisse d'épargne, rue des Nonnains-d'Hyères, n° 31 (Arch. du Calvados).

il ne fallait pas moins qu'un prêtre courageux, instruit, éloquent, persuasif, citoyen, enfin, pour remplir le siège difficile et orageux du Calvados ».

Tanevot nous apprend que les ennemis de la Constitution envisageaient avec effroi l'élévation de l'abbé Fauchet à l'épiscopat. « Ils ne comprennent pas, dit-il, qu'on ait fait un évêque d'un prêtre, suivant eux, enthousiaste, qui outre tout, qui fronde tout, plus verbeux que solide, moins métaphysicien que sophiste, guindé et métaphoriste, cherchant plus à éblouir qu'à éclairer, etc.¹ »

Ce jugement porté sur l'abbé Fauchet par ses contemporains sera ratifié par la postérité.

Parlant des contradictions auxquelles fut en butte l'ancien Procureur du Cercle social, le président en donne cette explication, qu'il était d'un demi-siècle en avance sur son temps, ce qui l'empêchait d'être toujours bien compris par son auditoire, qui le « croyait perdu dans la région des chimères et des visions ».

Tanevot fait ensuite allusion aux difficultés qui attendent l'évêque élu dans son diocèse ; il lui rappelle que le clergé réfractaire et ses nombreux partisans sont déjà disposés à y traverser ses travaux et à lui susciter le plus d'embarras qu'ils pourront.

« Malgré votre étonnante facilité pour le travail, dit-il, malgré les ressources inépuisables de votre génie et toute la fécondité de votre esprit, cette lutte journalière, cette surveillance de tous les moments prendront tellement sur votre temps, sur votre repos, imposeront tant de soins à votre sollicitude pastorale, qu'il vous restera difficilement du loisir pour suivre, de loin en loin, quelque commerce épistolaire avec les deux Sociétés de cette capitale dont vous étiez l'âme et la vie², et pour lesquelles il ne survivrait, après

¹ P. 4.

² La « Société fraternelle », dont il est ici parlé, et le Cercle social.

votre départ, que cette ressource pour continuer leur existence¹ ».

Le président termine sa harangue par un souhait : celui de voir l'évêque du Calvados appelé à faire partie de la prochaine législature, de façon à ce que son absence ne soit pas de trop longue durée. Ce souhait, comme nous le verrons, devait se réaliser. Devenu membre de l'Assemblée législative, et, plus tard, de la Convention, l'évêque du Calvados sera à Paris, et jamais dans son diocèse.

Que devenait, pendant ce temps, l'évêque légitime, M^{gr} de Cheylus ? Après avoir quitté momentanément son diocèse, il y était revenu et était rentré à son évêché ; mais, le 3 avril, la municipalité de Bayeux lui avait transmis l'ordre de le quitter à bref délai ; en même temps, défense lui fut faite de publier aucun mandement. Néanmoins, il se crut obligé de protester publiquement contre la nomination de Fauchet, et de mettre ses diocésains en garde contre le faux pasteur qui entraît dans la bergerie par la porte de l'intrusion, *tanquam fur et latro*. Il publia, à cet effet, sous le titre d'*Ordonnance*, une lettre d'une fermeté tout apostolique. S'adressant directement à l'intrus, François-Claude Fauchet, il l'interpelle en ces termes :

« Vous, Monsieur, à qui l'esprit et des talents ouvraient une carrière si brillante dans le sanctuaire, et qui, pouvant en obtenir les honneurs par le mérite, n'y parvenez aujourd'hui que par une usurpation, permettez-moi d'interrompre un moment les acclamations d'un peuple dont l'allégresse, peut-être achetée, insulte au deuil de l'Église, d'imposer silence à ces cloches dont, depuis longtemps, le bruit n'est plus le signal du recueillement et de la prière, et de vous demander, comme Tertullien, au nom de l'Église, demandait autrefois aux novateurs de son temps : « Qui êtes-vous ? D'où » venez-vous ? » Si c'est au nom de l'Église, nous sommes prêt

¹ P. 8.

à vous céder notre place ; mais montrez-nous vos titres ; montrez-nous le mandat apostolique qui vous institue ; montrez-nous la sentence qui nous dépose... La pompe et l'appareil qui vous environnent, l'empressement d'un peuple séduit et trompé, des cérémonies augustes, profanées en votre faveur, auront beau vous annoncer comme le pasteur de ce diocèse, vous n'y serez jamais qu'une pierre de scandale ».

En terminant, le prélat déclare nulle « l'élection de M. François-Claude Fauchet, prêtre, à l'évêché du département du Calvados », lui défend, « sous peine de l'excommunication portée par les saints canons contre les schismatiques, de prendre possession de son siège, de s'ingérer dans le gouvernement de son diocèse, d'y exercer aucune fonction épiscopale, dont chacune serait une profanation et un crime⁴ ».

Mais de telles menaces et de telles injonctions n'étaient pas faites pour ébranler le prélat prévaricateur : le schisme était depuis longtemps consommé dans son cœur ; aussi, lorsque, quelques jours plus tard, l'« ordonnance » lui sera signifiée, il passera outre.

⁴ *Ordonnance de M. l'Évêque de Bayeux*, au sujet de l'élection faite, le 18 avril 1791, de M. Fauchet en qualité d'évêque du département du Calvados. Bayeux, 27 avril 1791. (Arch. du Calvados).

CHAPITRE X

FAUCHET, ÉVÊQUE CONSTITUTIONNEL DU CALVADOS

Sacre de l'abbé Fauchet — Sa réception comme membre du Club des Jacobins. — Prise de possession du siège du Calvados. — Il est reçu avec honneur par les autorités civiles. — Sa première Lettre pastorale.

Aux termes de la Constitution civile du clergé (titre II, art. 16), l'ecclésiastique élu à un évêché devait solliciter l'institution canonique du Métropolitain. L'abbé Fauchet se soumit, sans délai, à cette formalité. Le département du Calvados dépendant de la Métropole des Côtes de la Manche (titre constitutionnel de l'Archevêché de Rouen), ce fut l'évêque de cette Métropole, Charrier de la Roche, qui lui conféra l'investiture canonique.

L'élu avait à remplir une autre formalité, également prescrite par la Constitution civile du clergé : il devait écrire au Pape une « lettre de communion », non pour en obtenir aucune confirmation, mais simplement « comme au chef de l'Eglise universelle, en témoignage de l'unité de foi et de la communion qu'il doit entretenir avec lui¹ ». Fauchet n'eut garde de se soustraire à cette obligation. Le 28 avril, il adressait au

¹ *Constitution civile du clergé*, titre II, art. 19.

Souverain Pontife sa *lettre de communion* : nous en reproduisons les passages principaux¹ :

« Très Saint-Père,

» J'arrive à l'épiscopat sans l'avoir recherché ni désiré. Les interprètes de la volonté publique pour les élections m'appellent au gouvernement de l'Église du département du Calvados, dans l'ancienne province de Normandie. Les suffrages de toutes les cités et de toutes les sociétés civiques de ce département m'assurent que cette élection est conforme aux vœux du peuple. L'évêque métropolitain des Côtes de la Manche m'accorde, conformément aux anciennes disciplines ecclésiastiques, rétablies avec grande raison par la nation française, la confirmation et l'institution canoniques. Prêt à recevoir l'onction des Pontifes, je me présente à votre Paternité.

» Je déclare que je veux vivre à jamais dans la communion de la foi, de l'espérance et de la charité avec l'Église apostolique et romaine, et avec Vous, Très Saint-Père, et j'invoque, avec un esprit respectueux et un cœur filial, votre bénédiction paternelle. Ce qui a été cru toujours en tout lieu et par tous les fidèles dans l'Église catholique, je le professe ; je le garderai fidèlement, et je le défendrai de toutes mes forces jusqu'à la mort ».

Il demande au Pape la permission de reproduire ce qu'avant la Révolution, dans son ouvrage *La Religion nationale*, il disait relativement « aux droits inviolables du successeur de saint Pierre ». Voici le passage en question ; c'est une sorte de profession de foi ; on y reconnaîtra la pure doctrine gallicane :

« Le Souverain Pontife, chef visible de l'Église catholique, n'a aucun droit sur le temporel des Empires, et l'erreur des

¹ Nous donnons la traduction française faite par l'abbé Fauchet lui-même sur le texte latin, la lettre ayant été écrite dans cette dernière langue.

siècles d'ignorance qui lui en accordait n'a plus besoin d'être réfutée. Mais dans le spirituel, qui est l'âme des États, il a un droit inviolable au respect filial des rois et des peuples. Son Église est le centre de l'unité chrétienne. Il est l'aîné d'entre ses frères, les évêques et pasteurs. Il est le Saint-Père de toute la catholicité. On doit redouter ses justes malédictions, mériter ses bénédictions paternelles, déférer à son jugement les causes majeures des Églises, lorsque ces causes y ont déjà été jugées et qu'il y a doute sur l'exactitude de la décision; se soumettre à la sienne, uniquement en matière spirituelle, lorsqu'il a observé les règles canoniques, et qu'il n'y a pas lieu à l'appel au Concile général par la réclamation de la plus notable partie d'une grande Eglise¹ ».

Il fait ensuite l'apologie de la Constitution civile du clergé et s'applique à en justifier les dispositions; il proteste qu'il est bien éloigné de toute idée de schisme, ajoutant que, s'il y a schisme, il est le fait des insermentés qui sèment partout la division et prêchent la discorde.

La lettre se termine par ce conseil quelque peu irrespectueux :

« Le Très Saint-Père des fidèles ne prêterait pas une oreille favorable à ces odieuses clameurs qui offensent si affreusement la fraternité catholique; il apaisera tout par sa sagesse et sa charité. Il adoucira ces hommes altérés de vengeance qui invoquent les anathèmes; il engagera au silence les proclamateurs du schisme; il admettra avec tendresse, à ses embrassements paternels, ceux qui unissent fidèlement l'amour de la religion et l'amour de la patrie.

» Voilà ce que, prosterné à vos pieds, Très Saint-Père, attend, espère et implore votre très dévoué et très fidèle fils,

» Claude FAUCHET, élu évêque du Calvados² ».

¹ *La Religion nationale*, p. 73.

² *Original*, communiqué par M. G. Gravier, avoué à Nevers

Son sacre eut lieu le 1^{er} mai, en l'église Notre-Dame de Paris. Voici en quels termes le *Bulletin de la Bouche de fer*, du 28 avril, annonçait cette cérémonie :

« Dimanche prochain, se fera la cérémonie du sacre de Claude Fauchet. Quelques amis de la Vérité, d'abord fort satisfaits de cette récompense qui était bien due à ses longs services, commencent à sentir son éloignement avec douleur ; mais nous pouvons les assurer que son talent et son courage ne sont perdus ni pour la vérité, ni pour les amis de la Vérité.

» Il va donner d'abord un grand exemple aux évêques dont la nomination n'a pas été ratifiée par la majorité des citoyens de leur département. On nous le renverra ensuite à une seconde législature. Déjà, plus d'un prétendu patriote craint son civisme et son éloquence. La fête du 14 aura donc lieu. Le Procureur général du Cercle social y sera, et sans doute tous les amis de la Constitution (les membres du Club des Jacobins), qui sont aussi très certainement les amis de la Vérité, serviront nos espérances ¹ ».

La prévision relative à la « seconde législature » devait se réaliser : l'abbé Fauchet, devenu évêque du Calvados, sera appelé à faire partie de l'Assemblée législative.

Quelle est cette fête du 14 à laquelle il est fait allusion ? Nous ne saurions le dire exactement. Il semble résulter de la teneur de l'article qu'il s'agit d'une fête dont le Cercle social ou l'Assemblée fédérative des Amis de la Vérité prenait l'initiative et préparait l'organisation ; mais, à cette date, Fauchet sera dans son diocèse.

Pour ce qui est de la cérémonie du sacre, elle eut lieu, comme on vient de le dire, le dimanche 1^{er} mai, dans l'église Notre-Dame de Paris, dénommée alors la « Basilique de l'Empire ». Les évêques constitutionnels de la Marne, de l'Aveyron et des Côtes-du-Nord furent sacrés en même

¹ *Bulletin de la Bouche de fer*, n° 48.

temps. Le prélat consécrateur était Gobel, évêque métropolitain de Paris, assisté de Dumouchel, évêque du Gard, et de Miroudot du Bourg, évêque *in partibus* de Babylone¹.

Au dire de *La Bouche de fer*, une multitude immense, l'Assemblée fédérative des Amis, la Société fraternelle des anciens représentants de la Commune de Paris assistèrent au sacre. Après la cérémonie, ce fut, rapporte la même feuille, un défilé interminable de personnes empressées à venir féliciter l'évêque du Calvados et à lui donner l'accolade. On signale, entre autres, le commandant général de la garde nationale, La Fayette.

L'abbé Fauchet prêcha, cette année-là, la station quadragésimale à l'église Saint-Roch. Elle avait été inaugurée par l'installation du curé constitutionnel, nommé en remplacement du vénérable M. Marduel. Avant de commencer son sermon d'ouverture, l'abbé Fauchet crut devoir, en quelques mots, souhaiter la bienvenue au nouveau curé. Il en prit occasion pour dénoncer un usage qui se pratiquait dans les églises de Paris et était spécial à la capitale. Les curés parisiens exigeaient, paraît-il, que les prédicateurs leur demandassent, à deux genoux, leur bénédiction, avant d'annoncer la parole de Dieu, comme on la demande aux évêques « Tous les usages qui faisaient ramper les hommes, dit-il, doivent être abolis. La génuflexion, comme l'encens, n'est due qu'à Dieu... Les privilèges sont supprimés et celui-là ne mérite pas d'exception² ». Sa qualité de prédicateur l'avait contraint, pendant vingt ans, de se plier à cet usage ; il crut que le moment était venu d'en réclamer la suppression.

Bien que la clôture de la station se trouvât coïncider avec le jour du sacre, l'abbé Fauchet tint à accomplir, jusqu'au bout, sa mission évangélique. Son dernier sermon fut prêché le soir. S'il faut en croire le *Bulletin du Cercle social*, lequel

¹ *Revue des Questions historiques*, numéro de janvier 1892 : *L'Épiscopat constitutionnel*.

² *Bouche de fer*, n° 40.

doit exagérer sensiblement, trente mille personnes remplissaient l'église. Dans les adieux qu'il adressa, en terminant, aux fidèles qui étaient venus l'écouter pendant la sainte quarantaine, le prédicateur fut interrompu par des applaudissements universels. Il était si ému qu'il ne put retenir ses larmes ; son émotion gagna l'assistance ; tout le monde pleurait et applaudissait « Ce sont là, dit l'auteur de l'article, de ces jouissances qui élèvent les grandes âmes et paient trente années de veilles et d'ingratitude ¹.

Des « agapes civiques et fraternelles » réunirent ensuite, au presbytère de Saint-Roch, un petit groupe d'amis. On y remarquait Goupil de Préfelin, ancien président du Cercle social ; Mailly, Michel et Godard, ces deux derniers anciens présidents de la Commune de Paris. On but à la santé de l'évêque du département du Calvados et de la Confédération des Amis de la Vérité.

Nous avons parlé, au chapitre précédent, de la brouille survenue entre l'abbé Fauchet et le secrétaire du Cercle social, Bonneville. Ils se réconcilièrent à l'occasion de l'élevation du premier au siège épiscopal du Calvados. Fauchet était nommé évêque ; dans l'ivresse qu'il en éprouvait, il était disposé à oublier tous les dissentiments. Bonneville écrit, dans le numéro de son *Bulletin* du 22 avril :

« Claude Fauchet n'a point trompé nos espérances ; il a accepté la main d'un ami, le cœur avec. C'est avoir effacé ses torts et les miens ».

Au banquet dont il vient d'être question, le même Bonneville chanta quelques couplets de circonstance dont les assistants, assure-t-il, réclamèrent « la répétition et ensuite l'impression ». C'est par lui que nous apprenons ce détail ; il est emprunté au compte rendu qu'il fit de cette réunion, et que publia le *Bulletin de la Bouche de fer* : « Ce qui nous a le plus touché, dans cette scène fraternelle, raconte Bonne-

¹ *Bouche de Fer*, loc. cit.

ville, ce sont ces mots attendrissants de Claude Fauchet : « Mon ami, dites-moi souvent des injures ». Et l'auteur du compte rendu ajoute : « Il est bien doux de se réconcilier » ainsi¹ ».

La paix fut ainsi scellée entre les deux fondateurs de la *Bouche de fer*. L'un va dès lors prêcher la fraternité aux fidèles du Calvados, comme il l'avait prêchée à l'Hôtel de Ville de Paris et au Cérècle social. Quant à l'autre, il continuera, pendant quelque temps encore, la publication de la feuille démocratique.

A quelques jours de là, une autre cérémonie — toute profane celle-là, et dont l'abbé Fauchet était encore l'objet, — avait lieu à la Société des Amis de la Constitution ou Club des Jacobins ; on y fêtait la réception, en qualité de membre de cette société fameuse, de l'évêque du Calvados.

Quand on se rappelle l'antagonisme qui existait entre les membres du Club des Jacobins et l'abbé Fauchet, on a lieu d'être surpris de cette réconciliation. L'abbé Fauchet a essayé, plus tard, d'expliquer sa conduite. Il aurait pu, dit-il, entrer dans cette société depuis longtemps, mais il s'en était abstenu, jusqu'à là, pour ne pas être soupçonné de mendier sa protection, au moment où avaient lieu les élections aux évêchés vacants ; aujourd'hui cette raison n'existait plus. En outre, à cette époque, le président de la Société des Jacobins se trouvait être Goupil de Préfeln, celui-là même qui avait présidé, pendant longtemps, la Confédération des Amis de la Vérité, et qui l'avait proclamé membre à son insu. Mais nous préférons lui laisser la parole :

« Ce fut seulement alors que, n'ayant plus à craindre qu'on pût attribuer aux Jacobins de Paris mon placement effectué, j'entrai dans cette société célèbre. Je pus d'autant moins m'y refuser que son président, Goupil de Préfeln, qui avait présidé longtemps les assemblées du cirque, et qui

¹ *Bouche de Fer*, n° 49, p. 268.

était considéré, à cette époque, comme un ardent patriote, m'avait proclamé, à mon insu ; que j'avais été agréé avec acclamation unanime, et qu'il y aurait eu, de ma part, une insolence marquée si je ne m'y étais pas rendu. J'y fis ma profession de foi civique sur les droits de la souveraineté du peuple, pour la rectification de toutes les lois définitives. C'est la première fois qu'on y a laissé énoncer cette doctrine¹ ».

Il y a, pour expliquer la démarche de l'abbé Fauchet, une autre raison qu'il ne donne pas et qui est peut-être la vraie. La Société des Amis de la Constitution et celle des Amis de la Vérité étaient deux sociétés rivales ; la dernière allait disparaître avec le départ de son fondateur, de celui qui en était l'âme ; dès lors, l'opposition de la première n'avait plus de raison d'être. D'autre part, cette opposition était le grand grief que l'abbé Fauchet nourrissait contre la Société des Amis de la Constitution, à laquelle il attribuait ses déboires électoraux. Son élévation au siège du Calvados comblait ses vœux ; il avait atteint son but, il était satisfait ; rien ne le séparait plus de cette société. L'excès de son bonheur présent lui empêchait même de voir désormais en ses membres des adversaires ; dans ces conditions, la réconciliation était facile. Nous ne serions pas surpris qu'il ait fait les premières avances et se soit écrié : « Embrassons-nous ! » bien qu'il essaie de donner le change, en ajoutant aux déclarations mentionnées plus haut : « J'allais partir, j'étais Jacobin, on ne me craignait plus ». Peut-être aussi était-il mù par un motif moins désintéressé. Il ne serait pas surprenant qu'il ait vu, dans cette affiliation, qui lui conférait en quelque sorte l'estampille officielle, un moyen de se faire accréditer auprès des clubs succursalistes du Calvados, sur lesquels il comptait s'appuyer, et sur lesquels, de fait, il s'appuya pour asseoir son influence dans ce département.

Nous reproduisons le discours que l'abbé Fauchet pro-

¹ *Journal des Amis*, n° 2, p. 71.

nonça dans cette circonstance Il renferme ce que lui même appelle sa « profession de foi sociale », et dans laquelle on peut voir également sa profession de foi politique ; à ce titre, il offre un intérêt spécial. On ne trouve nulle part, en effet, l'une et l'autre exprimées avec autant de clarté et de précision :

« Frères et Citoyens,

» Vous m'avez admis, avec une faveur sensible, dans votre immortelle société. Mon civisme et mon caractère ne vous sont pas inconnus ; je justifierai votre estime. La patrie qui m'appelle dans un autre département (le Calvados, où il venait d'être élu évêque), me prive de l'avantage d'assister à vos assemblées, mais j'irai soutenir vos principes dans les sociétés sœurs de la vôtre. Je dois auparavant consigner ici ma profession de foi sociale ; elle est pleinement conforme à la croyance de tout ce qu'il y a parmi vous de plus fervents zélateurs des Droits de l'homme et du citoyen. La voici :

» La liberté, sans laquelle on n'est pas homme.

» L'égalité des droits, sans laquelle on n'est pas citoyen.

» La souveraineté du peuple, sans laquelle il n'existe ni liberté, ni égalité

» La représentation et la division des pouvoirs législatif, exécutif, administratif et judiciaire qui, non représentés, réduiraient la législation même et le gouvernement à l'impossible, et qui, non divisés, faciliteraient le retour du despotisme.

» Le rassemblement périodique du souverain (le récipiendaire entendait par là le peuple), son droit suprême de sanctionner définitivement les lois ou d'en exiger la réformation par ses représentants, droit sans l'exercice duquel la souveraineté serait aliénée et anéantie ».

Ces principes relèvent surtout de l'ordre politique ; ce qui suit se rapporte à l'ordre strictement économique et social ;

c'est le passage déjà cité par nous, dans un chapitre précédent, et que nous reproduisons ici :

« Enfin , pour omettre les principes intermédiaires et s'arrêter à celui qui renferme toute bonne institution de l'ordre social : l'assurance des moyens de la suffisante vie à tous les individus de la société, de l'aisance proportionnelle au travail et à l'industrie, de la grande abondance aux travaux largement productifs et à l'industrie supérieure ».

Il termine ainsi :

« Frères et Citoyens,

» Voilà les principales maximes que je professe et dont les développements, tels que je me propose de les continuer, ne présenteront aucun des inconvénients qu'on paraissait craindre. Loin de produire des perturbations dangereuses, ces développements offriront les moyens les plus doux d'assurer à la Constitution, dont nous sommes les fidèles amis, le perfectionnement dont elle est susceptible, et la plus heureuse stabilité ».

Le président Goupil de Préfelin répondit au récipiendaire en ces termes :

« Digne et vénérable Frère,

» Votre patriotisme est devenu justement célèbre ; vous avez signalé, pour la défense de la liberté nationale, une intrépidité qui aurait honoré le plus brave militaire. Vos exemples et vos éloquents discours confondent ceux qui ont avancé que les vertus chrétiennes sont incompatibles avec les vertus civiques. C'est, pour cette Société, un jour de fête que celui où elle vous reçoit dans son sein. Qu'il me soit permis d'ajouter qu'il m'est bien doux d'être l'organe des sentiments d'estime que vous témoignent vos frères, les Amis de la Constitution ».

L'abbé Fauchet dit qu'on applaudit son discours et qu'on

l'imprima. Il fut, en effet, imprimé avec la réponse du président, en vertu d'un arrêté de la Société du 18 mai 1791, sous ce titre : *Claude Fauchet à la Société des Amis de la Constitution, réunis aux Jacobins, à Paris*¹.

Lorsqu'il ira à Paris, quatre mois après, à l'occasion de l'ouverture de la session de l'Assemblée législative, l'abbé Fauchet s'empressera de se rendre au Club des Jacobins, dont il sera un des habitués.

Le nouvel évêque songea ensuite à aller prendre possession de son siège. Les administrations du département se disposaient, de leur côté, à lui faire une réception solennelle. Dès le 28 avril, la municipalité de Bayeux lui avait écrit : « Le jour où vous prendrez possession de votre évêché sera un jour de fête pour le département du Calvados. Ne vous refusez pas à l'empressement de vos diocésains, qui désirent concourir, de toutes parts, à la solennité de votre installation ; mais quelque désir que nous ayons de vous posséder, nous vous remarquons qu'il se tient, à Caen, une foire qui dure au moins huit jours, qui commence le 17 mai prochain et qui, pendant sa tenue, attire beaucoup de monde. Dans cette position, nous vous exprimons le vœu que vous arrangiez votre voyage de manière que vous ne ravissiez à personne la consolation d'assister à votre prise de possession.

» En conséquence, nous vous prions, Monsieur, de bien vouloir nous mander le jour juste que vous vous proposez de faire venir des meubles pour arranger vos appartements avant votre arrivée.

» Nous vous formons ces demandes pour que nous préparions les choses le moins mal que nous pourrons, et que vous reconnaissiez, à notre zèle, la pureté des sentiments de respect avec lesquels nous sommes, etc.² ».

Le prélat transmet à la municipalité de Bayeux ses instructions relativement au logement qu'il désirait qu'on lui

¹ Paris, Impr. nat., s. d. ; in-8° de 3 pages. (Arch. nat., AD XVIII^a, 30).

² Arch. municip. de Bayeux (Reg. de correspondance D 6).

préparât. Les officiers municipaux s'y conformèrent en faisant aménager dans l'évêché cinq appartements de maître et trois de domestiques, « destinés au logement provisoire de M. Fauchet et des amis qui l'accompagnent¹ ».

De son côté, la municipalité de Lisieux s'était empressée de lui adresser, le 20 avril, la lettre suivante, le jour même où lui parvenait la nouvelle de l'élection :

« Le choix des électeurs du département du Calvados a donc couronné nos vœux. Depuis longtemps nous désirions voir l'épiscopat confié à des mains pures. Votre nom, mil et mil (*sic*) fois répété par les vrais amis de la Constitution, prouvait assez que vous étiez digne de remplir cette place éminente qui, jadis, livrée à l'intrigue, ne sera désormais que la récompense de l'homme vertueux qui sait, sans hypocrisie, rendre à Dieu ce qui est à Dieu, et donner l'exemple de l'obéissance aux lois de la patrie.

» Votre élection, Monsieur, a été un sujet de joie pour les patriotes, et les ennemis de la Constitution en ont gémi. Ce n'est point pour vous complimenter que nous vous écrivons ; nous seuls devons nous féliciter de votre promotion. Veuillez bien nous certifier de votre acceptation. Le jour où nous en recevrons l'assurance sera, n'en doutez pas, un beau jour pour nous, et nous espérons, sous la conduite d'un pasteur aussi méritant, marcher dans le sentier difficile du salut avec autant de courage et de succès que nous volons à la liberté² ».

Deux jours après, les mêmes officiers municipaux écrivent au sieur Dejean qui, on se le rappelle, avait été délégué, par l'assemblée des électeurs, auprès de l'abbé Fauchet ; ils le prient de les « informer du jour et, autant que possible, de l'heure du passage de M. Fauchet » dans leur ville ; car,

¹ Arch. municip. de Bayeux (Registre des délibérations, DI n° 16).

² Arch. municip. de Lisieux (Registre de correspondance).

disent-ils, « nous tenons à donner à ce digne pasteur des preuves non équivoques de notre satisfaction ».

Les officiers municipaux de Caen, par l'organe du maire, avaient adressé au même citoyen une demande identique. Celui-ci leur répondit de Paris, par la lettre suivante, datée du 6 mai :

« J'ai l'honneur de vous prévenir que notre évêque partira d'ici lundi (9 mai); que nous ferons notre possible pour nous rendre le même jour à la Rivière-Thibouville; de là, à Lisieux, pour dîner mardi; que nous en partirons mercredi matin, pour nous rendre à Caen, avant midi ».

Il crut devoir terminer sa lettre en faisant l'éloge du nouvel évêque :

« Vous serez convaincus, dit-il, par le premier aperçu (à la première vue) de ce que vaut notre prélat, combien le département aura d'obligation au corps électoral de l'avoir choisi ¹ ».

L'abbé Fauchet reçut également les « félicitations » de la Société des Amis de la Constitution de Vire; elles lui furent transmises par son président. « Les vœux de notre Société, écrivait celui-ci, vous appelaient depuis longtemps à la place que vous allez occuper, parce qu'elle y désirait les talents et les lumières réunis au plus ardent amour de la Constitution. Le choix de nos électeurs vient enfin de mettre le comble à nos désirs. Il était bien juste que la religion comptât, parmi ses premiers fonctionnaires, celui qui était un des plus zélés défenseurs de la Constitution. L'intérêt qui nous attache à l'une et à l'autre sollicite instamment votre présence dans ce département, et nous l'attendons avec la plus vive impatience ».

Le président de la Société des Amis de la Constitution de Vire se méprenait quelque peu sur les opinions politiques

¹ Arch. municip. de Caen, carton 18.

du prélat ; les sentiments de celui-ci, à l'égard de la Constitution, n'étaient pas précisément ceux d'un « ardent amour ». L'abbé Fauchet lui reprochait d'être trop monarchique et de trop sentir « l'ancien régime » ; déjà, il rêvait l'abolition de la royauté et l'établissement de la République. De fait, nous ne tarderons pas à le voir représenté comme l'ennemi de cette Constitution, et son attitude ne laissera aucun doute sur ce point. Mais le président du Club de Vire croyait bien dire. L'évêque élu du Calvados tint compte de ses bonnes intentions ; il lui répondit par la lettre suivante :

« Cher Président et dignes Amis de la Constitution
composant la Société patriotique de Vire,

» J'ai reçu avec une vive sensibilité les témoignages de votre estime et de votre bienveillance. Si je ne remplis point l'idée trop avantageuse que vous avez conçue de mes talents, je justifierai du moins la juste opinion que vous avez adoptée sur mon patriotisme, et je n'omettrai rien pour servir ensemble la cause de la religion et de la liberté. Vous m'aidez de votre influence et de votre zèle dans l'accomplissement d'un devoir si saint. Je serai fort de votre confiance et heureux de votre amitié.

» Je suis, avec une fraternité intime et inviolable, cher Président et dignes Amis de la Constitution, votre très fidèle et très dévoué frère et concitoyen.

» † Claude FAUCHET,
» *Évêque du Calvados*¹ ».

On remarquera que, dans cette lettre, l'abbé Fauchet parle bien de son « patriotisme » et de son zèle pour « la religion et la liberté », mais qu'il ne fait pas la moindre allusion à la Constitution ; ce silence est significatif.

Le département du Calvados, dont l'abbé Fauchet était évêque par la grâce de la Constitution civile et des électeurs

¹ Extrait du *Courrier des campagnes*, n° 17, du 13 mai 1791, p. 6 et 7.

calvadossiens, comprenait, dans ses limites, le diocèse de Bayeux presque en entier, une portion du diocèse de Séez, quelques paroisses de celui de Coutances et la plus grande partie de celui de Lisieux, supprimé par l'Assemblée nationale, — en tout 910 paroisses.

Lisieux était la première ville que le nouvel évêque devait rencontrer sur son chemin en pénétrant dans son diocèse. Jusqu'à la Révolution, elle avait été le siège d'un évêché, compris actuellement en partie dans le département du Calvados. La perte de ce privilège ne l'empêcha pas de recevoir avec honneur l'évêque constitutionnel.

Une lettre du sieur Dejean, datée de Paris, et adressée, non aux autorités constituées, mais à la Société populaire, informait celle-ci que le prélat passerait à Lisieux le mardi 10 mai. La lettre était parvenue le 5. La Société s'empressa de transmettre cette nouvelle aux corps administratifs. Elle ne s'en tint pas là. Le lendemain, elle se réunit « extraordinairement ». L'avis général fut que « le mérite de ce digne évêque et les circonstances demandaient que la Société lui fit une réception des plus distinguées ».

Voici les mesures qui furent prises dans ce but. Sept membres, désignés nommément, devaient aller « à cheval au-devant de lui, jusqu'à L'Hôtellerie, et l'y complimenter au nom de la Société » ; d'autres avaient mission de se rendre « vis-à-vis les Capucins, et de lui témoigner, lorsqu'il sera arrivé, combien tous les bons citoyens se réjouissent de le voir venir au milieu d'eux pour y faire briller la lumière de l'Évangile » ; d'autres, enfin, étaient chargés d'organiser le banquet qu'on avait décidé d'offrir au prélat, « dans une des salles du ci-devant évêché ». Tout se passa conformément à ce programme.

La première visite de l'abbé Fauchet fut pour la municipalité, qui le reçut à l'hôtel de ville. De là, il se rendit à l'ancien évêché ; il était une heure de l'après-midi quand il s'y présenta, accompagné des « députés » de la Société populaire envoyés au-devant de lui. Le président le reçut « au haut du grand escalier », et le fit entrer ensuite au salon. Là,

il lui adressa un discours où, après avoir dit que son élection comme évêque du Calvados avait été accueillie « avec satisfaction » et qu'on était heureux de le « posséder dans le département », il fit son éloge en ces termes :

« Nous avons pour représentant du Dieu que nous adorons un pasteur non moins instruit des devoirs du citoyen que pénétré des grandes vérités de la religion, doué du don de l'éloquence pour les retracer, et, surtout, capable, par ses exemples, d'en inspirer l'amour » Après l'éloge du nouvel évêque vint celui du « nouveau » clergé, composé « de prêtres éclairés, studieux, versés dans les saintes Écritures, dans la science de la morale, qui, guidés par la saine raison, ont prêté le serment d'être attachés à la Patrie, d'en observer les lois », et que « le choix des citoyens » a appelés à occuper les « places que les mauvais prêtres ont indignement abandonnées ».

« Monsieur l'Évêque » prit à son tour la parole. Il commença par témoigner « son attachement à la Société » ; après quoi, il fit « voir, avec toutes les grâces de l'éloquence, quels sont les grands moyens qu'il se propose d'employer, avec les Amis de la Constitution, pour établir partout l'empire de la religion chrétienne, de cette religion sainte dont la morale est si pure et si contraire aux vues tyranniques des ennemis de l'ordre et des lois éternelles de la divine Providence qui nous a fait naître libres et égaux en droits ».

Les officiers de la garde nationale vinrent ensuite lui offrir leurs hommages. Le prélat leur exprima combien il était sensible à leur démarche, se disant persuadé qu'on pouvait « compter sur leur civisme et leur courage pour le maintien de la Constitution ».

C'est alors seulement qu'il prit place au banquet préparé en son honneur. Il est curieux de constater qu'à ce banquet il ne se trouvait pas d'autres invités que les membres de la Société populaire, et qu'il n'y figurait aucun représentant des corps administratifs. Le motif de cette absence — il serait

plus exact de dire de cette abstention — ne saurait être cherché ailleurs que dans l'existence d'un désaccord entre ceux-ci et celle-là.

Le soir, la Société populaire tint une séance à laquelle assista l'évêque constitutionnel. Le citoyen Dejean y lut une lettre des représentants de la Commune de Paris, qui faisait « le plus grand éloge des vertus de M. l'Évêque du Calvados ». Ce dernier y débita le vingt-quatrième discours qu'il avait prononcé, l'année précédente, au Cercle social, à Paris. A la suite de ce discours, l'assistance le proclama, par acclamation, membre honoraire de la Société.

La séance allait prendre fin. Depuis son arrivée, le prélat avait été enivré de l'encens des compliments. Un membre estima que ce n'était pas encore assez ; il renchérit en demandant qu'il fût « écrit, aux sociétés de Caen et de Bayeux, une lettre pour exprimer combien les Amis de la Constitution de Lisieux auraient désiré que le *Chrysostome du Calvados* restât plus longtemps au milieu d'eux ¹ ». La vanité de l'abbé Fauchet dut être flattée du compliment ; nul doute qu'il n'en éprouva un frisson d'orgueil.

Quelques jours plus tard, le *Courrier des 83 départements* publiait, sur le passage de l'évêque du Calvados à Lisieux et la réception qui lui fut faite, un entrefilet où il en était rendu compte en ces termes :

« M. Fauchet, évêque de ce département, a passé, le 10 de ce mois, par Lisieux. La Société des Amis de la Constitution est allée le recevoir hors de la ville. Il s'est rendu à la municipalité aux acclamations du peuple, et a répondu aux discours qui lui ont été adressés avec une éloquence de sentiment et une effusion de cœur vraiment touchantes. Des larmes d'attendrissement coulaient de ses yeux et en firent couler de ceux de tous les spectateurs ; mais la joie publique et la

¹ Registre manuscrit des actes et délibérations de la Société des Amis de la Constitution formée à Lisieux, le 29 juillet 1790. (Bibliothèque de M. Emile Travers, de Caen, secrétaire de la Société des Antiquaires de Normandie).

gaité vive et décente ont bientôt succédé à cette scène intéressante. Le nouvel évêque s'est ensuite rendu au ci-devant évêché, où il a pris un repas que la Société des Amis de la Constitution avait fait préparer ; c'était un véritable repas de frères dont la douce égalité faisait les frais ».

L'entrefilet se termine par ce trait plein de malice, à l'adresse des anciens évêques de Lisieux :

« Les habitants de Lisieux sont tout étonnés d'avoir un évêque qui ait de l'esprit sans le secours de ses grands vicaires ¹ ».

L'abbé Fauchet ne resta qu'un jour à Lisieux ; le lendemain 11, il était à Caen, où il arriva vers les six heures du soir. Voici en quels termes les *Affiches de la Basse-Normandie* rendirent compte de l'arrivée du nouvel évêque dans le chef-lieu du département, ville principale de son diocèse, et de la réception qu'il y reçut :

« M. Fauchet est descendu de voiture à l'entrée de la ville, où il a reçu les compliments du clergé, de MM. de Fautoas et d'Argouges, au nom de la garde nationale, qui était sous les armes et qui environnait le prélat. Le drapeau fédératif ² était porté devant lui. Les airs si connus ont été cent fois répétés par les instruments d'une musique patriotique ³. Les battements de mains, les cris de « Vive l'évêque du Calvados ! », le son des cloches, les fréquentes décharges de l'artillerie, la foule immense qui accompagnait M. Fauchet, tout enfin annonçait l'allégresse.

» La municipalité était allée jusqu'au pont de Vaucelles, à

¹ *Courrier des 83 départements*, n° du 15 mai 1791, t. XXIV de la collection, p. 227.

² Le drapeau de la fédération des six districts du département.

³ « Il fut donné, sur la caisse du trésorier de la commune, la somme de 96 livres aux musiciens du régiment d'Aunis, qui ont accompagné M. l'évêque du Calvados, lors de son entrée, sur la réquisition de la municipalité ». (Registres de l'hôtel de ville de Caen).

la rencontre du nouveau pasteur. Dès qu'il parut, M. Bonnet de Méautry, maire, lui exprima combien les citoyens de Caen étaient satisfaits de le posséder. M. Fauchet répondit avec cette effusion d'âme et de sentiment qui caractérise sa noble et persuasive éloquence. De l'hôtel commun où il entra, M. Fauchet se rendit à l'église Saint-Pierre, à la porte de laquelle M. Gervais de la Prise le reçut, entouré des prêtres assermentés de la paroisse. M. Fauchet entonna le *Te Deum*, qui y fut solennellement chanté, et donna la bénédiction. De suite, il se rendit au département et au district (au siège des directoires du département et du district); de là, à la Société des Amis de la Constitution (affiliée à celle des Jacobins de Paris), où se trouva le plus grand concours de citoyens et de citoyennes. La séance était publique. M. Lomont, membre du directoire du département et président de la Société, fit au prélat un discours, écrit avec la chaleur de la liberté et l'énergie de l'amitié. M. Lomont installa à sa droite M. Fauchet, qui fit ses remerciements et fut reçu membre de la Société par acclamation.

» Il demanda que la Société lui permît de témoigner sa gratitude à MM. Dejean et Louis Caille, membres de cette Société, l'un député par le corps électoral du département, et l'autre par les Amis de la Constitution auprès de lui, à Paris, pour lui apprendre sa nomination à l'évêché du Calvados. Il dit qu'il n'oublierait jamais « les preuves d'attachement et » de bienveillance que lui avaient données les frères Dejean » et Caille, au nom du département et de la Société, et qu'en » consignant sa reconnaissance dans le registre des Amis de » la Constitution, ce serait l'immortaliser¹ ».

On lit, d'autre part, dans le journal de Gorsas :

« Les bons citoyens de Caen ont voulu fêter leur nouveau prélat, à l'exemple de ceux de Lisieux. L'on ne peut que donner beaucoup d'éloges à la prudence de la municipalité.

¹ Cité par Trébutien, *Notes sur Claude Fauchet*, p. 10.

Instruite des menaces que faisaient les aristocrates pour s'opposer à l'installation de Claude Fauchet, elle fit consigner la troupe de ligne dans les casernes, — ce qui prouve que cette troupe n'était pas sûre, — et envoya au-devant de l'évêque la garde nationale. Les soldats-citoyens marchèrent gaiement ; quelques chefs, dit-on, faisaient la grimace. Le discours de l'abbé Fauchet, à Saint-Pierre ¹, électrisa toutes les âmes, une exceptée ; rien d'étonnant : c'était celle de la femme d'un huissier ². « Oh ! oh ! s'écria-t-elle, voilà bien des bêtes pour » entendre un âne ». On se saisit de cette bonne dame, qui fut conduite en prison ³ ».

Voici la réponse faite par l'abbé Fauchet au discours, dont il a été parlé ci-dessus, de M. Lomont :

« Amis de la Constitution, Frères et Concitoyens,

» Ma sensibilité est sans mesure, comme mon bonheur. Je ne trouve que bienveillance, je ne rencontre que des amis. C'est le patriotisme, c'est l'amour de la liberté, c'est la Révolution qui produit cet enchantement. J'avais quitté les frères les plus affectueux, les amis les plus tendres dans la capitale ; mais, du moment où je suis entré dans le département qui m'a choisi pour pasteur, j'ai retrouvé la même affection, la même tendresse ; vous m'en comblez, frères et amis. Je suis toujours dans une famille.

» Oh ! qu'il m'est doux d'avoir enfin une patrie et des concitoyens ! que les âmes libres sont belles, aimantes et généreuses !... Nous triompherons, par la fraternité, de toutes les dissidences ; nous gagnerons les esprits par la force de la raison, et les cœurs par la toute puissance du sentiment.

» Amis de la Constitution, la patrie place en vous ses

¹ Le renseignement transmis au journal est fantaisiste ; l'abbé Fauchet ne prononça point, ce jour-là, de discours à l'église Saint-Pierre, mais seulement le lendemain.

² M^{me} de la Touche.

³ *Courrier des 83 départements*, n° du 19 mai, t. XXIV, p. 294.

infaillibles espérances. Nous n'avons, tous ensemble, qu'une seule âme. C'est dans votre amitié que je prends une énergie nouvelle et que je goûterai la plus pure félicité de ma vie ¹ ».

Le procès-verbal du cérémonial de la réception, dressé par les soins de la municipalité de Caen, nous a été conservé ; il nous permet de compléter, et même de rectifier, au moins en un point, la relation qu'on vient de lire.

Voici d'abord en quels termes le maire, de Méautry, salua l'évêque constitutionnel, à la rencontre du pont de Vaucelles :

« Le corps municipal de la ville de Caen attendait avec impatience le moment où il pourrait recevoir, dans ses murs, le prélat-citoyen qui nous a été donné par la Constitution. Ce jour heureux est enfin arrivé ; notre joie est à son comble ; l'allégresse est universelle Extrêmement flattés d'être l'organe de nos concitoyens pour vous porter leurs vœux, nous remplissons cette mission avec d'autant plus de plaisir qu'en vous voyant, Monsieur, elle rappelle à nos cœurs les sentiments énergiques du patriotisme dont vous avez donné des preuves si éclatantes dès l'origine de la Révolution ² ».

Le cortège se rendit directement à l'église Saint-Pierre, et non à l'hôtel de ville, comme le disent les *Affiches* ; c'est, au contraire, de l'église que l'abbé Fauchet alla à l'hôtel de ville ; le trajet était court ; il n'y avait, pour cela, qu'à traverser la place Saint-Pierre. A l'hôtel de ville, on offrit au prélat quelques rafraîchissements. Sa seconde visite fut pour les directoires du département et du district ; ces deux administrations tenaient leurs séances à la ci-devant abbaye de Saint-Etienne. L'abbé Fauchet s'y transporta. Il était

¹ Biblioth. municip. de Caen. (Miscellanées).

² Registre du cérémonial de la ville de Caen. Ce procès-verbal a été reproduit dans l'ouvrage de M. Pierre CARREL, *Etude sur la commune de Caen*.

« accompagné du corps municipal de la ville, en écharpe, d'un détachement de la garde nationale et de la musique du régiment d'Aunis ». Il fut reçu à la porte par deux membres du directoire du département, qui l'introduisirent auprès de leurs collègues. Dans le compliment adressé par lui aux administrateurs, l'évêque « exprima tous les sentiments dont l'avaient pénétré le témoignage de confiance de l'assemblée électorale du département, et, dans ce moment même, les marques touchantes d'attachement et d'amitié que tous les citoyens se sont empressés de lui donner ».

M. de La Croix répondit « que les citoyens du département connaissaient d'avance le talent et le patriotisme du nouvel évêque. Il était persuadé, ajouta-t-il, que la prudence et la sagesse avec lesquelles il remplirait les éminentes fonctions qui lui étaient confiées, en affermissant la tranquillité, lui concilieraient bientôt, généralement, le respect et l'amour ¹ ».

En parlant de « prudence et de sagesse », M. de La Croix donnait clairement à entendre que c'étaient là les vertus qui manquaient le plus au nouvel évêque et dont il avait le plus besoin. Nous ne savons si l'abbé Fauchet comprit la leçon ; toujours est-il qu'il n'en profita pas ; aussi bien n'était-il pas homme à recevoir des leçons de qui que ce fût.

C'est après sa visite aux membres du département et du district que l'abbé Fauchet se rendit au Club de la Société des Amis de la Constitution.

L'arrivée de l'évêque constitutionnel se trouvait coïncider avec la grande foire de Caen ² ; cette circonstance avait attiré dans la ville une quantité considérable d'étrangers et de marchands forains. Le procès-verbal dont il a été question plus haut nous informe que tout ce monde se joignit aux habitants

¹ Arch. du Calvados, série L (Registre I du conseil général du département).

² Cette foire existe encore ; elle commence le deuxième dimanche après Pâques et dure quinze jours. C'était autrefois une des grandes foires de France.

de la cité pour « voler au-devant d'un prélat dont l'élection rappelait, pour la première fois, après plusieurs siècles, les premiers temps de l'Église », au point que « la foire s'est trouvée déserte ». Un spectacle qui ne s'était pas présenté depuis des siècles, il faut convenir que cela méritait d'être vu.

On dit encore que le cortège avait peine à se frayer un chemin, tant la foule était compacte ; les fenêtres des maisons étaient garnies de spectateurs ; on en remarquait jusqu'au faite des toits. Mais qu'on ne se méprenne pas sur les sentiments de cette multitude ; la plus grande partie avait été attirée par la curiosité plutôt que par la sympathie.

Un autre témoin rapporte qu'une troupe d'individus composée d'enfants et de bas peuple, recrutés et soudoyés dans ce but, précédait le cortège et forçait les gens à se découvrir, tandis que, de leur côté, les officiers municipaux faisaient signe d'applaudir ¹.

La journée se termina par un feu d'artifice préparé et tiré, en l'honneur de l'évêque, par les canonniers de la garde nationale. L'abbé Fauchet y assista du pavillon de la foire ; il était dix heures du soir lorsque ce divertissement prit fin. Alors, seulement, l'évêque, « toujours accompagné du corps municipal, se rendit à l'hôtel de ville, où l'attendait un superbe festin, préparé aux frais de l'administration communale ». Les administrateurs du département et ceux du district, ainsi que les officiers de l'état major de la garde nationale, y avaient été invités ; mais il est certain que plus d'un déclina cette invitation. Pendant le repas, la musique du régiment d'Aunis fit entendre « différentes symphonies ». On y porta également « les santés de la nation, — à tout seigneur tout

¹ *Manuscrit Esnault*. Biblioth. de la ville de Caen. Manuscrit n° 276, in-4°. Ce manuscrit porte, sur la garde : « Mémoires sur la ville de Caen recueillis par P.-F.-L. Esnault ». Sur la première page, on lit : « Recueil d'anecdotes ou faits particuliers à la ville de Caen, depuis 1789, et des événements les plus remarquables arrivés en France depuis les mêmes années ».

Un abbé Leflaguais, prêtre de la paroisse Saint-Jean de Caen, accusé de ne s'être pas découvert au passage de l'évêque constitutionnel, fut mandé, pour ce fait, à l'hôtel de ville, et interrogé.

honneur. — du roi, de l'Assemblée nationale, des gardes nationales et, surtout, celle de M. l'Évêque ».

Le procès-verbal du *cérémonial* se termine par ce détail final :

« Enfin, le prélat ayant désiré prendre un repos qui lui était nécessaire, a été conduit jusque chez lui par MM. du corps municipal, MM. les notables, plusieurs administrateurs et chefs de la garde nationale ; ensuite de quoi, chacun s'est retiré dans ses foyers, le cœur satisfait ».

Quel était ce « chez lui » où l'évêque fut conduit ? Le rédacteur du procès-verbal ne le dit pas, mais nous le savons par ailleurs : c'était l'hôtel de la Victoire, situé place du Marché-au-Bois. Oui, malgré la brillante réception dont il venait d'être l'objet, l'abbé Fauchet dut coucher dans une auberge. Il faut dire que, parmi les « patriotes », il s'en trouvait peu, à bien prendre, en état de lui donner l'hospitalité ; toujours est-il qu'aucun d'eux ne voulut s'en charger. Un tel délaissement contrastait singulièrement avec la pompe de la réception et était peu en harmonie avec la dignité du personnage ; les clubistes en convenaient eux-mêmes, et, lorsqu'on leur en faisait la remarque, ils répondaient plaisamment, jouant sur le nom de l'hôtelier, appelé Dieudonné, que le logement véritable d'un évêque était *chez Dieu*¹.

Pendant tout son séjour à Caen, l'abbé Fauchet fut constamment accompagné par le médecin Dejean, lequel s'était constitué, en quelque sorte, son mentor ; il s'attachait à ses pas et le suivait comme son ombre.

Le lendemain 12, l'évêque constitutionnel prêcha dans l'église Saint-Pierre, devant un auditoire nombreux, composé de personnes de l'une et l'autre opinion. Dès qu'il parut en chaire, ses partisans se mirent à applaudir à outrance, fait inouï, jusqu'alors, dans une église. Il prit, pour sujet de son sermon :

¹ Manuscrit cité.

La charité et la bienfaisance. A propos de cette dernière vertu, il insista longuement sur le précepte de l'aumône et l'établit dans toute sa rigueur, ce qui donna occasion à ses ennemis de dire qu'il avait prêché la loi agraire et qu'il substituait le langage de la Révolution à celui de l'Evangile. Il fut si éloquent et manifesta des sentiments si compatissants, que tout l'auditoire fondait en larmes. L'abbé Fauchet ne fit que rééditer, ce jour-là, le sermon prêché par lui aux Feuillantines, en 1786, lequel, on se le rappelle, avait produit un véritable scandale. Aujourd'hui, il pouvait le prêcher impunément ; il était assuré du succès.

Dans la matinée du 13, il bénit la chapelle neuve du tribunal du district, et, le soir, il se rendit à la Société des Amis de la Constitution, où il donna lecture de deux travaux. « l'un sur le « Serment du Jeu de Paume » et l'autre sur la « Liberté, source de prospérité pour les peuples ». Cette lecture fut très applaudie. Le prélat s'engagea à venir, tous les quinze jours, prendre part aux séances de la Société. Il tint, dit-on, parole. On raconte que, ces jours-là, les citoyens qui habitaient rue Neuve-Saint-Jean, où était située la demeure que les évêques de Bayeux possédaient dans la ville de Caen, et où Fauchet s'installa alors, illuminaient les fenêtres de leurs maisons pour son retour, voulant exprimer, par là, leur satisfaction de posséder un prélat animé de sentiments aussi patriotiques. Au reste, le peuple le suivait en foule dans les rues, pour le voir et l'admirer de plus près. Il partit le lendemain 14, à deux heures de l'après-midi, pour se rendre à Bayeux.

La prise de possession du siège et l'installation avaient été fixées au dimanche 15. La municipalité de Bayeux avait tenu à entourer cette cérémonie de tout l'éclat possible. Elle eut lieu au milieu d'un grand concours de curieux, au son des cloches et au bruit du canon. Les municipalités de Caen, Lisieux et Falaise avaient envoyé des représentants ; on y voyait figurer des troupes en grand nombre : un détachement de dragons du régiment d'Aunis, en garnison à Caen ; le 47^e régiment de Lorraine, en garnison à Bayeux, et des dépu-

tations des gardes nationales de Vire, Falaise, Caen, Lisieux, Pont-l'Évêque, Balleroy, Creully, Isigny, etc ¹.

Nous avons cité des extraits de l'« ordonnance » par laquelle M^{gr} de Cheylus défendait à l'abbé Fauchet, sous peine d'excommunication, d'exercer dans son diocèse aucune fonction épiscopale. Un notaire apostolique fut chargé de la lui signifier. L'évêque constitutionnel, visiblement ému, la reçut de ses mains, à la porte de la cathédrale ². L'incident n'avait duré que quelques minutes. Le cortège, un instant arrêté, reprit sa marche. Dès que le nouvel évêque eût été introduit dans l'édifice sacré, il monta en chaire ; une foule immense remplissait les vastes nefs. Après avoir prêté, en qualité d'évêque du Calvados, serment à la Constitution civile du clergé, il prononça un discours. Au dire de l'abbé Bisson, plusieurs femmes, auxquelles leurs directeurs insermentés en avaient fait défense, mais que dominait la curiosité naturelle à leur sexe, s'étaient mêlées aux autres ; elles furent, paraît-il, si émerveillées de sa parole qu'elles se disaient entre elles, en sortant : « Gardons-nous bien de retourner entendre cet homme, il finirait par nous séduire ».

Les membres de la municipalité offrirent, à leurs frais, un banquet au nouvel évêque : Chaque pauvre de la ville reçut trois livres. Le soir, la plupart des maisons furent illuminées ; celles dont les habitants s'y refusèrent eurent leurs vitres brisées. On ne doit pas omettre de dire, en effet, que la cérémonie fut troublée par les protestations bruyantes de quelques manifestants qui se virent, plus tard, pour ce fait, poursuivis et condamnés ³. L'un d'eux était accusé d'avoir craché sur le prélat, au moment où celui-ci passait sous les fenêtres de sa maison ; un autre, d'avoir refusé de se décou-

¹ Registre de l'hôtel de ville de Bayeux.

² LAFFETAY, *Histoire du diocèse de Bayeux*, p. 255.

³ Arrêté du 17 mai 1791 (Registres de l'hôtel de ville).

Le *Courrier des 83 Départements* consacre cet entrefilet à la réception de l'abbé Fauchet, à Bayeux :

« L'évêque Fauchet a été reçu à Bayeux comme un ange descendu du ciel. Une très honnête femme et son directeur de conscience, M. Dancerville, ont voulu troubler la fête. Tous les discours qu'a faits le nouvel évêque du Calvados ont été, malgré les sages observations de M. Dancerville, beaucoup trop applaudis. Un des discours de ce prélat se terminait par ces mots : « Je tâcherai de réaliser vos espérances ». — « Monsieur, a répondu M. Bunouville, nos espérances d'hier sont notre certitude d'aujourd'hui ».

L'entrefilet se termine par ce trait malicieux :

« Les fêtes de la réception de M. Fauchet se sont terminées par un feu de joie. Cinq cents exemplaires de l'excommunication de M. de Cheylus en ont fait les frais. La garde nationale a défilé ensuite devant le club où était M. l'évêque¹ ».

Dans le mandement qu'il adressera bientôt au clergé et aux fidèles de la ville de Bayeux, l'abbé Fauchet célébrera, en ces termes, la réception dont nous venons de parler :

« Avec quelle touchante faveur vous m'avez accueilli, avec quelle fraternité pure vous nous avez accordé vos embrassements ! Quelle joie amicale, quelle effusion des âmes, quelle union, quelle intimité, quelle ravissante image de l'allégresse qui règne dans les cieux, quand il y arrive un frère désiré, un nouvel ami !² »

Est-ce à dire que tout se passa à Bayeux aussi bien que

¹ N° du 24 mai 1791, t. XXIV, p. 373.

² *Mandement* du 20 juillet 1791. — Les frais de cette réception s'élevèrent à 1.000 livres, somme sur laquelle 391 livres 15 sols furent payés sur la caisse municipale et le reste par des souscriptions. Au nombre des dépenses mandalées, on remarque 48 livres 2 sols « pour les lances et étoupilles achetées

les rapports officiels ou simplement officieux tendraient à le faire croire ? Il est permis d'en douter. Il serait bien surprenant, en effet, que, dans ce concert, il ne se soit pas élevé quelque note discordante. Pourquoi, par exemple, les loueuses de chaises de la cathédrale nous informent-elles qu'à un moment donné on fut sur le point de faire évacuer l'enceinte sacrée ? Pourquoi encore se plaignent-elles que beaucoup d'assistants partirent sans payer leurs places, et que des chaises, en grand nombre, furent brisées ou endommagées ? Ces faits ne font-ils pas supposer quelque tumulte ?

On doit convenir, néanmoins, que l'abbé Fauchet sut, par ses bonnes grâces et ses prévenances, gagner des sympathies. D'ailleurs, d'une figure distinguée, avec un extérieur avenant, des manières qui, pour être exubérantes, n'excluaient pas la dignité, un cœur ouvert et généreux, il exerçait autour de lui une grande puissance de séduction.

Le nouvel évêque amenait avec lui, dans le Calvados, quatre ecclésiastiques, dont il se proposait de faire des vicaires épiscopaux ; c'étaient : Prudent Gasnier, Richard-François Chaix d'Est-Ange, Claude Philibert-Simien Despréaux et Gérault Charbonnel.

Gasnier était né à Orbec (Calvados), le 12 novembre 1766 ; il appartenait donc au département. Il était pourvu du titre de maître ès-arts de l'Université de Paris ; c'est d'ailleurs dans cette ville qu'il fut ordonné prêtre, par M^{gr} de Juigné, le 18 décembre 1789. Il y exerçait les fonctions d'administrateur du collège de Lisieux¹, lorsque l'évêque constitutionnel du Calvados jeta les yeux sur lui. Il ne nous est guère connu que par deux discours qu'il fit imprimer à Bayeux, l'un, à l'occasion du renouvellement de la municipalité de cette ville, au mois de décembre 1791 ; l'autre, pour honorer

à Caen pour le service des canons, à l'arrivée de M. Fauchet », et 45 livres 17 sols « pour l'illumination, lors de l'installation de M. Fauchet ». (Registres de l'hôtel de ville de Bayeux).

¹ Il existait, à Paris, un collège portant ce nom.

la mémoire de ceux qui avaient péri, le 10 août 1792, en attaquant le château des Tuileries.

Le second ne nous est pas inconnu ; nous avons cité son nom dans un des chapitres précédents, à propos d'une motion faite par l'abbé Fauchet à l'assemblée des représentants de la Commune, et relative aux billets de confession. Cet ecclésiastique était alors aumônier de l'hôpital de la Salpêtrière. Il faisait partie du Cercle social des Amis de la Vérité ; c'était un « franc-frère ». Son pays d'origine était Apt, en Provence. Cet homme, petit de taille, maniait, dit-on, habilement la parole. A Bayeux, il présidait une société politique aux excès de laquelle l'évêque constitutionnel eut le malheur de s'associer. Son séjour dans cette ville fut, d'ailleurs, de courte durée. Le 9 octobre de la même année, il se faisait élire à la cure de l'importante paroisse Saint-Étienne de Caen, dont il ne prit possession que le 27 novembre suivant. Quelques années plus tard, il contractait un mariage sacrilège, en épousant une demoiselle de Lorge. Il mourut avocat à la cour royale de Paris, le 28 mars 1820 ; il fut le père du célèbre procureur impérial de ce nom.

Simien Despréaux était, s'il faut en croire un procès-verbal du Club de Bayeux, dont il faisait partie, natif de Nevers. Il sera parlé de lui plus au long ailleurs.

Quant au quatrième ecclésiastique, il s'appelait Gérault Charbonnel ; c'était un tout jeune prêtre, originaire de Saint-Flour. Les non-conformistes et leurs partisans prétendaient méchamment qu'à peine il savait lire ; cela ne l'empêchera pas de devenir vicaire épiscopal et, un peu plus tard, curé de la paroisse Notre-Dame de Caen.

Un des premiers actes de Fauchet fut la publication de son mandement de prise de possession, sous ce titre : *Lettre pastorale de l'évêque du Calvados*¹. Il était précédé de cet étrange préambule, dans lequel des formules nouvelles

¹ In-8° de 16 pages. (Bibl. de M. le chanoine Deslandes).

et insolites se marient avec les vieilles formes traditionnelles :

« Claude Fauchet, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple, dans la communion du Saint-Siège apostolique et dans la charité du genre humain, évêque du Calvados,

» A tous les ministres du culte, nos vénérables coopérateurs, et à tous les fidèles du diocèse, salut, fraternité, liberté, sainteté, paix, union, bonheur et bénédiction éternelle en Jésus-Christ ».

Cet assemblage hétéroclite correspondait d'ailleurs avec le sceau qu'il avait adopté et qui représente un autel taillé en piédestal, avec le chiffre *C. F.* au milieu, supportant un calice et une croix inclinée passant par le pied du calice ; au bas de l'autel, d'un côté, une mitre, une crosse et un livre groupés ; de l'autre, un chapeau épiscopal à larges bords ; entre les deux, un bonnet de la liberté ; au-dessus de l'autel se lit cette devise : *Caritas generis humani*, tandis que le cachet porte, en exergue, sur ses bords : *Claudius Fauchet, episcopus partium Calvados*¹.

La lettre pastorale commençait ainsi :

« Frères et Concitoyens, votre estime et votre confiance m'appellent ; mon cœur est à vous et ma vie. Je justifierai vos espérances ou je ne les tromperai pas longtemps. Votre volonté me fait monter au premier rang de vos pasteurs ; elle m'en fera descendre si je ne remplis pas vos intentions. Votre voix, qui est la voix de la patrie, dont vous exercez la souveraineté dans le choix de ses fonctionnaires, est aussi la voix

¹ LAFFETAY, *Histoire du diocèse de Bayeux*, pièces justificatives. Outre ce grand sceau, il en existait deux autres, un moyen et un plus petit. Le moyen ne portait ni devise ni exergue ; comme le plus grand, il servait à Fauchet et à son conseil. Le plus petit avait seulement la devise : *Caritas generis humani* ; il était à l'usage de M. Hébert, de Maizières, curé de Vaucelles, de Caen, et vicaire épiscopal. — V. Pl. IV.

de Dieu, dont vous êtes les organes dans l'élection des ministres de son Église »

D'après lui, les ministres de l'Église ne tiennent leur mission que du peuple et ne peuvent l'exercer qu'avec le consentement du peuple. Il est évident qu'ici, l'abbé Fauchet veut assimiler l'Église à l'État, en appliquant à celle-là le système politique de la souveraineté du peuple, qu'il préconise pour celui-ci ; mais la question de savoir de qui les ministres de l'Église tiennent leur mission n'était pas à poser ni à trancher. Ce n'est pas du peuple qu'ils la tiennent ; elle émane de plus haut : de Jésus-Christ, et, par Jésus-Christ, de ses apôtres et de leurs successeurs. Ce n'est pas aux fidèles que Jésus-Christ a dit : « Allez, enseignez toutes les nations ». L'évêque constitutionnel du Calvados ne pouvait l'ignorer ; mais il lui fallait justifier la position prise par lui et par tous les intrus, et il ne pouvait le faire qu'au détriment de la vérité ; une mauvaise cause ne se soutient que par de mauvais arguments. Il est ici nettement hétérodoxe. « Toute autorité arbitraire et indépendante du libre consentement des hommes, dit-il, est une arrogance criminelle et un attentat de l'orgueil ». Dans l'ordre temporel peut-être, mais non dans l'ordre spirituel. Il ajoute : « On ne sanctifiera pas les nations malgré leur volonté ». Et qui a jamais soutenu le contraire ? Ici, Fauchet sort totalement de la question.

Le seul argument qu'il pût invoquer, avec quelque apparence de raison, en faveur de sa thèse, c'est que le peuple concourait, autrefois, à l'élection des pasteurs. Mais, outre que l'élection n'avait pas lieu exclusivement par le peuple, le clergé y intervenant aussi de son côté, ce mode n'était pas de droit divin et il ne faisait nullement partie de la Constitution de l'Église ; il disparut d'ailleurs bientôt, par suite des inconvénients qui en résultaient ; en tout cas, jamais le peuple n'a conféré la juridiction.

En résumé, la lettre pastorale de l'évêque du Calvados n'a d'autre but que de justifier, aux yeux des fidèles, l'organisation nouvelle décrétée par la Constitution civile du clergé.

Seize pages in-8° sont consacrées à cette tâche ; mais la longueur des développements ne parvient pas à dissimuler la pauvreté des arguments.

L'évêque se retrouve dans cette prière toute empreinte de charité évangélique, qui termine la lettre pastorale, mais que son auteur démentira bientôt par ses actes :

« Dieu bon, auteur et conservateur de tout bien dans l'ordre de la nature et de la grâce, rappelez à l'unité de sentiment le petit nombre de nos frères chéris qui voudraient s'en éloigner et en altérer les douceurs. Nous ne répondons à leurs malédictions injustes que par des bénédictions sincères. Ils nous excommunient de la société des saints dans l'amertume de leurs cœurs, et nous les appelons, dans l'affection de nos âmes, à la communion de la nature, de la patrie et de la religion, hors de laquelle il n'y a ni vertu pure, ni sainteté véritable. Dieu de la paix. Dieu de la charité, régnez sur eux et sur nous ; faites de la famille des Français le modèle d'unité de la famille humaine ; et, de la grande Église que forme ce vaste diocèse, où les esprits sont si solides, les cœurs si sensibles et les âmes si belles, l'exemple de fraternité pour toutes les Églises de l'univers ».

La lettre pastorale est « donnée » à Bayeux, « en la Maison épiscopale », et porte la date du 6 juin 1791.

Trois semaines plus tard, le 27 juin, paraissait une brochure ayant pour titre : *Lettre de MM les Curés des diocèses de Bayeux, Sées et Lisieux à M. Claude Fauchet, se disant évêque du Calvados*¹. C'était la contre-partie de la lettre de l'évêque constitutionnel. Ces « messieurs les curés des diocèses de Bayeux, Sées et Lisieux », qui ont soin de signer « curés non assermentés », n'étaient probablement qu'un groupe assez restreint, mais ils se crurent en droit de parler au nom de

¹ Bayeux, impr. V^e Nicolle. In-12 de 22 pages.

tous leurs confrères non assermentés comme eux. Voici le début de cet écrit :

« Nous avons remarqué dans votre *Lettre*, annoncée comme pastorale, à nos peuples, portant date du 6 juin dernier, donnée à Bayeux, dans la Maison épiscopale, les propositions suivantes :

« Que signifient les divines paroles de Jésus-Christ aux » ministres de l'Évangile : « Allez, enseignez toutes les » nations ; baptisez-les au nom du Père, et du Fils et du » Saint-Esprit ; apprenez-leur à observer mes commande- » ments ; je suis avec vous jusqu'à la fin des siècles » ? Le » Libérateur des hommes a-t-il voulu leur dire : « Allez » violer, dans le genre humain, la *liberté de la nature* » ? (*Lettre pastorale*, p. 3).

« Nous les appelons, dans l'affection de nos âmes, à la » *communion de la nature* ». (*Ibid.*, p. 16).

« Le texte qui domine tout, c'est la vérité, la raison, la » justice, la loi d'amour, le *code*, enfin, *de la nature* ». (*Ibid.*, p. 20).

C'est tout ce que les auteurs de la *Lettre de MM. les Curés* ont trouvé à relever dans celle de l'évêque constitutionnel, et encore la dernière citation est-elle empruntée à sa lettre de communion, annexée à la lettre pastorale. Ils avouent plus loin, d'ailleurs, que la lettre pastorale est écrite « avec art et circonspection » ; il est vrai que cette circonspection est charitablement qualifiée par eux de « punique ».

Les expressions incriminées étaient éclairées suffisamment par le contexte ; mais on les mettait soigneusement en relief pour les besoins de la cause. Les contradicteurs de l'abbé Fauchet en prirent occasion pour reproduire une copieuse dissertation parue, au mois de décembre de l'année précédente, dans le journal *La Bouche de fer*, et dont le but était de réfuter un article de La Harpe. Le célèbre littérateur avait

critiqué longuement les doctrines développées par l'abbé Fauchet au Cercle social des Amis de la Vérité, et, en particulier, son idée saugrenue de régénérer le genre humain en se servant de la franc-maçonnerie, aux dépens de laquelle il s'était égayé. L'abbé Fauchet lui avait répondu ; mais Bonneville intervint à son tour. Nous avons parlé ailleurs de l'article de ce dernier¹ ; il roule tout entier sur la franc-maçonnerie, dont Bonneville fait l'apologie, et sur laquelle il donne des explications fort curieuses ; en sa qualité de franc-maçon notoire, il était, en effet, mieux qualifié que qui que ce fût pour prendre la défense des Loges. Dans la réponse qu'il fit à La Harpe, Bonneville affiche ouvertement le panthéisme et se révèle, en cela, le disciple de Spinoza. C'est justement cette doctrine panthéiste que les auteurs de la *Lettre de MM. les Curés* ont à cœur de mettre en lumière en l'attribuant à l'évêque du Calvados. Il faut croire cependant qu'ils eurent conscience de l'incorrection du procédé, car ils crurent devoir, dans une note, s'expliquer à ce sujet.

« On pourrait, y est-il dit, penser que M. Fauchet n'est pas l'auteur de cette réponse à M. de La Harpe. Peut-être n'a-t-il pas tenu la plume, mais bien M. Bonneville, son collaborateur. Au surplus, le système exposé est le sien ; il part de *La Bouche de fer*, dont il était la « voix » ; du *Cercle social*, dont il était le « Procureur général ».

La Bouche de fer était bien l'organe du Cercle social, mais le journal se publiait en dehors de l'abbé Fauchet ; celui-ci n'était rien, ni dans son administration, ni dans sa rédaction ; cela est si vrai qu'il lui arriva plusieurs fois, nous l'avons vu, d'y être pris à partie. N'importe, l'article en question servait la cause des curés insermentés ; s'en prévaloir contre l'évêque intrus leur semblait de bonne guerre. Par souci de leur honneur et de celui de la cause dont ils se constituaient les champions, ils auraient dû recourir à des moyens plus

¹ V. Chap. VII, p. 174.

avouables, au lieu d'avoir eu, comme ils le disent, « l'héroïque, l'inépuisable patience de copier en entier » l'article de *La Bouche de fer*. De la patience, il leur en fallait incontestablement ; il n'en fallait pas moins au « peuple fidèle » pour lire les élucubrations extravagantes de l'athée et franc-maçon Bonneville.

Ce qu'il y a de mieux, selon nous, dans la *Lettre de MM. les Curés*, c'est le passage suivant de l'Épître de saint Jude, qui la termine :

« Pour vous, nos bien aimés, souvenez-vous de ce qui a été prédit par les Apôtres de Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui vous disaient qu'aux derniers temps il s'élèverait des imposteurs qui suivraient leurs passions dans leurs impiétés. Ce sont des gens qui se séparent eux-mêmes (du corps de Jésus-Christ, par le schisme qu'ils forment dans l'Eglise), *segregant semetipsos* : des hommes sensuels qui n'ont point l'espoir d'En-Haut. Pour vous, nos très chers frères et enfants chéris, continuant de vous élever, comme un édifice spirituel, sur le fondement de votre très sainte Foi, et priant, conservez-vous en l'amour de Dieu, dans l'attente de la miséricorde de Notre-Seigneur Jésus-Christ, pour la vie éternelle ».

Le prélat ne fit pas à la *Lettre de MM. les Curés* l'honneur d'une réponse, pas plus qu'il ne crut devoir protester contre la confusion volontaire dont ceux-ci s'étaient rendus coupables.

A peine l'abbé Fauchet était-il installé comme évêque constitutionnel du Calvados que le curé de la paroisse Saint-Pierre de Caen, Gervais de la Prise, lui adressa un mémoire dans lequel il s'efforçait de prouver aux *anciens* et aux *nouveaux* pasteurs la nécessité de prévenir le schisme, avec l'indication des moyens pour y parvenir ¹. Le principal, selon lui, était la

¹ *Considérations sur la nécessité et le moyen de garder l'unité*. — Bayeux, imprim. V^e Nicole, in-12 de 22 pages. Bibl. de M. l'abbé Le Mâle.

convocation d'un Concile national dont la mission serait de sanctionner les choix des électeurs et de valider les pouvoirs des pasteurs, desservants, curés et évêques. « Si, dit-il, nous étions vraiment chrétiens, combien l'exécution de ce vœu de la religion et de la patrie nous serait facile et doux ! Combien il l'eût été à ceux qui, comme le dit le saint historien témoin de la vie des Apôtres, n'avaient, dans toute leur multitude, qu'un cœur et qu'une âme ! C'est qu'ils savaient ce que c'était que d'aimer Dieu et le prochain ¹ ».

Les intentions du curé de Saint-Pierre étaient certainement excellentes ; mais, aveuglé par son gallicanisme, il ne se rendait pas compte qu'elles étaient irréalisables, le moyen proposé ne pouvant se concilier avec le dogme catholique. Quelle autorité, en effet, aurait eue un Concile national légiférant en dehors du Pape et séparé de sa communion ?

L'abbé Fauchet ne fut point séduit par la thèse soutenue dans le mémoire. Il répondit à M. de la Prise qu'il avait consulté l'évêque métropolitain des Côtes de la Manche, Charrier de la Roche, et qu'il était d'accord avec lui pour reconnaître l'inutilité d'un Concile ; qu'au surplus, l'Eglise nationale s'était suffisamment expliquée. « C'est un des points, dit-il, que je traite dans ma lettre pastorale, qui paraîtra aussitôt que les nouveaux pasteurs seront installés dans leurs fonctions ».

Son refus est racheté par ce compliment flatteur, exprimé en termes délicats, et auquel l'auteur du mémoire ne put qu'être sensible :

« Il est malheureux pour le diocèse que vous vous soyez attaché si fortement à l'idée d'un Concile. Vous avez privé le département d'un évêque qui eût fait son édification et son bonheur ; s'il ne fallait que l'amour des vertus que vous possédez pour suppléer à cette perte, je pourrais espérer d'affaiblir les regrets qui vous sont dus. Il n'est donné à

¹ P. 20.

personne d'avoir une âme plus belle que la vôtre et de le sentir plus vivement que moi ».

On n'est pas plus aimable. Il termine en assurant le « cher pasteur » de son « tendre respect », et en se disant son « très dévoué frère et concitoyen ¹ ».

Voilà l'abbé Fauchet arrivé, non sans peine, à l'épiscopat et placé à la tête d'un grand diocèse ; nous allons voir, maintenant, comment il va se comporter dans ses nouvelles fonctions et sur ce nouveau théâtre.

¹ *Considérations* .., etc., avec la lettre, imprimée à la suite, de l'évêque du Calvados, p. 23.

CHAPITRE XI

VISITE PASTORALE

Tournée pastorale. — Visite des principales villes du département. — Incidents qui l'ont accompagnée.

Aussitôt après son installation, l'évêque constitutionnel songea à faire une tournée pastorale dans son vaste diocèse. Sa première intention était, paraît-il, d'en visiter toutes les paroisses. Rude besogne, surtout si l'on réfléchit que le département comptait plus de neuf cents cures. Mais il y renonça bientôt, en présence de la difficulté de l'entreprise. De fait, la visite se réduisit, en dehors de Caen et de Bayeux, qui avaient eu les prémices du nouvel épiscopat, aux villes principales du département : Honfleur, Pont-l'Évêque, Lisieux, Falaise, Vire, Condé, et à quelques villages : Sommervieu, La Délivrande, Ouistreham, Bernières, Creully, Biéville, etc. Mais peut-être le prélat fut-il détourné de son premier projet par un motif d'un autre ordre. Lorsqu'il prit la détermination dont nous parlons, il ne se rendait pas compte de l'état des esprits. A cette époque, toutes les paroisses rurales avaient encore à leur tête les anciens curés, en grand nombre non assermentés ¹,

¹ La plupart des curés constitutionnels ne furent installés qu'à la fin de mai ou dans les premiers jours de juin, après qu'ils eurent reçu l'institution canonique de Fauchet. Celui-ci eut beau multiplier les ordinations, il lui fut impossible de

et beaucoup de municipalités, principalement celles des campagnes, étaient rien moins que favorables aux jureurs. Dans ces conditions, l'évêque constitutionnel s'exposait à être mal accueilli en plus d'un endroit. Or, il tenait aux prérogatives de sa dignité et entendait être reçu avec les honneurs qu'il était d'usage de rendre à ses prédécesseurs. Cette situation, qu'il n'avait pas envisagée tout d'abord, ne tarda pas à lui apparaître dans tout son jour.

Dans ce chapitre, nous relaterons les principaux incidents qui ont marqué cette visite pastorale — à la fois la première et la dernière — de l'évêque intrus.

C'est par Honfleur que le prélat commença sa tournée. Cette préférence était due à une circonstance particulière. On devait inaugurer, dans cette ville, le 26 mai, le pavillon national, et l'on eût été flatté que la bénédiction, ainsi que l'inauguration elle-même, en fussent faites par le nouvel évêque du département. Le 18 du même mois, le procureur de la commune le proposait à la municipalité dans les termes suivants :

« Messieurs, la cérémonie dont vous vous occupez de fixer l'époque exige le plus grand éclat dans une ville dont tous les habitants sont ou marins ou attachés à la marine.

» Nous savons que M. Claude Fauchet, nouvellement élu évêque du département du Calvados, s'est rendu dans la ville épiscopale, où il a reçu l'accueil que méritent ses talents et ses vertus ; il aura sans doute le projet de visiter notre cité, partie si intéressante de son diocèse.

» Osons lui manifester notre vœu de le recevoir dans nos murs et de lui présenter nos hommages. Prions-le de hâter son voyage, tellement qu'il puisse bénir le pavillon national et faire lui-même son inauguration. Le civisme et l'affabilité de ce pontife nous assurent qu'il répondra à nos désirs, et

pourvoir à toutes les places déclarées vacantes par suite du refus de serment des titulaires ; de plus, on laissa provisoirement, dans les paroisses destinées à être supprimées dans les nouvelles circonscriptions, les curés réfractaires exercer le culte.

nous réunirons ainsi deux moyens d'apporter l'allégresse et l'édification dans le cœur de nos concitoyens... ¹ ».

La proposition fut accueillie avec empressement. Le maire et les officiers municipaux écrivirent à l'évêque constitutionnel du Calvados pour l'inviter officiellement à venir visiter Honfleur. Leur lettre est du 18 mai. Ils lui rappellent que plusieurs citoyens d'Honfleur se sont transportés à Lisieux, lors de son passage dans cette ville, « pour avoir le plaisir de le voir et de l'assurer, les premiers, du respectueux hommage de la cité ». — « Cette ville étant un port de mer, ajoutent-ils, il nous reste à y remplir un acte constitutionnel : l'inauguration du pavillon national, à laquelle nous voulons donner tout l'éclat qu'elle mérite. Votre présence la rendrait telle que rien ne nous resterait à désirer... ² ».

Fauchet répondit de Caen, trois jours après, le 21 mai, qu'il acceptait l'invitation avec « la plus vive sensibilité » ; il prévenait qu'il arriverait à Honfleur le mercredi 25 du même mois, « entre six et sept heures du soir ». « Vous verrez, dit-il, un frère, un ami ; je vous offrirai un cœur qui vous appartient et une âme qui vous est dévouée ».

Le maire et les officiers municipaux annoncèrent aussitôt cette heureuse nouvelle aux curés assermentés — ils étaient neuf — des paroisses voisines d'Honfleur et à leurs vicaires, et les invitèrent, par lettre, à assister à la réception de l'évêque constitutionnel ³.

Nous ferons remarquer qu'aucune invitation n'est adressée

¹ Arch. municip. d'Honfleur. (Supplément au Registre des délibérations du conseil général de la commune, 27 mai 1791). — Voir : *Rapports de Claude Fauchet avec la municipalité et la Société des « Amis de la Constitution » d'Honfleur*, par A. BLOSSIER, article publié dans la *Revue de la Révolution française*, n° du 14 décembre 1904.

² Arch. d'Honfleur. Liasse de 15 pièces relatives à l'arrivée de l'évêque constitutionnel du Calvados à Honfleur.

³ Pièces relatives, etc. (n° 3). Minute de la lettre adressée aux curés de Conteville et son vicaire, de Berville, de Saint-Pierre-du-Châtel et son vicaire, de Toutuit, de Quetteville et son vicaire, de Cricquebœuf, de Pennedepie et son vicaire, de Villerville, de Saint-Thomas-de-Touques et son vicaire. Les

aux curés d'Honfleur. La raison en est qu'on invitait seulement les curés assermentés et que ceux des deux paroisses de la ville étaient insermentés et n'avaient pas encore été remplacés¹. Les officiers municipaux se contentèrent d'informer ces derniers de la visite de l'évêque, en leur faisant certaines recommandations qu'ils étaient priés d'observer rigoureusement.

« Le grand intérêt de l'ordre public, leur écrivaient-ils, exige qu'il (l'évêque) soit reçu avec toute la dignité convenable à son caractère ; nous attendons de vous que vous prendrez les arrangements nécessaires pour que les églises² de votre paroisse soient décorées, à cette époque, et mises dans l'état de la plus grande propreté, et que vous voudrez bien donner les ordres les plus précis pour que toutes les cloches soient sonnées à grande volée au premier coup de canon qui sera tiré, et que les ornements soient à la disposition de M. l'évêque, dès l'instant de son arrivée en cette ville ».

Les mêmes instructions furent transmises au P. gardien des Capucins et aux supérieures des couvents de femmes, la veille de l'arrivée de l'évêque du Calvados. La conscience du P. gardien s' alarma : était-ce à titre de mesure de police que ces injonctions lui étaient adressées, ou bien entendait-on, par là, l'obliger à faire acte d'adhésion au nouvel évêque ? Or, à aucun prix il ne voulait avoir de communication avec l'intrus, ni avoir l'air de le reconnaître. Désireux d'être fixé sur ce point, il écrivit au maire, pour lui demander de vouloir bien spécifier quelles étaient, au juste, ses inten-

paroisses de Conteville, de Berville et de Saint-Pierre-du-Châtel appartenaient au département de l'Eure ; les curés de ces paroisses étaient invités à titre de voisins.

¹ De tous les ecclésiastiques de la ville, un seul, l'abbé Delarue, vicaire de la paroisse Sainte-Catherine, avait prêté le serment.

² A cette époque, les deux paroisses d'Honfleur avaient chacune deux églises : Sainte-Catherine et Saint-Étienne — Saint-Léonard et Notre-Dame.

tions. Il n'hésitait pas à lui déclarer que, s'il s'agissait seulement d'une mesure de police, il s'y soumettrait, comme tout citoyen ; mais, si son intention était de l'amener, par là, à reconnaître le prélat constitutionnel, malgré la disposition dans laquelle il était de ne rien faire qui pût lui déplaire, il se trouverait forcé de lui dire qu'il ne lui était pas possible d'exécuter ses ordres¹.

Le maire expliqua qu'il n'était pas dans son intention, bien plus, qu'il ne lui appartenait pas de déterminer la nature des relations que le signataire de la lettre devait avoir avec le nouvel évêque du département ; tout ce qu'il peut dire, c'est que « l'ordre public exige que M. l'évêque soit reçu avec la pompe convenable à son caractère ».

En même temps que la municipalité donnait ces ordres au clergé de la ville, le conseil général de la commune décidait, de concert avec le « corps de la garde nationale », la Société des « Amis de la Constitution » et l'« Association maritime », de faire les frais d'une distribution générale de secours aux pauvres de la cité. Il fallait, dit l'arrêté, « consacrer, par un acte de bienfaisance, le succès de M. l'évêque du Calvados à Honfleur et l'auguste cérémonie qui en fait l'objet ». Le conseil général eût voulu donner, dans cette occasion, des « festins convenables » ; mais la façon dont on les remplacera sera « infiniment agréable à un vertueux prélat ». Enfin, une proclamation avertissait les « bons citoyens » de l'arrivée de l'évêque, les « invitant à manifester, par une illumination publique, la satisfaction que cet événement doit répandre dans le cœur des vrais amis de la Constitution et de la Liberté ».

C'était le 25 mai, « vers six heures du soir », — on l'a vu plus haut, — que l'évêque du Calvados devait faire son entrée à Honfleur ; les maire et officiers municipaux, en écharpe, accompagnés des notables, de la Société des Amis de la Constitution et de la garde nationale sous les

¹ Pièce n° 6.

armes, s'étaient rendus à un quart de lieue de la ville pour le recevoir ; on l'attendit longtemps. Le prélat n'arriva qu'à minuit ; aucun accident ne lui était arrivé ; seul, le mauvais état des chemins avait occasionné son retard. Il reçut l'hospitalité chez le maire, Cachin, et on eut soin de lui donner une garde d'honneur.

Le lendemain, à six heures du matin, l'entrée de l'évêque fut annoncée par « une décharge de toute l'artillerie et le son des cloches de toutes les paroisses et communautés religieuses ».

Vers neuf heures, le prélat reçut la visite des différentes autorités de la ville ; la première fut celle du corps municipal ; puis, se présentèrent successivement « des députations des juges de paix, de la garde nationale, de la Société des Amis de la Constitution, de l'Association maritime, et nombre d'ecclésiastiques (?), qui, tous, lui adressèrent de respectueux discours, auxquels il répondit avec cette éloquence et cette affabilité qui lui sont naturelles ».

A dix heures, il célébra pontificalement la messe à l'église Sainte-Catherine, paroisse principale d'Honfleur¹ ; il s'y était rendu processionnellement, « avec tous les ecclésiastiques citoyens ». Les différents corps de la ville assistaient à la cérémonie. Après la messe, l'évêque, accompagné des autorités et des sociétés, et escorté de la garde nationale précédée de la musique militaire « exécutant les morceaux les plus analogues à la fête », se dirigea vers la place, « devant l'ancien bassin », où un autel avait été élevé « avec les attributs de la liberté ». De là, il se rendit — toujours processionnellement — à bord d'un navire « arrangé pour le recevoir, dans lequel on avait déposé les pavillons nationaux et les cravates des drapeaux de la garde nationale auxquels il donna sa bénédiction ».

¹ Le curé légitime de la paroisse Saint-Etienne et Sainte-Catherine d'Honfleur était l'abbé Allais. Après son refus de serment, il continua à desservir la paroisse, et ne fut remplacé par un intrus que le 12 juin 1791, jour de la Pentecôte. (Extrait d'un *Mémoire manuscrit* de M. ALLAIS. Bibliothèque de M. le chanoine Deslandes, de Bayeux).

« Les pavillons nationaux furent arborés, et le prélat retourna à l'autel (érigé sur la place publique), où il entonna le *Te Deum*, qui fut chanté au bruit de nombre de décharges d'artillerie et des cris de : « Vive la nation ! Vive la loi ! Vive le roi ! Vive Monsieur l'évêque du Calvados ! » de la part d'un peuple immense présent à cette auguste cérémonie ». De retour à l'église Sainte-Catherine, l'évêque prononça « un sermon, dont l'effet fut de faire verser de délicieuses larmes à tous les fidèles qui l'entendirent¹ ».

Dans l'après-midi, après un repas pris à la hâte, il se rendit à la Société philanthropique et à l'asile des pauvres, « où il laissa des preuves de sa charitable générosité » Les autorités, un peu déconcertées par une si infatigable activité, — le procès-verbal en fait l'aveu, — ne purent rejoindre l'évêque qu'à l'hôpital.

De cet établissement, le cortège se dirigea vers le couvent de la Congrégation Notre-Dame, où l'évêque adressa aux religieuses « les paroles les plus gracieuses et les plus consolantes ». Ce fut le seul couvent qu'il visita — et pour cause, les autres ayant refusé de lui ouvrir leurs portes. Il se rendit ensuite à l'église Saint-Léonard, « tant pour la visiter que pour répondre aux instances d'une mère qui, ce jour-là même, étant accouchée d'un garçon, avait fait demander, comme une faveur qui ferait le bonheur du reste de ses jours, que son enfant fût baptisé par un évêque constitutionnel, et reçût le sceau du patriotisme en recevant celui de notre religion sainte ». Cette visite de Fauchet à Saint-Léonard fut l'occasion d'un nouveau discours, « aussi chrétien que patriotique » ; puis eut lieu le baptême du nouveau-né, qui reçut le prénom de Claude².

De Saint-Léonard, le prélat s'en fut à l'hôtel de ville, où

¹ Supplément au Registre des délibérations du conseil général de la commune d'Honfleur, 27 mai 1791.

² Les registres de la paroisse Saint-Léonard contiennent, en effet, l'acte de baptême d'un garçon baptisé par l'évêque constitutionnel, et qui reçut le prénom de Claude. Au bas de l'acte, on lit cette signature : « † Claude FAUCHET, évêque du Calvados ».

l'attendait la Société des Amis de la Constitution. Les bâtiments de l'hôtel de ville n'étaient pas le lieu ordinaire des séances de la Société, mais celle-ci avait sollicité et obtenu l'autorisation de s'y réunir, par exception, ce jour-là, afin de permettre à « tous les citoyens de jouir du plaisir d'entendre un évêque citoyen ».

Ce dernier prit place à côté du président, qui le complimenta au nom de l'assemblée; il répondit par un discours qui « fut couvert d'applaudissements »; après quoi, il donna lecture de deux de ses ouvrages (discours), « l'un démontrant tous les avantages que va procurer, au commerce et à l'agriculture, la liberté naissante, et l'autre présentant le tableau de quelques parties de la Révolution française ».

Il paraît que « cette séance acheva de lui conquérir le respect et l'admiration des habitants ». Elle se termina par un « acte de civisme » assez insolite. « Les dames, que la curiosité y avait attirées, furent invitées à prêter le serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi, et de répandre dans leurs familles les principes de cette même Constitution ». Les dames présentes ne mirent pas grand empressement à cet appel; quelques-unes seulement se présentèrent.

Il était dix heures du soir lorsque la séance fut levée. C'est à ce moment seulement que le prélat put regagner la maison où il avait reçu l'hospitalité. La journée, comme on le voit, avait été bien remplie. Le lendemain, à six heures du matin, il quittait Honfleur pour se rendre à Pont-l'Évêque. Tous les corps l'escortèrent jusqu'aux limites de la ville; un nombreux détachement de la garde nationale, précédé de son chef et de la musique, l'accompagna même jusqu'à Pont-l'Évêque, où il « voulut faire encore le service auprès de sa personne, conjointement avec la garde nationale dudit lieu ».

L'évêque constitutionnel du Calvados avait été reçu, à Honfleur, avec tous les honneurs dus à sa dignité; la ville, on doit le reconnaître, déploya, à cette occasion, une pompe extraordinaire, et donna au prélat les plus grands témoignages de

respect et de sympathie. Celui-ci en fut vivement touché ; il tint à en exprimer sa reconnaissance à la municipalité qui, par une nouvelle et délicate attention, lui avait adressé un exemplaire du procès-verbal de la fête ; il lui écrivait quelques jours après :

« ... Ma reconnaissance sera immortelle comme les témoignages de votre amitié ; vous avez gravé dans vos fastes un souvenir qui l'est à jamais dans mon cœur. Il est impossible de mettre plus de grâce, de zèle et de bonté dans les honorables preuves de votre estime et de votre affection. A la sensibilité la plus vive et la plus profonde pour justifier l'excès de vos faveurs à mon égard, je puis vous assurer que mon âme tout entière acquitte cette dette, et que je remplirai cette obligation jusqu'au dernier moment de ma vie¹ ».

Il ne faudrait pas croire, cependant, que la population fût unanime à partager ces sentiments ; le propos suivant rapporté à la municipalité la veille de l'arrivée du prélat, laisse soupçonner tout un parti dissident : « Il y aura dans la ville, disait-on, du sang répandu ». Cela ne fut, sans doute, qu'un propos en l'air, car rien n'indique, par ailleurs, qu'il ait été suivi d'effet ; mais il est caractéristique de toute une situation.

L'évêque constitutionnel quitta donc Honfleur le 27 mai, au matin, et prit le chemin de Pont-l'Évêque. Deux jours auparavant, les officiers municipaux de cette ville lui avaient adressé la lettre suivante, par laquelle ils sollicitaient, pour leur cité, l'honneur de sa visite :

« Nous apprenons avec plaisir, disaient-ils, votre arrivée à Honfleur ; nous désirons que vous dirigiez vos pas vers notre ville. Nos concitoyens et nous-mêmes serons flattés d'un tel avantage. Soyez convaincu de la véritable satisfaction que votre présence nous causera² ».

¹ Pièce n° 14.

² Arch. municip. de Pont-l'Évêque. (Registres de correspondance).

Pour se rendre à Honfleur, le prélat constitutionnel avait dû traverser Pont-l'Évêque; mais, en raison de l'heure tardive, et se trouvant déjà en retard, il ne s'y était pas arrêté; au reste, on ne l'y attendait point, puisque c'est le lendemain seulement que la municipalité, apprenant son arrivée à Honfleur, crut devoir, par convenance, l'inviter à s'arrêter au retour.

Le 26, le procureur de la commune de Pont-l'Évêque informa le corps municipal, réuni en séance, que M. Fauchet ferait son entrée dans la ville le lendemain, vers neuf heures du matin, et, aussitôt, on délibéra sur les mesures qu'il convenait de prendre « pour le recevoir d'une manière convenable à sa dignité ». Il fut décidé que le commandant de la garde nationale, à la tête d'un détachement de son bataillon, irait assez loin « au-devant de mondit sieur Fauchet », l'escorterait à son entrée en ville, et se tiendrait constamment à sa disposition pour l'accompagner, durant son séjour, dans ses différents déplacements. La gendarmerie devait être également sous les armes. Quant au corps municipal lui-même, il devait se porter à la rencontre de l'évêque, jusqu'à l'entrée de la ville, et l'un de ses membres était chargé de complimenter le prélat. Enfin, le tribunal du district fut invité, par lettre, à la cérémonie.

Tout se passa conformément au programme arrêté. Le corps municipal et plusieurs notables, auxquels s'étaient joints « messieurs du tribunal », se mirent en marche, escortés du reste du bataillon de la garde nationale, au milieu duquel flottait le drapeau fédératif. A quelque distance de la ville, ils rencontrèrent l'évêque qui arrivait, de son côté, avec le commandant de la garde nationale et son détachement, tambours en tête. L'un des officiers municipaux, au nom du corps entier et des citoyens de la ville, harangua le prélat; celui-ci répondit « avec honnêteté, sensibilité et cordialité »; après quoi, le cortège, un instant arrêté, se remit en marche et entra dans la ville, au son des cloches et au bruit du canon. Le maire, Lecarpentier, avait mis sa maison à la disposition de l'évêque; celui-ci y fut conduit,

mais il n'y fit qu'une courte halte, le temps seulement de revêtir ses ornements pontificaux, car, presque aussitôt, il se rendit, en procession, à l'église paroissiale, où il célébra la messe pontificalement. La garde nationale d'Honfleur fit son entrée dans l'église, précédée de sa musique, le sacrifice étant déjà commencé ; un instant après, arrivait aussi un détachement du régiment de Royal-Champagne, alors en garnison dans la paroisse de Saint-Gatien-des-Bois.

À l'issue de la messe, l'évêque monta en chaire et adressa la parole à l'assistance. Nous aurions aimé connaître l'impression produite par l'éloquence de Fauchet ; le procès-verbal rédigé par la municipalité de Pont-l'Évêque, et auquel nous devons les autres détails, est muet sur ce point ; on y lit seulement que l'évêque, étant monté en chaire, « fit un sermon sur la foi ». La cérémonie se termina par la bénédiction du Saint-Sacrement, après laquelle le prélat, « toujours escorté du corps municipal et des notables, de messieurs du tribunal et de la garde nationale », se rendit à un repas qui lui avait été préparé. Où et aux frais de qui Fauchet fut-il hébergé ? Le procès-verbal ne le dit pas ; le rédacteur est, en fait de renseignements, d'une sobriété qu'on souhaiterait voir poussée un peu moins loin ; il semble craindre de remplir le rôle de chroniqueur ; il se contente de noter les événements d'un trait rapide, sans les accompagner d'aucune réflexion ni d'aucun commentaire. Ainsi, il nous apprend encore que, « pour donner à l'évêque des marques de la joie des citoyens », la municipalité prescrivit que, le soir, toutes les maisons de la ville seraient illuminées, depuis neuf heures jusqu'à onze¹.

Le prélat quitta Pont-l'Évêque, dans la matinée du 28, pour se rendre à Lisieux. Les officiers municipaux tinrent à être corrects jusqu'au bout. Instruits que M. Fauchet était sur son départ, ils se transportèrent en corps au domicile du maire, dont il était l'hôte, pour lui faire leurs adieux. Le

¹ Arch. municip. de Pont-l'Évêque. (Procès-verbal du 27 mai 1791).

procureur de la commune rendit hommage, en leur nom, « à ses vertus, à la sublimité de ses lumières, de ses talents et de son éminente dignité ». Et, après lui avoir assuré le regret qu'on avait de le voir partir, il le supplia « d'accorder à la cité l'honneur de sa bienveillance et de son amitié, lui protestant qu'elle ne négligerait rien pour les mériter ». A quoi le prélat « répondit, avec toute l'affabilité qui lui est propre, qu'il n'oublierait jamais ni cette cité, ni la réception qui lui avait été faite, promettant de s'intéresser bien véritablement aux citoyens, dans toutes les circonstances où il pourrait leur être utile ».

Le départ de l'évêque constitutionnel fut salué, comme l'avait été son arrivée, par le son des cloches et le bruit du canon ; le corps municipal l'accompagna jusqu'à l'extrémité de la ville, et un détachement de la garde nationale lui fut donné pour l'escorter jusqu'à Lisieux¹.

A Pont-l'Évêque, l'accueil fait au prélat avait été correct, mais, en somme, assez froid ; à Lisieux, il semble avoir été plus empressé, à en juger par les détails suivants, puisés à deux sources différentes, mais également sûres. L'une consiste dans les procès-verbaux des délibérations des Amis de la Constitution de Lisieux, l'autre dans des notes manuscrites transmises par un témoin oculaire.

Après la visite officielle et obligatoire aux autorités administratives, l'évêque du Calvados ne manquait jamais de se rendre à la Société populaire. Il se trouvait là dans son élément ; il y rencontrait un auditoire comme il le désirait, devant lequel il pouvait pérorer à son aise et développer ses théories politiques et sociales.

La Société des Amis de la Constitution de Lisieux eut deux fois sa visite, le soir de son arrivée et le lendemain. Afin de lui « témoigner la joie et la considération que son mérite et ses talents inspirent à ceux qui ont eu le bonheur de l'entendre », on lui avait offert de présider la séance ;

¹ Arch. municip. de Pont-l'Évêque. (Procès-verbal du 28 mai 1791).

mais « ce prédicateur de l'égalité » voulut donner l'exemple de cette vertu en refusant toute « distinction ».

Le prélat lut ensuite deux discours sur la Révolution. Le second était la réfutation d'une lettre écrite par les membres de la Société populaire d'Agen à leurs frères de Lisieux, et dans laquelle ils exprimaient la crainte de voir la France verser dans la République. « Ce fut, dit le rédacteur d'un des procès-verbaux, une occasion pour notre nouveau Chrysostome de nous lire un discours touchant l'inviolabilité de la souveraineté du peuple, les pouvoirs de nos représentants, les devoirs des rois et, enfin, sur les abus qui ont été introduits dans le nouveau régime, mais non pas ceux dont paraît se plaindre cette Société, puisque, au contraire, des décrets nouvellement rendus doivent nous faire appréhender d'être les victimes des folies du roi et de voir renaître le despotisme ».

Ce discours, « aussi patriotique qu'éloquant », eut beaucoup de succès. « Les yeux étaient fixés sur l'orateur ; l'on y voyait briller la joie et le contentement, pour ne pas dire l'enthousiasme ». Le rédacteur, enthousiasmé lui-même, ajoute : « Si ce grand orateur eût existé dans les premiers siècles, on l'aurait pris pour un oracle ; mais, dans celui-ci, c'est un vrai citoyen, c'est un digne pasteur élu par le peuple ».

Il fut décidé que « le bureau de correspondance » répondrait à la Société d'Agen « pour lui faire comprendre son erreur ».

Le lendemain, à la même heure, nouvelle séance, à laquelle assista l'évêque. A son entrée dans la salle, il fut salué par des « applaudissements », et prit place à côté du président. Alors eut lieu une scène, qu'un des procès-verbaux relate ainsi :

« Au même instant, un membre, tenant une couronne civique d'une main et un bouquet de l'autre, s'est avancé et les a déposés sur le bureau, en priant le président de les offrir au prélat, au nom de la Société ». Cette fois, l'évêque

accepta la « distinction » : — on nous prévient, à la vérité, qu'il le fit « avec modestie ». — Le même membre chanta ensuite les strophes suivantes :

Sous un règne abusif, la faveur, la naissance
Souvent aux dignités élevaient l'ignorance ;
Et de quelque talents dont le Ciel vous eût doué,
Vous étiez, en naissant, à l'oubli condamné.

Fauchet qui, des premiers, fronda le despotisme,
Saura bien terrasser l'hydre du fanatisme.
Nous verrons le rebelle obéir à sa voix,
Baisser un front docile et se soumettre aux lois.

L'orateur dont Paris admira l'éloquence
Réduira sans efforts l'hypocrite au silence ;
Et, bientôt, ce savant et auguste prélat
D'un siècle profané relèvera l'éclat.

Puis l'évêque prononça un discours « d'une éloquence mâle et nerveuse », et qui fut fort applaudi, « sur les moyens de faire de la royauté un des meilleurs appuis de la liberté et du bonheur social ». La séance se termina par l'audition de quelques couplets patriotiques, chantés « avec chaleur » par six miliciens de la garde nationale.

Un instant auparavant, le vicaire épiscopal, Chaix d'Est-Ange, avait sollicité la faveur d'être admis dans la Société, en qualité de membre honoraire. Son admission fut votée par acclamation, « d'une voix unanime ». Ce détail nous apprend que l'évêque du Calvados s'était fait accompagner, dans sa tournée, par l'ancien aumônier de la Salpêtrière, le petit prêtre gascon que nous connaissons déjà¹.

Ces renseignements sont complétés par les suivants, que nous a transmis un témoin oculaire :

« Le lendemain de son arrivée, vers les quatre heures de

¹ Registre manuscrit des actes et délibérations de la Société des Amis de la Constitution, formée à Lisieux le 29 juillet 1790. (Bibliothèque de M. E. Travers, de Caen, secrétaire de la Société des Antiquaires de Normandie).

l'après-midi, raconte-t-il, l'intrus Fauchet sortit, en surplis, de l'église Saint-Jacques, entouré d'une trentaine de prêtres qui avaient accepté sa juridiction ; les curés des paroisses Saint-Germain et Saint-Jacques de Lisieux lui servaient de diacre et de sous-diacre. Sans autres insignes que la mozette épiscopale, la tête couverte d'un simple bonnet carré, comme les autres ecclésiastiques, il portait à la main un faisceau de branches de myrte, liées ensemble par un ruban tricolore de vaste dimension. La garde nationale formait son cortège, à la tête duquel s'avancait un porte-croix flanqué de deux acolytes ; elle trainait, avec elle, toute son artillerie. On voulait ainsi donner à la ville le spectacle d'une promenade semi-religieuse et semi-civique ».

Le témoin oculaire remarqua que le camail violet de l'évêque Fauchet était quelque peu « terni », et que son bonnet carré était tout « poudreux ». Il n'en pouvait guère être autrement avec les flots de poussière soulevés par la foule et dont le prélat était enveloppé.

La présence de l'évêque constitutionnel avait mis en mouvement et surexcité les passions révolutionnaires ; il régnait dans la ville une effervescence sans bornes. On n'entendait que les cris : « Les aristocrates à la lanterne ! » ou des chants dans le genre de celui-ci :

Messieurs les aristos, n'allez pas à Lisieux ;
Fauchet, de son fauchet, vous crèverait les yeux !

Au-dessus de la porte d'un café, pendait un tableau représentant l'évêque Fauchet armé d'un *fauchet* et sapant le pied d'un arbre sur lequel étaient juchés des prêtres réfractaires. La foule applaudissait à cette grossière allégorie ¹.

De Lisieux, l'évêque constitutionnel se rendit à Falaise.

Il arrivait dans cette ville le 30 mai. Dès le 20, la muni-

¹ Notes manuscrites de M. FOUBERT-DESPALLIÈRES. Il était enfant, lors du passage de Fauchet ; il devint, plus tard, supérieur du Petit Séminaire de Lisieux.

cipalité s'était réunie pour aviser aux mesures à prendre relativement à la réception de l'évêque du Calvados. Il s'agissait de décider si les frais du banquet qu'on était forcé de lui offrir devaient être supportés par la ville ou par la municipalité. Après une assez longue discussion, on convint qu'ils le seraient par la municipalité, au moyen d'une souscription personnelle et facultative. Mais les souscripteurs se trouvèrent réduits à un nombre intime, ce qui eût entraîné, pour chacun d'eux, une dépense assez lourde. Ces braves gens ne se souciaient nullement de la supporter; aussi n'eurent-ils rien de plus pressé que de se récuser et de retirer leur souscription. La municipalité fut obligée de se réunir à nouveau, cinq jours après, pour trancher la question. Revenant sur son arrêté du 20, elle décida de mettre les frais du dîner au compte de la ville, et encore fut-il spécifié que « cette dépense serait faite avec le plus d'économie possible ». Les officiers municipaux eurent soin d'ajouter, en bons Normands qu'ils étaient :

« Le conseil général de la commune a pris cet arrêté avec d'autant plus d'empressement qu'il a considéré que la réception dont il s'agit serait beaucoup plus agréable à M. l'évêque, comme étant, en quelque sorte, faite par toute la cité ¹ ».

Autre détail, qui prouve encore mieux le peu de sympathie de l'administration de Falaise pour l'évêque constitutionnel : celle-ci n'assista pas en corps au banquet; elle se contenta de s'y faire représenter par quatre de ses membres, y compris le maire, sur vingt-six dont elle était composée. Quant au menu, il fut, dit-on, des plus simples. Comme on le voit, la municipalité était fidèle à son programme, lequel avait pour but de faire les choses « avec le plus d'économie possible ».

Le prélat dut être médiocrement satisfait de la réception qu'il reçut dans cette cité. Là, en effet, il était, pour ainsi

¹ Arch. municip. de Falaise. (Registre des délibérations).

dire, en pays ennemi. Le clergé, à peu près en entier, lui était hostile. Falaise comptait quatre paroisses; or, aucun de leurs titulaires n'avait prêté serment. Sur vingt-cinq ecclésiastiques composant le clergé de la ville, trois seulement avaient fait défection. Le clergé régulier s'était montré non moins ferme. Quant aux religieuses, elles furent unanimes à refuser de reconnaître l'intrus. Les Ursulines surtout se signalèrent par leur énergique résistance. La supérieure fit fermer les portes du couvent, au moment où l'évêque constitutionnel se présenta pour le visiter; ce fut seulement lorsqu'elle reconnut qu'on se disposait à les enfoncer qu'elle se décida à les ouvrir. Alors, toute la communauté, comme un troupeau affolé, courut se réfugier dans un des appartements de la maison. L'intrus, accompagné de ses satellites, membres du Club pour la plupart, l'y suivit : mais ni ses menaces, ni ses emportements ne purent ébranler la constance des religieuses et les déterminer à adhérer au schisme.

On a dit que l'évêque constitutionnel, blessé de la façon dont ces pieuses filles l'accueillirent, lorsqu'il se présenta à leur monastère, s'oublia jusqu'à lever la main sur la supérieure, et qu'il encouragea la populace, accourue en curieuse, à pénétrer après lui dans l'intérieur de la maison, et à violer ainsi la clôture¹. Cette accusation émane d'une source trop peu impartiale pour qu'il soit permis d'y ajouter foi.

Ce qui est certain, c'est que le prélat écrivit, le jour même, 31 mai, aux administrateurs du département, leur représentant qu'« il est conforme aux décrets de l'Assemblée nationale, et très essentiel au bien public, de faire fermer toutes les églises des maisons religieuses, et de n'y permettre que la célébration de la messe pour l'intérieur de la maison, portes fermées² ». Comme nous aurons l'occasion de le

¹ *Deuxième lettre de l'abbé de Valmeron (abbé Jarry, à M. Claude Fauchet, p. 18. Jersey, 1791.*

² Arch. du Calvados. (Séance du 1^{er} juin 1791).

dire plus loin, il fut fait droit à l'injuste réclamation du prélat.

Heureusement pour celui-ci, la veille avait eu lieu l'installation de l'intrus de la paroisse Saint-Gervais, en remplacement du curé légitime, réputé démissionnaire par refus de serment ; il put parader là à son aise.

Le séjour de l'évêque constitutionnel à Falaise fut marqué par un incident qu'il est de notre devoir de rapporter. Il s'agit de l'entrevue que le curé insermenté de la paroisse Saint-Gervais, M. Godechal, docteur de la Faculté de théologie de Caen, qui jouissait dans la ville d'une grande autorité, eut avec l'abbé Fauchet, et la conduite qu'il tint vis-à-vis de celui-ci.

On avait persuadé au peuple qu'il devait presser l'évêque intrus d'entrer en conférence publique avec le curé de Saint-Gervais. L'évêque y consentit ; il prit même la peine d'écrire à ce dernier, pour lui transmettre le vœu qui lui était exprimé et l'engager à s'y rendre, et lui adressa le billet suivant :

« Monsieur,

» Le peuple demande que nous ayons, vous et moi, une conférence en sa présence sur les matières qui nous divisent. J'espère que vous voudrez bien vous rendre à ses désirs. Je vous y invite d'autant plus volontiers que cela me procurera l'occasion de vous connaître.

» En attendant, je suis, avec les sentiments d'une fraternité inviolable, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

» † Claude FAUCHET ».

Le curé de Saint-Gervais répondit en ces termes à l'officier de la garde nationale, porteur du billet : « Dites à M. Fauchet que je ne traite point les matières de religion dans un club, que ce n'est pas là que j'instruis mes paroiss-

siens et que je ne répondrai point à son invitation. — Mais, il désire vous voir, reprit l'officier. — Et moi, je n'ai aucun désir de le voir ; mais, s'il tient absolument à me connaître, vous lui indiquerez où je demeure et je le recevrai, quoi-qu'avec répugnance ».

Ces choses se passaient pendant le banquet donné à Fauchet, par la municipalité, dans les bâtiments de l'hôtel de ville. Les clubistes, en armes, attendaient avec impatience le curé de Saint-Gervais. Apprenant qu'il refusait l'invitation, et attribuant son refus à l'entêtement, ils murmurent et menacent de lui faire un mauvais parti s'il persiste dans ce refus. On avertit l'abbé Godechal de ces dispositions hostiles, en l'engageant à pourvoir à sa sécurité par la fuite.

Il se redresse alors, et, élevant la voix : « Puisque le peuple, dit-il, croit que je ne refuse la conférence que par entêtement, et surtout parce que la cause que je représente est mauvaise, je ne puis suivre votre conseil ; la fuite serait, dans cette circonstance, une lâcheté ». Au moment où il parlait ainsi, arrive le commandant de la garde nationale, qui le presse de se rendre au désir du peuple dont il y a tout lieu de craindre les excès. « J'y suis disposé, lui répond-il ; j'irai, puisqu'il le faut ».

Plus de deux mille personnes étaient rassemblées sur la place de l'Hôtel-de-Ville ; les rangs s'ouvrent respectueusement pour laisser passer le vénérable ecclésiastique. Il est introduit dans la grande salle de la maison commune où avait lieu le banquet offert à l'évêque constitutionnel. Celui-ci était encore à table, en compagnie d'environ quatre-vingts convives¹. Poussée par le désir de jouir du spectacle, la foule se précipite à la suite de M. Godechal, et la salle se trouve envahie en un instant.

« Le peuple veut que nous ayons une conférence, en sa

¹ La plupart appartenaient à la Société populaire. L'un d'eux, un sieur Salomon Le Couturier, qui signe « grenadier, citoyen et frère des Amis de la Constitution de Falaise », composa, en l'honneur du prélat, la chansonnette

présence, sur les matières qui nous divisent, se hâte de dire le prélat ; il nous faut le satisfaire. — Depuis quand, répondit le curé, les pasteurs doivent-ils s'asservir, en matière de religion, à la curiosité, aux fantaisies et aux caprices d'une multitude turbulente ? Je connais les besoins spirituels de mes paroissiens ; j'y ai satisfait en public et en particulier ; je leur ai mis entre les mains l'ouvrage que j'ai composé, avec mes confrères, pour leur instruction¹ ; ils en savent assez pour leur salut ; s'ils ont encore des doutes, qu'ils viennent me trouver, je les éclaircirai.

» — Mais ils préférèrent une conférence publique, reprend

suivante, qui fut chantée au dessert, et qui n'a d'autre mérite que d'être de la prose rythmée, et encore celle-ci est-elle de médiocre qualité :

Sur l'air : *Je le tiens, ce nid de fauvelles.*

I

Citoyens, mes amis, mes frères,
Fêtons, chantons, célébrons tous
Le prélat que nos vœux sincères
Appelaient au milieu de nous.
Il est ici dans sa famille ;
Il siège parmi ses enfants,
Et la gaieté qui partout brille
Lui peint nos cœurs reconnaissants.

II

Avec quelle estime profonde
Je vois ce pontife orateur,
Dont la voix amie et féconde
Fait ici germer le bonheur !
Il parle, et l'affreux fanatisme
De nos lévites ignorants
S'enfuit avec le despotisme
De nos subalternes tyrans.

III

Toi, dont l'éloquence sublime
Limite le pouvoir des rois
Et fait commander leur estime,
Même en leur prescrivant des lois,
Pasteur, reçois le tendre hommage
Que t'offre un fidèle troupeau ;
Son bonheur sera ton ouvrage
Et ton triomphe le plus beau.

IV

Fournis ta brillante carrière,
Et du sacerdoce anobli
Rappelle la gloire première.
Il fut trop longtemps avili ;
Fais reflourir dans tous nos temples
Religion, paix et douceur ;
Et nous, prenons pour nos exemples
Les nobles vertus de ton cœur !

Bibl. municip. de Caen, *Varia* I, Cab. 8 bis/1. (Recueil sur M. de Cheylus et sur M. Fauchet).

¹ Il était intitulé : *Exposé des motifs qui ont déterminé les curés de Falaise à ne pas prêter le serment prescrit par le décret du 27 septembre 1790*, in-8° de 34 pages.

l'évêque : rendez-vous à leur désir ; c'est celui de toute la ville.

» — Soit, répond le curé : mais j'y mets les conditions suivantes :

» 1^o Nous choisirons une tierce maison pour lieu de la conférence ;

» 2^o Vous amènerez avec vous, le jour indiqué, douze ou dix-huit personnes de votre choix, et je serai accompagné d'un pareil nombre ;

» 3^o Dans la première réunion, nous conviendrons des matières à traiter dans la suivante, et ainsi de suite ;

» 4^o Nous préparerons nos matières chacun chez nous, et, rendus au jour et à l'heure convenus, nous proposerons nos difficultés et nos réponses, qui seront écrites par trois secrétaires pris dans l'assemblée ;

» 5^o Nous ne citerons aucun texte de l'Ecriture Sainte, des Conciles et des Pères que nous ne produisions la source où nous aurons puisé. Et, afin que vous ne prétextiez pas que vous n'avez pas d'ouvrages sous la main, je mets ma bibliothèque à votre disposition ; de cette façon, vous aurez autant d'avantage que moi ;

» 6^o Nous ne voltigerons pas d'une matière à l'autre sans avoir d'abord épuisé la première ;

» 7^o A chaque séance, vous emporterez un des procès-verbaux ; j'en emporterai un autre, et le troisième restera sur le bureau ;

» 8^o Pour éviter le trouble et la confusion, les assistants ne se permettront aucune réflexion ;

» 9^o A la fin de la dernière séance, les trois procès-verbaux seront signés par les assistants, les trois secrétaires et par nous deux. Il vous en sera remis un ; j'en aurai un autre, et le troisième sera transporté dans un dépôt public, pour être consulté à volonté. Je vous préviens que je déposerai le mien entre les mains de mes supérieurs, et, après l'examen qu'ils en auront fait, s'ils le trouvent bon, je le ferai imprimer, et le public jugera ».

L'évêque Fauchet était loin de s'attendre à une telle proposition. Tandis que M. Godechal parle, ses traits trahissent, aux yeux de tous, l'embarras qu'il éprouve. « Je n'accepte pas ce genre de conférence, s'écrie-t-il d'une voix forte : d'ailleurs, le temps me manquerait. — Quand vous aurez fait vos visites, répondit le curé, vous pourrez revenir, et alors nous commencerons nos conférences. — Cela exigerait trop de temps, dit le prélat avec humeur ; je ne pourrais jamais me livrer à ce travail sans négliger mes autres fonctions ; je succomberais à la peine. — Un bon pasteur ne doit pas craindre de donner sa vie pour son troupeau, répliqua le curé Godechal, devenu de plus en plus pressant. Acceptez ma proposition. Nous suivrons, si vous le voulez, la marche observée dans la conférence qui eut lieu entre Bossuet et le ministre Claude ».

A ce mot de Claude, qui était le nom de baptême de Fauchet, un éclat de rire partit de toute l'assistance. On crut que c'était une malice du curé à l'adresse de son adversaire. L'évêque constitutionnel persistant dans son refus, le curé de Saint-Gervais n'eut plus qu'à se retirer. Il fut reconduit chez lui par les mêmes officiers qui l'avaient amené et avaient exercé, pour le contraindre à les suivre, une sorte de violence. Mais, cette fois, leur attitude fut bien différente. Parvenus à la porte du presbytère, et avant de quitter M. Godechal, ils lui témoignèrent, avec effusion et cordialité, combien ils avaient été ravis de la noblesse de sa conduite et de sa présence d'esprit, et ne voulurent prendre congé de lui qu'après l'avoir embrassé¹.

En résumé, l'accueil reçu par Fauchet, à Falaise, fut plutôt froid.

De là, il se rendit à Vire. Il est probable qu'il s'arrêta à Condé-sur-Noireau, qui se trouvait sur son chemin. Sans être chef-lieu de district, cette ville était une des plus importantes

¹ *M. Godechal, curé de Saint-Gervais de Falaise, et Claude Fauchet, évêque constitutionnel du Calvados*, par l'abbé GUILLOU, curé de Vieux-Pont. Séez, 1872. Broch. in-8° de 35 pages.

du Calvados; elle avait donc des titres à la visite de l'évêque constitutionnel. Malheureusement, nous ne savons rien de la réception qui lui aurait été faite, ni des incidents auxquels elle aurait donné lieu; aucun détail ne nous a été transmis par les contemporains, de même que les registres des délibérations municipales de Condé sont muets sur ce point. Un seul fait mérite d'être signalé, et encore se produisit-il plusieurs jours seulement après le départ du prélat, comme par ricochet. Il en sera question quelques pages plus loin.

Fauchet arriva à Vire le 7 juin. L'accueil qu'il y reçut fut plus chaleureux qu'à Falaise; les idées y étaient d'ailleurs plus avancées; l'évêque constitutionnel comptait beaucoup d'admirateurs parmi les membres des différentes administrations; tout le Club, composé d'ardents patriotes, lui était acquis. Dans son enthousiasme, la municipalité proclamait qu'on devait « se réunir à sa morale civique comme nos aïeux se rallièrent au panache du bon Henri¹ ».

Une des premières occupations du prélat, en arrivant à Vire, fut de se rendre au Club des Amis de la Constitution. « Ce pontife citoyen, dit le procès-verbal de la Société qui relate cette visite, accompagné des députés de la municipalité et des membres du district, de M. Alais², curé constitutionnel de la ville, de plusieurs curés et autres ecclésiastiques patriotes, et des députés de cette Société qui s'étaient portés à sa rencontre, escorté de la garde nationale de la ville et de nos frères d'armes des différentes paroisses, et suivi d'un peuple nombreux, a fait son entrée au milieu d'une acclamation générale ». Il adressa ensuite quelques mots aux membres de la Société : « Citoyens, dit-il, je n'ai rien préparé; je viens au milieu de frères; je vous apporte mon cœur; les véritables amis de la religion et de la liberté pourront toujours compter sur mon estime et sur mon attache-

¹ Arch. municip. de Vire. (Registre de correspondance de la municipalité, 31 mai 1791).

² Cet ecclésiastique ne doit pas être confondu avec son homonyme, le curé insermenté de Sainte-Catherine d'Honfleur.

ment. Je participerai à vos travaux en vous donnant aujourd'hui lecture d'un de mes ouvrages civiques ». C'était un discours dans lequel l'auteur s'efforçait de prouver qu'« un des principaux effets de la liberté » était de produire « une nombreuse population et une abondante production des choses nécessaires à la vie ». L'ouvrage n'était pas complet ; le discours prononcé n'en formait qu'une partie ; Fauchet n'eut pas le temps de l'achever.

Le lendemain, il prêcha, dans l'église Notre-Dame de Vire, un sermon de charité, au milieu d'une affluence considérable. Le soir, il se promena dans les rues, illuminées en son honneur. Là, comme à Caen, la foule brisa les vitres des maisons qu'elle jugeait n'être pas suffisamment illuminées, traitant les propriétaires d'« aristocrates ». La maison la plus maltraitée fut celle de M. Séguin, père de l'auteur de l'*Histoire de la Chouannerie*. Ce brave homme avait, par dérision, suspendu à sa fenêtre une lanterne en bois, du genre le plus commun, avec une résine, en guise de bougie. On ne lui pardonna pas cette malice. Il y avait, tout près, une maison en démolition ; les « patriotes » s'emparèrent des matériaux et les lancèrent dans les fenêtres de l'« aristocrate » ; en peu de temps, celles-ci furent brisées et les appartements remplis de projectiles. Des gens avinés parcouraient les rues en chantant ce refrain de taverne :

Notre évêque est arrivé ;
Il faut boire à sa santé !

qu'ils faisaient alterner avec le cri poussé, à gorge déployée, de : « Vive notre évêque !¹ ».

Ce qui est certain, c'est que la parole du prélat électrisa les masses et lui conquit de nombreux et zélés partisans.

Ce jour-là, le « pontife citoyen » se rendit de nouveau au sein du Club des Amis de la Constitution de Vire. Il y fut l'objet de démonstrations de tendresse qui durent lui être

¹ Richard SÉGUIN, *Histoire de la Chouannerie*, t. I^{er}, p. 26.

bien sensibles. Les membres présents, sur la motion du président Castel, firent « le serment patriotique » de « chérir, défendre et faire oublier, s'il était possible, au vénérable Fauchet », par leur « amour pour lui et pour la Constitution, ses anciens collègues de la capitale ». Ensuite, le même président, s'adressant à l'assistance, prononça ces paroles : « En votre nom, je viens témoigner à ce frère respectable vos sentiments d'attachement et de tendresse ». En même temps, « transporté de joie et versant des larmes d'attendrissement, il embrassa le vertueux prélat ». C'était vraiment touchant.

Le 9. jour du départ de l'évêque, ces effusions se renouvelèrent, à l'occasion du banquet que la même société lui offrit et qui comptait plus de cent couverts.

Le procès-verbal qui en fut dressé postérieurement nous apprend que « M. Fauchet se rendit à la Société accompagné du maire de la ville, du président et de plusieurs membres de la Société, et de quelques-uns des amis de l'inestimable pontife ». « La joie, y est-il dit, régnait sur tous les visages et manifestait le plaisir de posséder un des plus ardents défenseurs de la liberté ». Au dessert, « des couplets analogues à la circonstance » furent chantés par plusieurs convives. « On porta la santé de l'évêque du Calvados et du maire », avec force « toasts à la liberté ».

A un moment du repas, on remit une lettre au président. Elle contenait une chansonnette composée en l'honneur de l'évêque par une demoiselle de la Vente; les couplets en furent chantés par l'un des assistants. M. Fauchet ayant exprimé le désir de marquer sa reconnaissance à l'auteur, son vicaire épiscopal, Chaix d'Est-Ange, et un membre du Club furent chargés de se rendre auprès de la jeune personne pour « l'inviter à partager le bonheur de la société ». L'entrée de M^{lle} de la Vente, dans la salle du festin, fut saluée par des applaudissements. Sur la demande des assistants, elle chanta elle-même ses couplets, lesquels « furent entendus debout, une deuxième fois, avec un nouveau plaisir ». On décida ensuite unanimement que ces couplets seraient imprimés.

Nous reproduisons cette pièce en note. Les vers en sont

assez pauvres, comme il est facile de s'en convaincre ; mais elle était une charge contre le clergé « non jureur » ; c'est ce qui explique son succès ¹.

Un groupe d'enfants fut aussi introduit dans la salle. Ils venaient offrir « à l'honorable convive une couronne de chêne nouée avec un ruban aux trois couleurs ». L'un d'eux lui adressa un compliment dans lequel il était dit « que son éloge devait sortir de la bouche de l'enfance et de l'innocence ;

¹ Sur l'air : *C'est ce qui nous console.*

I

Enfin nous voyons parmi nous
Un prélat pieux, humble et doux :
C'est ce que l'on admire (*bis*).
On ne prêchera désormais
Que la foi, les mœurs et la paix :
C'est ce qui nous fait rire (*bis*).

II

Fauchet, l'Évangile à la main,
Vient rendre à Dieu le genre humain :
C'est ce que l'on admire.
Plus d'un faux prêtre, adroitement,
Craignit d'en faire le serment :
C'est ce qui nous fait rire.

III

Que notre Constitution
Purge bien la religion,
C'est ce que l'on admire.
Orgueil, fanatisme, intérêt,
Par la vertu tout disparaît :
C'est ce qui nous fait rire.

IV

Usant de leurs benins secrets,
Les faux prêtres font des projets
Dont chacun d'eux s'admire.
A force de petits moyens,
Ils engendrent de grands riens :
C'est ce qui nous fait rire.

V

Les fourbes torturant la foi
Sans scrupule, et l'on sait pourquoi,
Veulent qu'on les admire.
Mais, en dépit de leurs dictons,
Les sacrements sont toujours bons :
C'est ce qui nous fait rire.

VI

Pour tout appui, ces non jureurs
Du sexe ont été recruteurs ;
Chacun d'eux s'en admire.
Leur théologie en jupon
Transmet aux femmes son jargon :
C'est ce qui nous fait rire.

VII

Servantes, filles et mamans
Grondent maîtres, époux, amants :
C'est ce que l'on admire.
De ces pantins qu'on met en jeu
L'ignorance durera peu :
C'est ce qui nous fait rire.

VIII

Un sage habite parmi nous,
Puisse-t-il nous réunir tous,
Pour que mieux on l'admire !
S'il reste quelque non jureur,
Fier de son hypocrite erreur,
Cela nous fera rire.

Cette autre chansonnette fut également chantée au même banquet. Ainsi que nous le faisons observer, le succès de ces élucubrations leur venait des allusions

que ses services éminents méritaient cette couronne, en attendant celle que la patrie lui réservait¹ ».

Cependant, le moment de la séparation approchait. Le président de la Société des Amis de la Constitution ayant annoncé qu'un certain nombre de membres accompagneraient l'évêque jusqu'au lieu où il avait été reçu, un cri unanime se fit entendre : « Nous irons tous ! — Oui, tous ! » La garde nationale vint le chercher au lieu des séances de la Société, et il fut reconduit dans le même ordre et avec les mêmes honneurs qu'à son arrivée.

Nous trouvons un écho de l'enthousiasme — il serait peut-être plus exact de dire de la curiosité — que le séjour de Fauchet excita à Vire, dans les numéros des 10 et 17 juin 1791 d'une feuille locale, *Le Courrier des Campagnes de Vire*. Dans le numéro du 10, nous lisons :

« M. Fauchet, évêque du Calvados, est arrivé ici mardi

plus ou moins spirituelles qui s'y rencontraient et qui étaient facilement saisies par l'assistance.

Air : *L'amitié vive et pure*.

I

De tes brebis timides,
Bon Pasteur entends la voix ;
Des manœuvres perfides
Nous armaient contre les lois ;
Ta morale évangélique
A dissipé nos erreurs.
Le sombre et noir fanatique
Ne peut plus rien sur nos cœurs (*bis*).

II

De notre divin Maître
L'apôtre est le vrai soutien ;
Tu nous as fait connaître
Qu'être libre est le vrai bien.
De ta sublime éloquence
Nous sentons la vérité ;
Tu fais donc renaître en France
Evangile et liberté.

III

Bastille et despotisme,
Anéanti en un jour,
Sous ton patriotisme
Succombèrent sans retour.
Fourbe, incivisme, entreprise
D'ex-prélats fiers et jaloux,
Dès qu'il faut venger l'Eglise,
Rien ne résiste à tes coups.

IV

Amis de la patrie,
Ah ! que je vous trouve heureux !
Chez vous, Fauchet s'appuie
Sur aucuns titres pompeux.
De l'égalité des hommes
Il a défendu les droits :
Il fait qu'au jour où nous sommes,
Deux prêtres valent deux rois.

Biblioth. de la ville de Vire. (Sans nom d'imprimeur, non catalogué).

¹ Arch. municip. de Vire. (Registre des délibérations de la Société des Amis de la Constitution, année 1791)

soir. On ne peut exprimer l'affluence de personnes accourues de tous les endroits du district, pour voir ce prélat célèbre, et la satisfaction que sa présence a inspirée ».

Le numéro du 17 est plus explicite en fait de détails ; voici l'article qu'il consacre à la visite de l'évêque constitutionnel :

« Mardi au soir, 7 de ce mois, M. Fauchet, évêque du Calvados, est arrivé dans la ville de Vire. Il a d'abord été rendre grâce à Dieu, dans la principale église, où on a chanté le Salut et le *Te Deum*. Ensuite, il a fait une visite à la municipalité et au directoire du district, d'où il s'est transporté à la salle des séances de la Société patriotique. Il y a été reçu par un peuple immense, qui avait précédé son arrivée, avec tout l'enthousiasme que ses talents et ses vertus pouvaient inspirer. Il a lu un discours sur l'« Ordre social », dans lequel on a admiré l'étendue de son génie et, plus encore, ce fonds inépuisable de charité universelle qui distingue éminemment les productions de sa plume. Les gardes nationales rassemblées des principaux lieux du district ont partagé l'allégresse des habitants de la ville. Le lendemain, il a officié pontificalement et fait un discours sur la « Paix et la Bienfaisance ». La ville a été illuminée le soir. Le jeudi, il a dîné à une table de cent vingt couverts, avec une partie des membres de la Société patriotique.

» Il a laissé, en partant, un long et vif souvenir. Pour donner une idée de l'impression qu'il a faite sur les cœurs, il suffit de rapporter le propos de plusieurs femmes qui, après l'avoir entendu, se pressaient sur ses pas : « C'est, disaient-elles, le premier pasteur véritable que nous ayons eu ».

C'est par Vire que se termina la tournée pastorale ; elle ne pouvait pas avoir un meilleur couronnement. La réception dont il y fut l'objet dut faire oublier au prélat patriote celle de Falaise. Elle fut cependant suivie d'un petit incident qui,

s'il en avait eu connaissance, n'aurait pas été sans lui causer quelque déplaisir. Voici le fait, brièvement raconté :

Un détachement de la garde nationale de Condé avait accompagné, jusqu'à Vire, l'évêque Fauchet ; à l'occasion du retour de cette troupe, un groupe de personnes s'entretenait du prélat : quelques-unes faisaient son éloge. La conversation avait lieu près de la maison, aux fenêtres toutes grandes ouvertes, d'une fileuse nommée Marie Lefèvre. Celle-ci pensait différemment de l'évêque intrus et des prêtres jureurs ; elle ne craignit pas de manifester ouvertement son opinion, tenant les propos les plus irrévérencieux et les plus outrageants « contre l'évêque du Calvados et les prêtres qui ont prêté serment ». On lui reprochait, entre autres choses, d'avoir dit que « l'évêque est la lie du peuple ; qu'elle le regarde comme un chien ; qu'il y a plus d'un mois qu'elle n'a pas assisté à la messe du curé constitutionnel, Delalande ; qu'elle n'ira pas de sitôt, à moins que les choses ne changent ».

Instruit de ces propos, le procureur de la commune ouvrit une enquête, à la suite de laquelle la fille Lefèvre fut reconnue coupable : en conséquence, la municipalité la condamna à quatre jours de prison « par forme de correction ». Elle y fut conduite séance tenante, et dut payer « le gîte et le géolage¹ ».

Le fait n'a, en soi, qu'une médiocre importance ; mais il peint l'état d'esprit de toute une classe de personnes ; c'est ce qui nous a empêché de le passer sous silence.

Un mois plus tard, le 6 juillet, Fauchet se rendit à Colleville-sur-Mer. Le curé de cette paroisse était un nommé Belloeil. C'était un pauvre sujet. Sur la demande des habitants, M^{gr} de Cheylus avait, à la date du 4 janvier 1791, chargé l'officialité diocésaine d'informer contre lui, et, en attendant que le procès fût terminé, il lui avait retiré ses pouvoirs. C'était

¹ Arch. municip. de Condé-sur-Noireau. (Registre des délibérations. Séance du 4 juillet 1791).

le moment où les curés et les vicaires étaient mis en demeure de prêter serment à la Constitution civile du clergé. Son caractère schismatique n'était pas pour arrêter Bellœil. Le 28 janvier, il écrivit à la municipalité pour l'informer de l'intention où il était de prêter serment, à l'église, le dimanche suivant, 30 ; il réclamait, dans la même lettre, sa « protection contre les mécontents ». La municipalité refusa de recevoir son serment. Invitée par l'administration supérieure à en donner les raisons, elle expliqua qu'elle ne considérait plus le sieur Bellœil comme fonctionnaire public, et qu'en acceptant son serment, c'eût été le reconnaître pour curé, ce qu'elle ne voulait pas ¹.

L'information ne fut pas favorable à celui qui en était l'objet ; cela ne l'empêcha pas de rester dans la paroisse. Une délibération de la même municipalité l'établit expressément : « L'assemblée générale » de cette commune s'y plaint que le sieur Bellœil, malgré le vœu manifeste de tous les habitants, malgré le scandale de faits prouvés par l'information de MM. les grands vicaires (de Mgr de Cheylus), malgré l'humiliation de l'interdiction qui a été prononcée contre lui, s'obstine à rester dans la paroisse ² ».

La nomination de l'abbé Fauchet à l'évêché du Calvados donna du réconfort au curé ; il espérait trouver en lui un appui. Il ne se trompait pas. L'évêque intrus prit fait et cause pour le sieur Bellœil. Celui-ci n'était peut-être pas un ecclésiastique exemplaire, mais que lui importait ? Un prêtre taré de plus ou de moins n'était pas une affaire et ne tirait pas autrement à conséquence ; sur ce point, son indulgence allait jusqu'à la faiblesse. Ce fut justement dans le but d'amener les habitants à accepter Bellœil pour curé que l'évêque constitutionnel fit le voyage de Colleville. Il y arriva dans l'après-midi du 6 juillet 1791. Il était descendu de voiture à

¹ Registres de la mairie de Colleville. (Séance de la municipalité du 28 janvier 1791).

² *Ibid.* Procès-verbal du 17 avril 1791.

quelque distance, et, de là, était allé à pied à Colleville, en longeant la plage.

La première visite du prélat fut pour le maire ; il tenait à être accompagné, chez le curé, par le premier magistrat de la paroisse. La population, avertie, s'était rendue à l'église ; l'évêque invita le curé à y venir à son tour. Mais, — et ce détail prouve à quel point les habitants étaient montés contre lui, — il s'y refusa, prétendant qu'on lui ferait un mauvais parti s'il y allait. L'évêque et le maire furent obligés, pour le décider, de lui dire qu'ils répondaient de lui sur leurs têtes.

Arrivé à l'église, l'évêque monta en chaire et se mit à haranguer l'assistance. Il parla en faveur du curé, qu'il représenta comme un honnête homme, et blâma la conduite des habitants, rejetant sur eux tous les torts. Son discours fut interrompu par des clameurs unanimes. Alors l'évêque s'emporta ; « il rappela que lui, Fauchet, avait pris la Bastille, et qu'on ne l'intimiderait pas ».

Devant un auditoire de ville, Fauchet se contentait de dire qu'il avait pris part au siège de la Bastille, qu'il en était un des vainqueurs ; devant un auditoire de campagne, il allait plus loin : il l'avait prise. Les braves habitants de Colleville auraient dû comprendre qu'ils étaient de trop petite taille pour réussir à intimider un homme qui « avait pris la Bastille ».

Ils s'obstinèrent, néanmoins, à ne point vouloir de Bellœil pour curé, et ce fut l'évêque qui dut capituler. Il ne paraît pas, en effet, que Bellœil ait été réintégré par Fauchet ; car, en septembre 1791, on trouve un certain Alexandre Bidot, lequel est dit « desservant constitutionnel de Colleville » ; en outre, dans un état des traitements ecclésiastiques, pour le trimestre d'avril 1792, c'est encore le nom de Bidot qui revient ; il n'y est pas question de Bellœil. Mais la qualité de desservant donnée à Bidot prouve qu'on n'avait pas élu de titulaire à la place de celui-là.

Un peu plus tard, pendant la Terreur, Bellœil fut traduit devant le tribunal révolutionnaire, condamné à mort et

exécuté. Qu'est-ce qui lui valut cette fin tragique ? Il est assez difficile de le déterminer d'une façon exacte ; on en est réduit, sur ce point, à des conjectures. Quelques-uns l'ont attribuée à une vengeance personnelle du seigneur du lieu. Pour nous, nous inclinons à croire que l'écclésiastique en question avait pris une part active à l'insurrection normande, connue sous le nom de *fédéralisme*, dont le département du Calvados fut, à la fois, le foyer et le boulevard, et que ce fut là ce qui occasionna sa perte.

Il nous reste à mentionner deux autres visites de Fauchet, l'une à la Délivrande et l'autre à Bernières-sur-Mer.

Il existe dans le Calvados, à six lieues de Bayeux et à trois lieues de Caen, un sanctuaire célèbre, même au delà des limites de la Normandie, où l'on vénère une antique statue de la Vierge, sous le nom de Notre-Dame de la Délivrande. Depuis le *x^e* siècle, les évêques de Bayeux avaient l'habitude de s'y rendre, avant de prendre possession de leur siège. L'évêque constitutionnel n'osa pas rompre avec cette tradition. Dans les premiers jours qui suivirent sa tournée pastorale, il se rendit à la Délivrande. Le peuple lui en sut gré et le suivit en foule. On raconte que, pendant la marche de la procession, une pauvre infirme laissa, par mégarde, tomber sa béquille, au moment où le prélat passait près d'elle, et que celui-ci, tout revêtu qu'il fût de ses ornements pontificaux, mitre en tête et crosse en main, s'empressa de la ramasser et la remit complaisamment à la pauvre, toute confuse de cette attention charitable. Cet acte fit dire aux personnes qui en furent témoins : « Ce n'est pas l'autre (voulant parler de M^{gr} de Cheylus) qui aurait fait cela ! » L'abbé Fauchet avait, assurément, la tête chaude, mais — on doit lui rendre ce témoignage — il avait l'âme bonne et le cœur compatissant.

La chapelle de la Délivrande était desservie par des prêtres insermentés qu'on n'avait pu encore remplacer. Ils s'abstinrent, ce jour-là, de toute communication avec l'évêque constitutionnel, et refusèrent de l'héberger. Le prélat fut réduit, dit-on, à descendre, pour se restaurer, lui et son per-

sonnel, dans une auberge du village ¹, et ce fut d'une des fenêtres de ce local qu'il harangua la foule ².

Le pèlerinage de la Délivrande ne fut pas du goût de tout le monde. Certains patriotes, dépourvus de « préjugés », s'en offusquèrent, au point d'être scandalisés. L'évêque constitutionnel fut regardé, par eux, comme un simple « fanatique », et sa démarche traitée de « rétrograde ». Un correspondant du *Courrier des 83 départements* de Gorsas, dans un article adressé de Bayeux, à ce journal, s'en divertissait ainsi :

« Nous ne nous serions jamais imaginé, écrit-il, que l'abbé Fauchet, bourdon à la main, calebasse au côté, rochet d'écaille sur l'épaule, se fût avisé de donner le spectacle, véritablement comique, d'un pèlerinage, dans un moment où il est nécessaire de supprimer toutes ces farces burlesques, inventées par la superstition, soutenues par l'ignorance, et qui devraient disparaître dans un siècle de lumière.

» Le bourg de la Délivrande est célèbre par une image de la Vierge, qui a guéri déjà, dit-on, des boiteux et des sourds.

» L'abbé Fauchet, à la tête d'une procession nombreuse, se rend à la Délivrande. Un bruit s'y était répandu : qu'il n'y allait que pour y déloger la Mère de Dieu de sa niche et la transporter dans quelque église. Point du tout. Voilà M. Fauchet qui débite un beau sermon ; jamais Marie ne reçut, depuis l'ange Gabriel, un aussi bel éloge. Qui fut émerveillé ? Voilà tous les marchands de colifichets célestes qui tombent aux genoux du prélat ; voilà les aristocrates qui l'entourent, le baisent, pour ainsi dire, pour avoir une bénédiction.

» Les gardes nationales des environs, ainsi qu'un détache-

¹ La Délivrande n'est qu'un village dépendant actuellement de Douvres, et, autrefois, de Luc et de Douvres. Au mois d'avril 1906, nous eûmes le bonheur de visiter la magnifique église qu'on y a reconstruite, il y a quelques années, et de constater que le pèlerinage continue à être aussi fréquenté qu'au temps jadis.

² *Lettres de l'abbé de Valmeron* (abbé JARRY). Si l'abbé Jarry était le seul à rapporter le fait, nous l'aurions passé sous silence, mais il est confirmé par plusieurs contemporains

ment nombreux de Ver et de Courceulles, qui était accouru d'une lieue, avec trois pavillons nationaux pour étendards, l'escortèrent partout. Le retour à Bayeux avait l'air d'un véritable triomphe ; l'allégresse publique était à son comble ; la musique jouait les airs les plus vifs. La ville a été illuminée de toutes parts ».

Gorsas crut devoir renchérir, de son côté, en ajoutant cette réflexion, tout à fait dans le ton de l'article : « En apprenant ce pèlerinage, nous avons cru avoir rétrogradé de trois siècles ¹ ».

De la Délivrande, Fauchet se rendit tout près de là, à Bernières-sur-Mer. Ni le curé, ni la population ne lui étaient favorables, et il eût désiré les ramener à d'autres sentiments. Mais il ne put rien gagner auprès de ces rudes pêcheurs normands, qui eurent même la malice de lui jouer un tour de leur façon.

L'évêque s'attendait, sans doute, à voir le curé venir au devant de lui, et lui adresser le compliment d'usage ; mais, au lieu du curé, ce fut le sacristain qui se présenta ; il tenait dans ses mains un grand plat contenant une branche de faux laurier, recouverte d'une serviette. Le prélat souleva la serviette, et, apercevant la branche de faux laurier, se demandait ce qu'elle pouvait signifier. « A faux évêque, faux laurier », dit impudemment le sacristain. Au même instant, le ménétrier du village se mit à jouer un air de circonstance. Cette scène, concertée à l'avance, était soulignée par les sourires moqueurs de l'assistance.

La branche de faux laurier présentée à Fauchet, à l'entrée du village, selon les uns, à la porte de l'église, d'après d'autres, le compliment du sacristain, la chanson populaire que le ménétrier accompagnait sur son instrument, ce sont là autant de détails piquants, prouvant à quel point cette rude population était attachée au clergé orthodoxe et avait en

¹ *Courrier des 83 départements*, n° du 8 juin 1791, t. XXV, p. 117.

aversion les jureurs. Elle le prouvera bien, l'année suivante, à l'occasion de l'embarquement des prêtres insermentés, autrement dit « réfractaires », que la loi du 26 août 1792 condamnait à la déportation.

S'il faut en croire une autre tradition, l'évêque Fauchet, étant entré dans l'église, y fut laissé seul et enfermé, et se vit contraint, pour en sortir, de sauter par une fenêtre.

Le prélat fit plusieurs excursions dans les paroisses voisines de Caen, qu'il savait attachées aux anciens pasteurs, dans l'espoir de les gagner à la cause de l'Église constitutionnelle. Il profitait, pour cela, des apports ou assemblées qui s'y tenaient, et des fêtes patronales qui s'y célébraient ; il ne manquait pas alors d'y prêcher. On raconte que, dans ces occasions, il se mêlait volontiers à la foule et s'abandonnait, avec bonne grâce, aux embrassements des personnes de l'un et l'autre sexe qui sollicitaient cette faveur, et qu'il s'attira ainsi pas mal de prosélytes. C'était une manière comme une autre de se rendre populaire : mais, le procédé, s'il est à la portée de tous, ne serait sans doute pas du goût de tout le monde¹.

Pendant son séjour dans le Calvados, Fauchet administra-t-il le sacrement de confirmation ? C'est vraisemblable ; mais nous avons ne posséder, sur ce point, aucune donnée certaine ; il n'est resté, — à notre connaissance, du moins, — aucun document qui l'établisse. Dans la *Revue de l'Ouest*, d'avril 1892, il est dit :

« L'évêque du Calvados administra vraisemblablement la confirmation à Lisieux, et certainement à Bonneboscq. Ce fait est attesté par une vieille femme de cette paroisse, qui disait au vénérable ecclésiastique de qui nous tenons ce détail : « J'ai été confirmée par M. Fauchet ».

Nous ne serions pas éloigné de croire, quant à nous, que

¹ ESNAULT, *Mémoires manuscrits*. — Abbé DE VALMERON, *Lettres à Claude Fauchet*.

Fauchet eût confirmé à Creully, Ouistreham, Biéville, Hérouville, etc., en juillet et août, au cours de la tournée qu'il fit, à cette époque, dans le district de Caen.

Quant à celle dont on vient de lire le récit, elle n'eut d'autre effet que d'accentuer les divisions politiques et religieuses, en ameutant les passions. Tel n'était pas, nous en sommes persuadé, le but que s'était proposé Fauchet ; mais sa qualité d'évêque constitutionnel rendait cette conséquence inévitable ; car si, pour les uns, elle était une recommandation, elle devenait, pour d'autres, — et c'était la majorité, — une tare indélébile ; et ainsi, au lieu de la paix, ce fut la guerre qu'en définitive — et contre son gré — il laissa derrière lui.

CHAPITRE XII

SES DÉMÊLÉS AVEC LA MUNICIPALITÉ DE BAYEUX

Affiliation de Fauchet aux différentes sociétés populaires du département. — Circulaire aux Sociétés populaires de France dépendant du Club des Jacobins. — Fête de la Fédération générale du département, en 1791. — Sermon prononcé à cette occasion. — Affaire de la place Louis XVI.

On aurait tort de croire que Fauchet va désormais borner son zèle aux fonctions épiscopales ; il faut s'attendre à voir apparaître encore, de temps en temps, chez lui, l'homme politique. Celui-ci a pris trop de place dans sa vie et dans ses préoccupations pour recevoir jamais congé définitif ; souvent même il absorbera l'évêque : Fauchet sera toujours plus homme du *forum* qu'homme d'Église. Lorsqu'il arrive dans une ville, à qui réserve-t-il sa première visite ? A la Société populaire, tant il semble avoir hâte de dépouiller le prêtre pour revêtir le citoyen. Voilà la cause de sa popularité ; il n'y eut peut-être pas de club dans le Calvados auquel il n'ait été affilié. Lors de son arrivée à Caen, il avait pris l'engagement d'assister, tous les quinze jours, aux séances de la Société populaire de cette ville ; il ne tarda pas à en devenir président.

Il était également président de la Société des Amis de la Constitution de Bayeux. En mai 1791, cette dernière société fit

réimprimer le « sermon sur l' « Accord de la Religion et de la Liberté », prononcé dans la métropole de Paris, le 4 février 1791, pour la solennité civique des anciens représentants de la Commune, en mémoire de ce qu'à pareil jour, le roi vint à l'Assemblée nationale reconnaître la souveraineté du peuple, par Claude Fauchet, prédicateur du roi, dernier président des anciens Représentants de la Commune, procureur général du Cercle social pour la Confédération universelle des Amis de la Vérité, membre de la Société des Amis de la Constitution, séante à Bayeux, évêque constitutionnel du Calvados ; en présence des députés de l'Assemblée nationale, du garde des sceaux de l'État, de la municipalité, du corps électoral, des présidents des sections de Paris, du commandant général (La Fayette), des Électeurs de 1789, des anciens Représentants de la Commune, de la garde nationale parisienne, de l'Assemblée fédérative des Amis de la Vérité et d'une immense réunion de citoyens ¹ ».

Le sermon fut réimprimé jusqu'à concurrence de douze cents exemplaires, destinés à être distribués aux citoyens. Quel était le but de la société en ordonnant cette réimpression ? Elle a soin de le spécifier : c'est « afin de confirmer les forts dans les vraies maximes de la religion et de la liberté, et d'éclairer et soutenir les faibles ² ».

Sans doute qu'en énumérant complaisamment tous les titres de l'auteur et en citant les grands personnages, les corps de l'État et les diverses sociétés qui formèrent son auditoire, les membres du Club des Amis de la Constitution de Bayeux se proposaient également de frapper l'imagination populaire.

Nous avons dit que Fauchet — et cela est vrai surtout pour le Calvados — fut clubiste autant qu'évêque, les deux personnages allant, chez lui, de pair ; il n'était pas moins dévoué aux intérêts des clubs dont il faisait partie qu'à ceux de son diocèse. L'initiative prise, à son instiga-

¹ Bayeux, veuve Nicolle, in-8°, 1791.

² Archives du Calvados, série L.

tion, peu de temps après son arrivée dans le Calvados, par la Société populaire de Caen, en est une preuve évidente. Voici, raconté succinctement, le fait auquel nous faisons allusion :

Le 16 juillet 1791, une scission éclata au Club des Jacobins de Paris. La majorité modérée de ce club, effrayée des motions révolutionnaires faites par un certain nombre de membres, qui demandaient la déchéance du roi, quitta brusquement la salle des séances et se transporta au couvent des Feuillants, dont elle prit le nom. Beugnot, Pastoret, Vau blanc, Barnave, les deux Lameth, auxquels vinrent se joindre les principaux membres du Club de 1789, tels que La Fayette, Bailly, l'abbé Sieyès, Le Chapelier, La Rochefoucauld et Mirabeau lui-même, beaucoup de constituants, composèrent le Club des Feuillants. Les scissionnaires voulaient « la Constitution, toute la Constitution, rien que la Constitution » ; ils redoutaient « les novateurs ardents et inquiets ». Ils étaient monarchistes avec la Constitution, tandis que les membres avancés du Club des Jacobins aspiraient à l'établissement de la République.

Il était à craindre — et, de fait, c'est ce qui eut lieu — que l'événement n'eût sa répercussion dans les sociétés des départements, et que la scission qui se produisait dans la société mère ne se produisît également dans celles-ci. Les membres restants du Club des Jacobins avaient contre eux l'opinion générale ; tout le monde alors était monarchiste ; ils se trouvaient, par suite, en assez mauvaise posture. Sans aller jusqu'à renier leurs idées, ils s'appliquèrent à les justifier en les atténuant. L'évêque constitutionnel du Calvados se rendit compte de la situation et songea à en prévenir les conséquences. Le plus urgent était de maintenir la cohésion au sein des sociétés populaires de province, et d'empêcher la division de s'y introduire ; il comprenait très bien que la grande force de la Révolution résidait dans ces sociétés, lesquelles étaient aussi sa force à lui-même. Sans plus tarder, il rédigea une *Adresse* que la

Société des Amis de la Constitution de Caen envoya, en son nom propre, à toutes les sociétés civiques de France ¹. L'auteur de l'Adresse avait un double but : mettre ces sociétés en garde contre toute idée de division et de schisme et, en même temps, les engager à demeurer fidèles à la Société des Jacobins. Cette Adresse n'était qu'une réponse à celle que les membres dissidents des Feuillants venaient d'envoyer à toutes les sociétés sœurs, dans le but d'expliquer et de justifier leur conduite.

Fauchet commence d'abord par prêcher l'union ; après quoi, il indique à laquelle des deux sociétés il convient de se rallier, et il n'hésite pas à déclarer que c'est à celle des Jacobins. Cela se comprend : il était, au point de vue politique, en conformité d'idées avec les membres les plus avancés de ce Club. Ceux-ci aspiraient à substituer la république à la monarchie ; telle était aussi l'ambition de l'évêque du Calvados. Nous aurons, plus d'une fois, l'occasion de voir ses adversaires lui en faire un grief et le représenter comme l'ennemi de la Constitution votée par l'Assemblée nationale.

Mais il fallait plaider la cause des membres restés fidèles au Club des Jacobins. C'était là le point délicat, la cause étant, en soi, assez mauvaise. L'auteur de l'Adresse sut s'en tirer avec habileté. Une apologie en règle eût été imprudente et aurait, sans doute, produit un effet tout opposé à celui qu'il se proposait ; il se contenta d'excuser ses coreligionnaires politiques et de réclamer, pour eux, les circonstances atténuantes ; mais, en même temps, il eut la hardiesse perfide de rejeter sur leurs adversaires tout l'odieux de la scission, en incriminant leurs intentions.

« Tenons-nous, dit-il, invariablement unis à celle (la Société) des Jacobins, notre premier point de ralliement. Elle conserve toujours les vrais principes ; elle est calomniée.

¹ *Adresse des Amis de la Constitution de Caen aux sociétés patriotiques du Calvados et à toutes les sociétés civiques de France*, par Claude FAUCHET, évêque du Calvados, 1791. — *Miscellanées de la biblioth. publique de Caen.*

Elle n'a point eu la pensée de protester contre les décisions de l'Assemblée nationale; elle a toujours déclaré qu'il fallait obéir aux décrets de nos représentants. Elle a été seulement fidèle au droit sacré et inviolable des hommes libres de prononcer leur opinion sur les grands intérêts de la patrie, de demander aux législateurs d'écouter la voix publique, d'espérer que les surprises faites à leur sagesse ne sont pas irrémédiables, de ne point confondre, enfin, l'autorité des représentants, qui exige la soumission à tous les décrets, avec une infaillibilité qui n'est pas dans la nature humaine, et dont la supposition réduirait la souveraineté du peuple à une passivité stupide et à un éternel servage ».

Les Feuillants comptaient les députés les plus marquants de l'Assemblée nationale; de plus, l'Adresse publiée par eux contenait des déclarations inspirées par le patriotisme le plus sincère: il y avait là de quoi faire impression sur les sociétés sœurs. Fauchet s'applique à atténuer cette impression:

« Frères et Amis, poursuit-il, ne nous en laissons pas imposer par des paroles et par des noms. Evitons l'erreur et la discorde, lors même qu'elles nous sont présentées sous l'apparence du zèle et du civisme. Sachons apprécier ces paroles imposantes des membres qui ont opéré la scission: « Nous avons juré l'observance de la loi, nous ne fausserons » pas nos serments. Environnant avec courage l'Assemblée » nationale, nous obéissons aveuglément à ses décrets et à » ses décisions; nous abhorrons le républicanisme et les » factieux ».

» Vous voyez assez que, préoccupés par leurs sentiments, les frères divisés de leurs frères n'ont pas apprécié la valeur de ces expressions, puisées dans le dictionnaire des esclaves. La Société des Jacobins observe aussi les lois, est fidèle aussi à l'Assemblée nationale et obéit aux décrets. Mais que signifie le mot d' « aveuglement », qui ne convient qu'à des aveugles et qui caractérise la plus honteuse servilité? Pourquoi abhorrer le « républicanisme », qu'il est, au contraire,

très permis de regarder, dans la liberté de son opinion, comme la forme la plus parfaite du gouvernement ? Pourquoi traiter de « factieux » des hommes libres qui émettent légalement cette opinion, en obéissant cependant, comme l'ordre l'exige, à la législation qui s'en écarte ? On peut admirer les formes monarchiques, mais il est permis également de ne les admirer pas. Tous finiront par s'entendre et se rapprocher, puisque tous aiment la patrie et la liberté ; mais restons attachés au centre, et ne nous divisons jamais.

» Nous sommes, avec un attachement inviolable, dans l'unité civique et fraternelle,

» Vos Frères et Amis, composant la Société patriotique de Caen.

» Claude FAUCHET,

» *Évêque du Calvados, président* ».

Aux yeux du président de la Société patriotique, il n'y a qu'un « centre » auquel doivent demeurer inviolablement attachées les sociétés des départements : c'est le Club des Jacobins. L'Adresse obtint un succès, au moins partiel. Les Clubs du Calvados restèrent fidèles aux Jacobins ; leurs membres étaient en communion d'idées avec ceux-ci et, conséquemment, avec l'évêque du Calvados. Fauchet exerçait, sur les sociétés de son département, une influence prépondérante qui les lui mettait, pour ainsi dire, dans la main ; cet avantage, il sut, comme nous le verrons, le faire habilement servir à ses intérêts politiques

Nous ne devons pas omettre de mentionner le *Serment* qui, dans le même temps, fut arrêté et prêté par les membres de la Société des Amis de la Constitution de Caen, dans la séance du 10 août 1791, sous la présidence du Frère Claude Fauchet, évêque du Calvados, et dont voici la teneur :

« Nous jurons de faire cause commune avec chacun de nos frères qui éprouvera une injustice, d'en poursuivre la réparation par toutes les voies légales, et d'employer tous les

moyens légitimes qui seront en notre pouvoir pour faire triompher pleinement, en faveur de chacun de nous, — comme si nous étions un seul homme, — la cause de la justice et de la liberté¹ ».

Ce serment fut prêté à l'occasion des événements que nous allons raconter, et dans lesquels le prélat se trouva gravement compromis. C'était l'engagement, de la part des membres de la Société populaire de Caen, de faire cause commune avec leur président, en se solidarissant avec lui. Car, si l'évêque du Calvados comptait des amis dans son diocèse, il comptait peut-être encore plus d'ennemis ; il avait spécialement contre lui le parti des « aristocrates », composé de tous ceux qui étaient opposés à la Révolution et voulaient le maintien de la monarchie. A Bayeux, c'était, avec une partie du peuple et de la bourgeoisie, toute la noblesse, et même les autorités constituées, municipalité et district. On répandait contre lui des libelles anonymes, des chansons ou des peintures satiriques² ; chaque jour en voyait éclore. On ne reculait pas même devant la calomnie ; c'est ainsi qu'on l'accusait d'avoir appelé Jésus-Christ « le ci-devant Dieu ». L'esprit de parti — surtout quand la passion vient s'y joindre — ne recule devant aucun moyen.

C'est ici le lieu de parler d'un serment que l'abbé Fauchet, devenu évêque constitutionnel du Calvados, aurait prêté au sein de la Société populaire de Caen, le jour où il s'y fit affilier. Ceux qui, jusqu'ici, se sont occupés de la pièce où ce serment est reproduit, le lui ont attribué ; le fait semblerait donc

¹ Biblioth. municip. de Caen (Miscellanées).

² A Bayeux, un barbier avait imaginé de faire peindre, au-dessus de la porte de sa maison, en guise d'enseigne, le portrait de l'évêque constitutionnel et celui de son vicaire, Chaix d'Est-Ange. Le diable était représenté tenant un portrait dans chaque main, et, au bas du panneau où cette scène était peinte, se lisaient ces vers :

Tous deux jureurs,	Tous deux timbrés,	Tous deux sans loi,
Tous deux prêcheurs,	Tous deux blasés,	Tous deux sans foi,
Tous deux menteurs.	Tous deux chassés.	Tous deux à moi !

être considéré comme acquis. Tel n'est pas notre avis. Mais, avant d'exposer les raisons sur lesquelles il s'appuie, il convient de mettre sous les yeux du lecteur le texte même du serment en question :

« Je jure, en présence du peuple, par l'assemblée que j'ai l'honneur de présider, d'être fidèle à la loi, à la nation; de soutenir, de tout mon pouvoir, la Constitution votée par les sages représentants d'un peuple jadis esclave et maintenant libre par lui-même; je jure, sur mon honneur et sur ma vie, de ne jamais révéler ce qui se passera dans la Société. Je jure de rapporter, avec la plus scrupuleuse exactitude, tout ce que j'entendrai contre la Constitution. Je jure de dénoncer tous les discours qui pourraient y porter atteinte ou chercheraient à la ridiculiser. Je jure une haine éternelle au trône et au sacerdoce, et, si jamais je viole ce serment solennel, je consens, dis-je (*sic*)¹, que mille poignards vengeurs soient plongés dans mon sein parjure, que mes entrailles soient déchirées et brûlées à petit feu et que mes cendres, portées aux quatre coins de l'univers, y soient un monument de mon infidélité² ».

Eh bien, en dépit de l'opinion accréditée jusqu'ici, nous n'hésitons pas à soutenir que la pièce est apocryphe. Un examen tant soit peu attentif suffit pour y reconnaître la main d'un faussaire, et, qui plus est, d'un faussaire maladroit; elle n'est, en effet, comme nous nous proposons de le

¹ Le mot *dis-je* suppose une répétition qui n'existe pas; il n'a, par suite, aucune raison d'être et donne à la phrase un tour incorrect; il se lit cependant dans les deux exemplaires que nous connaissons. — Le style dans lequel le serment est rédigé constitue une nouvelle présomption en faveur de sa non-authenticité. « Je jure, en présence du peuple, par cette assemblée... »; on ne voit pas bien ce que cela signifie. En tout cas, comme il s'agit de la « Société des Amis de la Constitution », c'est *société* qu'il faudrait dire et non *assemblée*. Fauchet se serait certainement exprimé d'une façon plus correcte.

² Biblioth. de M. le chanoine Deslandes. (Recueil manusc. et copies de diverses pièces, t. IV). — Arch. du Calvados. (Liasse du distr. de Vire, procès-verbal du 2 juin 1793).

démontrer, qu'un tissu de contradictions et d'invéraisemblances.

Fauchet, prêtre et évêque, y jure « une haine éternelle au sacerdoce ! » Sa vie tout entière proteste contre un tel acte ; il est en opposition radicale avec ce que nous savons de ses sentiments religieux, et cela seul devrait suffire pour prouver que la pièce est apocryphe et la faire rejeter. Mais cette invraisemblance n'est pas la seule ; on peut en relever d'autres.

Le serment aurait été prêté « en présence du peuple », c'est-à-dire devant des centaines de personnes. Est-il vraisemblable qu'un serment, où l'on jurait une haine éternelle à la royauté, ait été entouré d'une telle publicité ? Ceux qui l'auraient prêté se seraient exposés à toutes les poursuites des lois, et le Gouvernement n'aurait pas manqué de dissoudre la société qui l'eût prescrit à ses membres. En outre, cette formule de serment fait supposer que toutes les sociétés populaires étaient républicaines. Or, rien n'est plus faux ; elles le deviendront, dans un an ou deux, lorsque la République sera établie ; mais, en 1791, l'événement n'est pas encore réalisé. On compterait les membres de ces sociétés qui rêvent alors de la République. De même, elles ne sont pas plus irréligieuses qu'elles ne sont républicaines.

Mais voici une contradiction bien plus flagrante. A cette époque (1791), les sociétés populaires — celle de Caen comme les autres — portent le nom de Sociétés des Amis de la Constitution, et, justement, la formule du serment qui nous occupe prescrit de « soutenir de tout son pouvoir la Constitution » votée par l'Assemblée nationale ; or, cette Constitution était essentiellement monarchique. Il s'ensuivait donc que le récipiendaire jurait haine éternelle à la monarchie, dans le temps même où il faisait profession de foi monarchique.

Les deux exemplaires de ce soi-disant serment, que nous avons eu sous les yeux, — l'un et l'autre manuscrits et d'écritures différentes, — ne sont revêtus d'aucune signature ; ce ne sont point, par conséquent, des documents originaux.

Notre conviction est qu'il ne faut voir, dans cette pièce,

qu'une méchanceté des adversaires de l'évêque du Calvados, de ses bons amis les « réfractaires », ou les « aristocrates ». Aussi bien, les circonstances dans lesquelles fut découvert l'un des exemplaires du serment confirment notre sentiment. Sa découverte eut lieu au cours d'une visite domiciliaire faite, à Vire, le 2 juin 1793, par les commissaires du district, dans une maison habitée par une dame Surirey et une demoiselle Dubourg, dénoncées comme « suspectes de fanatisme ». Les commissaires y saisirent, outre « plusieurs emblèmes pros-crits », « un écrit » qu'ils joignirent aux emblèmes. Cet écrit constitue une feuille double. La première contient le serment ci-dessus. Sur la seconde, figure un autre factum intitulé : *Litanies de la très sainte Assemblée*¹, traduites du latin par M. l'abbé Fauchet. Ce dernier document n'est pas autre chose qu'un pamphlet satirique, preuve évidente que le serment, qui en forme le pendant, est de même nature. On faisait circuler l'un et l'autre sous le manteau, et nos deux bonnes dévotes, pour s'entretenir dans une sainte horreur à l'égard de « l'intrus », du « suppôt du diable », s'étaient employées à les transcrire. Au reste, si les commissaires du district de Vire crurent devoir se saisir du document et le joindre au dossier, c'est, apparemment, qu'ils voyaient en lui un écrit « contre-révolutionnaire », œuvre de quelque « aristocrate ».

Le 14 juillet, deuxième anniversaire de la prise de la Bastille, Fauchet se rendit à Caen pour commémorer cette grande journée, y officia pontificalement et harangua le peuple. Une cérémonie religieuse analogue eut lieu, le même jour, à Bayeux ; elle fut présidée par le vicaire épiscopal Chaix d'Est-Ange, qui y prononça un discours, dans lequel il prit pour texte ce verset du Second livre des Macchabées : *Pro legibus et patria mori parati*, qu'il traduisit : « Prêts à mourir pour la Constitution et la patrie² ».

¹ Il s'agit de l'Assemblée nationale. — Arch. du Calvados, district de Vire. (Procès-verbal du 2 juin 1793).

² Ce discours fut imprimé à Bayeux, chez la veuve Nicollé, aux frais des Amis de la Constitution ; in-8° de 10 pages. Bibl. de M. le chanoine Deslandes

Bayeux était une ville calme et tranquille ; Fauchet avait peu d'action sur sa population, aux mœurs paisibles, et attachée, en majorité, à l'ancien ordre de choses ; les autorités lui étaient plutôt hostiles ; c'était un foyer « d'aristocratie » et de « fanatisme », comme on disait alors. Il préférait Caen, ville beaucoup plus importante et aux idées plus avancées. Là, il se sentait soutenu, porté, pour ainsi dire, par la faveur populaire. Il trônait à la Société des Amis de la Constitution ; la municipalité lui était dévouée. La griserie des foules, l'encens de la popularité, voilà bien ce qu'il fallait à cet homme, et ce qu'il trouvait dans le chef-lieu du département.

Pour la cérémonie de la Fédération, qui devait réunir un grand nombre de citoyens, un vaste espace était nécessaire : on choisit la « Plaine des Ifs », à peu de distance de Caen. L'occasion s'offrait trop belle au prélat patriote de développer ses idées politiques pour qu'il y manquât. Le sermon qu'il prononça, dans cette circonstance, est, en effet, beaucoup plus politique que religieux. La fuite récente du roi lui fournit un prétexte pour tonner contre les « despotes » ; quant à la liberté, on peut penser si celui qui s'en était constitué, en quelque sorte, l'apôtre, se priva de faire vibrer cette corde. A bien prendre, depuis 1789, l'abbé Fauchet n'avait guère fait qu'un sermon, toujours le même ; les détails pouvaient varier, mais le fond était identique. Avantages de la liberté et de l'égalité, annonce de la fraternité du genre humain, et, comme conséquence, un bonheur idyllique ; voilà quel était son thème favori, le tout entrecoupé de sorties enflammées contre le despotisme et les tyrans. Ces harangues, — car ce n'était guère que cela, — à la fois patriotiques et religieuses, débitées avec chaleur et conviction, électrisaient les masses. Là était tout le secret des succès oratoires de Fauchet. Le mot de « liberté » est celui qui revient le plus souvent dans ses discours. Si le peuple n'avait pas encore la chose, on lui jetait, en attendant, le mot en pâture ; celui-ci pouvait servir à lui donner l'illusion de celle-là. Ainsi, parole ardente, fougue oratoire, voilà de quoi est faite l'éloquence de ce prêtre patriote et son caractère principal. Elle en a un autre, qui

exerçait peut-être encore plus de séduction sur un auditoire plébéien : elle était l'écho des passions qui agitaient alors la société ; et, surtout, elle flattait ces passions et répondait aux aspirations populaires. On serait en droit de la définir : une éloquence révolutionnaire. Ces qualités et ces défauts se retrouvent dans le discours prononcé dans la plaine des Six-Districts, le 14 juillet 1791¹.

C'était une fête analogue à celle qui avait eu lieu, à pareil jour, l'année précédente, au Champ de Mars, à Paris, et destinée à la commémorer, avec cette différence, cependant, qu'il s'agissait ici, non de la Fédération des départements et des gardes nationales du royaume, mais seulement de la Fédération des six districts du Calvados ; de là, le nom de « Plaine des Six-Districts » donné, à partir de ce jour, à la plaine des Ifs, près de Caen.

Cette manifestation attira un grand concours de citoyens. Au dire de témoins oculaires, leur nombre pouvait être évalué à quarante mille.

La fête avait été annoncée, la veille, par des salves d'artillerie et la sonnerie des cloches de toutes les paroisses de la ville de Caen. Le départ pour la plaine des Ifs eut lieu dans la matinée ; les citoyens en furent prévenus de la même manière. Le cortège se forma sur la place Royale ; il comprenait la gendarmerie, les dragons, les détachements des gardes nationales des six districts, ceux des troupes de ligne, les fédérés de Paris avec leur bannière, le directoire du département et ceux des districts, le corps municipal de Caen, les juges des tribunaux de commerce et de district, les nouveaux professeurs du collège du Mont, avec une quarantaine d'écoliers ; les trois bataillons de la garde nationale de Caen. Ainsi formé, le cortège traversa les rues Notre-Dame, Saint-Jean et de Vaucelles, et se trouva bientôt

¹ Discours prononcé par l'abbé Fauchet, évêque du Calvados, à l'autel de la patrie, pendant la cérémonie de la Fédération générale, etc. Paris, imp. du Cercle social (s. d.), in-8°. — Biblioth. municip. de Caen. (Miscellanées). — Bibl. nat. Ld⁴ 3680 et Lk 7/1510.

dans la plaine des Ifs. Le soir, il y eut illumination générale ; quelques maisons, cependant, s'étaient obstinées à ne pas illuminer ; mal leur en prit : elles eurent les vitres de leurs fenêtres brisées à coups de pierres. D'autres, appartenant aussi bien à des « patriotes » qu'à des « aristocrates », quoique en règle sur ce point, ne furent pas davantage épargnées ; mais, ici, c'était l'effet de vengeance personnelles¹.

Le reproche ordinaire qu'adressaient à l'évêque du Calvados ses adversaires était de tenir des discours incendiaires. Comme pour se justifier, en se couvrant de l'autorité des Livres Saints, il prit pour texte, ce jour-là, ces paroles de saint Luc :

« *Ignem veni mittere in terram, et quid volo nisi ut accendatur* : Je suis venu apporter le feu sur la terre, et je n'ai d'autre désir que de le voir embraser tous les cœurs ».

Le discours débute ainsi :

« Citoyens, Gardes nationales, Soldats patriotes,
Amis et Frères,

» Il est incendiaire aussi l'Évangile ! Le Libérateur du genre humain voulait étendre à toute la terre le feu sacré de la fraternité universelle. Il avait en horreur les despotes, Il fut leur victime. Il aimait les peuples, Il est leur Sauveur. Il l'est, citoyens, dans le sens le plus étendu, dans un ordre de destinées qui embrassera le temps et l'éternité. Il faut une religion qui sanctionne, au nom du Ciel, toutes les saintes institutions de la patrie ; cette religion est celle de l'égalité, de l'amour fraternel, de la liberté divine, c'est l'Évangile. Ses premiers disciples l'ont bien connue ; ils étaient tous frères, amis, égaux et libres. Leur république devait servir

¹ Bibl. municip. de Caen. (Manuscrit Esnault). — « On accorde aux sonneurs 16 livres 4 sols pour cinq volées de cloches le jour de la Fédération, à raison de 36 sols chaque. A ceux qui ont porté à l'autel de la patrie les chandeliers, croix, aubes et ornements nécessaires, 7 livres 10 sols ». (Registres des avis, arrêtés, etc., du district de Caen, registre n° 294, séance du 23 juillet 1791).

de modèle, dans la maturité des temps, à la République de l'univers.

» Le voilà, ce beau jour de la libération des hommes ; nous le célébrons pour la seconde fois, et déjà le monde entier s'ébranle pour marcher à la liberté. La France est sauvée ; vingt millions de frères lui jurent, en ce moment, qu'elle est libre. C'en est donc fait ! La liberté de la France est le salut du genre humain.

» Elle est tombée, aujourd'hui, cette forteresse qui était l'épouvantail des nations. Mes yeux ont vu renverser les créneaux du despotisme ; ma voix, forte de toute la puissance d'un grand peuple qui m'avait choisi pour être son organe, a commandé la ruine de la Bastille, au nom de la loi, de la loi véritable, de la volonté générale. La souveraineté nationale est née en ce jour ; une fois née, elle est immortelle ; à son premier moment, elle a été invincible. La France entière l'a embrassée à l'heure même, et tous les despotes du globe ne peuvent plus lui porter atteinte ; elle va, au contraire, les engloûtir ».

La fuite du roi et son arrestation à Varennes, trois semaines auparavant, avaient produit, dans toute la France, une grande agitation, et l'émotion n'était pas encore calmée ; cet événement lui suggère les réflexions suivantes :

« Cette fuite du roi, qui a jeté, dans quelques esprits encore neufs pour la liberté, de vaines alarmes, ne nous a pas émus. Le département du Calvados est non seulement resté paisible, mais il a vu que cet événement avançait les infaillibles destinées des peuples. Il a souri : c'était le sourire d'un géant attaqué par des papillons irrités, encore couronnés d'aigrettes, mais à qui l'on a coupé les ailes. Il n'y a plus d'armées pour les despotes, il n'y en a que pour les nations ».

On craignait que les rois de l'Europe ne se liguassent pour venger la détention de Louis XVI ; il s'en indigne :

« Qu'ils essaient, les insensés, de conduire des soldats sur

la terre sacrée de la France ; ils y deviendront des hommes ou ils cesseront d'être. Et, cependant, derrière eux, naîtront des souverainetés populaires, et les insectes qui bourdonnaient sur les trônes, en y dévorant les peuples, se trouveront entre le double feu de la liberté française, qui est déjà un incendie inextinguible, et de la liberté des autres nations, qui s'allumera pour ne s'éteindre jamais : *Ignem veni mittere in terram, et quid volo nisi ut accendatur*.

» Oui, nous réitérons nos serments ; nous les réitérons chaque jour, mais avec une énergie nouvelle, dans cette journée libératrice de la France et de l'univers. Nous jurons tous de défendre, jusqu'à la dernière goutte de notre sang, la Constitution qui assure les Droits de l'homme et du citoyen, qui proclame la loi comme l'expression de la volonté générale, et qui établit irrévocablement la souveraineté du peuple. Nous jurons que rien n'y pourra efficacement attenter, ni nos mandataires législateurs, et encore moins le petit troupeau d'aristocrates qui rugissent sourdement parmi nous, et la vile tourbe de tyrans étrangers qui frémissent au milieu de leurs esclaves ».

La harangue se termine par cette exhortation déprécative :

« Jurons, dans le concert de l'harmonie divine, de toutes nos bouches, de tous nos esprits, de tous nos cœurs, de toutes nos âmes, que nous sommes libres, que nous le serons éternellement, et que nous voulons concourir, de toutes nos forces, à la liberté de nos frères dans le monde entier !¹ ».

Celui qui affecte aujourd'hui tant de mépris pour les rois, les qualifiant « d'insectes qui bourdonnent sur les trônes », est le même qui, deux ans auparavant, parlant de Louis XVI, l'appelait « ce roi si chéri, si digne de l'être² », et souhaitait longue vie à ce « bon roi, à qui nous serons à jamais fidèles³.

¹ Bibl. mun. de Caen. (Miscellanées).

² Premier discours sur la Liberté française, p. 14.

³ *Ibid*, p. 16.

Mais l'abbé Fauchet avait fait du chemin depuis lors ; il avait suivi les événements quand il ne les avait pas précédés ou aidé à les précipiter.

Immédiatement après ce discours, l'évêque constitutionnel prononça solennellement le serment fédératif, le même qui fut prononcé au Champ de Mars, à Paris, et qui avait été décrété par l'Assemblée nationale, le 4 février 1790. Aussitôt, un immense cri de : « Nous le jurons ! » frémissant, délirant, sorti de milliers de poitrines à la fois, retentit dans la vaste plaine, succédant, comme un coup de tonnerre, à la voix — isolée et bien faible en comparaison — de l'évêque officiant. Porté par la brise, il se répercuta au loin et se perdit dans l'espace.

Quand le silence se fut rétabli, le prélat récita une oraison, qu'il avait lui-même composée, et que nous reproduisons plus loin. Dite en langue vulgaire, cette prière, empreinte d'une solennelle grandeur, et qui, par son caractère d'actualité, traduisait si bien les sentiments d'une foule gagnée aux idées nouvelles, dut produire sur celle-ci une impression saisissante.

Au cours de la cérémonie, un drapeau, dit drapeau de la Fédération des six districts, fut béni par l'évêque

La fuite du roi et son arrestation à Varennes étaient une bonne fortune pour les journaux républicains ; cet événement devint, pour eux, un motif d'agitation. On est surpris que, dans une circonstance aussi grave et qui servait si bien ses idées politiques, l'évêque du Calvados n'ait pas élevé autrement la voix. Buzé en fait la remarque : « Chose singulière, dit-il, Marat garda le silence, mais Marat était malade. On n'entendit pas non plus la voix de l'abbé Fauchet : il visitait son diocèse ¹ ».

Cet événement, qui précipitait la marche de la Révolution, causa à Bayeux, comme dans toute la France, une vive émotion. Pour exhorter les Bayeusains à ne pas se départir de

¹ *Histoire de l'Assemblée nationale*, t. V, p. 357. — L'assertion de Buzé relative à la visite du diocèse n'est pas tout à fait exacte ; cette visite était terminée depuis peu.

leur calme habituel, la municipalité fit afficher une proclamation qui déplut à la Société populaire. Par manière de protestation, deux jeunes gens, membres de cette société, en lacérèrent plusieurs exemplaires. Ils ne s'en tinrent pas là : ils arrachèrent, en même temps, les plaques apposées aux coins de la place du Marché et qui portaient l'inscription : « Place Louis XVI ¹ ». Ils furent, à l'instant, arrêtés et incarcérés par ordre de la municipalité. Des mutins, excités par la Société des Amis de la Constitution, se portent aussitôt à l'hôtel de ville, demandant à grands cris la liberté des prisonniers, et menacent d'enfoncer les portes de la prison s'ils ne sont pas relâchés. La municipalité ne fléchit point. Le lendemain, les rassemblements se forment de nouveau ; les mêmes vociférations se font entendre. Les membres de la Société se réunissent ; ils envoient à l'hôtel de ville une députation chargée de demander qu'on efface le nom de « Place Louis XVI », et qu'on y substitue celui de « Place de la Fédération ». Nouveau refus de la municipalité, nouvelle députation du Club ; mais, cette fois, ce n'est plus le nom de « Place de la Fédération », mais de « Place Fauchet » qu'on veut donner à la place Louis XVI. C'était narquer la municipalité. Les clubistes ne s'arrêtent pas là : ils rayent de la liste des membres de la Société les noms de plusieurs officiers municipaux qui en faisaient partie, entre autres, celui de M. Larcher de la Londe Sainte-Croix, ancien maire, et vont jusqu'à voter l'abolition des compagnies de grenadiers, chasseurs et canonniers de la garde nationale, uniquement parce que cette force armée, qui est entre les mains de la municipalité, les tient en respect.

L'agitation devient alors extrême ². Tout à coup, on annonce

¹ Le nom de Louis XVI avait été donné à cette place en mémoire du passage de ce roi à Bayeux, le 22 juin 1786, et de la présentation qui lui fut faite, en ce lieu, des clés de la ville. M. Pezet s'est trompé en affirmant que la place Louis XVI était celle « formée par les débris de l'emplacement aplani de l'ancien château ».

² Ces faits se passaient le 19 juillet.

qu'une lettre de convocation imprimé, signée du président du Club, Chaix d'Est-Ange, circule en ville. On disait vrai. La lettre était ainsi libellée :

« Frères, vous êtes invités à vous rendre, à trois heures précises, à l'assemblée publique, qui se tiendra extraordinairement, pour la cause de nos frères odieusement incarcérés, à l'occasion des affiches de la place du Parjure ¹ ».

Le procureur de la commune a connaissance de cette lettre, injurieuse dans ses termes, séditieuse dans son but, et venant ajouter à une effervescence effrayante, provoquée elle-même par le vicaire épiscopal. Il convoque aussitôt la municipalité. Celle-ci « invite instamment » d'Est-Ange à se rendre à l'hôtel de ville pour une « affaire qui exige sa présence ² ». Le vicaire épiscopal se présente devant le conseil assemblé; il reconnaît que le billet de convocation est son œuvre. De son côté, la veuve Nicolle, imprimeur, avoue en avoir tiré deux cents exemplaires, « sur un projet signé Chaix d'Est-Ange ».

Sur quoi, délibérant, le conseil décide que ces billets, contremarqués par la veuve Nicolle et Chaix d'Est-Ange, « vont être remis aux mains de l'accusateur public près le tribunal du district, pour, par lui, faire les poursuites requises ». Il arrête, en outre, que, « pour maintenir le bon ordre dans l'intérieur et les environs de la ville, il va être fait réquisition, à MM. les commandants de la garde nationale et des troupes de ligne, d'effectuer des patrouilles ³ ». Puis, il se hâte d'informer le directoire du département de ce qui se passait.

En même temps, la municipalité faisait afficher dans toute la ville, sous forme d'Adresse une proclamation destinée

¹ Cette lettre fut tirée à 200 exemplaires.

² Reg. de corresp. (Arch. municip. de Bayeux).

³ Reg. des délibérations. (Arch. municip. de Bayeux).

à mettre les citoyens en garde contre les agitateurs. Nous la reproduisons intégralement :

« Citoyens,

» La Constitution triomphe ; l'État est monarchique et la France est sauvée. Craignez qu'on ne vous égare, en vous faisant adopter des principes inconstitutionnels, et en vous faisant mépriser les lois qui font le gage de votre bonheur.

» Des coupables se sont portés à des voies de fait ; leur fidélité a été ébranlée ; ils sont sous le glaive de la loi. Mais ils sont moins coupables, ces hommes trompés, que ceux qui osent qualifier leur incarcération d' « odieuse », quand elle est faite par les ordres de la justice, et qui osent appeler la « Place Louis-XVI », cette place qui reçut son nom par acclamation, la « Place du Parjure » ; comme s'il appartenait à quelques individus de nommer des places, et de substituer à des noms respectables des dénominations dictées par la haine et la passion ; comme s'il appartenait à une poignée d'hommes, dangereux par leur esprit de système et de nouveauté, de prononcer sur les grands intérêts et sur les destinées de cet Empire.

» Non, citoyens, ne vous laissez pas abuser ; ne retardez pas l'instant de la paix et de votre bonheur. Jamais les moments n'ont été plus pressants d'assurer l'empire des lois, d'assurer leur force et leur exécution.

» Voyez jusqu'à quel point on appuie les mal intentionnés. On les rassemble, pour prononcer sur le sort d'individus qu'on réclame comme frères, dont on justifie les écarts, et qu'on veut arracher au pouvoir de la justice, eux qui, par leur aveu et leur soumission, peuvent espérer son indulgence.

» De pareils excès sont une infraction à toutes les lois. Que les bons citoyens fassent cause commune avec les corps administratifs, auxquels le maintien des lois est confié ; qu'ils fuient toutes les assemblées illicites dans lesquelles on ne prêche que l'insurrection et le désordre. La force publique

est mise en activité, afin de prévenir les mauvais desseins et les complots des méchants. Que, pendant la nuit, les bons citoyens restent chez eux : la municipalité veille à leur sûreté et à leur repos, aux dépens du sien ; mais que les méchants tremblent : la loi veille, la force lui restera, et ils seront punis¹ ».

L'Adresse portait les signatures des vingt-quatre membres de la municipalité. Ces derniers, en la publiant, usaient d'un droit, mais ils accomplissaient surtout un devoir ; car on peut dire que cet acte était commandé par les événements. Les termes dans lesquels elle est rédigée ne sauraient guère être plus modérés ; elle n'en servit pas moins de prétexte à la haine et à la vengeance, et celui qui se fit l'organe de ces passions, — il est triste de le dire, — ce fut l'évêque lui-même du département.

Oubliant qu'il est le pasteur du diocèse, qu'il a pour mission de calmer les esprits et de prêcher la conciliation, Fauchet ne se souvient que de la solidarité révolutionnaire qui l'unit aux Frères et Amis de la Société patriotique. Abusant du droit que lui confère son titre d'évêque, il publie un mandement dans lequel il prend fait et cause pour l'auteur de la convocation, Chaix d'Est-Ange, et lance l'insulte et le mépris contre les actes et les membres de la municipalité. Il est daté du même jour que l'Adresse, 20 juillet. Voici ce document :

« Claude Fauchet, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple, dans la communion du Saint-Siège apostolique et dans la charité du genre humain, évêque du Calvados, aux ministres du culte, nos vénérables coopérateurs, et aux fidèles de la ville de Bayeux,

» Salut, paix, force, bénédiction en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

» Frères, les Français sont libres ; ils le seront éternelle-

¹ Arch. du Calvados. Imprim. de la veuve Nicolle, Grande-Rue Saint-Jean. Placard 53 X 37.

ment La souveraineté nationale ne pourra être altérée par les perfidies des pervers, et les faux patriotes seront confondus. La Providence a tout préparé pour ce grand événement, qui doit changer la face du monde et instituer la fraternité universelle ; les pharisiens de la Constitution ne détruiront pas l'œuvre de la main toute puissante qui s'est étendue pour sauver le genre humain. Vous ne vous laisserez pas abuser par des doctrines infâmes, qui tendent à ramener une plus vile servitude que celle dont, par la force de Dieu, vous avez brisé les fers. La voix publique ne mourra pas aux ordres d'une aristocratie nouvelle, petite, inquiète, insolente, et qui court à sa ruine par les excès de l'impudeur.

» *Les vrais coupables, les ennemis de l'État*, vous les connaissez : ce sont ceux qui travestissent en crime le zèle universel des plus purs citoyens de l'Empire, dans les circonstances où tout justifiait leur activité, lors même qu'elle était peu mesurée, contre les *monuments de la tyrannie et du parjure*.

» *Les lâches*, ce sont ceux qui s'entourent de soldats, quand rien n'est à craindre ; qui supposent des périls pour régner par la discorde, et qui essaient, en tremblant, des coups mal assurés, pour voir s'ils intimideraient les patriotes et s'ils pourraient asseoir leur petit trône sur les ruines des patriotes.

» *Les présomptueux*, les ignorants, les esprits en délire, ce sont ceux qui ne connaissent point les droits qui appartiennent aux hommes libres, qui s'opposent à ce qu'on appelle *parjure* le parjure, et qui voudraient imposer silence à l'éternelle vérité.

» *Les partisans des fraudes*, les suscitateurs des divisions, les perturbateurs de la société, vous les avez sous vos regards. Ce sont ceux qui n'aspirent qu'à l'anéantissement des associations patriotiques, à la ruine de la fraternité dont elles sont le foyer.

» *Les méchants*, oui, les méchants, sont ceux qui s'étonnent qu'on réclame des citoyens comme des frères, et qui ont l'audace d'affirmer qu'on veut arracher par la violence,

au pouvoir de la justice, des patriotes dont on ne voulait que demander l'élargissement ».

L'évêque du Calvados parle « d'esprits en délire » ; le sien l'était certainement lorsqu'il écrivit ce mandement. Peut-on concevoir, en effet, qu'un évêque, qui ne doit faire entendre que des paroles de paix et de concorde, s'oublie au point de déverser, — et cela dans un document solennel comme l'est un mandement, — un torrent d'injures sur les membres d'une administration publique, afin de soulever contre eux toute une population ? Le respect de lui-même et de sa dignité, — à défaut de toute autre considération, — aurait dû le préserver d'un tel excès. On sent que le mandement a été composé *ab irato* ; il s'en faut, en tout cas, qu'on y rencontre la sérénité qui sied aux pièces de ce genre.

Il se termine ainsi :

« A ces causes, nous vous exhortons, Frères et Amis, au nom de Dieu, de continuer de vous conduire avec l'esprit de sagesse et de vérité qui caractérise votre zèle, à ne jamais employer aucune violence contre les pharisiens de la loi, à les éclairer de votre liberté pure, à n'opposer, enfin, à la perversité de leurs vues et à la tyrannie de leur conduite que les rayons de la vérité et la majesté du mépris.

» Mande à ses chers Coopérateurs de chanter, après toutes les messes hautes, le *Domine salvam fac gentem*, avec le verset et l'oraison ci après ».

Nous reproduisons, en note, verset et oraison. On ne manquera pas de trouver étrange la formule de celle-ci. Elle traduit surtout les aspirations politiques et sociales de Fauchet. Ainsi qu'il le dit lui-même, elle est, à la fois, « évangélique, patriotique et fraternelle ». Il est certain, comme on l'a fait remarquer, qu'elle « embrasse bien des points de vue, et que, pour ce motif, elle peut paraître bien

compliquée ¹ ». Le prélat engage les fidèles à la réciter souvent ².

Le mandement est « donné à Bayeux, en la maison épiscopale, le 20 juillet 1791 »; il est signé : « † Cl. FAUCHET, évêque du Calvados. — GASNIER, vic gén et secrétaire. »

Instruit de la publication prochaine de ce mandement, M. Larcher de la Londe, procureur de la commune, réussit à s'en procurer un exemplaire et convoque aussitôt le corps municipal, auquel il donne lecture de ce libelle « de nature, dit-il, à exciter l'indignation et l'inquiétude de la municipalité ». Tous les membres présents sont du même avis; en consé-

¹ *Nouvelles ecclésiastiques*, n° du 3 avril 1793, p. 56.

² Voici cette oraison, avec le verset qui la précède :

Ÿ. *Deposuit potentes de sede,*
 R. *Et exaltavit humiles.*

Ÿ. Il a déposé les hommes superbes.
 R. Et il a élevé les humbles.

OREMUS

*Deus omnipotens, qui cum magna
 reverentia disponis nos; et cujus
 æternam rationem vox populi recte
 collecta proclamât consonis accen-
 tibus; genus humanum tamdiu a
 vera societate alieneum, tandem,
 agente tua gratia ac volente miseri-
 cordia, ad fraternitatē evangelicam
 per orbem efficaciter advocas: ut opus
 tuum ad universam fratrum felici-
 tatem atque salutem consummare
 digneris, deprecamur suppliciter.
 Nationem Francorum totius mundi
 exemplum redde benignus: dirige
 illam in via libertatis perfectæ; qua-
 tenus nullum Dominum agnoscat
 præter te, summe Pater hominum, et
 nullum magistrum præter Verbum
 incarnatum, Jesum Christum Filium
 tuum, qui tecum vivit et regnat in
 unitate Spiritus Sancti, Deus, per
 omnia secula sæculorum. Amen.*

PRIONS

Dieu tout puissant, qui disposez de nous avec des ménagements infinis pour notre liberté, et qui, par la voix du peuple, exactement recueillie, faites retentir les accents de votre raison éternelle; vous appelez enfin efficacement, par l'action de votre grâce et de votre miséricorde, à la fraternité évangélique le genre humain, étranger si longtemps à la société véritable; nous vous supplions de consommer votre œuvre pour le bonheur et le salut universel des frères. Dans votre bonté propice, rendez la Nation française digne de servir de modèle au monde entier. Dirigez-la dans les principes de la liberté parfaite, en sorte qu'elle ne reconnaisse plus d'autre Dominateur que vous, Souverain Père des hommes, et d'autre maître que le Verbe incarné, Jésus-Christ, votre Fils, qui vit et règne avec Vous, en l'unité divine, dans les siècles des siècles. Ainsi soit-il.

(Arch. nat., AD XVII, 42. — Biblioth. de M. l'abbé Le Mâle).

quence, ils font défense à Baschet, afficheur ordinaire, de placarder ce mandement, et lui ordonnent de déposer, à l'hôtel de ville, tous les exemplaires qu'on pourrait lui remettre. En même temps, Claude Fauchet était « mandé à l'hôtel de ville pour passer sa déclaration ¹ ».

Informé de la défense faite à Baschet, l'évêque le mande à son tour et exige, de sa part, une déclaration écrite constatant que, s'il lui désobéit, c'est pour se conformer aux ordres de la municipalité, et, enfin, « lui dit, avec menace, qu'il allait faire afficher son mandement par autre personne ² ».

Fauchet ne se présentant pas à l'hôtel de ville, trois officiers municipaux furent délégués vers la veuve Nicolle, imprimeur, pour savoir si elle avait imprimé le mandement, quel nombre d'exemplaires il en avait été tiré, et si elle possédait encore l'original. Elle déclara qu'elle avait remis l'original « à M. Fauchet, évêque du Calvados, qu'il était signé par lui, et qu'il ne lui restait plus que la *tierce* ³ » ; mais elle ne se crut « pas obligée de dire le nombre d'exemplaires qu'elle en avait fait ».

Sur ces entrefaites, l'afficheur vint déposer à l'hôtel de ville les « soixante-dix placards » dont il était dépositaire. Cependant, l'auteur du mandement ne comparaisait toujours pas. Enfin, à huit heures du soir, un domestique remit, sous enveloppe, à l'adresse de la municipalité, un billet ainsi conçu :

« Claude Fauchet, évêque du Calvados, ne se transportera point, sur-le-champ, à l'hôtel de la commune : mais, sur-le-champ, il dénonce au tribunal l'attentat contre la liberté publique et contre les droits les plus loyaux et les plus sacrés des évêques, commis par les sieurs La Londe.

¹ Arch. municip. de Bayeux. (Reg. des délibérations de 1791).

² Arch. du Calvados, série L. (Tribunal du district de Vire).

³ Dernière épreuve avant la lettre.

procureur de la commune, et Seigle, secrétaire-greffier de la municipalité, qui ont eu l'audace et le despotisme d'empêcher l'affiche de son mandement et de saisir tous les exemplaires de ce dit mandement entre les mains de l'afficheur.

» Claude FAUCHET, *évêque du Calvados*.

» A Bayeux, le 21 juillet 1791 ¹ ».

Aussitôt, la municipalité arrêta que, « vu la reconnaissance par ledit Fauchet que le mandement est son ouvrage, ledit mandement sera dénoncé à l'accusateur public » ; elle décida, en outre, « que copie du présent, avec exemplaire dudit mandement, seront envoyés à MM. de l'Assemblée nationale ».

Telle fut l'origine du conflit qui s'éleva entre la municipalité de Bayeux et l'évêque constitutionnel du Calvados, conflit sans exemple, peut-être, dans les fastes des administrations ecclésiastiques et municipales. Emporté par sa fougue habituelle, Fauchet ne connut aucune mesure.

La municipalité, on l'a vu plus haut, avait déjà instruit le directoire du département des événements qui émotionnaient la population de la tranquille cité. Le 21 juillet, après avoir relaté les faits de la journée, elle disait : « Nous vous adressons aujourd'hui l'ouvrage de M Fauchet ; il nous a déclaré guerre ouverte ; il nous tarde de le livrer à l'accusateur public ; nous aurions désiré l'arrêter sur-le-champ ² ». Le département répondit à cette lettre en invitant la municipalité « à montrer l'esprit de sagesse et d'union dont les circonstances actuelles font aux amis de la chose publique un devoir absolu ³ ».

Ces événements, colportés au loin, y parvenaient, grossis

¹ Arch. du Calvados, série L. (Tribunal du district de Vire).

² *Ibid.*, série Lm. (Police).

³ *Ibid.*, série L. (Délib. du direct. du département).

ou défigurés. C'est ainsi qu'à Caen, s'était répandue la nouvelle de la mort de l'évêque du Calvados ¹.

Le samedi, 23 juillet², était jour de marché à Bayeux. De grand matin, la ville voyait affluer, de plusieurs lieues à la ronde, une foule de personnes venues dans l'intention, les unes de vendre leurs denrées, les autres de les acheter. Des bruits divers circulaient : « L'évêque Fauchet va prêcher aujourd'hui », disait-on. Les membres du Club, mieux informés, affirmaient qu'à la grand'messe³ il se contenterait de lire son fameux mandement.

Ces bruits parviennent à la municipalité, toujours en permanence à l'hôtel de ville ; aussitôt, elle rédige un arrêté, dans lequel elle « fait défense à toutes personnes de lire, publier, afficher, distribuer et colporter un imprimé portant pour titre : *Mandement de l'évêque du Calvados aux pasteurs et aux fidèles de Bayeux*, en date du 20 de ce mois, signé Claude Fauchet, évêque du Calvados ; elle ordonne, en outre, que le présent sera signifié à M. Fauchet, évêque du Calvados, et aux curés de cette ville, avec défense de lire, ni faire lire ledit mandement, sous peine au cas appartenant ». Cet arrêté est signé : Littry, maire, Septier, Aufrye, Moulland, Bonnemie, Gardin de Néry, Philippe-Jean de la Marre, Raould, Hallot, Tardif fils et Trolong.

Jean-François Lelard, « premier huissier audiençier du ci-devant grenier à sel », fut aussitôt mandé. « A la requête de MM. les officiers municipaux de la ville de Bayeux, poursuite et diligence de M. le procureur de la commune dudit lieu », il se rendit à l'évêché, où, « parlant à un domestique, sur les neuf heures du matin, afin que mondit sieur Fauchet n'en ignore et s'y conforme », il signifia et bailla copie de l'arrêté municipal ⁴.

¹ Manuscrit Esnault.

² M. Pezet s'est trompé en disant que le 23 était un dimanche.

³ Malgré la suppression du chapitre, on chantait encore, chaque jour, une messe à la cathédrale.

⁴ Arch. du Calvados, série L. (Tribunal du district de Vire).

Signification inutile, car le prélat était bien résolu à enfreindre les défenses de l'édilité bayeusaine. En effet, du haut de sa demeure aérienne, la *Trémonde*¹ lançait ses appels sonores à la cité affairée ; c'était bien, à n'en pas douter, l'annonce du sermon, ou de la lecture du mandement ; on remarqua même que la sonnerie se prolongeait plus que de coutume. En un instant, la foule, excitée par la curiosité, remplit les vastes nefs de la cathédrale. L'évêque assistait, en effet, à la messe solennelle qui s'y célébrait².

Après l'Évangile, revêtu de ses ornements pontificaux, crosse en main et mitre en tête, il sort du chœur et se dirige vers la chaire. Il est escorté par trois ecclésiastiques, en surplis, chapes ou dalmatiques, qui l'accompagnent jusque dans la chaire, et se tiennent debout près de lui ; l'un d'eux porte le bougeoir. Avant de prendre la parole, le prélat remet sa crosse à un second. Le troisième n'était autre que le vicaire épiscopal, Chaix d'Est-Ange. Alors, Fauchet lit son mandement : mais il le fait en le paraphrasant, et en soulignant, de la voix et du geste, les premiers mots de chaque alinéa : les *lâches*, les *présomptueux*, les *partisans des franchises*, les *méchants*, affectant, lorsqu'il prononçait ces mots, un air de mépris souverainement injurieux, les répétant même plusieurs fois à dessein.

Lorsqu'il eut terminé sa lecture, le prélat s'exprima à peu près en ces termes :

« Tout à l'heure, au moment où je revêtais mes ornements, on m'a murmuré à l'oreille qu'il était venu une espèce d'homme, qu'on dit être un huissier, me faire une signification. Il s'agirait d'une défense d'afficher mon mandement. Cette défense ne m'émeut pas ; je la foulerai aux pieds. Le

¹ Nom de la grosse cloche de la cathédrale.

² C'était le jour où l'église de Bayeux célébrait, avec grande pompe, la fête des SS. Martyrs Raven et Rasiphe, dont, pendant de longs siècles, elle avait possédé les reliques.

mandement sera affiché, et je défie les plus hardis de vouloir l'arracher. Je dois l'instruction à mon diocèse, et personne n'a le droit de m'empêcher de la donner. Je suis l'évêque de toutes les municipalités du Calvados, de celle de Bayeux comme des autres, et je n'entends pas qu'une petite municipalité, comme celle-ci, ose venir entraver mes fonctions.

» Ah ! oui, en vérité, il appartient bien à une petite municipalité, mal organisée, de s'arroger le droit de me faire la loi, et d'avoir l'œil sur ma conduite ! C'est moi, au contraire, qui aurai l'œil sur la sienne. Soyez tranquilles, mes Frères, je prends tout sur moi. Cette petite municipalité, soutenue par une poignée d'hommes constituant ce qu'on appelle la force armée, se croit une Bastille ; je la réduirai ; et, si cette petite municipalité, que je méprise, me cherche, elle me trouvera ».

Ces paroles furent prononcées avec chaleur et véhémence. Il fallait voir quel ton de hautain mépris le prélat affectait en répétant les mots : « petite municipalité ». Il semblait vouloir opposer cette administration à celle dont il avait fait partie à Paris, et l'écraser par ce rapprochement. Qu'était-elle, en effet, à côté de cette dernière ? Un pygmée à côté d'un géant. Petite municipalité ! Petite municipalité !

Cette sortie de l'évêque fut saluée par les applaudissements et les bravos d'une partie de l'auditoire ¹. Les honnêtes gens en murmurèrent ; mais ce fut surtout au dehors que les sentiments se firent jour, et que les réflexions s'échangèrent plus librement. On put alors constater que beaucoup de ceux qui avaient assisté à cette singulière cérémonie paraissaient indignés, et ne se cachaient pas pour dire que la municipalité avait raison et qu'elle avait bien agi. Nous avons reproduit, aussi exactement que possible, la physionomie de cette scène, d'après les procès-verbaux de l'information ordonnée par le tribunal du district.

L'évêque Fauchet avait dit et annoncé qu'en dépit de la

¹ Arch. du Calvados. (Procès-verbaux d'informations, série L, tribunal du district de Vire).

défense dont il avait reçu signification, son mandement serait affiché; il tint parole. Le soir même, on pouvait voir le document incriminé s'étaler sur les portes des églises et chapelles de la ville épiscopale. Constatation en fut faite par le commissaire de police, ainsi qu'en témoigne le procès-verbal qu'il rédigea à la suite, et où nous lisons :

« Nous, Louis-Jacques de Gastebled, conseiller du roi, commissaire de police de la ville, faubourgs et dépendances du bailliage de Bayeux, y résidant,

» Certifions qu'à la requête de M. le procureur de la commune, nous nous sommes transporté, aujourd'hui, 23 juillet, dans les paroisses Saint-Sauveur, Saint-Patrice, Saint-Ouen des faubourgs, Saint-Laurent, Saint-Martin, Saint-Malo, La Madeleine, Saint-Jean, Saint-Exupère, Saint-Vigor-le-Petit et la Poterie, ainsi qu'aux couvents des Dames religieuses bénédictines et ursulines, où, étant parvenu, nous avons remarqué, à la porte de chaque église, une affiche portant : *Mandement de l'Évêque du Calvados, etc.*¹ ».

C'étaient les domestiques eux-mêmes de l'évêque qui, remplaçant l'afficheur ordinaire, avaient placardé ce mandement.

Dans l'après-midi de ce même jour, Fauchet quittait Bayeux; il se rendait à Caen, dans le but d'assister à une séance de la Société populaire. C'était la première fois, depuis sa réception, qu'il honorait cette Société de sa présence. A son entrée dans la salle, il fut l'objet d'une ovation enthousiaste; le peuple se précipitait vers lui en poussant des cris d'allégresse : pendant ce temps, la musique jouait des airs patriotiques. Le prélat prit la parole et entre tint l'assemblée de « l'infâme conduite qu'avaient tenue, vis-à-vis de lui, les petits tyrans qui composent la municipalité de Bayeux ». Comme il était plein de son sujet, il parla avec animation, et son récit souleva une indignation générale.

Nous empruntons ces détails à une lettre écrite, le lundi

¹ Arch. du départ., série L. (Tribunal du district de Vire).

suivant, 25 juillet, par les membres composant le comité de correspondance de la Société aux « Frères et Amis » de celle de Falaise. La même lettre nous apprend qu'il y eut, le lendemain dimanche, une nouvelle séance « extrêmement intéressante », à laquelle assistaient « six mille personnes des deux sexes ». L'affaire de Bayeux « fut remise sur le tapis ». La « petite municipalité » de cette ville passa alors un mauvais quart d'heure ; les différents orateurs qui se succédèrent à la tribune ne manquèrent pas, à tour de rôle, de tonner contre elle et de lui dire son fait. Leurs diatribes étaient accueillies par « des applaudissements réitérés et appuyés par les bravos des auditeurs ». La séance se termina par un ordre du jour dénonçant « ces petits despotes qui se sont fait un parti considérable parmi les ci-devant chanoines et leurs béates, les ci-devant nobles et leurs chastes épouses¹ ».

La situation, comme on le voit, était parvenue à l'état aigu. La municipalité ne pouvait se laisser insulter impunément : elle avait sa dignité à sauvegarder et, plus encore, son autorité à faire respecter. Elle eut d'abord l'idée de faire arrêter l'évêque, séance tenante ; mais, réfléchissant aux suites qu'une mesure de cette importance pouvait entraîner, elle décida d'exposer ce qui venait de se passer à l'Assemblée nationale, afin d'en obtenir une règle de conduite, et elle prit l'arrêté suivant, qui dénote à quel degré de surexcitation les esprits étaient parvenus :

« Considérant combien l'arrestation d'un évêque constitutionnel serait scandaleuse et dangereuse ;

» Considérant que M. Fauchet s'estime au-dessus des corps administratifs, brave leur autorité et la compromet de la manière la plus répréhensible ;

» Considérant enfin que le dernier acte qu'il vient de faire en publiant lui-même son mandement, malgré la défense qu'il en avait reçue, et faisant de cette lecture un acte de

¹ Arch. de la mairie de Falaise.

religion, est le moyen le plus efficace qu'il pouvait prendre pour s'attirer un grand parti dans le peuple de la ville et des campagnes, et fomenteur une division parmi les citoyens qui seraient encore unis si leur fidélité n'avait été ébranlée, acte qu'il a soutenu par des affiches de ce mandement, qu'il a fait faire par ses domestiques et un sergent de la garde nationale égaré ;

» A arrêté que des députés vont être présentement nommés pour se rendre auprès de l'Assemblée nationale, y porter les témoignages de la soumission et de l'adhésion les plus formelles aux décrets de la Constitution qu'elle a arrêtés, réclamer le secours de ses lumières et de son appui dans les circonstances critiques où elle se trouve. Et le scrutin ayant été formé, compté et dépouillé, il en est résulté que MM. Moulland et Aufrye, officiers municipaux, ont obtenu la pluralité des suffrages, pour quoi, présents, ils ont accepté. Et MM. les députés nommés ont été invités, aussitôt leur arrivée à Paris, à se rendre auprès de MM. Wimpfen et Delaunay, de les assurer du respectueux hommage du conseil général de la commune, et de les réclamer comme leurs conseillers et leurs guides.

» Et le sieur Berthault, trésorier de la commune, demeure autorisé à leur expédier, sur le mandat du bureau municipal, la somme de 600 livres, sauf à suppléer, à leur retour, sur leur simple mémoire, en cas d'insuffisance ¹ ».

En même temps, le mandement de l'évêque était déféré au tribunal du district.

La nouvelle de l'envoi de ces députés et de la plainte déposée parvient à l'évêque le lundi, 25 juillet. Aussitôt, il se présente au directoire du département, à Caen, et, à son tour, y dépose une « requête » contre la municipalité de Bayeux. Nous en citons les principaux passages :

« Claude Fauchet, évêque du Calvados, obligé, « malgré

¹ Arch. municip. de Bayeux. (Registre des délibérations, 23 juillet 1791 .

lui », d'invoquer la loi contre la municipalité de Bayeux, vous présente sa plainte des excès auxquels se porte cette municipalité ».

Elle « a calomnié, par une Adresse imprimée et affichée, les intentions du président de la Société patriotique de Bayeux¹ et des citoyens qui la composent ». Au dire du prélat, tous les torts sont du côté des membres de la municipalité : « Ils cherchaient, seuls, à exciter le peuple en annonçant au public des périls qui n'existaient pas, en déployant un appareil menaçant de force militaire, en multipliant les patrouilles et distribuant des cartouches, comme si la ville eût été menacée d'une insurrection, lorsque les Amis de la Constitution et tous les patriotes étaient dans la paix la plus profonde ».

En vérité, on ne s'en serait jamais douté. Manifestement, Claude Fauchet veut en imposer au directoire. Il continue :

« L'évêque du Calvados s'est cru dans l'obligation de publier un mandement pour réfuter les calomnies, les insinuations perfides, les terreurs mensongères dont on cherchait à remplir la cité ; il a fait son devoir ». La municipalité, au contraire, « a violé la liberté de la presse, en saisissant, par voie de fait, 70 exemplaires du mandement épiscopal, avant qu'il soit publié et affiché ». Le procureur de la commune « s'est rendu juge suprême de la doctrine du pontife, et la municipalité, poussée par la violence et les suggestions perfides de ce procureur, a soutenu et consommé son délit ». Il raconte ensuite la défense, à lui faite, de lire et faire afficher son mandement, et ne craint pas de dire que la municipalité a ainsi « violé la liberté publique, violé les décrets, violé les droits les plus sacrés de l'épiscopat constitutionnel et du ministère de la religion catholique ». Il ajoute que les curés de la ville épiscopale avaient cherché à procurer une réconciliation ; mais il a appris que la munici-

¹ Chaix d'Est-Ange, vicaire de l'évêque.

palité « a dénoncé au tribunal, comme un crime, le mandement de l'évêque et la publication qu'il en a faite dans sa cathédrale ». L'évêque du Calvados « n'a jamais connu la crainte » ; mais, à cause de la conduite « odieuse » de la municipalité, « il est décidé à ne point aller dans cette cité jusqu'à ce que justice soit faite par l'administration supérieure ¹ ».

Le directoire arrêta que cette plainte serait communiquée à la municipalité ; en outre, « considérant combien il importe au bien public de maintenir, entre les autorités constitutionnelles, l'union et l'harmonie », il députa MM. Jouenne, Rivière et Lomont auprès de l'édilité bayeusaine, « pour tâcher de prévenir, par les voies de pacification, les suites de cette division ² ».

Le soir même, les délégués se présentaient au district de Bayeux, et déposaient sur le bureau l'arrêté qui les nommait « commissaires pacificateurs » ; en même temps, ils invitaient les membres du directoire « à les accompagner, le lendemain matin, à la maison commune ». Ne voulant pas s'engager, ces derniers répondirent, en vrais Normands, que les occasions de montrer « leur civisme et leur zèle pour le maintien de l'ordre public leur seront toujours précieuses ». Ils voulaient se donner le temps de réfléchir.

Le lendemain matin, les commissaires revinrent, en disant qu'ils ne doutaient pas que le directoire ne joignît « ses efforts aux leurs pour engager la municipalité à se départir de toutes poursuites contre l'évêque du Calvados ». M. le président, « fidèle interprète des sentiments de ses collègues », répondit « que l'administration désirait bien sincèrement concourir, de tout son pouvoir, à étouffer, dans la ville de Bayeux, toute semence de division ; qu'elle y employait même tous ses soins ; mais que, religieusement attachée à ses devoirs, et convaincue qu'il importait de

¹ Arch. nat., D xxix 3, dossier 31.

² Arch. du Calvados. (Délib. du directoire du département).

rappeler les citoyens à la soumission aux lois et au respect pour ceux qui sont chargés de les faire exécuter, elle croyait devoir observer à MM. les députés qu'il serait du plus grand danger de soustraire M. Fauchet aux moyens que la municipalité avait employés pour réprimer sa conduite¹ ». Le président ajouta que le directoire accompagnerait volontiers les délégués, mais « qu'il était dans l'intention de garder le plus profond silence ». Pas n'est besoin, alors, de se déranger, firent observer les commissaires. Pour eux, ils n'avaient plus qu'à reprendre le chemin de Caen : c'est ce qu'ils firent.

Les membres du directoire du district crurent que les circonstances leur imposaient des devoirs à remplir. Ils rédigèrent deux adresses : l'une, à l'Assemblée nationale ; l'autre, aux citoyens de Bayeux.

Après avoir rappelé, dans la première, la fuite du roi, « événement inattendu qui menaçait de plonger la France dans les horreurs de la guerre civile », ils félicitent les membres de l'Assemblée de n'avoir été ébranlés « ni par la défection honteuse » d'une partie de leurs collègues, « ni troublés par les sifflements de la perversité ».

« Et nous aussi, Messieurs, continuent-ils, nous les avons entendus, les clameurs impies, les cris de ces forcenés qui osaient annoncer, au nom de la Nation, qu'ils ne voulaient ni loi, ni roi. En vain, à la faveur d'abstractions métaphysiques, ils ont tenté de couvrir et de pallier la doctrine de l'anarchie et du brigandage, l'opinion publique a arraché leur funeste secret ; la loi fera tomber leur masque imposteur ».

L'Adresse aux citoyens avait pour but, — les administrateurs s'en expliquèrent, quelques jours plus tard, au directoire du département, — de « prémunir la Constitution contre les systèmes détracteurs, contre les doctrines erronées

¹ Arch. du Calvados. (Délib. du directoire du district de Bayeux).

contenus dans cette foule de pamphlets, que la licence et les ennemis de la paix répandent avec profusion dans le royaume ». Ils avouent, cependant, que, « inquiets de l'esprit de division qui fermentait dans la ville de Bayeux et dans les campagnes », ils ont « cru devoir remplir le plus cher de leurs devoirs en exhortant tous les citoyens à la paix et en les rappelant aux sentiments de fraternité, d'union et de soumission à la loi qui, seuls, peuvent faire leur force et assurer leur bonheur¹ ».

Le vrai est que les administrateurs du district de Bayeux étaient bien aise, en l'occurrence, de prêter leur concours à la municipalité, avec laquelle ils se solidarisaient. Et, si leur proclamation est dirigée, en apparence, contre les ennemis de la Constitution, en réalité, elle vise l'évêque du Calvados et ses partisans ; ce sont eux qu'elle a en vue. L'allusion est si transparente qu'il était impossible de s'y méprendre, et, de fait, personne ne s'y méprit, le prélat moins que tout autre. La longueur du document ne nous permet pas de le reproduire ; nous nous bornerons à en citer l'extrait suivant :

« Une liberté sagement tempérée ne convient plus à ces novateurs effrénés ; ils en demandent une autre, à grands cris. Et quelle est-elle, grand Dieu ? C'est cette liberté destructive de toute sociabilité, qui n'admet aucune autorité légale, qui ne connaît d'autre droit que le droit du plus fort ; c'est cette liberté sauvage, telle qu'elle existait dans l'enfance du monde.

» Voilà, Citoyens, le système monstrueux qu'on s'est efforcé, qu'on s'efforce encore d'établir, pour lequel on emploie, tout à la fois, et l'astuce et l'audace, dont on voudrait même rendre la divinité complice, et contre lequel il est de notre devoir de vous prémunir. Mais vous ne vous laisserez pas séduire par le masque imposteur du patriotisme, sous

¹ Arch. départ. (Délib. du directoire du district de Bayeux, 25 juillet 1791).

lequel se cachent l'orgueil, l'ambition, l'esprit de domination et de tyrannie...

» Que veulent donc, actuellement, ces hommes entrepreneurs, dont tout le talent politique consiste à tout brouiller, incapables de concevoir un plan d'administration, dont les idées incohérentes et chimériques annoncent tout le délire de la déraison. Tout pouvoir établi par la loi leur fait ombrage ; ils ne veulent pas de loi ; ils ne veulent pas de municipalité, d'administration, de corps législatif. Ils disent aux citoyens : « Vous serez libres sans tout » cela ». Ils veulent régner ; l'ambition les tourmente et les dévore, leur âme ardente se trouve trop à l'étroit dans la sphère où la loi les a placés ; ils veulent usurper tous les pouvoirs, et, pour y parvenir, ils emploient les moyens dont, dans tous les temps, les factieux ont fait usage : ils se disent les amis du peuple, pour le faire servir d'instrument à la tyrannie ; ils sèment la division entre les citoyens ; ils calomnient, d'une manière atroce, ceux que votre confiance a mis à la tête de l'administration¹ ».

L'Adresse se termine par un pressant appel aux citoyens, les conviant de se rallier autour de la loi et de la Constitution.

A la distance où nous sommes des événements, il est permis de les juger, sans parti pris, et avec une entière liberté d'esprit. Nous n'hésitons pas à déclarer gravement répréhensible la conduite de l'évêque du Calvados. Qu'est-ce, en effet, qu'un mandement ? C'est un document ecclésiastique, traitant des choses de la religion, et destiné à l'instruction spirituelle des fidèles. Or, est-ce là le caractère de celui du 21 juillet ? Nullement. Il est totalement étranger à la religion ; c'est un écrit politique ; moins que cela, une attaque passionnée, une diatribe haineuse, dirigée contre une autorité constituée ; or, il est inadmissible que, sous le couvert de la

¹ Arch. du Calvados. (Registre du district de Bayeux).

religion, en se prévalant des pouvoirs attachés à sa charge, un évêque s'arroge le droit d'insulter qui bon lui semble, et se serve de cette même religion pour assouvir des haines personnelles. Rien, non, rien, dans la circonstance, ne saurait excuser l'évêque constitutionnel du Calvados, ni justifier sa conduite. Le moins qu'on puisse dire, est qu'il s'est rendu coupable d'une usurpation de pouvoir, en s'ingérant dans des matières qui n'étaient point de son ressort. On lui pardonnerait encore de s'occuper de politique ; il est inexcusable d'avoir fait intervenir la religion dans des questions où celle-ci n'avait rien à voir.

Les clubistes de Bayeux ne pouvaient rester inactifs. Ils rédigèrent une lettre, adressée aux administrateurs du département par « les citoyens de la ville de Bayeux ». Elle porte la date du 26 juillet ; elle est signée d'environ deux cents citoyens, « la plupart non citoyens actifs ». C'est vraiment bien peu pour une ville qui comptait alors environ dix mille habitants ; un aussi petit nombre de signatures prouve bien que la conduite de la municipalité et du directoire du district était approuvée par la grande majorité de la population. Cette lettre débute ainsi :

« Sera-t-elle couverte d'un opprobre éternel cette ville qui s'était toujours distinguée par son dévouement au bien public et qui allait devenir illustre en comptant, au nombre de ses évêques, le grand Fauchet ? Passera-t-elle aux yeux de la France et de la postérité pour n'avoir pas su apprécier ce grand homme, et l'avoir, pour ainsi dire, écarté de son sein ? » Toutes les villes lui rendent hommage ; mais « Bayeux sera compromis par l'injustice des ennemis du civisme le plus pur ». Tous les torts incombent aux officiers municipaux ; ils abusent et « déshonorent cruellement » la cité.

Les citoyens de Bayeux demandent la destitution de ce « corps, dont les membres, gangrenés d'aristocratie, voudraient siéger en despotes » ; seule, la jalousie les fait agir ; ils désapprouvent et condamnent « ce que toute la France a toléré, dans une effervescence de patriotisme ». Le prési-

dent de la Société populaire a, dans sa lettre de convocation, employé les qualifications d'« odieuse incarcération » et le mot de « parjure ». Mais « toute la France se l'est permis. Et, pour cela, il est décrété de prise de corps ! Son seul crime est d'avoir du mérite et des talents distingués ». « Une adresse insultante » a été affichée ; le mandement de Fauchet, « plein de sagesse et de vérité, » a été saisi. Et, maintenant, l'évêque est dénoncé à l'accusateur public. « La municipalité de Bayeux faire décréter de prise de corps un évêque. M. Fauchet, quelle témérité, quelle audace ! Et les citoyens de Bayeux souffriraient cet affront ? »

Ils terminent en demandant « à ce qu'il plaise » aux administrateurs de « destituer leur municipalité comme indigne de la confiance qui lui avait été accordée », et font observer que, par cette mesure, ils rendront « justice à de véritables patriotes ¹ ».

Cette lettre fut déposée, le 28, au directoire du département, « en séance », par un groupe « de citoyens de la ville de Bayeux, accompagnés des commissaires des Amis de la Constitution de Caen ». Il leur fut simplement répondu que « le directoire prendra cet objet en considération ² ».

Deux membres de la municipalité de Bayeux, avons-nous dit, avaient été délégués auprès de l'Assemblée nationale pour l'informer des événements dont cette ville était le théâtre. Ils étaient porteurs d'une dénonciation dans laquelle Fauchet était représenté sous les couleurs les plus défavorables.

« C'est avec douleur, y lisait-on, que la municipalité de Bayeux se voit forcée de présenter à l'Assemblée nationale de justes plaintes contre le sieur Claude Fauchet, évêque du Calvados, et le sieur Chaix d'Est-Ange, l'un de ses vicaires.

» Une certaine réputation de fermeté et de patriotisme avait porté les électeurs du département à choisir ledit sieur

¹ Arch. nation., D xxix 3, dossier 31.

² Arch. du Calvados. (Délib. du direct. du département.)

Claude Fauchet pour l'exercice des fonctions épiscopales, dans l'espoir que ses principes, favorables au nouvel ordre des choses, contribueraient à faire triompher la Constitution de la malveillance de ses ennemis. Elle n'en a point de plus grand que l'homme même qu'ils en avaient institué le défenseur. Lui et son vicaire, le sieur d'Est-Ange, par une suite de déclamations artificieuses, sont parvenus à égarer quelques personnes honnêtes, et à leur faire goûter des maximes contraires au bon ordre et à la liberté. Ils semblent nourrir une haine violente contre tout genre de gouvernement; aucune des bases fondamentales adoptées par la Constitution ne satisfait leur turbulente inquiétude; le Gouvernement, d'une part, est monarchique : ils le détestent; de l'autre, il est représentatif : ils veulent que ce soit le peuple lui-même qui contribue, d'une manière directe et immédiate, à la formation de toutes les lois...

» S'agit-il de la souveraineté du peuple ? Des tirades adroites donnent lieu de croire à ceux qui les écoutent qu'ils peuvent exercer une puissance locale. Enfin, le Gouvernement actuel, attaqué tout autour de sa base, est représenté par eux comme fondé sur des institutions discordantes, déplorables, odieuses et dignes de l'exécration des gens de bien. Ils conseillent au peuple d'en exiger, d'en ordonner la suppression ».

Les officiers municipaux entrent ensuite dans le détail des faits reprochés à l'évêque du Calvados, non seulement à Bayeux, mais à Caen et dans le département. A Caen, c'est « à l'issue d'une procession, où le peuple s'est enivré de la satisfaction de voir un prélat s'avancer, pieds nus, que des déclamations virulentes vont frapper, dans les clubs, les gens paisibles qui osent ne pas se ranger à leurs avis ».

« C'est dans le temple de la paix, dans la chaire évangélique, qu'on l'a vu s'emporter contre deux membres du directoire du département, avec une violence telle, que ces administrateurs ont dû quitter la ville ».

Avant sa venue dans le département, « tous les sentiments

se confondaient dans une douce sérénité » ; mais « cet esprit d'ordre a été ébranlé, dès qu'on a eu le triste avantage de trop fêter, peut-être, l'arrivée du nouvel évêque et de son vicaire, le sieur d'Est-Ange, de cet ecclésiastique précédemment employé à la Salpêtrière, d'où, avec l'approbation de l'Assemblée nationale, l'a retiré la municipalité de Paris, pour raison des désordres qu'il y occasionnait ».

Après avoir raconté l'affaire de la place Louis XVI et du mandement de Fauchet, ils ajoutent :

« Ainsi, c'est dans l'asile du recueillement et de la soumission que la passion éclate et que se propose la révolte. Ainsi, courant de paroisse en paroisse dans les campagnes, faisant des chaires de leurs églises autant de tribunes, autant de harangues, il étonne, séduit, aveugle, présente l'administration comme remplie de gens séduits et corrompus, s'annonce comme un centre de lumière et de vérité, comme le restaurateur de l'ordre, comme l'homme unique qui puisse conserver les vrais intérêts du peuple. Sa doctrine anarchique électrise hommes, femmes, enfants, et — il faut le dire — la réunion dans sa bouche de la religion et de la politique lui donne la consistance de ces grands novateurs qui ont autrefois renversé des empires. Ses partisans lèvent le masque, et l'on sait que des forces lui sont offertes pour soutenir ses prédications, tant par quelques particuliers de la ville de Caen que par des habitants de la campagne. Si l'Assemblée nationale n'y met présentement ordre, c'en est fait de la Constitution dans le département du Calvados. Une doctrine monstrueuse va remplacer les sages décrets qui ont régénéré l'Empire, et l'anarchie va désoler une des plus belles parties de la France ».

Signé : « GARDIN DE NÉRY, AUFRYE¹ ».

La peinture était exacte. A cette occasion, on a parlé de

¹ Arch. nat., D xxix 3, dossier 31.

l' « orgueil gigantesque » de Fauchet¹. Il y a quelque exagération, selon nous, à attribuer à l'ancien évêque constitutionnel du Calvados un « orgueil gigantesque ». C'était plutôt, chez lui, fatuité qu'orgueil, exaltation du cœur beaucoup plus qu'infatuation de l'esprit. Il en était venu à se regarder comme un acteur indispensable dans le grand drame qui se jouait alors en France. Son titre d'évêque l'avait encore grandi dans sa propre estime ; en tout cas, il se croyait bien supérieur à la « petite municipalité » de Bayeux.

Malgré sa bravoure, l'évêque du Calvados n'était pas sans inquiétude sur le dénouement de cette affaire. Que penserait l'Assemblée nationale de sa conduite ? Quel serait le jugement du tribunal du district de Bayeux ? Telles devaient être les questions que se posait le fougueux prélat, et qui paraissent l'avoir fait réfléchir.

Le 27 juillet, il adressa « aux membres du conseil général de la commune² » de Bayeux la lettre suivante :

« Messieurs, je dois à la vérité, à la justice, aux sentiments d'estime que j'ai pour la plupart de ceux qui composent le conseil général de la commune, de déclarer que je n'ai eu aucunement l'intention de les comprendre dans les annotations qui sont dans mon mandement, et qui ne peuvent tomber que sur les instigateurs des calomnies affichées contre les Amis de la Constitution de cette ville. Celui qui a ourdi toute cette trame criminelle est le plus coupable ; les officiers municipaux qui ont accédé à ses desseins pervers peuvent y avoir été induits par surprise, et n'y tenir que par convention. Quant à MM. les notables, dont quelques-uns ont pu s'y être laissé engager par l'idée d'une cause commune, et ceux qui n'ont point signé l'adresse affichée, je proteste qu'il ne

¹ PEZET, *Bayeux à la fin du XVIII^e siècle*, p. 184. Bayeux, 1856, in-8°. — L'auteur a fait de ce document une paraphrase un peu fantaisiste, qu'il a eu le tort de donner comme étant le texte original.

² Le conseil général de la commune comprenait la municipalité proprement dite et les notables.

m'est jamais entré en pensée de les comprendre dans le mépris que méritent les méchants. J'affirme, au contraire, que je les estime, les honore, et que je me ferai toujours un devoir et un bonheur d'être leur ami.

» Vous pouvez, Messieurs, donner à ma lettre toute la publicité qu'il vous plaira.

» Claude FAUCHET.

» A Caen, le 27 juillet 1791¹ ».

Trois membres du directoire du département étaient venus à Bayeux, le 26 juillet, afin de tenter une réconciliation entre la municipalité et l'évêque du Calvados ; leurs démarches n'avaient pas été couronnées de succès, et, trois jours après, le 29 juillet, ils en faisaient le rapport à leurs collègues. Alors, le directoire. « vu que les moyens de pacification n'ont pu remplir l'effet proposé », arrête, « pour remplir les formes administratives, de renvoyer toutes les pièces relatives à l'affaire au directoire du district [de Bayeux] pour avoir son avis ».

Le jour même, Fauchet est instruit de ce renvoi ; il part de nouveau en guerre, rédige une « récusation », en forme de plainte, contre le district de Bayeux, et la remet, le lendemain, au département. Elle était ainsi conçue :

« Claude Fauchet, évêque du Calvados, vous porte sa plainte contre les administrateurs composant le directoire du district de Bayeux. Ils se sont déclarés parties contre l'évêque dans l'affaire de la municipalité contre l'évêque ; leur témoignage ne peut être d'aucun poids dans la balance de la justice.

» 1^o M. Moisson, président, a composé et envoyé, aux assemblées primaires du canton, une adresse contradictoire à celle de la Société patriotique rédigée par l'évêque, président de la Société. La contre-adresse, signée Moisson, dési-

¹ Arch. du Calvados, série L. (Tribunal du district de Vire).

gne comme des téméraires et des ennemis du bien public ceux qui se permettraient la plus légère atteinte, directe ou indirecte, soit par action, soit par parole, soit par écrit, à la Constitution, comme si l'obéissance ne suffisait pas, et qu'il ne fût pas permis de parler et d'écrire sur les imperfections qui se glissent dans tous les ouvrages des hommes, et d'en demander, par des voies légales, la réformation.

» 2° Les administrateurs du directoire du district de Bayeux ont manifesté à MM. les commissaires du département, envoyés en esprit de paix, par votre directoire, des dispositions hostiles contre l'évêque, et une partialité ouverte en faveur du procureur de la commune et des municipaux, qui avaient employé des procédés illégaux et vexatoires, dont l'évêque vous a porté plainte ;

» 3° Les administrateurs du directoire du district de Bayeux ont composé, imprimé, publié et affiché une longue adresse aux citoyens, contenant les mêmes principes et les mêmes inculpations que ceux et celles de la municipalité de Bayeux contre les prétendus ennemis du bien public, qui sont, au contraire, les meilleurs amis de la Constitution, et qui n'ont d'autre tort que de s'opposer, par voie de réclamation légale, aux abus, aux négligences et aux actes arbitraires, tant des municipaux que des administrateurs de Bayeux ; en sorte que toute discorde, comme toute atteinte aux lois, dans cette ville, vient uniquement du despotisme de la municipalité et de l'administration du district.

» En conséquence, Messieurs, l'évêque récuse formellement les administrateurs du district de Bayeux, dans la cause de la plainte qu'il a formée contre la municipalité de cette ville, et vous demande justice des griefs qu'il vous expose dans cette nouvelle plainte.

» Fait à Caen, et présenté au directoire du département du Calvados, le 29 juillet 1791.

» † Claude FAUCHET, *évêque du Calvados*¹ ».

¹ Arch. nat. D xxiv 3, dossier 31.

La plainte déposée, « M. l'évêque s'étant retiré », le directoire arrêta « de la renvoyer au directoire du district de Bayeux¹, aux fins d'avoir sa réponse sur les faits énoncés en ladite récusation, et de l'inviter à s'expliquer sur les pièces précédemment envoyées au district ».

Les membres du district fournirent les explications demandées ; leur réponse est du 1^{er} août. Ils n'eurent pas de peine à se justifier.

« Le 25 juin, disent-ils, à l'époque des assemblées primaires, la France était menacée de se voir en proie aux divisions intestines ; les professeurs publics d'anarchie redoublaient d'efforts pour égarer les esprits » ; le directoire proposa alors, aux électeurs, de souscrire une déclaration, « qui n'était qu'une confirmation du serment qu'ils venaient de prêter à la Constitution ». Ils n'ont pas à examiner « si cette déclaration est en contradiction avec les principes de M. Fauchet », ils n'ont à répondre que des leurs, « exprimés dans la déclaration dont il s'agit ».

Accusés d'avoir manifesté « des intentions hostiles contre M. l'évêque et une partialité ouverte » en faveur du procureur de la commune, ils se contentent de répondre : Lisez les procès-verbaux, et ils témoigneront en notre faveur ; se défendre de tels reproches, « serait avilir notre caractère et dégrader nos fonctions ».

Ils ont publié une adresse, dans laquelle ils ont peint « les avantages de notre sublime Constitution ». Ils ajoutent que, « inquiets de l'esprit de division qui fermentait dans la ville de Bayeux et dans les campagnes », ils ont cru « remplir le plus cher de leurs devoirs en exhortant tous les citoyens à la paix ». Quant à « l'imputation d'abus, de négligence, d'actes arbitraires », le témoignage de leur conscience leur suffit ; du reste, ils ne peuvent croire « que l'exposant l'ait portée sérieusement¹ ».

¹ Arch. du Calvados. (Délib. du direct. du district de Bayeux).

Devant cette justification, le directoire du département, délibérant, prit, le 3 août, l'arrêté suivant :

« Ouï le procureur général, et vu les fins contenues dans ladite requête, après avoir mûrement examiné la réponse de MM. les administrateurs du district de Bayeux,

» Disons qu'il n'y a lieu à récusation.

» Donné, en directoire, ce 3 août 1791 ».

Signé : « **RENOUARD, JOUENNE, RICHER, LE BRET,**
RIVIÈRE, BAYEUX, procureur général
*syndic*¹ ».

Le jour où Fauchet avait fait afficher son mandement, il prenait soin, en même temps, de le faire adresser aux curés des quatorze paroisses de la ville de Bayeux et à ceux des environs, ainsi qu'aux chapelains des communautés et hospices, avec ordre exprès d'en donner lecture le lendemain, au prône. Quelques-uns le firent avec empressement, en y mêlant, à l'exemple de leur évêque, des invectives à l'adresse des corps administratifs, et principalement de la municipalité : la plupart s'en dispensèrent ; d'où nouvelle colère du prélat qui, quelques jours après, adressa à ces derniers un « avertissement pastoral et première monition canonique », ainsi conçu :

« Claude Fauchet, par la grâce de Dieu, etc.,

» Nous avons appris avec étonnement qu'au mépris de la lettre-missive que nous vous avons adressée pour vous dire de faire lecture de notre dernier mandement, au prône de votre messe paroissiale, vous avez préféré obéir à une défense qui vous a été faite par un huissier, de la part de la municipalité de Bayeux. Comme l'autorité de l'instruction de l'Église de notre Diocèse nous appartient et nullement à la municipalité, qui n'a pas droit de juger notre

¹ Arch. du Calvados. (Délib. du direct. du département).

enseignement, ni d'y mettre obstacle ; comme il n'est pas permis à des curés d'ignorer ces principes et de laisser avilir et tyranniser le saint ministère ; de l'avis unanime de notre conseil, composé de MM. Hébert, Chaix d'Est-Ange, Bajot, Charbonnel et Croisilles, nos vicaires généraux, réunis à cet effet, à Caen, dans la maison de l'évêché, aujourd'hui 2 août 1791, nous avons jugé devoir vous appeler canoniquement pour répondre d'une conduite si opposée à vos devoirs. Vous pourrez comparaître ici, ou nous y adresser vos moyens de défense, ou, si vous n'en voulez pas prendre la peine, les adresser à ceux de nos vicaires généraux qui résident à Bayeux, et qui nous les communiqueront.

» Fait à Caen, dans la maison de l'évêché, le 2 août 1791.

» † Claude FAUCHET, év. du Calvados.

» BAJOT, vic. général, secrétaire¹ ».

D'autre part, deux réponses avaient été faites à la « requête » présentée par l'évêque du Calvados contre « la municipalité de Bayeux » : l'une, par la municipalité elle-même ; l'autre, par le corps municipal ; toutes les deux portent la date du 31 juillet.

La municipalité répond que si M. Fauchet « pouvait être partie, elle lui opposerait plusieurs fins de non recevoir ; que : 1° il est sans qualité ; 2° que la plainte est un réchauffé de pareille plainte qu'il avait présentée au tribunal du district et sur laquelle le tribunal a prononcé ; 3° que la municipalité ne peut être traduite devant deux tribunaux pour le même fait, et que c'est par un oubli de tous les principes que M. Fauchet abandonne la première plainte pour en donner une autre, ce qui est défendu par toutes les lois ».

Elle ne craint pas la lumière ; aussi elle expose nettement la conduite qu'elle a tenue dans cette affaire. N'est-ce pas à elle « que la loi confie le soin de faire régner l'ordre

¹ Arch. nat., D xxix 3, dossier 31.

et la paix ? Elle a dénoncé au tribunal les deux individus qui ont arraché les plaques de la place Louis XVI ; ils ont été décrétés de prise de corps. Vu l'agitation qui règne en ville, elle organise des patrouilles. Une adresse a été rédigée par le Club¹ ; la municipalité l'a regardée « comme un attentat à la majesté royale ». Ce n'est « pas la première fois que les motions du Club ont nécessité de commander des patrouilles ». Traitant l'affaire du mandement, elle conclut par ces observations : « Voilà l'acte de religion, l'ouvrage de doctrine pour lequel la municipalité n'a aucun égard ». Le « spectacle nouveau » donné par l'évêque dans la chaire de la cathédrale n'était-il pas « scandaleux plutôt qu'édifiant ? » Certes, elle le reconnaît bien volontiers, elle n'a « aucune autorité, ni aucune inspection sur les droits des évêques », mais Fauchet n'a-t-il pas abusé « de ses droits pour accrédi-ter une diffamation ? »

« Le prélat nous reproche, ajoute-t-elle, d'avoir refusé la paix offerte par les curés de la ville ; ils n'ont offert qu'une trêve, et c'était dans le temps où nous étions diffamés ».

De son côté, le corps municipal n'a pu voir le billet, signé Chaix d'Est-Ange, « sans interposer son autorité pour faire réprimer un attentat à la loi et une production contraire au respect dû au Roi ». Le mandement de l'évêque « n'est point un ouvrage de doctrine, ni de religion » ; suivant l'article 13 du décret du 22 mai, il n'avait pas le droit de l'afficher. Le même corps municipal en a saisi 64 exemplaires. Mais n'a-t-il pas « droit de surveillance sur les ouvrages incendiaires ? »

Quant aux critiques de l'évêque, elles tombent devant ce fait : « Sous l'administration de la municipalité, la ville de Bayeux a été une des plus calmes du royaume ». Qui donc a mis le trouble dans la paisible cité ? Le Club, son président Chaix, et M. Fauchet.

L'administration « attendra de la sagesse et de l'autorité de

¹ Nous n'avons pu la découvrir.

l'Assemblée nationale sa décision, qui fixera le sort comme le droit des parties, et les députés qu'elle y a envoyés y resteront à poste fixe, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé; c'est là qu'elle répondra aux plaintes de M. Fauchet, — s'il veut les y adresser, — et elle se contente de protester de tout ce qui est à protester ¹ ».

En lisant ces pièces avec attention, et sans parti pris, on est obligé de convenir que tous les torts étaient du côté des adversaires de la municipalité et du directoire du district. Les membres de ces deux administrations avaient fait leur devoir, et rien que leur devoir.

Les amis et partisans de Fauchet se mirent alors en campagne et s'employèrent, de diverses manières, en sa faveur. Poupinet, qui signe : « secrétaire de M. l'évêque du Calvados et du conseil épiscopal », le fit à sa façon. Sous le titre d'*Adresse d'un Patriote aux Citoyens de la ville de Bayeux*, il publia une lettre-circulaire, tirée à cent exemplaires, dans laquelle il prêchait l'union et la concorde, ne faisant aux événements qui passionnaient alors le public qu'une allusion vague et timide. Il semble y solliciter l'indulgence et le pardon pour celui qu'il ne nomme pas, mais qu'il était facile de deviner. En voici le début :

« Frères et Amis,

» Heureux de vivre auprès d'un grand homme, je suis venu dans vos murs, sous les auspices de l'évêque du Calvados, et j'ai apporté, parmi vous, le caractère de patriote, sans avoir encore le titre de citoyen. Écoutez-moi; mon langage ne peut vous être suspect : j'ai fait, dans ma patrie, l'épreuve de mon civisme, et j'en appellerai, au besoin, à la justice de mes concitoyens.

» Une grande scission a menacé votre ville. J'ai vu les citoyens, divisés, préparer eux-mêmes un triomphe secret aux ennemis du bien public. Quelle a été la cause de ces

¹ Arch. nation., D xxix 3, dossier 31.

troubles funestes ? Je ne me permettrai pas de l'approfondir ».

Le reste de l'Adresse est consacré à montrer la nécessité de l'union devant les ennemis du dehors, qui menacent le pays, et les ennemis du dedans, qui s'agitent de toutes parts ¹.

Plusieurs villes du département tentèrent aussi d'amener une réconciliation entre la municipalité de Bayeux et l'évêque du Calvados ; nous citerons, en particulier, celle de Lisieux, qui envoya, à Caen et à Bayeux, une délégation composée de quatre membres : MM. Cordier, administrateur du district de Lisieux ; Leroy, maire ; Thibault-Danisy, officier municipal, et Fouques, notable.

Le 5 août, étant de retour à Lisieux, ils rendent compte de leur mission à leurs commettants. Ils exposent que « la municipalité de Bayeux a déclaré attendre, pour se prononcer, le retour d'une députation envoyée par elle à l'Assemblée nationale ».

Ils ont vu, à Caen, l'évêque constitutionnel. « Nous l'avons trouvé, disent-ils, très décidé à poursuivre les plaintes par lui données contre le directoire du district et la municipalité de Bayeux. Il y a plus : une reprise de la question, faite par M. l'évêque dans la Société des Amis de la Constitution de Caen, nous a convaincus qu'il n'avait pas vu nos démarches d'un bon œil ». L'entrevue ne fut pas précisément cordiale, comme le prouve l'incident suivant rapporté, en ces termes, par les mêmes députés :

« M. l'évêque, qui présidait alors, se plaignit que, dans une pétition faite par nous, il avait été appelé le « sieur Fauchet », et observa qu'il ne s'en plaignait pas tant par rapport à lui que pour l'honneur de l'épiscopat. A quoi vos

¹ Biblioth. de M. le chan. Deslandes. — Imprimé de 3 pages, sans lieu ni date. — Une note, écrite à la main, indique seulement que le tirage fut fait, le 29 juillet [1791], à 100 exemplaires.

députés ont répliqué qu'ils mettaient, entre les corps administratifs et les évêques, la seule distinction qu'y mettait la loi. M. l'évêque crut, sans doute, cette réplique bonne, puisqu'il cessa ses plaintes ». Il n'y avait pas à insister. Les délégués de Lisieux, « pleinement convaincus que toute démarche ultérieure devenait inutile », s'étaient empressés de « quitter la ville de Caen pour rentrer dans leurs foyers¹ ».

Les événements que nous avons racontés avaient occasionné une grande surexcitation dans tout le département, mais surtout à Caen et à Bayeux. Dans cette dernière ville, le directoire du district avait cru devoir s'entourer d'une garde. La municipalité bayeusaine écrivait, un jour, à ses délégués, à Paris : « Fauchet nous travaille d'une fière façon, à Caen, et nous sommes informés qu'il y aurait danger pour nous de nous rendre dans cette ville ». Et une autre fois : « Il [Fauchet] est actuellement président du Club, et le Club est un ramassis de cinq à six mille personnes... Dites à M. de Wimpfen que l'évêque se rend maître de tout, et que la populace qu'il gouverne inspire l'effroi...² ».

Elle les informait aussi qu'elle avait suspendu ses « poursuites, par considération de la démarche du département », mais qu'après la plainte déposée par l'évêque contre elle, le 29 juillet, elle avait tenu son « engagement pour résilié, et donné » sa « dénonciation à l'accusateur public ». « S'il survient un décret, ajoutait-elle, ce ne sera qu'à la fin de la semaine prochaine ».

L'agitation qui s'était un peu calmée, à Bayeux, se ranima lorsqu'on apprit que la municipalité de Caen, profitant de la crise, venait d'envoyer une députation à Paris pour solliciter la translation de l'évêché dans cette ville. La nouvelle était exacte. La municipalité de Bayeux s'en émut ; elle en informa aussitôt ses délégués de Paris, en leur recommandant de « surveiller les démarches des commissaires de la

¹ Arch. de l'hôtel de ville de Lisieux (63^e registre des délibérations).

² Arch. de la ville de Bayeux. (Reg. de correspondance 1791-1792).

municipalité, et de mettre tout en œuvre pour parer ce coup¹ ».

Le bruit parvenu aux oreilles des officiers municipaux de Bayeux était fondé : la pétition existait réellement ; l'initiative en avait été prise par le Club de Caen. Cette pétition était appuyée par les sociétés similaires de Falaise, d'Honfleur et de Vire, dont on avait sollicité le concours. Elle était adressée au directoire du département, et on le priait de s'employer auprès de l'Assemblée nationale, pour en obtenir que « le siège épiscopal fût fixé à Caen ».

Voici la lettre que la Société populaire de Caen écrivait, à ce sujet, à celle de Falaise :

« Les désagréments que M. Fauchet, notre évêque, a éprouvés de la part des corps administratifs de la ville de Bayeux, et de la petite clique qui leur est attachée, nous ont déterminé à adresser au département une pétition, pour que, de concert avec les citoyens, il demande que l'Assemblée nationale fixe le siège épiscopal en cette ville (Caen). Les raisons d'utilité publique qui doivent y déterminer nos législateurs y sont exprimées. Nous osons espérer que vous y donnerez une entière adhésion et que vous nous les rendrez revêtues d'un très grand nombre de signatures² ».

Ainsi, le motif pour lequel on sollicite le transfert à Caen du siège épiscopal est clairement indiqué : ce sont « les désagréments » éprouvés, à Bayeux, par l'évêque constitutionnel ; « les raisons d'utilité publique », invoquées auprès de l'Assemblée nationale, ne sont qu'un prétexte et un moyen. Mais la démarche resta sans effet. Une autre, ayant le même but, faite à la fin de cette même année 1791, ne fut pas plus heureuse.

Cependant, les poursuites contre l'évêque du Calvados suivaient leur marche régulière. La municipalité de Bayeux

¹ Arch. de la ville de Bayeux. (Reg. de correspondance 1791-1792).

² Arch. municip. de Falaise.

écrivait, le 11 août, à MM. Aufrye et Gardin-Néry, ses délégués à Paris : « D'Est-Ange s'est constitué prisonnier ; il a reconnu son fait ; demain, il subira l'interrogatoire. La dénonciation contre M. Fauchet est faite ; samedi, on entendra les témoins. Voilà notre état¹ ».

M. de Wimpfen, l'un des députés de Bayeux à la Constituante, fit des démarches auprès du département, afin de tenter encore une réconciliation. Le directoire répondait, le 10 août, par une lettre écrite en ce sens : « qu'il se déterminerait à prendre de nouvelles mesures pour concilier les parties, s'il en était requis par le comité de l'Assemblée nationale chargé de la plainte de la municipalité de Bayeux² ».

Le « Comité des rapports », auquel cette plainte avait été transmise, et qui devait instruire l'affaire, était décidé à prendre fait et cause pour l'administration municipale. Son président, Charles de la Cour, écrivait, en effet, le 14, au directoire du Calvados :

« Encouragez le zèle de la municipalité de Bayeux qui, plus que les autres, semble être en butte à la malveillance du parti qui tourmente et agite les esprits. Le Comité ne peut qu'approuver sa conduite ; il espère que les tribunaux remplissant, de leur côté, leurs fonctions, les fauteurs des désordres seront punis et que la paix se rétablira³ ».

Les choses en étaient là, lorsque, le 15 août, fête de l'Assomption, jour où les autorités s'étaient rendues à la cathédrale pour assister à la procession commémorative du vœu de Louis XIII, l'évêque paraît en chaire, revêtu de ses habits pontificaux, comme au jour de l'insulte. Au lieu de paroles empreintes d'amertume ou d'allusions blessantes, comme on pouvait le craindre, quel ne fut pas l'étonnement de l'assis-

¹ Arch. municip. de Bayeux. (Reg. de correspondance 1772-1792).

² Arch. départem. (Délib. du direct. du département).

³ *Ibid.*

tance d'entendre le langage suivant qui, par sa douceur évangélique, contrastait singulièrement avec celui du 23 juillet :

« *Pax vobis !*

» Magistrats du peuple, vous voilà tous réunis. Je vous salue de cette parole de paix. C'est mon cœur qui me l'inspire avec l'émulation mutuelle du bien public. On peut se tromper sur les moyens d'y atteindre. Aucun homme n'est infaillible. Je puis l'être moins qu'un autre, mais rien n'est plus pur que mes intentions. Dans les administrations composées d'un grand nombre, l'infailibilité n'est l'apanage d'aucun, et, avec les intentions les plus droites, on peut ne pas prendre les moyens les plus parfaits. Oublions tous les différends ; livrons-nous aux doux sentiments de la concorde. Je vous respecte, je vous estime, je vous aime. Que le zèle du bien général nous enchaîne tous inviolablement. L'union et la fraternité concourront, à la fois, à notre bonheur et à la prospérité de la patrie ¹ ».

Ces paroles servirent de préambule au sermon qu'il donna aussitôt après.

Le langage plein de mansuétude de l'évêque ne pouvait manquer de toucher les cœurs que ses provocations avaient ulcérés. Le soir même, la municipalité, regardant les paroles prononcées à la cathédrale « comme un préliminaire de paix offert par le ministre de la religion », exprima au prélat le désir de les avoir par écrit.

Le lendemain, celui-ci fit remettre « à MM. les officiers municipaux et au conseil général de la commune » la lettre suivante :

« Messieurs,

» Messieurs les officiers municipaux m'ayant fait l'amitié de venir, hier, me demander le préambule du discours que

¹ Archiv. du Calvados. (Série Lm., Police).

j'ai prêché à la cathédrale, en présence de tous les corps constitués de cette ville, je m'empresse de vous l'envoyer tel que ma mémoire a pu en retrouver les paroles. Les sentiments seuls que j'exprimais étaient préparés dans mon âme et y sont gravés à jamais ».

Il transcrit le préambule et termine par cette formule de politesse :

« Voilà, Messieurs, les dispositions sincères de votre très dévoué frère, concitoyen et ami.

» † Claude FAUCHET,

» *Evêque du Calvados*¹ ».

C'était, comme on le voit, une véritable amende honorable. Qui avait poussé le prélat à ce changement subit de conduite, à cette démarche inattendue, lui qui, au dire de l'administration, ne devait jamais plier ? Il avait appris, sans doute, que l'Assemblée nationale, mise au courant du conflit, donnait raison à la municipalité ; dans ces conditions, il pouvait être fixé à l'avance sur le résultat de la procédure : c'était une condamnation qui l'attendait. D'autre part, les élections pour une nouvelle législature étaient imminentes ; or, l'évêque du Calvados entendait bien poser sa candidature ; mais, s'il était sous le coup de poursuites, n'y avait-il pas lieu de craindre que le corps électoral, intimidé, n'osât le porter à la députation, ou que — ce qui était plus grave — chargé d'une condamnation, il ne fût déclaré inéligible ? Il fallait parer à ce danger. Il n'y avait, pour cela, qu'un moyen : faire la démarche dont nous venons de parler. Le prélat n'hésita pas à s'y soumettre, quelque coûteuse qu'elle dût être à son amour-propre. Ainsi s'explique, selon nous, le revirement si soudain qui s'opéra dans sa conduite.

¹ Archiv. du Calvados. (Série Lm., Police).

L'évêque Fauchet se présenta lui-même, le lendemain, devant les administrateurs du district. Il les assura « de son amour pour la paix, et du désir qu'il ressent de concourir à la rétablir sur des bases solides ». De plus, aussitôt rentré chez lui, il leur écrivit la lettre suivante :

« Encore ému de la douce et profonde sensibilité qui nous a fait resserrer les liens de l'estime, de la paix et de l'amitié intime qui vont nous unir inviolablement pour le bien public et pour la félicité de nos cœurs, je réitère, en vous adressant la profession publique envoyée à la municipalité, selon ses désirs, — et qui doit rester dans vos mains, — le serment de vous aimer et de concerter avec vous tous les moyens qui seront en mon pouvoir de servir la patrie.

» Vous connaissez maintenant, messieurs, mon âme toute entière. Je donnerai à cette profession authentique de mes sentiments toute la publicité qu'on peut désirer. Je me ferai un honneur et un bonheur de manifester partout combien je vous aime.

» Je suis, avec le plus intime et le plus inviolable attachement, vrais Frères, vrais Amis, votre très dévoué ami et frère.

» † Claude FAUCHET,

» *Évêque du Calvados*¹ ».

Le directoire du district répondit aussitôt au prélat : « Dépositaires de la loi, notre premier devoir et celui qui nous est le plus cher, c'est de la maintenir et de la faire exécuter. Les dispositions que vous nous annoncez de concourir à la faire aimer et respecter contribueront sans doute à rétablir au milieu de nous l'ordre et la paix. Réalisez, monsieur, les heureuses espérances dont vous

¹ Archiv. du Calvados, série Lm. (Troubles).

nous flattez ; nous nous empresserons de vous donner des preuves de notre estime et de notre attachement ¹ ».

Le lendemain, le corps municipal s'entretenait de cette grave affaire.

Après avoir parlé longuement des événements dont on vient de lire le récit, le procureur de la Commune ajoutait : « Le prélat ne se refuse à aucun des moyens que la prudence peut dicter pour dissiper les mauvaises impressions qu'on aurait pu prendre dans les districts contre vous ; il proclame ses sentiments par ses écrits et ses paroles. Déjà, vous avez la décision du Comité des rapports qui a approuvé votre conduite ». Le corps municipal arrêta que, « par reconnaissance » pour les administrateurs du département, « il consommera la conciliation par leur médiation et interposition ». Il nomma ensuite quatre députés pour se rendre à Caen avec ceux du district, et les autorisa « d'accepter et de souscrire tous les serments de pacification qui seront proposés par MM. les administrateurs du département ».

Il faut croire que le prélat avait fortement à cœur de hâter la réconciliation, car, quelques jours plus tard, il proposait au directoire du district de déléguer quelques-uns de ses membres qui, unis à ceux de la municipalité, se rendraient avec lui à Caen, devant le directoire du département, pour sceller « cette douce paix qui rapproche des cœurs si bien faits pour s'entendre, et de concourir, dans une pleine harmonie, au bien public ». Il assurait ces administrations de son « intime et inviolable attachement », et se disait leur « très dévoué frère et ami ».

L'administration du district s'excusa, alléguant que les devoirs qui lui étaient imposés, et qu'elle tenait de la confiance publique, ne lui permettaient pas d'accéder au vœu qui lui était exprimé ; mais, ajoutait-elle, « nous formons bien sincèrement celui de voir rétablir, au milieu de nous, une paix solide et durable. Nous voyons, avec la plus grande

¹ Archiv. du Calvados, série Lm (Troubles).

satisfaction, votre empressement à y concourir. Le directoire du département applaudira sans doute à des dispositions si heureuses, et tout nous fait espérer que sa sagesse les couronnera par le bonheur de nos concitoyens ¹ ».

L'administration du district n'avait aucune démarche à faire : c'était à celui qui avait allumé l'incendie de s'employer, le premier, à l'éteindre ; sa réponse est prudente et digne en même temps.

L'Assemblée nationale, on l'a vu, avait été saisie de cette affaire. Chargé, au nom du Comité des rapports, de l'éclairer sur les faits dénoncés par la municipalité de Bayeux, Vieillard, député de la Manche, s'exprimait ainsi, dans la séance du 21 août :

« M. le Garde des sceaux vous a dit que plusieurs Sociétés étaient égarées par le patriotisme. En effet, la Société séante à Caen s'était toujours conduite avec la plus grande modération ; elle avait toujours montré les principes les plus purs ; mais il est une époque malheureuse, où, tout à coup, on l'a vue changer de conduite : c'est celle où M. Claude Fauchet, évêque du département du Calvados, y a paru. Celle de Bayeux n'a pas été moins agitée par un vicaire de cet évêque ; l'un et l'autre se sont emparés de la présidence de ces Sociétés. Je dois vous faire lecture d'une pétition apportée par deux officiers municipaux de Bayeux² ». C'est celle que nous avons mentionnée plus haut, et dont nous avons cité de larges extraits.

Après la lecture de cette dénonciation, Vieillard conclut à ce que l'évêque Fauchet soit traduit devant les tribunaux.

Joubert, évêque constitutionnel de la Charente-Inférieure, prend à son tour la parole, et demande que Fauchet et Chaix d'Est-Ange soient « mis promptement en état d'arrestation ». Pétion s'élève, avec force, contre cette proposition.

¹ Archiv. du Calvados, série Lm. (Police).

² Arch. du Calvados, série L.

L'Assemblée nationale termine le débat en rendant le décret suivant :

« Le Ministre de la justice donnera les ordres les plus prompts pour qu'il soit instamment informé, par le tribunal de Bayeux, des faits dénoncés à l'accusateur public par la municipalité de ladite ville, et que la procédure soit instruite sans délai.

» Le Ministre informera l'Assemblée de l'état de ces procédures¹ ».

Ce décret fut sanctionné par le roi, le 28 août.

Bailly, maire et député de Paris, avait bien voulu s'intéresser à cette affaire ; il appuya les démarches des députés de la municipalité bayeusaine et contribua, par son influence, au succès de leur mission².

De son côté, le tribunal du district de Bayeux n'était pas resté inactif.

Le 16 août, le jour même où Fauchet avait, dans la lettre que nous avons reproduite, fait amende honorable à la municipalité, l'accusateur public entretenait les membres de ce tribunal des plaintes portées par la municipalité contre l'évêque du Calvados et Chaix d'Est-Ange. Après avoir énuméré tous les faits mis à la charge du prélat, il terminait ainsi son exposé :

« Tel est le tableau de la conduite du sieur Fauchet, de ce ministre de la religion. Mépris pour les lois constitutionnelles, mépris pour le roi, reconnu par cette Constitution ; mépris pour les autorités constituées, refus de leur obéir ; mépris contre les administrateurs, efforts pour soulever le peuple contre ces mêmes administrateurs et allumer le feu

¹ Arch. nat., D xxix 3, dossier 31.

² Arch. municip. de Bayeux. (Lettre de remerciement de la municipalité de Bayeux à M. Bailly. Registre de correspondance, 1791).

de la sédition, telle est la masse des crimes qui provoque, en ce moment, le ministère de l'accusateur public¹ ».

Comme conclusion, il demandait au tribunal l'autorisation d'instruire des faits par lui dénoncés, en lançant des assignations aux témoins qu'il se proposait d'entendre.

Le tribunal fit droit à sa demande.

L'information commença le lundi 22 août, et se continua les jours suivants. Dix-huit témoins furent entendus ; tous étaient présents le jour où l'évêque insulta si grossièrement la municipalité. Parmi eux, figure le « suisse » de la cathédrale, Suisse authentique, vu que son pays d'origine était Soleure. On consigne qu'« il n'entend pas parfaitement le français ». La déposition de ces témoins est presque identique ; c'est d'après leurs témoignages respectifs qu'a été composé le récit, que nous avons fait plus haut, de la conduite et du langage tenus par Fauchet, le matin du 23 juillet.

L'évêque du Calvados ne conservant plus d'illusion sur le résultat de l'action judiciaire qui se poursuivait contre lui, essaya de la suspendre. Le 22 août, il se présenta, accompagné de plusieurs de ses vicaires, devant le directoire du département, et fit part des « sentiments d'union et d'harmonie qui existaient entre les corps administratifs de Bayeux et lui-même » ; il déclara, en même temps, « qu'il venait retirer les plaintes qu'il avait données au directoire contre ces corps² ».

Apprenant, par la rumeur publique, la comparution des témoins, Fauchet écrit, le 23, à la municipalité de Bayeux, la priant de s'interposer auprès du tribunal du district pour « appuyer la demande d'une surséance ». Le lendemain, le corps municipal, après délibération, charge MM. Hallot et Raould La Chesnée d'aller trouver « M. l'accusateur public, pour l'inviter de surseoir ses poursuites sur l'accusation qu'il

¹ Arch. du Calvados, série L. (Tribunal du district de Vire).

² Arch. du Calvados, série L. (Délib. du directoire du départ.).

a faite au tribunal ». De plus, le directoire du district ayant refusé d'envoyer des députés vers le département, ceux nommés par la municipalité furent autorisés à s'y rendre, « à fin de pacification, dès que le temps convenable serait arrivé ».

« Arrête, au surplus, ledit corps municipal, qu'il sera écrit à M. Fauchet pour le prévenir que les poursuites se continuent, sur l'accusation, requête de l'accusateur public, pour qu'il prenne les mesures convenables¹ ».

Le décret de l'Assemblée nationale acheva de décourager le prélat. A partir de ce moment, ses amis et lui font démarches sur démarches, dans le but d'en suspendre les effets.

Le 25 août, il écrit au Garde des sceaux une longue lettre justificative ; il y disait :

« On m'avait assuré, — et cela est certain, — qu'aucune procédure n'était entamée à mon égard, et que, loin de me poursuivre, on allait vous écrire pour interposer votre surveillance suprême, à l'effet de ce que l'accusateur public ne donnât aucune suite à la plainte portée par la municipalité, qui s'en désistait, comme je me désistais moi-même de celle que j'avais portée ».

Il explique que, plein de ces assurances, il était retourné à Caen, où, pendant son « absence, de grands troubles s'étaient fait sentir, par rapport aux prêtres réfractaires, et à des divisions intestines dans le directoire du département ». Il a « prêché le calme, la tolérance, la concorde, et tout le directoire » lui en « a marqué sa vive satisfaction ». Mais, « pendant ce temps-là, le tribunal a été suscité pour rengager la querelle ».

« J'apprends, par le procureur même de la commune,

¹ Arch. municip. de Bayeux. (Reg. de délibérations).

ajoute-t-il, qu'à son grand étonnement on a entamé la procédure ; on entend des témoins, et il ne sait pas lui-même, non plus que la municipalité, d'où cela peut venir.

« O surprise ! pendant que je vous écris, on m'apporte la nouvelle que le Comité des rapports, sans m'avoir demandé aucun renseignement, sans m'avoir entendu en manière quelconque, venait, sur l'énoncé des calomnies les plus avérées, d'obtenir un décret de l'Assemblée, à l'effet de vous charger de me faire poursuivre vivement par les tribunaux, et de lui rendre compte tous les huit jours ».

Il s'applique ensuite à se disculper des accusations portées contre lui :

« Je suis, proteste-t-il, innocent comme la lumière... Je n'ai fait que du bien dans le département. Je n'y ai jamais parlé de la loi agraire que pour déclarer que ce serait une loi exécutable. J'ai toujours prêché la soumission à tous les décrets. J'ai parlé, en homme libre, de la perfection dont notre Constitution était susceptible, et encore, cela, je ne l'ai jamais dit dans mes sermons, mais seulement dans les Sociétés patriotiques. J'ai soutenu, et soutiens toujours, que la royauté héréditaire est très compatible avec la liberté publique et la souveraineté du peuple. Voilà mon républicanisme ». Quant à la pétition adressée à la municipalité de Bayeux, et par laquelle on demandait que son nom fût donné à la place Louis XVI, il proteste qu'il s'y est « opposé de toutes ses forces ».

Il conclut en affirmant qu'il est « si pur » dans ses « principes civiques » et dans sa « conduite d'évêque », qu'il n'y a pas un honnête homme, dans tout le département, qui ne lui rendit témoignage, et pas un législateur citoyen, dans l'Assemblée nationale, qui ne fût dans l'indignation des calomnies dont on a frappé ses oreilles, s'il connaissait la vérité ¹ ».

¹ Biblioth. de Caen. (Miscellanées).

On voit, par cette lettre, de quelles transes était agité l'esprit du prélat.

Le 26 août, le corps municipal de Bayeux, réuni de nouveau à l'hôtel de ville, s'occupe encore de l'affaire. Il constate que la municipalité a eu plusieurs entrevues avec M. Fauchet, dans lesquelles il a toujours manifesté des intentions pacifiques. « A l'occasion du décret, M. Fauchet a fait de nouvelles démarches et a dit que, convaincu des intentions pacifiques du conseil, il espérait qu'il réunirait ses efforts aux siens, auprès de l'Assemblée nationale et auprès du ministre de la justice, pour désarmer le bras de la justice et arriver au terme d'une réconciliation sincère, complète et sans retour ».

Après en avoir délibéré, la municipalité, se jugeant suffisamment vengée, prit l'arrêté suivant :

« Considérant que tout homme peut se tromper ; qu'il est, pour lui, des moments d'erreur et de surprise ; mais que, s'élançant vers le bien public, il peut s'y attacher d'une manière plus intime et plus inviolable ;

» Considérant que M. Fauchet nous a, à plusieurs reprises, exprimé la pureté de ses intentions et sa soumission à la loi ;

» Considérant qu'une plus longue discussion ne ferait qu'entretenir des germes de division aussi contraires au bien public qu'à la tranquillité des citoyens,

» A arrêté : que la présente sera adressée à MM. de Wimpfen et Delaunay, députés à l'Assemblée nationale, avec invitation d'employer tous les moyens pour que l'Assemblée nationale lève l'ordre qu'elle a donné au ministre de la justice de faire des poursuites ultérieures ; priant l'Assemblée nationale de concourir, par son autorité, au maintien de la paix, et d'accueillir favorablement le vœu qu'elle exprime à ce que toutes poursuites soient arrêtées ¹ ».

Fauchet fut aussitôt mandé à l'hôtel de ville, pour

¹ Arch. municip. de Bayeux. (Reg. de délibérations).

recevoir communication de cet arrêté. « Il déclara qu'il se livrait, sans réserve, au corps municipal et qu'il allait signer avec lui, pour unir son vœu à celui qui y était exprimé ; ce qu'il fit.

L'arrêté de la municipalité fut adressé, séance tenante, à M. de Wimpfen ; il était accompagné d'une lettre par laquelle ce député était sollicité « d'employer tous les moyens pour en assurer le succès ». — « Nous vous prions de remarquer, lui disait-on, que les quarts d'heure et jusqu'aux minutes se comptent » ; on le conjure de « trouver un moment pour offrir l'arrêté à l'Assemblée nationale ».

Ceci se passait, avons-nous dit, le 26 août, à Bayeux.

Le lendemain, l'accusateur public près le tribunal de ce district requérait « être prononcé, contre ledit sieur Fauchet, décret de prise de corps, ce faisant qu'il sera pris et appréhendé et constitué prisonnier ès prisons de ce tribunal, pour être interrogé sur les charges contre lui rapportées au procès, et sur les mémoires qui seront donnés par l'accusateur public, et, dans le cas où ledit sieur Fauchet ne pourrait être appréhendé, requiert que son procès lui sera fait aux termes de la loi ¹ ».

Le commissaire du roi n'ayant « empêché », deux jours après le tribunal rendait le jugement suivant :

« Du lundi 29 août 1791, en la chambre du conseil, devant MM Guérin, Letellier et Boisdelles de Feuguerolles, juges ; en présence des sieurs Le Pelley et Gardin de Villers, adjoints ;

» Vu et délibéré le réquisitoire de l'accusateur public du 16 de ce mois, souscrit d'ordonnance de M. Guérin, dudit jour ;

» Le tribunal, faisant droit, a décrété de prise de corps le sieur Claude Fauchet, évêque du Calvados, trouvé, nommé et chargé par les pièces et informations. Ce faisant, ordonné

¹ Arch. du Calvados, série L. (Tribunal du district de Vire).

qu'il sera pris et appréhendé au corps et constitué prisonnier es prisons royales de ce lieu, et qu'il y sera écroué ; requête de l'accusateur public, que la copie de son écrou lui sera signifiée, pour ensuite être ouï et interrogé sur les faits et charges contre lui rapportés au procès, et sur les mémoires que l'accusateur public voudra donner pour le faire entendre ; et, ou pris et appréhendé ne pourrait être, ordonné, après perquisition faite de sa personne, qu'il sera assigné à comparoir à quinzaine, et par un seul cri public, à la huitaine en suivant ; ses biens saisis et annotés, et à iceux établi gardiens, jusqu'à ce qu'il ait obéi. Et mandement, etc.¹ ».

Ainsi, deux plaintes avaient été portées par la municipalité de Bayeux contre l'évêque Fauchet ; l'une, à l'Assemblée nationale, laquelle avait décrété qu'il serait cité devant le tribunal de Bayeux ; l'autre, au tribunal de Bayeux, qui, de son côté, le décrétait de prise de corps. Détail à noter : le jugement de ce tribunal est du 29 août, le jour même où le ministre de la justice envoyait au département du Calvados le décret rendu contre Fauchet par l'Assemblée nationale.

Le 2 septembre, « Hérault, huissier audiencier au siège de police de Bayeux, accompagné de Pierre Chitel et de Martin Borel, praticiens ordinaires », se transporta « au domicile de M. Claude Fauchet ». Il ne trouva que le sieur Le Baron, concierge, lequel dit que l'évêque « était, en ce moment, en la ville de Caen ». Et comme cet homme refusait de signer, « après perquisition faite dans l'intérieur dudit domicile dudit Fauchet, sans l'avoir trouvé », assignation d'avoir à comparaître à quinzaine fut laissée².

Ce même jour, l'évêque du Calvados adressait à l'Assemblée nationale une pétition pour lui demander de retirer le décret rendu contre lui, le 21 août.

Dans cette lettre ou pétition, il s'applique d'abord à

¹ Arch. du Calvados et Arch. nat., D xxix 3, dossier 30.

² Arch. du Calvados, série L. (Tribunal du district de Vire).

repousser les accusations contenues dans le rapport lu à la tribune de l'Assemblée par le député Vieillard.

« Le rapport fait contre moi, dit-il, n'a pour base que le seul exposé de mes adversaires ; il est un tissu de calomnies ; on a jugé que j'étais coupable sans m'avoir entendu.

» Voici mes crimes imaginaires :

» *La loi agraire !* Je n'en ai jamais parlé, ni directement ni indirectement dans le Calvados, si ce n'est pour déclarer que, dans le seul imprimé où j'en ai parlé, je l'ai qualifiée de « loi exécrationnelle ».

» *La révolte contre les lois !* J'ai constamment, et sans me démentir jamais, prêché la soumission soudaine et nécessaire, sous peine d'anarchie, à tous les décrets sans exception.

» *Le mépris des autorités constituées !* Je n'ai pas omis une seule occasion de dire et redire qu'il fallait les respecter toutes ; qu'on devait n'employer que des voies légales et la réclamation légitime, contre des actes arbitraires, les négligences et les abus de tels ou tels fonctionnaires publics.

» *L'incendie !* Oui, j'ai cherché à répandre celui de l'amour fraternel, de la liberté sainte, de la religion civique ; j'ai embrasé les cœurs du zèle le plus pur pour l'amour des hommes.

» *Les défauts de la Constitution française !* Je n'en ai jamais dit une parole dans mes discours au peuple. J'ai couru les villes et les campagnes pour démontrer que la vraie religion était ramenée à sa pureté native par les nouvelles lois, et pour éteindre l'incendie, — vraiment destructeur du bien public, — qu'allumaient partout les prêtres réfractaires ; et j'enveloppais encore ces incendiaires criminels dans les bras de la charité ».

Un autre chef d'accusation portait qu'il avait été, avec le Club de Caen, dont il était président, l'instigateur du renversement de la statue de Louis XIV. Fauchet s'en défend et s'efforce de prouver que ni lui ni la Société n'y ont eu aucune part.

« Tous les patriotes de Caen, ajoute-t-il, démentent les assertions de M. Vieillard ».

Il rappelle ensuite tout ce qu'il a fait, et la conduite qu'il a tenue depuis le commencement de la Révolution. Voici en quels termes il s'exprime :

« Le 14 juillet 1789, j'ai sommé, au nom du nouveau comité municipal de Paris, dont j'étais l'un des premiers membres, le gouverneur de la Bastille de nous rendre, sans effusion de sang, cette forteresse du despotisme. J'ai pris part, au péril de ma vie, à cette grande conquête.

» Pendant les six premiers mois de la Révolution, j'ai géré, nuit et jour, la police de la capitale. Les périls courus et les services rendus dans cette fonction publique sont au-dessus de toute idée.

» J'ai prononcé et imprimé de nombreux discours sur la liberté française.

» Depuis que je suis évêque, — sans le désirer ni le rechercher en manière quelconque, — j'ai fait plus de fonctions pastorales en trois mois, que tel autre en vingt années. J'ai conquis le cœur des fidèles ; je suis aimé de tout le monde, excepté des ennemis de la chose publique¹ ».

Nous venons de parler des démarches faites par Fauchet, en vue de faire annuler le décret et le jugement rendus contre lui. Préalablement, le mot d'ordre avait été donné à toutes les Sociétés populaires et aux corps administratifs du département sur lesquels on pouvait compter, de pétitionner en faveur de l'évêque. Plusieurs répondirent à cet appel. Nous relevons une pétition des habitants de Bayeux, une autre du Club de la même ville, quatre de Caen, dont une des « citoyens », une autre des « citoyennes », la troisième de « l'administration du district », et la quatrième

¹ Bibl. de M. l'abbé Guillaume, ancien aumônier des Augustines d'Orbec.

de « la municipalité ». Puis, viennent « la Société patriotique », « le tribunal de commerce et du district », et « le directoire du district de Vire », « les officiers municipaux de Harcourt », « la Société des Amis de la Constitution de Lisieux », « le maire et le curé de Bucels », « le conseil général » et « les Amis de la Constitution de Falaise », « la Société patriotique » et « la municipalité de Condé ».

C'est à la Société des Amis de la Constitution de Caen que semble revenir l'initiative de ce mouvement pétitionnaire. Il est au moins certain que ce fut elle qui recueillit et centralisa les attestations. Le nombre de ces dernières ne se réduisait pas à celles que nous venons de citer ; il en comprenait beaucoup d'autres. Une lettre des membres du comité de correspondance de la Société caennaise, adressée à la société sœur de Falaise, le 30 août 1791, nous apprend que les délégués à qui avait été confiée la mission de se rendre à Paris et de déposer les pétitions sur le bureau de l'Assemblée nationale, étaient partis de Caen, ce jour-là même, emportant avec eux « une quantité prodigieuse d'attestations honorables, venues des six districts », et émanant « des municipalités, des corps administratifs, des tribunaux, des juges de paix, etc. » ; elles étaient revêtues « de plus de douze mille signatures ». Ces signatures, ajoutent les membres du comité de correspondance, « sont garantes de la conduite et des sentiments de notre digne évêque qui, malgré le nombre prodigieux de ses ennemis, triomphera de toutes les embûches qui lui sont tendues... Sans doute, il eût été nommé président du corps électoral, et n'aurait pas peu contribué à éclairer sa marche ; mais, au moyen de ce décret inique, il ne pourra remplir aucune fonction publique, ni celle de député à la prochaine législature, avant d'avoir établi son innocence. Il le sera pourtant, malgré la cabale ; et ses ennemis, confondus, seront encore fiers de briguer son appui¹ ».

Presque toutes ces pétitions sont adressées à l'Assemblée

¹ Arch. de la mairie de Falaise.

nationale. Les habitants de Bayeux visent plus haut encore : ils s'adressent à « l'univers entier ». Nous citons :

« Les habitants de Bayeux, soussignés, voyant avec la plus vive douleur que la calomnie continue de poursuivre M. Fauchet, leur évêque, « certifient à l'univers entier », comme s'ils étaient prêts à paraître devant Dieu, que ce digne prélat, depuis le moment où il est arrivé dans leur ville, y a rempli ses fonctions d'évêque avec dignité, charité et édification, et que, loin d'y avoir prêché la révolte, le républicanisme et le partage des biens, il s'est élevé avec force contre l'atrocité d'une pareille idée, et n'y a jamais prêché que la morale la plus pure, l'Évangile, la concorde et l'entière soumission aux lois de l'Etat¹ ».

La Société patriotique de la même ville, par l'organe de Moulland, curé de Saint-Sauveur, publia une Adresse dont nous extrayons les passages suivants :

« La calomnie n'attaque que les grands hommes, et il manquerait quelque chose à leur gloire s'ils n'avaient pas d'ennemis. Les sermons de l'abbé Fauchet, qui donnent des vapeurs à quelques femmelettes de notre département, sont ceux que Paris courait entendre avec tous les transports de l'admiration...

» Ah ! si l'honnête habitant des campagnes pouvait croire que le soupçon même atteignit son évêque ; si ces religieux vieillards, qui ne craignaient plus de mourir parce qu'ils avaient eu la consolation de voir et d'embrasser un apôtre, pouvaient deviner que, dans deux jours peut-être, on le jettera en prison, avec quelle ardeur, quel empressement ils accourraient dans nos murs pour rendre hommage à la pureté de son civisme et à la sainteté de sa morale ! Comme ils baiseraient notre Adresse, la mouilleraient de leurs larmes et la couvriraient de leurs noms !

» Augustes représentants, anges de paix, daignez entendre

¹ Arch. municip. de Caen, carton « culte » 1791.

la sincérité de nos réclamations et interpréter favorablement le cri de nos cœurs. Nous vous conjurons de ne point faire à M. Fauchet l'outrage de le prendre pour un républicain, qui ne sent pas encore le prix de votre Constitution, mais comme un prélat qui n'a d'autre passion que de consacrer les plus précieux moments de sa vie à célébrer votre gloire et à vous assurer à jamais de son amour¹ ».

L'auteur de cette Adresse s'attira une vigoureuse réplique intitulée : *Réflexions sur l'Adresse de la Société patriotique de Bayeux*. Toutes les assertions du fougueux curé y sont réfutées de main de maître².

La « Société des Amis de la Constitution de Caen » fait mieux que son émule de Bayeux : elle « décide que M. Dejean, docteur en médecine et juge de paix de Tilly-la-Campagne, partira de suite pour se rendre, comme député des citoyens de Caen et de ceux des six districts du département, au sein de l'Assemblée nationale, avec les députés des autres villes qui pourront se joindre à lui sur son passage, aux fins de présenter à nos législateurs la justification de M. Fauchet, notre évêque constitutionnel, et d'y porter la parole en sa faveur ».

De leur côté, les « citoyens de Caen » attestent à l'Assemblée nationale que « jamais prélat constitutionnel, quel qu'il soit, n'a plus fait pour la Révolution et le soutien de la foi que le zèle de M. Fauchet ». — « Non, disent-ils, le peuple n'est point las de l'entendre ; il le fait toujours avec un nouveau plaisir, avec une plus grande vénération ; ses sermons respirent le saint amour de la patrie, l'obéissance aux lois, le sentiment de la fraternité, de la charité évangélique, enfin, toutes les vertus chrétiennes et civiques ».

Les « citoyennes de Caen » sont heureuses « d'embrasser la défense de l'illustre prélat, et de lui rendre témoignage » ; elles attestent, solennellement, « que cet infatigable pasteur

¹ Adresse de la Société populaire de Bayeux à l'Assemblée nationale. — A Bayeux, chez la veuve Nicolle. In-8° de 12 p. — Bibl. de M. le chanoine Deslandes.

² Brochure in-8° (s. l. n. d.), 18 pages. — Bibl. de M. le chanoine Deslandes.

a tout fait pour le progrès du christianisme et la charité des frères ».

Les « administrateurs du district de Caen » se défendent d'avoir eu « aucune part aux dénonciations qui ont pu être faites » ; ils ne « connaissent, personnellement, dans la conduite de M l'évêque, aucuns faits, aucuns discours qui puissent donner lieu aux plaintes portées contre lui et dénoncées aux corps administratifs ».

La « Société patriotique de Vire » atteste « que, pendant son séjour dans cette ville, M. Fauchet, évêque du Calvados, a donné les preuves les moins équivoques de son attachement aux principes de la religion catholique, apostolique et romaine ; qu'il n'a prêché, à la grande édification des fidèles, que la paix et la charité ; qu'il a professé, au sein de la Société, le plus pur patriotisme, et a manifesté, partout et en toute occasion, l'amour de l'ordre, la soumission aux lois, et son respect pour toutes les autorités constituées, et, enfin, qu'il a emporté la vénération et l'estime de tous les bons citoyens et amis de la Constitution ».

La pétition du « directoire du district de Vire » rend le même témoignage ; il y est dit, en plus, que le discours prononcé par M. Fauchet, dans la chaire de l'église de Vire, sur l'union et la fraternité, « a obtenu les applaudissements de ceux-là mêmes qui ne sont pas les amis du nouvel ordre de choses ».

Le « corps municipal de la petite paroisse d'Audrieu » témoigne que « M. Fauchet a toujours prêché le langage de l'Evangile et le maintien de la loi ». Un certificat favorable est délivré par le « maire et le curé de Bucels ». Autre certificat, signé de Gabriel-François Lemanissier, prêtre, curé de Biéville, et de Louis-François Lemanissier, prêtre, professeur émérite de l'Université de Caen. Ce dernier est ainsi libellé :

« ... Attestons que M. Fauchet, évêque du Calvados, a fait, dans la paroisse de Biéville, près Caen, le 21 août, un discours très éloquent, qui a enchanté la foule immense d'auditeurs venus de toutes les paroisses voisines ; que, bien

loin de prêcher le fanatisme, il a édifié tout le monde et inspiré l'amour de Dieu, des hommes et de la paix, à ceux qui ont eu le bonheur de l'entendre ; qu'il a réuni également les suffrages des catholiques et des protestants, parmi lesquels règne, maintenant, une amitié fraternelle, et qui sont indignés de voir les aristocrates conspirer la perte d'un si grand homme, d'un évêque si bienfaisant, si éloquent, si bon patriote ».

Le « directoire du district de Falaise » nous apprend que « l'évêque du Calvados, pendant le court séjour qu'il a fait dans cette ville, a prononcé plusieurs discours » ; mais qu' « il n'a prêché que les principes de la Constitution, le plus pur patriotisme, l'amour de ses semblables, la concorde et l'union, et a emporté avec lui l'estime, la confiance et les regrets de tous les citoyens patriotes ».

Même attestation de la part du « conseil général de la commune de Falaise ». Les membres de ce corps se sont demandés « pourquoi cet homme qui, dans chaque ville et bourg de son diocèse, a vu la joie se manifester par toutes les marques d'attendrissement et de vénération qu'inspirait le premier aspect de sa personne ; comment celui dans l'âme duquel la candeur et la vertu semblaient avoir pris naissance..., a pu, tout à coup, devenir un monstre, un fanatique ».

Le rédacteur de la pétition devait être un lettré, car il cite, avec à-propos, ces deux vers du poète :

Un jour seul ne fait pas d'un mortel vertueux
Un lâche fanatique, un monstre dangereux.

Le dernier certificat est celui du « maire et des officiers municipaux de la ville de Condé-sur-Noireau ». Il ne diffère pas sensiblement des précédents. Nous y apprenons seulement que l'évêque constitutionnel avait annoncé sa visite à Condé pour le 25 juin, mais qu'il ne put tenir sa parole, au grand regret de la commune, « qui était dans la plus grande

joie de le recevoir et de lui marquer sa vénération et son respect¹ ».

Le Club de Cherbourg, département de la Manche, voulut unir son témoignage à ceux des clubs du Calvados. Il publia une lettre écrite par lui à Claude Fauchet, et que la Société populaire de Caen fit rééditer et tirer à 2.000 exemplaires.

Comme on le voit, le démêlé survenu entre la municipalité de Bayeux et l'évêque constitutionnel, et surtout les poursuites judiciaires dont celui-ci était menacé, passionnaient alors tout le département.

La plupart des corps administratifs et les hommes d'ordre prenaient parti pour la municipalité de Bayeux ; l'évêque semble avoir eu pour lui d'assez nombreux partisans dans le peuple. Celui-ci manifestait hautement son opinion. Aussi, la municipalité de Bayeux, assaillie de menaces, n'était-elle pas rassurée sur les suites de l'effervescence populaire. C'est ce qui explique le passage, cité plus haut, de la lettre que ses membres écrivirent, le 26 août, à M. de Wimpfen : « Nous vous prions de remarquer que les quarts d'heure et jusqu'aux minutes se comptent » ; et la prière pressante qu'elle lui fait de s'employer à donner à l'affaire dont elle le saisit une prompte solution.

Ce dernier ne perdit pas de temps. Quatre jours après le reçu de cette lettre, le 30 août, il monte à la tribune de l'Assemblée, y lit l'arrêté de la municipalité et donne les explications nécessaires sur les faits qui y sont consignés ; il termine en demandant le retrait du décret rendu le 21, et la cessation des poursuites. Plusieurs députés s'y opposent. « Le résultat de la procédure soumise au tribunal de Bayeux, dit l'un d'eux, Lavie, peut seul prouver si, en effet, M. Fauchet est innocent des torts qui lui ont été imputés ». L'Assemblée se rallie à cet avis ; on passe à l'ordre du jour, et la continuation de la procédure criminelle est ordonnée².

¹ Toutes les attestations ou délibérations ci-dessus mentionnées se trouvent, on ne sait pourquoi, aux archives municipales de Caen.

² *Moniteur*, année 1791, n° 243.

Le député de Wimpfen en informe aussitôt la municipalité par une lettre dans laquelle il explique tout ce qu'il a fait pour arriver à une solution contraire, avec prière de donner communication de sa lettre à l'évêque du département. La municipalité en transmet seulement la copie, accompagnée d'un billet, où il était dit : « Vous y reconnaîtrez les efforts de notre député et son peu de succès ».

Une lettre d'un député de Caen, M. de Cussy, aux officiers municipaux de la même ville, qui lui avaient envoyé une adresse favorable au prélat, en le priant de la présenter à l'Assemblée nationale, nous fournit des détails plus circonstanciés sur l'accueil que reçut M. de Wimpfen, et les démarches faites par la députation du Calvados, dans le but d'arrêter les poursuites. L'intérêt que cette lettre offre, à ce point de vue, nous engage à la reproduire.

« Paris, 2 septembre 1791.

« Messieurs,

» Je me suis concerté, ainsi que vous l'aviez désiré, avec M. de Wimpfen, pour présenter à l'Assemblée nationale l'Adresse que vous m'avez fait parvenir, jointe à votre lettre du [27 août]. Porteur d'un arrêté de la municipalité de Bayeux, M. de Wimpfen s'est présenté, le premier, à la tribune, et a exposé le sujet de sa demande. Un murmure de désapprobation lui a fait abréger la lecture de cet arrêté, et il s'est empressé de dire que j'allais exposer les vœux du district et de la municipalité [de Caen], relativement à cette affaire. L'Assemblée, sans vouloir en entendre davantage, a passé à l'ordre du jour. Nous n'avons pu obtenir le renvoi au Comité des rapports. J'ai cependant remis votre Adresse à ce Comité et je l'ai jointe aux pièces qui concernent M. Fauchet. Nous nous réunirons, avec M. Vieillard et les députés de Caen, qui sont ici, pour chercher les moyens de terminer cette affaire ; s'il s'en trouve que nous puissions saisir, nous ne les négligerons pas... »

La lettre se termine ainsi :

« Je désirerais avoir eu plus de succès dans une mission

qui paraît vous intéresser généralement ; mais, je ne puis vous le dissimuler, l'Assemblée a des préventions contre votre ville, et, malheureusement, elles sont fondées¹ ».

La fin de la lettre fait allusion à une dénonciation formulée par l'accusateur public du tribunal de Caen contre plusieurs membres de la Société des Amis de la Constitution de cette ville, qui s'étaient livrés à certains désordres, et en faveur desquels intercédait également la municipalité.

Le 2 septembre, le jugement du tribunal de Bayeux avait été, comme on l'a vu, signifié à l'évêque du Calvados, en son domicile, à Bayeux. Cette nouvelle lui parvint le lendemain, à Caen ; aussitôt, à sa requête, Jullienne-Ducoudray, huissier au tribunal du district de Caen, fait signification à Dumont, greffier du tribunal de Bayeux, que Claude Fauchet « se porte appelant de la sentence du 29 août, rendue au tribunal de Bayeux, qui décrète de prise de corps ledit requérant ».

Trois jours plus tard, le 6 septembre, alors qu'il venait d'être nommé premier député du département à la Législative, le prélat écrivait lui-même « à Messieurs les présidents et juges du tribunal de Vire », une lettre dont le ton contraste singulièrement avec celles adressées à la municipalité et au district de Bayeux. Il est vrai qu'un des jeunes électeurs, Rivière, avait demandé « que l'on chassât de l'assemblée électorale les juges qui avaient osé décréter M. Fauchet », et qu'un autre orateur avait proposé de les « exclure seulement de la députation ». L'évêque du Calvados semble prêt à recommencer une nouvelle campagne ; il disait, dans cette lettre :

« Supplie humblement, Claude Fauchet, évêque du Calvados,

» Et vous remontre qu'il serait victime de la persécution la plus injuste et la plus odieuse. Il se trouve accusé et

¹ Arch. de la ville de Caen, carton 41.

décéréte de prise de corps, et *il ignore pour quel délit*. Il faut, pourtant, que le crime dont il est accusé soit bien grave. En effet, il est citoyen, il est ecclésiastique, il est évêque : et, aux termes des lois, on n'a pu prononcer contre lui le décret violent de prise de corps que pour un de ces délits importants qui compromettent le grand intérêt public. C'est le tribunal de Bayeux, composé d'ennemis acharnés à la perte du suppliant, qui a prononcé, le 29 août dernier, sur la poursuite de l'accusateur public, ce décret révoltant. Sur quoi est-il fondé ? Quelle est l'accusation ? C'est ce que le suppliant ignore.

» ... Le suppliant est innocent ; cependant, on le décrète de prise de corps ; voici le mot de l'énigme : Les assemblées électorales étaient fixées pour le 4 du présent ; l'opinion publique paraissait désigner le suppliant pour député à la prochaine législature ; on ne pouvait espérer l'éloigner par les voies de la cabale ; on a dit : Il faut porter un grand coup, il faut le poursuivre criminellement ; il se lavera, il est vrai ; son innocence sera démontrée ; mais, provisoirement, il sera dans les liens d'une accusation capitale ; nous l'incarcérerons, nous l'occuperons de sa propre défense ; le peuple sera intimidé, l'Assemblée achèvera ses élections et il sera oublié.

» Cette manœuvre sera déjouée, le suppliant n'ayant point perdu son activité ; mais, en attendant, il est dans les liens d'une accusation odieuse qui porte le plus grand scandale, alarme les consciences, réchauffe la rage des fanatiques. D'un moment à l'autre, il peut être enlevé de ses foyers et transféré dans le séjour des criminels ; il se doit, il doit à la religion, il doit aux bons citoyens, accusés en sa personne, de faire proscrire ces poursuites injustes. Déjà il s'est porté appelant de toute cette infernale procédure par exploit de Jullienne, huissier, en date du 3 du présent, et il a sommé le greffier de délivrer toutes les grosses ; il a voulu, de plus, déclarer, messieurs, que c'était à votre tribunal qu'il voulait déférer l'honneur de venger d'une manière éclatante la liberté et les lois les plus sacrées, attaquées en sa

personne. A ces causes, il a l'honneur de recourir à votre autorité ».

Il termine en demandant aux président et juges du tribunal de Vire qu'il leur plaise « lui accorder acte de ce qu'il se porte pour appelant de l'ordonnance du 16 août dernier, qui ordonne qu'il sera informé du jugement du 29 dudit mois qui le décrète de prise de corps, sans être prévenu d'aucun crime », et, en même temps, ordonner que toutes les pièces afférentes à l'affaire leur soient envoyées. « Ce faisant, conclut-il, vous rendrez justice ¹ ».

Dès le lendemain, le tribunal de Vire acceptait l'appel de l'évêque du Calvados, et, quelques jours plus tard, il recevait du tribunal de Bayeux copie des pièces de procédure et du jugement.

C'était au moment où les assemblées électorales se réunissaient pour nommer les députés de la nouvelle législature, qu'avaient lieu les derniers débats que nous venons de raconter. On a dit que toute cette procédure avait été imaginée pour empêcher l'élection de Fauchet, le ministre de l'intérieur, Delessart, tenant par-dessus tout à écarter l'évêque du Calvados; celui-ci le proclamait bien haut. Telle est aussi l'opinion du respectable auteur des *Souvenirs de l'Insurrection normande*, lequel n'était animé d'aucune prévention contre le prélat constitutionnel. Il s'exprime ainsi :

« Le moment approchait où de nouvelles élections s'annonçaient comme devant avoir lieu incessamment pour la formation d'une première Assemblée législative. Le ministre tenait, par-dessus toutes choses, à empêcher que M. Fauchet y fût nommé. Nos royalistes reçurent leurs instructions à ce sujet, et la lutte préliminaire s'engagea aussitôt. L'attaque commença par une Adresse de la municipalité de Bayeux à l'Assemblée nationale, contenant une dénonciation contre

¹ Arch. du Calvados, série L. (Tribunal du district de Vire).

l'évêque Fauchet, pour plusieurs faits d'infractions aux lois, les uns ridiculement exagérés, les autres tout à fait imaginaires. Le but était d'obtenir une poursuite judiciaire contre lui, tendant à amener un décret de prise de corps qui, dans l'intention des plaignants, devait le frapper d'incapacité à figurer aux prochaines élections ¹ ».

Sans vouloir nous inscrire en faux contre cette appréciation, nous confessons que telle n'est pas l'impression qui se dégage, pour nous, de la lecture des pièces relatives à cette affaire. Certaines assertions de l'auteur sont en contradiction manifeste avec les faits. Il n'est pas exact de dire, par exemple, que l'attaque est venue de la municipalité. La dénonciation dont il est ici parlé ne fut adressée à l'Assemblée nationale qu'à la suite et à l'occasion du mandement de l'évêque Fauchet. Le grief capital élevé par la municipalité contre le prélat était ce mandement lui-même, et les commentaires injurieux, diffamatoires, qui en furent faits, du haut de la chaire de la cathédrale, par son auteur, le samedi 23 juillet. Or, cette circonstance est passée sous silence dans l'extrait que nous venons de citer; on a lieu d'en être surpris. Par suite, il est permis de se demander si l'ancien doyen de la faculté de Caen était bien renseigné sur les événements, et si, sur ce point, sa mémoire était bien fidèle ².

La probité historique nous oblige de convenir, cependant, que la raison donnée par l'auteur des *Souvenirs de l'Insurrection normande* est celle qui avait cours, à l'époque où les faits eurent lieu, parmi les partisans de l'évêque du Calvados.

Si tel avait été le but visé par les ennemis de Fauchet, grande dut être leur déception, car il ne fut point atteint.

¹ F. VAULTIER, *Souvenirs de l'Insurrection normande*, p. 82. — Caen, 1858, in-8°.

² Cette erreur ne serait pas la seule. A la page même où nous nous référons, l'auteur assigne au 4 novembre 1791 les élections qui eurent lieu, à Caen, pour l'Assemblée législative, et où l'abbé Fauchet fut nommé, alors que ces élections se firent le 4 septembre.

Dans quelques jours, comme nous le verrons bientôt, les électeurs du Calvados nommeront le remuant prélat premier député du département ; l'élection, quoique irrégulière, n'en sera pas moins validée. Toutefois, ce ne sera pas à cela qu'il devra d'échapper aux poursuites intentées contre lui, mais à une circonstance dont il sera parlé en son lieu. Elle mettra fin à l'épisode affligeant dont nous venons de raconter les phases diverses, et qui n'aura son véritable dénouement qu'au chapitre suivant.

FIN DU TOME PREMIER



Pl. IV

Grand sceau épiscopal de Fauchet

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-Propos.	v
Liste des ouvrages de l'abbé Fauchet.	xi

CHAPITRE I^{er}

PREMIÈRES ANNÉES

Naissance de l'abbé Fauchet. — Ses succès scolaires. — Sa vocation. — Il devient précepteur des enfants du marquis de Choiseul. — Il est attaché, plus tard, à la maison du cardinal de Choiseul, archevêque de Besançon.	1
---	---

CHAPITRE II

SES PRÉDICATIONS A PARIS ET A LA COUR

Séjour de l'abbé Fauchet à Saint-Roch. — Il se livre à la prédication. — Ses succès oratoires. — Le roi lui confère plusieurs bénéfices. — Il est nommé vicaire général de Bourges.	11
---	----

CHAPITRE III

DISCOURS SUR LES MŒURS RURALES

Oraison funèbre de Phéliepeaux d'Herbault, archevêque de Bourges. — Discours sur les mœurs rurales. — L'abbé Fauchet est nommé électeur pour le choix des députés aux	
---	--

États Généraux. — Ses principes hardis. — Il est sur le point d'être décrété par le Parlement et interdit par l'archevêque de Paris.	44
--	----

CHAPITRE IV

LE LIVRE « LA RELIGION NATIONALE »

<i>De la Religion nationale.</i> — Analyse des principes contenus dans cet ouvrage.	64
---	----

CHAPITRE V

DISCOURS SUR LA LIBERTÉ

Prise de la Bastille. — Rôle joué par l'abbé Fauchet dans la journée du 14 juillet 1789. — Premier, deuxième et troisième discours sur la liberté.	80
--	----

CHAPITRE VI

FAUCHET MEMBRE DE LA COMMUNE

L'abbé Fauchet devient membre de la Commune de Paris. — Discours sur l'accord de la religion et de la liberté. — Oraison funèbre de l'abbé de l'Épée. — Éloge civique de Benjamin Franklin.	108
---	-----

CHAPITRE VII

LE CERCLE SOCIAL

L'abbé Fauchet fonde le « Cercle social » ou « Société des Amis de la Vérité », et le journal <i>La Bouche de Fer</i> . — Ses efforts pour allier les doctrines de la franc-maçonnerie avec	
---	--

TABLE DES MATIÈRES

395

Pages

celles de l'Évangile. — Il est le grand orateur du Cercle social. — Ses attaques contre Voltaire.	145
---	-----

CHAPITRE VIII

FAUCHET DÉMOCRATE CHRÉTIEN

Principes sociaux de l'abbé Fauchet. — Nature de son socialisme. — Un précurseur de la démocratie chrétienne. . . .	190
---	-----

CHAPITRE IX

FAUCHET BRIGUE L'ÉPISCOPAT

Les électeurs du département de la Nièvre se réunissent pour le choix d'un évêque constitutionnel en remplacement de l'évêque légitime. — L'abbé Fauchet brigue ce siège. — Les électeurs lui préfèrent Guillaume Tollet. — Antagonisme entre le Cercle social et le Club des Amis de la Constitution. — L'opposition de cette dernière Société fait échouer l'abbé Fauchet dans douze départements. — Il est pris à partie par quelques-uns de ses amis. — Son élection au siège épiscopal du Calvados.	208
--	-----

CHAPITRE X

FAUCHET, EVÊQUE CONSTITUTIONNEL DU CALVADOS

Sacre de l'abbé Fauchet. — Sa réception comme membre du Club des Jacobins. — Prise de possession du siège du Calvados. — Il est reçu avec honneur par les autorités civiles. — Sa première Lettre pastorale.	242
--	-----

CHAPITRE XI

VISITE PASTORALE

Tournée pastorale. — Visite des principales villes du département. — Incidents qui l'ont accompagnée	279
--	-----

CHAPITRE XII

SES DÉMÊLÉS AVEC LA MUNICIPALITÉ DE BAYEUX

Affiliation de Fauchet aux différentes Sociétés populaires du Calvados. — Circulaire aux Sociétés populaires de France dépendant du Club des Jacobins. — Fête de la Fédération générale du département, en 1791. — Sermon prononcé à cette occasion. — Affaire de la place Louis XVI, à Bayeux. 315

TABLE DES PLANCHES

	Pages
Portrait de Fauchet	II-III
Service funèbre des citoyens morts au siège de la Bastille.	90-91
Bénédiction des drapeaux de la garde nationale parisienne, à Notre-Dame.	144-145
Sceau de Fauchet	392

NEVERS, IMP. G. VALLIÈRE

CLAUDE FAUCHET

DU MÊME AUTEUR :

Mémoires et Correspondance d'un prêtre nivernais déporté en 1794, avec une introduction, des notes et des notices biographiques sur 61 prêtres nivernais déportés à Nantes et à Brest pendant la Révolution. — In-8° de 250 pages. . . . 4 fr.

(Ouvrage orné d'un portrait de l'auteur des Mémoires et de la Correspondance, et d'une carte de l'itinéraire suivi par les 61 prêtres déportés).

EN PRÉPARATION :

Épisodes de la Révolution dans le Nivernais.

Le Clergé nivernais pendant la Révolution.

J. CHARRIER

PRÊTRE DU DIOCÈSE DE NEVERS

Claude Fauchet

Évêque constitutionnel du Calvados

DÉPUTÉ A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE ET A LA CONVENTION

(1744-1793)

Ouvrage orné de 8 gravures hors texte

TOME SECOND



PARIS

LIBRAIRIE ANCIENNE HONORÉ CHAMPION, ÉDITEUR,
5, quai Malaquais.

1909

CHAPITRE XIII

SON ÉLECTION A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Election de Claude Fauchet à l'Assemblée législative — Manifestations en sa faveur. — Son élection, d'abord contestée, est finalement validée.

L'Assemblée constituante était arrivée au terme de ses travaux et de son mandat ; des élections allaient avoir lieu pour nommer les membres de l'Assemblée appelée à lui succéder. C'est au milieu des passions soulevées par le conflit dont le récit a fait l'objet du chapitre précédent que se tinrent les assemblées électorales du Calvados. Nous venons d'assister à un épisode mouvementé et parfois dramatique ; les circonstances qui accompagnèrent l'élection de Fauchet à l'Assemblée législative constituent, de leur côté, un autre épisode dont l'intérêt ne le cède en rien à celui-là.

Disons d'abord que la tenue des assemblées électorales subit quelque retard. Un décret du 29 mai 1791 avait annoncé que la Constituante remettrait incessamment ses pouvoirs à un autre corps législatif nommé par le peuple, au moyen du suffrage à deux degrés. Déjà, les assemblées primaires avaient commencé de se réunir, lorsque la fuite soudaine du roi obligea de les suspendre. Ce retard pesait à l'évêque du Calvados, qui avait hâte de poser sa candidature. Il provoqua la signature d'une pétition ayant pour but de presser la Constituante d'ordonner la reprise des opérations électorales. Les signataires mettaient en avant les raisons qui, d'après eux,

devaient déterminer les membres de la Haute Assemblée à prendre cette mesure.

« La mission qui vous fut donnée, disaient-ils, est remplie ; la France vous avait demandé une Constitution ; le résultat de vos travaux lui en offre une, telle que, d'abord, elle n'eût osé l'espérer ». Ils s'appliquent ensuite à leur persuader qu'ils ont un pressant besoin de repos : « Deux ans et plus de luttes perpétuelles vous ont rendu le repos nécessaire. Le zèle infatigable ne supplée point aux forces humaines ». Un troisième motif est tiré de la division qui n'a cessé de régner dans la législature actuelle, et qui sera remplacée par l'union dont la nouvelle ne manquera pas de donner le spectacle. Quatrième motif : « La volonté française étant confirmée par une seconde représentation nationale, il ne restera plus aux puissances étrangères de prétexte pour se liguer contre nous. Tout voile de pudeur sera enlevé aux projets des tyrans. Qui sait alors si les peuples qu'ils asservissent, ouvrant enfin les yeux, ne refuseront pas de combattre contre une cause sacrée que la nature et la justice leur rendent commune avec nous ? La circonstance même d'une guerre imminente ne devrait pas apporter d'obstacle à la formation de la législature. Le même courage que le peuple français a opposé aux manœuvres des ennemis du dedans, il l'opposera aux entreprises des ennemis du dehors ».

Les partisans du délai représentaient, pour le justifier, que la Constitution nouvelle devait, au préalable, être sanctionnée par le roi. Les pétitionnaires répondent qu'elle « n'a pas besoin de l'appui de tels ou tels hommes, de telle ou telle assemblée : la force et la justice des principes sur lesquels elle repose suffisent pour en garantir le maintien ».

La pièce se termine par ces vœux, qui en faisaient l'objet :

« Pour quoi, les citoyens soussignés invitent, par cette pétition solennelle, les représentants du peuple français à ordonner, le plus prochainement possible, le rassemblement des électeurs nommés par les assemblées primaires, en exécution

de la loi du 29 mai 1791, pour procéder, conformément à la même loi, à la nomination des députés au Corps législatif.

» Les soussignés demandent également qu'aussitôt après l'élection de tous les membres du Corps législatif, l'Assemblée nationale détermine le jour, aussi très prochain, où elle cessera ses fonctions, et celui où la Législative commencera les siennes¹ ».

Cette pétition, datée du 1^{er} août, est revêtue de deux cent trente et une signatures, en tête desquelles figure, naturellement, celle de l'évêque du Calvados ; on y relève aussi les noms de plusieurs de ses vicaires épiscopaux : Hébert, Chaix d'Est-Ange, Bajot, etc.

Le prélat et ses partisans, les clubistes de Caen, poussèrent plus loin l'audace. C'était quelques jours avant la tenue des assemblées des électeurs choisis par les assemblées primaires pour procéder à la nomination des députés. Le Gouvernement n'allait pas manquer de convoquer, au chef-lieu du département, où avaient lieu les élections, la force armée, dans le but de maintenir l'ordre. Le parti de l'opposition aurait bien voulu, lui aussi, disposer d'une force armée, afin de soutenir ses amis, dans le cas où des collisions se seraient produites entre ces derniers et les amis du Gouvernement. Pour atteindre ce but, veut-on savoir ce qu'imaginèrent les membres du bureau de la Société populaire de Caen ? Ils résolurent de transmettre un mot d'ordre à toutes les Sociétés populaires de France, pour leur enjoindre de concentrer, clandestinement, des affidés dans chaque chef-lieu de département. Il s'agissait, comme on le voit, d'un véritable complot insurrectionnel. La lettre-circulaire qui fut rédigée à cette occasion commençait ainsi :

« Frères et Amis,

» Entre les hommes qui doutent de tout et ceux qui sont trop prévoyants, il est un juste milieu à prendre ; il faut peser

¹ Bibl. de la ville de Caen. (Société des Jacobins de Caen, t. II, pièce 12).

les raisons des uns et des autres pour, après, se décider... Vous verrez, ci-après, les mesures que nous allons prendre pour déconcerter les projets de nos ennemis.

» Nous voyons, chaque jour, arriver dans Caen, chef-lieu de notre département, un grand nombre d'aristocrates des six districts, tandis que les femmes de nos contre-révolutionnaires intérieurs se retirent à la campagne. Supposer qu'ils n'ont et ne peuvent avoir de projets de vengeance serait absurde. Il serait également absurde de croire qu'ils puissent les réaliser avec succès ; mais on doit pourtant veiller avec exactitude et se tenir toujours en mesure pour leur [en] ôter jusqu'à l'espoir.

» La première législature est prête à s'assembler. Le roi doit, tout d'abord, accepter ou refuser la Constitution. C'est une grande commotion qui s'apprête, et dont le mouvement spontané va se communiquer à toute la France. Nous sommes au passage de la mer Rouge, et c'est à cette époque que nos ennemis extérieurs et intérieurs doivent mettre en action les grands ressorts qui, selon eux, doivent opérer la contre-révolution ; sans quoi, leur entreprise est manquée pour jamais. Elle le sera sans doute, si nous savons nous opposer, à propos, à toutes leurs machinations ».

Les auteurs de la lettre prêtaient à leurs adversaires le plan suivant : « Le roi refuserait d'accepter la Constitution ; tous les troubles, occasionnés à la fois, empêcheraient la réunion de la législature, en provoquant la désunion de l'Assemblée actuelle, et les amis de la Révolution, n'ayant plus de boussole au milieu de la tempête, seraient voisins du naufrage ».

Comment parer à cette éventualité ? Le moyen est « tout simple » : « c'est de faire des rassemblements aussi secrets qu'indispensables sur le lieu menacé d'insurrection ; c'est d'écrire de la ville centrale à toutes celles de l'arrondissement, pour en obtenir un léger renfort de quelques gardes nationaux de bonne volonté, qui puissent y séjourner sans déranger leurs affaires, jusqu'au moment où la première

législature serait installée en paix et en autorité ». Mais, ici, une grave difficulté se présentait : une troupe armée ne pouvait, légalement, se transporter sur le territoire d'aucune municipalité sans autorisation préalable. Les signataires de la lettre proposent de trancher la difficulté de la manière suivante : « Elle (la troupe) pourrait, afin d'éviter les lenteurs et les refus, prendre les mesures convenables pour cacher ses armes. Il résulterait de là que, partout où il y aurait un rassemblement, il s'y trouverait, d'autre part, une force prépondérante ».

La lettre se terminait ainsi :

« Frères et Amis, quand vous aurez entendu cette lettre, nous prions votre président de poser aussitôt la question de savoir si l'on enverra du renfort dans le chef-lieu de chaque département, ou si celui-là qui en aura pris connaissance en demandera aux villes de son arrondissement.

» Nous sommes, fraternellement, etc.

» Caen, ce 24 août 1791, l'an III de la liberté ¹ ».

La pièce est signée : « Claude FAUCHET, évêque du Calvados ; Victor FÉRON et BONVOISIN, secrétaires ».

Est-ce à son insu ou avec son consentement que les rédacteurs de la lettre se servirent de la signature de l'évêque du Calvados ? Nous ne saurions le dire. Toujours est-il que le document fut désavoué, le jour même, par le président et la Société, ainsi qu'en témoigne ce procès-verbal, inséré au registre des séances :

« M. Fauchet, évêque du Calvados, président de la Société, ayant déclaré la séance ouverte, a demandé acte de ce qu'il proteste et s'oppose à l'envoi d'une lettre adressée aux différentes Sociétés patriotiques du royaume, en date de ce jour, commençant par ces mots : « Entre les » hommes qui doutent de tout et ceux qui sont trop pré-

¹ Biblioth. de la ville de Caen. (Jacobins, I, pièce 8).

» voyants », et finissant par ceux-ci : « Nous prions votre
 » président de poser aussitôt la question de savoir si l'on
 » enverra du renfort, etc. »

» La rédaction ne remplissant pas les vues de la Société, en ce qu'elle indiquerait des moyens qui ne sont pas dans l'esprit de la loi, la Société a arrêté, à l'unanimité, qu'extrait du procès-verbal serait imprimé sur-le-champ pour être envoyé aux Sociétés qui pourraient avoir reçu la lettre.

» Signé : Claude FAUCHET, *évêque du Calvados, président.*

» Par nous, secrétaires, conforme à l'original :

» Signé : LE CARPENTIER, MÉNARD, Victor
 FÉRON, BONVOISIN ¹ ».

C'était prudence, de la part du Club de Caen et de son président, de désavouer la lettre en question. La démarche de ses auteurs était très grave par les conséquences qu'elle pouvait avoir ; elle engageait la Société populaire de Caen et son président, et les plaçait dans une situation fâcheuse. On eut assez de clairvoyance pour le comprendre : il n'était que temps.

Les élections pour la nomination des députés à l'Assemblée législative ne furent point retardées, comme le craignait le parti de l'opposition. La date en fut fixée au dimanche 4 septembre. C'est au chef-lieu du département que les électeurs désignés dans les assemblées primaires, ou du premier degré, devaient se réunir.

A Caen — il en fut sans doute de même ailleurs — les opérations électorales s'ouvrirent par la messe, précédée du chant du *Veni Creator*. Les réunions se tinrent dans l'ancienne abbaye de Saint-Etienne. L'évêque du Calvados

¹ Arch. du Calvados. (Imprimé). — Peu de temps auparavant, la même Société avait fait réimprimer une Adresse de la Société des Amis de la Constitution de Ruffec « sur le choix des députés à la législature ». Cette réimpression est signée : « Claude FAUCHET, *évêque du Calvados, président*, CHAIX D'EST-ANGE et LE CARPENTIER, *secrétaires* ».

ayant été nommé électeur par l'une des sections de Bayeux, aurait dû y prendre part ; mais la situation dans laquelle il se trouvait alors, et qui résultait de la signification du décret de prise de corps qui venait de lui être faite, l'en écartait. L'assemblée s'occupa, tout d'abord, du cas du prélat. Un des électeurs plaida sa cause ; d'autres l'appuyèrent. La majorité les applaudit. La conclusion fut que « M. Fauchet serait rappelé, séance tenante, à l'exercice de ses fonctions d'électeur et que, pour rendre un hommage solennel à son innocence reconnue, les électeurs se transporteraient tous chez lui, pour le ramener triomphant à la salle des séances ; ce qui fut exécuté sur-le-champ¹ ». Le prélat ayant demandé et obtenu la parole, exprima, en termes énergiques, combien il était touché « des témoignages éclatants d'estime, d'intérêt et de vénération dont il venait d'être l'objet de la part de MM. les électeurs ».

Certes, il pouvait être fier ; car, outre ce que la démarche des électeurs avait, par elle-même, de flatteur, elle était une protestation contre les poursuites judiciaires sous le coup desquelles il se trouvait en ce moment. Sa joie déborde dans cette lettre qu'il écrivit, le lendemain même, à un de ses amis :

« Je viens d'avoir une de ces jouissances uniques qui tiennent à des combinaisons qui n'avaient jamais existé et qui n'existeront jamais à l'avenir.

» Les scélérats de Bayeux, qui ne devaient pas poursuivre, au dire du garde des sceaux, avaient, en poche, un décret de prise de corps qu'ils m'ont signifié au moment même de la réunion des électeurs. Si j'avais voulu les faire égorger, je n'avais qu'à me présenter à la porte de la prison ; le peuple n'attendait que cela pour couper la tête de ces monstres. Il n'aurait pas été besoin de dix mille hommes de Caen, autant de Lisieux, Falaise et Vire, pour noyer dans des flots de sang toute l'aristocratie du district. Bientôt, toute celle du

¹ Arch. du Calvados (Procès-verbal).

département eût été anéantie, et la guerre civile eût commencé par le Calvados. Je m'en suis donc donné de garde; j'ai appelé de cette sentence absurde et insolente au tribunal de Vire, où le patriotisme est sûr.

» J'ai cru convenable de ne pas me présenter à l'assemblée électorale. Qu'est-il arrivé? Une chose inouïe, et à laquelle le cœur d'un homme sensible ne peut offrir aucune mesure assez vaste pour en contenir l'impression. Le corps électoral tout entier, sept cents députés du peuple, représentant deux millions d'hommes (Fauchet exagérait sensiblement), et dans l'exercice de la souveraineté, ont traversé toute la ville et sont venus chez moi « chercher, ont-ils dit, le plus » digne citoyen de l'Empire et le placer à leur tête ». C'a été une fête triomphale. Les larmes de l'amour et les cris de la gloire se mêlaient au son de la musique guerrière et aux acclamations de tous les habitants de la cité.

» Je suis arrivé, couvert de bénédictions et consumé de sensibilité, dans le lieu de la séance. Là, obligé de prendre le fauteuil, j'ai dit, d'une voix émue :

« Représentants d'un grand peuple, Concitoyens, Frères et » Amis, je dois une reconnaissance immortelle à mes adver- » saires qui me valent un bonheur que dix ans de persécution » n'achèteront pas assez. Calomnié, décrété, je suis plus » heureux qu'il n'est donné à un mortel de l'être. Oui, je » jure sur vos cœurs et sur ma conscience que j'ai bien » mérité de la patrie, et que j'en reçois, en ce moment, » dans la rage de mes ennemis et dans l'affection des amis » de la chose publique, la glorieuse récompense¹ ».

Dans la seconde séance (5 septembre), eut lieu le vote pour l'élection du président; mais le travail du dépouillement ne se fit que le jour suivant. Sur 533 votants, l'évêque du Cal-

¹ Cité par l'abbé DE VALMERON : *Seconde lettre de l'abbé de Valmeron à M. Claude Fauchet*, page 38. Jersey 1791. — La lettre de Fauchet a été reproduite dans le *Journal de Paris*, du 11 septembre 1791, n° 254. — Elle fut imprimée à part, car le recueil Barette, de la bibliothèque de Caen, la mentionne comme un « imprimé de 2 pages in-8° ».

vados recueillit 269 suffrages : c'était une faible majorité de trois voix. La majorité absolue, condition exigée, n'en était pas moins acquise, et il fut proclamé président de l'assemblée électorale. Aussitôt, dit le procès-verbal, « il prit place au bureau et fit à l'assemblée ses remerciements, avec les expressions de sensibilité qui lui sont propres ». Son premier acte, comme président, fut de faire décider « que, dorénavant, l'assemblée tiendrait ses séances depuis sept heures du matin jusqu'à six heures du soir, sans discontinuer ». Fauchet avait hâte de précipiter l'élection, dans la crainte qu'un ordre, émané de haut, ne vint la suspendre. A dire vrai, il n'était rien moins que rassuré sur la légalité des opérations de l'assemblée, et il semble qu'il ait voulu, en quelque sorte, escamoter le vote. Ses adversaires lui feront, plus tard, un grief de cette conduite, et l'invoqueront pour attaquer la validité des élections.

Ce jour-là, quelques électeurs, dans le but de faire au président leur cour, eurent l'idée d'apporter « la bannière fédérative » ; elle fut placée au-dessus du fauteuil présidentiel et exposée aux regards des électeurs. Ceux-ci profitèrent de cette circonstance pour se livrer à une nouvelle manifestation, « à un nouvel élan de patriotisme », pour employer les expressions du procès-verbal. Tous, les mains levées, jurèrent, par la bouche du président, qui prononça la formule du serment, « d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale, et qui sera acceptée par le roi ». On venait d'apprendre que le Corps législatif avait, à la veille de se séparer, présenté à l'acceptation de Louis XVI la Constitution révisée par elle ; les « constitutionnels » étaient bien aises de se livrer, à cette occasion, à une petite manifestation, en faisant parade de leurs sentiments personnels, comme s'ils eussent voulu dicter au monarque la conduite qu'il avait à tenir¹. Fauchet éprouva, à ce sujet, un petit

¹ La Constitution fut acceptée par Louis XVI, quelques jours après les élections. La nouvelle en parvint à Caen, le 15 septembre, à neuf heures du soir. On tira aussitôt le canon ; il en fut de même le lendemain, presque toute

désagrément. Il aurait désiré qu'on s'abstint de jurer « fidélité au roi » ; mais il dut s'incliner devant la volonté bien arrêtée des électeurs et, en sa qualité de président, recevoir le serment dans les termes ci-dessus énoncés ¹.

Ce fut seulement le mercredi, 7 septembre, que l'Assemblée procéda à la nomination du premier député appelé à faire partie de la nouvelle législature. L'évêque du Calvados ayant réuni le plus grand nombre de suffrages, — 400 sur 546 exprimés, — fut proclamé élu. L'annonce de cette nomination fut accueillie « avec les témoignages de la joie la plus vive et les applaudissements les plus répétés ». Au dire de l'abbé Bisson, une couronne civique fut placée sur la tête de l'élu. Celui-ci s'empressa de remercier les électeurs ; il en profita pour prononcer ce discours, dont l'assemblée vota l'impression et l'insertion au procès-verbal :

« Le corps électoral du Calvados, en m'accordant le plus libre et le plus grand témoignage de son estime, comble, à mon égard, la mesure de la bienveillance. Voilà un décret porté en connaissance de cause ; voilà les calomnieux confondus et le patriotisme honoré ! La liberté française est sûre, dès que les représentants du peuple, dans l'acte le plus essentiel de la souveraineté, dans l'émission des suffrages, s'élèvent à toute la hauteur de l'indépendance pour anéantir les détractions qui s'attachent toujours aux plus zélés

la journée. La municipalité prescrivit un *Te Deum* et une illumination générale pour le dimanche suivant, 18. C'est sur la place Royale, au milieu de laquelle un autel avait été dressé, au bruit du canon et aux cris répétés de : « Vive le roi ! » que fut chanté le *Te Deum*. Des places spéciales avaient été réservées à l'évêque Fauchet, aux administrateurs des deux directoires du département et du district, au corps municipal et aux juges de paix. Les curés constitutionnels de la ville assistaient à la cérémonie.

Le soir, le peuple brûla des paille représentant des aristocrates et des prêtres insermentés. On pouvait craindre, vu ses dispositions, qu'il ne se portât à des excès. Heureusement, une pluie abondante éteignit les feux de joie et les illuminations ; l'effervescence tomba du même coup. (ESNAULT, *Mémoires manuscrits*).

¹ ESNAULT, *Ibid.*

patriotes, et pour prononcer les jugements de la gloire en faveur de ceux dont le civisme épouvante les tyrans.

» Généreux Frères,

» J'ai tout fait pour la liberté : en son nom, vous faites tout pour elle. Je vous aime comme la patrie ; c'est en continuant de la servir, avec un zèle invincible, à la vie, à la mort, contre toutes les aristocraties et tous les despotismes, que je ne cesserai pas un moment de me montrer digne d'elle et de vous¹ ».

Sur la motion d'un des membres², l'assemblée électorale arrêta que, « pour rendre un nouvel hommage à l'innocence couronnée de M. Fauchet, sa nomination serait annoncée au peuple par le bruit du canon, et qu'en conséquence il serait envoyé une députation de douze membres au corps municipal pour l'inviter à remplir le vœu de l'assemblée à cet égard, et lui faire part, en même temps, de la nomination de M. Fauchet ».

Un instant après, une députation de la garde nationale de la ville fut annoncée. Elle avait, à sa tête, le citoyen Caille, celui-là même qui avait été député vers Fauchet par la Société populaire de Caen, pour lui annoncer son élection à l'évêché du Calvados. Il s'agissait d'une petite manifestation politique, comme le prouve le discours emphatique que ce citoyen crut devoir prononcer, et dont voici la partie principale :

« Monsieur le Président et Messieurs,

» C'est avec raison que la garde nationale de Caen désirait ardemment l'heureux instant de votre réunion ; elle le regardait comme le centre dont devaient émaner les moyens destructeurs des entreprises faites par les ennemis du bien

¹ Arch. du Calvados. (Procès-verbal de l'élection).

² Le Cousté, curé jureur de Sommervieu.

public pour mettre des obstacles à l'affermissement de la Constitution.

» Sous le masque trompeur de fidèles observateurs de l'ordre et de la loi, ils se sont fait un jeu de travestir le civisme en crime ; ils ont médité et enfanté des actes arbitraires contre plusieurs de vos collègues, pour les plonger dans un état d'interdiction et d'inéligibilité.

» Vos sentiments patriotiques, douloureusement affectés d'une opposition si surprenante ; vos cœurs, indignés de l'abus fait de la loi par ceux que vous en avez rendus dépositaires, vous ont prescrit une marche plus noble ; vous avez su, avec le courage que la liberté inspire aux vrais Français, ensevelir dans un juste mépris les ténébreux ouvrages de certains individus qui osaient espérer — mais inutilement — le retour du régime ancien.

» Vous avez su, dès votre première délibération, anéantir les motifs et les effets de l'injustice la plus signalée et couper le fil de toute intrigue.

» Vous avez reconnu l'innocence d'illustres opprimés ; leur triomphe est votre ouvrage ; il vous couvre de gloire ; il honore vos commettants ; l'Empire français l'admira.

» Connaissant parfaitement les vertus civiques et pastorales de votre évêque, vous vous êtes imposé le glorieux devoir de ne commencer aucune opération qu'en sa présence ; vous l'avez conduit parmi vous ; il est, dans ce moment, votre organe et votre représentant au Corps législatif.

» Qu'il est difficile de vous peindre les transports que ce choix excite ! Il fait naître l'augure le plus favorable.

» O Patrie ! tes ennemis sont à la veille de leur défaite ; du sein de cette assemblée sortiront tes plus ardents défenseurs ».

L'assemblée, par l'organe de son président, assura la députation de « ses sentiments de bienveillance et de fraternel attachement ».

La « Société des Amis de la Constitution » de Caen ne devait pas rester en retard ; elle délégua auprès de l'assemblée

électorale quelques-uns de ses membres. Ils étaient chargés d'apporter « les hommages de la Société, ses assurances de dévouement et celles du vif intérêt qu'elle prenait aux opérations de l'assemblée, dont le choix déjà fait de M. Fauchet annonçait le plus heureux résultat pour les députés encore à nommer ».

Puis vint le tour du conseil municipal. Celui-ci haussa le ton : il tint à « féliciter la patrie du choix qui a été fait de l'évêque du Calvados ».

Le soir, les habitants illuminèrent spontanément leurs maisons, et c'est à la clarté de cette illumination que l'évêque-député se rendit à sa demeure. Vers le milieu de la rue Saint-Jean, une surprise, non moins agréable que flatteuse, l'attendait : au moment où il passait, il vit une couronne, qu'on avait suspendue à cet endroit, descendre lentement et se poser délicatement sur son front¹. Les honneurs pleuvaient littéralement sur sa tête.

Les séances des jours suivants furent consacrées à l'élection des autres députés. Le choix des électeurs tomba sur les personnages suivants : Dubois-Dubay, lui aussi décrété de prise de corps par le tribunal de Pont-l'Évêque ; Le Roi, maire de Lisieux ; Henri Larivière, de Falaise, homme de loi ; Boutry, du district de Vire, homme de loi ; Dobiche de Losmont et Vardon de Saint-Lambert, administrateurs du district du département, l'un et l'autre partisans de Fauchet et de ses idées républicaines ; Bonnet de Méautry, maire de Caen ; Anseaume, du district de Lisieux ; Castel, de Vire ; Bretecoq, du district de Pont-l'Évêque, et Le Roy, du district de Bayeux. Ce dernier était un des adversaires de l'évêque constitutionnel ; dans l'affaire de la place Louis XVI, il avait pris parti pour la municipalité de Bayeux. Fauchet, en sa qualité de président, devait proclamer son élection ; quels que fussent ses sentiments personnels à l'égard de son nouveau collègue, les convenances lui prescrivaient de n'en

¹ BISSON, *Mémoires manuscrits*. Bibl. municip. de Bayeux.

rien laisser voir ; c'était trop demander à cette nature impressionnable, à ce tempérament fougueux. Son attitude, dans cette circonstance, fut déplorable ; cédant à un mouvement de vivacité, plutôt que de proclamer le nom de M. Le Roy il se leva et quitta la salle des séances. Les électeurs désignaient déjà le président d'âge pour le remplacer, lorsqu'il reparut et consentit à faire la proclamation prescrite. Cette scène excita des murmures, et, à plusieurs reprises, s'éleva le cri de : « A bas Fauchet !¹ ».

Entre temps, d'autres délégations s'étaient présentées. Le 6 septembre, ce fut celle de « la seconde compagnie des chasseurs de la garde nationale de Caen ». Elle vint offrir aux députés élus « des rameaux de chêne vert décorés de nœuds de rubans aux couleurs de la nation ». Les députés reçurent ces présents « avec le témoignage de la plus vive sensibilité ».

La nouvelle de l'élection de l'évêque Fauchet était parvenue à Bayeux. Le 8 septembre, la Société des Amis de cette ville, sous la présidence de M. Lefort, s'assembla « extraordinairement ». Après des applaudissements frénétiques, il fut arrêté « que le procès-verbal en ferait la mention la plus honorable », et qu'il serait député « quatre membres de la Société près de M. Fauchet : 1^o pour le féliciter de la justice que MM. les électeurs viennent de lui rendre, malgré les adverses cabales des ennemis du bien public pour en empêcher ; 2^o pour témoigner à notre digne évêque et frère la joie indicible que la Société a ressentie à cette heureuse nouvelle ». Et, par acclamation, la Société nomma, « pour ses quatre députés, MM. Lefort, d'Est-Ange, Renault et Avenel ».

Les quatre délégués arrivèrent, le lendemain, au chef-lieu du département, et furent introduits dans la salle où l'assemblée des électeurs tenait ses séances. La Société entière des Amis de la Constitution de Caen s'était jointe à eux. Nous laissons

¹ ESNAULT, *Mémoires manuscrits*.

au procès-verbal le soin de raconter la façon dont les envoyés s'acquittèrent de leur mission :

« Cette députation introduite, M. l'abbé Chaix d'Est-Ange, vicaire général du Calvados, portant la parole, a prononcé un discours relatif aux persécutions révoltantes qu'a éprouvées M. Fauchet, et au triomphe éclatant qu'il en a reçu de la part de l'assemblée électorale, par les hommages rendus à son innocence et les marques successives de la confiance dont elle l'a comblé en le nommant d'abord son président et, ensuite, son député à la Législative ».

Ce discours et la réponse du président ayant eu les honneurs de l'insertion au procès-verbal, il nous est permis de les reproduire. Celui du vicaire épiscopal offre cet intérêt qu'on y rencontre un écho de toutes les passions politiques qui s'agitaient alors. En même temps, il nous donne une idée du talent et de l'éloquence de celui qui deviendra, plus tard, un membre distingué du barreau de Paris. C'est au président seul que son discours est adressé :

« Monsieur le Président,

» Le département du Calvados vous avait enlevé à la capitale de la France : il vous rend aujourd'hui à la France entière. C'est à elle, c'est à ce vaste Empire que la Société des Amis de la Constitution de Bayeux vient adresser, en ce moment, par l'organe de ses députés, ses félicitations patriotiques.

» Les partisans du règne des abus, ces hommes qu'une vieille habitude de domination entraîne au despotisme jusque sous l'empire de la loi, avaient osé se réunir pour consommer contre vous des attentats profondément réfléchis et artificieusement combinés ; leurs efforts n'ont servi qu'à précipiter leur chute ; ils sont écrasés sous le poids du mépris public.

» Votre triomphe, Monsieur, est celui de tous les bons citoyens ; il sera immortel dans leurs âmes, comme le souvenir de ce jour heureux où votre voix tonnante commanda la ruine de la Bastille et ressuscita la liberté. Elevé, par un

peuple qui vous aime, à la dignité de représentant d'une nation libre, vous allez la faire jouir de la plénitude de cette liberté dont vous vous êtes montré déjà le puissant restaurateur ; vous allez répandre sur le peuple français les influences de votre génie étonnant et de votre inaltérable civisme ».

L'orateur fait ensuite l'éloge des Sociétés des Amis de la Constitution, « ces foyers de lumière et de patriotisme », ce qui l'amène à parler, en particulier, de celle de Bayeux et des oppositions auxquelles elle fut en butte :

« Après avoir elles-mêmes consolidé la Révolution, vous le savez, Monsieur, ces Sociétés ont été sur le point d'être enveloppées dans une proscription générale. Celle de Bayeux, qui s'honore de vous compter parmi ses membres, a été plus particulièrement persécutée. Elle a vu, avec douleur, le souffle impur de l'aristocratie susciter, sur votre tête et sur celle de son président¹, le nuage pestilentiel de la calomnie. Elle a d'abord gardé le silence, et ce silence était celui de l'indignation ; mais la vérité est sortie, tout à coup, comme un éclair du sein de l'orage, et la foudre est tombée avec fracas sur la tête de vos ennemis.

» J'ai eu la gloire, Monsieur, d'être associé à vos persécutions ; nous avons fait cause commune. Notre crime, c'était l'ardeur du civisme, et c'en est un aux yeux de certains hommes avilis. Je suis encore sous le coup du glaive de la loi² ; mais les liens d'un décret n'enchaînent point mon âme ; elle jouit toute entière de votre triomphe et de la confusion des méchants ».

Il serait trop long de citer intégralement la réponse du président ; elle offre, d'ailleurs, un intérêt inégal ; nous nous

¹ Ce président, on se le rappelle, n'était autre que Chaix d'Est-Ange lui-même.

² Un décret de prise de corps était lancé également contre lui ; il avait même été, un moment, emprisonné.

contenterons d'en reproduire le début ; aussi bien cette partie mérite-t-elle seule d'attirer l'attention :

« Zélateurs de la liberté, Amis et Frères,

» L'assemblée électorale du Calvados vous voit avec amour au milieu d'elle et reçoit avec joie les témoignages de votre estime. La philosophie a préparé la Révolution ; la tyrannie l'a accélérée ; le peuple l'a faite ; les premiers législateurs ont posé la liberté sur des bases immuables ; les Sociétés patriotiques l'ont affermie dans l'esprit public ; les seconds législateurs la consommeront ; la souveraineté nationale triomphera de toutes les aristocraties conjurées, et préparera, pour tous les peuples, la libération du genre humain.

» Ce sont les Amis de la Constitution qui concourent le plus efficacement à cette régénération universelle ; les tyrans le savent, et les faux patriotes, corrompus par eux, auraient voulu renverser ces institutions fraternelles qui nous garantissent toutes les autres. Les sacrilèges efforts contre la liberté ont été combattus avec succès ; la coalition de la fraternité l'emporte, et les électeurs sont des « frères » ; les députés qu'ils choisissent sont des « frères » ; la législature sera composée de « frères » ; une grande harmonie va régner ; la France va jouir ; l'humanité va connaître le bonheur.

» Amis de la Constitution, ce sera votre ouvrage. Vous soutiendrez les législateurs par la puissance de l'opinion ; les législateurs vous soutiendront par la puissance des lois, et cette union formera l'accord parfait de la liberté ».

Au rapport d'un contemporain, avant de se séparer, les électeurs — un certain nombre du moins — voulurent accomplir ce qu'ils appelaient un acte de patriotisme. Ils rédigèrent une longue Adresse à l'Assemblée nationale pour demander l'éloignement des prêtres insermentés : ils laissaient ainsi percer l'esprit qui les animait.

La même personne nous apprend que le 8 septembre, le

lendemain du jour où l'évêque du Calvados fut élu député, eut lieu la distribution des prix aux élèves du collège du Mont, à Caen, dans la grande salle de l'établissement. La circonstance de la tenue de l'assemblée électorale fit qu'il s'y trouva beaucoup de monde. Le prélat y assista et provoqua un incident. On lui avait présenté le second lauréat à couronner; il s'y refusa, parce que le procureur général-syndic Bayeux, représentant le département, avait couronné le premier; il estimait que cet honneur aurait dû lui revenir. Pour lui faire oublier ce qu'il considérait comme un affront, on le conduisit chez lui au son du tambour. C'était le moyen le plus efficace; rien ne pouvait lui être plus agréable¹.

Commencées le 4 septembre, les opérations électorales ne prirent fin que le 15; douze séances y furent consacrées. A la dernière, l'assemblée décida « que, pour célébrer d'une manière digne des sentiments qui l'animent l'heureux résultat de ses opérations, elle se transporterait, le lendemain, à midi, du lieu de ses séances à l'église Saint-Pierre, pour assister à un *Te Deum* d'actions de grâces », lequel devait être accompagné par le bruit du canon et le son de toutes les cloches de la ville. Et, afin de rendre la cérémonie plus solennelle, les corps civils et militaires, ainsi que la Société des Amis de la Constitution de Caen, étaient invités à s'y rendre et à se joindre, pour la circonstance, au corps électoral.

Bien que le départ pour l'église Saint-Pierre ne dût avoir lieu qu'un peu avant midi, dès neuf heures du matin la plupart des électeurs étaient déjà rassemblés à la ci-devant abbaye de Saint-Etienne. On ne saurait indiquer le motif exact de cette réunion matinale; peut-être fut-elle provoquée par l'annonce officielle, parvenue à Caen, la veille au soir, que Louis XVI s'était décidé à accepter la Constitution révisée par l'Assemblée nationale. Toujours est-il qu'il n'y fut question que de cet événement. L'évêque du Calvados vit là une excellente occasion pour placer un petit discours, dont le

¹ Manuscrit Esnault.

procès-verbal nous a transmis le résumé. Le voici reproduit :

« Messieurs,

» Vous savez que l'on est informé officiellement que le roi a accepté l'Acte constitutionnel des Français, et qu'il est, par ce moyen, pleinement réintégré dans ses fonctions royales. Je sais trop combien cette nouvelle importante doit vous être agréable pour ne pas m'empresser de vous la rappeler en ce moment, et vous voudrez sans doute, Messieurs, que le premier acte de l'assemblée électorale soit celui d'un hommage solennel rendu au retour signalé du roi à la confiance et à l'amour d'un peuple généreux et magnanime. Puisse-t-il donc bien se convaincre que le plus odieux et le plus injuste des pouvoirs est celui du despotisme, et y renoncer pour jamais, et que le plus grand, comme le plus heureux des potentats est celui qui est assis sur le trône d'un peuple libre ! Puisse aussi cette époque mémorable être le signal d'une paix générale entre tous les citoyens français, rappeler les partis à la soumission à la loi et les déterminer à se rallier autour d'une Constitution qui est le résultat sensible de la volonté générale, qui sera toujours puissamment soutenue, et sera, désormais, le seul abri sous lequel tout Français pourra trouver le bonheur, la paix et la protection la plus efficace !¹ »

Ce discours fut accueilli par de longs applaudissements et par les cris répétés de : « Vive le roi ! »

Bientôt, on annonça que les autorités invitées à la cérémonie se trouvaient réunies à la porte de l'abbaye et étaient prêtes à se joindre au corps électoral. Celui-ci se forma aussitôt en cortège pour se rendre à Saint-Pierre. La bannière fédérative qui, de l'hôtel de ville, où elle était conservée habituellement, avait été transportée à la salle des séances de

¹ Arch. du Calvados.

l'assemblée électorale, figurait dans le défilé ; l'honneur de l'arborer avait été confié au secrétaire, Dubois-Dubay ; « le gland était tenu par M. Fauchet, évêque du Calvados, président ».

Certes, les élections qui venaient d'avoir lieu dans le Calvados étaient un triomphe pour Fauchet, et, par contre, une défaite — à tout le moins une humiliation — pour ses ennemis. C'était aussi un triomphe pour ses amis. L'un d'eux, sous forme de *Lettre adressée à un Ami de la Constitution de Bayeux par un électeur patriote*, l'a célébré dans un écrit de quelques pages intitulé : *L'Aristocratie confondue, ou Triomphe de Claude Fauchet, évêque du Calvados*.

Cet écrit a ceci d'intéressant que l'auteur, témoin oculaire, raconte, en détail, les démonstrations dont l'évêque du Calvados fut l'objet, au cours des opérations électorales. C'est donc une page d'histoire ; pour ce motif, nous n'en voulons rien retrancher ; le ton emphatique lui-même qui s'y rencontre donne à l'écrit un accent de sincérité qu'on ne manquera pas de remarquer, et qui ne messied pas dans la circonstance :

» *Discite justitiam moniti et non temnere cives.*

» Ami, il est nommé ! L'hydre infernale est terrassée ; quatre cents coups lui ont été portés ; ses sept têtes ont roulé aux pieds du corps électoral, et le dieu du Calvados va devenir le dieu de la France.

» Rentre dans tes souterrains ténébreux, cruelle jalousie ; tes traits sont émoussés. Quel triomphe pour la vertu ! Quel coup accablant pour les cœurs gangrenés ! Quel espoir pour la France !

» L'assemblée électorale n'a point voulu commencer ses opérations sans la présence de M. Fauchet. En conséquence, elle s'est transportée, en corps, à la maison épiscopale, et l'a ramené avec elle, au milieu des applaudissements universels. La marche était ouverte par les tambours et la musique

militaire; elle était bordée de deux haies de grenadiers et de chasseurs.

» Arrivée dans la salle, la musique a fait entendre cet air chéri : *Où peut-on être mieux...* etc. ?

» Premier acte de la gloire de M. Fauchet.

» M. Fauchet, comme vous le savez, fut ensuite proclamé président.

» Second acte de sa gloire.

» Lorsque la séance fut levée, il était près de huit heures. Une illumination soudaine paraît dans toutes les rues; le corps électoral, au milieu de deux haies de gardes nationales, reconduit son président jusqu'à son évêché. Une foule de spectateurs se porte sur nos pas, fait retentir l'air de : « Vive Fauchet ! Vive notre évêque ! » A peine pouvait-on percer la foule immense des bons citoyens.

» Le lendemain, on procède au scrutin pour élire le premier député. 536 votants le composent et 402 voix proclament le *Grand Fauchet*.

» Troisième acte de sa gloire.

» On annonce le corps municipal, une députation de la garde nationale, une de la Société des Amis de la Constitution ; tous applaudissent à notre choix ; la sublime éloquence étale tous ses trésors ; les éloges les plus énergiques font voler au ciel le nom de Fauchet, et l'Etre suprême partage, du haut de sa gloire, la satisfaction générale.

» On allait lever la séance, quand, tout à coup, un groupe paraît au milieu de nous. Un génie s'élance du bureau ; il tient en main une couronne civique. Fauchet est couronné ! La musique, alors, fait retentir cet air enchanteur : *Où peut-on être mieux...* etc. ? Que de larmes coulent ! Quelle scène attendrissante !

» On part, on s'avance au milieu des gardes nationales, au bruit du canon et de toutes les cloches. Il était huit heures du soir ; mais la nuit le disputait au jour. Toutes les maisons sont en feu ; un peuple innombrable fait retentir les airs des cris de la véritable joie, et, dans cette pompe majestueuse, on arrive à la salle de la Société des Amis de la

Constitution. A peine le Grand Fauchet y est entré, qu'il est couronné une seconde fois. On lit une ode ¹ à sa louange ; elle est couverte d'applaudissements. Au milieu de la rue Saint-Jean, il tombe une couronne, — la troisième, — sur la tête de Fauchet, et c'est le Ciel alors qui le couronne.

» Voilà, Frères et Amis, comment le département du Calvados, représenté par l'assemblée électorale, venge son prélat des calomnies, des injustices et des atrocités dont on a voulu se servir pour le perdre ² ».

L' « Électeur patriote » s'attira une réplique de la part d'un « patriote de Bayeux », teinté, sans doute, d' « aristocratie ». Cette réplique a pour titre : *Réponse d'un patriote de Bayeux, sur le triomphe de Claude Fauchet, évêque du Calvados, à la lettre d'un électeur patriote*. Nous en extrayons les passages suivants :

« ... Lors de son élection [de l'abbé Fauchet], dites-vous, » l'hydre infernale est tombée aux pieds du corps électoral ; ses » sept têtes ont roulé en sa présence ». Cette aventure singulière a dû effrayer des hommes qui n'avaient jamais rien vu de pareil. Quelle impression n'ont pas dû ressentir, en effet, des malheureux électeurs, dont la plupart étaient accoutumés à ne voir que leur tire-pied, leurs patrouilles, leur rabot, les manches de leur charrue !

« Sur 536 votants, 402 voix proclament le grand Fauchet ! » Avant de m'extasier avec vous de cette réunion de suffrages, il fallait me persuader qu'il y a un seul homme de bien, dans votre ville, qui voudrait d'un pareil honneur, obtenu par les mêmes moyens et procuré par les mêmes personnes. Les 134 électeurs qui lui ont refusé leurs voix firent voir qu'il y a

¹ L'auteur en était le « frère » Poupinet, secrétaire de l'évêque du Calvados.

² Bibliothèque de M. le chanoine Deslandes. — Imprimé à Bayeux. — La paternité de cet écrit est attribuée à l'abbé Moulland, curé jureur de Saint-Martin de Bayeux.

encore, dans le grand nombre de fous, des têtes sages et incorruptibles.

« Il a été couronné aux applaudissements de toute la » ville ! » Quelle merveille ! Si M. Fauchet ne l'était pas dans un temps où ce sont les vices qui font la loi, quand pourrait-il espérer de l'être ? serait-ce, je vous prie, lors du retour des vertus en France ?...

« De quoi s'agit-il donc ? Est-il question de nommer M. Fauchet roi de France ? de l'établir souverain de l'univers ? Que promet-il en retour de tant d'honneur ? Acquittera-t-il la Dette de la nation ? Empêchera-t-il qu'elle ne soit ruinée lors de la suppression des assignats ? Délivrera-t-il le Royaume de la misère dans laquelle il est plongé ? Enfin, que fera-t-il donc, cet homme tant fêté ? Ah ! il entrera dans la salle des délibérations comme tous les autres ; il s'assoiera comme eux ; il dira « oui » ou « non », à son rang, quand on lui demandera son opinion. N'est-ce que cela ? Oui, rien de plus.

« Pauvres citoyens de Caen, nous vous plaignons d'être si crédules, si faciles à émouvoir. Voyez-vous comme deux ou trois esprits turbulents de votre Club abusent de votre simplicité pour faire exécuter les bizarreries et les folies de leurs caprices ?...

« Non, l'aristocratie de Bayeux ne gémit point du triomphe insensé que vous procurez au vertueux Fauchet. Elle attendra, pour semer des fleurs sous ses pas, que l'odeur de ses vertus ait embaumé nos rues et nos maisons. Elle apprendra à ses enfants à lui payer un tribut d'honneur et de respect quand elle l'aura vu lui-même le payer à l'Église, notre Mère et la sienne, par sa soumission à ses volontés, et surtout par l'abjuration de son prétendu épiscopat, dont il avilit la dignité. Adieu !

» A Argentan, le 24 septembre 1791 ¹ ».

L'élection de l'évêque du Calvados était évidemment pour

¹ Biblioth. publique de Caen. (Miscellanées).

lui un triomphe ; toutefois, elle ne l'arrachait pas aux mains de la justice ; il n'en continuait pas moins de rester sous le coup de poursuites judiciaires et d'être atteint par un décret de prise de corps.

Pour l'ouverture de l'Assemblée législative, l'évêque du Calvados se rendit à Paris, à l'effet d'y remplir ses fonctions de député. Il quitta la ville de Caen le mercredi, 28 septembre ; ce départ fut sans retour : il ne devait jamais revoir son diocèse.

Le dimanche précédent, 25, Fauchet avait prêché à l'église Saint-Gilles de Caen, et sollicité, pour la nouvelle législature, les prières des fidèles.

La veille, le prélat et un de ses futurs collègues à la Législative, Bonnet de Méautry, avaient pris congé de leurs « frères », les membres de la Société populaire des Amis de la Constitution de Caen, dont ils faisaient partie, et dont le premier était président ; les adieux les plus touchants y furent échangés. Le procès-verbal de la séance nous apprend que le « frère Bonnet de Méautry, maire de la commune de Caen, a donné lecture d'un discours qui a reçu les plus vifs et les plus sincères applaudissements », et que, « pareillement, le frère Fauchet, évêque du Calvados et président de la Société, a lu un discours qui a excité la plus douce et la plus sensible émotion ».

Une preuve de cette émotion est la résolution qui fut prise par la Société, séance tenante. « Sur la demande générale, et au milieu des applaudissements répétés, il a été arrêté que ces deux discours seraient imprimés au nombre de mille exemplaires, aux frais de la Société ». Ces documents nous ont été conservés ; mais, seul, le discours de l'évêque nous intéresse ; sa brièveté nous permet de le reproduire intégralement :

« Mes Concitoyens, mes Amis, mes Frères, portion la plus chère à mon cœur de la famille nationale, de la famille universelle, vous tous à qui je suis lié par les sentiments les

plus forts et les plus tendres que puisse inspirer la nature, la reconnaissance et la patrie, écoutez ma voix émue, écoutez les cris de mon amour. Non, je ne vous quitte point, je ne vous quitterai jamais. Vous avez exalté mon existence, vous avez doublé ma vie. Placé par vos suffrages et par la juste idée que vous avez eue de mon zèle à la hauteur de la législation, mon âme s'élancera sans cesse dans les régions de l'amitié ; elle planera au milieu de vous ; elle s'y électrisera, chaque jour, d'une plus vive ardeur pour la patrie et pour le genre humain. Agité des douces pensées de votre estime, attendri des délicieux sentiments de votre affection, plein des immortels souvenirs de vos bienfaits, j'éprouverai, avec une énergie toujours nouvelle, combien il faut chérir ses compatriotes, combien il faut aimer les hommes, quel bonheur suprême est dans les saintes communications de la liberté ».

On eût été surpris de ne pas le voir profiter de l'occasion pour se venger de ses adversaires, en décochant à leur adresse quelque trait perfide. Il le fait — et copieusement — dans le passage suivant :

« Ah ! s'écrie-t-il, elles ne sont pas libres, elles ne sont pas heureuses ces âmes pétries de boue et de fiel, qui ne connaissent qu'un égoïsme brutal, qui ne respirent que l'envie, qui ne vivent que de haine, et qui portent, avec la passion du despotisme, l'enfer dans leurs remords impuissants. Ce reste impur de la tyrannie et de l'esclavage s'agitiera encore un moment dans sa fange ; mais de quels rayons de lumière et de feu le soleil de la liberté et de la fraternité va frapper ces tyrans et ces reptiles ! »

Il termine sur un ton inspiré et avec des accents de prophète :

« Oui, Frères, nous triompherons en nous aimant ; nous anéantirons les discordes ; nous conquerrons les cœurs de tout le peuple ; nous ne ferons tous qu'un peuple d'amis ; la

Révolution de la fraternité se consommera ; la France servira de modèle à l'univers. Si le Père des destinées, qui m'en a ménagé parmi vous de si heureuses, prolonge ma carrière pour être le témoin de cette belle rénovation des choses humaines, je reviendrai terminer cette carrière propice dans votre sein ; vos mains amies entrelaceront encore quelques feuilles de chêne à mes cheveux blancs et se plairont à en couvrir mon tombeau¹ ».

Ces beaux rêves ne devaient pas se réaliser. Deux années seront à peine écoulées que Fauchet verra sa carrière interrompue brusquement, de la façon la plus tragique, sans avoir pu retourner dans le Calvados ; et telle sera la cruauté de sa destinée qu'il n'aura pas même un tombeau à lui.

La vérification des pouvoirs des nouveaux élus occupa les premières séances de l'Assemblée législative. L'élection de l'évêque du Calvados fut discutée dans celle du 2 octobre : on prétendait qu'elle n'était pas valide, en raison du décret de prise de corps qui l'atteignait, et qui devait le priver de l'exercice des droits de citoyen actif, d'où il s'ensuivait qu'il ne pouvait être ni électeur, ni éligible. Telle était, du moins, l'opinion du rapporteur. Elle fut combattue par un membre de la députation du Calvados, Castel, procureur-syndic du district de Vire. Il soutint qu'aucune loi n'enlève le droit d'être élu à celui qui, par un décret, est privé de l'exercice des droits de citoyen actif, ajoutant que l'Assemblée constituante avait même décidé qu'il n'existait d'autres motifs d'exclusion que ceux nommément exprimés dans les décrets. « Ce n'est pas, conclut-il, dans la salle où je vois briller tant de patriotisme, où je vois une représentation de la Bastille, que l'on proscriera l'un des vainqueurs de cette forteresse ». Un autre invoqua, en faveur de l'élection, l'amnistie récemment votée, à l'occasion de l'acceptation, par le roi, de la Constitution. Mais un troisième, tout en rendant à l'évêque

¹ Bibl. municip. de Caen. (Recueil Fauchet). Imp. in-8° de 2 p., s. d. [1791] — Imprimerie de P. Chalopin, membre de la Société.

du Calvados « la justice due à ses talents et à son patriotisme bien connus », la combattit au nom des principes. Il cita la loi qui suspend de l'exercice de citoyen actif ceux qui sont en état d'arrestation ; puis, venant à l'assemblée électorale du Calvados, il soutint qu'elle avait affiché le mépris le plus absolu de la loi, outragé la Constitution, violé les principes, en appelant dans son sein un citoyen retenu par les liens d'un décret, en le choisissant comme président et en le nommant à la législature : « Vous voulez, disait-il, maintenir les lois de l'Empire, donnez-en l'exemple. L'élection de M. Fauchet est irrégulière, mais une seconde assemblée peut le porter à la législature. Je conclus à ce que l'on déclare nulle cette élection que l'amnistie n'a pu légitimer ».

Aussitôt, de la Croix s'élance à la tribune pour combattre cette opinion. Après avoir accusé l'opinant d'avoir beaucoup déclamé contre l'assemblée électorale du Calvados, il fait observer qu'une loi n'acquiert cette qualité que lorsqu'elle est acceptée par le roi ; or, au moment des élections, la Constitution n'avait pas encore reçu la sanction royale. « L'intérêt général du royaume, interrompt Poirot, est l'exécution de la loi. Que l'on consulte soit les lois anciennes, soit les lois nouvelles, on reconnaîtra que tout citoyen qui se trouve sous le coup d'un décret est privé de ses droits de citoyen ».

Jusqu'ici, l'Assemblée était divisée ; la majorité paraissait décidée à voter l'invalidation, lorsqu'un membre, Garan de Coulon, monte à la tribune et plaide chaleureusement la cause de l'évêque du Calvados. « Dans l'ancien ordre de choses, dit-il, il n'y avait ni assemblées primaires, ni assemblées électives ; il n'y avait pas de loi non plus, la loi étant l'expression de la volonté générale ; les procédures criminelles s'y faisaient en secret. Si M. l'abbé Fauchet était décrété, il l'était secrètement, l'assemblée électorale l'ignorait ; elle ne pouvait en être informée que par l'appréhension effective ou par l'annotation de ses biens. Elle ne devait pas, sur un bruit, fondé ou non, le priver de ses droits de citoyen actif. Dans l'ordre nouveau, on ne peut être décrété qu'en

vertu du juré d'accusation ou du Corps législatif. Si M. l'abbé Fauchet n'a pas été condamné ainsi, — et il ne l'a pas été, — il ne se trouve pas dans les liens d'un décret¹ ».

A partir de ce moment, un courant favorable à la validation se produisit dans l'Assemblée. Un dernier orateur, Cérulti, entraîna les indécis et détermina la victoire ; voici son argumentation : « Nous sommes placés entre l'enthousiasme et la loi. Il vaudrait mieux que l'ordre du monde fût troublé que le cours de la justice ; il est préférable de perdre un grand homme plutôt que de violer un principe et une loi ; mais il faut bien se garder de confondre la justice avec la calomnie. On a dit, par exemple, que le décret avait été signifié ; il ne l'a pas été². Quoi qu'il en soit, voyons si, aux termes de la loi, le décret a l'effet qu'on lui prête. La loi prive le citoyen accusé, non de ses droits, mais de leur exercice ; ainsi il peut-être élu, mais non élire. Admettons qu'il y ait doute ; dans ce cas, l'accusé doit bénéficier de ce doute. De cette façon, nous montrons et notre respect pour la loi et notre attachement pour les vertus et les talents. Je fais appel à votre conscience : Jugez-vous la loi évidente ? Condamnez. La jugez-vous obscure ? Absolvez ». Il paraît qu'en entendant parler des « vertus » de Fauchet beaucoup de membres de l'Assemblée ne purent retenir un sourire.

Au vote qui suivit, l'élection de Fauchet fut validée à une forte majorité.

Le lendemain, un membre de la députation du Calvados, Bonnet de Méautry, maire de Caen, s'empressait d'en transmettre la nouvelle à la municipalité de cette ville, par la lettre suivante :

« ...Vous apprendrez sûrement avec plaisir le triomphe de M. Fauchet, notre brave collègue. Hier matin, on fit à l'Assemblée le rapport de la vérification des pouvoirs... Le

¹ « Affiches, Annonces et Avis divers » au *Journal de la Basse-Normandie et du département du Calvados*, n° du 16 octobre 1791.

² L'assertion était inexacte, il l'avait été.

rapporteur parla fortement contre le prélat ; mais il fut défendu par d'autres orateurs avec avantage. Le premier qui entra en lice fut M. Castel, de Vire, qui fut applaudi ; mais celui qui toucha le mieux et plus à fond la question fut M. Garan de Coulon. Il prouva qu'on ne pouvait regarder la nomination comme nulle, ce qui fut décidé, après quelques débats, à la presque unanimité¹ ».

Il paraît que l'élection des autres députés du Calvados était liée à celle de l'évêque ; par suite, s'il eût été admis que les électeurs s'étaient placés en dehors du droit, le vote se fût trouvé vicié, ce qui aurait entraîné l'invalidation de la députation entière. C'est, du moins, ce que nous apprend l'auteur de la lettre qu'on vient de lire, car il ajoute familièrement : « Si l'élection eût été jugée mauvaise, nous aurions pu graisser nos bottes et retourner chacun chez nous, attendu qu'on n'avait point divisé la question ». Mais la députation, sans aucune exception, « fut confirmée, au bruit des plus vifs applaudissements ». Ainsi, d'un côté, l'amnistie arrachait l'évêque du Calvados aux mains de la justice ; de l'autre, son élection était validée. En vérité, à cet homme tout réussissait. Tel fut, en dernière analyse, le dénouement de l'épisode dramatique dont il a été longuement parlé au chapitre précédent.

¹ Arch. de la ville de Caen, carton 41.

CHAPITRE XIV

CLERGÉ CONSTITUTIONNEL DU CALVADOS

Les vicaires épiscopaux de Fauchet. — Election et installation des nouveaux curés. — Leur recrutement. — Organisation du service religieux à la Cathédrale. — Administration diocésaine.

L'article 9 de la Constitution civile du clergé était ainsi conçu : « Il y aura seize vicaires de l'église cathédrale dans les villes qui comprendront plus de 10.000 âmes ».

L'article 14 ajoutait : « Les vicaires des églises cathédrales, les vicaires supérieurs et vicaires directeurs du séminaire formeront ensemble le conseil habituel et permanent de l'évêque, qui ne pourra faire aucun acte de juridiction en ce qui concerne le gouvernement du diocèse et du séminaire qu'après en avoir délibéré avec eux ».

En 1791, la population de la ville de Bayeux était d'environ 10.500 âmes ; l'évêque constitutionnel devait donc choisir seize prêtres pour être vicaires épiscopaux.

Nous avons vu, dans un précédent chapitre, que Fauchet était, à son arrivée dans le Calvados, accompagné de quatre ecclésiastiques, auxquels il donna des lettres de vicaires épiscopaux. C'étaient Chaix d'Est-Ange, Simien Despréaux, Charbonnel et Gasnier. Tous les quatre prêtèrent serment, en cette qualité, le jour de l'installation de l'évêque du Calvados.

Il conféra les mêmes fonctions à Hébert, curé jureur de Vaucelles de Caen.

D'autre part, la Constitution, prescrivant une nouvelle circonscription des paroisses, avait prévu que les curés des paroisses de la ville épiscopale qui seraient supprimées pour être réunies à la cathédrale devenaient, « de plein droit, s'ils le demandaient, les premiers vicaires, chacun suivant l'ordre de leur ancienneté dans les fonctions pastorales ».

A cette époque, la ville de Bayeux comptait quatorze paroisses. Sur les quatorze curés, quatre seulement avaient prêté serment ; c'étaient Michel Moulland, curé de Saint-Martin, et qui, après la mort de Fauchet, sera, dans le Calvados, l'âme du schisme constitutionnel ; Lécuyer, curé de Saint-Jean ; Biet, curé de la Madeleine, et Le Menand, curé de Saint-Sauveur.

Ces curés s'attendaient à voir leurs paroisses supprimées et réunies à la cathédrale ; aussi s'empressèrent-ils de demander leur propre admission au sein du conseil épiscopal. L'évêque du Calvados, ennuyé de voir ainsi restreinte la liberté dont il entendait user dans le choix de ses collaborateurs, prétexta la non suppression des paroisses et repoussa les demandes. Il craignait « que le commencement de son gouvernement » ne fût compromis. Par amour de la paix, ces quatre curés signèrent, le 24 mai, un acte par lequel ils laissaient à l'évêque du Calvados « la liberté de choisir ceux qui doivent composer son conseil ».

Quelques jours après, le 5 juin, Louis-Marie Bajot prêtait serment en qualité de vicaire épiscopal. Né à Paris, il était, au moment où éclata la Révolution, chapelain de l'hôpital Saint-Jacques.

Le 28 août, « à Caen, dans la Maison de l'évêché », Claude Fauchet délivrait à Bajot des lettres de premier vicaire épiscopal.

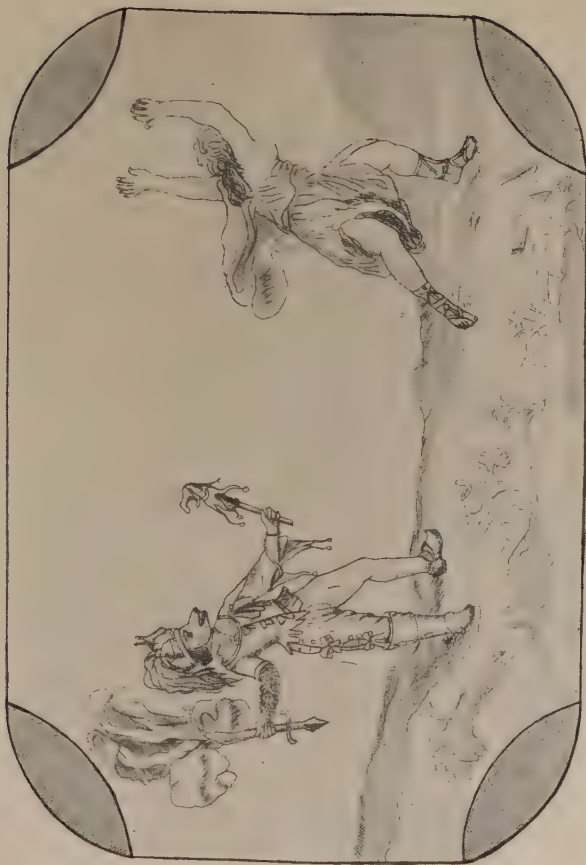
« Obligé, dit-il, de pourvoir au gouvernement du diocèse et d'y instituer, aux termes des décrets, un premier vicaire qui, lorsque nous serons empêché dans nos fonctions, soit

par absence, soit par maladie, soit par toute autre cause, puisse agir à la tête du conseil épiscopal et nous y représenter ; ayant inutilement attendu, pendant longtemps, la circonscription définitive des paroisses de la ville de Bayeux, et ne pouvant plus différer le choix de notre premier vicaire sans négliger essentiellement le soin de notre diocèse, nous avons choisi et nommé, choisissons et nommons, par ces présentes, notre cher frère Louis-Marie Bajot, un de nos vicaires, en qualité de notre premier vicaire ».

Le traitement des vicaires épiscopaux avait été fixé par la loi à 2.000 livres ; celui du premier vicaire devait être de 3.000 livres. Bajot s'empessa de le réclamer ; mais on ne se hâta pas de lui donner satisfaction. Le 30 novembre, le directoire du département décida qu'auparavant les curés de la ville épiscopale seraient interrogés « sur le fait de savoir s'ils n'entendent point profiter de l'avantage que leur accordent les décrets, de faire les fonctions de vicaires auprès de l'évêque du Calvados ». C'était, du reste, l'avis du directoire du district de Bayeux.

Le 14 décembre, non seulement les quatre curés jureurs de la ville épiscopale, en fonctions lors de l'arrivée de Fauchet, mais aussi les intrus des huit autres paroisses se présentèrent devant le directoire et remirent leur déclaration. Presque tous déclarèrent vouloir « accepter » ou « réclamer » les droits que les décrets leur accordaient. La plupart en bénéficieront plus tard, et, lorsque leurs paroisses seront définitivement supprimées, ils recevront un traitement de 3.000 livres. Ce fut seulement le 4 juin 1792 que le directoire du département, « vu... la lettre du ministre de l'intérieur du 14 du mois dernier », fixa « provisoirement, et sans préjudice des droits prétendus des sieurs curés de la ville de Bayeux », le traitement de l'abbé Bajot à 3.000 livres.

En même temps que Bajot, Fauchet nomma vicaire épiscopal Louis-Jacques-Philippe Hébert, de Maizières, son compétiteur au siège du Calvados. Hébert prêta serment, en



La vertu fuit, le crime l'épouvante,
 L'ivrogne se chat en fonction sous le masque de la fidélité,
 le tableau de sign amé représente la diffe de l'assassin
 l'omission la folie Capitaine des brigands et en suite, membre
 de l'antre infernal et l'ouvier des dévotion, infames & c & c & c --

cette qualité, le 19 juin, à la cathédrale, mais ne résida pas à Bayeux. Il s'occupa surtout de l'administration de la partie sud du département qui appartenait au diocèse de Séez.

Le 31 juillet 1791, deux autres vicaires prêtaient le serment requis : c'étaient Jean-Baptiste Legros, « prêtre de la ville de Gray », et Jean-Jacques-François de Croisilles, ancien chanoine de la collégiale de Saint-Géry, à Cambrai, mais originaire de Saint Rémy (Calvados).

Le 4 décembre suivant, le conseil épiscopal s'augmentait de deux nouveaux membres : Jean-Pierre Lacauve, né à La Bonneville (Eure), prêtre venu de Paris, où Fauchet l'avait connu, et Sébastien-François-Xavier Pommiès, qui deviendra curé de Saint-Jean de Caen, en octobre 1793, après que le titulaire, Gohier de Jumilly, sera interdit par Fauchet.

Le jour de Noël 1791, trois autres vicaires prêtaient serment à la cathédrale : c'étaient : Jean-Pierre-Gilbert Portallier, « ex-augustin du grand couvent de Paris », que Fauchet sera obligé d'interdire à cause de ses désordres ; Jean-Pierre Larigot, prêtre de la Manche ; et Nicolas Donet, le propre neveu de l'évêque intrus, comme lui, originaire de Dornes¹. A l'époque où son oncle fut nommé au siège épiscopal du Calvados, l'abbé Donet n'était que simple clerc, mais l'oncle s'empressa de l'élever aux ordres. Le 10 décembre 1791, *extra tempora*, — *propter urgentem Ecclesie necessitatem*, porte la lettre d'ordination, — il lui confère à la fois les ordres mineurs, le sous-diaconat et le diaconat. La cérémonie eut lieu dans l'église Saint-Roch, à Paris, du consentement de l'évêque métropolitain — *ex licentia domini episcopi metropolitani*, — et avec dispense des interstices — *super interstitiis dispensatum*. Le 17, — huit jours plus tard, — le nouveau diacre est ordonné prêtre par Gobel, dans l'église métropolitaine de Paris². Trois jours après, le 20, son oncle le nomme vicaire épiscopal. La lettre de

¹ L'abbé Donet avait alors trente-deux ans, étant né le 22 février 1759.

² Originaux des feuilles d'ordination communiqués par M. G. Gravier, avoué à Nevers. (Papiers de famille.)

nomination fut délivrée en bonne et due forme, pour valoir ce que de droit auprès de l'administration, tant civile qu'ecclésiastique ; cette pièce était nécessaire, en effet, pour que le nouveau vicaire épiscopal fût admis à toucher le traitement afférent à son titre ; elle était ainsi libellée :

« Claude Fauchet, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple, dans la communion du Saint-Siège apostolique et dans la charité du genre humain, évêque du Calvados, à notre très cher frère Nicolas Donet, prêtre, salut.

» Notre très cher Frère,

» Plein de confiance dans vos dispositions de zèle et de dévouement pour les intérêts de la religion et de la patrie, et dans l'attachement personnel qui vous unit à nous, nous vous appelons pour concourir à l'édification de notre diocèse. A cet effet, nous vous nommons vicaire de notre cathédrale, et nous vous donnons tous les pouvoirs pour exercer les fonctions de notre vicaire général dans le département du Calvados.

» Donné à Paris, où nous sommes retenu par nos fonctions de député à l'Assemblée nationale, le 20 décembre 1791.

» † Claude FAUCHET,
» *Évêque du Calvados*¹ ».

Des Lettres pastorales, contresignées Donet, semblent indiquer, sans qu'on puisse cependant l'affirmer, que l'évêque du Calvados attacha son neveu à sa personne et en fit son secrétaire particulier. Si le fait est exact, la mort tragique de l'oncle mit fin aux fonctions du neveu. Le 6 août 1797, les électeurs du district de Bayeux le nomment, « d'une voix unanime », à la cure de Bucels, à la place de Noël Descarreux, dernier titulaire défunt. Le lendemain, les membres du

¹ Original communiqué par M. G. Gravier

« presbytère de Bayeux », le siège vacant, « après avoir reçu son serment de vivre et mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine », lui accordent l'institution canonique ¹. Deux ans plus tard, l'abbé Donet retourne dans son pays natal, pour recueillir la succession de sa mère, qui venait de mourir. L'*exeat* qu'il obtint, à cette occasion, du « presbytère » de Bayeux porte la date du 18 floréal an VII (7 mai 1799). Il y est dit que « le citoyen Donet, curé de Bucès (*sic*) a rempli les fonctions du saint ministère avec zèle et édification » pendant le temps qu'il a été dans le diocèse, et que c'est « avec regret » que les membres du presbytère lui donnent l'*exeat* « que les circonstances le forcent de » leur « demander ² »

Le 15 octobre de la même année, Antoine Butaud-Dupoux, évêque de l'Allier, le nomme vicaire épiscopal. L'année suivante, à pareille date, nous le retrouvons à Dornes, où il exerce les fonctions d'instituteur. Il reprend, peu après, à la sollicitation des habitants de cette paroisse, le ministère du culte. Au Concordat, il eût vivement désiré être pourvu de ce poste ; il écrit à son oncle, Guillaume Fauchet, alors juge au tribunal civil de Nevers, une lettre par laquelle il le prie d'agir auprès de l'administration préfectorale. Ses désirs ne se réalisèrent pas. Il fut nommé à la cure de Toury-sur-Abrons, près de Dornes. En 1806, il est transféré à celle de La Nocle, et, deux ans plus tard, en 1808, à celle du Creusot ³. C'est là qu'il finit ses jours.

Nous avons encore trouvé, au nombre des vicaires épiscopaux du Calvados. Quillet, nommé par Fauchet vicaire épiscopal pour le district de Pont-l'Évêque, mais non reconnu par l'administration départementale à laquelle il est représenté comme « voulant dominer les curés du district » ; Yvelin,

¹ Original communiqué par M. G. Gravier.

² *Id.*

³ Après la Révolution, le département de la Nièvre et celui de Saône-et-Loire ne formèrent, jusqu'en 1823, qu'un seul diocèse, sous la juridiction de l'évêque d'Autun.

qualifié de « vicaire épiscopal » dans un registre du directoire du district de Caen : Duchesne, réclamé par les habitants de Deauville pour desservir leur paroisse, en octobre 1793, mais qui préféra desservir Saint-Arnoult.

A combien s'éleva, dans le département, le nombre des jureurs ? On ne saurait le dire d'une façon précise. A cette époque, le Calvados comptait neuf cent trente paroisses ; mais plusieurs étaient à deux et même trois portions, c'est-à-dire qu'elles possédaient deux ou trois curés. On peut évaluer le nombre de ceux-ci à mille environ ; il est plus difficile de déterminer celui des vicaires ; néanmoins, il semble certain que la plupart des curés refusèrent le serment. A la vérité, beaucoup de vicaires le prêtèrent. Malgré tout, en faisant le total des curés et des vicaires non assermentés, on est en droit de conclure que la majorité est de leur côté.

Aux termes des décrets, les ecclésiastiques qui n'avaient pas prêté serment, — et seuls les fonctionnaires publics, comme curés, vicaires, aumôniers des hospices ou de la garde nationale, y étaient astreints, — devaient être remplacés.

Les élections pour le remplacement des curés non assermentés commencèrent, dans le Calvados, en avril 1791. Pour le district de Caen, l'assemblée électorale s'ouvrit le 10 de ce mois ; elle se termina le 21 mai.

La proclamation des nouveaux pasteurs eut lieu le même jour, dans l'église Saint-Pierre, en présence des différents corps de la ville de Caen : municipalité, directoires du département et du district, juges, officiers de la garde nationale, des régiments d'Aunis et de Chartres, du génie et de l'artillerie, et, enfin, « d'une multitude innombrable ».

Immédiatement après la proclamation, le nouvel évêque célébra la messe pontificalement, et prêcha « sur la fausse sagesse du monde ». S'il faut en croire le procès-verbal de l'assemblée électorale, « l'éloquence mâle, jointe à l'onction apostolique avec laquelle M. Claude Fauchet a débité son discours, a convaincu, une fois de plus, la cité que sa pro-

motion à l'épiscopat fait autant la gloire de la religion que le compte de la Constitution ¹ ».

L'empressement des électeurs ne semble pas avoir été bien grand. Ainsi, au premier scrutin, on constate la présence de soixante-huit seulement. Au dernier, ce nombre est réduit de moitié. Il en est de même dans les autres districts.

L'installation des curés constitutionnels eut lieu, pour la ville de Caen, le dimanche 29 mai. Dans la crainte que cette opération ne provoquât des troubles, la municipalité crut devoir inviter les citoyens au calme par une proclamation dont nous extrayons le passage suivant :

« Le conseil général, constamment attaché aux principes de la Constitution, invite fraternellement, et au nom de la religion qu'il respecte et qu'il est de son devoir de faire respecter, tous les citoyens à se comporter avec la décence qu'elle exige, déclarant que tous les membres de la société doivent être sous la sauvegarde des lois, tant que leur conduite et leurs discours ne troublent point l'ordre public ; déclarant, en outre, que tout citoyen, sans distinction, qui offenserait un autre citoyen, serait poursuivi et puni comme rebelle, par tous les moyens que la Constitution a délégués aux dépositaires de l'autorité publique ² ».

L'assemblée électorale du district de Bayeux s'était réunie d'abord le 2 avril, puis s'était ajournée au 11. Elle termina ses séances le 16, et, le même jour, les élus furent proclamés.

Agissant à l'encontre de celle du district de Caen, qui prit sur elle de ne point nommer aux cures dont la suppression était seulement « présumée », l'assemblée du district de Bayeux remplaça « tous les curés réfractaires sans exception ». La question de la délimitation des paroisses

¹ Arch. du Calvados, série L. (District de Caen ; assemblée électorale).

² Arch. municip. de Caen. (Reg. des délib. ; procès-verbal du 28 mai 1791. — Placard imprimé.

devait être réglée par l'Assemblée nationale, après avis des municipalités et de l'évêque du département ; la municipalité de Caen la régla elle-même, pour cette ville, préjugéant ainsi de la décision de l'Assemblée des représentants de la nation.

A Vire, l'assemblée électorale s'ouvrit le 10 avril et se termina le 13.

Qu'était le nouveau clergé et de quels éléments était-il composé ? Il y avait là des ecclésiastiques originaires du pays, mais ayant occupé, dans d'autres diocèses, des postes de curés ou de vicaires ; des vicaires du diocèse ayant prêté serment ou disposés à le prêter ; des bénéficiers sans vocation, des professeurs sans emploi, des prêtres chargés d'acquitter les fondations et connus sous le nom d'obitiers, tout heureux d'obtenir une situation à laquelle leur peu de science — et quelquefois de vertu — leur aurait interdit de prétendre ; d'anciens religieux enchantés d'avoir vu s'ouvrir les portes de leurs monastères.

Ce furent là, dans le Calvados, — et ailleurs, — les premières recrues de l'Eglise constitutionnelle ; en réalité, celle-ci ne se composait guère que de déchets.

Parmi les élus de l'assemblée électorale du district de Caen, on trouve : Hunier, vicaire de la paroisse Saint-Roch de Paris, nommé à la cure de Maltot ; Le Chevalier, vicaire de la paroisse Saint-Laurent de Paris, nommé à la cure d'Argences ; Charbonnel, qui accompagnait Fauchet et fut un de ses vicaires épiscopaux, nommé à la cure de Notre-Dame de Caen ; Maury, vicaire de la paroisse Saint-André-des-Grès, à Paris, nommé à la cure de Lion, etc.

Il est juste de dire, toutefois, que, si la plupart acceptèrent les postes auxquels ils avaient été nommés, un certain nombre les refusèrent.

A Caen, — et il en fut de même dans les autres villes et les simples bourgades du département, — les curés intrus furent conduits dans leurs églises respectives et intronisés par la municipalité. Les prêtres non assermentés ne firent aucune opposition ; ils se retirèrent et célébrèrent leurs messes soit au séminaire, soit dans les communautés religieuses ; ces

messes furent très suivies, ce qui déplut fort aux clubistes ; la conduite de quelques municipaux, qui s'étaient absentés pour n'être pas obligés d'assister à l'installation des curés remplaçants, les affecta également beaucoup.

L'Assemblée nationale avait prescrit une nouvelle circonscription des paroisses et surtout la réduction d'un certain nombre d'entre elles. Les treize paroisses de Caen furent réduites à sept, avec trois succursales. Les paroisses supprimées étaient : Saint-Georges-du-Château, Saint-Nicolas, Saint-Julien, Saint-Martin, Sainte-Paix et Saint-Ouen. En outre, les cérémonies du culte furent transférées, pour la paroisse Saint-Sauveur, à la chapelle des Cordeliers ; pour Saint-Etienne, dans l'ancienne abbaye des Bénédictins, dédiée au même saint, et, pour Notre-Dame, dans celle des Jésuites, laquelle, depuis la suppression en France de la célèbre Compagnie, servait de magasin.

Sainte-Paix et Saint-Ouen, les deux plus petites paroisses de Caen, devenaient succursales de Vaucelles et de Saint-Étienne, et on annexait à cette dernière la paroisse rurale de Saint-Germain-la-Blanche-Herbe.

La plupart de ces changements ne furent pas heureux ; ils n'aboutirent qu'à froisser les sentiments religieux des habitants. Pourquoi, par exemple, transporter le culte de Notre-Dame à l'église des Jésuites, dépourvue de vitraux et d'autels ? Aussi, trois ecclésiastiques ayant été nommés successivement à cette cure, aucun ne voulut accepter ; il fallut y envoyer l'auvergnat Charbonnel, vicaire épiscopal, amené par Fauchet.

Les divisions de paroisses, faites par l'administration civile, étaient soumises à l'évêque du département, lequel était appelé à donner son avis.

Ce fut seulement le 28 mai que la mesure relative à la nouvelle circonscription des paroisses et à la réduction de certaines d'entre elles, quoique non sanctionnée encore par l'Assemblée nationale, fut portée à la connaissance du public ; elle était exécutoire le même jour. En conséquence, dès le matin, Hébert, curé jureur de Vaucelles, en qualité de

vicaire de l'évêque intrus, accompagné d'un membre du district et de quelques officiers municipaux, transporta les hosties des églises supprimées dans les églises conservées. Appréhendant les insultes de la population féminine, que tous ces changements avaient indisposée et qui en murmurait hautement, la procession s'était fait escorter par la gendarmerie, un détachement de dragons, un de la garde nationale, et un troisième de la troupe de ligne.

A peine arrivé dans le Calvados, l'évêque constitutionnel dut signer les institutions canoniques des curés nouvellement élus, avant que les municipalités ne procédassent à leur installation ; elles ne constituaient qu'une simple formalité, l'évêque n'ayant pas le pouvoir de les refuser. Elles furent signées par lui et ses vicaires, et datées de Caen et de Bayeux. Nous reproduisons en note, comme spécimens, deux types de formules employées pour ces institutions ou « commissions », comme on disait alors¹, l'une de curé et l'autre de vicaire.

Quant à l'installation des curés des paroisses rurales, elle eut lieu, en grande partie, les dimanches 29 mai, 5 et 12 juin. Plusieurs d'entre eux, redoutant l'hostilité des habitants, réclamèrent l'assistance de gardes nationaux pour se rendre à leur poste. Cette précaution n'était pas superflue, et plus d'un de ceux qui la négligèrent en fit l'expérience à ses

¹ Type de formule de commission de curé :

« Claude Fauchet, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple, dans la communion du Saint-Siège apostolique et dans la charité du genre humain, évêque du Calvados, aux fidèles de *Campigny*, salut et bénédiction en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

» Vu l'extrait du procès-verbal de l'assemblée électorale du district de *Bayeux*, en date du 13 avril 1791, signé : *F.-J.-B. Le Boucher*, président, et *Duhamel de Vailly*, secrétaire, d'où il résulte qu'à la pluralité absolue des suffrages des électeurs réunis pour la nomination des curés, *M. Jacques-Michel Artur*, vicaire de *Vaubadon*, a été élu et proclamé curé de la paroisse de *Campigny* ;

» Après avoir pris connaissance de sa doctrine et de ses mœurs, et avoir reçu son serment, fait de vive voix, de vivre dans la foi de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, nous lui donnons, par les présentes, la confirmation de son élection à l'institution canonique, à l'effet de prendre possession réelle

dépens. Ainsi, le 15 mai, il y eut une insurrection dans la paroisse de Tilly, à l'occasion de l'installation du sieur Mauger, curé constitutionnel ¹.

Le mardi 31 du même mois, la nouvelle se répandit, dans la ville de Caen, que « les habitants du bourg d'Isigny avaient coupé en morceaux » le curé constitutionnel qu'on leur avait donné ². Cette nouvelle était fautive ; elle reposait, d'ailleurs, sur ce fait erroné, que le curé légitime avait prêté serment et ne s'était pas rétracté ; mais elle indique l'état d'esprit des populations.

Dans certaines localités, les habitants prenaient soin de manifester leurs dispositions d'une façon non équivoque ; c'est ce que firent, en particulier, ceux de la paroisse de Noyers : ils plantèrent un gibet, en déclarant hautement qu'il était destiné à pendre le curé constitutionnel qui leur serait envoyé ³. Nous pourrions multiplier les citations d'incidents de ce genre.

de ladite cure de *Campigny*, et d'y exercer toutes les fonctions curiales, selon les saints Canons .

» Fait à Bayeux, en la Maison de l'évêché, le vingt-trois mai mil sept cent quatre-vingt-onze, sous le seing de notre vicaire.

» Simien DESPRÉAUX, *vic. de l'Eg. cath. du Calvados*.

(Place du sceau .

» GASNIER, *vic. et secrétaire* ».

NOTA. — La formule est imprimée ; les mots en *italiques* sont écrits à la main.

Type de formule de commission de vicaire :

« Claude Fauchet .., etc.

• Après avoir pris connaissance de la doctrine et des mœurs de M..., et nous être assuré de son inviolable attachement à la sainte Église catholique, apostolique et romaine, nous lui avons donné et donnons, par ces présentes, tous les pouvoirs nécessaires pour exercer, selon les saints Canons, les fonctions ecclésiastiques dans ladite paroisse de... en qualité de...

» Donné à Bayeux, etc. » (comme ci-dessus).

Tirage de 100 ex. in-1^o tellière (35×22), fait le 2 avril 1792.

¹ Arch. du Calvados (Registres du district.; procès-verbal du 21 mai 1791).

² *Mémoires manuscrits* de J.-J. Victor DUFOUR, jardinier à Caen. (Biblioth. de M. Ch. Després, de Lisieux).

³ *Ibid.*

De fait, il arriva plus d'une fois que des ecclésiastiques, nommés à des cures, devant les dispositions hostiles des habitants, n'osèrent se présenter. Nous aurons occasion de parler, au chapitre suivant, du curé intrus de Bernières-sur-Mer, qui se tenait confiné dans son presbytère comme dans une prison, et craignait d'en sortir, même pour se rendre à l'église, dans la persuasion où il était — c'est lui-même qui le dit — qu'il n'y rentrerait pas sain et sauf.

Les habitants de la paroisse de Noyers, dont on vient de parler, malgré la menace qu'ils avaient faite, eurent le désagrément de se voir imposer un jureur. Quant à la menace elle-même, elle ne fut heureusement pas mise à exécution ; mais, peu de temps après, l'intrus se plaignit des « vexations qu'il éprouvait journellement de la part des aristocrates de ladite paroisse ». Il éclata même des « troubles », à la suite desquels l'administration du district crut devoir, au mépris de la loi, enjoindre aux ecclésiastiques insermentés résidant dans la paroisse, les sieurs Gaudon, vicaire, et Le Tousey, « d'en sortir sous huit jours, pour se retirer où bon leur semblera, avec défense d'y entrer¹ ».

Le 27 mai, les membres du directoire du district de Bayeux furent informés que, trois jours auparavant, le sieur Fontaine, récemment nommé à la cure de Sallen, s'étant rendu dans cette paroisse afin de se préparer à en prendre possession le dimanche suivant, « trois coups de fusil furent tirés, vers les dix heures du soir, dans la porte de la maison » où il était descendu. Déjà, dans la même journée, « il avait été insulté par une troupe d'enfants² ».

A Dampierre, c'est la municipalité qui se refuse à procéder, comme la loi l'exige, à l'installation du sieur Pichard, curé constitutionnel, et à en dresser procès-verbal. Le directoire du département en est réduit à faire suppléer la municipalité par deux commissaires envoyés par l'administration du dis-

¹ Arch. du Calvados. (Registre du dist., n° 284 ; procès-verbaux des 27 juillet et 16 août 1791).

² Arch. du Calvados. (Registre n° 231 du directoire du dist. de Bayeux).

trict de Vire, avec mission de procéder eux-mêmes à l'installation ; quant à lui, il se réserve de statuer ultérieurement sur la conduite de la municipalité de Dampierre¹ ».

A Fresné-sur-Mer, district de Bayeux, le curé Eudelin refuse de quitter son presbytère ; ordre est donné, par le district de Bayeux, à la municipalité, de faire jeter ses meubles sur la voie publique et de l'expulser *manu militari*, s'il refuse de sortir.

Dans le même district, à Chouain, l'abbé de Loucelles oppose le même refus.

Sa conduite se justifiait d'autant mieux que le presbytère avait été construit entièrement à ses frais. Et, comme la municipalité paraissait peu disposée à faire expulser cet insigne bienfaiteur, on la rendit responsable des troubles qui auraient pu se produire, et les officiers municipaux furent menacés de poursuites² ».

A Litteau, on dénonce un officier municipal ; son crime était de n'avoir pas voulu signer la signification d'expulsion du curé légitime.

A Troarn, le 5 juin, le procureur de la commune « se répand en propos séditieux », et retarde l'installation de l'intrus, Le Baron. Ce ne fut « qu'après les plus longs et les plus scandaleux débats » que le maire put lui fournir les objets et ornements nécessaires au service divin. C'était, — naturellement, — la faute du curé légitime et de son vicaire, « qui s'étaient permis de dire, dans la chaire de vérité, que ceux qui viendraient les remplacer ne seraient que des intrus, des mercenaires, et n'auraient pas le droit de dire la messe³ ». Ils disaient vrai ; mais de telles vérités étaient considérées alors comme séditieuses.

Et ces cas ne sont point isolés ; les mêmes incidents se reproduisent dans maintes localités.

¹ Arch. du Calvados. (Reg. du direct. du dép.; procès-verbal du 19 octobre 1791).

² Arch. du Calvados, série L. (Délib. du district de Bayeux).

³ *Ibid.* (Police)

Certains curés légitimes, entre autres ceux de Noron, de Campigny, etc., transcrivirent sur les registres de baptêmes, mariages et décès, une énergique protestation. C'était le meilleur moyen de la transmettre à la postérité.

Les trois jours des Rogations, les curés de Caen, installés de la veille, firent les processions traditionnelles. Des témoignages contemporains attestent que l'assistance y était peu nombreuse ; mais, en revanche, on y constata la présence d'hommes qui n'avaient point l'habitude d'y assister, et qui ne s'y présentèrent — personne ne s'y méprit — que pour faire nombre.

Dans la nuit qui précéda la fête de l'Ascension, des verges furent placées à la porte des églises de quelques communautés de femmes, dans le but d'intimider les fidèles qui eussent été dans l'intention de s'y rendre pour assister à la messe. Peine perdue : ces églises furent remplies, alors que celles des intrus se trouvèrent presque désertes. Les clubistes de Caen en conçurent un vif dépit ; ils insistèrent auprès de la municipalité pour la presser d'interdire au public les églises ou chapelles conventuelles. La municipalité n'eut pas le courage de leur résister ; elle céda à leurs instances. Ils triomphaient sur ce point.

La nouvelle de la fuite du roi parvint à Caen le jeudi 23 juin, jour de la Fête-Dieu. En raison de l'émoi produit par cet événement, les processions des différentes paroisses de la ville furent retardées jusqu'à onze heures. Rien, dit le contemporain à qui nous empruntons ces détails, n'était si triste que ces processions. Aucun ecclésiastique insermenté ne voulant communiquer avec les curés intrus, ces derniers se trouvaient fort embarrassés pour donner à leurs processions la pompe qu'il était d'usage d'y déployer. Celles-ci comptaient d'ordinaire beaucoup de chapiers ; pour remplir cet office, on s'adressa à des gens de toute espèce, au grand détriment de la décence qui sied à ces cérémonies¹.

Le dimanche qui suit la Fête-Dieu, il se faisait à Caen,

¹ Manuscrit Esnault.

depuis des siècles, une procession à laquelle prenaient part toutes les paroisses, communautés et corporations de la ville. Pour la procession générale de cette année-là, on racola des gens de la plus basse classe : remouleurs, portefaix, balayeurs de rues. Cent trente-cinq chapiers — le manuscrit Dufour porte cent quarante-huit — de cet acabit y figurèrent. D'après des témoignages contemporains, ils se conduisirent avec une indécence révoltante. La procession se rendit de l'église Saint-Jean à celle de l'ancienne abbaye Saint-Étienne. L'évêque Fauchet y portait le Saint-Sacrement, et marchait, dit-on, pieds nus. Il prêcha à Saint-Étienne, après l'arrivée de la procession.

Ce fut à la fin de son sermon qu'il eut l'impudence de dénoncer, en les vouant à la réprobation de l'assistance, deux membres du directoire du département : Lacroix et Maheut. De quels méfaits s'étaient-ils donc rendus coupables ? Ces méfaits, les voici : Le premier, s'était opposé à l'expédition faite aux municipalités, par la voie de l'administration, de la Lettre pastorale du prélat. Il « avait pensé, comme il s'en expliqua plus tard, qu'une Lettre pastorale ne devait pas être envoyée aux municipalités par la voie de l'administration ». Quant au second, lorsque Hébert, curé de Vaucelles, vint, au nom de l'évêque constitutionnel, inviter officiellement l'administration à assister à la procession du dimanche 26, il avait répondu que les circonstances exigeaient la tenue permanente du directoire du département. Cela avait suffi pour exciter la colère de Fauchet. Une telle sortie, dans un moment d'effervescence comme celui où l'on se trouvait, était pour le moins imprudente, en raison des conséquences graves qu'elle pouvait avoir ; il était à craindre, en effet, que les deux honorables citoyens ne fussent maltraités par le peuple.

Les autres membres du directoire du département prirent fait et cause pour leurs collègues et se solidarisèrent avec eux. Ils firent signifier à l'évêque un arrêté, aux termes duquel ils le sommaient de rétracter publiquement les propos outra-

geants tenus par lui dans l'église Saint-Etienne, faute de quoi il serait dénoncé à l'accusateur public. Trois jours après, le jeudi 30¹, le prélat prêcha en l'église Saint-Jean, et fit une rétractation presque aussi offensante, dans les termes, que la dénonciation. Les membres du directoire n'osèrent, cependant, pousser plus loin l'affaire.

A quelque temps de là, les deux administrateurs, fatigués des menaces dont ils étaient chaque jour l'objet, indignés, en outre, de la faiblesse de leurs collègues, donnèrent leur démission. C'est ce que désirait Fauchet, et ce fut pour lui un triomphe ; mais il dura peu. Le ministre de l'intérieur, Delessart, écrivit aux démissionnaires une lettre extrêmement élogieuse, dans laquelle il les engageait à reprendre leurs fonctions, ce qu'ils firent en effet. Leurs remplaçants, Le Brest, avocat à Bayeux, et Mouton, furent néanmoins conservés pour aider au travail considérable de l'administration. Fauchet dénoncera plus tard cette combinaison.

On se rappelle l'énergique résistance opposée par les Ursulines de Falaise, le jour où l'évêque intrus du Calvados se présenta pour visiter leur couvent. Fauchet fut très sensible à l'affront qui lui fut infligé et résolut de s'en venger. C'était le 31 mai. Le jour même, il écrivait au directoire du district de Caen :

« Maintenant que le clergé constitutionnel est installé, il est conforme aux décrets de l'Assemblée nationale et très essentiel au bien public que les églises des religieux et des religieuses ne soient plus ouvertes pour le culte national et qu'il ne soit plus permis d'y faire aucune fonction, si ce n'est la célébration de la messe pour l'intérieur de la maison, et portes fermées. Je vous prie, Messieurs, de donner des ordres à cet effet² ». Les ordres furent donnés aussitôt. Le lendemain, 1^{er} juin, le district de Caen

¹ D'après Dufour ; le 29, d'après Esnault.

² Arch. municip. de Caen, carton 18.

arrêtait « d'envoyer copie de la lettre de l'évêque du Calvados à MM. les officiers municipaux de la ville de Caen, aux fins, par eux, de transmettre les ordres à chaque maison religieuse, le plus tôt possible, pour, par elle, y tenir état et s'y conformer sans aucun délai ».

De son côté, le directoire du département poussa le zèle beaucoup plus loin : il exigea que les religieux et religieuses « conservés en conventualité » reconnussent « M. Fauchet, évêque du Calvados », et lui prêtassent obéissance ; faute de quoi, « leurs églises, ainsi que les objets relatifs au culte public qui s'y exerçait, seraient remis à la disposition de la nation, et les églises fermées, les vases et ornements mis sous scellés, sauf, auxdits religieux et religieuses réfractaires, à organiser des oratoires privés dans l'intérieur de leurs maisons ». En même temps, sommation leur était adressée de faire, dans les huit jours, leur déclaration de soumission ou de refus ¹.

Le directoire du département s'appuyait, pour prendre son arrêté, sur ces deux considérants : à savoir, que « M. Fauchet, évêque du Calvados, devait être généralement reconnu par tous les fonctionnaires ecclésiastiques, religieux et religieuses, conservés en conventualité » ; qu'en outre, la nation était tenue de contribuer seulement au culte exercé par les prêtres constitutionnels. Ces deux considérants étaient faux. Les religieux et religieuses des maisons conventuelles n'exerçaient aucune fonction rétribuée par l'État, et, dès lors, ne devaient pas être rangés dans la catégorie des fonctionnaires publics ; par suite, ils n'étaient pas tenus de prêter obéissance à l'évêque constitutionnel. Quant au second considérant, que la nation ne devait rétribuer aucun culte autre que le culte exercé par les curés constitutionnels, il n'avait rien à faire ici, ce point n'étant contredit par personne. L'arrêté n'en fut pas moins mis à exécution sans délai. Le 5 juin,

¹ Arch. du Calvados. (Procès-verbaux du directoire du département ; procès-verbal du 16 juillet 1791).

on ferme les portes des églises des couvents de femmes, à Caen, et l'on y appose les scellés. Le samedi 18, on fait de même pour l'église des Jacobins. Le vendredi 24 juin, « on ferme l'église de l'abbaye d'Ardenne [près Caen], car il s'y trouve beaucoup de personnes de Caen qui ne veulent pas aller aux messes des prêtres jurés¹ ».

L'abbaye de Villers-Canivet avait pour chapelain et confesseur un religieux bernardin nommé Bourgeois. Accusé de « porter le trouble et la division dans cette communauté, à raison de la soumission que doivent toutes les religieuses à l'autorité pontificale », il en fut puni sévèrement : Hébert, vicaire épiscopal, au nom de l'évêque Fauchet, lança contre lui un interdit, qui lui fut signifié par un huissier de Falaise².

Le 25 août, le même arrêté fut signifié aux religieuses bénédictines de l'abbaye de Saint-Désir de Lisieux, à la requête du procureur-syndic du district de cette ville, qui les somma de faire, sous huitaine, leur déclaration d'obéissance à l'évêque du Calvados ; faute de quoi, leur silence serait tenu pour un refus et l'arrêté mis à exécution.

Elles en référèrent au ministre de l'intérieur, Delessart. Celui-ci leur donna gain de cause et adressa, le 1^{er} septembre, une lettre de blâme aux membres du directoire du département. Il leur fit observer qu'il n'existait, dans la loi, « aucune disposition prescrivant aux religieux et religieuses conservés en conventualité ces déclarations d'obéissance », dont il était parlé dans l'arrêté, et qui, en cas de refus, leur infligeaient la peine y énoncée. Leurs églises pouvaient être fermées au public, mais ils n'étaient passibles d'aucune autre pénalité. Il terminait sa lettre en leur enjoignant de « suspendre l'exécution d'un arrêté qu'on ne pourrait regarder que comme une entreprise dangereuse et que le pouvoir exécutif se verrait, avec peine, dans l'obligation de réprimer³ ». La leçon était dure, mais méritée.

¹ Arch. départ., série L. (Police).

² Arch. nationales, F 4^o, 410-411.

³ *Ibid.*

Outre l'arrêté dont on vient de parler, le directoire du département en avait pris un autre, le même jour, concernant les prêtres — alors en grand nombre, paraît-il, dans le Calvados — connus sous les noms divers d' « obitiers », « communalistes » et « chapelains ». Leur fonction était d'acquitter des fondations de messes et de prières, ou d'accomplir d'autres services religieux dans un certain nombre d'églises paroissiales. L'administration départementale reprochait à ces prêtres de ne pas reconnaître les curés constitutionnels des paroisses auxquelles ils étaient attachés, de s'absenter des églises pour n'avoir point à communiquer avec eux — ce que les administrateurs taxent de « motif scandaleux », — et de ne pas acquitter les charges dont ils percevaient les émoluments. En conséquence, lesdits officiers furent considérés comme ayant renoncé à leur place et déclarés déchus de leurs fonctions.

La fermeture des églises ou chapelles des communautés religieuses donnait lieu parfois à de touchantes manifestations, témoin celle qui se produisit à l'occasion de la fermeture de l'église des Carmes de Caen. Cette église, située sur la paroisse Saint-Jean, possédait des reliques et une statue de sainte Anne que les fidèles avaient en particulière vénération ; de plus, une confrérie en l'honneur de cette sainte, pour la corporation des menuisiers, y était établie. Les paroissiens de Saint-Jean tenaient et aux reliques et à la statue. Ils ne virent pas d'autre moyen, pour en obtenir la conservation, que d'adresser à l'évêque constitutionnel une supplique par laquelle ils le priaient de permettre « que la translation des reliques qui étaient dans l'église des Carmes fût faite à l'église de leur paroisse ; que la dévotion à sainte Anne, qui se célébrait dans ladite église des Carmes pour la communauté des menuisiers, fût jointe à celle qui se célébrait déjà dans ladite église de Saint-Jean, et qu'on y transférât la statue de sainte Anne qui est dans l'église des Carmes ¹ ».

¹ Arch. du Calvados, série Lv. (Culte).

Le prélat répondit qu'il accédait volontiers à ce triple désir et qu'il procéderait lui-même, le lendemain, après vérification de leur authenticité, à la translation des reliques¹. Celle-ci eut lieu, en effet, au jour fixé, 25 juillet, veille de la fête de sainte Anne. On crut devoir mettre des gardes dans l'église Saint-Jean, dans le but de prévenir l'enlèvement, pendant la nuit, de la statue et des reliques. La fête fut célébrée solennellement ; Fauchet y officia lui-même, prêcha et accorda quarante jours d'indulgence aux fidèles présents².

Un des premiers soins de l'évêque du Calvados, en arrivant dans son diocèse, fut de constituer un personnel d'officiers et d'employés destiné à assurer le service du culte à la cathédrale de Bayeux. Non qu'avant son arrivée le culte y eût cessé, mais la suppression du chapitre, en décembre 1790, avait modifié profondément le service religieux, tel qu'il s'était exercé jusque-là, dans la principale église du diocèse. Heureusement, dès le premier jour, la municipalité s'était préoccupée de prendre les mesures nécessaires pour y organiser un nouveau service. La lettre suivante, adressée par elle à l'administration du district, nous renseigne sur ce qui fut décidé à ce sujet. On y lit :

« .. Nous avons mandé tous les ecclésiastiques qui formaient le bas-chœur de la cathédrale. Ils se sont obligés à acquitter exactement les messes matinales de cinq heures, six heures et onze heures, les messes de fondation auxquelles ils étaient sujets et, en outre, les basses messes de fondation qu'ils pourront dire. Ils se sont engagés à chanter une grand'messe de dévotion tous les jours. Point de matines, point de vêpres, sinon les dimanches et fêtes.

» Nous avons cru prudent de régler ce service ainsi, pour que la viduité de l'église ne soit point trop éloquente, dans

¹ Arch. du Calvados. (Registres du district de Caen).

² Manuscrit Esnault.

ce moment, pour les fidèles..., qu'il y ait toujours des messes et un office paroissial, mais non canonial ¹.

» Nous avons conservé provisoirement les sacristains, acolytes, clercs de sacristie, deux bedeaux, le suisse, l'horloger, les deux sonneurs, l'organiste, les enfants de chœur ² ».

Mais, comme le fait observer la municipalité, c'était du provisoire, et Fauchet réclama une organisation définitive. L'entente se fit avec la municipalité de Bayeux sur les bases suivantes, qui furent soumises à l'approbation du département :

Huit chantres ou heuriers prêtres devaient chanter, chaque jour, une grand'messe, et célébrer les messes matinales de six heures et de onze heures. Comme on le voit, bien que le chapitre eût été supprimé, on tenait à ce que tout office ne le fût pas également.

Pour justifier le nombre de huit chantres, la municipalité fait observer que « les seize vicaires de l'évêque ne peuvent être tous assidus à l'église, étant occupés, avec le prélat, du gouvernement spirituel d'un grand diocèse; obligés de visiter les malades, etc. », ce qui entraînait l'absence de plusieurs. D'autre part, « il faut un certain nombre de prêtres pour soutenir l'office »; en sorte que « la demande de huit chantres ou heuriers n'est pas exagérée ».

Deux hommes « pour jouer du serpent »; huit enfants de chœur; deux sacristains préposés à chacune des deux sacristies, le premier « occupé toute la journée »; un organiste, « deux bâtonniers pour le service de l'intérieur, et deux bedeaux pour le service de l'extérieur »; un suisse; trois clercs pour servir les messes; un sonneur, un horloger chargé « de monter tous les trois jours l'horloge », et d'y faire les réparations nécessaires; un souffleur et un porte-bannière.

A part les deux bedeaux pour le service extérieur et le

¹ La cathédrale n'était pas paroisse avant la Révolution.

² Registre de correspondance de l'hôtel de ville de Bayeux

porte-bannière, ce personnel fut accepté. Au mois de janvier 1792, les bâtonniers furent supprimés : ces officiers rappelaient trop l'ancien régime.

On proposait de fixer le traitement de chaque chantre ou heurier à 600 livres, celui des joueurs de serpent et du premier sacristain à la même somme ; celui du second sacristain à 300 livres ; celui de l'organiste à 1.000 ; « et encore, fait-on observer, pour cette somme n'aura-t-on jamais un homme de grand talent » ; celui des bedeaux à 300 livres chacun ; celui des trois servants de messe à 150 livres ; celui du sonneur à 650 ; de l'horloger à 210 ; du souffleur et du porte-bannière à 60. Quant à l'entretien des huit enfants de chœur, il était évalué à 400 livres pour chacun d'eux.

La dépense du luminaire était portée à 900 livres ; celle du charbon, de l'huile et de l'encens à 100 livres ; du vin à 500 ; du blanchissage à 150. On réclamait 150 livres pour « le balayage de l'église et du parvis », et 600 pour l'entretien et achat des ornements et du linge.

L'administration municipale fit suivre sa requête des considérations suivantes, qu'elle supposait devoir être de nature à la faire agréer :

« La municipalité n'a pas cru devoir vous former toutes ces demandes sans consulter l'évêque du Calvados, ami de l'économie, comme du bonheur de la nation. Le prélat a cru qu'il importait que cette dépense du culte fût accordée sans réserves ; il craindrait même que la parcimonie, sur un objet aussi important, ne fit tort à la religion et ne prêtât des armes aux ennemis de la chose publique. Il importe que la grandeur et la majesté du culte s'accordent parfaitement avec la grandeur et la majesté d'une nation devenue libre¹ ».

L'administration du district de Bayeux, appelée à donner son avis sur la requête de la municipalité, divisa les demandes en deux classes, l'une renfermant des articles de « nécessité

¹ Arch. du Calvados, série Lv. (Culte, 10 juin 1791).

absolue », et l'autre des articles « moins indispensables ». Elle rangeait dans la première « les sacristains, l'organiste et le souffleur, les serpents, les bâtonniers, les bedeaux, les clercs pour servir les messes, le sonneur, l'horloger, le luminaire, le charbon, l'encens, le vin, le blanchissage, le balayage, le porte-bannière et l'entretien des ornements, soit une dépense totale de 8.270 livres ; la seconde comprenait les huit chantres, les huit enfants de chœur et le suisse, personnel requis pour l'office canonial, et dont les divers traitements devaient entraîner une dépense totale de 9.450 livres ».

La raison de cette distinction était, d'après les administrateurs, que « la cathédrale, ramenée à l'état de paroisse, n'est plus obligée à cet office canonial qui, se renouvelant à presque toutes les heures du jour, nécessitait cette multitude d'officiers que d'opulents chanoines payaient grassement pour remplir les devoirs de leurs prébendes ». « Les fonctions de chantre, ajoutent-ils, pourraient se réduire aux dimanches et aux fêtes ». Quant aux enfants de chœur, « un des vicaires épiscopaux serait particulièrement chargé de veiller sur leur conduite¹ ».

C'est sur ces bases qu'en définitive le culte fut organisé à la cathédrale.

Relativement aux objets du culte dont on avait besoin, on en obtint, plus tard, un certain nombre provenant des églises supprimées. Ainsi, le 5 juin 1793, le directoire du département, vu la pétition du conseil épiscopal, autorise « les commissaires de la municipalité de Bayeux, procédant à l'inventaire des effets et ornements de l'église Saint-Malo, à délivrer au conseil épiscopal les objets nécessaires au service de l'église cathédrale » :

Fauchet porta ensuite ses attentions sur le séminaire. Celui-ci ne fut définitivement organisé qu'en octobre 1791 ; mais il avait été ouvert quatre mois auparavant, pour recevoir un certain nombre d'élèves ecclésiastiques recrutés çà et là

¹ Arch. du Calvados, série Lv. (Culte, 17 juin 1791).

et à la hâte, et auxquels on voulait, avec non moins de hâte, conférer les saints ordres. C'est ce que nous apprend le prélat lui-même. Le 10 juin 1791, il écrit au maire de Caen : « L'ouverture du séminaire et la retraite des ordinands me retiennent à Bayeux ¹ ».

Hébert, curé de la paroisse de Vaucelles de Caen, en fut nommé provisoirement supérieur, fonctions qu'il exerçait conjointement avec celles de curé. Le 22 juin, il présenta une requête à la municipalité de Bayeux pour en obtenir des lits, matelas, couvertures, etc., et réclama la levée des scellés apposés sur la bibliothèque, ce qui lui fut accordé. Au reste, son supériorat fut de courte durée, et encore son rôle se borna-t-il, dans la période de juin à septembre, à s'occuper des ordinands, concurremment avec les autres vicaires épiscopaux, et d'une façon plus ou moins active. A cette époque, Jean-Baptiste Dabit², ancien instituteur au collège d'Harcourt, à Paris, fut nommé vicaire-supérieur du séminaire : il n'était encore que diacre. Sa nomination est du 24 septembre 1791 ; il prêta serment à la cathédrale, en cette qualité, le dimanche 2 octobre. Quant à l'ancien supérieur, Hébert, il se renferma, à partir de ce moment, dans ses fonctions pastorales, tout en conservant son titre de vicaire épiscopal.

Aux termes de la Constitution civile, en plus du vicaire-supérieur, il devait y avoir deux vicaires-directeurs. Ces derniers ne purent être recrutés qu'un peu plus tard. En attendant, le vicaire-supérieur, Dabit, fut secondé par le vicaire épiscopal Legros, par Soulavie, curé de Sept-Vents, mais qui ne résida point dans sa paroisse ; par de Houx, qui ne fit que passer. Vint ensuite, en qualité de vicaire-directeur, un abbé Valant ; mais il disparaît au bout de six mois. A la fin de 1792, nous rencontrons, en la même qualité, Michelet, qui venait d'être ordonné — n'étant âgé que de dix-huit ans, — et

¹ Arch. municip. de Caen.

² Né à Toul, le 28 juillet 1762.

Deslandes Celui-ci fut ordonné prêtre en septembre 1792 ; sa nomination de vicaire-directeur est du 2 octobre. Il n'était que simple acolyte depuis 1763, c'est-à-dire depuis près de trente ans : ce devait être un assez pauvre sujet¹.

On vient de voir ce qu'étaient les professeurs. Les élèves étaient à l'avenant. Leur recrutement se fit dans des conditions déplorables. Préoccupés avant tout de trouver des sujets, les nouveaux évêques se montraient peu scrupuleux dans le choix de ces derniers.

« On ramassa, rapporte un contemporain, tout ce que l'on put trouver de gens portant l'habit ecclésiastique : tonsurés, acolytes, sous-diacres, diacres, autrefois le rebut et le déshonneur du clergé par leur inconduite ou l'hétérodoxie de leurs opinions. Ils sont tout à coup élevés à l'ordre de la prêtrise par des évêques intrus, sans examen, sans science, sans connaissances, comme sans foi et sans mœurs ; n'ayant d'autres qualités que celle de proférer, sans scrupules et sans remords, le fatal serment exigé ; ils sont admis, avec les prêtres jureurs, pour occuper les places les plus importantes de l'Église. Les monastères, qu'on avait ouverts, fournissent encore un grand nombre de sujets. Pour compléter cette œuvre d'iniquité, et afin qu'il ne reste pas un seul prêtre fidèle à la tête de son troupeau, on recrute dans tous les endroits, on enrôle tout ce qu'on peut trouver de vauriens, de batteurs de pavé, d'avortons de collège, d'hommes ruinés physiquement et moralement. En quinze jours, un mois, six semaines tout au plus, on en fait des prêtres qu'on substitue dérisoirement aux prêtres véritables² ».

On serait tenté de croire ce tableau exagéré ; il n'est que l'expression de la vérité ; les preuves qui nous

¹ Arch. du Calvados, série Q. (Séquestre).

² *Livre renfermant les époques les plus mémorables de ma vie.* — Manuscrit de la bibliothèque de M. le chanoine Deslandes. L'auteur est M. ALLAIS, curé légitime de Saint-Étienne et Sainte-Catherine d'Honfleur, au moment de la Révolution

en sont fournies ne laissent subsister aucun doute sur ce point. Un autre contemporain, parlant spécialement de Fauchet, nous apprend qu'il ordonna plusieurs clercs, dont les uns avaient été renvoyés du séminaire comme incapables, et dont, pour les autres, l'appel aux saints ordres avait été remis à des temps plus éloignés. Ainsi, Michelet, dont il vient d'être question, est ordonné prêtre à dix-huit ans¹ ; un nommé Duval, membre de la Société populaire d'Honfleur, à vingt ans² ; François Lenormand, après quelques mois de séminaire.

Dans un tableau des membres composant le Comité révolutionnaire de Bayeux, dressé le 19 vendémiaire an III, on lit :

« Jacques Jourdain, non noble, écolier avant la Révolution ; dans la Révolution, fait prêtre par Fauchet, évêque constitutionnel du Calvados, laquelle fonction il remplit malgré lui et parce qu'il y fut forcé par ses parents. A la même époque, canonnier de la garde nationale... Il remit ses lettres de prêtrise et abdiqua ses fonctions, dont mention fut faite sur le registre dudit Comité, comme reconnu dégagé depuis longtemps de tous préjugés, superstitions et erreurs de la gent calotine³ ».

Valframbert, originaire d'Argentan (Orne), était encore plus taré. Son inconduite l'avait fait refuser pour le sous-diaconat par M. d'Argentré, évêque de Séez. Il se maria alors. Devenu veuf bientôt après, il se fit avocat dans les justices seigneuriales ; mais c'était un avocat sans causes. Lors du passage de Fauchet à Lisieux, il était garde national. Étant allé trouver le prélat, il lui exposa qu'il avait fait ses

¹ Dans sa lettre de rétractation, datée du 27 août 1796, nous lisons : « Je suis âgé de vingt-trois ans, et il y a cinq ans que je suis prêtre ; je le fus donc à dix-huit ans ».

² Il faisait partie de l'ordination de Caen du 24 septembre 1791 ; peu après, il fut nommé curé de Creully. Le 3 nivôse an II, il renouça à toute fonction.

³ Arch. du Calvados, série Lm, (Police du culte).

études et désirait être prêtre. Ordonné presque aussitôt, il fut nommé vicaire de Saint-Gervais de Falaise, puis, peu après, curé intrus de Saint-Sylvain, « où il a commis toutes les horreurs possibles ». Ivrogne, impudique, « il a répandu la désolation dans les familles honnêtes ». Fauchet lui interdit toutes fonctions ecclésiastiques ; mais il continua de les exercer malgré l'interdiction.

En 1793, il est poursuivi comme ravisseur. Pour ce fait, il fut conduit en prison, — lié et garotté, — au milieu des huées de la population. Ayant recouvré sa liberté, il revint dans sa paroisse, et se maria. « Il paraissait souvent en habit de garde national, l'épée au côté, pistolets à la ceinture, déposait cet attirail sur l'autel et disait la messe ». Après la suppression du culte, il exerça la profession d'huissier à Harcourt ; en 1802, il se rendit acquéreur du presbytère de Poussy. Il chercha à s'établir comme avoué à Falaise, là même où il avait tant scandalisé ; mais tous les avoués du tribunal de cette ville déclarèrent qu'ils démissionneraient s'il était agréé. Il ne le fut pas. Il finit par trouver un emploi à Honfleur¹.

D'autres — et ceux-là n'étaient peut-être pas les plus indignes — reçoivent, coup sur coup, *per saltum*, les différents ordres. Tel, le propre neveu de Fauchet qui, dans l'espace de huit jours, est élevé aux ordres mineurs, au sous-diaconat, au diaconat et à la prêtrise ; tels, les vicaires-directeurs du séminaire, ordonnés dans les mêmes conditions ; tel encore, Hippolyte-Jules-César Danctoville qui, en trois jours, reçoit successivement la tonsure, les ordres mineurs, le sous-diaconat et le diaconat. Nous pourrions citer bien d'autres exemples ; mais ceux-là suffisent.

A l'époque de la restauration du culte, en 1803, M^{gr} Brault, le premier évêque concordataire de Bayeux, écrivant au ministre des cultes, Portalis, donne cette raison, entre plusieurs autres, pour se justifier de ne pas nommer aux cures

¹ Arch. de l'évêché de Bayeux.

un plus grand nombre d'anciens constitutionnels : « Presque tous ont été promus aux ordres sacrés à l'âge de dix-huit à vingt ans, dans l'espace de quinze jours, sans avoir la moindre teinture des sciences ecclésiastiques et sans en connaître l'esprit ¹ ».

Le même prélat déclarait plus tard, en 1815, dans un rapport officiel, qu'à son arrivée dans le diocèse il y avait environ 500 prêtres constitutionnels, dont un grand nombre « très ignorants ».

Voici un autre témoignage non moins explicite ; c'est celui d'un prélat constitutionnel, Thomas Lindet, évêque de l'Eure. Lorsque Fauchet eut quitté le Calvados pour siéger à l'Assemblée législative, ce fut à ses voisins et collègues, entre autres à Bécherel et à Lindet, que les vicaires épiscopaux adressèrent les ordinands du Calvados. Or, ce dernier écrivait à son frère Robert, député à l'Assemblée législative, le 18 mars 1792, une lettre où nous lisons :

« Je viens d'ordonner vingt prêtres. Messieurs du Calvados (les membres du conseil épiscopal) sont toujours aux aguets de mes ordinations et ont une pépinière inépuisable. Il est vrai que ces Messieurs en ramassent de toutes les extrémités du monde. Ils avaient amené de Bayeux un homme qui, il y a trois semaines, était comédien dans cette ville ; il était de Perpignan. J'ai dit que je croyais qu'un comédien pouvait être actuellement un bon citoyen, mais que je ne croyais pas qu'il pût être actuellement un bon prêtre, surtout dans le lieu où il a développé ses talents ² ».

Ainsi, parmi les futurs ministres de l'Église constitutionnelle, on rencontre des sujets de tous pays et de tout acabit, d'une instruction plus que médiocre et d'une conduite nullement exemplaire. Quel mobile les poussait donc à un état,

¹ Biblioth. de Caen. (Recueil : *Bayeux*).

² *Correspondance de Thomas Lindet pendant la Constituante et la Législative*, par Armand MONTIER, in-8°. Paris, 1899.

formidable aux anges eux-mêmes, et qui réclame tant de qualités et de vertus réunies ? Pour beaucoup — pour la plupart — un seul, d'un ordre, hélas ! bien peu élevé : l'appât des traitements. Ils se souciaient médiocrement — un bien petit nombre, du reste, en étaient instruits — des graves obligations qui y sont attachées.

Fauchet fit deux ordinations à Bayeux, dans le milieu de juin 1791, au retour de sa tournée pastorale : une le 15, mercredi des Quatre-Temps, et l'autre le samedi suivant. Les lettres d'ordination sont signées soit de lui, soit de Bajot ¹. Il en fit une troisième à Caen, le samedi des Quatre-Temps de septembre de la même année. Cette dernière était, dit-on, fort nombreuse ; elle comprenait une centaine d'ordinands : ce fut une véritable « fournée ». Il y avait eu, jusque-là, dans le diocèse de Bayeux, trois séminaires : l'un à Caen, un autre à Bayeux et un troisième à La Délivrande, ce dernier à peu près abandonné ; mais l'Assemblée nationale ayant décidé qu'il n'y aurait plus désormais qu'un séminaire par département, celui de Caen venait d'être supprimé. Quant aux bâtiments, ils étaient devenus la propriété de la nation ;

¹ Type de formule de lettre d'ordination :

« Claudius Fauchet, miseratione divina et populi voluntate, in communione Sanctæ Sedis Apostolicæ et in caritate generis humani, Episcopus partium Calvados,

» Notum facimus universis quod, die data præsentium, sacros generales ordines et Missam in Pontificalibus celebrantes Cadomi, in ecclesia Sancti Stephani, Dilectum nostrum *Magistrum Joannem Nicolaum Lagonelle, Diaconum*, sufficientem capacem et idoneum in examine repertum, *ad sacrum presbyteratus ordinem* rite et canonice, Deo juvante, promoverimus.

» Datum in Domo Episcopali civitatis Codomensis, sub signo sigilloque nostro, ac secretarii Episcopatus nostri subscriptione, anno Domini millesimo septingentesimo nonagesimo primo, die vero vigesima quarta mensis septembris, scilicet sabbato Quatuor Temporum, post Festum Exaltationis Sanctæ Crucis.

» † CLAUDIUS FAUCHET, *episcop. partium Calvados.*

» De mandato :

» R. R. Episcopi partium Calvados,

» POUPINET, *secretarius* ».

NOTA. — Les mots en *italiques* sont écrits à la main dans la formule.

toutefois, leurs anciens propriétaires, les PP. Eudistes, les occupaient encore. Le 22 septembre, la municipalité de Caen invita le directeur, le P. Le Bourgeois, à loger les ordinands, dont l'arrivée devait avoir lieu le lendemain. Ce religieux répondit qu'étant averti au dernier moment, il lui était impossible, dans l'espace de vingt-quatre heures, de faire les préparatifs nécessaires pour la réception d'un tel nombre d'hôtes.

Il y avait une autre raison que le directeur ne disait pas : les PP. Eudistes voulaient éviter tout rapport avec l'évêque intrus, et il leur répugnait de concourir, en quelque manière que ce fût, à une ordination qu'ils réprouvaient ¹.

Peu de temps après, Fauchet, qui venait d'être élu député à l'Assemblée législative, quittait le Calvados, — où il ne devait plus revenir, — pour se rendre à Paris. Ses vicaires adresseront désormais les ordinands du diocèse aux évêques voisins : à Le Fessier, évêque de l'Orne ; à Lindet, évêque de l'Eure ; surtout à Bécherel, évêque de la Manche. Ce dernier ordonna, pour sa part, cent dix sujets du Calvados.

Nous possédons l'état nominatif des clercs du Calvados ordonnés à Coutances par Bécherel, avec la date de leur ordination. Ce document est singulièrement instructif en ce qu'il démontre, avec évidence, la hâte qui présida à la création du clergé constitutionnel du Calvados, et celle avec laquelle les sujets étaient admis aux saints ordres.

Ainsi, dans l'espace d'un an, du 16 décembre 1791 au 22 décembre 1792, Bécherel fit, pour le compte de son collègue Fauchet, à des époques différentes, sept ordinations. La première eut lieu les 16 et 17 décembre 1791 ; la seconde, le 3 mars ; la troisième, les 23 et 24 mars ; la quatrième, les 6 et 7 avril ; la cinquième, les 1^{er} et 2 juin ; la sixième, le 22 septembre ; la septième, le 22 décembre 1792.

La première comprenait 16 tonsurés, — lesquels reçurent les

¹ Arch. municip. de Caen. (Registre des délibérations, n° 105 ; séance du 22 septembre 1791).

ordres mineurs le même jour, et dont 12 reçurent le sous-diaconat le lendemain, 25 sous-diacres, — y compris 12 des minorés de la veille, 3 diacres et 25 prêtres. La seconde comprenait seulement 1 minoré, 1 sous-diacre (le même), 1 diacre et 2 prêtres. La troisième, 9 tonsurés, — dont 8 reçurent les ordres mineurs le même jour et 7 le sous-diaconat le lendemain, 11 sous-diacres, — parmi lesquels 7 des tonsurés de la veille, 14 diacres et 15 prêtres. La quatrième, 1 tonsuré, 1 minoré (le même), 7 diacres et 12 prêtres. La cinquième, 11 tonsurés, 11 minorés (les mêmes), 1 sous-diacre, 4 diacres et 4 prêtres. La sixième, 5 tonsurés, 5 minorés (les mêmes), 1 sous-diacre, 8 diacres et 7 prêtres. La septième, 2 diacres et 2 prêtres. En tout 67 prêtres ¹.

Donc Bécherel ordonna, à lui seul, dans l'espace d'un an, pour le compte de son collègue du Calvados, soixante-sept prêtres. En ajoutant ceux qui furent ordonnés par l'évêque de l'Eure et par Fauchet lui-même, le chiffre total devait s'élever à 200 environ. Deux cents prêtres ordonnés dans un an pour un seul diocèse ! Certes, il y avait le nombre ; mais on est obligé de dire que c'était au détriment de la qualité.

L'évêque de l'Eure conféra les ordres à d'autres aspirants, en février et mai 1792, et la cérémonie d'ordination se fit dans l'église de Bernay, ancien diocèse de Lisieux, où Lindet était curé lorsqu'il fut élu évêque constitutionnel. Le 1^{er} février 1792, il écrit, de cette ville, à son frère :

« Messieurs de Bayeux arrivent, et je vais faire des prêtres pour M. Fauchet ² ». La lettre du 18 mai de la même année que nous avons citée plus haut, et dans laquelle il parle d'une autre ordination comprenant des ordinands du Calvados, est également datée de Bernay ³.

Comme on le voit, les ordinations se succédaient à de

¹ Arch. de l'évêché de Coutances.

² Ouvrage déjà cité.

³ « Pour frais de voyage à Bernay, pour l'ordination, 56 livres ». (Mémoire de Dabit). — Archiv. du Calvados, série Q. (Séquestre).

courts intervalles ; c'est ce qui faisait dire à l'évêque Lindet que la pépinière du Calvados était « inépuisable ».

On pourrait se demander si tous les clercs que comptait le diocèse de Bayeux, à l'arrivée de Fauchet, consentirent à être ordonnés par ce dernier et à faire partie du clergé constitutionnel. Nous savons que beaucoup s'y refusèrent. Citons-en quelques exemples :

En 1791, il y avait, sur la paroisse de Theil (district de Vire), un clerc tonsuré nommé Veniard-Deschamps. Son père l'engage à recevoir l'ordination des mains de l'évêque intrus ; le jeune homme repousse cette proposition avec horreur ; le père insiste et veut l'y contraindre ; le fils ne voit pas d'autre moyen, pour échapper aux obsessions dont il est l'objet, que de s'enfuir de la maison paternelle. Il se retire à la Trappe ; mais le monastère venait d'être fermé et les moines allaient partir pour l'étranger ; il n'hésita pas à les suivre ; il entra même dans l'ordre et mourut en Espagne sous l'habit de trappiste.

Vers le même temps, un autre clerc tonsuré, nommé Girard, de la paroisse de Notre-Dame de Caen, et appartenant à des parents devenus de fervents adeptes de la Révolution, fut soumis à la même épreuve. Comme il opposait la même fermeté, il se vit chassé de la maison paternelle. La Providence ne l'abandonna pas : des chrétiens fidèles et charitables lui fournirent les moyens de subsister. En 1795 ou 1796, il fut ordonné à Paris par l'évêque de Saint-Papoul, M. de Maillé. En 1802, à l'époque de la restauration du culte, il devint chapelain de Notre-Dame de La Délivrande.

Un abbé Sicot, qui avait reçu le sous-diaconat des mains de M. de Cheylus, est rencontré un jour, — c'était en 1793, — récitant son bréviaire. Soupçonné d'être prêtre, (il n'avait pas de signe particulier pour le faire reconnaître, le port du costume ecclésiastique étant interdit), on l'arrête, on lui demande s'il est prêtre. Il répond qu'il ne l'est pas. « — Qu'êtes-vous alors ? — Je suis sous-diacre. — Est-ce M. Fauchet qui vous a ordonné ? — Non, c'est M. de Cheylus,

mon évêque légitime ». On lui promet de le laisser en liberté s'il consent à recevoir les autres ordres des mains de l'évêque intrus. Sur son refus, il est conduit à la maison de détention. Lorsqu'il en fut sorti, après la Terreur, il se rendit à Paris, où il fut ordonné par le même prélat cité plus haut ¹.

Un certain nombre de minorés, sous-diacres et diacres s'embarquèrent à Bernières pour l'Angleterre, en septembre 1792, avec les prêtres non assermentés.

Le séminaire de Bayeux compte, du 18 octobre au 23 novembre 1791, vingt-quatre élèves. Ils furent, sans doute, tous ordonnés vers ce temps-là, car aucun d'eux ne figure parmi les vingt-six élèves inscrits dans la période du 23 novembre au 22 décembre de la même année. Dans celle qui va du 17 janvier au 2 mars 1792, le nombre des élèves est de vingt-neuf. Vingt-six furent ordonnés à cette dernière date et les trois autres ajournés à l'ordination suivante.

Au 25 avril, le séminaire compte treize pensionnaires ordinands, y compris les trois ajournés ; ce chiffre s'augmente de quinze d'abord, le 25 mai ; puis de six, le 16 juillet. Le chiffre total, à cette date, est de trente-quatre. Ils restent pensionnaires jusqu'au 23 septembre.

Du 22 octobre au 16 décembre, sept pensionnaires ordinands, dont quatre anciens et seulement trois nouveaux.

Du 6 février au 1^{er} mars 1793, six pensionnaires ordinands, dont quatre anciens et deux nouveaux.

Du 1^{er} mars au 1^{er} avril suivant, deux pensionnaires ordinands, dont un ancien, Lefèvre, et un seul nouveau, Lefranc.

Du 6 avril au 6 mai, le séminaire ne compte plus qu'un aspirant aux ordres, Lefèvre. Ce Lefèvre y séjourna pendant un an, ce qui était beaucoup, comparativement aux autres. Il fut enfin ordonné à cette date.

¹ Biblioth. de Caen. Manuscrit n° 140, in-f° : *Notes sur les persécutions éprouvées par les prêtres du diocèse de Bayeux à l'époque de la Révolution.* — Ce manuscrit a pour auteur M. Hébert, curé de Saint-Gilles de Caen après la Révolution.

Il n'en était ni plus digne, ni mieux préparé. Un document provenant des archives de l'évêché de Bayeux nous édifie sur son compte. Au moment du Concordat, il exerçait le culte dans la paroisse de Bonneville-la-Louvet ; or, voici le jugement porté sur lui, à cette époque, par l'administration diocésaine :

« Il existe dans cette commune deux prêtres, dont l'un nommé Lefèvre, dit « l'Alouette ». Encore garçon de café au Havre, à l'époque de la Révolution, il n'avait jamais fait d'études ; mais, entendant parler de la facilité avec laquelle M. Fauchet imposait les mains, il se présenta à lui, après avoir passé, les uns disent six semaines, les autres disent seulement quinze jours à apprendre, en français et en latin, quelques *quaeres* théologiques et les réponses. Le curé constitutionnel de Bonneville-la-Louvet ayant été chassé, il s'y introduisit comme curé bénévole. Une partie des habitants s'obstinèrent à ne pas le suivre, les uns parce qu'ils étaient persuadés qu'il n'était pas prêtre, les autres parce qu'ils tenaient des principes contraires. Les autorités civiles de ce temps-là ont été forcées de le censurer, et même de l'emprisonner, parce qu'il soufflait et entretenait la division ¹ ».

L'administration ecclésiastique était mal renseignée sur le temps passé par ce prêtre au séminaire. Son séjour y fut, comme on l'a vu, non pas de quinze jours ou même de six semaines, mais d'un an.

Le 3 mai 1793, le directoire du département ayant constaté que le séminaire se vidait (à cette époque il ne comptait plus qu'un élève), affecta ses vastes bâtiments à l'établissement d'un hôpital militaire, et le séminaire fut transféré dans la maison des « ci-devant Cordeliers ² ». Ce devait être pour

¹ Arch. de l'évêché de Bayeux. (Délibération du conseil épiscopal du 22 brumaire an XII (14 novembre 1803).

² Arch. du Calvados, série Q. (Séquestre).

bien peu de temps. Vide de ses religieux puis des séminaristes, cette maison fut affectée au logement des prêtres sexagénaires et infirmes du district, jusqu'au jour où ils furent transférés à Caen.

Du 30 mai à la fin d'août 1793, le séminaire compte un seul pensionnaire ordinand, Lecoq ; ce fut le dernier. On touchait à l'époque de la Terreur ; l'Église constitutionnelle s'effondrait sous le souffle de la persécution maintenant déchaînée contre elle. Deux mois après, l'évêque du Calvados portait sa tête sur l'échafaud. Le 4 février suivant (15 pluviôse an II), le séminaire était fermé.

Voici la lettre qu'à cette date le vicaire-supérieur, Dabit, adressait aux administrateurs du directoire du département :

« Le citoyen Jean-Baptiste Dabit, vicaire-supérieur du séminaire du Calvados, vous expose que ce séminaire devenant inutile, il est disposé, pour n'être point à charge à la République, à rentrer dans la classe des autres citoyens et d'abandonner une maison qui peut être d'une très grande utilité dans le moment actuel¹ ». Mais il demande que, pour lui permettre de payer les domestiques, l'administration veuille bien lui accorder un mandat de la somme de 600 livres. La somme fut allouée ; en même temps, on enjoignit au pétitionnaire de rendre, dans la quinzaine, ses comptes définitifs.

Malgré le choix peu scrupuleux qui présidait au recrutement du nouveau clergé, malgré la hâte apportée à sa formation, malgré des ordinations répétées, l'administration ecclésiastique manquait de sujets pour remplacer les prêtres non assermentés. Dans beaucoup de paroisses menacées de suppression, les curés qui avaient refusé le serment et qu'on n'avait pu remplacer y avaient continué leurs fonctions.

L'administration départementale s'émut de cette situation.

¹ Arch. du Calvados, série Q. (Séquestre).

et, pour y mettre ordre dans la mesure du possible, elle prit l'arrêté suivant :

« Le conseil du département s'étant fait représenter les listes des ecclésiastiques insermentés demeurés en fonctions, soit parce que leurs paroisses sont comprises dans le projet de suppression, soit parce que les successeurs qui y ont été nommés n'ont pas pris possession, ou autrement, et, prenant en considération les divisions que ces ecclésiastiques fomentent et entretiennent parmi les citoyens, arrête :

« ARTICLE PREMIER. — Aucun ecclésiastique non assermenté ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, exercer de fonctions publiques.

» ART. 2. — Le conseil charge le directoire du département d'écrire de la manière la plus pressante à MM. les vicaires épiscopaux pour les engager à envoyer, sans délai, des prêtres assermentés à la desserte des différentes églises du département dont les desservants actuels ont refusé le serment prescrit par la loi.

» ART. 3. — A défaut de prêtres en nombre suffisant, les vicaires assermentés des différentes paroisses de campagne seront employés auxdites dessertes.

» ART. 4. — Dans le cas où il ne se trouverait pas de prêtres en nombre suffisant pour faire les fonctions publiques dans ces églises, actuellement desservies par des non assermentés, celles desdites églises où il ne pourrait être pourvu seront fermées provisoirement, jusqu'à ce qu'il soit possible de les faire desservir, en observant de proposer, de préférence, à celles non comprises dans le projet de suppression ¹ ».

D'après les « listes » dressées par les différents districts et envoyées au département, comme celui-ci le demandait, le

¹ Arch. du Calvados, série Lm. (Police).

nombre des ecclésiastiques insermentés restés en fonctions s'élevait à deux cents environ.

Conformément à l'arrêté que nous venons de citer, il fut écrit aux vicaires épiscopaux pour leur enjoindre de faire connaître à l'administration supérieure le nombre des prêtres constitutionnels du département non encore pourvus « de fonctions publiques ».

» Tous, répondent les vicaires épiscopaux, sont employés dans le ministère. Malgré nos « ordinations multipliées », le fanatisme nous a fait éprouver jusqu'ici une si grande disette de prêtres, que, depuis longtemps, plusieurs paroisses manquent absolument des secours spirituels, sans que nous ayons pu encore les leur procurer ; c'est dans ces endroits, qui sont sans pasteurs, que nous devons surtout placer des prêtres constitutionnels. Pour MM. les prêtres non conformistes qui sont encore en fonctions publiques, nous sentons, comme vous, Messieurs, le danger de les y laisser dans les circonstances actuelles ; mais, manquant de prêtres, nous croyons qu'il importe plus à la tranquillité publique de les laisser encore quelque temps dans leurs fonctions, jusqu'à ce que nous ayons fait ordonner des prêtres pour les remplacer¹ ». Cette réponse porte la date du 2 août 1792.

Déjà, deux mois auparavant, le 7 juin, le vicaire Gasnier écrivait, « au nom du conseil épiscopal », au maire de La Chapelle-Hainfray, qui accablait celui-ci de demandes à l'effet d'en obtenir un prêtre pour cette paroisse :

« Nous éprouvons toujours une extrême disette d'ecclésiastiques. Il n'y avait que huit prêtres à notre ordination de la Trinité (2 juin), et qui tous étaient retenus pour des endroits en ayant un pressant besoin... Tâchez de trouver un prêtre dans vos environs (comme desservant) ; nous nous empresserons de lui donner des pouvoirs ».

Il faut croire que le maire, peu satisfait de cette réponse

¹ Archives du Calvados, série Lm. (Police).

dilatoire qui le laissait dans le même embarras, en référa au curé de Vaucelles de Caen, Hébert, — lequel, en qualité de vicaire épiscopal, devait avoir aussi sa part dans l'administration diocésaine, ou du moins devait jouir d'une certaine influence, — et lui communiqua la lettre des membres du conseil ; car, au bas de celle-ci, le curé de Vaucelles écrivit les lignes suivantes dans lesquelles, on doit le reconnaître, il fait preuve d'une bien grande liberté et franchise de langage :

« Vous, Messieurs du conseil épiscopal, faits pour remplacer les vides du département et non pour attendre une dispense de bans à donner à *douze*, où un seul suffit, vous aurez la bonté de vous transporter, un d'entre vous, après avoir pris votre conseil, en la chapelle Hainfray, proche Domley, pour y faire les fonctions curiales, vu qu'il n'y a aucun prêtre pour les exercer.

» Il est triste que, dans l'état actuel, *douze grands vicaires* soient inutiles dans le département du Calvados, où un seul suffirait, et où tous les autres doivent se partager charitablement, par religion et pour la religion, dans tous les endroits où le besoin l'exige, faute de quoi on se pourvoira au département pour y pourvoir.

» A Caen, ce 15 juin 1792.

» HÉBERT, *curé de Vaucelles*¹ ».

« Messieurs du conseil épiscopal » ne s'émurent point de cette mise en demeure ; aucun d'eux ne se détacha pour aller remplir à La Chapelle-Hainfray les fonctions curiales. Alors le maire, sans se décourager, s'adressa directement à l'évêque : il lui écrivit à Paris, « rue Chabanais, n° 46 ». Celui-ci lui répondit le 11 juillet :

« J'écris, par le même courrier, Monsieur et cher conci-

¹ Arch. du Calvados. (Dossier réintégré des archives du tribunal de Caen).

toyen, aux administrateurs du district de Pont-l'Évêque pour les engager à proposer au corps électoral un prêtre de Paris. J'en connais d'autres qui iront, selon leurs désirs, dans différents districts, excepté un qui n'a pas encore de choix déterminé et que je pourrais décider à accepter une cure dans celui de Pont-l'Évêque. Alors, j'écirai pour le faire connaître¹ ».

C'est en janvier et février 1791 que les curés, en leur qualité de « fonctionnaires publics », furent obligés de prêter serment à la Constitution civile du clergé ; or, dans le Calvados, deux cents environ² de ceux qui s'y étaient refusés se trouvaient encore en fonctions plus d'un an et demi après, faute de prêtres constitutionnels pour les remplacer, alors qu'on avait, selon l'aveu des vicaires épiscopaux, « multiplié les ordinations » et, nous sommes en droit d'ajouter, en dépit de l'appoint fourni par le clergé régulier, dont beaucoup de membres passèrent à l'Église constitutionnelle. La pénurie de prêtres assermentés, que nous venons de constater, jette un triste jour sur l'état de cette Église.

C'était justement l'époque où, en présence de l'agitation et des troubles que le schisme avait suscités dans toute la France, et dont on rendait responsables les prêtres réfractaires, l'Assemblée législative s'occupait à forger, contre ces derniers, des lois draconiennes. Un mois après, en effet, était promulgué le décret qui les condamnait à la déportation. Chose digne de remarque, les vicaires épiscopaux sont d'avis que, même « dans les circonstances actuelles », il y a plus de « danger » à retirer les prêtres non conformistes des paroisses où ils continuent d'exercer qu'à les y laisser, et que leur maintien — au moins provisoire — « importe à la tranquillité publique ». Cela confirme un fait, constaté par tous ceux qui se sont occupés de la Révolution, à savoir, les

¹ Arch. du Calvados. (Dossier réintégré des archives du tribunal de Caen).

² Sur près de mille, soit le cinquième.

demandes incessantes des populations réclamant des prêtres pour les desservir et l'embarras où se trouvèrent, plus d'une fois, les administrations devant les sommations énergiques — appuyées, au besoin, par des menaces — dont elles étaient l'objet.

Les auteurs de la lettre écrite en réponse à celle de l'administration départementale : Bajot, Simien Despréaux et Gasnier, « membres composant le conseil épiscopal », — c'est la qualification qu'ils se donnent, — proposent aux « membres composant le conseil général du département » une combinaison permettant de remplacer immédiatement les prêtres réfractaires : « Ce serait, disent-ils, d'envoyer comme desservants, dans les cures des non-conformistes, la plupart des vicaires des paroisses des campagnes ». Ils reconnaissent qu'« il est presque impossible de se passer de ceux des villes ». Mais, ici, une difficulté se présentait. Les vicaires étant autorisés par la loi à exercer le ministère où bon leur semblait, on pouvait se heurter à un refus de leur part. Le conseil général du département avait, selon eux, un moyen de trancher la difficulté : c'était, d'abord, de contraindre tous les curés réfractaires encore en fonctions de se retirer dès qu'eux, membres du conseil épiscopal, enverraient des desservants pour les remplacer; ensuite, d'obliger les vicaires des paroisses de campagne nommés par le même conseil épiscopal à une desserte, de s'y rendre, sous peine de privation de leur traitement. Nous ignorons si la mesure proposée fut adoptée; aussi bien, le directoire du département y eût-il été disposé, qu'il n'aurait pas été à même d'exécuter son dessein, puisque tous les prêtres réfractaires allaient bientôt tomber sous le coup de la loi qui les condamnait à la déportation.

Pour combler quelques vides, plusieurs vicaires épiscopaux acceptèrent la desserte de cures vacantes. Ainsi, de Croisilles fut desservant de Sept-Vents; Dabit, vicaire-supérieur du séminaire, se rendit plusieurs fois à Verson; un autre desservit Saint-Patrice de Bayeux; Donet desservit Bucels, dont il devint plus tard curé; Gasnier fut même nommé titulaire

d'Harcourt, etc. Il en résulta que toute l'administration du diocèse reposait sur quelques-uns seulement. Fauchet, en effet, depuis son élection à l'Assemblée législative, résidait à Paris et se déchargeait sur ses subordonnés du gouvernement de son diocèse du Calvados. Celui qui, dans le principe, avait été son bras droit, le fameux Chaix d'Est-Ange, avait quitté Bayeux. Les agissements auxquels il s'était livré, et le rôle joué, par lui, dans les luttes dont nous avons parlé, lui avaient créé, dans cette ville, une situation fautive ; il était assez avisé pour se rendre compte que ses opinions politiques n'étaient pas en harmonie, non seulement avec les administrations civiles, mais encore avec la grande majorité de la population. Au commencement d'octobre 1791, la première paroisse de Caen, Saint-Étienne, se trouvant vacante, il s'y fit nommer. Ce poste lui donnait plus d'influence : il comptait, d'ailleurs, remplacer là l'évêque constitutionnel ; peut-être celui-ci lui avait-il confié lui-même le soin de le suppléer auprès des patriotes du chef-lieu du département.

Ces six ou sept vicaires épiscopaux, entre les mains desquels se trouve concentrée l'administration d'un vaste diocèse, remplissaient leurs fonctions vaille que vaille. Au mois d'août 1792, la municipalité de Bayeux se plaint que plusieurs sont absents, alors, dit-elle, « qu'ils devraient être à leur poste dans les circonstances présentes ». Elle leur enjoint de s'y rendre au plus tôt. Les membres qui la composent ne s'en tiennent pas là : ils chargent un de leurs collègues de s'enquérir de ceux qui sont absents, afin que leur absence soit constatée « lorsqu'ils se présenteront pour avoir des certificats de résidence¹ ».

A la fin de mai 1793, la Société des Amis de la Constitution de Bayeux délègue auprès de la municipalité plusieurs de ses membres pour se plaindre « de la négligence des vicaires épiscopaux ». On leur reprochait d'avoir supprimé

¹ Arch. de la mairie de Bayeux. (Registre. D I, n° 17.

les messes qui, de temps immémorial, se célébraient, à la cathédrale, à cinq heures et demie, en hiver, et à quatre heures et demie, en été, et de se décharger, pour celles de six heures et d'onze heures, sur deux prêtres salariés par le district au lieu de l'être sur les gages des vicaires épiscopaux. Les délégués avaient mission de demander qu'à l'avenir « la nation ne soit pas obligée de payer des prêtres pour dire les messes de six heures et d'onze heures, alors que les vicaires ne font rien ¹ ». C'est un fait digne de remarque que celui de l'intérêt manifesté par les membres du Club de Bayeux pour le culte constitutionnel, ainsi que leur préoccupation d'en assurer l'exercice, et cela quelques mois seulement avant sa suppression totale et la fermeture des églises.

Les vicaires épiscopaux préféraient s'occuper de politique. C'étaient d'ardents « patriotes » ; malheureusement, ils n'étaient guère que cela ; le « patriote », chez eux, — comme chez leur « patron », — éclipsait le prêtre. Ils poussaient même parfois leur patriotisme à l'extrême. C'est ce qui arriva, en particulier, à l'un d'eux, Jean-Baptiste Legros ². Nous ne parlons pas de Chaix d'Est-Ange dont la conduite, sous ce rapport, est connue du lecteur. Le 17 mai 1792, jour de l'Ascension, Legros prononça, à la cathédrale de Bayeux, un discours beaucoup plus politique que religieux, dans lequel il émit des principes subversifs de tout ordre social, et qui furent jugés « incendiaires » par la municipalité. Celle-ci écrivit aussitôt au conseil épiscopal pour s'en plaindre, et, en même temps, pour lui annoncer que des poursuites seraient exercées contre le citoyen Legros. Alors de Croisilles et Simien Despréaux se rendent au bureau de police et expriment leurs regrets

¹ Archiv. de la mairie de Bayeux. (Registres de la Société des Amis de la Constitution, séances des 26 et 27 mai 1793).

² J.-B. Legros était originaire de Gray (Haute-Saône), diocèse de Besançon. Fauchet l'avait connu, sans doute, à l'époque où il habitait Besançon, ou bien lorsqu'il alla prêcher à Gray.

des écarts dont leur collègue s'est rendu coupable. Ils sont « les premiers, disent-ils, à déplorer le sermon, pour le moins imprudent et indiscret, de M. Legros » ; ils ajoutent que le coupable « paraît repentant ». En tout cas, « ils peuvent assurer qu'à l'avenir il ne sera prononcé, dans la chaire de la cathédrale, aucun discours où il sera question de politique ». Les membres de la municipalité composant le bureau de police consentirent, devant ces explications, à ne pas donner suite à leur projet de poursuites.

Mais le citoyen Legros était rien moins que « repentant ». A quelques jours de là, il va à Caen, où, « égaré par des inspirations peu sages », il dénonce à la Société des Amis de la Constitution la lettre que la municipalité a écrite au sujet de son discours, et prend la résolution de faire imprimer et publier lettre et discours. Alors, les membres du conseil épiscopal se rendent, en corps, à l'hôtel de ville « pour, au nom de M. l'évêque du Calvados et en celui de tous ses vicaires, improuver le discours et la conduite de M. Legros ». La municipalité fut sensible à cette démarche collective ; elle se déclara satisfaite, protestant même qu'« elle ne cessera de rendre, en tous lieux et en toutes circonstances, au conseil épiscopal, la justice qu'il mérite, et de saisir toutes les occasions d'entretenir la bonne harmonie qui a toujours existé entre eux et elle ¹ ».

Quelques mois plus tard, en septembre, le vicaire épiscopal Legros est envoyé par le directoire du département, avec un autre citoyen du nom de Le Gendre, dans différentes municipalités du Calvados, pour presser l'enrôlement des volontaires et « exciter le zèle des citoyens à courir en grand nombre à la défense de la patrie ». Singulière mission et étrange besogne — il faut en convenir — pour un vicaire épiscopal ! C'est une preuve que le département, moins sévère que le corps municipal de Bayeux et sans doute d'idées plus avancées, ne tenait pas rigueur au citoyen Legros

¹ Archiv. municip. de Bayeux. (Registres des délibérations).

de son discours du mois de mai précédent, si tant est qu'il ne fut pas, à ses yeux, un titre de recommandation.

Les principes que cet ecclésiastique débita, au cours de sa tournée, n'étaient cependant pas moins subversifs, d'où il est permis d'inférer qu'il ne s'était pas assagi. En voici un exemple :

Le 17 septembre, étant à Condé-sur-Noireau, il « déclara publiquement, en présence du peuple assemblé, qu'on pouvait se porter chez tous les aristocrates et chez tous les ci-devant nobles et seigneurs, et leur enlever leurs chevaux de luxe et tous les fers qu'on pourrait trouver qui seraient propres à la fabrique des piques ». Il fut, paraît-il, obéi sur-le-champ. Des gardes nationaux se rendirent au château d'un M. de Carbonnel, à Vassyet, « s'emparèrent des chevaux et enlevèrent les grilles du château ¹ ».

Nous avons parlé, plus haut, de la négligence apportée par les vicaires épiscopaux dans leur service. De temps en temps, cependant, ils donnaient signe de vie par quelque mesure administrative. Beaucoup d'ecclésiastiques insermentés s'étaient retirés à Bayeux, et célébraient leurs messes à la cathédrale. Comme ils étaient inconnus des vicaires épiscopaux, ceux-ci voulurent s'assurer de leur identité, en exigeant qu'à l'avenir tous les prêtres étrangers seraient tenus de produire, soit devant la municipalité, soit devant le conseil épiscopal, leurs lettres de prêtrise, moyennant quoi ils recevraient, du sacristain de la cathédrale, les ornements nécessaires pour célébrer la messe. Seuls, les ecclésiastiques insermentés « ci-devant attachés à l'église cathédrale et aux églises paroissiales de Bayeux » étaient exempts de cette formalité. La mesure fut sanctionnée par un arrêté municipal du 24 février 1792 ².

On s'appuyait sur un décret de l'Assemblée nationale du

¹ Archiv. de Condé-sur-Noireau. (Registre des délibérations ; séance du 16 novembre 1792).

² Registres de l'hôtel de ville de Bayeux.

7 mai de l'année précédente. Aux termes de ce décret, il était défendu à tout curé, démissionnaire pour refus de serment et remplacé, de continuer à célébrer, dans son église, aucune cérémonie du culte autre que la messe.

Une des occupations de l'administration diocésaine du Calvados, comme, du reste, de toutes les administrations diocésaines, était l'expédition de dispenses de bans, d'empêchements de mariage, de lettres d'ordination ou d'institution canonique, autrement dit de « commissions », d'après des formules imprimées, conservées, en nombre, aux bureaux de la chancellerie. Nous avons mis déjà sous les yeux du lecteur certaines de ces formules ; la note ci-dessous en reproduit deux autres d'espèce différente ¹.

¹ Formule de dispense de bans :

« Claude Fauchet, par la grâce de Dieu et la volonté du peuple, dans la communion du Saint-Siège apostolique et dans la charité du genre humain, évêque du Calvados, à nos très chers.....

» Salut et bénédiction en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

» Nous vous accordons dispense..... à l'effet de contracter mariage en face de la sainte Église catholique, apostolique et romaine, pourvu qu'il n'y ait pas d'autre empêchement légitime à votre mariage, et en observant tout ce qui est prescrit par les lois de l'Église et de l'État.

» Donné à Bayeux, sous notre seing et celui de notre vicaire épiscopal, notre scel et le contre-seing de notre secrétaire, le..... jour du mois de..... mil sept cent quatre-vingt..... »

Un tirage de cent exemplaires sur un quart de papier de compte (35 × 20), fut fait le 2 avril 1792.

Formule de dispense d'empêchement de mariage :

« Vu la requête à nous présentée par..... à l'effet d'obtenir, pour les raisons référées en ladite requête, dispense sur un empêchement canonique..... l'information faite, tant sur ledit empêchement que sur les causes justes et légitimes d'accorder ladite dispense ; Nous, au nom de la sainte Église catholique, apostolique et romaine, avons accordé, et, par ces présentes, accordons dispense sur ledit empêchement ; donnons plein pouvoir au propre curé des contractants, ou à tout autre prêtre, par lui à ce légitimement délégué, de célébrer le mariage entre lesdits suppliants, pourvu qu'il ne se trouve pas d'autre empêchement canonique ou civil, et en observant, d'ailleurs, tout ce qui est requis par les lois de l'Église et de l'État.

» Donné à Bayeux, sous notre seing, etc. »

Tirage de cent exemplaires, fait le 17 avril 1793 (39 × 26).

A propos de dispenses, il se présentait parfois des cas assez curieux, celui-ci, par exemple :

Le 26 mai 1791, un homme de la paroisse de Maizet, veuf et père de trois enfants en bas âge, désirait se remarier avec une personne, sa parente « au deuxième degré de consanguinité », et domiciliée sur la paroisse de Grimbosq. Il sollicita et obtint de l'autorité diocésaine dispense « pour procéder, selon les Saints Canons, à la célébration du futur mariage ». La supplique portait la date du 26 mai ; le 30, la dispense était accordée, au nom de l'évêque, par « Hébert, curé de Vaucelles et vicaire général ». Mais le malheur voulut que les curés de Maizet et de Grimbosq fussent insermentés ; ils refusèrent de publier les bans et, à plus forte raison, de célébrer le mariage ; ils estimaient, à bon droit, que la dispense était nulle, ceux qui l'accordaient étant, aux yeux de l'Eglise, — par leur qualité de jureurs, et surtout d'intrus, — dépourvus de juridiction. Il fallut alors recourir directement à l'évêque constitutionnel. Celui-ci ne fut point embarrassé ; il trancha la difficulté en autorisant un prêtre juteur du voisinage, le curé d'Amayé-sur-Orne, « ou tel autre prêtre par lui commis à cet effet, de donner la bénédiction nuptiale aux deux futurs, nonobstant la consanguinité, eu égard à la dispense déjà accordée et que nous confirmons, et sans publication de bans, accordant auxdits futurs la dispense de trois bans, à raison des circonstances ».

Cette autorisation porte la date du 22 juin. Le prélat tint à spécifier qu'il avait recours à ce moyen parce qu'il préférerait « les voies de la douceur à la rigueur qui aurait pu être employée pour contraindre les deux prêtres réfractaires à ne pas troubler, par un semblable refus, l'ordre public¹ ».

Le mariage, frappé à l'avance de nullité, eut lieu, en effet, à Amayé-sur-Orne, le 25 juin, et fut béni par le curé juteur

¹ Arch. du Calvados, série E. (Supplém.).

de cette paroisse. L'Assemblée nationale avait interdit aux évêques constitutionnels tout rapport avec Rome ; cette défense n'était pas pour les embarrasser : ils dispensaient de tout, comme ils se dispensaient de tout eux-mêmes.

Il convient de signaler, en 1792, la publication, par l'autorité diocésaine du Calvados, d'un *Ordo divini officii recitandi juxta Breviarium et Missale Bajocense pro anno Dni bissextili MDCCXCII. Pascha occurrente 8 aprilis*¹.

Cet *Ordo* ne se distingue en rien des *Ordos* antérieurs. Un autre fut publié pour 1793.

Il faut cependant rendre cette justice aux vicaires épiscopaux qu'au premier Carême (mars 1792), ils furent fidèles à faire, à la cathédrale, les prières et cérémonies d'usage. Ils semblent même avoir eu à cœur de ne pas se montrer inférieurs, sur ce point, à leurs devanciers. Dans la crainte que la population n'en fût pas suffisamment informée, ils firent placarder cet avertissement :

« Aux Fidèles de la ville de Bayeux :

» Très Chers Frères,

» Vous êtes avertis que, pendant le Carême prochain, il y aura sermon, les dimanches et fêtes, jusqu'au dimanche de Quasimodo inclusivement ; et, tous les jeudis, à dater du 1^{er} mars, il y aura Prière, Exhortation et Bénédiction du Saint Ciboire, entre six et sept heures du soir² ».

¹ 70 pages in-18, sans nom d'imprimeur. Un compte du trésorier de Saint-Laurent de Bayeux contient ces mentions :

31 décembre 1791, pour un directoire.	8 sols.
31 décembre 1792, d° 	10 sols.
9 avril 1793, pour les Saintes Huiles. . .	5 sols.

Quel fut le consécrateur de ces « Saintes Huiles » ? Nous l'ignorons.

² Biblioth. du chapitre de Bayeux. (N° 30, L-VI. Placard de 49 × 37).

Ce court avertissement était suivi de la liste des prédicateurs ¹.

Nous ignorons si l'appel fut entendu et quel succès obtinrent les « prédicateurs ». Si peu nombreuse que fût l'assistance, elle dut égaler facilement celle du Carême précédent. Ce dernier ne compta qu'un nombre infime d'auditeurs, « une douzaine », assure-t-on. On aurait peine à le croire, si le fait n'était rapporté par des personnes bien placées pour le savoir et tout à fait qualifiées pour en témoigner : ce sont les placeuses de chaises de la cathédrale.

Elles avaient acquis ce droit moyennant un fermage annuel de 700 livres, qu'elles payaient à la fabrique. La suppression du chapitre de Bayeux leur avait causé un préjudice notable. Elles s'adressèrent à la municipalité pour lui demander « de prendre en considération les pertes qu'elles avaient éprouvées ». Elles exposent que le « Carême », qui est le temps qui leur permettait de payer la majeure partie de leur fermage, « n'a rien procuré ». « Il est notoire, ajoutent-elles, qu'il n'y avait souvent pas une douzaine de personnes ». Quatre sermons prêchés à la cathédrale par l'évêque constitutionnel, après son arrivée dans le Calvados, et qui avaient rapporté vingt-quatre livres chacun, leur avaient permis de faire une recette plus fructueuse. Et encore cette recette n'était-elle pas ce qu'elle aurait dû être, pour cette raison que « le public se place actuellement dans les bancs des chanoines », ce qui les oblige à « fournir leurs chaises

¹ Voici cette liste :

	MM.
Le mercredi des Cendres.	POMMIÈS.
Le premier dimanche du Carême. . .	LA CAUVE.
Le second dimanche.	DABIT.
Le troisième dimanche.	DESPRÉAUX.
Le quatrième dimanche.	GASNIER.
Le dimanche de la Passion.	PORTAILLIER.
Le jour de l'Annonciation.	POMMIÈS.
Le dimanche des Rameaux.	LEGROS.
Le Vendredi-Saint.	LA CAUVE.
Le Jour de Pâques.	LA CAUVE.
Le dimanche de Quasimodo.	DESPRÉAUX.

à MM. les ecclésiastiques, tant de la cathédrale que du séminaire », d'où résulte, pour elles, « une perte considérable ».

Les mêmes personnes nous apprennent que, depuis l'arrivée de « M. Fauchet, tout le monde prend l'habitude de se placer au chœur pour assister à l'office ¹ ».

Au mois d'octobre de la même année, le conseil épiscopal du Calvados, en vue d'obtenir la cessation des pluies persistantes qui désolaient les campagnes, décida qu'il y aurait, à la cathédrale de Bayeux, des « Prières des Quarante-Heures », suivies d'une procession solennelle à l'église de Saint-Exupère. Les fidèles en furent avertis par l'Avis suivant, affiché dans les différents quartiers de la ville :

« Vous êtes avertis que demain vendredi, douze du présent, et les deux jours suivants, il y aura, dans l'église cathédrale, les « Prières des Quarante-Heures, avec exposition du Très Saint-Sacrement, à six heures du matin ; messe haute à neuf heures ; et salut à six heures du soir. Les prières seront terminées par une procession solennelle à l'église de Saint-Exupère, pour obtenir de la miséricorde divine un temps favorable aux biens de la terre ² ».

Huit jours après, aucune variation ne s'étant produite dans l'atmosphère, toujours pluvieuse, le conseil crut devoir prescrire d'autres prières de pénitence. La nouvelle en fut transmise aux fidèles de la même manière que précédemment et dans les termes suivants :

*« Le Conseil épiscopal du Calvados aux Fidèles
de la ville de Bayeux :*

» Le temps déplorable que nous éprouvons depuis plus de six semaines est un véritable fléau ; ce n'est que par des

¹ Arch. de la mairie de Bayeux. (Liasse Z 9. — Année 1790 à an XIII).

² Bayeux, chez la veuve Nicolle, imprimeur, Grande-Rue Saint-Jean. (Placard 33 X 24. — Biblioth. du chapitre de Bayeux, n° 304-VI).

prières continuelles et ferventes que nous pouvons en obtenir la cessation de la miséricorde divine ; en conséquence, à partir de ce jour, 20 octobre 1792, l'on fera, dans l'église cathédrale, à six heures du soir, et dans les autres églises de cette ville, pendant neuf jours consécutifs, des prières avec la bénédiction du Saint Ciboire. Cette neuvaine sera terminée par une procession générale à l'église Saint-Exupère, à laquelle on portera la châsse de saint Fauste¹ ».

Ce système d'affiches et placards, insolite à cette époque, donnerait à croire qu'on ne s'empressait guère aux offices célébrés par le clergé constitutionnel. En effet, s'il y avait eu foule, pareille réclame, semble-t-il, eût été superflue.

On peut deviner en quel état d'anarchie se trouvait le vaste diocèse du Calvados avec un évêque non résidant, une administration confiée aux mains d'une poignée de vicaires épiscopaux, dont la plupart n'étaient rien moins que recommandables², que nous verrons, dans un an ou deux, contraindre des mariages sacrilèges, au mépris des condamnations portées par leur propre évêque ; avec un clergé recruté dans les conditions que nous avons fait connaître et formé de la façon que nous avons dite. Et cette situation n'était point spéciale au Calvados : elle était commune, à peu d'exceptions près, à tous les départements. Ainsi s'expliquent les défections qui se produisirent postérieurement, lorsque la Convention eut décrété l'abolition de tout culte et que l'État eut ouvert perfidement

¹ Bayeux, de l'imprimerie de la veuve Nicolle. (Placard 45 × 33. — Biblioth. du chapitre, n° 304-VI).

² Voici le jugement que porte sur eux, dans ses *Mémoires manuscrits*, l'abbé Bisson, second successeur de Fauchet, peu suspect cependant : « Tous les vicaires épiscopaux furent étrangers au diocèse. Ce furent tous gens d'esprit et ardents patriotes, mais, malheureusement, peu remplis de l'esprit de leur état. Toutefois, M. Bajot, premier vicaire [après la nomination de Chaix d'Est-Ange à la cure de Saint-Etienne de Caen], eut l'estime du diocèse... Presque tous les autres ont très mal tourné. Les uns se sont mariés ; d'autres ont pris le parti des armes ; d'autres se sont lâchement rétractés ». Ces derniers mots trahissent le schismatique opiniâtre que fut l'abbé Bisson ; ils visent M. de Croisilles, qui répara noblement sa conduite.

dement la porte à l'apostasie : ce fut alors une véritable débâcle. L'Église constitutionnelle s'effondra dans la boue et le mépris ; la persécution avait été la pierre de touche de ces « fonctionnaires sacerdotaux ». Plus tard, après la tourmente, le patriarche de l'Église constitutionnelle, Grégoire, s'emploiera à galvaniser cette poussière, à rassembler ces membres épars, et il s'appliquera à leur infuser la vie ; mais le succès sera loin de répondre à ses efforts. L'Église constitutionnelle portait en elle-même un germe de mort, à savoir, son caractère schismatique ; rien ne pouvait la sauver : elle était condamnée à périr. Elle se traînera lamentablement jusqu'au Concordat, qui lui donnera le coup de grâce.

Nous venons de parler de l'anarchie à laquelle était en proie l'Église constitutionnelle du Calvados. Il fut un moment où l'administration diocésaine devint la reproduction de la cour du roi Pétaud, ou, si l'on préfère, une imitation de la Tour de Babel. Au moment de la Révolution, la ville de Bayeux comptait quatorze paroisses ; la plupart furent définitivement supprimées en 1793, et leur territoire rattaché à l'église cathédrale. Comme nous avons eu déjà occasion de le dire, aux termes de la Constitution civile du clergé les curés dont les églises étaient supprimées et réunies à l'église cathédrale devenaient, de plein droit, vicaires épiscopaux. Les quatre curés qui avaient prêté serment revendiquèrent ce droit, par signification faite à l'évêque. Mariette, qui, en 1791, était devenu curé constitutionnel de Saint-Vigor-le-Petit, éleva les mêmes prétentions ; c'est ce qui explique pourquoi, dans les significations faites, à ce sujet, ces curés signent : l'un, « premier vicaire épiscopal », l'autre, « deuxième vicaire épiscopal », etc. Ils rencontrèrent une vive opposition à leurs prétentions dans les premier et second vicaires épiscopaux, Bajot et Gasnier, nommés par Fauchet, qui jouissaient de toute sa confiance, et sur lesquels il se reposait de l'administration du diocèse ; mais, par contre, ils avaient pour eux Dabit, Michelet et quelques autres. Ceux-ci étaient bien aise de profiter de l'occasion pour faire pièce à leurs collègues, dont ils jalouaient l'autorité et l'influence :

ils formaient ce qu'on pourrait appeler le parti des mécontents. Ainsi, la division existait et entre les vicaires épiscopaux et entre plusieurs de ceux-ci et les curés de la ville épiscopale.

Biet, ex-curé de la Madeleine, se rendit à Paris pour défendre ce qu'il nommait ses droits et ceux de ses confrères. Nous possédons plusieurs lettres qui lui furent adressées, durant son séjour dans la capitale, par Le Menand, ex-curé de Saint-Sauveur, et par Lécuyer, ex-curé de Saint-Jean. Les extraits suivants que nous en donnons permettront au lecteur de se rendre compte du conflit, et de constater qu'il était parvenu à l'état aigu.

Le Menand écrit, à la date du 4 septembre 1793 :

» Très cher confrère et fidèle ami,

» Chaque jour nous apprend les obligations nouvelles¹ que nous t'avons ; il fallait tous les soins et tous les mouvements que tu t'es donné pour amener, en aussi peu de temps et aussi bien, notre affaire au point où la voilà déjà parvenue. Quelle en sera l'issue définitive ? Le décret [de suppression] sera-t-il rapporté purement et simplement, ou sera-t-il expliqué de manière qu'on ne puisse nous l'opposer et qu'il ne puisse nous porter aucun préjudice, ou succomberons-nous tout à fait sous la violence et l'injustice de Fauchet ? »

Il l'informe ensuite qu'il s'est rendu à Caen « auprès des représentants députés » présents dans cette ville ; mais il y avait été devancé par leurs adversaires. Ces gens, dit-il, « ont intrigué de toutes manières et même pas par toute la délicatesse possible ». Il espère toutefois que ce sera en pure perte. « Tu n'ignores pas, sans doute, ajoute-t-il, que Bajot est à Paris et qu'il n'y travaille pas dans ton sens ni pour toi ». Il présume que Donet y est également¹.

Lécuyer écrit, de son côté, à la date du 5 :

« L'office se fait pitoyablement. Il n'y avait, dimanche,

¹ Biblioth. municip. de Caen. (Recueil : *Bayeux*, I).

que trois vicaires et nous trois au chœur. Jugez du bon effet. La messe de neuf heures a manqué hier. Les patriotes erient et les aristocrates triomphent¹ ».

Le 8, nouvelle lettre du même au même.

Les anciens curés prétendaient exercer leurs fonctions à la cathédrale, à laquelle ils se disaient attachés, désormais, en qualité de vicaires épiscopaux ; mais Bajot, Gasnier et Pommiès ne l'entendaient pas ainsi. Il se produisait, entre les uns et les autres, des altercations qui donnaient lieu, parfois, à des scènes regrettables. « Les vicaires du despote Fauchet, dit-il, mettent tous les jours des entraves à l'exercice de nos fonctions. Voyant que personne ou presque personne ne leur donne sa confiance, ils mettent tout en œuvre pour l'obtenir. Si ce n'est pas de bonne volonté, c'est par la force ». Et, comme « exemple de leur despotisme », il cite le fait suivant, lequel est, en effet, absolument typique :

« Hier, 7 du présent mois, je fus requis pour administrer le baptême à l'enfant d'une famille demeurant sur votre ci-devant paroisse. Je me présentai pour remplir les fonctions de mon ministère ; mais M. Gasnier, remplaçant M. Donet, me dit qu'il était de semaine et que je ne baptiserais pas cet enfant. J'insistai, mais il me menaça de me traduire devant les tribunaux. Voyant que cela ne m'intimidait pas beaucoup, il fit défense au citoyen Frémanger, sacristain, de me donner la clef de la chapelle des fonts, qu'il avait fait fermer. La crainte d'un scandale public et de faire triompher l'aristocratie, l'amour de la paix me firent mettre bas l'étole et le surplis, et m'engagèrent à me retirer, en prenant cependant des témoins et en les priant de se ressouvenir de l'insulte qui m'était faite par le sieur Gasnier ».

Il lui annonce ensuite que le curé de Saint-Sauveur, Moul-land, avait été, le samedi précédent, « traité indignement par

¹ Biblioth. municip. de Caen. (Recueil : *Bayeux*, I).

le « petit Pommiès ». « Ces Messieurs, ajoute-t-il, prétendent établir une inquisition sur les consciences, et la liberté, qu'ils font sonner bien haut, n'est pour eux qu'un vain mot, lorsqu'il est question de satisfaire leur ambition ».

Il signe : « Lécuyer, curé de la ci-devant paroisse Saint-Jean et vicaire épiscopal ».

Tout cela était loin d'être édifiant et nullement de nature à relever le prestige, depuis longtemps compromis, du clergé constitutionnel du Calvados.

Fauchet, avons-nous dit, résidait à Paris, où le retenaient ses fonctions de député à l'Assemblée législative. La lettre suivante, écrite par lui le 23 novembre 1791, peu de temps, par conséquent, après son départ pour la capitale du royaume, paraît indiquer qu'il n'était guère disposé, sinon à rentrer dans son diocèse, du moins dans la ville épiscopale de Bayeux ; il semble encore tout meurtri des coups reçus dans les luttes opiniâtres qu'il y a soutenues, et dont on a lu le récit. En tout cas, il a toujours sur le cœur les déboires qu'il y rencontra ; il n'a rien oublié. Cette lettre est une réponse à celle que M. Duhamel de Vailly, notaire et membre de la Société populaire de Bayeux, lui avait écrite pour lui faire part de sa nomination comme maire de cette ville :

« Je suis très sensible, Monsieur et cher patriote, à la marque d'amitié que vous me donnez en me faisant part de votre nomination à la place de maire de la ville de Bayeux. Ce choix, ainsi que celui de nos frères qu'on a élus procureur de la commune et officiers municipaux, démontre le civisme qui anime la majorité des citoyens.

» S'il m'était possible d'oublier jamais les trahisons, les perfidies et les noirceurs de la minorité aristocratique et infâme qui a eu l'impudence de m'y faire les plus insolents outrages, je me retrouverais heureux d'habiter une cité dont la municipalité serait composée de mes meilleurs amis ; mais je rencontrerais encore, dans l'administration du district, les ronces de la haine et les épines de la mauvaise foi ; dans le tribunal, des hommes éhontés qui mettent leur honneur

dans la persécution des bons citoyens et leur bonheur dans les plus sanglantes et les plus atroces injustices envers les zélés défenseurs de la patrie. Quand on a du sang dans les veines et le feu sacré de la liberté dans l'âme, on ne se remet pas à la merci de pareils monstres. Il n'est pas jusqu'au receveur du district qui épuise toutes les chicanes les plus malhonnêtes pour retenir encore mon traitement...¹ Ces infâmies-là auront un terme, je l'espère. J'aimerais mieux vivre, dans un coin de village, avec des bêtes fauves qu'avec de pareils chicaneurs² ».

Mais le plaisir de se retrouver dans la capitale du Royaume, s'il ne lui faisait pas oublier tous les chagrins éprouvés dans le Calvados, lui en adoucissait au moins l'amertume.

Ce fut le 25 septembre 1791, avons-nous dit, que Fauchet partit de Caen pour se rendre à Paris, où l'appelaient ses nouvelles fonctions de député. Son séjour dans son diocèse fut, en réalité, de moins de cinq mois, ce qui ne l'empêcha

¹ Il jouissait d'un traitement de douze mille livres. C'était le traitement alloué par la Constitution civile (titre III, art. 3) aux évêques des villes dont la population était au-dessous de 50.000 âmes. On devait aussi leur fournir le logement. Quand l'évêque du Calvados se fut transporté à Paris, il réclama une indemnité de logement. En novembre 1792, Lemarchand, « porteur de ses pouvoirs », s'étant présenté inutilement chez le receveur du district pour la toucher, en référa au département. Après avis du directoire du district de Bayeux, le directoire du département la fixa, le 25 janvier 1793, à douze cents livres par an, payables par trimestre.

Le 22 juin 1791, Fauchet se rendit acquéreur, pour la somme de dix mille livres, de deux petites maisons, situées impasse Glatigny, et ayant appartenu au chapitre. Il dut les revendre à quelque temps de là.

Le 10 avril 1793, il fit une acquisition beaucoup plus importante. Il acheta, par le même intermédiaire, l'ancien doyenné du chapitre, pour la somme de 30.600 livres. L'évêché étant alors occupé par la mairie, le tribunal et l'administration du district, peut-être voulait-il y loger ses vicaires, ou bien, dégoûté de la politique, se proposait-il de revenir à Bayeux. Après la Révolution, son frère et héritier, Guillaume Fauchet, loua d'abord cette maison à M^r Brault, puis, un peu plus tard, il la céda au département pour le prix qu'elle avait coûté.

² Cette lettre autographe appartient à M. le chanoine Deslandes.

pas, on se le rappelle, de se vanter, non sans orgueil, d'avoir plus fait en ces cinq mois que d'autres en vingt ans¹.

Certes, il s'était remué beaucoup ; mais quelle besogne, à bien prendre, avait-il faite ? A part quelques exceptions, son clergé était le déshonneur et la honte du sacerdoce, à tel point qu'au Concordat, M^{gr} Brault se vit obligé, lorsqu'il s'agit de procéder à la nomination des curés et desservants, de rejeter un bon nombre d'anciens constitutionnels, comme trop indignes ; les populations elles-mêmes s'en détournèrent avec dégoût. La lettre suivante, que ce prélat écrivit au ministre des cultes, Portalis, pour se justifier de ne pas observer dans l'admission des membres du clergé constitutionnel la proportion demandée par le premier consul, et dont nous avons cité, plus haut, quelques extraits, en dit plus long que ne pourraient le faire toutes nos affirmations d'historien :

« Je n'ai point, dit-il, pris de grand vicaire dans la classe des prêtres constitutionnels, parce que je n'en connais aucun qui réunisse les qualités nécessaires pour une place si importante².

» ... Dans la nomination des cures et succursales, je n'ai pas exactement observé la proportion du tiers au quart. Les raisons qui m'ont décidé sont les suivantes :

» 1^o Le très grand nombre des communes desservies, depuis quelque temps, par des constitutionnels, ont témoigné la répugnance qu'elles avaient à ce qu'on leur donnât, à l'avenir, de tels pasteurs, et le désir de revoir à leur tête leur ancien curé ;

» 2^o La plus grande partie des constitutionnels de ce diocèse sont des prêtres ordonnés, pendant la Révolution, par Fauchet et ses successeurs ; beaucoup ne peuvent justi-

¹ *Journal des Amis* (pétition adressée à l'Assemblée nationale, le 2 septembre 1791). (V. p. 380).

² Il se vit pourtant obligé de prendre un grand vicaire parmi les constitutionnels. Son choix se porta sur M. de Croisilles, qui s'était rétracté de bonne heure et qui mourut saintement à Bayeux.

fier de leur état, ayant remis ou brûlé leurs lettres [de prêtrise]; d'autres ont figuré dans les scènes les plus scandaleuses et perdu tout droit à l'estime publique.

» 3^o Beaucoup d'entre eux, élevés dans les clubs jacobins, et liés d'amitié et de société avec ces hommes turbulents, ennemis de l'ordre et du Gouvernement, ne profitent du crédit qu'ils ont sur un peuple ignorant que pour fomenter le désordre ⁴ ».

Le tableau n'est pas flatteur pour le clergé constitutionnel; nous le croyons cependant conforme à la réalité. Il n'en pouvait être autrement avec un clergé improvisé. On ne fait pas des soldats en quinze jours, encore moins des prêtres; ou bien il faut se résigner à les avoir de qualité inférieure. Fauchet doit porter la responsabilité d'un pareil état de choses, l'ayant lui-même créé. Il s'est trouvé aux prises avec de graves difficultés et en face d'une situation embarrassante, nous le reconnaissons; mais cela ne l'autorisait pas à mettre à la tête des paroisses des pasteurs notoirement incapables ou indignes; mieux vaut, on l'a dit, dix prêtres de moins qu'un seul prêtre de trop. Dans une question aussi délicate il apporta la précipitation et le manque de mesure qui le caractérisaient. Ce à quoi lui et son conseil visaient, avant tout, c'était à remplacer, à bref délai, et par tous les moyens possibles, les ecclésiastiques insermentés; ce point leur semblait d'une nécessité urgente, primant, à leurs yeux, la qualité des sujets. Inspirés par cette idée, ils foulèrent aux pieds les lois si sages de l'Église et acceptèrent indistinctement tous les sujets qui se présentaient. Les défections que Fauchet vit se produire de son vivant durent l'éclairer et lui faire toucher du doigt l'erreur de sa conduite.

⁴ Biblioth. municip. de Caen. Recueil : *Bayeux*.

CHAPITRE XV

PERSÉCUTIONS CONTRE LES PRÊTRES INSERMENTES

Troubles occasionnés par la diversité des opinions religieuses. — Discours prononcés par Fauchet dans les débats qui eurent lieu à l'Assemblée législative, à propos des prêtres « réfractaires ».

Que devenaient, pendant ce temps, les curés et vicaires insermentés, communément appelés « réfractaires » ? La loi les autorisait à demeurer dans leurs paroisses, mais elle leur interdisait toute fonction du culte, la célébration de la messe exceptée. L'Assemblée législative avait voté cette mesure dans un but de pacification. Le résultat — on pouvait, d'ailleurs, s'y attendre — fut entièrement opposé à celui qu'elle avait eu en vue. La présence de deux prêtres d'opinions religieuses différentes devait créer et créa, de fait, dans chaque paroisse, un foyer d'agitation et de troubles, les habitants prenant parti, les uns pour le curé légitime, les autres pour l'intrus. Aux dissensions religieuses se joignaient les divisions politiques. Le curé insermenté, — qu'il le voulût ou non, — devenait, par le fait même, le centre de ralliement des ennemis du régime nouveau, tandis que les partisans de ce dernier se rangeaient autour du constitutionnel. Voici, d'après un témoignage contemporain, comment se produisait, d'ordinaire, la division dont nous parlons ; ce qui en est dit nous fait toucher pour ainsi dire du doigt et saisir sur le vif l'état d'esprit des populations de cette époque. Ce témoi-

gnage n'est autre que celui de M. Allais, curé de la paroisse Sainte-Catherine d'Honfleur.

Après avoir raconté son refus de serment et dit que lui et les autres prêtres insermentés continuèrent néanmoins d'exercer assez paisiblement les fonctions sacerdotales, « excepté la prédication », qu'ils prenaient soin de remplacer « par de pieuses lectures », le curé de Sainte-Catherine d'Honfleur ajoute :

« Les fidèles commencèrent alors à se diviser d'opinions : les uns, amateurs de nouveautés, et d'ailleurs fortement travaillés par des prédicants révolutionnaires, embrassaient avidement l'opinion du jour et en devenaient les ardents défenseurs ; d'autres, — et c'était le grand nombre, — gens sans éducation et sans principes, accoutumés à ne juger les choses que par ce qu'elles ont de sensible, n'apercevant d'ailleurs rien de changé dans l'extérieur de la religion, suivaient le torrent qui les entraînait et paraissaient indifférents sur les bonnes ou mauvaises qualités des ministres qui les dirigeaient. Une troisième classe, enfin, plus éclairée et plus attachée à la religion, et qui, grâce à Dieu, ne laissait pas que d'être nombreuse, voyait avec douleur le schisme et l'hérésie élever leurs têtes hideuses dans tout l'Empire français, l'irréligion faisant les progrès les plus rapides et l'athéisme s'avancant à grands pas sur les débris de l'autel. Cette dernière classe formait, en secret, la ferme résolution de souffrir mille fois la mort plutôt que de coopérer en rien aux coups sanglants qu'on se préparait à porter à l'Eglise. Elle approuvait la conduite des ministres fidèles à la religion, s'attachait à eux plus que jamais et gémissait amèrement sur le sort de ceux que des motifs trop humains faisaient succomber ».

La passion ne tarda pas à s'en mêler ; elle donna naissance à des haines dont l'effet se fit sentir jusqu'au sein des familles. La lettre de démission de l'évêque métropolitain de Rouen, Charrier de la Roche, écrite le 26 octobre 1791, nous offre un

tableau frappant de ces divisions. Voici le passage qui la termine :

« On suppose à ceux qui ne partagent pas les mêmes opinions des principes, une doctrine et des intentions qu'ils n'ont jamais eues... On leur impute des erreurs qu'ils désavouent hautement... On sème, on entretient l'aigreur et l'animosité entre les sectateurs les plus paisibles du parti qu'on n'a pas adopté ; tous les excès dont la raison rougirait, si la passion ne lui imposait pas silence, sont jugés légitimes. Dans cette lutte malheureuse, des catholiques conservent contre des catholiques un éloignement qu'ils ne manifestent jamais contre ceux qui ne professent pas le même culte... Deux cultes s'établissent au milieu de nous, dans la même croyance, et semblent s'anathématiser l'un l'autre en se disputant le titre légitime et sacré de l'orthodoxie ¹ ».

Les troubles occasionnés par ces divisions, et qui agiteront non seulement le Calvados, mais le pays tout entier, prendront une telle gravité que les pouvoirs publics ne verront — à tort assurément — d'autre remède à cette situation que celui d'une mesure extrême et radicale : la déportation en masse du clergé insermenté.

Les faits suivants, qui se passèrent à Condé-sur-Noireau, confirment, d'une façon éclatante, ce que nous venons de dire :

Le 30 mai, le procureur de la commune de cette petite ville se plaint, devant la municipalité, « que, depuis plus d'un mois, différents ecclésiastiques et laïques, par les propos et les conseils les plus séditeux, tendent à soulever une partie des habitants de la ville ». « Plus ces conseils se propagent, dit-il, plus la ville est en danger d'y voir une insurrection qui deviendrait funeste pour les prêtres assermentés et pour les bons patriotes... Ces différents ecclésiastiques et laïques

¹ Cité par M. le chanoine Pisani, *l'Episcopat constitutionnel*, p. 159-160.

vont, soit de jour, soit de nuit, dans des maisons où ils débitent journellement que la Constitution civile est schismatique ». Il ajoute que « les discours empoisonnés ont pris une telle confiance dans les cœurs des personnes trop crédules que, journellement, on ne voit presque plus personne assister aux messes des prêtres assermentés ¹ ».

La municipalité arrêta qu'une plainte serait adressée à l'accusateur public du tribunal de Vire, lequel « devra rechercher et poursuivre les auteurs de ces troubles ». Quelques jours après, cinquante-six personnes de Condé étaient assignées, par ministère d'huissier, à venir comparaître devant lui et à déposer soit comme prévenus, soit comme témoins.

Celui qui semble avoir été le plus compromis et sur lequel pesaient les charges les plus nombreuses était un jeune prêtre de vingt-sept ans, nommé Brusson. Il appartenait à la congrégation des Eudistes et était natif de Condé, où il habitait depuis quatre mois. Auparavant, il professait la théologie au séminaire de Séez. Un témoin l'accuse d'avoir dit que « si on renonçait au Pape, on renoncerait à l'Église ».

Jacques-Pierre Lemasson, jeune prêtre de vingt-six ans, également natif de Condé, dépose « que, depuis qu'il a été nommé desservant du vicariat de Saint-Sauveur de cette ville, il a vu le sieur Brusson, son ancien camarade, qui lui a parlé sur la Constitution civile du clergé et lui a fait des reproches d'avoir reconnu le sieur Fauchet pour évêque du Calvados et d'en avoir accepté des pouvoirs ; que toutes les absolutions qu'il donnerait et les sacrements qu'il administrerait seraient nuls et sacrilèges ; que la Constitution civile du clergé était schismatique et remplie d'hérésies, que l'Église la condamnait et que nous en avions des preuves certaines par les Brefs du Pape qu'il avait prêtés au déposant ; que ledit déposant ayant reçu les pouvoirs du nouvel évêque, lui, Brusson, ne pouvait communiquer avec lui *in divinis*, et qu'il

¹ Arch. du Calvados, série Lm (Police).

ferait l'impossible pour détromper le peuple ». Et, sur l'observation faite par le vicaire Lemasson que ces propos étaient très déplacés et que celui qui les tenait s'exposait à la rigueur des lois, Brusson « répondit qu'il ne craignait rien, que le plus beau jour de sa vie serait celui où il serait jeté en prison et même conduit à l'échafaud ».

Les sentiments de l'abbé Brusson étaient partagés par un autre jeune prêtre de Condé, J.-B. Mulot. On prêtait à ce dernier d'avoir dit : « On nous égorgerait plutôt comme des agneaux que de nous amener à changer d'opinion, parce que nous croyons que la Constitution civile du clergé est contraire à la religion ».

Un troisième est accusé par sa pénitente, jeune fille qui était à la veille de se marier, de lui avoir donné le conseil d'aller se marier ailleurs, « parce que, disait-il, si c'est un prêtre jureur qui vous marie, votre mariage ne vaudra rien : ce sera un concubinage, et vos enfants seront des bâtards ».

Une femme Lefèvre dépose que le curé de Coligny, Dufay, parlant, en sa présence, de la Constitution et du sieur Fauchet, dit « que les excommunications ou interdictions de ce dernier n'auraient pas plus de valeur que celles de la déposante ».

Un autre témoin dépose que « la mère de Brusson avait dit que le sieur Fauchet, évêque du Calvados, était un gueux et un scélérat ; qu'il avait commis un vol en prenant l'évêché du Calvados, et était indigne de remplir cette place ».

Une dame Hénault, « ci-devant noble », devant une personne qui parlait avantageusement du même prélat, avait tenu ce propos : « Oui, c'est un bel évêque ! On dit qu'en parlant de Jésus-Christ, il se sert de cette expression : « Jésus, » ci-devant Christ ».

La femme Roussel est accusée d'avoir, le lundi des Rogations, répondu à une autre qui l'invitait à se joindre à la procession [présidée par le clergé assermenté], « qu'elle se croirait damnée et livrée à tous les diables si elle le faisait ». De son côté, la femme Samson avait dit « que si elle savait que ses enfants vont au catéchisme des prêtres assermentés,

elle irait les faire sortir de l'église ; que ces prêtres étaient schismatiques ». A Marie Richier, ce ne sont pas seulement des paroles, mais des actes qui lui sont reprochés. Le jour du mariage de sa fille, elle se rendit à l'église, assista à la bénédiction nuptiale donnée par le curé de la paroisse, vieillard de soixante-onze ans qui avait eu la faiblesse de prêter serment à la Constitution civile ; mais elle refusa d'assister à la messe qu'il devait célébrer ensuite, « ne voulant pas, disait-elle, assister à la messe d'un prêtre jureur » ; et, malgré les instances qui lui furent faites, « elle sortit de l'église ».

A la suite de cette instruction, les prêtres Brusson et Mulet, furent, le 9 juillet, « décrétés de comparance personnelle » par les juges du tribunal du district de Vire. Mais, le 7 septembre, le tribunal les renvoya de toutes fins, « attendu, porte le jugement, leurs déclarations, dont il résulte qu'en manifestant leurs opinions religieuses ils n'ont jamais eu l'intention de troubler l'ordre public ».

Comme on le voit, l'affaire n'eut pas de suites graves ; mais elle montre quel était l'état des esprits et le degré de division créée par la néfaste Constitution civile du clergé.

C'est à la fin de mai 1791 — on se le rappelle — que, dans le Calvados, les curés qui avaient refusé de prêter le serment schismatique commencèrent à être remplacés par des constitutionnels ; mais peut-être ne sera-t-on pas fâché de connaître, par un exemple, comment s'opérait d'ordinaire cette substitution ; le récit nous en est fourni par l'auteur même du *Mémoire* manuscrit cité plus haut. Il rapporte que, parmi les prêtres constitutionnels nommés dans la première assemblée électorale tenue à Pont-l'Évêque, chef-lieu du district, un nommé Martin, originaire de cette ville, âgé d'environ vingt-huit ans, fut désigné pour la cure de Sainte-Catherine d'Honfleur. Cet ecclésiastique était, paraît-il, instruit, doué, par ailleurs, d'assez bonnes qualités ; il avait joui, jusqu'alors, d'une réputation irréprochable, mais il était dévoré d'ambition et plein d'estime de lui-même. Il n'en devint pas moins, dans la suite, aussi

acharné contre ses confrères insermentés que ceux dont le caractère pervers était mieux connu.

« Ce fut le 12 juin 1791, jour de la Pentecôte, raconte M. Allais, qu'il vint consommer son intrusion dans mon église de Sainte-Catherine. Il était accompagné d'une nombreuse garde nationale. Ce jour-là, j'étais resté à mon poste, comme les jours précédents. Dès cinq heures du matin, j'étais à l'église pour y chanter l'office avec mon clergé ; ensuite, nous confessâmes jusqu'à près de neuf heures, moment où il arriva. Je m'habillai alors pour dire la messe de neuf heures, à laquelle j'eus la consolation de voir autant de monde que l'église en pouvait contenir. Après ma messe et mon action de grâces faite à l'église, j'en sortis par la grande allée et la grande porte, mon surplis sous le bras et au conspect [à la vue] de tout le monde, aussi tranquillement et aussi posément que j'y étais entré lorsque j'en avais pris possession ».

Comme on l'a vu au chapitre précédent, l'installation du clergé constitutionnel donna lieu, plus d'une fois, à des troubles. Ces troubles ne firent que s'accroître dans la suite ; on en signale dans tous les districts du Calvados. Ainsi, le 20 juin, l'administration du département est « instruite des menées sourdes qu'emploient les ennemis du bien public dans plusieurs paroisses ». « Des esprits séduits et égarés par l'impulsion du fanatisme cherchent à soulever le peuple contre les curés qui se sont soumis à la loi ou contre les constitutionnels qui ont remplacé les réfractaires ; cette conduite séditieuse tend à troubler l'ordre, à entretenir l'anarchie et à provoquer la désobéissance aux véritables lois de l'Empire ». En conséquence, le directoire informe les municipalités « qu'il ne balancera pas, au premier signal d'insurrection, à faire marcher contre les paroisses rebelles la force publique, laquelle sera défrayée, pendant son séjour dans lesdites paroisses, par les habitants desdits lieux ; qu'il donnera les ordres les plus précis pour faire arrêter les

auteurs, complices et fauteurs des troubles et séditions, lesquels seront, incontinent, dénoncés à l'accusateur public pour être punis avec une sévérité exemplaire » ; il « invite les bons citoyens, tous les vrais amis de la patrie, à réunir leurs efforts pour affermir la paix, si désirable, et donner l'exemple salulaire de la soumission à la loi ¹ ».

Parmi les paroisses incriminées étaient celles de Ouistreham, de Douvres et de Monts.

A Ouistreham, « le ci-devant curé et le vicaire » avaient soi-disant troublé « le sieur curé constitutionnel dans l'exercice de sa place », et s'étaient permis d'accomplir certaines fonctions publiques du culte.

A Douvres, deux individus, Vincent Mauger, « ancien *custos* » de cette ville, et son fils, sont accusés d'avoir « troublé la tranquillité publique, en insultant divers particuliers revêtus des couleurs nationales et en les menaçant de la lanterne ».

A Monts, l'intrus se plaint des agissements du curé légitime Renault ; il l'accuse de soulever les habitants contre lui. « Plusieurs, dit-il, sont venus me trouver et m'ont dit que j'étais un f... gueux, un coquin, ainsi que l'évêque du Calvados ² ».

Nous avons déjà parlé, ailleurs, de l'effervescence occasionnée par la fuite du roi et son arrestation à Varennes.

Le 24 juin, le procureur-syndic du district de Bayeux signale cette effervescence à ses collègues :

« Les ennemis de la patrie, dit-il, s'agitent en tous sens pour nous replonger dans le trouble et l'anarchie. L'attentat commis sur la liberté du roi est pour eux un nouvel encouragement de poursuivre leurs coupables desseins. Le peuple est ému, la tranquillité publique est menacée ; les soupçons, les défiances s'accroissent, et — nous ne craignons pas de vous le dire — tous les égards se portent sur les prêtres non

¹ Arch. du Calvados, série L. (Registres du direct. du département)

² Arch. du Calvados, Lv. (Culte).

assermentés. Prévenons les funestes effets qui pourraient résulter d'un préjugé peut-être exagéré, mais que, dans ce moment-ci, tout nous porte à ne pas négliger ; ôtons-leur tout prétexte d'égarer les citoyens qui se portent en foule à leurs exercices »

Le moyen proposé par le procureur-syndic était aussi simple que radical ; il l'énonce en ces termes : « Fermer provisoirement toutes les églises et chapelles qui ne sont pas nationales ou qui ne sont pas louées à des particuliers pour l'exercice d'un culte religieux, conformément aux décrets de l'Assemblée nationale sur la liberté des cultes ¹ ».

Le directoire du département se préoccupa de cette situation et entreprit d'y porter remède. Le 25 juin 1791, il arrête « de dépêcher un courrier extraordinaire au Comité de constitution de l'Assemblée nationale et au ministre de l'intérieur pour les consulter relativement aux curés et vicaires réfractaires qui sont restés dans leurs paroisses ». Le procureur-syndic fut chargé de cette mission. En même temps, il décide « qu'il sera fait une proclamation relative à l'expulsion, de leurs paroisses, des prêtres réfractaires », sauf, au préalable, à « écrire à M. l'évêque pour lui témoigner le désir qu'a le directoire de se concerter avec lui sur cet objet ».

Le prélat s'empessa de déférer au désir des administrateurs. Le lendemain dimanche, le directoire s'assembla « extraordinairement » ; l'évêque constitutionnel assistait à la séance, et, de concert avec lui, fut rédigée la « proclamation » dont le projet avait été décidé la veille. Nous nous bornerons à en reproduire la partie essentielle :

« Instruits par divers rapports, plaintes et dénonciations que le plus grand nombre des curés remplacés et autres

¹ Archiv. du Calvados. (Registres du district de Bayeux).

ecclésiastiques rebelles à la loi du serment, qui ont continué de fixer leur habitation dans les paroisses où ils exerçaient les fonctions auxquelles ils ont renoncé par leur désobéissance, ne craignent pas d'y faire des prédications séditieuses et de pratiquer des manœuvres secrètes pour séduire les esprits faibles, égarer les consciences, ébranler le courage de leurs successeurs et renouveler, s'il était possible, ces scènes sanglantes du fanatisme qui flétrissent nos annales et ont coûté tant de larmes à l'humanité ;

» Considérant qu'un plus long séjour des pasteurs réfractaires dans les paroisses où ils ont conservé des habitations et des liaisons y entretiendrait un foyer de rivalités et de sédition qui, se propageant de proche en proche, ferait bientôt éclater ces troubles intestins, ces fatales divisions qui font le seul espoir des ennemis de la Constitution ;

» Considérant également que la liberté d'habitation... doit cesser nécessairement dès que l'ordre et la tranquillité sociales peuvent souffrir... ;

» Avons arrêté ce qui suit :

» ARTICLE PREMIER. — Tous les ecclésiastiques réfractaires, soit curés remplacés, soit autres fonctionnaires publics assujettis au serment prescrit par le décret du 27 novembre dernier, qui ont continué d'habiter les paroisses dans lesquelles ils exerçaient les fonctions du ministère ecclésiastique avant leur désobéissance à la loi, seront tenus, dans le délai de huitaine, à partir du jour de la publication du présent arrêté, de quitter lesdites paroisses et de se retirer dans toute autre qu'ils jugeront convenable ».

Toutefois, si les ecclésiastiques dont on vient de parler ne troublaient point l'ordre public et ne se permettaient rien qui fût de nature à altérer le respect dû à la loi et aux nouveaux pasteurs, leur présence pouvait être tolérée ; dans ce cas, la municipalité devait en faire la demande au direc-

toire, qui, seul, avait qualité pour statuer sur ce qu'il était opportun de décider.

Quant aux curés réfractaires qui n'avaient pas encore été remplacés, « M. l'évêque du Calvados » était invité à lancer contre eux l'interdit. Leurs paroisses étaient présumées se trouver dans le cas de suppression ; par suite, ils tombaient sous le coup de l'arrêté. Ces dispositions font l'objet des articles 2 et 3.

L'article 4 est ainsi conçu :

« Seront, en outre, les ecclésiastiques réfractaires qui se permettraient des discours ou manœuvres tendant à altérer la tranquillité publique, poursuivis extraordinairement comme perturbateurs de l'ordre et fauteurs de sédition, et punis avec toute la rigueur qu'exigent le maintien de la loi et la nécessité de l'exemple ».

L'article 5 fait défense aux insermentés non encore remplacés, dont les cures sont destinées à être supprimées, de « donner lecture d'aucuns mandements, lettres pastorales ou autres écrits sans y être autorisés soit par M. l'évêque du Calvados, soit par l'administration ».

Enfin, l'article 6 enjoint aux municipalités « d'empêcher qu'il ne soit commis aucune insulte, mauvais traitements, ni violences envers les ecclésiastiques remplacés ¹ ».

Cet arrêté porte la date du 29 juin 1791.

Les « discours et manœuvres tendant à altérer la tranquillité publique », dont il est parlé dans l'arrêté, nous savons en quoi ils consistaient : c'était de « répandre dans les consciences faibles et timorées que le serment demandé est contre la religion, que ceux qui l'ont prêté ne sont que des impies et des intrus ; que leurs messes, les absolutions qu'ils donneraient ne vaudraient rien et seraient autant de sacrilèges ² » ; — « que les baptêmes, les mariages et autres

¹ Archiv. du Calvados. (Délibérations du directoire du district de Bayeux).

² *Ibid.*

actes qu'ils feraient seraient nuls devant Dieu et devant les vrais chrétiens; que ceux qui s'aviseraient de suivre les intrus seraient excommuniés et damnés¹ ». « C'est ainsi, dit le procès-verbal du directoire du district de Bayeux, auquel nous empruntons ces détails, que ces factieux [les prêtres réfractaires] cherchent à soulever le peuple ».

Vers cette époque, il se passa un fait assez comique dont les Caennais se divertirent beaucoup. Un plaisant s'était avisé d'écrire aux clubistes de Caen une lettre les informant qu'il se tenait, dans des maisons de la paroisse Saint-Julien, des conciliabules secrets, composés de nobles et de prêtres. La lettre en désignait deux entre autres, situées rue des Carrières et habitées par les abbés de La Fontaine et Le Rat, ce dernier maître de pension. Le but de l'auteur de la lettre était de mystifier les patriotes et de s'amuser à leurs dépens. Une nuit, au nombre de sept à huit cents, ils cernèrent les maisons indiquées et les visitèrent de la cave au grenier; les recherches furent vaines : on ne découvrit ni nobles, ni prêtres. On perquisitionna, de la même façon, dans plusieurs habitations voisines, mais sans plus de succès. Le lendemain, la nouvelle du bon tour joué aux patriotes se répandit dans toute la ville et excita l'hilarité générale. Une affiche fut placardée, portant ces mots écrits en gros caractères : *Huit cents matous n'ont pu réussir à prendre un rat*. L'abbé Le Rat se trouvait justement, depuis quelques jours, à la campagne. Les aristocrates surtout ne se firent pas faute de tourner en ridicule l'expédition et ceux qui y prirent part; on pense si ces derniers furent mortifiés de leur déconvenue².

Un grand nombre de curés insermentés furent donc obligés de quitter leurs anciennes paroisses. Beaucoup se retirèrent à Caen; d'autres à Bayeux, à Vire, etc. Pour éviter les insultes de la populace, ils crurent devoir rem-

¹ Arch. du Calvados. (Délibérations du directoire du district de Bayeux).

² Manuscrit Esnault.

placer leur costume ecclésiastique par des habits laïques. Cette précaution ne faisait pas l'affaire des clubistes de Caen ; elle les empêchait de reconnaître les prêtres des autres citoyens et, par là même, de les surveiller. Ils s'en plainquirent à la municipalité ; celle-ci fit droit à leur réclamation en prenant, le 10 août, sur la réquisition du procureur de la commune, un arrêté destiné à être « imprimé et affiché aux lieux accoutumés », enjoignant « à tous ecclésiastiques de porter les cheveux ronds », et leur défendant « de paraître en cette ville avec autres habillements que ceux relatifs à leur état ». L'arrêté était exécutoire dans la huitaine.

Les craintes éprouvées par ces ecclésiastiques étaient, au dire du procureur de la commune, « injurieuses au corps municipal, sur la fermeté duquel ils devraient compter pour leur procurer liberté, sûreté et protection ». Les ecclésiastiques avaient là un bon billet ! « Il est arrivé, continue le représentant municipal, que les précautions prises par ces ecclésiastiques de se déguiser ont causé de l'inquiétude aux citoyens. Toutes les fois que plusieurs inconnus se sont réunis, on a supposé que c'étaient des prêtres qui, profitant du déguisement, se rassemblaient pour concerter entre eux des projets destructifs de l'ordre. De là ces alarmes capables de produire les plus funestes effets ¹ ».

On a vu plus haut que la Proclamation de l'administration du département relative aux prêtres insermentés leur enjoignait d'avoir à quitter, dans les huit jours, les paroisses qu'ils occupaient avant leur refus de serment et à se retirer dans une autre localité, à leur choix. Ce n'était pas encore assez pour les « patriotes » composant la Société populaire de Caen ; ce qu'ils désiraient, c'était l'internement, l'emprisonnement de ces ecclésiastiques dans un seul et même endroit, comme cela venait d'avoir lieu dans le département de la Seine-Inférieure. Nos clubistes résolurent de solliciter la même mesure pour le Calvados. Ils eurent recours, pour

¹ Arch. de la ville de Caen. (Registre des délibérations municipales).

l'obtenir, au moyen qu'ils savaient le plus propre à faire impression sur l'Assemblée constituante : celui des pétitions. Une Adresse fut rédigée et envoyée aux Sociétés populaires du département pour qu'elles y donnassent leur adhésion.

Les membres du comité de correspondance du Club, les citoyens Richard et Laberge fils, écrivaient, le 2 août, aux « Frères et Amis » composant la Société patriotique de Falaise :

« Les prêtres réfractaires allument partout le feu de la discorde ; partout ils font saintement tout le mal que leur bénin caractère, alimenté d'une modération *apostolique et romaine*, leur fait imaginer pour récompenser, d'après leur mérite, des hommes qui sont infatigables lorsqu'il s'agit d'enlever des âmes à Satan, au risque même de se voir sacrifiés pour la plus grande gloire de la religion. Plusieurs départements ont déjà demandé qu'on les rassemblât dans un même endroit, afin que le Saint-Esprit puisse descendre sur eux dans un même lieu, comme il le fit jadis sur les Apôtres, et les éclairer, les illuminer tous à la fois. Nous avons sincèrement applaudi à l'esprit de justice qui a fait faire cette demande ; en conséquence, nous avons rédigé une Adresse pour solliciter de l'Assemblée nationale une pareille récompense pour ceux de notre département qui, comme vous le savez, ont des droits imprescriptibles à notre vénération. Nous réclavons votre adhésion, dans la persuasion où nous sommes que des hommes qui cherchent à faire marcher leurs concitoyens dans la voie du salut vous ont inspiré les mêmes sentiments¹ ».

Les auteurs de la lettre informent la Société que « l'original » qui leur est resté « est déjà revêtu de mille signatures ».

Saisi de la pétition et appelé à délibérer sur son contenu, le directoire du district de Caen « fut d'avis que le directoire

¹ Arch. de la ville de Falaise.

du département du Calvados envoyât, par un courrier spécial, — et le plus tôt possible, — une Adresse à l'Assemblée nationale, pour demander que le décret rendu par elle, le 23 juillet, relativement aux curés et prêtres réfractaires de la Seine-Inférieure, soit commun au département du Calvados, et, en attendant, ordonner que la municipalité de Caen sera tenue de faire exécuter, pour les curés réfractaires, l'arrêté du directoire du département du 29 juin ¹ ».

Cette délibération est du 6 août. Le 16, la question ayant été, de nouveau, mise à l'ordre du jour, les membres de cette administration persistent dans leur premier avis. Ils estiment que « malgré les précautions que l'on a prises pour le maintien du bon ordre, il n'est pas possible de se permettre d'y réussir dans les paroisses où les curés réfractaires remplacés continuent d'y avoir leur domicile ». La raison en est qu'« il s'élève deux partis qui donnent lieu à des insurrections dangereuses et dont les effets peuvent devenir plus funestes, si on ne les prévient pas ». Cela étant, « le directoire du département agirait prudemment en faisant « une nouvelle proclamation, dans laquelle il enjoindrait à tous curés réfractaires remplacés de quitter, sous les trois jours, les paroisses qu'ils desservaient ² ».

Cependant, les clubistes s'impacientaient. Dès le matin de ce même jour, une députation, composée de trente membres, se présenta au directoire du département porteuse d'une pétition réclamant l'expulsion des prêtres réfractaires. Ce n'était rien moins qu'une injonction, une mise en demeure faite à l'administration du département; elle était sommée de s'exécuter. Les délégués menacèrent même les administrateurs, les prévenant que, s'ils ne se soumettaient, trois cents patriotes viendraient leur couper la tête. Les administrateurs répugnaient, néanmoins, à prendre la mesure exigée d'eux. Alors le peuple eut recours à la violence; le

¹ Arch. du Calvados. (Registres du district de Caen).

² *Ibid.*

même jour, vers les quatre heures du soir, malgré les sentinelles qui en gardaient les portes, « une foule de particuliers de toute espèce et de tout sexe » fit irruption dans les bâtiments de la ci-devant abbaye de Saint-Etienne, où le directoire du département et celui du district tenaient leurs séances ; elle y demeura « pendant une heure et demie, se permettant des propos séditieux contre les administrateurs, tant du département que du district, désignant et votant ceux qui doivent être particulièrement l'objet de leurs déportements ¹ ».

Ces menaces produisirent leur effet. Dès le lendemain, l'administration départementale prenait l'arrêté suivant :

« Le directoire, délibérant sur les diverses pétitions qui lui ont été adressées par un grand nombre de citoyens de la ville de Caen et autres lieux du département, concernant les ecclésiastiques réfractaires ;

» Considérant que la tranquillité publique requiert de promptes mesures ;

» Ouï le rapport du procureur général-syndic,

» Arrête :

» 1^o Qu'il sera fait une Adresse à l'Assemblée nationale pour lui demander de rendre commun au département du Calvados le décret du 23 juillet, rendu pour le département de la Seine-Inférieure ;

» 2^o Que les directoires du district veilleront, avec le plus grand soin, à ce que l'arrêté du directoire du 29 juin dernier soit exécuté dans chaque municipalité ;

» 3^o Et vu la fermentation excitée tant dans la ville de Caen que dans les paroisses de Monts, Noyers, Douvres, Sannerville, Creully et Troarn, par la conduite des réfractaires, et afin de pourvoir à leur propre sûreté, le directoire, déterminé par la force des circonstances, arrête que lesdits ecclésiastiques, fonctionnaires publics réfractaires de la ville

¹ Arch. du Calvados. (Registre des délib. du direct. du département. — Séance du 16 août 1791).

de Caen et paroisses de Monts, Noyers, Douvres, Sannerville. Creully et Troarn, dénoncés comme auteurs desdits troubles, seront, provisoirement, mis en état d'arrestation dans la maison du ci-devant séminaire de Caen ¹ ».

Les arrestations prescrites eurent lieu ; mais les soldats de la garde nationale qui en furent chargés outrepassèrent leur mandat : ils arrêtaient quantité d'ecclésiastiques habitant des localités autres que celles désignées dans l'arrêt ; de plus, ils se laissèrent aller, vis-à-vis des personnes, à des violences que rien ne justifiait.

Cette conduite excita l'indignation des honnêtes gens ; il y eut des protestations. Le directoire du département, celui du district et la municipalité s'émurent de cette situation ; le 20 août, les trois administrations se réunirent à l'effet de se concerter sur les mesures à prendre dans la circonstance. Le résultat des délibérations fut la publication d'une Adresse destinée à être « affichée dans toutes les villes, bourgs et paroisses du département ». On y protestait contre les arrestations arbitraires et les violences qui les avaient accompagnées ; l'Adresse contenait, en outre, certaines dispositions ayant pour but de prévenir le retour de pareils faits. Il y était dit, notamment, que la municipalité devait prendre, sur-le-champ, tous les renseignements concernant l'exécution donnée aux arrêtés du directoire du département ; de plus, il lui était enjoint de « constater le nombre, le domicile, la qualité, l'âge, l'état de santé et le traitement journalier des ecclésiastiques arrêtés et résidant au séminaire de cette ville ou autres maisons dans son enceinte », ainsi que « le jour, l'heure et le lieu de leur arrestation, les ordres, réquisitions ou dénonciations quelconques contre tous les ecclésiastiques autres que ceux dénoncés dans les arrêtés ».

Enfin, elle avait ordre de veiller à ce que les ecclésiastiques résidant au séminaire fussent pourvus de toutes les

¹ Arch. du Calvados. (Registre des délib. du direct. du département).

commodités et que faculté leur fût laissée de communiquer avec les personnes du dehors. Elle était également chargée de vérifier, chaque jour, la qualité des ecclésiastiques qu'on amènerait à l'avenir au séminaire, dresser un procès-verbal de constat et remettre incontinent en liberté tous ceux qui seraient arrêtés sans autorisation légale¹.

Cette circulaire ne fut pas du goût des patriotes de Caen ; les précautions qu'on y prend pour éviter les arrestations arbitraires, les mesures humanitaires qu'elle édicte, enfin le blâme jeté sur la garde nationale, vendue au parti populaire, souleva leur mécontentement. Le lendemain, le Club faisait afficher un immense placard dans lequel l'Adresse collective de la veille était dénoncée aux citoyens. On y lisait :

« La religion des administrateurs a été trompée. Ils ont fait un pas rétrograde .. L'article 3 de l'arrêté du 20 porte « que les ecclésiastiques conduits au séminaire auront toute » liberté de communiquer avec les personnes qui désireront » les y visiter ». « Que devient donc l'arrêté du 17, si les prêtres réfractaires communiquent avec les personnes qui désireront les visiter ? Le fanatisme ne va-t-il pas faire un pas, s'alimenter de plus en plus, et préparer des explosions fatales ? La loi bienfaisante du serment exigé des ecclésiastiques ne va-t-elle pas être proclamée, de plus en plus, comme un arrêt de persécution ? »

Ce que veulent les patriotes, ce qu'ils exigent des administrateurs, c'est le retrait de leur arrêté du 20 ; ils le leur signifient sans détour :

« O administrateurs, vous que le peuple a honorés de son choix, hâtez-vous de rapporter votre arrêté du 20 de ce mois ; autrement, c'en sera fait de la Constitution civile. Déjà, quelques constitutionnels ont quitté leurs fonctions

¹ Arch. du Calvados. (Registres du direct. du département).

pastorales. Si votre arrêté n'est pas rapporté, il y aura une désertion totale ».

La proclamation se terminait par cet appel aux citoyens patriotes :

« Pour vous, citoyens libres qui respectez la loi, qui détestez les tyrans et tout acte arbitraire, environnez légalement l'administration du département de vos justes réclamations ; peignez-lui les fléaux qui vous menacent ; montrez-lui l'opinion publique ; demandez que l'arrêté du 20 de ce mois soit rapporté et que l'arrêté du 17 soit rendu commun à tout le département du Calvados. La garde nationale et la Société patriotique sont incorruptibles ; un nœud légitime les unit à jamais ; la Constitution est immuable¹ ».

Le factum porte la signature du « président du conseil de la garde nationale », Louis Caille.

Singulière époque que celle où la force armée, dont la mission est de prêter son concours au pouvoir exécutif, ne craint pas de se mettre en insurrection ouverte contre lui ! On a ici, pris sur le vif, un exemple frappant de l'état d'anarchie où était alors plongée la France. Quel renversement de tout ordre, en effet, que le spectacle de cette force armée entrant en lutte ouverte avec les pouvoirs publics qu'elle est chargée de soutenir !

Un autre fait digne de remarque est l'influence considérable exercée par les Sociétés populaires et la puissance qu'elles s'arrogeaient. Beaucoup étaient arrivées, par l'audace ou la violence, à mettre la main sur les administrations, au point de se substituer à elles et de les absorber, en quelque sorte. On peut dire que ces sociétés ont fait la Révolution. Il est certain que la plupart des événements qui ont contribué à précipiter sa marche sont dus à l'initiative popu-

¹ Arch. du Calvados. (Affiche. — Caen, imprimerie Chalopin, membre de la Société des Amis de la Constitution).

laire ; ils sont réellement l'œuvre du peuple. Ainsi, pour ne parler que de Paris, c'est le peuple des faubourgs qui a pris la Bastille ; c'est lui qui s'est transporté tumultueusement à Versailles et a ramené Louis XVI et la famille royale à Paris. C'est lui encore qui a fait le 10 Août. C'est grâce aux menaces du peuple des tribunes qu'il s'est trouvé, à la Convention, une majorité pour voter la mort du roi. Qui ne sait qu'avant d'être soumis au vote de l'Assemblée des représentants de la nation les projets de loi étaient élaborés, discutés et arrêtés au sein du Club des Jacobins ? Ce qui a permis de dire, avec raison, que cette société fut « le plus terrible et le plus puissant des instruments de la Révolution ¹ ». Enfin, n'est-ce pas sur les sommations de la Commune et des sections de Paris que furent proscrits les Girondins ?

L'existence de cette puissance s'explique aisément. Le peuple n'était pas, comme aujourd'hui, enserré dans les mailles étroites d'une législation qui ne laisse aucune liberté aux mouvements. Il n'y avait plus de lois, toutes étaient à refaire ; l'élément populaire en profitait pour se faufiler partout, envahissant les passages qui n'étaient pas suffisamment gardés, pareil aux eaux d'un fleuve qui, mal contenues par les digues rencontrées sur leur passage, s'infiltrèrent insensiblement çà et là, débordent bientôt de toutes parts et finissent par franchir l'obstacle, quand elles ne parviennent pas à le renverser. Une autre cause de la faiblesse du pouvoir exécutif provenait de ce qu'il n'était pas secondé, comme il aurait dû l'être, par la force armée, celle-ci faisant, la plupart du temps, cause commune avec le désordre.

Un autre exemple bien caractéristique d'empiétement de pouvoir — confirmant ce qui vient d'être dit — nous est fourni par les archives du Calvados. Le fait a pour théâtre la

¹ G. LENÔTRE, *Paris révolutionnaire*, p. 316. — M. Lenôtre écrit encore : « A quelque parti qu'on appartienne, il faut reconnaître que du Club des Jacobins est sortie toute la Révolution ». (*Ibid.*, p. 330).

paroisse de Carcagny, du district de Caen ; il constitue tout un épisode que, pour ne pas interrompre la marche générale du récit, nous sommes obligé de résumer succinctement.

Le curé de Carcagny était un abbé Le Moussu. Cet ecclésiastique prêta le serment prescrit ; mais, pour donner satisfaction à ses paroissiens qui entendaient rester attachés à l'évêque légitime, il prit soin de déclarer publiquement qu'il ne reconnaîtrait jamais un autre évêque que M. de Cheylus. Le directoire du département ratifia son serment. Mais cette décision n'eut pas l'heur de plaire à l'évêque Fauchet ; il ne pouvait se résoudre à voir maintenir dans sa cure un ecclésiastique qui, avant de prêter le serment civique, avait fait celui de ne pas le reconnaître. Sur ces entrefaites, des élections ayant eu lieu pour la nomination à quelques cures, le prélat persuada aux électeurs de désigner pour celle de Carcagny un sieur Rosée. La nomination eut lieu ; mais le département l'annula ¹.

Il y avait donc conflit entre les électeurs, soutenus et encouragés par l'évêque constitutionnel, et l'administration supérieure du département. Celle-ci avait seule autorité dans l'espèce, et les électeurs n'avaient qu'à s'incliner devant sa décision. Ils n'en firent rien. C'étaient des « patriotes », membres, pour la plupart, du Club de Caen, auprès duquel les administrateurs étaient suspects. Ils ne trouvèrent rien de mieux, dans le cas présent, que de recourir à leur moyen habituel : dénoncer le directoire à l'Assemblée législative. Le 11 octobre 1791, ils lui adressaient une pétition revêtue d'un grand nombre de signatures, et dans laquelle ils l'informaient que « le directoire du département a prévariqué », et dénonçaient sa « forfaiture ² ». L'Assemblée ayant refusé de prêter l'oreille à la dénonciation, ils la renouvelèrent un

¹ Arch. du Calvados, série Lv. (Culte).

² Arch. nationales, C1/173, n° 445. La pétition fut envoyée à l'évêque du Calvados qui devait se charger de la déposer sur le bureau de l'Assemblée, ce qu'il s'empressa de faire ; il eut même soin d'y ajouter un préambule qui en spécifiait l'objet.

peu plus tard, mais sans plus de succès ; car nous constatons qu'au mois d'avril de l'année suivante, le curé de Careagny était l'abbé Le Moussu ¹.

On a vu plus haut que, sous les menaces des clubistes, le directoire du département s'était décidé, quoique à regret, de prescrire l'internement, dans les bâtiments du séminaire de Caen, des ecclésiastiques non assermentés de cette ville et des paroisses de Monts, Noyers, Douvres, Sannerville, Creully et Troarn. « Muni de ce consentement, raconte un contemporain, le Club fit assembler une compagnie de grenadiers et de chasseurs, qui arrêtèrent dans les rues les prêtres non assermentés qu'ils trouvèrent, enlevèrent les autres dans leurs maisons. Non contents de prendre ceux de la ville de Caen, les clubistes se saisirent, dans les campagnes, de tous ceux qu'ils rencontrèrent », qu'ils appartenissent ou non aux paroisses ci-dessus désignées.

Le nombre des ecclésiastiques arrêtés et internés s'élevait à soixante. Ils furent soumis à une surveillance des plus actives ; des sentinelles étaient placées dans chaque corridor. Le Club, qui était le promoteur de toutes ces arrestations, eut même la hardiesse de s'arroger, sans aucun mandat, la police des détenus ; et, afin de l'exercer plus efficacement, il ne trouva rien de mieux que de faire choix d'une des salles de l'établissement pour y tenir ses séances. « La veille de la Saint-Barthélemy, raconte un témoin, à l'issue d'une de ces séances, au moment où ces confesseurs de la foi [les ecclésiastiques internés] entraient au réfectoire pour y prendre leur souper, des clubistes firent retentir à leurs oreilles ces paroles : « Nous allons faire une seconde Saint-Barthélemy pour venger la première ² ».

Pour mettre un terme aux arrestations arbitraires, le directoire du département avait pris l'arrêté dont nous avons parlé

¹ Arch. municip. de Caen.

² Biblioth. municipale de Caen. (*Mémoires* de l'abbé HÉBERT. Manuscrit 140, in-f°).

et qui enjoignait à la municipalité de fournir un procès-verbal de chaque arrestation.

Il n'y avait pas à compter sur la municipalité de Caen à cette époque : elle faisait cause commune avec les patriotes et la garde nationale ; en vain les administrateurs multiplèrent-ils, auprès d'elle, les réclamations pour en obtenir les procès-verbaux prescrits ; en vain la menacèrent-ils de la dénoncer à l'Assemblée nationale, si elle persistait plus longtemps dans son refus : elle faisait la sourde oreille. Ils furent obligés de mettre à exécution leur menace de dénonciation. Quant à la garde nationale, elle s'était arrogé un pouvoir absolu et discrétionnaire, ne reconnaissant aucune autorité au-dessus d'elle. On se rappelle quelle persistance apportèrent les clubistes pour extorquer à l'administration départementale le décret qui autorisait la détention des prêtres insermentés ; ils comprenaient qu'une mesure aussi grave devait émaner d'une autorité régulière et reconnue de tous. Mais le décret, une fois rendu, ils entendaient bien l'exécuter eux-mêmes, et, au besoin, l'aggraver. Nous avons constaté qu'ils ne s'en firent pas faute : ils avaient formé illégalement une sorte de tribunal, aux ordres exclusifs duquel obéissait la garde nationale.

L'autorité des administrateurs était foulée aux pieds ; on les accablait d'insultes et de menaces ; il vint même un moment où leur vie fut en danger. Ils écrivaient à la Constituante des lettres désespérées. Dans l'une d'elles, datée du 21 août, ils racontent comment ils ont été amenés, sur les injonctions de la Société populaire, à décréter l'emprisonnement des prêtres, et quelles furent les suites de cette concession ; nous en extrayons le passage suivant :

« ...Il s'est formé dans la maison du séminaire, sous le nom de conseil général de la garde nationale, un tribunal d'inquisition composé de membres de la garde nationale. Ce conseil, proscrit par les lois, s'est emparé de l'exécution de notre arrêté ; il a dépêché aussitôt des gardes nationaux dans toutes les paroisses où quelques ecclésiastiques lui étaient

suspects, quoique notre arrêté désignât exclusivement celles où l'on devait se porter. Ce n'est point assez : des [prêtres] non fonctionnaires publics ont été indignement arrêtés... ; des perquisitions vexatoires, arbitraires, outrageantes se font dans les maisons. Les campagnes sont couvertes d'hommes armés, où de malheureux fugitifs cherchent à se dérober à leur fureur. A chaque instant, des groupes de gardes et de peuple traînent dans les rues, au bruit du tambour, les infortunés que notre arrêté ordonnait de respecter, et toutes ces victimes sont jetées dans le séminaire¹ ».

Ce soi-disant conseil militaire, expliquent-ils encore, a la municipalité pour complice ; il attire à lui tous les pouvoirs. L'autorité du département est « méprisée, avilie ». Pour ramener l'ordre et le respect de la loi, « il suffirait d'anéantir une Société dangereuse et perturbatrice [la Société populaire] ; mais il faudrait une force publique et nous n'en avons pas, puisque la garde nationale, établie pour seconder nos efforts et faire respecter la loi, ordonne et commet elle-même les excès contre lesquels nous réclamons... Le mal est à son comble : une indignation générale soulève tous les bons citoyens qui entrevoient déjà le pillage de leurs propriétés et l'exercice sanglant de toutes les haines particulières. Tous les propriétaires, chassés de leurs campagnes par les persécutions, et qui étaient venus se réfugier dans nos murs, épouvantés par tout ce qu'ils voient, fuient de cette ville où ils croyaient trouver un asile près du corps administratif supérieur. Une morne stupeur, une sombre consternation règne autour de nous, tandis que, de leur côté, les membres du Club font afficher des adresses incendiaires de coalition ».

Comme on le voit, le péril était grand et la situation vraiment critique. Le directoire semble affolé ; il songe à se retirer à Bayeux, ou dans toute autre ville plus sûre que Caen ; il en fait la demande à l'Assemblée nationale, mais il

¹ Cité par L. SCIOUT, *Histoire de la Constitution civile du clergé*, t. III, p. 484.

la supplic de prendre, avant tout, des mesures sévères contre le Club des Jacobins.

Les malheureux administrateurs virent de suite qu'il ne leur viendrait aucun secours de l'Assemblée. Le 26 août, ils reçurent du Comité des rapports une réponse qui les laissait absolument libres d'agir comme ils l'entendraient. Le Comité s'étonne naïvement de la conduite du conseil militaire de la garde nationale. « Le moment, dit-il, viendra inévitablement où l'Assemblée nationale réprimera les premiers écarts ; mais, en attendant, nous vous recommandons l'intérêt de la patrie et de la chose publique confié à vos soins ». L'Assemblée se déclare impuissante, pour l'instant, à réprimer ces excès ; d'autre part, elle ne pouvait s'engager pour un avenir plus éloigné, car ses jours étaient comptés. Déjà, avait paru le décret prescrivant l'élection d'une nouvelle législature. Néanmoins, les ecclésiastiques internés au séminaire de Caen n'y restèrent pas longtemps ; ils furent relâchés peu après.

Les curés insermentés ou non conformistes étaient autorisés, comme on sait, à dire la messe dans les églises occupées par les intrus ; mais cette promiscuité était gênante pour eux ; elle leur attirait des ennuis de tout genre, en les mettant à la merci de leurs remplaçants. Ceux-ci leur suscitaient, en effet, tant de difficultés ; ils étaient en butte, de leur part, à tant de taquineries, que beaucoup prirent le parti de s'abstenir de célébrer les saints mystères. C'était, ou les ornements qu'on leur refusait, ou la sacristie qu'ils trouvaient fermée, ou bien encore l'heure à laquelle ils célébraient habituellement qu'on leur prenait. Le 29 septembre 1791, trois prêtres : Jarry, curé d'Ecots, — le futur auteur, sous le pseudonyme de « l'abbé de Valmeron », des *Lettres à Claude Fauchet*, — Bouvet et Le Roy, adressent au directoire du département la lettre collective suivante, datée de Saint-Pierre-sur-Dives :

« Nous nous sommes retirés dans nos familles... Nous avons, jusqu'ici, dit la messe sans obstacle formel et mani-

feste. Cet état change ; quoique nous nous fournissions de pain, de vin, nous sommes menacés, troublés, inquiétés. Tantôt on ne veut pas que nos messes soient sonnées, tantôt on nous refuse les ornements, tantôt la porte de la sacristie est fermée. Comme cette conduite est contraire à l'article premier de la loi du 13 mai 1791, nous avons l'honneur de recourir à votre autorité¹ ».

D'autre part, les ecclésiastiques insermentés n'avaient pas la ressource de célébrer ailleurs que dans l'église, le culte privé leur étant interdit. Toutefois, là où il existait des chapelles ou des oratoires publics, ils pouvaient être autorisés à y célébrer ; mais ce fait ne se présentait guère que dans les villes, et à l'état d'exception. Par suite, les catholiques qui refusaient de communiquer avec les jureurs se trouvaient dans l'impossibilité d'entendre la messe. Certains ecclésiastiques y suppléaient par des réunions spirituelles, consistant en instructions et prières en commun, et encore ces réunions n'étaient-elles pas toujours tolérées. C'est ainsi que, le 4 août 1791, la municipalité de Bucels dénonce l'ancien curé, retiré chez une nièce domiciliée sur la paroisse. Elle l'accuse d'« affecter de continuer à prêcher la désunion et l'incivisme ; de tenir chez lui, tous les dimanches et fêtes, pendant l'office divin, des synagogues inconstitutionnelles, sous la dénomination d'« assemblées spirituelles² ».

L'administration départementale du Calvados avait beau s'employer à faire observer la loi ; en dépit de ses efforts, celle-ci était violée presque partout. Des plaintes furent adressées par les intéressés au ministre de l'intérieur, Delessart. Elles eurent leur effet. Le 8 octobre 1791, le ministre écrivait aux administrateurs du département :

« Il paraît qu'on cherche toujours à inquiéter les prêtres non conformistes, à Caen, et qu'on veut même les empêcher

¹ Arch. du Calvados, Lv. (Culte).

² *Ibid.*

de dire la messe dans les églises paroissiales et dans les oratoires publics ; vous ne pouvez vous dispenser d'employer l'autorité qui vous est confiée pour faire cesser des entreprises, si contraires aux vrais principes de la liberté des opinions religieuses et du culte. Rien n'empêche de veiller sur les prêtres non conformistes et de déférer aux tribunaux ceux qui troublent l'ordre public, pour qu'ils soient poursuivis suivant la loi ; mais lorsque, renfermés dans les bornes qui leur sont prescrites, ils restent paisiblement attachés à leurs opinions religieuses et à l'exercice du culte qu'ils préfèrent, ils sont sous la sauvegarde de la Constitution ; ils doivent jouir de la tranquillité et des droits qu'elle assure à tous les Français, et vouloir les en priver c'est se rendre coupable de vexation ; c'est réellement troubler l'ordre public ; c'est blesser la religion qui recommande la charité et l'indulgence. Il est temps, enfin, d'établir entre les différentes classes de citoyens l'esprit d'union et de concorde qui doit être un des principaux avantages de nos nouvelles lois ; c'est le devoir de tous les fonctionnaires publics ; c'est le vœu le plus cher du roi et celui qu'inspire le véritable patriotisme ¹ ».

Le directoire fit imprimer la lettre du ministre et en adressa un exemplaire à toutes les municipalités du département, avec ordre de l'afficher et d'en assurer l'« entière exécution ». Dans beaucoup de localités, il n'en fut pas tenu compte, et les conflits subsistèrent comme auparavant. Les deux faits suivants, choisis entre beaucoup d'autres, en fournissent la preuve :

Le 1^{er} mars 1792, les huit prêtres insermentés retirés dans la petite ville d'Orbec, écrivant au directoire du département, énumèrent « les différentes épreuves » qu'on leur fait

¹ Registres des délibérations du directoire du département. (Séance du 10 octobre 1791).

subir, « les petites tracasseries » que leur a suscitées « le sieur curé constitutionnel » :

« Changements arbitraires, — ou sous de frivoles prétextes, — pour l'heure et le lieu de célébrer nos messes ; défense de dire la messe pendant l'office des matines ; ordre de l'y dire ; défense d'en dire à plusieurs autels à la fois, le jour de Noël, ce qui a privé plusieurs d'entre nous d'en célébrer trois... ; faire éteindre des cierges déjà allumés à un autel particulier ; sans consulter la commodité et les infirmités des célébrants, promener un prêtre, déjà arrivé au pied d'un petit autel, pour le transporter à celui du chœur, précisément au moment qu'on y chante l'office ». Et ces ordres étaient donnés sur un ton « impérieux » et avec une voix « bruyante » ; ils étaient accompagnés « d'expressions dures, d'imputations aussi injurieuses que mal fondées de *duplicité*, de *mensonge*, d'*esprit de division*, adressées à plusieurs, et s'appliquant à tous¹ ».

Il n'en pouvait être autrement avec une situation aussi fausse que celle que la loi avait créée et reconnaissait. Quelquefois, les habitants se mettaient de la partie, témoin la scène qui se passa à Saint-Pierre-Azif, le lundi de Pâques 1792 ; elle nous est racontée par M. Allais, ancien curé de Sainte-Catherine d'Honfleur, qui en fut lui-même témoin :

« Ce jour-là, dit-il, on sonna encore la première messe, comme on avait usage ; on la tinta à sept heures. Une foule immense de peuple, tant de la paroisse que des paroisses circonvoisines, était assemblée pour l'entendre. M. Drumare² était arrivé pour la dire, et, pendant qu'il faisait sa préparation au pied de l'autel, une femme, encouragée, sou-

¹ Registre des délibérations du directoire du département. (Séance du 10 octobre 1791).

² Autre ecclésiastique insermenté retiré dans la même paroisse.

tenue et excitée par une troupe de mauvais sujets, entra dans la sacristie, en ferma la porte et mit la clé dans sa poche .. Il se fait alors un grand tumulte : les uns menacent d'enfoncer la porte, les autres en font le défi et menacent d'exterminer quiconque l'entreprendrait. On se dispute, on s'injurie, on se dit des mots ».

L'abbé Drumare alla trouver le curé constitutionnel et lui demanda si le fait avait lieu sur son ordre ; celui-ci protesta qu'il n'y était pour rien, bien qu'il l'approuvât dans le fond ; il feignit même de blâmer l'héroïne de la cabale, qui ne s'en émut pas autrement, et refusa de remettre la clé « Alors, poursuit M. Allais, le parti triomphe ; il se livre à la joie et à toutes sortes d'extravagances ; on monte au clocher, on sonne les cloches en mort (*sic*)¹, on carillonne, on injurie, on insulte les prêtres du Seigneur² ».

Il a soin de noter que c'est à partir de cette époque qu'il fut privé de la consolation de dire la messe — consolation dont il avait pu jouir jusque-là — et même d'y assister.

De fait, à chaque instant, les administrations sont obligées d'intervenir pour rappeler les contrevenants, — c'est-à-dire les municipalités ou les curés conformistes, — au respect de la loi. Le 11 octobre 1791, le directoire du département prévient les officiers municipaux de Courey que « la loi sur la prestation du serment n'ayant point ôté aux prêtres non conformistes la faculté de dire la messe », ils ne peuvent, « sous aucun prétexte, priver le sieur Coulibeuf de cette faculté ». Le 29 novembre, autorisation est donnée au sieur Crestay, ancien curé, de célébrer dans l'église de Saint-Martin-de-la-Lieue, « à l'heure indiquée par la municipalité, en se fournissant, à ses frais, des ornements et autres choses nécessaires³ ».

Ce qui se passait dans le Calvados se passait à peu près de

¹ C'est-à-dire en glas, comme pour un mort. L'expression *à cours*, encore aujourd'hui, dans cette partie de la Normandie ; on dit : « sonner en joie, sonner en mort ».

² *Mémoires inédits*.

³ Arch. du Calvados L^v. (culte).

la même façon dans les autres départements, et avait sa répercussion à l'Assemblée législative. La session parlementaire s'était ouverte le 1^{er} octobre ; dès le 21, la question des troubles religieux, nés de la Constitution civile du clergé, vint à l'ordre du jour ; mais la discussion ne s'engagea sérieusement que le 26 du même mois. Elle ne devait pas laisser indifférent l'évêque Fauchet, devenu membre de la nouvelle représentation nationale. S'il était une question qui lui tenait à cœur, c'était bien celle-là. La plupart des difficultés éprouvées par lui, dans le Calvados, ne provenaient-elles pas des prêtres insermentés ? On peut dire que ceux-ci étaient son cauchemar ; aussi, dans la discussion qui s'ouvrit à leur sujet, fut-il un des orateurs qui mirent le plus d'acharnement à les combattre et à réclamer contre eux des mesures sévères.

Le jour dont on vient de parler, 26 octobre, la discussion fut provoquée par la lecture d'une lettre d'un curé d'Aurillac, qui se plaignait de sa municipalité et se disait menacé : ce curé ajoutait que les constitutionnels seraient forcés de se retirer si l'Assemblée n'éloignait pas les réfractaires.

Ducos, bien qu'il appartint à la gauche de l'Assemblée, fit un discours modéré concluant au rejet de toute mesure extraordinaire. Fauchet lui succéda à la tribune ; il montra, dans la circonstance, un acharnement vraiment cruel. L'étendue de son discours ¹ ne nous permet pas de le reproduire en entier ; nous nous contenterons d'en donner un résumé accompagné de quelques extraits.

L'évêque constitutionnel commence par de belles phrases sur la tolérance et la liberté, répétant, à satiété, qu'il ne fallait pas de persécution :

« Point de persécution, dit-il ; le fanatisme en est avide, la philosophie l'abhorre, la vraie religion la réprouve, et ce n'est pas dans l'Assemblée nationale de France qu'on l'érigera en

¹ Imp. nationale, in-8° de huit pages. Bibl. de M. le chanoine Deslandes.

loi ; gardons-nous d'emprisonner les réfractaires, de les exiler, même de les déplacer ; qu'ils pensent, disent, écrivent tout ce qu'ils voudront : nous opposerons nos pensées à leurs pensées, nos vérités à leurs erreurs, nos vertus à leurs calomnies, notre charité à leur haine. Ainsi — et seulement ainsi — nous assurerons, dans l'esprit public, notre triomphe et leur défaite... Ce n'est pas là une religion : c'est la plus grande des impiétés ; elle est intolérable, puisqu'elle tend à la dissolution de l'ordre social, et qu'elle ferait du genre humain un troupeau de bêtes féroces. Le fanatisme est le plus grand fléau de l'univers ; il faut l'anéantir : la liberté n'est pas compatible avec cet asservissement brutal qui sanctifie la haine et défie les tyrans. Voyez à quelles horreurs se portent, au nom de Dieu, ces détestables arbitres des consciences abusées, et comme ils réussissent à leur inoculer la rage contre leurs frères, comme la plus sainte des vertus ! Ils voudraient nager dans le sang des patriotes — c'est leur douce et familière expression. En comparaison de ces prêtres, les athées sont des anges ».

Ces « anges » devaient bientôt déclarer une guerre acharnée à leur admirateur et, deux ans plus tard (31 octobre 1793), faire tomber sa tête sous le couperet de la guillotine. Il est probable que Fauchet ne fut pas longtemps à regretter un tel excès de langage. Mais si cet excès ne saurait se justifier, il peut du moins, jusqu'à un certain point, s'expliquer par l'aversion à laquelle il se savait en butte de la part des ecclésiastiques insermentés.

Le prélat-député leur en voulait d'une attitude et d'une conduite qui étaient pour lui un blâme et un reproche. Seulement, il ne pouvait pas dire qu'en ce moment il opposait sa « charité à leur haine » :

Quels moyens proposait donc Fauchet pour ramener à résipiscence les prêtres réfractaires, ou, du moins, anéantir leur puissance ? Un seul, qui pouvait être très efficace, mais qui ne lui fait pas honneur : les priver des pensions que la nation leur avait allouées. « Tolérons-les, dit-il, mais, du

moins, ne les payons pas : qui ne fait rien dans l'Église n'a droit à rien dans l'Église : qui ne sert pas la nation, ne doit pas être payé par la nation ». Dira-t-on qu'ils avaient des offices qu'on leur a ôtés ? ce sont eux qui les ont quittés librement par haine des lois. Ils ont suivi leur conscience, ajoutera-t-on encore. — Faut-il payer une conscience qui met en péril la liberté publique ? — Mais ces pensions sont assurées à cette catégorie d'ecclésiastiques par des « lois réglementaires » qui n'exigent pas d'eux, pour qu'elles leur soient servies, la prestation du serment. — Eh bien ! il n'y a qu'à rapporter ces lois ». L'orateur oublie que ces pensions constituaient une dette et que toute dette est sacrée ; au surplus, pareille considération n'était pas faite pour le retenir. Il consent pourtant à faire une exception en faveur des vieillards et des infirmes ; mais, pour « tous les prêtres valides », c'est la suppression pure et simple de leurs pensions, au moyen d'un décret, qu'il réclame. Il prétend que, pour ne pas les perdre, les trois quarts des dissidents feront adhésion à l'Église constitutionnelle :

« Par l'effet de ce décret, la moitié au moins de l'armée du fanatisme va disparaître : les chanoines, les moines, les bénéficiers simples, qui, considérés à juste titre comme des ecclésiastiques sans fonctions, n'avaient pas été obligés de prêter le serment, penseront à deux fois au sort qui les attend s'ils se constituent définitivement et légalement réfractaires ; vous en verrez les trois quarts revenir, de bonne grâce, à la patrie, jurer à haute voix de lui être fidèles, demander des fonctions constitutionnelles aux départements et aux évêques ».

Ici, l'orateur reproduit les illusions dont le parti de la Révolution s'était bercé relativement à la Constitution civile. Nonobstant de cruelles déceptions, ce parti s'y cramponnait avec opiniâtreté et comptait encore réussir, « à l'aide de quelques grands exemples ». Un prochain avenir devait donner un démenti éclatant à ces pronostics ; nous verrons

bientôt le clergé qualifié outrageusement de « réfractaire » prendre en masse le chemin de l'exil, plutôt que de forfaire à sa conscience, allant courageusement ainsi au devant des privations, de la pauvreté, de la misère même, et donnant au monde l'un des plus beaux exemples de fidélité à sa foi et de désintéressement dont l'Histoire fasse mention.

Fauchet semble en avoir le pressentiment, car il ajoute. au risque de se contredire :

« Il faut en convenir, la plupart des ci-devant fonctionnaires révoltés contre la Constitution, et un quart peut-être des anciens oisifs du clergé, brûlés d'un fanatisme ardent, resteront cuirassés dans leur prétendue conscience et obstinés dans leur fureur ; mais la faim chassera bientôt ces loups dévorants d'une bergerie où ils ne trouvent plus de pâture ; les fidèles ne voudront pas longtemps payer un culte qu'ils peuvent avoir plus commodément, plus majestueusement et pour rien, dans les mêmes temples où ils l'ont toujours exercé ; ils reviendront sur les tombeaux de leurs pères, dans leurs églises natives et aux rites solennels qui furent leur édification dès l'enfance ; les habitants sensés des campagnes ne voudront plus entendre des prêtres toujours écumants de rage, ni boursiller continuellement pour payer un culte sans pompe et des prédications sans charité... Dans les premiers temps, je l'avoue, ces restes de prêtres effrénés, affamés, ennemis de la Révolution, redoubleront leurs cris et trouveront quelques dupes qui soudoieront leur religion de haine et seconderont leur fanatisme implacable ; mais quelques grands exemples de justice légale contre les instigateurs des troubles frapperont leurs disciples d'une utile terreur ».

Ce que proposait Fauchet, ce n'était rien moins que de réduire à la famine les ecclésiastiques insermentés ; il aurait dû comprendre à quel point un tel discours, sorti de sa bouche, était odieux ; en faisant le procès d'un clergé rival, n'avait-il pas l'air, en effet, d'exercer une vengeance personnelle ? Le projet de décret qui accompagnait le discours

renchérisait encore sur celui-ci. Outre le refus de traitement ou de pension aux ecclésiastiques insermentés, il réclamait « cinq ans de gêne » pour ceux qui seraient convaincus de tentative de troubles.

Le discours fut accueilli par des applaudissements et des murmures ; des membres en ayant réclamé l'impression, d'autres s'élevèrent contre cette proposition ; ces derniers firent remarquer que l'Assemblée se déshonorerait en votant l'impression ; tel était, en particulier, l'avis de Quatremère de Quincy ; mais l'impression ayant été finalement votée, il s'y rallia et expliqua ainsi son adhésion : « J'appuie, dit-il, la motion de l'impression, afin qu'il soit notoire que le projet de loi le plus intolérant qui ait été proposé sur cet objet est celui d'un prêtre ». — « Et d'un évêque ! » ajouta un membre. Heureusement, un autre évêque allait s'appliquer à réfuter son confrère ; c'était Torné, évêque du Cher. Lui et Lecoq, évêque de Rennes, avaient été des premiers à protester contre les violences de l'évêque du Calvados ; ils comprenaient qu'elles ne pouvaient que compromettre l'Église constitutionnelle et en éloigner, encore plus, les non conformistes.

Torné commença par reprocher à Fauchet d'avoir déployé « une éloquence cruelle », en faisant observer que son projet de décret « condamnait les non sermentés aux horreurs de la misère et de la faim ». Il combattit victorieusement, sur tous les points, le système de son collègue ; il déclara qu'en exerçant leur culte à part, les non conformistes ne commettaient aucun délit et ne faisaient qu'user de la liberté religieuse.

« On me dira peut-être, ajoutait-il, que si le non sermenté n'est coupable, ni par l'erreur, ni par le refus de serment qui en est la suite, il l'est du moins par le trouble que sa doctrine porte nécessairement à l'ordre public... Mais c'est une erreur de penser qu'une simple doctrine, parce qu'un trouble public en a été la suite, soit en elle-même un trouble public ; à quoi se réduirait, en ce cas, la liberté des opinions,

même religieuses ? Ne les manifestez pas en factieux : n'ajoutez pas la sédition à l'erreur, la violence aux écarts, et vous n'excéderez pas les Droits de l'homme ».

Torné avait prévu l'objection : « Mais la scission scandaleuse des non sermentés avec le clergé constitutionnel n'est-elle pas un délit politique, et le schisme peut-il être aussi innocent que l'erreur ? »

Il y répondit nettement en deux mots :

« Disons-le une fois pour toutes : rien de ce qui concerne les opinions religieuses, les différences de culte et les querelles des sectaires n'est du ressort de la loi pénale ».

Tout ce que le pouvoir civil a le droit de rechercher et de punir, dans les prêtres non sermentés, concerne les « actes de désobéissance à la loi et d'attentats contre l'autorité, les propos, suggestions, instigations ou voies de fait tendant *directement* à troubler la tranquillité publique ». Le reste n'est pas de son ressort. Il termine ainsi son discours :

« Je déclare, à l'avance, que j'invoquerai la question préalable sur tout projet de loi sur les non sermentés qui renfermerait quelque sévérité. Il n'en est pas de même des projets de loi qui tendraient à leur accorder une plus grande latitude de protection et de liberté : à ceux-ci j'applaudis à l'avance ».

Ducos, faisant allusion à l'odieuse philippique de Fauchet, demanda l'impression du discours de Torné, « en expiation du discours intolérant qui a été imprimé hier ». Plusieurs membres virent dans cette proposition une insulte à l'Assemblée et demandèrent que Ducos fût rappelé à l'ordre. « Si vous rappelez M. Ducos à l'ordre, s'écria Jamond, vous y appellerez les deux tiers de l'Assemblée ». Après des débats assez vifs, l'impression fut votée et l'on passa à l'ordre du jour.

La discussion ne fut reprise qu'au bout de huit jours.

L'évêque du Calvados n'avait point oublié la sortie faite contre lui. Il était impatient de répondre à son collègue du Cher. Le 3 novembre, il prononça un discours non moins emporté que le précédent, dans lequel il se défendait d'avoir été violent et intolérant et d'avoir employé « une éloquence cruelle ». Mais, aussitôt, il dément cette assertion en traitant les insermentés d'« empoisonneurs ». « On ne peut, dit-il, qualifier d'intolérant celui qui refuse de payer les empoisonneurs ». Ce sont « des hommes inutiles, des ingrats, des ennemis ».

Le véritable grief de l'évêque du Calvados contre les insermentés était le refus de serment : car leur conduite devenait un reproche vivant pour les jureurs et condamnait surtout les intrus. Fauchet souffrait de s'entendre sans cesse, lui et ses adeptes, anathématiser, excommunier et vouer à la damnation ; il aurait volontiers laissé en paix les dissidents, si ceux-ci ne lui avaient pas tenu rigueur de son intrusion. Écoutons-le plutôt :

« Le grand secret de la paix et de la liberté de toutes les nations, c'est une religion universelle, qui voit partout des frères et ne damne personne que les méchants incorrigibles ; cette religion, c'est l'Évangile bien compris, c'est le catéchisme dans toute son extension, ce catéchisme qui sauve, avec saint Paul, tous les hommes de bonne foi, et qui regarde comme appartenant à l'Église universelle tous les hommes vertueux de l'univers. Cette religion est celle de la Constitution française et de la généralité des prêtres assermentés de tous les départements ; ils ne damnent point les non-conformistes ; ce sont ceux-ci qui, vouant les constitutionnels à l'enfer, secouent les torches du fanatisme dans tout l'Empire. Nous serions prêts à vivre fraternellement avec eux ; mais ils ne veulent pas, mais ils ne voudront jamais vivre même en ennemis paisibles avec nous ; toujours les malédictions seront sur leurs lèvres, les haines dans leurs cœurs et les flambeaux de la discorde dans leurs mains. C'est une bien mince philosophie que celle qui ne calcule

pas les effets affreux d'un culte généralement suivi dans un vaste Empire, dont les uns n'ont qu'anathème dans la bouche et fiel dans l'âme, et dont les autres ne respirent que pour la patrie et pour la fraternité de tous les hommes. Renfermez-les dans les mêmes temples : ils deviendront des loups furieux qui dévoreront les agneaux paisibles, à moins que les lions vigilants de la garde nationale ne viennent sans cesse à leur secours ¹ ».

A l'appui de ce qu'il avance, l'orateur cite ce fait, survenu récemment dans son département :

« Deux ou trois cents femmes ont assailli le curé constitutionnel de Saint-Gilles de Caen ², l'homme le plus doux qu'on puisse connaître, l'ont poursuivi et lapidé jusque dans son église ; elles avaient descendu le réverbère du chœur et allaient le pendre en face de l'autel, quand la garde nationale est arrivée et a su le ravir au dernier attentat de leur rage ³ ».

L'évêque du Calvados s'étonne que les pasteurs légitimes crient au loup, s'ils voient le loup pénétrer dans la bergerie. C'est comme s'il disait : Celui qu'on détrousse a tort de crier au voleur ; il doit se laisser détrousser sans mot dire.

André Chénier avait certainement en vue Fauchet lorsque, dans un article consacré aux troubles religieux, publié par le *Moniteur* quelques jours auparavant, il se plaint de « certains prêtres constitutionnels ambitieux, haineux et turbulents, qui ne voient dans toutes ces querelles qu'une occasion de s'élever, en faisant retentir les chaires et la tribune des bruyantes déclamations d'une loquacité apostolique ⁴ ». En

¹ V. *Moniteur*, Arch. parlementaires.

² Il se nommait Postel.

³ *Auditeur national* du 4 novembre 1791.

⁴ *Moniteur*, n° du 19 octobre 1791.

tout cas, il faut convenir que ces paroles s'appliquent de tous points à l'évêque du Calvados.

A propos des deux discours dont nous venons de parler, Fauchet fut pris à partie par un de ses collègues de l'Assemblée, dans une brochure de quelques pages¹. Sous une forme humoristique, l'auteur critique les idées développées par le prélat, son collègue ; mais l'intérêt de cet écrit est moins, pour nous, dans cette critique que dans la façon dont l'évêque du Calvados y est jugé. Voici d'abord comment il apprécie la motion portée par celui-ci à la tribune :

« En voyant paraître Fauchet à la tribune, j'ai dit à un voisin : « Voilà un excellent patriote, mais je crains bien » qu'à force d'excéder les bornes du patriotisme, il ne tombe » dans les écarts des prêtres inconstitutionnels qu'il va » combattre, et qu'il ne soit, à leur égard, aussi fanatique en » constitution qu'il leur reprochera de l'être en fait de religion ».

» Son début, tout pastoral, allait me faire rétracter, lorsque le miraculeux apôtre, en bon pêcheur, nous a amené, d'un seul coup de filet, trois cent cinquante millions. Il ne proposait pas moins que de priver de leur traitement les prêtres non assermentés, et de nous ménager, par cette belle opération à la Terray², trente-cinq millions par année... Vous nous donnez, Monsieur l'évêque, une brillante perspective ; malheureusement, vos montagnes ressemblent à celles de la fable, et ce grand pathos aboutira à un fœtus ».

Fauchet oubliait ou feignait d'oublier — et l'auteur a soin de le lui rappeler — l'article de la Constitution portant que « le traitement des ministres du culte catholique, pensionnés

¹ *L'abbé Fauchet, évêque et député du Calvados, dans l'erreur, rappelé aux principes de la Constitution*, par L.-G. DESGRANGES, député du département de la Haute-Saône. 8 pages in-8°. — Paris, imp. Couret, rue Christine, n° 2.

² Ministre des finances sous Louis XV.

conservés, élus ou nommés en vertu des décrets de l'Assemblée nationale constituante, fait partie de la Dette nationale ».

L'éloquence et le tempérament de l'évêque du Calvados sont ainsi appréciés par notre auteur :

« Vous avez mis dans votre opinion la chaleur d'un patriotisme emporté ; votre art oratoire vous a jeté bien loin des bornes que, peut-être, vous vous étiez proposées. Entraîné moi-même par cette ardeur véhémence qui nous entraînait tous, je vous ai dix fois applaudi ; vous aviez d'ailleurs des passages admirables. Mais lorsqu'on a voté l'impression de votre discours, j'ai voulu très fortement m'y opposer, parce que je pensais qu'il n'était pas de la dignité de l'Assemblée nationale de paraître donner quelque approbation à un discours aussi contraire aux principes de la charte constitutionnelle... Certainement, je respecte le décret [d'impression], d'autant mieux qu'il m'a été observé qu'on devait cette satisfaction à votre civisme et cette leçon à l'abus inconsidéré — mais innocent — de vos talents, en présumant que la presse donnerait plus de poids à cette cervelle, qui n'est dangereuse à la patrie que par un excès d'attachement à la liberté, si nouvellement conquise qu'elle peut encore avoir laissé l'impression des efforts orageux qu'elle a coûtés ».

Trente orateurs avaient parlé sur la question. Enfin, le 16 décembre (1791), après deux mois et demi d'une discussion laborieuse, l'Assemblée législative rendit un décret supprimant les pensions ou traitements des ecclésiastiques qui persisteraient à refuser de prêter le serment civique. Mais, au bout de trois semaines, intervint le *veto* du roi s'opposant à l'exécution du décret. Un seul député osa s'élever — mais sans succès — contre le refus royal.

Les clubistes de Caen ne montrèrent pas la même réserve, ni la même retenue. Sous le titre d'*Adresse des citoyens de la ville de Caen*, ils eurent l'impudence d'écrire au roi pour le sommer de retirer son *veto*. On jugera, par les

extraits suivants, du ton outrecuidant et impertinent de cet odieux factum :

« Roi des Français,

» L'Assemblée nationale prend donc en vain, contre les émigrés¹ et contre les prêtres séditieux des mesures répressives. Tu frappes de nullité l'effet de ses mesures, au moment même où tu dénonces tes frères..., et où tu demandes cent cinquante mille hommes pour les combattre...

» Il est temps de t'arracher aux séductions du despotisme. C'est à la Cour que sont les factieux. Tes amis, — tes seuls amis, — sont les Français libres qui t'ont confié, à toi et à tes descendants, les immortelles destinées de la Constitution.

» La vérité, nous osons te la dire ; entends-la, médite-la

» La tête de tes frères conjurés et de tes ministres perfides doit tomber sous le glaive de la loi. Ils ont mérité le supplice des conspirateurs ; crains de devenir leur complice...

» Ce ne sont plus des proclamations, des discours que nous te demandons : ce sont des actes, et tu n'as encore rien fait pour le maintien de la Constitution.

» Représentant héréditaire du peuple, *ton souverain*, sois digne de lui ; seconde l'Assemblée nationale et ne tente pas de l'avilir. Le *veto* te fut délégué pour donner à la force législative un mouvement moins rapide, mais non pour l'arrêter...

» Hâte-toi donc de retirer le *veto* que tu as porté sur le décret contre les émigrés et contre les prêtres séditieux, et ne résiste pas davantage à la volonté de la nation ».

L'Adresse se termine par un de ces serments héroïques,

¹ L'Adresse est du 29 décembre 1791 ; elle fut rédigée à la suite d'un autre décret sur les émigrés rendu postérieurement à celui concernant les prêtres insermentés.

dans le genre antique, comme il s'en rencontre, assez souvent, dans les harangues de l'époque :

« Nous avons tous juré *la liberté ou la mort*. Si les puissances étrangères venaient à bout d'égorger les défenseurs de la patrie et qu'il ne restât qu'une poignée de patriotes à soumettre dans notre département, apprends que cette poignée d'hommes libres se retrancherait sur le rocher du Calvados et se précipiterait dans les flots plutôt que de retomber dans l'esclavage !¹ »

On croirait entendre non des sujets parlant à leur souverain, mais un souverain parlant à un de ses sujets. C'est d'ailleurs ainsi que l'entendaient « les citoyens de la ville de Caen ».

Le document est revêtu d'un grand nombre de signatures.

Les patriotes de Caen pouvaient se tranquilliser : la loi du 26 août 1792, condamnant à la déportation les ecclésiastiques insermentés âgés de moins de soixante ans, et à la réclusion au chef-lieu du département les sexagénaires et les infirmes, leur donnera bientôt pleine satisfaction. A ce moment, ils n'auront pas à craindre de voir s'interposer le *velo* du roi : celui-ci sera prisonnier au Temple, et sa déchéance aura été décrétée.

A la suite d'une émeute survenue à Caen, le 5 novembre 1791, — et dont on trouvera le récit au chapitre suivant. — la faculté de dire la messe fut retirée aux ecclésiastiques insermentés de cette ville ; toutefois, ceux des autres communes du département continuaient à en jouir. Nous aimerions à dire que ce fut pour le plus grand profit de la paix et de la concorde ; mais les faits se dresseraient pour nous donner le démenti. Des conflits surgirent, çà et là, comme par le passé, entre les deux clergés ainsi mis en contact, conflits qui avaient leur répercussion dans les paroisses et y jetaient la division.

¹ Biblioth. municip. de Caen. (Recueil : *Brochures Normandie*).

Les derniers jours de décembre 1791, on apprend que le curé constitutionnel de Missy « a failli être assassiné à coups de fusil ¹ ». Celui de Monts, un sieur Fortier, dans une lettre datée du 13 février 1792, se plaint que « le ci-devant curé [Renault] séjourne dans la paroisse, tient les petites écoles et y suscite des troubles de toute espèce ² ». Même plainte de la part de la municipalité d'Orbec, relativement aux huit ecclésiastiques insermentés retirés en cette commune : « Ils ont excité les plus grands murmures et se sont exposés eux-mêmes à devenir les victimes de la fureur populaire ». Les magistrats municipaux croient devoir ajouter, en forme d'avertissement : « Nous ne pouvons vous cacher que partout le fanatisme fait les progrès les plus effrayants ³ ». Dans la paroisse de Dampierre, le curé constitutionnel, Jean-Pierre Richard, éprouve tant d'ennuis, du fait de la présence de l'ancien curé et du vicaire, qu'il prend le parti de se retirer.

Le 3 mai 1792, « les dames abbesse et religieuses » de Vignats, district de Falaise, écrivent au directoire du département une lettre désespérée. « Il ne manque, disent-elles, à leur malheur, pour être à son comble, que les derniers outrages et la perte de la vie ». Le 16 avril précédent, elles avaient reçu, de l'administration départementale, l'ordre de quitter leur monastère dans un délai déterminé ; mais, sur la demande qu'elles en firent, il leur fut accordé un sursis. Le 28, au mépris de cette concession, leur maison fut envahie, au milieu de la nuit, par une troupe de forcenés exigeant que l'arrêté du 16 fût exécuté sans plus de retard. A leur tête était le curé constitutionnel de Vignats. Il occupa « la chambre la plus voisine du parloir de la dame abbesse ». « Ce ne furent, depuis onze heures et demie jusqu'à une

¹ *Courrier du Calvados*, n° du dimanche 1^{er} janvier 1792. « Le curé constitutionnel de Missy a failli être assassiné dans la nuit de samedi à dimanche ».

² Arch. du Calvados. (Registre des délibérations du directoire du département. Séance du 23 mars 1792).

³ *Ibid.* Lettre de la municipalité d'Orbec au directoire du département (25 février 1792).

heure du matin, de la part de ceux de sa suite, que coups dans l'escalier, que promenades dans les appartements, de haut en bas, que cris et menaces ».

Le lendemain dimanche, la chapelle fut bruyamment envahie, « la petite grille du chœur forcée et les portes de communication de la communauté au chœur condamnées, de manière que les exposantes sont privées de mettre le pied dans une église dont l'usage leur est réservé par la loi ». Le même jour, « après les vêpres », un pan de l'un des murs formant la clôture fut abattu; la foule, rassemblée au dehors, profita de cette brèche pour faire irruption à l'intérieur; elle se porta aux fenêtres de l'appartement de la dame abbesse et s'y permit, « en propos et en menaces, ce qu'il est presque impossible à des femmes d'entendre sans en mourir d'effroi ».

On s'en tint là pour le moment.

Le mercredi de la même semaine, nouvelle alerte et nouvelles violences. Des citoyens sonnent la cloche de la chapelle; c'était le signal convenu. A cet avertissement, toute la bande accourt. Il s'agissait, cette fois, de « détruire les grilles de l'église ». On voulait aussi « s'emparer du parloir de la dame abbesse et de sa chambre à coucher, qui est au-delà, afin, disent les citoyens, qu'elle n'ait aucune vue sur la cour et sur les jardins dont on a pris possession ». On promet « d'appeler, dimanche prochain, ce que le voisinage compte de gens paisibles pour tout dévaster ».

Ces désordres étaient provoqués par des « meneurs »; les « exposantes » les connaissent, mais elles « n'osent pas les indiquer »; elles sont persuadées que les administrateurs les « soupçonnent aisément ». — « A Vignats, comme ailleurs, observent-elles, les ennemis de la paix publique et des lois font agir la multitude qu'ils ont égarée et lui font faire tout ce qui sert leurs passions ». Elles terminent leur exposé en suppliant le directoire de « prendre les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour qu'il soit pourvu à leur sûreté individuelle ¹ ».

¹ Arch. du Calvados. (Regist. des délibérations du directoire du département).

Quinze jours plus tard, la paroisse de Saint-Sulpice, située à une lieue de Bayeux, fut le théâtre d'une rixe qui faillit avoir les plus graves conséquences, en mettant aux prises cette paroisse avec sa voisine, Sommervieu. Voici les faits brièvement rapportés :

Le dimanche 17 mai, il prit fantaisie à sept ou huit « patriotes » de Sommervieu, parmi lesquels un officier de la garde nationale, d'aller, en manière de promenade, assister aux vêpres de Saint-Sulpice. Là, qu'apprennent-ils ? Le desservant de cette dernière paroisse, déjà « fortement soupçonné d'avoir protesté contre son serment, n'avait point annoncé, le matin, au prône de la messe, les prières ordonnées par le conseil de M. l'évêque du Calvados pour la prospérité de nos armes », bien qu'il en eût été prévenu, et, « en conséquence, il n'avait point donné la bénédiction après les vêpres », comme le prescrivait le Mandement du conseil épiscopal. Nos « patriotes » furent « surpris d'une conduite inouïe dans le canton, et peut-être dans le diocèse ». Alors, sans hésiter un instant, ils se rendent chez le desservant pour lui demander raison de sa conduite et lui exprimer leur mécontentement. Ne l'ayant pas trouvé, ils se mettent à sa recherche et se livrent, dans ce but, à des visites domiciliaires.

Pendant ce temps, les habitants avaient été mis au courant des allées et venues de ces étrangers ; l'indignation est générale. On se concerte, et l'on décide de faire reprendre au plus vite, à ces fanfarons, le chemin de Sommervieu. Au moment où ils sortent de chez le maire, ils sont assaillis par une troupe de cinquante à soixante personnes, « armées de fourches, de faux et d'armes de toute espèce », et fort maltraités. Pendant l'échauffourée, des citoyens de Saint-Sulpice crurent devoir sonner le tocsin pour appeler à leur secours. Bientôt on apprend, à Sommervieu, ce qui se passe à Saint-Sulpice ; là aussi, le tocsin est sonné, et quarante ou cinquante hommes de la localité, « armés, les uns de fusils, les autres de fourches, d'autres de bâtons », volent au secours

de leurs concitoyens. Ceux de Saint-Sulpice, informés de l'approche de cette troupe, se hâtent de prendre la fuite ; aussi, lorsque, vers neuf heures du soir, les habitants de Sommervieu arrivèrent à Saint-Sulpice, ils ne trouvèrent personne. Le maire lui-même avait déguerpi ¹.

L'audace des « patriotes » croissait en même temps que grandissait leur puissance. En maints endroits, les catholiques que le schisme n'avait pu gagner à sa cause étaient l'objet de leurs vexations : on les arrachait de vive force de leurs maisons pour les conduire aux messes des jureurs. Le 21 mai de cette même année 1792, l'administration du district de Bayeux écrit au directoire du département :

« Ce n'est pas seulement à Saint-Sulpice que le monstre de l'intolérantisme agite ses serpents : depuis quelque temps, nous apprenons, chaque jour, que des citoyens paisibles ont été arrachés à leurs foyers et conduits de force à la messe, et que leurs femmes sont outragées, sans qu'ils osent même s'en plaindre ² ».

Des faits de ce genre s'étaient passés notamment dans la paroisse de Trévières, le dimanche 22 avril ; le récit nous en a été transmis par un procès-verbal du directoire du district rédigé le lendemain :

« Le jour d'hier, y est-il dit, plusieurs citoyens de Trévières, paisibles dans l'intérieur de leurs maisons, ont été assaillis. Ces persécutions tyanniques ont été particulièrement exercées sur des vieillards infirmes et sans défense ; les uns ont été outragés, frappés et cruellement maltraités chez eux ; les autres arrachés de leurs asiles avec fureur, traînés ignominieusement dans les rues et conduits, de cette manière barbare et scandaleuse, jusqu'au pied des autels, où ils ont été gardés à vue par les auteurs mêmes de cette persécution, et contraints d'assister à l'office d'un culte que leurs principes

¹ Arch. du Calvados, Lm., liasse Police. (Troubles).

² Arch. du Calvados. (Registres du district de Bayeux).

religieux approuvent ou désapprouvent, ce dont ils ne doivent compte qu'à leur propre conscience ». Les administrateurs du district ajoutent avec raison : « Ces persécutions sont condamnées par toutes les lois écrites dans la raison et la saine philosophie¹ ».

Quant à la source de pareils maux, observent-ils, le directeur du département n'est pas sans la connaître, et ce n'est pas à lui qu'ils l'apprendront ; ils n'en ont pas moins à cœur de la signaler. Elle est dans la « tyrannie qui, couverte d'un masque hypocrite, s'avance à grands pas et menace de dévorer tout ce qui est bon, tout ce qui est vrai, tout ce qui est légitime, tout ce qui est consacré par notre Constitution² ».

Les passions populaires, n'étant plus retenues par aucun frein, exerçaient, en effet, partout leurs ravages ; les maux qui s'ensuivaient étaient les avant-coureurs de l'anarchie et du règne de sang qui s'étendront bientôt sur notre malheureux pays.

¹ Arch. du Calvados. Procès-verbal du 23 avril 1792.

² *Ibid.* Procès-verbal du 21 mai 1792.

CHAPITRE XVI

TROUBLES A CAEN ET A VERNON

Persécutions contre les prêtres insermentés (suite). — Émeute du 5 novembre 1791 à Caen. — Affaire de Vernon. — Meurtre du procureur général-syndic Bayeux. — Chasse aux prêtres réfractaires. — Obéissant à la loi du 26 août 1792, le clergé fidèle du Calvados quitte la France et s'embarque pour l'Angleterre.

Nous avons parlé, au chapitre précédent, des troubles survenus dans différentes communes du Calvados et provoqués par la diversité des opinions religieuses. Ils ne sont rien en comparaison de ceux qui éclatèrent à Caen, le 5 novembre 1791, et à Vernon, le lundi de Pâques de l'année suivante. Ces derniers eurent une gravité exceptionnelle, soit en eux-mêmes, soit par leurs suites. Il y a là des pages navrantes entre toutes celles qui forment l'histoire de la Révolution; ce sont elles qui feront la matière du présent chapitre.

Le 8 octobre 1791, — on se le rappelle, — le ministre de l'intérieur, Delessart, avait écrit au directoire du département du Calvados pour lui enjoindre de veiller à l'observation de la loi relative au libre exercice du culte et de ne pas souffrir qu'il y fût porté atteinte. L'administration supérieure se conforma, dans la mesure de son pouvoir, aux instructions ministérielles.

Elle venait de prendre un arrêté aux termes duquel les

prêtres réfractaires : Gaudon, Labbey et Tousey, retirés à Noyers, devaient quitter cette paroisse dans les huit jours. L'arrêté fut annulé et remplacé par un autre, du même jour, les autorisant à résider, à la condition « qu'ils ne se permettent rien qui puisse troubler la paix publique ».

Le 11 octobre, elle rappelle à l'ordre la municipalité de Courcy. « La loi, observe-t-elle, n'ayant pas ôté aux prêtres non conformistes la faculté de dire la messe, vous ne pouvez, sous aucun prétexte, priver le sieur Coulibeuf de cette faculté. Vous recevrez, incessamment, une lettre du ministre de l'intérieur sur le devoir imposé à tous les corps constitués de veiller au maintien des principes de la tolérance religieuse consacrés par la Constitution ».

Le 26, deux arrêtés, pris antérieurement contre Lelièvre, prêtre réfractaire de Cagny, sont rapportés ; il est autorisé à dire la messe et à résider dans cette paroisse. Même autorisation est accordée au sieur Guillot, « ex-vicaire », pour la paroisse de Christot, ainsi qu'au sieur Villaux, pour celle de Juvigny. A Ouistreham, l'intrus, qui s'était obstiné, jusqu'à, à refuser aux ecclésiastiques insermentés la faculté de dire leurs messes dans l'église, avait fini, sur les remontrances de la municipalité, par les autoriser à les dire « entre cinq et six heures au plus tard ». Mais ceux-ci ne crurent pas pouvoir user de la permission, « les statuts [diocésains] ne permettant pas de célébrer avant six heures ». Le 4 novembre, le directoire du département prend un arrêté par lequel il déclare que lesdits ecclésiastiques « auront la faculté de célébrer : de six heures à huit heures, et de neuf heures à dix heures ».

Il arriva cependant que la lettre du ministre, écrite dans un but de pacification, et destinée, dans la pensée de son auteur, à ramener la concorde, devint l'occasion d'une émeute. Voici comment :

Toujours afin d'obéir aux instructions contenues dans la lettre en question, les administrateurs du département et la municipalité de Caen avaient, de concert, enjoint aux curés

constitutionnels de cette ville de mettre — ce qu'ils avaient refusé de faire jusque-là — des ornements à la disposition des prêtres insermentés de leurs paroisses respectives, pour faciliter à ceux-ci le moyen de célébrer leurs messes. Bien que cet ordre ne fût pas du goût des premiers, ils furent néanmoins contraints de s'y conformer.

L'abbé Busnel, curé légitime de Saint-Jean de Caen, qui, depuis longtemps déjà, s'était abstenu de célébrer, résolut, sur les instances de ses paroissiens, de profiter de la liberté rendue au clergé insermenté. Le vendredi 4 novembre, il se rendit, à cet effet, dans son église. Il avait prévenu de son intention de célébrer la messe le curé intrus, Gohier de Jumilly, lequel lui avait répondu qu'il ne s'y opposait pas, ajoutant même qu'il mettait à sa disposition tout ce que la sacristie contenait en fait d'ornements et de vases sacrés. Un certain nombre de personnes appartenant au parti « aristocrate » étaient accourues, autant peut-être pour faire une manifestation que pour assister à la messe. Quelques « patriotes » s'étaient mêlés à elles. Malgré cela, tout se serait sans doute passé tranquillement, si on n'eût pas constaté que les cordes des cloches avaient été relevées, avec l'intention évidente d'empêcher de sonner la messe. On persiste quand même à vouloir la sonner. Des femmes se querellent, s'injurient ; des hommes se disputent et se menacent. Plusieurs « ci-devant gentilshommes », habitants de la paroisse Saint-Jean, s'installent dans le sanctuaire, et leurs domestiques se placent près d'eux. On a dit — mais sans preuves — que ces domestiques étaient armés de pistolets et qu'ils étaient apostés pour faire, au besoin, un coup de main.

Le curé assermenté paraît alors ; il fait sonner la messe et monte en chaire pour prêcher la paix ; le calme se rétablit et la messe commence. Lui-même la sert jusqu'à ce qu'un prêtre insermenté, ami de M. Busnel, vienne le remplacer. Enfin, le sacrifice s'achève, et chacun se retire assez paisiblement, après s'être donné rendez-vous pour le lendemain, à la même heure.

Informée que M. Busnel se dispose à célébrer le lendemain, la municipalité s'en émeut; redoutant quelque scène fâcheuse, elle croit devoir, par mesure de prudence, écrire à cet ecclésiastique pour l'engager à s'abstenir. La lettre ne fut remise à son destinataire qu'à huit heures du soir. Celui-ci répondit qu'il se conformerait au désir qui lui était exprimé; mais, comme on ignorait, dans la paroisse, l'entente intervenue entre l'ancien curé de Saint-Jean et la municipalité, beaucoup de personnes se trouvèrent à l'église le lendemain, samedi 5 novembre, à l'heure indiquée. Huit ou dix hommes de la garde nationale, ardents patriotes, auxquels ce rassemblement insolite semble suspect, entrent à leur tour, et, d'un ton impérieux, demandent à ceux qui sont là la raison de leur présence; ces gens répondent qu'ils attendent leur ancien curé et qu'ils sont venus dans l'intention d'assister à sa messe et d'y chanter un *Te Deum*. Une dispute s'élève alors entre eux et les soldats patriotes; de la dispute, on passe aux injures, puis aux menaces. Alors un jeune homme, qui avait tenté, dit-on, de désarmer un des soldats de la garde nationale, fut frappé d'un coup de crosse et renversé par terre; ses cris ne font qu'augmenter l'agitation. Le tambour-major de la garde nationale tire son sabre et en menace l'assistance. La lutte engagée dans l'église se poursuit au dehors.

Pendant ce temps, la municipalité, avertie, fait battre la générale, et de nombreuses patrouilles parcourent la ville. Deux officiers municipaux, avec le substitut du procureur de la commune, se rendent devant l'église Saint-Jean; deux compagnies de grenadiers, de chasseurs et de volontaires de la garde nationale les accompagnent. Cette force armée dissipe l'attroupement. A ce moment, quelques coups de fusil et de pistolet se font entendre dans un autre endroit de la ville. Les deux officiers municipaux et le détachement s'y transportent et déploient le drapeau rouge. Quatre personnes furent blessées dans cette première échauffourée, dont deux grièvement. L'effervescence se propageait partout.

Nous croyons devoir reproduire quelques extraits d'une

lettre écrite par un témoin oculaire, quelques jours après l'événement ; elle émane d'un « patriote », ou du moins de quelqu'un qui était affilié au parti populaire ; mais les faits y sont racontés avec sincérité ; à ce titre, cette lettre constitue un document précieux :

« Ayant entendu tenir de très mauvais propos, de la part de la horde, à quelques patriotes qui étaient là, il [le curé constitutionnel] monte en chaire pour les exhorter à la paix et à la réunion des esprits, et commença par dire : *Fratres meus (sic)* ; *pax vobiscum*, s'annonçant par des paroles de douceur. En même temps, les méchants s'écrient, avec un bruit tumultueux : « Point de sermon ! nous ne vous écouterons pas ! vous êtes un gueux, nous avons notre légitime » curé ! »

» Ce dernier dit la messe, à l'issue de laquelle on applaudit ; on parle de chanter le *Te Deum*, mais on remet la partie au dimanche, disant que cet ecclésiastique reprendrait sa place de curé, qu'ils en chasseraient le voleur qui y était, et que l'on pendrait tous les démocrates à la lanterne. Près de quatre cents de ces têtes mal organisées reconduisirent le non conformiste chez lui. Là-dessus, on murmure, on forme des complots et on se prépare de part et d'autre.

» Le lendemain, la même scène recommence, sur les sept heures du matin ; le nombre des séditeux était, dans l'église, plus grand que la veille. La plupart des fils des ci-devant seigneurs, leurs laquais, — qui ordinairement ne savaient pas le chemin de l'église, — accourent des quatre coins de la ville, armés de pistolets, proférant des paroles de menaces, surtout pour le lendemain dimanche, ajoutant qu'ils seraient en bien plus grand nombre. Les bons citoyens, voyant cet attroupement effrayant, crient à la garde. La garde se transporte dans l'église ; on l'insulte. Les chefs de la ligue tirent un coup de pistolet ; la garde nationale, la baïonnette au bout du fusil, les fait sortir ; on l'insulte derechef ; on crie : « Aux armes ! » On brandit des sabres ; on tire des coups de pistolet et de fusil, — tant dans la rue que dans les croisées, —

sur les bons citoyens. Alors la scène de sang commence ; la garde bourgeoise accourt de toutes parts. La municipalité arrive à son tour et entre dans l'église. Le cœur me palpitait à la vue de ce spectacle horrible ; mais ce qui m'effraya le plus, ce fut de voir le drapeau rouge et d'entendre publier la loi martiale. J'aperçois déjà la mort à mes côtés ¹ ».

Ne voulant pas partager, à elle seule, la responsabilité d'une situation aussi grave, la municipalité résolut de réunir à l'hôtel de ville tous les corps administratifs : conseil général de la commune, directoires du département et du district, à l'effet de délibérer de concert et de décider les mesures qu'il conviendrait de prendre pour rétablir l'ordre. Il fut arrêté « que tous les étrangers se trouvant, soit dans les auberges, soit dans les hôtels garnis, soit dans les maisons particulières, seraient tenus de se rendre, en personne, à la maison commune, dans les vingt-quatre heures, pour y déclarer le nombre des personnes composant leur maison, et pour y déposer leurs armes ».

Le même arrêté enjoignait à tous les prêtres non assermentés « de se dispenser provisoirement de célébrer la messe dans aucune des églises de Caen, jusqu'à ce qu'il eût été délégué à l'Assemblée nationale des motifs impérieux qui ont dicté cet arrêté ² ».

Les administrateurs du département, à l'exception d'un seul, refusèrent de signer l'arrêté et quittèrent la séance. Ils eussent été d'avis « d'affecter une ou plusieurs églises non paroissiales de la ville pour la célébration de la messe des prêtres non assermentés ³ ». Cette combinaison avait le double avantage de respecter le droit reconnu par la loi à ces ecclésiastiques et d'écarter toute cause de conflit. Ce fut

¹ *Détail circonstancié des malheurs occasionnés par le fanatisme et dont la ville de Caen vient d'être le triste théâtre.* — De l'imprimerie Vasse, à Honfleur [1791].

² Biblioth. municip. de Caen.

³ Arch. du Calvados. (Registres du directoire du département).

pour protester contre la mesure adoptée que les membres de l'administration centrale prirent le parti de se retirer. Ils étaient persuadés aussi, sans doute, que les vrais coupables étaient les « patriotes » qui avaient pénétré dans l'église ; par leur attitude provocante et leurs menaces, ceux-ci étaient la seule cause du désordre ; sans leur présence et l'immixtion qu'ils se permirent, aucun incident fâcheux ne se serait vraisemblablement produit ; et il se trouvait que c'était, non sur eux, mais sur des innocents, qu'on entendait faire peser les responsabilités. En conséquence, les administrateurs du département estimèrent que leur devoir était de refuser leur sanction à l'arrêté dont nous venons de parler.

A la suite de cette émeute, quatre-vingt-quatre personnes furent arrêtées et renfermées au château de Caen. La municipalité s'empressa de saisir l'Assemblée législative des faits qui venaient d'avoir lieu. Le 11 novembre, l'affaire fut portée à la tribune. Cambon émit l'avis qu'il fallait convoquer, au plus tôt, « la Haute Cour nationale ». La salle était très agitée. « La matière est grave, dit le président ; il faut que l'Assemblée se tienne tranquille ». Ducastel observa qu'avant de rendre le décret d'accusation et de convoquer la Haute Cour nationale, l'Assemblée devait se faire envoyer une copie des procès verbaux de la municipalité de Caen, tout en maintenant en état d'arrestation les personnes détenues. L'idée fut approuvée et convertie en décret, séance tenante¹.

Deux mois et demi s'étaient écoulés, et l'Assemblée législative n'avait pas encore statué sur le sort des quatre-vingt-quatre détenus. Enfin, à la séance du 19 janvier, Guadet, qui avait été chargé par le Comité de législation du rapport concernant l'affaire du 5 novembre, en donna lecture. On avait prétendu qu'il existait un complot, mais on ne put jamais en fournir la preuve ; le rapporteur fut contraint d'en faire l'aveu. « Les témoins entendus sur les événements

¹ Arch. parlam., t. XII, p. 147.

du 4 et du 5 novembre, dit-il, n'ont pu jeter aucun jour sur le projet de conjuration dont je vous ai donné lecture¹ ».

Le rapport n'inculpait que deux prévenus : MM. de la Bigne² et de Manneville, et concluait à l'élargissement de tous les autres. Il en fut ainsi ordonné.

Que le parti des aristocrates ait voulu profiter de la circonstance des messes dites par l'ancien curé insermenté de la paroisse Saint-Jean pour faire une manifestation et protester ainsi contre l'intrusion du constitutionnel, c'est probable, et nous sommes même porté à le croire ; mais leurs intentions n'allaient pas plus loin. Les patriotes en prirent prétexte pour provoquer des troubles, de façon à obtenir l'éloignement des étrangers et empêcher les prêtres insermentés de dire la messe. Voilà, selon nous, l'exacte vérité sur cette affaire.

Les événements qui se passèrent à Vernon, au mois d'avril 1792, offrent un spectacle, sinon plus tragique, du moins plus odieux que celui dont on vient de lire le récit ; car, à la violence se joignent des scènes de sauvagerie et des saturnales sans nom.

Vernon est une paroisse située à une lieue et demie de Caen. Au moment de la Révolution, elle comptait environ 1.200 habitants. Elle était gouvernée par deux curés ; ces ecclésiastiques étaient insermentés ; ils avaient, à la vérité, prêté le serment prescrit par la loi du 27 novembre 1790, mais en réservant les droits de l'Église, restriction qui l'annulait en fait. Au reste, s'ils eussent été disposés à prêter le serment « pur et simple », comme la loi l'ordonnait, leurs paroissiens ne l'eussent pas souffert et n'auraient pas manqué

¹ Arch. parlem., t. XIII, p. 119.

² On trouva sur celui-ci un plan de contre-révolution. Comme il passait pour être le partisan des idées nouvelles, on prétendit qu'il s'était fait arrêter dans le but d'espionner les prisonniers et que c'était un émissaire de l'évêque du Calvados. L'intérêt que le Club de Caen prit à son sort confirmait ces soupçons. Quoi qu'il en soit, ni la protection du Club, ni Fauchet ne purent le soustraire à la peine capitale à laquelle il fut condamné.

de les en reprendre. Les deux curés le virent bien, le dimanche où, au prône de la messe paroissiale, ils furent appelés à se conformer à la loi : il n'y eut qu'une voix dans l'assistance pour protester ; on criait : « Point de serment ! Point de serment ! » La population avait si clairement manifesté ses dispositions à l'égard des ecclésiastiques assermentés qu'aucun de ceux qui furent nommés successivement pour les remplacer, — le nombre s'éleva, dit-on, jusqu'à six, — ne voulut se présenter pour aller prendre possession du poste¹. Les braves habitants de Verson purent, grâce à cela, conserver leurs curés légitimes jusqu'en avril 1792, alors que presque toutes les paroisses circonvoisines avaient perdu les leurs ; en outre, sept ou huit prêtres insermentés étaient venus se réfugier dans cette localité, comme dans un port assuré ; bref, au dire du journal le *Courrier du Calvados*, organe des patriotes, « cette malheureuse commune était « tellement gangrenée » qu'à peine y eût-on trouvé « quatre patriotes ». Les dimanches et jours de fêtes, les habitants de Caen et de ses faubourgs, et ceux des paroisses voisines, s'y rendaient en foule ; certaines personnes parcouraient « trois lieues pour aller entendre la messe² ». Des protestants se mirent aussi de la partie et firent cause commune avec les catholiques. L'un d'eux, un sieur Girard, n'avait-il pas « loué, dans l'église de Verson, un banc pour ses amis les dévots³ » ? Et ces choses se passaient aux portes même de Caen ! Les patriotes de cette ville en éprouvaient le plus vif dépit. La fête de Pâques tombait, cette année-là, le 8 avril ; elle attira à Verson un concours de fidèles plus nombreux encore que d'habitude ; on l'évaluait à plusieurs milliers. C'en était trop. Il fallait, à tout prix, mettre à la raison la

¹ « Par une fatalité qu'une sage administration peut rendre nulle, tous les curés nommés refusent d'y [à Verson] aller ». (*Courrier du Calvados*, n° du 29 mars 1792).

² *Courrier du Calvados*, n° du 15 janvier 1792.

³ *Ibid.*, n° du 19 février 1792.

population d'une commune aussi « arriérée », devenue un foyer de « fanatisme ».

Ce jour-là même, 8 avril, une expédition fut décidée. Le lendemain 9, sur l'ordre de la municipalité de Caen, quatre cents hommes de la garde nationale et six gendarmes nationaux, auxquels se joignirent tous les sans-culottes de la ville, au nombre d'environ deux mille, prenaient, dans l'après-midi, le chemin de Vernon, trainant avec eux une pièce de canon¹. Cette troupe arriva au moment où les vêpres allaient prendre fin et où le curé s'appêtait à faire une inhumation. Des hommes armés pénétrèrent audacieusement dans l'église. La vue de cette soldatesque jette l'épouvante parmi les fidèles présents ; ils s'enfuient, éperdus, et se dispersent de tous côtés. Le curé, l'abbé Briard, était décidé, malgré tout, à procéder à la cérémonie d'inhumation. Déjà il partait pour faire la levée du corps, lorsqu'on l'arrêta, en lui représentant qu'il s'exposait aux outrages et aux violences de cette horde, d'autant plus que c'était à lui surtout qu'on en voulait. Il fut remplacé par un autre prêtre. On arrive à la maison mortuaire ; la levée du corps se fait, et le convoi funèbre prend le chemin de l'église. Mais, soudain, les patriotes de Caen fondent sur les personnes qui le composent et les dispersent ; les porteurs eux-mêmes s'enfuient, abandonnant le cercueil. Le bedeau, avec deux prêtres et « un frère de charité », les remplacent dans cet office. Le bedeau est cruellement maltraité ; on se saisit des trois autres, auxquels on coupa les cheveux. On put tout de même porter la bière à l'église, où elle resta jusqu'à sept heures du soir ; ce fut un prêtre constitutionnel des environs, le curé de Fontaine-Étoupefour, qui acheva la cérémonie.

Furieuse de voir celui des deux curés auquel elle en voulait principalement lui échapper, la bande se répand dans le village, devenu presque désert par la fuite des habitants ; elle enfonce les portes des maisons et se livre à un véritable

¹ Les mémoires du temps disent deux pièces ; mais les documents officiels ne parlent que d'une seule.

pillage, brisant les meubles, emportant le linge, s'emparant de l'argenterie et du numéraire, se gorgeant de vin et de cidre, cassant ensuite les bouteilles et défonçant les tonneaux vides. Les dommages furent estimés à plus de quinze mille livres¹. Malheur aux femmes et aux jeunes filles rencontrées par ces bandits ! Les unes étaient ignominieusement fouettées et les autres avaient les cheveux coupés. Plusieurs, dit-on, se vengèrent en mettant en pièces l'écharpe d'un officier municipal de Caen. Le fait est rapporté par Charlotte Corday, qui le tenait d'une de ses amies. « C'était, observe malicieusement Charlotte, insulter l'âne jusqu'à la bride² ».

La nuit seule mit fin à ces scènes de brigandage. Alors nos braves qui, pour la plupart, étaient ivres, reprirent la route de Caen ; ils traînaient avec eux quinze personnes de Verson ; ces pauvres gens suivaient à pied, attachés à la pièce de canon et les mains liées derrière le dos. A leur tête, était le maire, dont les cheveux avaient été aussi coupés. On remarquait également un ancien professeur du collège du Bois, l'abbé Adam³, retiré à Verson, et sa nièce. Celle-ci fit la

¹ « On fut chez le nommé Loiseau, père du [second] curé de Verson, âgé de soixante-douze ans. On a volé argent, vaisselle d'argent, et pillé ; enfin, on n'a rien laissé chez lui ; on a saisi sa personne et celle de sa fille, volé et pillé la mère Blanchard, parce qu'elle est mère d'un prêtre absent ; on a pillé une fournée de pain chez Blanchard, boulanger, bu deux tonneaux de son cidre, défoncé ses tonneaux, pillé son linge, brisé tous ses meubles et emmené sa personne ; on s'est saisi de même de Jardin, cabaretier, à qui on a bu un tonneau de cidre et insulté sa fille en la menaçant ; quantité de portes d'habitants ont été enfoncées et brisées. Le dommage est estimé à plus de quinze mille livres ». (Extrait du *Mémoire anonyme* des faits, adressé au roi, et daté du 10 avril. — Arch. du Calvados).

² « Un jour, dit Charlotte Corday, une amie d'enfance me racontait une émeute survenue dans la paroisse de Verson, près Caen, où l'on avait outragé des femmes fidèles à leur ancien culte. Celles-ci s'étaient vengées en déchirant l'écharpe d'un officier municipal. C'était insulter l'âne jusqu'à la bride ». (*Charlotte Corday*, par M. CASIMIR-PÉRIER. — *Revue des Deux-Mondes*, n° d'avril 1862).

³ « Jean Adam, prêtre, docteur en théologie, professeur émérite de philosophie, soixante-sept ans, résidant à Verson depuis le 15 janvier 1792 ». (Procès-verbal d'instruction). M. Adam était célèbre par son savoir.

Pl. VI



Le Temps ou le Moissonneur moderne

(FAUCHET FAUCHANT LES VERTUS)

route sans chaussures et toute couverte du sang qui coulait des plaies que ces brutes humaines lui avaient faites à la tête, en lui coupant les cheveux avec leurs sabres. Les officiers municipaux de Caen avaient eu soin d'emporter les clés de l'église de Vernon. Elle resta fermée jusqu'à la Pentecôte, époque où l'on vint à bout de faire accepter aux habitants un prêtre assermenté.

Nos patriotes estimèrent qu'une victoire aussi glorieuse, remportée sur des femmes et des vieillards, méritait les honneurs du triomphe. En conséquence, ils dépêchèrent en avant des émissaires chargés de faire illuminer les fenêtres des maisons situées dans les rues par où le cortège devait passer, et placent des torches allumées dans les mains de leurs malheureuses victimes, avec ordre de les porter. Quelques-uns de ces barbares s'amuserent encore à brûler, avec ces torches, les cheveux qu'ils jugèrent n'être pas coupés assez courts. Le hideux cortège traversa la ville jusqu'au Château, où les personnes arrêtées furent enfermées¹.

La feuille jacobine citée plus haut applaudit à ce triomphe. Voici le récit qu'elle faisait de l'événement, huit jours plus tard :

« Depuis longtemps le village de Vernon, à une lieue de cette ville, était le repaire le plus détestable du fanatisme. Une municipalité coupable et forcenée soutenait le curé Loiseau, non moins forcené qu'elle. Des fainéants, jadis chanoines, s'étaient retirés dans ce lieu, où ils excitaient les fidèles et leur inoculaient le fanatisme. Un sieur Adam, autrefois professeur d'« ergotisme », était le chef de la bande canonique. Tous les dimanches et fêtes, quatre mille habitants de notre ville assistaient aux cérémonies privilégiées de cette horde ; on les voyait couvrir la route. L'esprit philosophique qui nous anime nous portait à envisager d'un œil de pitié ces mascarades dignes du xvi^e siècle. Mais cette tolé-

¹ Arch. du Calvados, L. (district de Caen). — Bibl. de Caen (Mémoires Esnault). — *Semaine religieuse de Bayeux*, n^o du 26 octobre 1879.

rance avait enhardi ceux qui en étaient l'objet ; ils insultaient les citoyens, augmentaient le nombre de leurs prosélytes, inspiraient ouvertement de l'horreur pour la garde nationale et les lois de l'Empire. Malheur à celui qui traversait Verson avec une cocarde tricolore : il était assailli à coups de pierres, et ce signe de la liberté avait été arraché à plusieurs personnes. A la honte de notre ville, ce repaire qui, depuis longtemps, eût dû être réduit en cendres, subsistait encore ; mais enfin la patience a ses bornes.. ¹ »

En floréal an II (mai 1794), la Société populaire de Caen crut devoir adresser à la Convention un mémoire relatant les actes accomplis par elle, ou dus à son initiative, depuis le commencement de la Révolution. Elle ne pouvait manquer de mentionner l'expédition de Verson ; elle le fit dans les termes suivants :

« Un curé réfractaire se permettait, dans une commune voisine de celle de Caen, de dire la messe et de chanter les vêpres ; les fanatiques y accouraient en foule ; on peut en évaluer le nombre à plus de deux mille. Les citoyens de Caen, jaloux de faire triompher la raison, se transportent dans cette paroisse, le refuge des ennemis des lois et de l'ordre ; ils mettent en fuite ces hypocrites, en arrêtent une grande partie, détruisent enfin cette petite Vendée qui, tous les jours, acquérait de nouvelles forces et de nouveaux partisans ; ils y dressent des autels à la philosophie ; et, maintenant, ces hommes qui, naguère, étaient égarés et séduits par un prêtre fanatique, sont rentrés dans le devoir, duquel nous aimons à croire qu'ils ne s'écarteront jamais... A qui

¹ *Courrier du Catvados*, n° du dimanche 15 avril 1792. Cette feuille était rédigée par un nommé Picquot ; c'était un assez triste personnage, sans foi et sans mœurs, et d'une réputation détestable, bien qu'il eût de l'esprit et des connaissances. Patriote ardent, il professait les idées les plus avancées et réclamait sans cesse, dans son journal, des mesures sévères contre les prêtres insermentés. Il devint, à un moment, procureur de la commune de Caen.

est due cette conversion ? Aux vrais sans-culottes de Caen, les amis les plus chauds de la Révolution¹ ».

En prescrivant cette expédition, la municipalité de Caen s'était arrogé un droit qu'elle n'avait pas, sa juridiction expirant aux limites de cette commune. Elle avait donc, dans l'espèce, empiété sur les droits d'une autre municipalité et s'était, de ce fait, rendue coupable d'abus de pouvoir. Sa conduite était illégale sous un autre rapport. En vertu de quelle loi, en effet, prétendait-elle interdire à des citoyens d'assister à la messe de prêtres insermentés ? N'était-il pas dit, dans la Déclaration des droits de l'homme, que « nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses » ? Mais, pour les « patriotes » de la municipalité de Caen et leurs partisans, la liberté c'était la défense de professer une religion autre que la leur. Ainsi, ils avaient agi sans mandat et contre tout droit. Seules les administrations du département ou du district auraient eu qualité pour intervenir ; mais, depuis longtemps déjà, la municipalité de Caen n'était plus que l'instrument du Club, et s'était mise au-dessus des lois.

Les habitants de Verson arrêtés ne tardèrent pas à être relâchés. Le 17, le directoire du département fit placarder une affiche dans laquelle il désavouait l'expédition. Il se disait « affligé de ce que les droits les plus sacrés, garantis par la Constitution, n'eussent pu trouver une protection suffisante dans la force publique créée pour défendre les personnes et les propriétés, pour faire respecter la loi et maintenir l'ordre ». — « Il serait à désirer, ajoutait-il, que le véritable esprit philosophique et les vrais principes de la Constitution eussent assez fait de progrès pour que la tolérance la plus absolue couvrît d'un voile tutélaire et pacificateur les diverses opinions religieuses, ainsi que les différents cultes qui en sont la manifestation ; l'expérience des siècles

¹ *Conduite révolutionnaire des commune et Société populaire de Caen*. In-4° de 18 pages. Caen, imp. nat. du départ.; floréal an II (Arch. du Calvados, L. Sociétés populaires).

n'a que trop prouvé que la persécution, si contraire d'ailleurs à la nouvelle législation des Français, ne fait qu'accroître le fanatisme et multiplier les prosélytes ». L'administration du département était heureuse de penser « que les coupables n'étaient pas les vrais citoyens, mais des hommes égarés » ; toutefois, elle « déclare qu'elle sévira, avec toute la vigueur des pouvoirs qui lui sont confiés, contre les fauteurs et les coupables de ces scènes honteuses de barbarie et de pillage, si indignes du caractère français ; de ces exploits si dégradants, où des armes, destinées à la défense de l'État, sont tournées contre des femmes, des enfants, des vieillards sans défense ; que — dût cet accomplissement du plus saint de ses devoirs l'immoler elle-même à son dévouement pour le maintien de la loi et la défense des citoyens — elle craindra peu ce sacrifice pourvu qu'elle ait servi la chose publique ».

En conséquence, ladite administration fait défense, « au nom de la loi, de la patrie et de l'humanité, à tout citoyen de se porter à aucunes insultes, maltraitements, pillages ou autres excès envers aucunes personnes, soit pour raison de diversité d'opinions politiques ou religieuses, soit pour tout autre prétexte, sous peine d'être poursuivi comme coupable de violation des Droits de l'homme et du citoyen et de perturbation de l'ordre public ».

Un autre article (article 6) interdisait aux municipalités de requérir la force publique de leurs communes respectives pour être employée à faire la police au-delà des limites de ces communes. Il y était dit : « Défenses sont faites auxdites municipalités de se réunir aux municipalités voisines sur la réquisition les unes des autres ¹ ».

Par municipalité, le directoire entendait le corps municipal et non la commune elle-même ; toutefois, l'article prêtait à équivoque : il pouvait être interprété dans ce second sens ; il se fût trouvé, dès lors, en contradiction avec deux

¹ Arch. du Calvados. (Registres du directoire du département).

lois : l'une du 26 février 1790 et l'autre du 3 août 1791. Mais les clubistes veillaient. Ces citoyens s'étaient constitués les soi-disant gardiens des lois ; ils se chargeaient, à l'occasion, de les faire appliquer et aussi de rappeler à leur devoir les corps administratifs qui auraient eu le malheur de le méconnaître. Aussi bien, n'étaient-ils pas le *peuple*, le *peuple souverain* ?

Aussitôt, sous le titre d'*Adresse au Peuple*, une affiche est rédigée et placardée sur les murs de la ville ; on y dénonçait en ces termes, à l'indignation des citoyens, les administrateurs infidèles et prévaricateurs :

« ... Il n'est aucun décret qui attribue au directoire du département le pouvoir d'empêcher les municipalités de se prêter mutuellement main-forte, à leur réquisition respective. Le directoire du département a donc exercé un pouvoir qu'il n'avait pas ; il est donc coupable de forfaiture.

» Par décret du 23 septembre 1790, « les départements » qui se permettent directement » ou indirectement de suspendre l'exécution des lois « sont personnellement responsables de tous les événements ». Le directoire du département qui, par l'article 6 de son règlement, a directement suspendu l'exécution de la loi du 23 février 1790, est donc personnellement responsable des événements ; il doit donc être dénoncé...

» Les signataires ont juré de maintenir la loi ; ils la maintiendront et dénonceront courageusement toutes les infractions qui lui seront faites ¹ ».

L'*Adresse* porte la date du 20 avril 1792. Elle est revêtue d'un grand nombre de signatures. Parmi elles, nous relevons celle du vicaire épiscopal Jean-Ernest Legros.

Mais déjà, le 21, avant même la publication de l'*Adresse au Peuple*, le directoire avait pris un nouvel arrêté destiné

¹ A Caen, imprimerie de Pierre Chalopin, rue Froide-Rue. — Arch. nation., F1 3661.

à fixer le sens du premier. Il lui restait maintenant un devoir à remplir. Il ne pouvait décemment fermer les yeux sur l'entreprise audacieuse de la Société populaire. A l'instigation de son procureur-syndic, Georges Bayeux, il décida de poursuivre les auteurs de cet écrit incendiaire, dans lequel des gens sans mandat se permettaient de censurer les actes de l'administration du département ; le procureur-syndic menaçait même de donner sa démission si les auteurs de ce factum n'étaient pas poursuivis. Grand fut l'émoi dans le camp des patriotes. Ils ne virent d'autre moyen, pour échapper aux poursuites, que de faire appel à la protection de celui qu'ils considéraient comme leur chef, et qui, en réalité, continuait, même de loin, à inspirer la Société populaire de Caen : nous voulons dire l'évêque Fauchet. Celui-ci obtint le concours de quatre de ses collègues du Calvados, dont il sollicita la signature, et adressa au ministre, en forme de requête, la lettre suivante, écrite toute entière de sa main :

« Les députés du Calvados à l'Assemblée nationale prient M. le ministre de l'intérieur de saisir l'occasion la plus favorable pour débarrasser ce département d'un des plus perfides ennemis de la chose publique.

» Le sieur Bayeux, procureur général-syndic, abuse de la souplesse et de l'activité de son génie malfaisant pour induire les administrateurs dans les mesures les plus illégales et les plus propres à soulever les esprits ».

Ces « mesures » — la lettre le spécifie — n'étaient autres que le fameux article 6 de l'arrêté du 22 juillet. Que si « les Amis de la Constitution de Caen » ont exercé la censure contre le directoire, ils l'ont fait en vertu du « droit que la Constitution assure à tous les citoyens ».

La requête continue ainsi :

« Cette mesure était si juste que le sieur Bayeux a été obligé de faire rétracter le directoire ; mais il n'en a pas

moins l'audace de provoquer le pouvoir exécutif contre ses auteurs. Il va jusqu'à offrir sa démission si on n'arrête pas les entreprises des Sociétés dont les membres usent ainsi du plus beau droit des citoyens. Le ministre de l'intérieur est bien instamment prié, par les députés du Calvados soussignés, de prendre au mot le procureur général-syndic, d'approuver les citoyens qui ont censuré le premier arrêté du directoire comme contraire à la Constitution, de rappeler le directoire entier à de meilleurs principes, et d'anéantir la cause la plus active des troubles du Calvados en éloignant de l'administration le sieur Bayeux.

» A Paris, le 1^{er} mai 1792, l'an IV de la Liberté.

» Signé : Claude FAUCHET, évêque du Calvados ;
VARDON, LOMONT, DUBOIS-DUBAY, BONNET ¹ ».

Le ministre ne fit pas à cette lettre l'accueil que les députés escomptaient ; bien loin de blâmer l'administration départementale, il s'empressa, au contraire, de la couvrir ; voici, en effet, en quels termes il écrivait, le 7 mai, aux administrateurs :

« J'ai reçu, Messieurs, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 22 du mois dernier, les deux arrêtés que vous avez pris le 17 et le 21 du même mois, relativement aux troubles qui s'étaient élevés dans votre département, ainsi que la lettre que vous m'avez adressée le 27, à l'occasion d'une *Adresse au Peuple* dont l'objet était de censurer votre arrêté du 17. Le roi, auquel j'ai rendu compte du tout, a donné des éloges à la sagesse de votre conduite et au zèle qui l'a dirigée, et il m'a chargé de vous témoigner sa satisfaction de l'empressement avec lequel, rétractant, par votre arrêté du 21, une erreur qui vous était échappée dans celui du 17 — et presque aussitôt qu'elle

¹ Arch. nation., F^o 36611, n^o 353.

avait été commise — vous avez, par une interprétation nécessaire, levé les incertitudes qu'il pouvait présenter ».

Toutefois, le ministre est d'avis que, relativement à l'Adresse, « quelles que soient les intentions de ceux qui l'ont répandue », il n'y a pas lieu d'en tenir compte autrement; d'autant mieux, observe-t-il, que, « d'après l'arrêté du 21, qui a précédé de trois jours l'impression et l'affiche, cette *Adresse au Peuple* était, par le fait, devenue sans objet ». Il ajoute : « La pureté connue de vos intentions doit suffire pour vous convaincre que son effort ne pourra jamais altérer la confiance que vous ont donnée vos concitoyens, tant que vous continuerez à la justifier par un zèle et des efforts soutenus pour le maintien de l'ordre et l'exécution des lois¹ ».

Comme on le voit, la « députation », ou plutôt l'évêque du Calvados, en fut pour ses frais. De la requête adressée au ministre, il ressort clairement qu'on en voulait surtout au procureur général-syndic; il était, depuis longtemps, la bête noire des clubistes de Caen : d'opinions politiques modérées, il s'était toujours opposé à leurs entreprises, ainsi qu'à celles de l'évêque Fauchet, lequel rencontrait en lui un adversaire redoutable. C'était, d'ailleurs, un homme de talent : il avait été autrefois secrétaire de Necker et s'était fait un renom comme littérateur. Déjà, au mois de janvier précédent, le Club, par l'organe du curé constitutionnel de Saint-Étienne de Caen, Chaix d'Est-Ange, avait signifié au directoire que « le sieur Bayeux avait perdu la confiance publique », et que tous les citoyens de Caen réclamaient « sa destitution ». « Ils ont juré, s'écriait-il, de vivre libres ou de mourir... Ni le roi, ni les décrets, ni les corps administratifs ne les obligeront à reconnaître les personnes qui n'auront pas leur confiance; ceux des membres du directoire qui l'ont actuellement, s'ils venaient à la perdre, ils le leur

¹ Arch. du Calvados. (Registres du directoire du département).

diraient avec la même franchise et ne les souffriraient pas¹ ».

Ce jour-là, les délégués du Club se conduisirent avec une insolence et une audace inouïes. Avant de faire la déclaration qu'on vient de lire, ils avaient réclaté énergiquement, et en insistant grossièrement, la personne du procureur-syndic, qu'on leur avait affirmé être absent, mais qu'ils soutenaient être caché dans quelque endroit de la maison. Ils ne se retirèrent qu'après avoir — inutilement — inspecté celle-ci dans tous les recoins.

La conduite des clubistes était une insulte à la dignité de l'administration départementale ; désormais, il n'y avait plus pour elle de sécurité. Alors, reprenant une idée déjà émise au mois d'août précédent, elle songea à se retirer à Bayeux. Le ministre, à qui elle s'ouvrit de son projet, se borna à lui recommander d'user, — si besoin était, — des moyens de fermeté que lui donnait « l'empire de la loi ; d'éclairer le peuple égaré par les ennemis du bien public, en lui exposant les malheurs qu'entraînent l'anarchie et la licence² ».

Sans nul doute, la ferme application des lois — et surtout la punition des coupables — eussent été efficaces pour prévenir des scènes de ce genre ; mais il eût fallu pouvoir compter sur la force armée ; or, elle était au service des fauteurs de désordres. Dans ces conditions, les administrations se trouvaient dépourvues de tout moyen d'action et comme paralysées ; par suite, l'impunité était assurée au mal.

Les ennemis du procureur général-syndic Georges Bayeux ne seront satisfaits que le jour où ils l'auront immolé à leur vengeance, dussent-ils, pour cela, recourir au crime et tremper leurs mains dans son sang. Ce jour, hélas ! ne devait pas tarder à venir.

Le 6 septembre de cette même année, il traversait la grande place de Caen, actuellement dénommée place du Palais-de-

¹ Arch. du Calvados. (Séance du 24 janvier 1792).

² Arch. du Calvados. (Registre du directoire du département, séance du 1^{er} février 1792).

Justice, lorsque, tout à coup, il se vit entouré par un groupe de vingt-cinq à trente hommes, armés de sabres et de fusils, qui se mirent à pousser contre lui des cris de mort. Les administrateurs du directoire du département et ceux du district, auxquels s'était joint le corps municipal, informés de la situation critique où se trouvait le procureur général-syndic, accourent à la hâte et s'interposent entre lui et la troupe armée. Ils s'efforcent de calmer ceux qui la composent en leur faisant entendre la voix de la raison et en invoquant les sentiments de l'humanité ; mais ces forcenés ne veulent rien entendre : ils avaient juré la perte de l'austère magistrat. Celui-ci ayant tenté de les haranguer à son tour, ses paroles ne firent que les exaspérer ; ils demandaient à grands cris sa tête. A un moment, quelques-uns d'entre eux, se frayant un passage à travers les membres des trois administrations, le percent de leurs baïonnettes et de leurs sabres ; le malheureux tombe, baigné dans son sang. Cependant, il respirait encore ; alors, deux coups de feu, tirés à bout portant, l'achèvent. Les assassins ne s'en tiennent pas là : ils détachent la tête du tronc et la promènent, toute sanglante, à travers les rues de la ville ¹.

Les premiers coupables étaient les meneurs — principalement l'évêque du Calvados et le curé de Saint-Étienne de Caen, Chaix d'Est-Ange, — qui, par leurs excitations, avaient armé les bras de ces misérables ; ils doivent porter, devant la postérité, la responsabilité de ce meurtre abominable.

Le nom du procureur-syndic Georges Bayeux revient, de temps en temps, dans les pages de cet ouvrage ; c'est ce qui nous a déterminé à signaler, en passant, l'animosité dont les factieux et fauteurs de troubles de Caen poursuivaient ce magistrat, et à raconter sa fin tragique, bien que celle-ci ne se rattache qu'incidemment à notre sujet. Mais ce récit ne doit pas nous faire perdre la trame des faits qui forment la matière du présent chapitre.

¹ Arch. du Calvados. (Registre du conseil général du département, procès-verbal du 6 septembre 1792).

On était en droit de s'attendre à ce que, dans l'affaire de Vernon, le directoire du département prescrirait une enquête, dans le but de rechercher les auteurs des méfaits commis le lundi de Pâques. Il n'en fut rien : les coupables ne furent ni recherchés, ni inquiétés. Parmi ceux qui avaient pris part à l'expédition, trop — et non des moindres — étaient compromis. On se contenta de relâcher les prisonniers. En admettant même que, dans la circonstance, le directoire du département fit preuve de fermeté, on est forcé de constater que ce beau zèle ne se soutint pas ; nous le voyons se démentir complètement, au bout de quelques semaines. Le 22 juillet, cédant aux menaces des jacobins du Club, qui le menaçaient de le dénoncer à l'Assemblée législative, il prenait un nouvel arrêté autorisant les administrations du district à dénoncer les ecclésiastiques insermentés, accusés d'avoir agité le peuple et troublé la tranquillité publique.

Il serait injuste, cependant, d'attribuer aux seuls membres du directoire l'initiative de cet arrêté : il fut pris par le conseil général du département, à la suite d'un rapport du comité de sûreté, chargé d'examiner l'état intérieur du département, de rechercher les causes des troubles qui avaient agité plusieurs cantons et de présenter les moyens de les faire cesser ou de les prévenir. Le procès-verbal de la séance du 22 juillet, date de l'arrêté dont nous parlons, cite les noms de quatre-vingt-douze communes dans lesquelles des troubles s'étaient produits. De fait, il en existait un bien plus grand nombre : c'est du moins ce qu'il est permis d'induire des deux « etc. » dont est suivie l'énumération.

Le rapport estime que ces troubles sont dus, en grande partie, aux prêtres réfractaires. On y lit : « Ils se sont servis partout de l'empire que leur donne leur ministère pour égarer leurs concitoyens, alarmer les consciences, tromper les âmes faibles et troubler la paix des familles, en prêchant ouvertement la désobéissance aux lois et le mépris des autorités constituées... ; c'est à eux que l'on doit les progrès du fanatisme et les divisions intestines qui désolent la France... ». En conséquence, « considérant qu'il y a tout lieu

de craindre qu'ils ne portent, au sein de l'Empire, le flambeau de la guerre civile, au même instant que les étrangers tenteraient d'envahir les frontières ; mais surtout, convaincu que [vu] le décret déclarant la patrie en danger, on ne pourrait négliger aucun moyen de sauver la chose publique, et qu'il est de son devoir de maintenir la tranquillité intérieure par tous les moyens que la prudence peut suggérer, le conseil arrête, provisoirement, comme mesure générale et police de sûreté :

» 1^o Les ecclésiastiques qui auront agité le peuple, troublé la tranquillité publique, ou dont la présence est dangereuse dans le canton qu'ils habitent, seront arrêtés et conduits au chef-lieu du département, où ils seront détenus dans le lieu qui sera désigné ;

» 2^o Ils ne pourront être arrêtés que lorsque le conseil ou le directoire du département aura prononcé la détention ;

» 3^o Elle pourra être ordonnée par le département, sur la demande du conseil ou d'un directoire de district, après avis de la municipalité dans laquelle l'ecclésiastique sera domicilié ».

Un certain nombre d'autres prescriptions accompagnaient celles-ci ; nous nous bornerons à citer la quatrième, qui était un véritable encouragement à la délation :

« 4^o Lorsque huit citoyens actifs d'un canton formeront la demande de détention contre un ecclésiastique non sermenté, le conseil ou le directoire du département pourra prononcer la même peine, après avis du conseil général (corps municipal) de la commune du district⁴ ».

L'effet de cet arrêté ne se fit pas longtemps attendre. Les municipalités jacobines s'en prévalurent pour ordonner, sans plus tarder, l'arrestation des ecclésiastiques résidant

⁴ Arch. du Calvados, série L. (Procès-verbaux du conseil général du département).

dans leurs communes ; en certains endroits, principalement dans les villes, on exécuta de vraies rafles. Dès le 3 août, le directoire du district de Vire dresse une liste de trente-cinq ecclésiastiques insermentés, retirés dans cette ville, dont il propose l'arrestation. « Ils sont, affirme-t-il, les seules causes du fanatisme qui désole et alarme les consciences d'un grand nombre de citoyens » ; de plus, « leur présence est extrêmement dangereuse¹ ».

Le 6 août, trois jours plus tard, la municipalité, par 13 voix contre 7, émet l'avis d'en joindre huit autres à ceux-là.

Le 8, elle est appelée à délibérer sur une dénonciation faite par quarante citoyens contre soixante-dix-sept ecclésiastiques. Comme il vient d'être dit, elle s'était déjà prononcée sur quarante-trois, dont elle avait décidé l'arrestation. « Les trente-sept autres, observe le maire, chargé du rapport, sont en partie domiciliés dans cette ville et en partie sur le territoire des municipalités voisines... Je n'ai sur eux aucune connaissance qu'ils aient cherché à occasionner des troubles ; il en est même dont je n'ai eu occasion d'entendre parler que pour citer leurs vertus pacifiques, tels que MM. Royer et Chemin, ex-chanoines. Je crois pouvoir y ajouter M. Taillefer de la Tigerie qui, demeurant sous une municipalité voisine, a travaillé tout l'hiver, à l'instigation même de la municipalité, à recueillir les aumônes des citoyens de cette ville pour le soulagement des malheureux ».

La municipalité déclara s'en tenir à sa décision du 6. « Au surplus, dit le procès-verbal, elle n'a aucun avis à donner sur les ecclésiastiques non domiciliés dans la ville² ».

A Lisieux, ce même jour 6, ce sont quatre-vingt-quinze ecclésiastiques contre lesquels sont lancés des mandats d'arrêt. Sur ce nombre, quelques-uns « n'ont pu être arrêtés, tant par absence qu'autrement » ; des ordres sont donnés

¹ Archiv. du Calvados, série Lm. (Police).

² *Ibid*

par la municipalité « pour qu'ils le soient, dans quelque lieu qu'ils puissent se trouver ». Parmi les ecclésiastiques arrêtés, il s'en rencontrait qui, « quoique non assermentés », n'étaient « point compris dans la liste » ; n'importe : « ils seront conduits avec les autres ¹ ».

L'un de ces derniers est amené devant la municipalité pour être interrogé sur son identité. Il s'appelle Michel Levasseur ; il était curé de Cresseveuille, à l'époque où il fut requis de prêter serment. Il l'a quittée, explique-t-il, « parce qu'on n'admit pas son serment ». Sommé de dire en quels termes il le prêta, il répondit l'avoir fait en ces termes : « Je suis chrétien, je veux vivre en chrétien ; je suis pasteur, je veux vivre en pasteur. Comme chrétien, je fais profession de la religion catholique, apostolique et romaine ; comme pasteur, je veux maintenir et entretenir, dans cette sainte religion, ceux qui sont confiés à mes soins ; en conséquence, sans vouloir désobéir à ceux que Dieu a placés pour nous commander, je refuse de prêter serment sans restriction ». Il ajoute qu'« il consent à jurer d'obéir à la nation, quant au temporel, et non quant au spirituel ».

Il n'y avait rien là qui dût motiver une arrestation ; aucun fait attestant qu'il avait suscité des troubles n'était relevé contre cet ecclésiastique : l'arrestation n'en fut pas moins décidée, « vu, dit le procès-verbal, que les réponses du sieur Levasseur ne tendent qu'à soulever le peuple et respirent le fanatisme le plus dangereux ».

Bientôt, dans tout le département, on fit la chasse aux ecclésiastiques « réfractaires » ; ils étaient traqués et poursuivis comme des bêtes fauves.

Une troupe de gens armés entra dans l'église Saint-Pierre de Caen et arracha un des « obitiers » de son confessionnal, pour le conduire devant la municipalité. Dans le même temps, le bruit se répandit en ville que le Club excitait le

¹ Registres des délib. de la municipalité de Lisieux, séance du 19 août 1792.

peuple contre l'ancien curé et qu'il fut tiré sur lui un coup de pistolet ¹.

Le 15 août, à Roullours, Compère, ancien prieur, Levoivenel, ancien vicaire, et Sicot, sous-diacre, sont dénoncés pour avoir « excité des troubles, notamment le 15 août 1791 et le 18 mars dernier ». Le directoire du département décide qu'« il y a lieu à la détention portée par l'article 1^{er} de l'arrêté du conseil général ² ».

A Rots, les sieurs Leduc, Marie, Dessillons, Degron, Noël, Guilbert, prêtres réfractaires, « égarent le peuple, divisent les familles ». Le procureur général-syndic estime qu'il y a lieu de leur appliquer l'arrêté du 22 juillet. Le directoire se range à son avis ; en conséquence, il est statué qu'« ils seront conduits à Caen et détenus ³ ».

Brée, ci-devant chapelain de l'Union chrétienne, accusé d'être un homme dangereux, est mis en état d'arrestation et conduit au Château ⁴.

Sur une dénonciation des habitants de Coulonces, le district de Vire ordonne l'arrestation — « en attendant la promulgation de la loi sur la déportation » — de Thomas Michel, ex-prieur-curé de Mesnil-Robert, qui s'était rétracté.

Le 4 septembre, il y eut, à Verson, une seconde expédition des sans-culottes de Caen, mais moins sanglante que la première.

C'était justement l'époque où la royauté venait d'être abolie (10 août) et la République proclamée. Cet événement fut le signal du débordement de toutes les passions ; les honnêtes gens étaient frappés de stupeur et comme anéantis. Alors, ce qui était dans les bas-fonds remonta à la surface et commanda en maître ; rien ne s'opposait plus, désormais,

¹ Manuscrit Esnault.

² Arch. du Calvados. (Registre du direct. du départ. Procès-verbal du 15 août 1792).

³ *Ibid.* (Procès-verbal du 17 août 1792).

⁴ *Ibid.* (Procès-verbal du 24 août 1792).

à la marche du torrent révolutionnaire. Les ecclésiastiques arrêtés étaient conduits à Caen et internés au Château, après avoir essuyé, en route, toutes sortes d'insultes et d'outrages de la part de populations aveugles et égarées.

Le séjour dans leur propre patrie n'offrait plus maintenant, pour les ecclésiastiques insermentés, aucune sécurité ; dans ces conditions, beaucoup prirent le parti de passer à l'étranger ; ils savaient, d'ailleurs, que l'Assemblée législative se disposait à décréter leur déportation. Ainsi fit, entre autres, l'ancien curé de Saint-Etienne et Sainte-Catherine d'Honfleur. M. Allais. Il avait quitté sa paroisse le 28 juin de l'année précédente et s'était retiré chez son frère, à Saint-Pierre-Azif, où il put continuer de dire la messe jusqu'au jour de Pâques, 8 avril. « A partir de ce moment, raconte-t-il, je fus privé de la consolation de célébrer les saints mystères et même d'y assister. J'ai passé dans cet état l'espace de quatre mois. Pendant ce temps, la persécution croissait et augmentait d'une façon effrayante... ; on n'entendait parler que de prêtres tousés¹, injuriés, frappés, et même massacrés² ». Dans le courant d'août, il se décida, de concert avec quelques autres ecclésiastiques, à quitter le territoire français. Leur intention était de gagner Honfleur, et, de là, passer en Angleterre. Ils se mettent en route, vêtus d'habits laïques, et ne voyageant que la nuit pour n'être pas arrêtés. Ils étaient déjà arrivés aux environs de Pont-l'Evêque, quand, le 25 août, vers une heure du matin, ils sont rencontrés par une patrouille. Sur l'aveu fait par eux du manque de passeports, et surtout de leur qualité de prêtres, ils sont conduits au corps de garde. La nouvelle de leur arrestation est bientôt connue en ville ; alors commence, pour eux, un

¹ Du participe latin *tunsi*, tondus. On constate que les « patriotes » du Calvados avaient un goût spécial pour cette mauvaise plaisanterie. Nous les voyons y recourir en plusieurs circonstances.

² Mémoires déjà cités.

supplice qui se prolongea une grande partie de la journée, et que M. Allais raconte en ces termes :

« Depuis le matin, jusqu'au moment où il nous a fallu comparaître devant la municipalité, nous ne cessâmes d'être accablés des visites de tous les mauvais sujets de Pont-l'Évêque et autres lieux circonvoisins, qui prenaient un détestable plaisir à vomir contre nous des atrocités sans nom, nous imputer les plus horribles desseins, nous opprimer de leurs sarcasmes et de leurs calomnies les plus noires, nous faire les menaces les plus effrayantes ¹ ».

La comparution devant la municipalité n'eut lieu que vers quatre heures de l'après-midi : les ecclésiastiques y furent conduits au milieu des fusils et des baïonnettes. Les rues où ils devaient passer pour se rendre à la maison commune, la maison commune elle-même, étaient remplies d'une foule que la curiosité avait attirée. Ils durent subir, les jours suivants, d'autres interrogatoires, à la suite desquels la municipalité décida leur transfert au chef lieu du département.

Le temps qu'ils passèrent à Pont-l'Évêque permit aux détenus de constater que cette ville ne comptait pas que de la canaille et qu'il s'y trouvait aussi des honnêtes gens. Les marques de sympathie et de dévouement dont ils furent l'objet de la part de ceux-ci les dédommagèrent amplement des outrages de celle-là.

« Dieu nous prépara, poursuit M. Allais, des adoucissements et des consolations dans la charité bienfaisante de grand nombre d'honnêtes gens de Pont-l'Évêque. Je dois dire à leur louange que, sitôt que la cause de notre détention fut parvenue à leur connaissance, ils s'empressèrent, à l'envi, de nous envoyer toutes les choses qu'ils jugeaient nous être nécessaires. Ils ne se contentaient pas de nous procurer des

¹ Mémoires inédits.

lits et une nourriture délicieuse : ils poussaient leur générosité jusqu'à donner de l'argent et quelques meubles de première nécessité à ceux de nos compagnons qui n'en étaient pas pourvus. Ils payèrent même notre voyage de Caen et recommandèrent à ceux qui devaient nous y conduire d'avoir pour nous tous les égards possibles ».

Tel était, au point de vue religieux, l'état du département du Calvados à l'époque où nous sommes parvenus, c'est-à-dire au mois d'août 1792. Sur ces entrefaites, fut promulguée la loi du 26 août, qui condamnait à la déportation les ecclésiastiques insermentés, à l'exception des sexagénaires et des infirmes. Ceux qui appartenaient à cette dernière catégorie étaient autorisés à demeurer sur le territoire de la République ; mais la loi prescrivait leur réunion, dans un même local, au chef-lieu du département, sous la surveillance de la municipalité. Alors, de tous les points du territoire, commença l'exode douloureux de milliers de citoyens français — quarante mille environ — contraints de quitter leur patrie, devenue pour eux une terre de proscription, et d'aller chercher asile sur un sol étranger.

La plupart des ecclésiastiques du Calvados sujets à la déportation prirent leurs passeports pour l'Angleterre ¹. Sa proximité justifiait cette préférence. Les ports principaux d'embarquement semblent avoir été Port-en-Bessin et Bernières-sur-Mer. Mais, bien qu'ils fussent protégés par la loi et munis de passeports, les ecclésiastiques condamnés à la déportation n'étaient pas toujours à l'abri des insultes de la populace ; on les lui avait peints sous des couleurs si noires, qu'elle en était venue à regarder cette classe d'hommes comme les pires ennemis de la France ; les scènes qui se produisirent à l'occasion de leur embarquement en sont une preuve manifeste. Ainsi, le 26 août, on vit revenir à Caen, sous escorte, vingt-cinq ecclésiastiques :

¹ Ces passeports étaient délivrés, soit par la municipalité du lieu de résidence, soit par le district, sur déclaration de l'émigrant.

ils avaient été arrêtés entre Bernières et Courseulles, au moment où ils se disposaient à quitter le sol français¹. Il semblait que les sans-culottes regrettassent de les voir s'expatrier, comme si c'eût été une proie qui leur échappait.

A Port, l'incident fut plus grave et faillit avoir les plus fâcheuses conséquences. L'assemblée électorale du département se trouvait réunie à Bayeux, pour l'élection des députés à la Convention. Tout à coup, le 7 septembre, pendant une des séances, arrive une lettre du commandant de la garde nationale de Port, annonçant qu'une bande considérable d'individus, composée de toute la lie des environs, était accourue à Port-en-Bessin, à la nouvelle qu'un nombre important de prêtres devaient s'y embarquer pour passer à l'étranger, et qu'elle était occupée en ce moment à dévaliser ces malheureux, en proférant contre eux d'horribles menaces. Leur situation, expliquait-on, était des plus critiques.

Aussitôt, l'assemblée prescrivit à quatre de ses membres de se transporter au plus vite à Port, à l'effet de faire cesser le brigandage qui s'y accomplissait, et de protéger l'embarquement des ecclésiastiques. Le directoire du district leur avait adjoint un des siens, un sieur Hélie. Ce fut seulement après beaucoup d'efforts, et à la suite de longs pourparlers, que les délégués parvinrent à mettre fin à ces scènes de désordre ; mais ils ne purent empêcher la horde de se partager le numéraire qu'elle avait dérobé. Ils eurent toutes les peines du monde à arracher les ecclésiastiques à la fureur de « ces cannibales »² qui ne parlaient de rien moins que de les massacrer ; quelques-uns revinrent à Bayeux. D'après le rapport dressé par les commissaires, le nombre des « brigands » pouvait s'élever à quatre mille ; celui des ecclésiastiques était d'une centaine³.

S'il faut en croire l'abbé Barruel, qui avait pu en recueillir

¹ Arch. municip. de Caen. (Séance du 26 août 1792 : « Vingt-cinq personnes suspectes, arrêtées à Bernières, qui paraissaient disposées à s'embarquer, seront conduites, sous escorte, au château de Caen »).

² Cette expression est empruntée au procès-verbal rédigé par les envoyés.

³ Arch. du Calvados, Lv.

le récit de la bouche même des victimes, le soulèvement de Port-en-Bessin serait dû au curé intrus de la paroisse de Vaucelles, près Bayeux, nommé Delaunay, que les habitants du pays avaient baptisé du sobriquet de *Gorsas*¹. Il était arrivé à Port en costume militaire, entouré de six fusiliers. Au lieu de protéger l'embarquement des prêtres, — et sans en avoir reçu mission, — il les interroge, exige d'eux la remise de leurs passeports, examine ceux-ci, en supprime arbitrairement un certain nombre, sous prétexte qu'ils renferment des irrégularités. Son but était, paraît-il, de faire traîner les choses en longueur. Pendant ce temps, le tocsin répandait l'alarme dans les campagnes voisines. On y disait que trois cents Anglais étaient débarqués à Port et allaient réduire en cendres cette localité. Les paysans accourent de toutes parts armés de faux, de haches et de fusils. Gorsas leur montre, mouillé au large, le bâtiment qui devait transporter les prêtres en exil ; il le signale comme un navire anglais. Aussitôt, ordre est donné aux canonnières de le couler bas ; mais le capitaine qui le commandait, entendant le tocsin sonner et les tambours battre, avait deviné des intentions hostiles et s'était hâté de se mettre hors de portée de canon. Alors, irrités par la présence de ces ennemis imaginaires, les paysans voulurent se venger sur les prêtres qu'ils supposaient être leurs complices². On ne sait ce qui serait advenu sans l'arrivée des commissaires accourus de Bayeux.

La première occupation des prêtres bayeusains, une fois

¹ Gorsas était le nom du rédacteur du *Courrier des 83 départements*. Avant d'être journaliste, il avait été maître de pension. Il embrassa tout d'abord, avec ardeur, les idées nouvelles. Dès le premier jour, il fut rangé parmi les journalistes patriotes ; mais il ne partageait point les exagérations de la plupart d'entre eux ; toutefois, il inclina bientôt vers la République. Il représentait, à cette époque, le parti avancé.

En 1790, Delaunay était vicaire de la paroisse Saint-Sauveur de Bayeux. L'auberge où il descendit, à Port, fut appelée, dans la suite, l'*auberge à Gorsas*. Après la Révolution, il refusa de se rétracter ; il était entré dans la vie laïque.

² BARRUEL, *Histoire du clergé pendant la Révolution française*. t. II, p. 175 et 176. (Cet ouvrage est devenu très rare).

rentrés dans leurs foyers, fut de remercier les membres de l'administration du district de la sauvegarde qu'ils leur avaient procurée. Le lendemain, 8 septembre, ils leur adressaient une lettre dans laquelle ils disaient :

« Nous nous empressons, en revenant à la vie, d'adresser nos remerciements à ceux qui nous l'ont rendue. L'appareil de notre supplice a été étalé sous nos yeux; nous avons eu la triste facilité d'observer tout ce qu'a fait pour nous celui d'entre vous qui vous a si dignement représenté hier; nous ne l'oublierons jamais.

» Il serait superflu de vous peindre ce qui s'est passé; vous en serez sans doute instruits par le récit de M. Hélie. Vous le serez peut-être aussi par un procès-verbal dont le rédacteur nous a donné lecture et qu'il nous a conseillé de signer sans restrictions ni explications, ce que nous avons fait ».

Ils demandent qu'on leur indique le moyen de satisfaire à la loi de déportation du 26 août. Aux termes de cette loi, ils devaient quitter le royaume dans le délai de quinze jours; or, on était déjà au 8 septembre; le terme approchait donc: c'est ce qui les détermine à solliciter une prolongation.

« Une chose est indispensable, observent-ils, c'est que nous sortions du royaume; une chose est impossible, c'est que nous en sortions sans une protection publique et imposante. Nous réclamons de nouveau cet appui, devenu plus nécessaire que jamais. Nous vous demandons en quel lieu et par quels moyens il nous sera possible d'exercer notre déportation. Enfin, nous demandons que le délai fatal soit étendu, si notre embarquement ne peut s'effectuer assez tôt¹ ».

Les signataires de cette lettre sont au nombre de vingt-trois.

Le procès-verbal de ce qui s'était passé à Port fut lu à la

¹ Arch. du Calvados. (Registre du district de Bayeux, procès-verbal du 12 septembre 1792).

séance de l'assemblée électorale du 10 par le curé constitutionnel de Vaucelles, le fameux Delaunay. La lecture finie, il annonça qu'il venait « de prendre l'engagement de voler aux frontières avec les volontaires de Bayeux ». Son intention, expliquait-il, était de « remplir, à la fois, les fonctions d'aumônier et de combattre comme soldat¹ ». Il ajouta qu'« il faisait hommage à la patrie d'un crayon d'argent, seul objet précieux qui fût en sa possession ». L'assemblée, comme bien on pense, applaudit à sa générosité et à son zèle. La vocation militaire du prêtre Delaunay, dit Gorsas, venait de se révéler trop brillamment pour qu'il n'y répondît pas.

Dans le moment même où une vile populace se livrait, envers les ecclésiastiques du Calvados qui s'étaient donné rendez-vous à Port, aux scènes de brigandage dont on vient de parler, d'autres ecclésiastiques s'embarquaient à Bernières. Le récit de cet embarquement nous a été laissé par l'ancien curé de Sainte-Catherine d'Houfleur, M. Allais, qui en faisait partie. Là aussi, les émigrants se trouvèrent en présence d'une foule considérable accourue pour assister à leur départ. Mais ses dispositions contrastaient singulièrement avec celles dont était animée la populace rassemblée à Port-en-Bessin. Qu'on en juge plutôt :

« L'heure de notre embarquement approchait. A quatre heures de l'après-midi, nous nous rendons, avec nos bagages, sur le rivage de la mer. Une foule immense de peuple, tant de la paroisse que des lieux circonvoisins, s'y rendait pour être témoin de notre départ. Cette grande multitude devait naturellement nous donner de l'inquiétude, dans un temps où les lois les plus saintes étaient foulées aux pieds, méprisées, transgressées ; que dis-je ? dans un temps où la vertu, la probité et la religion étaient persécutées à outrance. Mais quel fut notre étonnement de voir ce peuple nombreux s'attendrir sur notre sort d'une manière sensible et tou-

¹ Arch. du Calvados, Lv.

chante ! Au lieu de ces imprécations et de ces calomnies, de ces outrages lancés contre nous dans tant d'autres endroits, dans celui-ci les larmes coulaient des yeux, les cœurs soupiraient, et nous n'entendions que des bénédictions, des paroles consolantes et des souhaits ardents d'un prochain retour. Chacun se croyait heureux de rendre quelque service aux ministres du Seigneur. Vers les six heures, le maire ou le procureur de la commune fit, sur le rivage, l'appel nominal de ceux qui devaient être embarqués ; à mesure que les noms étaient appelés, des hommes forts et robustes, se mettant à l'eau jusqu'à la ceinture, nous portaient, à l'envi, sur leur dos, à une petite barque destinée à nous recevoir. Lorsqu'il y en avait suffisamment, on nous conduisait au navire, qui était plus avancé dans la mer. A sept heures du soir, l'embarquement fut complet. Nous étions au nombre de soixante-dix-sept ou quatre-vingts dans le bateau. C'était le 7 septembre 1792¹ ».

Le plus grand nombre des ecclésiastiques déportés du Calvados s'embarqua à Bernières. L'esprit de la population de cette paroisse, toute dévouée à ces infortunés, devait être pour beaucoup dans cette préférence. On vient de voir comment elle se conduisit vis-à-vis des compagnons de M. Allais. Les détails que nous donne ce dernier sont confirmés par d'autres contemporains. Nous nous bornerons à citer l'abbé Barruel, qui écrivait en 1797, et qui, par conséquent, avait pu recueillir ces renseignements de la bouche même de prêtres du Calvados retirés, comme lui, dans la Grande-Bretagne².

A part quelques-uns qui gagnèrent les Pays-Bas et l'Allemagne, tous les autres ecclésiastiques de ce département se rendirent en Angleterre et demandèrent à ce pays l'asile que

¹ Mémoires inédits.

² Voir BARRUEL, *Histoire du clergé pendant la Révolution française*, t. II, p. 178. — Londres, 1797.

leur refusait leur ingrate patrie ; beaucoup se retirèrent dans l'île de Jersey, allant ainsi rejoindre leur évêque légitime, M. de Cheylus, qui s'y était réfugié depuis un an. Poussés par le souffle de la persécution sur une terre protestante, pareils à ces semences que le vent emporte au loin et qui y germent, ils furent les instruments dont Dieu se servit pour tirer de l'hérésie et ramener à la vraie foi plus d'une âme anglicane ; on peut dire qu'ils préparèrent le mouvement admirable de renaissance catholique qui s'est produit chez nos frères séparés et a marqué le milieu du siècle dernier. Il est également permis de voir dans cette renaissance même la récompense de la charité généreuse et vraiment royale exercée par la nation anglaise envers le clergé français exilé. La Providence a de ces revanches ¹.

Voilà donc les curés constitutionnels débarrassés de leurs

¹ Voici, à ce propos, ce que nous lisons dans les curieux *Mémoires*, récemment publiés, de la comtesse de Boigne, née d'Osmond, qui avait émigré en Angleterre et s'était fixée à Londres :

« ...A Londres, la conduite du clergé a été de nature à se concilier l'estime et la vénération du peuple anglais, bien peu disposé en faveur des prêtres papistes. Chaque famille bourgeoise avait fini par avoir son abbé français de prédilection, qui apprenait sa langue aux enfants et souvent assistait les parents dans leurs travaux.

» Réunis par chambrée, quelques-uns de ces bonnes gens s'étaient fait de petites industries à l'aide desquelles ils vivaient et venaient au secours des plus vieux ou des infirmes... Cette conduite leur avait attiré une vénération dont on a vu des résultats touchants. Par exemple, ceux qui étaient chargés d'approvisionner la petite colonie se rendaient, le vendredi, à Billingsgate, leur schelling à la main, et c'était à qui, des vendeurs de poisson, remplirait leur panier. Ils avaient la délicatesse, remarquable dans les gens de cette espèce, de recevoir le schelling en donnant du poisson pour la valeur de dix ou douze. Aussi les prêtres français s'émerveillaient du bon marché. Cette singulière transaction commerciale s'est renouvelée tous les vendredis, pendant des années ; les gens de Billingsgate avaient l'idée qu'elle leur portait bonheur. (T. I, p. 139-140) ».

Un prêtre déporté décrit, en ces termes, les impressions éprouvées par lui et ses confrères lorsqu'ils mirent le pied sur le sol anglais, en quittant un pays devenu un foyer de révolution et dont les habitants s'entre-déchiraient :

« Il faut, dit-il, avoir été trois ans en France, au milieu des constitutionnels, des girondins, des maratistes, des jacobins de toute espèce

rivaux les curés insermentés et devenus les seuls maîtres de la situation. Leur triomphe sera de courte durée. La tempête d'athéisme qui est sur le point de s'abattre sur la France et dont se révèlent déjà, aux yeux des moins clairvoyants, les signes précurseurs, va bientôt les balayer à leur tour.

pour sentir ce que ce premier aspect des Anglais avait de reposant, de délicieux pour chacun de ces prêtres arrivant sur les côtes de la Grande-Bretagne. Des régions de l'effroi, de la terreur, tout à coup transporté dans l'île de la sérénité, de la confiance, il lui semblait renaître. C'était le doux réveil de l'âme qui, longtemps tourmentée de l'image des monstres, des furies, sort de ce rêve affreux et ne trouve autour d'elle que des objets rassurants et paisibles. Je le sais par mon expérience et par celle de mes frères déportés avec moi... Nous nous disions les uns aux autres : « Que ce silence est doux ! » Ici, on n'entend plus ni le cannibale *Ça ira*, ni l'horrible *Carmagnole*, ni ces » tambours sans cesse appelant ou des sectionnaires en délire, ou des nationaux, » des fédérés, des patriotes toujours prêts à tuer ». (BARRUEL, *opus cit.*, t. II, p. 210-211). Le même auteur consacre plusieurs pages à célébrer la bienfaisance du peuple anglais ; ce fut, du haut en bas de l'échelle sociale, sans distinction de religion, une pieuse et touchante émulation de charité. « On vit en Angleterre, dit-il, jusqu'à huit mille prêtres déportés ; or, pas un seul n'y manqua des moyens nécessaires pour subsister ». Sur ce nombre, quatre mille huit cents vécurent uniquement des aumônes de la charité anglaise.

CHAPITRE XVII

SON RÔLE A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Fauchet dénonce le ministre de l'intérieur Delessart à l'Assemblée législative. — Il est dénoncé lui-même à la Société des Jacobins. — Son nom est rayé de la liste des membres de cette Société. — Il répond à ses proscriptionnaires. — Les électeurs du Calvados l'envoient siéger à la Convention.

L'élection de Fauchet à l'Assemblée législative le grandit encore dans sa propre estime. Il se crut appelé à y jouer un rôle prépondérant ; aussi bien, cette Assemblée n'était-elle pas composée, en majorité, de ses amis politiques ? Cette circonstance, en lui donnant plus de hardiesse, favorisait ses prétentions. S'il ne réussit pas au gré de ses desseins, il n'en fut pas moins un des membres les plus actifs, les plus remuants et les plus influents de cette seconde législature ; il s'y présentait, à la vérité, avec tout le prestige d'une popularité jusque-là incontestée. Un de ses collègues a décrit, en quelques traits rapides, l'attitude qu'il eut alors et le rôle qu'il remplit comme député :

« Député à l'Assemblée législative, la gravité de ses nouvelles fonctions ne modéra pas le fougueux caractère de l'abbé Fauchet. Il y fut l'adversaire de tout intrigant, l'ennemi de tout dominateur, l'impatient dénonciateur de tous les ministres. S'il n'occupait pas la tribune, il parcourait

les rangs, fomentait les passions; s'il n'y tonnait pas, il employait à forger la foudre les courts moments de son silence¹ ».

Le nouveau député arriva à Paris le 29 septembre. Dès le lendemain, il se rendit à la Société des Amis de la Constitution, qui tenait ses séances aux Jacobins et à laquelle, comme on sait, il avait eu soin de s'affilier avant son départ pour le Calvados. S'il faut en croire le procès-verbal de la séance, il y fut accueilli par les plus vifs applaudissements.

A partir du 19 octobre, jusqu'au commencement de novembre, les séances furent présidées par lui². C'était aux beaux temps de sa popularité.

Nous avons raconté la part prise à l'Assemblée législative par le représentant Fauchet dans la discussion des lois proposées contre les prêtres réfractaires. Il n'est pas téméraire, croyons-nous, de mettre sur le compte d'une animosité personnelle l'acharnement manifesté par lui, en cette occasion, contre ces ecclésiastiques. Il avait un autre compte à régler, une autre exécution à faire; cette fois, il s'agissait d'un ministre, du ministre de l'intérieur, Delessart.

Delessart avait soutenu la municipalité de Bayeux dans sa lutte contre l'évêque Fauchet; il avait encouragé l'opposition manifestée par les administrateurs du Calvados à l'égard de ce prélat, soit dans le mode adopté par lui pour ses visites pastorales, pleines de prédications révolutionnaires, soit à propos de sa candidature à la députation. Il lui était arrivé, en outre, de blâmer un arrêté par lequel ces mêmes administrateurs prescrivaient la fermeture des chapelles des religieux et religieuses du département ne reconnaissant pas l'évêque intrus; enfin, une autre fois, il les avait rappelés à l'observation de la loi qui autorisait les prêtres insermentés à dire la messe. C'était là, pour Fauchet, autant de griefs contre le ministre. Aussi lui déclara-t-il une guerre sans merci.

¹ PAGANEL, *Essai sur la Révolution française*, t. I^{er}, p. 446.

² V. AULARD, *Société des Jacobins*, t. III, p. 154.

Il l'attaqua d'abord à propos de l'insurrection dont la ville de Caen fut le théâtre, le 5 novembre ; Delessart, en écrivant aux membres du directoire du département du Calvados la lettre dans laquelle il leur faisait défense d'inquiéter les prêtres non conformistes, était, jusqu'à un certain point — selon lui — responsable de cette insurrection. Quelques jours après, le 11 novembre, le ministre fut sommé de communiquer sa correspondance avec le directoire du Calvados, à l'occasion des troubles de Caen ; le lendemain, il rendit compte des événements et donna des éclaircissements sur les inculpations articulées par l'évêque Fauchet contre la majorité des membres du directoire.

Moins d'un mois après, le 3 décembre, quoique Delessart, récemment appelé au ministère des affaires étrangères, fût remplacé à l'intérieur par Cahier de Gerville ¹, Fauchet l'attaqua de nouveau à outrance sur sa gestion passée. Comme l'évêque du Calvados se fera, plus tard, un titre de cette dénonciation, — lorsqu'on l'accusera lui-même d'être le partisan de Narbonne, — nous allons en reproduire la partie essentielle :

« Il est temps, dit-il, de faire un grand exemple. J'accuse M. Delessart de deux crimes de haute trahison. Il a trahi son ministère en n'envoyant que le 25 novembre, au département du Calvados, la loi du 27 septembre sur le répartition des contributions publiques. Il a trahi la nation en diffamant auprès d'elle les autorités constituées. La preuve de ce second délit se trouve sur toutes les places publiques : elle est dans la proclamation que M. Delessart a signée, et dans laquelle il accuse les représentants de la nation d'ignorer les principes de la Constitution. Ces deux crimes attentent à la sûreté de l'État ; ils appellent sur la tête de celui qui s'en est rendu coupable une grande responsabilité. L'assiette de la contribution publique est encore à faire dans un des plus

¹ Était natif de Bayeux.

riches départements de la France, et c'est par la faute du ministre de l'intérieur. Observez quel est l'homme dont il s'agit : C'est un homme qui avait pris l'esprit d'agiotage avec M. Necker; c'est l'homme qui conçut, dans le commencement de la Révolution, le projet d'affamer Paris; c'est l'homme, enfin, qui, dernièrement, a tout calculé pour réduire la France à la disette. Il est convenu ici qu'il avait écrit aux départements pour la répartition des contributions et que la plupart d'entre eux ne lui avaient pas seulement répondu, et il est resté tranquille ! Et nous aussi, nous sommes restés tranquilles. Un seul objet attire sa sollicitude : le traitement des prêtres réfractaires, tandis que les curés constitutionnels sont obligés de quitter leurs cures de peur d'y mourir de faim. Les ennemis de la chose publique sont les premiers des hommes pour M. Delessart, et les amis de la Constitution sont, à ses yeux, des factieux et des perturbateurs.

» Je demande que M. Delessart soit, à l'instant, mandé à la barre et que M. le Président lui fasse ces deux questions : 1^{re} Est-il vrai que vous n'avez envoyé au département du Calvados que le 25 novembre la loi du 27 septembre sur les contributions publiques ? 2^o Est-il vrai que vous avez dit, dans une proclamation, ces mots : « Le roi vient de refuser la » sanction à un décret qui ne pouvait pas compatir avec » les mœurs françaises et les principes d'une Constitution » libre » ? Comme ces deux délits ne pourront être niés, je demande qu'il soit alors rendu contre lui un décret d'accusation ¹ ».

Cette sortie fut froidement accueillie par l'Assemblée ; mais les tribunes applaudirent chaleureusement.

Le but de Fauchet était de démontrer que le ministre, de concert avec l'étranger, préparait une contre-révolution.

Delessart était alors malade ; il ne put venir se justifier ce jour-là ; ce fut seulement le 22 qu'il parut à la tribune

¹ Arch. parlementaires, t. XII, p. 286.

et répondit à son accusateur. Il réfuta, d'une manière victorieuse, les griefs qui lui étaient imputés. Parlant, en particulier, de sa lettre du 8 octobre, adressée au directoire du Calvados, il s'explique ainsi :

« Dans cette lettre, je recommandais en même temps de maintenir la liberté du culte et de veiller sur les prêtres non assermentés ; de protéger ceux qui restaient paisiblement attachés à leurs opinions religieuses, et de déférer aux tribunaux ceux qui troublaient l'ordre public ; de se conformer à l'esprit de la religion, qui ne respire que charité et indulgence ; de chercher, enfin, à établir, entre les différents citoyens, la concorde et l'union qui doivent être un des plus précieux résultats de nos lois ¹ ».

Fauchet ne se tint pas pour battu ; moins d'un mois après, le 17 février 1792, il revenait à la charge. Le discours qu'il prononça, ce jour-là, contre le ministre, est des plus violents ; il s'acharne après lui comme après une proie.

« Delessart, dit-il, est coupable d'attentats et de complots contre la liberté du peuple. Pour le prouver, je n'emploierai pas le langage mielleux d'un orateur de la Cour, mais le langage d'un orateur du peuple. J'y ferai jaillir le feu de l'indignation, de la honte, des remords : c'est la seule peine que je désire au coupable »

Il accuse le ministre :

1° D'avoir été la cause directe de la cherté des grains ;
2° de montrer une faveur marquée pour les prêtres réfractaires ; 3° d'être de complicité dans les troubles du Calvados ; 4° d'être responsable des massacres d'Avignon ; 5° d'être complice, d'une façon au moins passive, dans tous les troubles publics.

En ce qui concerne ceux du Calvados, il accuse Delessart

¹ Arch. nation., AA, n° 120.

d'avoir, par le moyen de la démission simulée de trois membres du directoire du département, — et sous le prétexte du remplacement de trois administrateurs qui n'avaient pas quitté leurs fonctions, — renforcé la majorité aristocratique de ce directoire de trois membres au-dessus du nombre fixé par la loi. Il entra, à ce sujet, dans de longs développements qui fatiguèrent l'Assemblée ; celle-ci manifesta des mouvements d'impatience, et plusieurs députés demandèrent qu'on s'occupât d'objets plus importants. « Celui-ci l'est beaucoup, riposte l'évêque-député ; je veux faire disparaître un grand ennemi ». Ces paroles soulevèrent une tempête ; on injuria l'orateur. A la fin, la parole lui fut retirée. On décida de tenir, le soir, une séance extraordinaire « pour réparer le temps que M. Fauchet avait fait perdre ¹ ».

Celui-ci eut cependant une consolation. Le Club des Jacobins, dans sa séance du 19 février, c'est-à-dire deux jours après la dénonciation, votait l'impression, à ses frais, du discours du « frère Fauchet », lequel fut publié sous ce titre : *Confirmation et développement de la dénonciation faite à l'Assemblée nationale (sic) contre M. Delessart, ministre, par Claude Fauchet, évêque du Calvados*².

Nous nous bornerons à en citer ce passage, relatif aux troubles du Calvados :

« La part active de M. Delessart dans les troubles que la coalition des prêtres réfractaires et des ci-devant nobles a excités dans le Calvados, est indubitable pour tout ce qu'il y a de patriotes et même d'aristocrates dans ce département. Avec quelle froide hauteur et quelle ministérielle insolence il répondait aux deux administrateurs du directoire, que leur patriotisme avait rendus insupportables à leurs collègues dont ils ne voulaient point partager l'incivisme !... Avec quelle faveur unique et quelle despotique autorité il

Moniteur.

² Imprimerie du *Patriote français*, place du Théâtre-Italien, in-8°, 1792.

faisait, dans ses lettres, le plus pompeux éloge des administrateurs abhorrés de tous ceux à qui la Révolution était chère !...

» Le procureur général-syndic du directoire saisit le moment précieux où le directoire du département est en majorité ; il écrit à son fidèle ami, M. Delessart, lui peint le sort attendrissant des prêtres réfractaires qui n'ont pas la douce satisfaction de mettre tout en discorde : il importe de leur rendre soudain la liberté du culte dans les églises de Caen, où l'on savait bien que cela allait exciter un trouble incalculable. La lettre mielleuse et magistrale du ministre ne se fait pas attendre ; elle est aussitôt proclamée, affichée. Le ci-devant curé de Saint-Jean ouvre la scène dans son ancienne église paroissiale. Mais on précipite trop la tragédie ; on arrive follement au dernier acte avant d'avoir suivi l'ordre des rôles. Ces patriotes sont insoutenables ; ils n'attendent pas que tout soit prêt pour la catastrophe, et ils ont l'imprudence de la faire eux-mêmes, aux lieu et place des aristocrates. Mais il est évident, pour tous ceux qui veulent y regarder de près, que si la pièce n'a pas eu le succès qu'on devait en attendre, ce n'est pas la faute de M. Delessart ».

A quelque temps de là, Fauchet prenait à partie le ministre de la marine, Bertrand de Molleville. Il l'accusait d'avoir rempli les tribunes de gens soudoyés pour applaudir les discours qu'il prononçait en faveur de la royauté. Molleville raconte ainsi l'incident dans ses *Mémoires* :

« L'abbé Fauchet obtint la parole pour rendre compte d'un fait qu'il annonçait être très important. « On me remet » dans ce moment, dit-il, une lettre par laquelle on me » marque qu'une grande partie des citoyens qui sont dans les » tribunes ont été payés pour applaudir le ministre de la » marine ».

» Quoique ce fait fût très vrai, ma bonne contenance et la réputation de l'abbé Fauchet, qu'on savait être un menteur effronté, couvrirent de ridicule sa dénonciation, qu'on

regarda comme une calomnie, d'autant plus maladroite qu'on était accoutumé à voir applaudir par les tribunes les discours que je prononçais...

» A peine l'abbé Fauchet avait-il terminé sa dénonciation, qu'elle fut étouffée par le murmure presque général qui s'éleva des deux côtés de la salle, et par les huées des tribunes qui en reçurent le signal. Cette victoire, remportée dans les tribunes sur les Jacobins, ne me coûta que 270 livres en assignats, parce qu'un grand nombre de mes champions, par dévouement pour leur chef, ne voulurent recevoir de lui qu'un verre d'eau-de-vie ¹ ».

Le fait, assurément, n'était pas grave, ni le cas pendable, et l'abbé Fauchet eût été bien inspiré en ne soulevant pas d'incident; mais, poussé, à cette époque, par son zèle néo-républicain, il profitait de toutes les occasions pour faire de l'opposition à la Cour.

Le 26 novembre 1791, Fauchet avait été appelé à faire partie du comité de surveillance institué par l'Assemblée législative, en compagnie de Basire, Grangeneuve, Lomont, Vardon, Condorcet, Bernard de Saintes, Chabot et quelques autres; il en avait été élu président. Tous les membres de ce comité partageaient ses vues politiques, et la plupart étaient dévoués à sa personne. Leur éloge revient à chaque instant sous la plume de Brissot. Fauchet est particulièrement gratifié, par le rédacteur du *Patriote français*, de « génie », de « talent » et de « vertu ».

Dans le journal qu'il devait fonder, un an plus tard, sous le titre de *Journal des Amis*, l'évêque constitutionnel du Calvados, revenant sur cette époque, raconte quel fut le rôle du comité de surveillance et l'action qu'il exerça :

« J'ai été, écrit-il, huit mois président de ce comité,

¹ *Mémoires particuliers* de BERTRAND DE MOLLEVILLE, t. II, p. 277.

durant l'Assemblée législative ; il n'avait pas l'extension de pouvoir qu'il a, depuis, obtenue. On n'a pas eu le plus léger reproche à lui faire ; sa vigilance était active et sage ; il se bornait à faire les rapports convenables à l'Assemblée, à entretenir une utile correspondance et à déjouer, soit par l'éveil donné aux autorités, soit par la publicité même, les complots des malveillants...

» J'étais sorti de ce comité ; j'y fus rappelé au mois de juillet [1792], à l'époque où son autorité fut agrandie. On n'en abusa point ; les mandats d'amener et d'arrestation furent très rares et gravement motivés. Lors même que la Révolution du 10 août fit éclore le comité de surveillance de la Commune où siégeait Marat, — et qui a répandu l'épouvante et le deuil dans Paris, — le comité de surveillance de l'Assemblée législative, loin de lancer légèrement des mandats, redoubla son zèle et sa circonspection en faveur de la liberté individuelle. Nous avons sauvé — c'est un doux souvenir qui nous suivra dans la vieillesse, si nous l'atteignons, et dans l'éternité qui nous attend avec nos œuvres — une multitude innombrable de personnes dénoncées sur des bruits vagues et qui n'étaient atteintes que par des suspicions légères. Il ne s'est pas trouvé, dans les prisons où se commirent les affreux massacres du mois de septembre, un seul détenu par nos ordres qui ne fût un criminel assuré de périr sur l'échafaud, et le nombre de ceux-là ne dépasse pas trois ou quatre.

» Celui de nous tous qui a montré, à cette époque, le plus d'indignation et d'horreur pour Marat et pour les actes arbitraires et inhumains du comité de la mairie, je dois le dire — tous les jours nous en avons la preuve — c'est Basire. Je n'ai pas besoin d'ajouter que Grangeneuve, Lomont, Vardon, quelques autres et moi, nous ne nous serions pas départis des principes de la bonne équité, de la liberté sainte, quand même tous les poignards des scélérats eussent été levés pour nous y contraindre. Mille personnes, ou innocentes ou légèrement coupables, nous doivent la vie, dans un temps où la vie des hommes n'était

rien. Nous pouvons mourir : nous avons fait du bien sur la terre¹ ».

A la fin de l'année 1791, Fauchet fut choisi par l'évêque métropolitain, Gobel, pour prêcher l'Avent à Notre-Dame. Déjà, un mois auparavant, il avait prononcé le sermon de la Toussaint dans la même église. Le journaliste Prudhomme, qui avait assisté à ce sermon, fut surpris d'entendre l'évêque du Calvados prêcher selon son ancienne manière et débiter un sermon « tout mystique » et moyen-âgeux, au lieu d'une de ces harangues enflammées, inspirées par le souffle révolutionnaire, dont il avait naguère fait retentir les voûtes de Notre-Dame. Ce fut pour lui une déception ; voici la critique qu'il en fit dans son journal :

« Quel fut notre étonnement d'entendre le député du Calvados prêcher à Paris comme on prêche encore à Rome, prêcher en 1791 comme en 1400. Ce n'est pas sans raison que l'évêque Fauchet s'intitule, sur l'affiche, *prédicateur du roi*. Il ne se rappela que trop son ancien métier, et nous débita, comme autrefois à la Cour, un sermon tout mystique divisé en deux points, dont chacun était soigneusement subdivisé en trois motifs. Les affaires de ce monde n'entrent pour rien dans cette homélie ascétique... Contempler Dieu pendant toute la bienheureuse éternité, ne voir que lui, ne soupirer qu'après lui, être sans désirs, nager dans un océan de délices ineffables, former la Cour céleste du Roi de gloire, voilà l'occupation des saints dans les Cieux et le sujet du discours de l'évêque Fauchet² ».

Ce que Prudhomme reprochait au sermon de l'évêque du Calvados, c'était, en somme, d'être trop pieux et pas assez profane. Ce reproche se trouvait justement être un compliment.

Fauchet ne sait mettre aucune borne à son zèle. Sa solli-

¹ *Journal des Amis*, n° du 9 février 1793, p. 245.

² *Révolutions de Paris*, n° 121.

citude s'étend à un nombre infini d'objets, dont un seul suffirait à absorber la vie d'un homme. Ainsi, on le trouve, le même jour, au comité de surveillance, à la tribune de l'Assemblée, à celle des Jacobins et, enfin, dans la chaire de Notre-Dame. Les journaux du temps lui reprochent, les uns de se laisser dériver, avec une inconcevable facilité, à toutes les occasions de parler; les autres d'être dominé par l'envie de paraître; quelques-uns, comme *les Révolutions de Paris*, par ces deux défauts à la fois; ils font observer malicieusement que cet ennemi des rois, ce pourfendeur des « tyrans », continue à prendre, sur l'affiche, le titre de « prédicateur du roi ».

Fauchet portait un costume somptueux qui ne le cédait en rien, paraît-il, à celui des évêques de l'ancien régime; à l'instar de plusieurs de ses collègues de l'épiscopat constitutionnel, il s'accommodait fort bien d'un faste contre lequel il avait lui-même jadis déclamé. La feuille périodique que nous venons de citer est offusquée de sa mise élégante; elle dénonce « la splendeur de son costume épiscopal, son rochet à larges dentelles, le camail doublé d'écarlate dont il se sert pour prêcher à Notre-Dame ».

Le port de ce costume devait bientôt lui être interdit. Ce fut le Vendredi Saint, 6 avril 1792, que, sur la motion de Torné, évêque du Cher, fut votée la loi interdisant le port du costume ecclésiastique. Aussitôt le vote proclamé, on vit l'évêque du Calvados quitter sa calotte, tandis que d'autres ecclésiastiques ôtaient leur rabat¹. En agissant ainsi, le prélat-député entendait témoigner son respect pour la loi, en tant que loi, c'est-à-dire comme émanant d'une Assemblée investie du pouvoir législatif. Mais c'est la seule concession qu'il lui fit, du moins pour le moment. Il continua, pendant longtemps encore — en dépit de l'exemple contraire donné par la plupart de ses collègues — de paraître aux séances de l'Assemblée en costume épiscopal. Le Coz, évêque d'Ille-et-

¹ *Moniteur* du 7 avril 1792.

Vilaine et membre de la même Assemblée, rapporte que Fauchet fut, parmi les députés ecclésiastiques, l'avant-dernier à prendre un costume tout laïc, donnant à entendre que lui-même avait été le dernier¹. Fauchet et Le Coz étaient d'avis que la loi ne s'appliquait qu'aux ecclésiastiques insermentés et non aux autres. C'est ce que l'évêque d'Ille-et-Vilaine écrivait, un jour, au district de Rennes; et, pour confirmer son sentiment, il citait les deux faits suivants dont il avait été témoin : « J'ai vu, dit-il, le curé de Saint-Louis dans l'Isle, la veille de mon départ, présider sa section dans son costume ordinaire, et le citoyen Fauchet, membre de l'Assemblée, répondre directement à un curé, qui le consultait sur cet objet, que le décret ne présentait pas deux sens² ».

Il est au moins certain qu'en septembre 1792 l'évêque du Calvados n'avait pas encore renoncé au port du costume ecclésiastique, comme le témoigne la réponse qu'il fit à Chabot, lequel, dans le procès des Girondins, l'accusait d'avoir refusé de se rendre aux prisons, le 2 septembre, pour arrêter les massacres. « Le témoin a dit que j'avais refusé d'aller aux prisons, le 2 septembre, afin de m'opposer aux massacres. Cela est vrai; mais j'avais, à cette époque, l'habit ecclésiastique que je ne voulais pas quitter, et il n'était pas prudent pour moi de me présenter aux prisons dans ce costume ».

Ce fut vers ce temps-là que l'évêque du Calvados prit part à une cérémonie civico-religieuse dont nous trouvons le récit dans les journaux du temps, et que notre rôle de biographe nous interdit de passer sous silence. Elle est accompagnée de circonstances qui peignent mieux l'époque que la plume du plus habile historien ne pourrait le faire.

Le 25 mars 1792, eut lieu, aux Champs-Élysées, un banquet civique. Parmi les convives, on remarquait un grand nombre de vainqueurs de la Bastille, d'habitants du faubourg

A. ROUSSEL, *Le Coz, évêque d'Ille-et-Vilaine*, p. 107.

² *Idem opus.*, p. 98.

Saint-Antoine, de forts de la Halle, de membres de l'Assemblée nationale et de la Société des Amis de la Constitution, séante aux Jacobins. La Halle-Neuve avait été désignée comme lieu de rendez-vous. On s'achemina de là aux Champs-Élysées, au son des tambours et de la musique ; le cortège était précédé du bonnet de la liberté, porté sur une pique aux couleurs nationales. Parmi les forts de la Halle, on remarquait le fameux marquis de Saint-Huruges, avec un chapeau blanc, et, parmi les vainqueurs de la Bastille, l'évêque du Calvados.

Voici maintenant le récit de la cérémonie religieuse qui fut célébrée à l'issue du banquet, tel que nous le trouvons dans le n^o du 26 mars 1792 du *Patriote français*, rédigé par Brissot :

« La femme d'un tambour du faubourg Saint-Antoine était accouchée la veille. Le mari se trouvait à la fête ; on n'a pas cru pouvoir mieux la terminer qu'en assistant au baptême de l'enfant. C'était une fille. Elle a été baptisée par M. Fauchet ; elle a été tenue sur les fonts par M. Thuriot, député, l'un des vainqueurs de la Bastille, et par M^{lle} Calon, fille de M. Calon, député. La petite fille a été nommée « Pétion-Nationale-Pique », et son père a prêté serment en son nom. Un drapeau de la Bastille et le bonnet de la liberté étaient sur les fonts, et des airs patriotiques (la *Marseillaise* et le *Ça ira*) ont été joués pendant toute la cérémonie, qui a fini par un repas fraternel donné par M. Santerre, président de la fête, au père, au parrain, à la marraine, et à plusieurs autres patriotes ».

Aux détails contenus dans ce récit, nous en ajouterons quelques autres empruntés au journal de Gorsas, qui raconte tout au long et la cérémonie du banquet et celle du baptême.

On avait convenu tout d'abord, au cours du repas, de donner à l'enfant le nom de « Nationale-Pique » ; mais, un instant après, le maire de Paris, Pétion, étant entré, un des convives proposa d'ajouter à ces deux noms celui de Pétion,

ce qui fut décidé par acclamation. Le baptême eut lieu à l'église Sainte-Marguerite. Fauchet, le baptiseur, était assisté du curé de la paroisse. Immédiatement après la cérémonie religieuse, des « dames » du faubourg, armées de sabres, les étendirent au-dessus de l'enfant, formant ainsi une voûte d'acier ; alors les cris de « Vive la Nation ! », poussés par toute l'assistance, retentirent dans le lieu saint¹.

Un baptême fait par un évêque constitutionnel dans une église, avec accompagnement de la *Marseillaise* et du *Ça ira* ; le nom de « Pétion-Nationale-Pique » donné à l'enfant, en guise de noms de saintes, comme cela sent bien son époque !

Croirait-on qu'un jour le républicain convaincu et déterminé qu'était l'abbé Fauchet fit le serment d'abhorrer la République ? Rien, cependant, n'est plus exact. Voici comment et dans quelles circonstances :

L'Assemblée législative était en proie à des divisions intestines ; les membres du côté droit, c'est-à-dire les partisans de la Constitution, et, par là même, de la monarchie héréditaire, attribuaient à leurs collègues du côté gauche le dessein séditieux de renverser la monarchie et d'établir la République ; et ceux-ci prêtaient aux premiers l'intention de vouloir l'anéantissement de l'égalité constitutionnelle et de tendre à la création de deux Chambres. Dans la séance du 7 juillet 1792, Lamourette, évêque de Rhône-et-Loire, s'adressant aux deux partis, les pressa de mettre fin à des divisions qui, en se répercutant au dehors, faisaient le jeu des malveillants. Il termina son discours par ces paroles :

« Foudroyons, messieurs, par une exécration commune et par un dernier et irrévocable serment, foudroyons et la République et les deux Chambres ».

L'Assemblée était électrisée. Profitant de ces bonnes dispositions, l'orateur fit la motion suivante :

« Je propose que M. le Président dise à l'Assemblée « que

¹ *Courrier des 83 départements*. Législative, t. VI, p. 461.

ceux qui rejettent et haïssent également la République et les deux Chambres se lèvent ¹ ».

« A peine, dit le procès-verbal de la séance, cette proposition est-elle formulée, que l'Assemblée, par un mouvement spontané, se lève au milieu des acclamations universelles. Tous les membres, agitant en l'air leurs chapeaux, adhèrent avec enthousiasme aux sentiments de M. Lamourette. On n'entend que ce cri : « *Où, nous le jurons !* ». Bientôt la droite et la gauche se mêlent et se confondent pour ne faire qu'un corps véritablement uni par le seul besoin du bonheur public. Les membres les plus éloignés, et presque ennemis jurés, étouffent toute division dans les plus vives étreintes : M. Mathieu Dumas embrasse M. Albitte ; M. Dubois de Bellegrade presse sur son sein M. Viénot-Vaublanc ; MM. Merlin, Fauchet, Emmery [députés de la gauche] serrent dans leurs bras MM. Jaucourt, Ramond et Chéron-La Bruyère [députés de la droite] ² ».

On a donné à cette réconciliation le nom de « *baiser Lamourette* ». Le parti jacobin l'appela le « *baiser d'amourette* » et la « *réconciliation normande* ». On sait combien elle fut éphémère. Le lendemain, chacun avait repris son attitude et ses sentiments de la veille. Les députés qui avaient montré le plus d'empressement semblaient maintenant avoir honte d'eux-mêmes. Ainsi en fut-il pour Fauchet. D'après le journal de Prudhomme, il se défendit d'avoir embrassé son collègue, le monarchiste Ramond de Carbonnières ; mais, outre que le fait est rapporté par les journaux du temps, il se trouve consigné dans le procès-verbal même de la séance, en sorte que le prélat constitutionnel a mauvaise grâce à le nier. Qu'il ait agi dans un moment de surprise et d'entraînement, gagné par l'enthousiasme général, nous le

¹ Arch. parlam. de 1789 à 1799, t. XLVI, p. 212 (édit. de 1895).

² *Idem opus.*, loc. cit.

voulons bien ; il n'en reste pas moins qu'à la séance de l'Assemblée législative du 7 juillet 1792 l'ardent républicain fit le serment de « rejeter » et de « haïr la République¹ ».

La popularité de Fauchet n'avait fait que grandir depuis le commencement de la Révolution. Dans les premiers mois de 1792, elle avait atteint son apogée. Il la compromit brusquement quand, le 2 avril, il déclara, au nom des comités militaires et de surveillance, qu'il n'y avait pas lieu à accusation contre l'ancien ministre Narbonne. A partir de ce moment, son étoile pâlit ; bientôt, nous le verrons répudié par ses coreligionnaires politiques. En effet, dans sa séance du 21 septembre 1792, le Club des Jacobins, où il compte tant d'amis ; qui, aujourd'hui encore, lui témoigne sa sympathie en faisant imprimer son discours du 27 février contre Delessart : qu'il avait présidé pendant quelque temps [octobre 1791] ; où, depuis, il s'est fait entendre plusieurs fois. — ce Club votait son expulsion. Ce n'était plus le temps, — assez peu éloigné cependant, — où un membre demandait que le portrait du célèbre abbé patriote fût suspendu dans la salle des séances de la Société. Voici à quelle occasion et dans quelles circonstances ce dernier fait se produisit :

Le portrait de l'évêque-député, peint récemment par F. Bonneville² et gravé par Girardet, venait d'être mis en vente. Un membre du comité de correspondance s'empressa d'en faire hommage, le 22 novembre 1791, à la Société, en demandant qu'il fût suspendu dans la salle des séances. L'offre fut d'abord agréée par le bureau, mais la motion excita de violents murmures dans l'assemblée et allait être rejetée lorsque le motionnaire la retira. On l'applaudit³. Si la tentative n'eut pas de succès, elle n'en est pas moins

¹ Nous sommes obligé de convenir que le fait en question est contredit par un contemporain et collègue de Fauchet à l'Assemblée législative, le marquis de Ferrières. (V. *Mémoires*, t. III, p. 143).

² Le portrait original de Fauchet, par Bonneville, existe à la bibliothèque de Caen.

³ Arch. parlam., t. XII, p. 362.

significative ; car elle prouve que l'évêque du Calvados était alors une des célébrités du jour. Quant au revirement d'opinion dont nous parlons, il dut rappeler à ce dernier, — au cas où il l'eût oublié, — que la roche Tarpéienne est près du Capitole.

La scission qui s'était produite dans la Société des Jacobins, en juillet 1791, entraînant la retraite de la partie modérée, avait jeté le désarroi parmi les membres restants. Ces derniers, — ceux du moins qui appartenaient à la fraction la plus avancée et avaient la prétention d'exercer, dans le Club, un pouvoir absolu et sans contrôle, — comprirent qu'ils ne reprendraient force et influence que par la terreur ; les Girondins faisaient, en quelque sorte, la loi dans la Société ; eux, voulaient briser cette influence et faire, à leur tour, la loi aux Girondins.

L'expérience a lieu d'abord sur Fauchet. A proprement parler, l'évêque du Calvados n'était pas Girondin ; on peut même dire qu'il n'appartenait à aucun parti¹ ; mais, effrayé des exagérations d'un certain nombre de députés de la gauche, il s'était, depuis peu, rapproché de la Gironde ; la force des événements l'en rapprochera encore davantage dans la suite. En s'attaquant à lui, ce fut comme à un membre externe de la Gironde qu'on s'attaqua. La première escarmouche eut lieu à l'une des séances du Club des Jacobins, en avril 1792, et ce fut l'ex-capucin Chabot qui donna le signal des hostilités et engagea la lutte. Il fallait un prétexte. Le rapport de Fauchet, concluant qu'il n'y avait pas lieu de mettre en accusation l'ex-ministre Narbonne accusé de viser à la dictature, fut ce prétexte. Chabot accusa l'évêque du Calvados d'avoir intrigué avec M^{me} de Staël, en vue de conférer le triumvirat à M. de Narbonne, au cas où la Constitution viendrait à disparaître.

Dans son attaque, Chabot fut d'une grossièreté révoltante. « Narbonne, dit-il, visait au protectorat ; Fauchet le secon-

¹ Lui-même l'a déclaré : « On sait assez, écrivait-il quelques mois plus tard, que je ne suis d'aucun parti ». (*Journal des Amis*, n° du 9 février 1793, p. 258).

de toutes ses forces, et, lorsque le premier nous fut dénoncé, le second nous dit que c'était lui qui avait inspiré à M. de Narbonne ses idées de cromwellisme. Le panégyrique de celui-ci a sans doute été soufflé à M. Fauchet par M^{me} Canon¹; car, ainsi que beaucoup d'autres, il s'est laissé égarer par les femmes. Longtemps la faction [girondine] a dit : « Qui chargerons-nous du rapport de l'affaire Narbonne ? » Enfin, elle s'est adressée à M. Fauchet, à cause de sa réputation d'enragé, et lui s'est empressé d'accepter cette mission.

» Pour qu'on ne s'aveugle pas sur les talents de M. Fauchet, il faut vous dire que M. Daubeterre a fait la partie militaire de ce rapport; l'autre, pendant ce temps-là, c'est-à-dire vers les onze heures du soir, dormait chez M^{me} Canon ».

Fauchet s'expliqua sur le rapport. Il le fit très succinctement et d'une façon assez embarrassée :

« Ce n'est pas devant les tribunaux, dit-il, que je veux poursuivre mon dénonciateur. Il m'a accusé d'avoir été gagné par M. de Narbonne. Jamais je n'ai mis les pieds chez lui. Je me suis chargé, avec répugnance, du rapport de son affaire; il a été rédigé et présenté à l'approbation des dix-huit membres du comité. Il est vrai que M. Chabot n'y était pas; c'est sa faute ».

Mais s'il glisse sur ce point, il relève très vertement les insinuations grossières de son accusateur; il le fait en quelques phrases cinglantes et avec des expressions d'un écrasant mépris :

« Cet homme, dit-il, cynique par sa turpitude, ose attaquer une femme respectable, dont l'âme est la plus belle et la plus honnête que je connaisse. Il vient vous tenir des propos orduriers qui se disent à peine dans les tavernes et qui ne sortent que de la bouche des ivrognes. Je vous demande justice

¹ Il faut lire *Calon*. Chabot faisait ici allusion à la liaison qui existait entre Fauchet et une dame de ce nom et dont il sera question plus loin.

d'un tel homme qui déshonore la cause du patriotisme ; je vous le demande, non pour moi-même, mais pour la Société¹ ».

Chabot insista et en appela au témoignage d'un des membres du comité, présent à la séance. On apprit, par lui, que Narbonne avait fait pressentir Fauchet — celui-ci l'avoua au comité — par M^{me} de Staël, en la prévenant qu'il serait l'homme du peuple. « Il n'a jamais été question, répliqua Fauchet, d'élever M. de Narbonne au protectorat. Je voulais savoir quelles seraient ses dispositions ; nous lui avons demandé quel parti il prendrait, si le roi abdiquait ; il a répondu : « Celui du peuple ». Ce n'est qu'ensuite que nous avons vu qu'il portait ses vues plus loin² ».

Ces débats eurent leur retentissement au dehors ; nous en trouvons des échos dans les journaux du temps. *Les Révolutions de Paris* leur consacrent un article dans lequel ils sont ainsi appréciés :

« Au Club des Jacobins, l'ex-capucin Chabot a reproché à l'évêque du Calvados d'avoir fait, sur la responsabilité de Narbonne, un rapport tronqué, fallacieux, déshonorant, et cela est vrai. M. Fauchet ne se lavera jamais d'avoir prostitué son éloquence à l'éloge d'un intrigant. M. Chabot l'accuse d'un autre fait : il l'accuse d'avoir conseillé à Narbonne le *protectorat* de la France, au cas que le roi des Français vînt à abdiquer une seconde fois. Si cela est vrai, il doit y avoir lieu de mettre M. Fauchet en état d'accusation³ ».

Dans le journal qu'il fondera bientôt, l'évêque se vengera de l'ex-capucin ; il décochera, en toute occasion, à son adresse, les traits acérés de sa verve satirique. Dans le numéro du 9 février 1793, il trace de lui un portrait d'une laideur repoussante. Il le traite de « capripède enragé ». « Avant de

¹ Arch. parlem., t. XIV, p. 133.

² *Ibid.*, p. 134.

³ *Révolutions de Paris*, n° 146.

le voir, écrit-il, on le sent. Mêlez l'odeur nauséabonde de tous les capucins ensemble, les exhalaisons fétides de toutes les coureuses de rues de Paris, les miasmes empestés de tous les malades syphilitiques, et vous aurez le parfum de ses mœurs. Il s'en vante et il en compose son mérite : c'est sa vertu. Quant à son génie, il est unique. Marat, tombez à genoux et dites : « C'est moi qui, devant cet aigle, ne suis qu'un dindon ».

« Il s'est attaqué d'abord à moi, puis à Brissot, puis à toute la Gironde, même à Grangeneuve, qui l'avait recueilli avec une charité plus que samaritaine ; puis à Roland, puis à moi de nouveau. Mais, à la fin, je me lasse de ne faire que le désongler : je veux lui casser le bec, à cet aigle... Ce tissu de scélératesse et d'infamie a poussé mon âme à une horreur immortelle pour l'être le plus profondément corrompu et le plus exécrationnellement pervers dont il soit possible de se former l'idée. Voilà Chabot¹ ».

L'affaire de Fauchet n'eut pas, pour le moment, d'autre suite aux Jacobins ; mais, à quelque temps de là, l'évêque du Calvados fut pris de nouveau à partie. Des membres de la Société l'accusaient, cette fois, d'avoir sollicité un passeport en faveur du même ministre. Les débats qui s'ensuivirent occupèrent plusieurs séances. Le premier qui l'attaqua, à ce sujet, fut Desfieux : il conclut en demandant la radiation de

¹ *Journal des Amis*, n° du 9 février 1793, p. 252 et suivantes.

On vient de publier la biographie de ce peu intéressant et peu sympathique personnage. L'auteur n'est pas moins sévère pour lui que Fauchet. Voici la conclusion de son livre :

« Sa figure nous apparaît repoussante. Nous avons puisé aux sources indiquées par Chabot lui-même pour justifier sa mémoire, et qu'y avons-nous trouvé ? Un apostat, un débauché, un concussionnaire et un délateur ». (*François Chabot, membre de la Convention*, par le vicomte DE BONALD. — Librairie Emile Paul, 1908).

Comme on le voit, le jugement de Fauchet sur son collègue Chabot est aussi celui de l'Histoire.

Fauchet. Celui-ci parut à la tribune pour se justifier. Quelques jours après le 10 août, expliqua-t-il, se rendant de la salle de l'Assemblée législative au comité de surveillance, il avait rencontré une personne qui lui demanda s'il serait possible d'obtenir un passeport pour Narbonne. Il répondit qu'il serait plus facile d'avoir contre lui un mandat d'arrêt. Au comité, auquel il rapporta le fait, on l'informa qu'en effet le mandat d'arrêt venait d'être expédié et il eut, avec ses collègues, un accès de franche gaité en songeant au genre de passeport délivré à l'ex-ministre. Voilà à quoi s'était bornée sa prétendue intervention.

Quant au grief concernant Marat, voici ce qui s'était passé :

L'Assemblée législative avait naguère porté contre le sanguinaire rédacteur de l'*Ami du Peuple* un décret d'accusation. Deux citoyens viennent, un jour, solliciter Fauchet de s'employer auprès de ses collègues, à l'effet de faire rapporter ce décret. Il leur répondit que le moment n'était pas favorable, et qu'il n'avait aucune chance de réussir, attendu que, ce jour-là même, le fameux démagogue avait affiché, à la porte des séances de l'Assemblée, que les décrets du Corps législatif étaient des « chiffons », et qu'il fallait établir le *Triumvirat*. Il leur fit remarquer qu'il avait pris jadis sa défense à la Commune de Paris, lorsqu'il était persécuté par La Fayette, qu'il la prendrait encore volontiers auprès de ses collègues de l'Assemblée, s'il n'avait pas dépassé les bornes de la sagesse et si son placard ne plaiderait pas contre lui plus efficacement qu'il ne pourrait le faire lui-même. Fauchet ajoute humblement : « Il n'est personne parmi vous, frères et amis, qui ne sente la modération et la justesse de cette réponse ».

L'évêque du Calvados termina en rappelant ce qu'il avait fait pour la cause de la Révolution ; jamais il ne manquait de recourir à ce procédé lorsqu'il voulait produire un grand effet. Le moyen était, paraît-il, infaillible ; il ne le fut

pourtant pas dans la circonstance : le siège de ses accusateurs était fait ; il avait devant lui des ennemis, non des juges.

« Je pourrais, dit-il, comme d'autres, parler longuement des services que je n'ai cessé de rendre à la chose publique. J'étais républicain avant la Révolution. Je n'ai rien omis ; j'ai couru tous les dangers ; j'ai bravé toutes les haines pour la liberté de ma patrie ; j'ai fait mon devoir. J'ai droit à votre estime et à votre affection : je les mériterai toujours ».

Il avait, en outre, produit une attestation, signée de quatre de ses anciens collègues du comité de surveillance, les citoyens Basire, Montaud, Merlin et Goupilleau, déclarant que ce qu'il avait dit pour sa justification était conforme à la vérité.

Dans une séance subséquente du Club, — celle du 21 septembre, — l'affaire fut reprise. La discussion fut très vive, ce qui prouve que la Société était divisée et que l'évêque du Calvados n'y comptait pas que des adversaires. Alors, pour trancher le différend, on convint que deux membres se transporteraient, à l'instant, auprès de Bernard de Saintes, pour recueillir de sa bouche l'exacte vérité. Voici les termes de la réponse que l'ancien président du comité de surveillance, dont Fauchet était membre, fit aux deux délégués :

« Il est très vrai que M. Fauchet s'est présenté au comité de surveillance où il a demandé, à moi et à mes collègues, un passeport pour M. de Narbonne. En ma qualité de président du Comité, je lui ai répondu : « Monsieur, le seul passe- » port que je puisse donner à M. de Narbonne, je l'ai signé » il y a une demi-heure : c'est un mandat d'arrêt. Mais, » puisque vous demandez un passeport pour M. de Nar- » bonne, vous savez donc où il est ? Au nom de la patrie, » rendez à la France le service de nous l'indiquer ». Alors M. Fauchet a divagué, s'est retranché à dire qu'il ne savait pas où était M. de Narbonne ; que ce n'était pas de lui-même qu'il demandait ce passeport, mais qu'il avait été chargé de

faire cette demande par quelqu'un qu'il ne connaissait pas ; et, après quelques autres excuses aussi mauvaises, il est sorti très promptement du comité ».

Quand les délégués rapportèrent cette réponse, il n'y eut qu'une voix, au sein de la Société, pour réclamer la radiation du nom de Fauchet et prononcer son exclusion. En outre, il fut arrêté que le département du Calvados serait instruit de son incivisme et invité à lui retirer sa confiance et ses pouvoirs¹.

Comme nous l'avons dit, le rapport de Fauchet sur l'ancien ministre Narbonne n'était qu'un prétexte. C'est ailleurs qu'il faut chercher le véritable motif de son expulsion.

Les élections qui eurent lieu en septembre de cette même année, — et dont nous parlerons bientôt, — avaient amené à la Convention un nombre considérable de députés athées et voltairiens pour lesquels faire la guerre au « fanatisme » l'emportait sur toutes les autres nécessités. De fait, un de leurs premiers soins sera de décréter le divorce et d'autoriser le mariage des prêtres. Dans leur pensée, ce n'était qu'une étape : le but final qu'ils se proposaient, — et qu'ils réaliseront un peu plus tard, — c'était l'abolition de tout culte, quel qu'il fût, la fermeture des églises et leur dévastation. Or, ils rencontraient dans Fauchet un obstacle à leurs desseins ; car s'ils se trouvaient être en conformité d'opinions avec lui au point de vue politique, ils n'avaient pas, au point de vue religieux, d'adversaire plus déterminé ni plus redoutable. Il fallait donc le perdre par n'importe quel moyen : on imagina celui-là.

L'évêque du Calvados ne se faisait pas illusion sur le motif de la mesure prise par ses proscripteurs ; nous en avons la preuve dans la lettre suivante, adressée le 2 octobre 1792, — par conséquent quelques jours après son expulsion, — à la Société des Amis de la Constitution de Falaise. Elle mérite d'être reproduite en entier. On y remarquera les sentiments

¹ *Journal du Club*, n° 271 ; *Vedette de Caen*, n° du 30 septembre 1791.

d'inébranlable attachement à la religion professés par celui qui l'a écrite ; et qu'on ne croie pas que ce soit là seulement des mots : ils expriment une conviction profonde ; la conduite ultérieure de Fauchet est là pour l'attester :

« Frères et Amis,

» Quelques vils scélérats ont cherché un prétexte pour me faire un outrage qui pût affaiblir l'estime publique dont je jouis. Ce prétexte était destitué de toute raison et de toute vérité. Le motif réel, c'est qu'ils ne me pardonnent point de croire et de professer l'Évangile. Dans le projet affreux qu'ils méditent, de détruire de fond en comble la religion, ils ne peuvent souffrir un citoyen qui, ayant bien mérité de la patrie, est aussi irrévocablement attaché aux principes du christianisme qu'à ceux de la liberté ; mais rien n'ébranlera mon courage : je soutiendrai jusqu'à la mort qu'il est impossible d'instituer une grande société sans religion, et que l'Évangile est le fondement le plus sûr et le plus inébranlable de la République ¹ ».

Fauchet n'était pas présent à la séance des Jacobins où son exclusion fut décidée. S'il faut l'en croire, la réunion était composée seulement de douze ou quinze membres. Il en exagérât bien quelque peu le petit nombre ; la preuve, c'est que l'écrit qu'il rédigea à cette occasion, en réponse à ses expulseurs, est adressé à « trente Jacobins »

On décida aussi, dans la même séance, que le nom de « Société des Jacobins, Amis de l'Égalité et de la Liberté » serait substitué, désormais, à celui de « Société des Amis de la Constitution ».

Depuis la déchéance du roi, c'est-à-dire depuis le 10 août, cette ancienne dénomination n'avait plus, à bien prendre, de raison d'être. L'adjonction des mots « Amis de l'Égalité et de

¹ Arch. de la ville de Palaise.

la Liberté » était une profession de civisme ; ils répondaient à un vote récent de l'Assemblée législative, prescrivant à tout citoyen, fonctionnaire public, de prêter le serment d'« *égalité et de liberté* ». Comme on vient de le voir, ce fut la déclaration de Bernard de Saintes, — déclaration contredite par d'autres témoignages, et que, pour ce motif, il est permis de considérer comme mensongère, — qui entraîna l'expulsion de Fauchet. Celui-ci ne pardonna jamais à son ancien collègue sa conduite perfide et malhonnête, comme le prouve le portrait qu'il en traça dans le *Journal des Amis*, et qui fait pendant à celui de Chabot :

« C'est un squelette animé ; c'est la mort vivante. Une bile trois fois recuite entoure son cœur d'une espèce de silex. Quand le briquet de l'anarchie frappe sa fibre cardiaque, il lance du feu ; une de ses lèvres livides, qui s'élève pour laisser échapper un souffle de mort, paraît souriante, de cette sorte de rire qu'on peut imaginer dans un exécuter des hautes œuvres qui voit faire la grimace à son pendu.

» De la troisième cuisson de sa bile, il a manqué mourir. Ce fut dans cette crise, et prêt à vomir son âme, qu'il imagina de faire intenter contre moi, aux Jacobins, par un dénonciateur valet, une de ces accusations qui, à cette époque, [c'était dans le mois de septembre]¹, signifiaient : « Coupez-lui la tête ! » Notez que cet aimable homme, qui travestissait en conspiration l'acte le plus simple et le plus pur dont le comité avait été témoin plus d'un mois auparavant, non seulement n'avait pas paru me suspecter à ce moment, ni depuis, mais paraissait, au contraire, avoir pour moi autant d'affection qu'un cœur de sa trempe en est susceptible. Au moment qui, à raison de la gravité de son mal, semblait devoir être sa dernière minute, afin de m'assassiner, et égayer, par cette bonne œuvre, ses mânes prêtes à s'exhaler,

¹ Moment d'effervescence populaire produite par l'invasion étrangère, et qui se traduisit par la persécution des ecclésiastiques insermentés et les massacres qui eurent lieu à Paris.

il mentait avec une férocité si infernale que Basire, Goupilleau, Montaut et Merlin ne purent se défendre de lui donner, par écrit authentique, un démenti solennel. Il fallait que j'eusse terriblement raison et qu'il eût horriblement tort...

» Lucifer n'a pas voulu appeler sitôt à lui cet utile personnage : il l'a laissé dans la vie tout exprès pour le créer président du nouveau comité dénonciatif, inquisitif, expéditif, qui comble le bon Marat d'une joie ineffable, et, d'avance, fait nager son cœur dans le sang des deux cent quarante mille personnes dont le doux massacre est une de ses plus délicieuses expectatives : *Ecco il presidente*¹ ».

Fauchet n'était pas homme à accepter, sans regimber, la sentence qui le frappait ; il avait trop à cœur de maintenir sa réputation auprès des sociétés patriotiques de province, principalement auprès de celles du Calvados. Voilà pourquoi, le 27 septembre, il publia un mémoire justificatif de sa conduite. L'écrit a pour titre : *Claude Fauchet à trente Jacobins qui s'intitulent la Société*². L'auteur y exhale son ressentiment en des termes d'une singulière violence ; on sent que c'est l'indignation qui l'inspire et guide sa plume. En voici le début :

« Plats tyrans qui, sous le nom d'amis de la liberté et de l'égalité, démontrez chaque jour que vous êtes la lie de l'humanité et l'opprobre de la nature, vous m'avez rendu justice en m'expulsant du milieu de vous. Un vrai citoyen, un honnête homme, doit vous être odieux. Vous me dénoncez au Calvados ; je vous dénonce à toute la République. Je sais que vous avez des poignards à vos ordres, mais vous n'avez pas la renommée. Vous pouvez m'égorger ou commander à vos assassins de me *raccourcir la tête*, pour parler votre

¹ *Journal des Amis*, n° du 9 février 1793, p. 249.

² In-8° de 6 pages. (Imprimerie nationale. — Bibliothèque de M. le chanoine Deslandes).

aimable langage ; vous ne tuerez pas ma réputation : elle s'agrandira à vos fureurs.

» Quand on m'a dénoncé devant vous, je ne savais pas quel était votre honteux abandon, et qu'aucun homme de talent et de mérite n'assistait plus à vos séances ; autrement, je ne serais pas descendu à l'opprobre d'une justification ; je croyais parler à la Société ».

Quels étaient donc ces « trente Jacobins » ? C'étaient les futurs chefs du parti de la Montagne. On peut citer, parmi les principaux, — outre Chabot et Bernard de Saintes, dont nous venons de parler, — Marat et Robespierre. Celui-ci préparait sa dictature à la Convention en l'établissant d'abord aux Jacobins. Fauchet a raconté, dans son *Journal des Amis*, comment ces hommes parvinrent à dominer à la Société des Jacobins en évinçant le parti de la Gironde :

« Les Jacobins de Paris, au commencement de la Législative, écrit-il, étaient peu nombreux, mais fortement et sagement attachés aux vrais principes ; tous les plus fermes patriotes de la nouvelle représentation nationale se firent un devoir de s'y associer pour battre en brèche le parti dominateur des Feuillants... Aucune licence ne s'y manifestait ; la prudence et la force caractérisaient ses délibérations. On m'y honora de la présidence qui, dans la suite, fut déferée à des hommes qui en ont fait, pour leurs successeurs, un opprobre. Pétion, Brissot, Guadet, Vergniaud, Grangeneuve occupaient, à cette heureuse époque, la tribune ou le fauteuil, et versaient la lumière ou maintenaient la sagesse.

» Robespierre était absent. Il revint de son pays, où il était allé promener son orgueil. A son retour, il s'annonça comme le despote de la Société ; il parvint bientôt à s'y faire un parti par ses basses flagorneries envers la masse inerte de ces bons frères, qui se livrent au premier insolent qui, voulant s'en emparer, met de la tenacité dans son entreprise. Il s'y concilia surtout ces hommes incurablement médiocres qui ont l'ambition du talent sans en avoir les facultés, et dont les

acclamations folles ou frénétiques trouvaient en lui un favorable protecteur ; c'étaient ceux-là qui devaient avoir la présidence sous ses auspices. Il gagna les tribunes par ses lâches adorations envers le peuple qui les composait, ses perpétuelles vanteries de son zèle et ses éternelles censures de tous ceux qui n'embrassaient pas aveuglément ses opinions. Quand il fut assuré qu'il avait là un peuple à lui, il se donna pleinement carrière : il prit à tâche de contredire toutes les pensées combinées des législateurs hardis qui tendaient à faire éclore la République... Qui peut nombrer les dénonciations stupides, les calomnies brutales, les fureurs toujours renaissantes que les plus courageux, les plus éclairés et les meilleurs esprits de la République eurent à éprouver de Robespierre et de son parti vociférateur d'injures et d'assassinats ? La faction brissotine, la faction girondine commencèrent alors à éclore du cerveau de ce don Quichotte de la Révolution. Mais il ne se battit pas loyalement, comme ce preux chevalier, contre les chimères qu'il enfantait : il rusait, il se fâchait, il s'apaisait, il rugissait de nouveau, il embrassait, pour recommencer à étouffer. Il n'avait pas qu'un seul écuyer pour le servir contre les géants : il avait tout un peuple¹ ».

Ces quelques traits du caractère de Robespierre, dus à la plume d'un homme qui l'avait vu de près et avait été, par conséquent, à même de l'étudier à loisir, nous aident à pénétrer davantage dans cette nature dissimulée et changeante, dont les historiens n'ont jamais pu parvenir à saisir exactement les contours. Ils sont complétés par d'autres, non moins précieux, qui éclairent d'un jour tout nouveau la physionomie de celui qui a fait trembler un moment la France et l'a tenue opprimée sous sa domination sanglante ; nous les trouvons dans le même numéro de la feuille précitée.

¹ *Journal des Amis*, n° du 12 janvier 1793, p. 79 et suiv.

C'est un croquis pris sur le vif ; le colossal et insupportable orgueil de Robespierre y est mis en pleine évidence :

« Pauvre petit homme, avec sa morgue pédantesque, sa soif inextinguible de domination, son unique talent de mentir au nom de la vérité, de calomnier en conscience, de se vanter, vanter, et puis vanter encore ; de dire et répéter qu'il aime le peuple, en dédaignant tous les hommes, en n'adorant que lui ; de crier liberté, égalité, vertu, courage ; ce qui signifie : primauté pour moi, despotisme pour moi, vice pour moi, lâcheté pour moi ! Car le vil pédant s'est toujours caché dans les périls et ne s'est jamais montré qu'au moment du succès pour s'en attribuer la gloire. Il sortait de son trou après l'orage et disait : « C'est moi, moi, vous dis-je, » qui l'ai conjuré ; j'ai tout fait ; je suis le seul homme dans » l'univers ». Tu n'es rien qu'un effronté méchant, qui réunit la poltronnerie à l'impudence ; tu n'es pas même le premier de ton espèce, car Marat te surpasse ¹ ».

Comment ne pas reconnaître, dans ces peintures, « le pédant compassé et prétentieux qui n'aime jamais que soi-même et sacrifie tout sentiment humain à sa rampante et fanatique ambition ² ».

L'exclusion de Fauchet fut prononcée, avons-nous dit, dans la séance du vendredi 21 septembre. Il écrivit aussitôt à la Société une lettre destinée à être lue à la séance du dimanche 23, mais qui ne le fut qu'à celle du mercredi 26. Elle « n'a eu, dit-il, à un petit nombre près, d'autres auditeurs que les mêmes hommes dont le jugement est si propice aux scélérats et si atroce envers les gens de bien qui ont l'insupportable audace de réunir l'honnêteté des principes au génie de la liberté ». Voici la teneur de cette lettre :

« Amis de la liberté et de l'égalité, vous ne serez pas les plus injustes des hommes envers le plus fidèle de vos frères.

¹ *Journal des Amis*, n° du 12 janvier 1793, p. 79 et suiv.

² G. LENÔTRE, *Paris révolutionnaire*, p. 309.

Je n'ai contre vous qu'un accusateur¹ sans témoin et qui a gardé le silence pendant six semaines. Il ne m'a pas même témoigné le plus léger doute sur mon civisme incorruptible. Il m'a toujours traité en frère et en ami. J'ai, pour moi, mon affirmation qui vaut la sienne, et, de plus, quatre témoins oculaires au-dessus de toute corruption. Par quelle règle de justice inconnue sur tout le globe ajouteriez-vous plus de foi à un seul homme qui inculpe son frère, qu'à lui-même qui se disculpe, et à quatre témoins irréprochables qui attestent son innocence ? Le très petit nombre de membres réunis, vendredi, a pu se laisser surprendre par l'âpreté du zèle qui s'élevait si gratuitement contre moi : mais ce n'est pas là, sans doute, le jugement de la Société. Si ce l'était, la bonne foi, l'équité, le droit naturel seraient violés dans l'Assemblée des Amis. Je n'aurais plus aucun regret que les poignards des royalistes qui, depuis la prise de la Bastille, n'ont pas cessé de me mettre sur leurs listes de proscription, arrivassent enfin à mon cœur. La vie est insupportable à l'homme de bien quand il ne sait plus où trouver la vertu. Je vous ai dit la vérité, je vous l'ai dite tout entière... Amis de la liberté, ne vous déchirez pas impitoyablement et aveuglément les uns les autres. L'injustice détruit tout ; si elle s'insinue dans les Sociétés, elle les anéantira ».

Cette lettre ne produisit aucun effet : les membres du Club maintinrent leur décision.

Fauchet eut soin de la reproduire, dans son Mémoire adressé à « trente Jacobins », en même temps que les explications rapportées plus haut. Ce mémoire se termine ainsi :

« Malgré ces preuves aussi évidentes que la lumière, misérables, vous avez persévéré dans votre fureur. Ce n'est pas moi qui suis jugé ; c'est vous. La République et la postérité en feront une immortelle justice. Ne prenez pas pour vous, infâmes, ce que j'adressais aux membres de la Société des

¹ Bernard de Saintes.

Amis. Ils n'y étaient pas ; ils ne vont presque plus dans votre asile profane. Oui, je préférerais les poignards des royalistes, qui me menacent sans cesse, à l'horrible idée de l'exil de la vertu du cœur des hommes libres. Mais les vrais républicains sont vertueux ; ils sont l'immense majorité de la France ; ils sont en grand nombre dans les Sociétés patriotiques des départements, et spécialement dans le Calvados. Ils sont nombreux encore dans la Société de Paris qui, à proprement parler, ne se réunit plus, et qui vous abandonne un théâtre que vous souillez, chaque jour, par votre férocité. Si vos coupe-têtes ne réussissent pas à faire tomber la mienne, il me sera doux de vivre pour voir, en dépit de vous, la prospérité de ma patrie, la liberté de l'Europe et la fraternité du genre humain. Je n'ai jamais eu d'autre vœu ; nul n'a fait plus que moi pour y concourir ; nul n'a sacrifié plus de veilles et bravé plus de périls. Je jouirai de l'estime publique, qui n'est pas à votre disposition, et du bonheur de l'humanité, que vous ne connaîtrez jamais ».

Ainsi finit cet incident ; il ne fut pas étranger, croyons-nous, à l'orientation nouvelle que nous verrons prendre aux idées politiques de celui qui avait été, jusque-là, un des tenants les plus convaincus et les plus fervents de la Révolution ; peut-être même l'a-t-il totalement décidée. Ce jour-là, Fauchet dut perdre encore de ses illusions. Il lui était difficile, en effet, de ne pas reconnaître que l'on marchait à grands pas vers l'anarchie et l'athéisme ; lui-même se voyait débordé. Aussi, à partir de ce jour, s'éloignera-t-il de plus en plus des hommes de la Montagne, lesquels domineront désormais dans la Société des Jacobins, comme ils finiront, sous peu, par dominer dans la Convention.

Ce fut juste à ce moment que la Législative disparut pour faire place à une nouvelle Assemblée qui prit le nom de « Convention nationale ». Un décret du 12 août précédent avait convoqué les électeurs de chaque département pour le 2 septembre, afin de procéder à la nomination des députés appelés à faire partie de la nouvelle représentation nationale.

Pour les élections à l'Assemblée législative, les électeurs du Calvados s'étaient, on se le rappelle, réunis à Caen, chef-lieu du département ; cette fois, la réunion eut lieu à Bayeux, et la cathédrale devint « salle électorale ». Ces élections se firent avec le même cérémonial que pour la Législative.

Le rendez-vous des électeurs avait été fixé à l'ancienne église des Cordeliers. De là, ils se rendirent à la cathédrale, accompagnés des différentes administrations civiles et des corps militaires en armes. Tout le monde assista à la messe par laquelle s'ouvrit la session électorale ; car les pouvoirs publics continuaient encore de faire appel à une religion dont, un an plus tard, ils allaient décréter l'abolition.

Les jours suivants furent consacrés à la vérification des pouvoirs de chaque électeur, à la nomination du président et à la formation du bureau. Gustave Le Douleat, ci-devant marquis de Pontécoulant, fut élu président, et Jean-Charles-Hippolyte Bougon-Langrais secrétaire, à la majorité absolue, « sur 618 votants ».

La plupart des électeurs avaient été nommés par les clubs des villes, en sorte que les exaltés dominaient dans l'assemblée ; celle-ci comptait néanmoins un assez grand nombre de prêtres constitutionnels ; ils y furent insultés et mal-traités.

Parmi les motions proposées, signalons celle où il était demandé qu'il fût interdit aux ecclésiastiques de paraître à l'assemblée « avec leur costume ecclésiastique ou religieux ». L'esprit d'irrégion et d'impiété, qui soufflait partout, à cette époque, se manifesta tristement dans la circonstance. Sous prétexte d'anéantir certains signes de féodalité qui se trouvaient dans l'église, les énergumènes de l'assemblée se livrèrent à des scènes d'impiété et de vandalisme. Ils brisèrent les tombeaux et les vitraux, déchirèrent les tableaux et mutilèrent plusieurs statues. Ces détails nous ont été transmis par un témoin oculaire, et aussi par un procès-verbal de ces dévastations rédigé plus tard, après la fermeture des églises. Le même témoin ajoute — fait encore plus lamentable — que plusieurs prêtres furent assez scélérats

pour se joindre aux dévastateurs ; il cite, entre autres, le curé intrus de la Trinité de Falaise, Saucier de la Borderie ¹.

Les précédentes assemblées électorales du département avaient été clôturées par un *Te Deum* d'actions de grâces. Plusieurs électeurs, animés de sentiments religieux, émirent le vœu que semblable cérémonie terminât celle-ci. Mais le président, appuyé par les autres membres du bureau, s'y opposa et réussit à faire écarter la motion ². Par contre, on décida qu'un service serait célébré à la cathédrale pour les citoyens qui avaient péri à la journée du 10 août, lors de l'attaque du château des Tuileries. Le vicaire épiscopal Prudent Gasnier y officia et prononça leur oraison funèbre.

Ce fut seulement le 5 que commença le vote proprement dit pour l'élection des députés. Fauchet fut élu le premier, par 468 voix sur 597 votants. Nul doute qu'il ne se réjouit de ce résultat et ne le considéra comme un succès. C'en était un, à la vérité ; mais il était loin de penser que ce succès lui serait fatal. Dans un an, ses futurs collègues voteront sa mise en accusation, et sa tête tombera sous le couperet de la guillotine. Il nous reste à raconter cette dernière année de sa vie ; elle fera l'objet des chapitres qui vont suivre ; ce ne sera certainement pas la moins mouvementée.

¹ Biblioth. municip. de Falaise (Manuscrit n° 19). Ce manuscrit a été rédigé par Louis-Jacques-Philippe Hébert, ancien curé de Morteaux, l'un des compétiteurs de Fauchet pour l'évêché du Calvados, devenu l'un de ses vicaires épiscopaux, décédé à Maizières (Calvados), le 13 avril 1812.

A propos d'un voyage qu'il fit à Paris, au mois d'octobre 1791, Hébert raconte qu'il assista à une séance du Club de Jacobins :

« Curieux, dit-il, d'assister à une séance des Jacobins, je priai M. Fauchet, évêque du Calvados et député à l'Assemblée [législative], chez lequel j'avais dîné et qui, pour lors, était président du Club [des Jacobins], de m'en procurer l'entrée, ce qu'il m'accorda volontiers. Ce Club est placé dans l'église des ci-devant religieux Jacobins de la rue Saint-Honoré ».

² *Ibid.*

CHAPITRE XVIII

SON ATTITUDE DANS LE PROCÈS DE LOUIS XVI

Opposition rencontrée par Fauchet dans la Convention. — Il fonde le « Journal des Amis ». — Procès de Louis XVI. — Fauchet prend part aux débats. — Il se prononce contre la peine de mort. — Son retour à des idées plus modérées ; il se rapproche des Girondins.

Fauchet, nous l'avons vu, prit assez souvent la parole à l'Assemblée législative ; il y prononça plusieurs discours et intervint fréquemment dans les débats ; il ne put, néanmoins, y déployer tout son talent. Malgré le prestige que lui avait acquis sa réputation et, l'on peut dire, sa célébrité, il se sentait gêné devant cet auditoire, nouveau pour lui. Il lui fallait un auditoire calme et sympathique, devant lequel il eût la faculté de développer, en toute liberté, ses opinions personnelles. Il supportait mal la contradiction ; les interruptions le déconcertaient et lui faisaient perdre le fil de ses idées ; il ne pouvait, surtout, s'accommoder des discussions tumultueuses, dans lesquelles intervenaient l'injure ou la grossièreté ; sa nature sensible, délicate et idéaliste en souffrait profondément. Il préférerait alors se renfermer dans le silence, plutôt que de s'abaisser à lutter contre la mauvaise foi, la grossièreté ou la sottise, mettant ainsi en pratique le conseil du sage : « Si tu te trouves au milieu » des sots, tais-toi, de peur de profaner la sagesse ».

Ce jugement que nous portons sur l'état d'âme de Fauchet

n'est nullement hasardé ; il s'est expliqué lui-même, sur ce point, avec une franchise qui ne laisse rien à désirer, d'abord dans un discours prononcé à la Convention nationale, puis, un peu plus tard, dans les colonnes du *Journal des Amis*. A la Convention, il s'exprimait ainsi :

« Vous savez, citoyens, combien les occasions sont rares ici pour être favorablement écouté dans les questions graves, qui paraissent s'écarter de l'ordre du jour. Il faut laisser parler tant de gens avides de leur propre éloquence, et de la leur seulement ! Ils éconduisent la philosophie sociale avec de si brutales passions ; ils rappellent la vraie politique et la saine morale à l'ordre d'une manière si honteuse, et souvent si injurieuse, qu'il faut bien habituellement rester à sa place, retenir ses pensées sur ses lèvres et concentrer ses sentiments dans son cœur ¹ ».

Dans le *Journal des Amis* du 19 janvier 1793, il est encore plus explicite. On y lit :

« J'ai reçu souvent les reproches de citoyens qui n'assistent pas à nos séances, de ce que je ne parlais pas assez souvent dans l'Assemblée nationale ; mais chacun combat pour la patrie avec son caractère et ses armes. Je ne sais pas lutter contre des clabaudages de commères et des cris de forcenés. On sait comme je parlais au Cirque, dans des assemblées six fois plus nombreuses ; comme j'y improvisais avec facilité, comme j'y réfutais, par des raisonnements clairs et précis, les objections les plus spécieuses et les plus imprévues. Mais là, on voulait bien écouter le langage de la raison ; la liberté y jouissait de son domaine, et les Amis de la Vérité ne se lassaient point d'entendre son orateur. Aux Assemblées nationales, au contraire, sur chaque question, vingt ou quarante accapareurs de parole se pressent

¹ Discours reproduit par le *Journal des Amis*, n° du 5 janvier 1792, p. 18.

autour du bureau pour s'inscrire au registre, et ne laissent pas à l'homme réfléchi, qui rumine un instant, dans sa pensée, le point de solution qu'il peut saisir, le temps de se décider à se mettre sur les rangs. Quand il approche, toutes les places utiles sont prises ; il peut travailler, s'il lui plaît, mais son travail restera dans son portefeuille ; on fermera la discussion sans qu'il puisse le produire ; souvent, les plus ineptes verbiageurs ont épuisé les moments de l'Assemblée ainsi que sa patience. Combien d'ouvrages travaillés avec soin j'ai été obligé de laisser dans mon carton ! Je n'ai pas cette espèce d'audace qui emporte la parole ¹ ».

Dans le numéro du 9 mars 1793 de la même feuille, il revient encore sur ce sujet et s'explique en termes non moins clairs, comme on peut en juger par l'extrait suivant :

« J'entends mes concitoyens me dire : « Législateur, » pourquoi ne prononcez-vous pas ce discours à la tribune de » la Convention nationale ? » Pourquoi, amis et frères ? parce que c'est impossible. Les parleurs impitoyables crieraient, à faire tomber la voûte : « L'ordre du jour ! L'ordre du jour ! » Je ne suis pas de ceux qu'on appuie ; je ne suis pas de ceux qui peuvent, à la faveur des maîtres, s'emparer de la parole. J'ai peut-être quelque audace dans le génie, je n'ai point d'impudeur sur le front. Je suis toujours prêt à me battre avec les armes de la raison ; je ne sais pas lutter contre les clameurs de la sottise. J'admire les hommes de bien doués de ce genre de ténacité qui, après mille rebuts et après mille interruptions, leur fait obtenir d'être entendus ; je n'aurai jamais cette gloire. Soit modestie, soit impatience, soit dédain, je ne supporte point la malveillance. Alors, je me retire ; j'aime mieux me taire que de hurler pour qu'on m'écoute. Je suis accoutumé à des auditoires bienveillants ; on ne réforme pas son naturel et ses longues accoutumances à mon âge. J'ai donc pris le parti d'écrire ; plusieurs membres

¹ *Journal des Amis* du 19 janvier 1793, p. 104.

— et les meilleurs — de la Convention me lisent ; j'ai à Paris nombre de lecteurs qui peuvent influencer sur l'opinion. Quand je trouve l'occasion de jeter dans l'Assemblée nationale quelques courtes et justes pensées, je ne la manque pas ; j'ai fini avant que nos ennemis aient su que c'est moi : ils n'ont pas eu le temps de m'interrompre¹ ».

Nous avons tenu à donner ces extraits parce qu'ils constituent une sorte d'autobiographie qui nous éclaire sur le caractère de celui dont nous avons entrepris d'écrire la vie. Ils sont précieux à un autre point de vue : ils nous révèlent l'opposition acharnée que l'évêque du Calvados rencontrait au sein de la Convention, et qui provenait de ses anciens frères et amis du Club des Jacobins, devenus, maintenant, des ennemis déclarés. Ils nourrissaient contre lui plus d'un grief ; ils ne pouvaient lui pardonner, en particulier, son attitude dans le procès de Louis XVI et les articles de son journal dans lesquels ils étaient traités si durement.

Fauchet n'exagérait point. Les détails qui précèdent concordent exactement avec ceux que nous trouvons consignés dans un ouvrage récent, composé par un auteur très au courant des hommes et des choses de la Révolution :

« La vie était rude à la Convention, pour qui n'était pas du « parti dominant ». Il fallait se taire et voter ou subir les invectives et les huées des *hommes purs* de la Montagne. Un bavard effronté, pourvu qu'il eût les poumons solides, pouvait s'y donner le plaisir d'étonner les savants par son aplomb et les ignorants par son savoir ; mais la tribune demeurait interdite aux modérés laborieux ; réduits à l'oisiveté et au silence, il ne leur restait que la distraction, aussi fréquente que peu folâtre, de traverser le jardin des Tuileries et de gagner, à l'heure de la « fournée », la place des exécutions pour « se familiariser avec le supplice² ».

¹ *Journal des Amis*, n° du 9 mars 1793, p. 449

² G. LENÔTRE, *Paris révolutionnaire : Vieilles maisons, vieux papiers* 1^{re} série, p. 346. — Paris, 1904, in-8°.

De fait, Fauchet fut l'un des membres les plus silencieux de la Convention. Cette Assemblée ne comptait que des factions ; or, il était l'ennemi des factions et des factieux, les dénonçant hardiment en toute occasion. Comme il n'appartenait à aucun parti, il se trouvait, en quelque sorte, isolé au milieu de ses collègues. Au surplus, que pouvait-il y avoir de commun entre ce néo-catholique et les incrédules qui formaient les deux groupes de la Montagne et de la Gironde ? La vérité est que, sur le terrain religieux, la majorité des conventionnels étaient en communion d'idées et qu'on ne saurait trouver de différence essentielle entre les deux groupes, si ce n'est que les Girondins y apportaient plus de modération et de tolérance que leurs adversaires¹. L'évêque du Calvados était forcément suspect à l'un et à l'autre. Nous ne parlons pas de la droite : un fossé infranchissable le séparait de cette dernière fraction de l'Assemblée.

Mais, ne pouvant parler, il résolut d'écrire ; la tribune de l'Assemblée des représentants de la nation étant pour lui d'un accès difficile, il eut l'idée de s'en créer une à son usage personnel. Il lui en coûtait trop d'être réduit au silence, étant donné surtout qu'il avait son mot à dire dans la plupart des questions du jour. A cette fin, il fonda le *Journal des Amis*, dans lequel il se proposait de soutenir les vrais principes de la liberté. Le motif et le but de cette publication sont d'ailleurs exposés dans le « prospectus » qui l'annonce.

« Les Français, y lisons-nous, veulent fortement la liberté ; ils l'aiment ardemment ; mais la plupart n'en ont qu'une idée vague et un sentiment confus. On idolâtre son image, on embrasse son fantôme ; la moitié des vrais principes n'est pas connue : et, de ceux qu'on connaît, les habiles tirent des conséquences fausses qui poussent la multitude à la licence et les portent eux-mêmes au despotisme, inévitable effet de l'anarchie... Il est aussi impossible de développer la série

¹ « Le parti girondin était plus impie même que le parti de Robespierre ». (E. BIRÉ, *Légende des Girondins*, p. 63).

des vrais principes dans la tribune de l'Assemblée nationale que dans celle des Sociétés populaires... ; la parole y est presque toujours accaparée par de petits insolents ou de grands scélérats qui profanent, à chaque phrase, les noms sacrés de Liberté et de République, pour insulter à la sagesse mâle et faire égorger la vertu courageuse qui pourraient déconcerter leurs projets de désorganisation et de proscription ; ils voudraient être les seuls hommes, les maîtres absolus.

» Téméraires ! ce n'est pas pour porter votre joug que les nations secouent les fers de leurs anciens despotes ; ce n'est pas pour être rongés par des insectes que les peuples auront enchaîné les lions et muselé les tigres couronnés. Bientôt les rois auront disparu ; toutes les races de tyrans s'éteignent ; vous serez balayés, à votre tour, comme les dernières immondices de l'humanité. Je veux reprendre la parole dans un écrit, puisque, depuis deux ans, je ne peux plus l'avoir dans les tribunes. Tous les partis ont cherché à m'obscurcir ou à me réduire au silence, parce qu'ils ont senti que le propagateur de la fraternité générale ne pouvait servir aucune coalition partielle ».

Fauchet s'était assuré la collaboration d'un ami ; mais celui-ci se déroba au dernier moment, en sorte qu'il resta seul chargé de la rédaction du journal. Un autre se serait effrayé de cet isolement et aurait reculé devant la tâche ; Fauchet n'en fut pas autrement ému ; car, après avoir annoncé la défection dont on vient de parler, il ajoute aussitôt : « Me voilà chargé de tout le travail : je le ferai. Le journal sera intitulé, comme il l'est dès le premier numéro : *Journal des Amis*¹. Ce titre lui conviendra, car les philanthropes sont les seuls à qui j'ai l'ambition de plaire, et je suis assuré d'y réussir en ne leur parlant que le langage

¹ Le journal devait d'abord s'appeler *Journal des deux Amis*. Fauchet fut obligé de modifier le titre au dernier moment.

de l'humanité, de la liberté, de la sociabilité, de l'amitié universelle. Mon zèle contre les désorganiseurs, les assassins de la morale, les fripons et les méchants servira la philanthropie aussi efficacement que mon amour pour les vrais républicains, les zélés du bien public, les défenseurs de l'ordre et les adorateurs de la vertu. Le sage Lalande, évêque de la Meurthe, qui demeure avec moi, et qui réunit le savoir et les talents à la moralité pure et à la vraie philosophie, me fournira quelques articles. J'ai le travail facile ; je l'aime ; je répondrai à la confiance des souscripteurs avec d'autant plus de soin que je me trouve seul responsable envers eux ¹ »

Le journal était hebdomadaire, et devait paraître le samedi de chaque semaine ; le premier numéro parut le 5 janvier ; chaque livraison comprenait 48 pages in-8° ².

Cette feuille est écrite avec une verve très remarquable, et qui entraînait quelquefois le fougueux polémiste au delà des bornes. On lui reprochait — c'est lui-même qui nous l'apprend — d'être colère et satirique. Il s'en défend énergiquement. Ceux qui le connaissent savent combien « il est doux, tolérant, confiant, enclin à bien penser des autres ; les paroles d'estime, d'amitié, d'éloges coulent naturellement de ses lèvres et de sa plume. « Mais, ajoute-t-il, il est une mesure de perfidie, d'impudence et de scélératesse qui me pousse à l'indignation et à l'emporlement, surtout quand les grands intérêts de la vérité et de la société, compromis par des hommes pervers, enflamment mon cœur. Alors les pensées de la justice me brûlent, les sentiments de l'humanité me dévorent. Les perfides et les méchants, quand ils auraient mille moyens de mort à m'opposer, me trouvent prêt à leur faire face, à les poursuivre, avec le feu de la vérité, jusqu'au

¹ *Journal des Amis*, p. 28.

² Le prix de l'abonnement annuel était de 30 livres pour Paris et de 36 livres pour les départements. Le montant de l'abonnement, ainsi que les lettres et manuscrits, devaient être adressés « à M. Claude Fauchet, rue Chabanais, n° 47 ».

fond de leur conscience, et à les illuminer de leurs crimes, selon l'expression de Mirabeau. Si je les voyais redevenus bons, mon cœur serait à eux : je me ferais une félicité de les chérir. Comment veut-on que, dans la crise où quelques furieux mettent la patrie, mon âme et mon style, qui en est l'expression fidèle, ne soient pas brûlants d'un courroux civique et d'une religieuse horreur ? » Il termine par ces fières paroles qui sonnent comme un clairon de bataille :

« Tant que les méchants s'acharneront à ronger les saintes espérances et à dévorer la naissante liberté du monde, je remplirai de mes cris ma patrie et l'histoire ; j'appellerai sur eux l'indignation et l'horreur. Si ma voix était assez puissante, je soulèverais contre eux l'univers ! ¹ »

Voici le début du premier article ; on y retrouve la phraséologie et les conceptions sociales de l'ancien procureur de la Société des Amis de la Vérité :

« Oui, l'univers est libre ; tous les trônes sont renversés ; la virilité des peuples se prononce ; l'âge de raison pour l'humanité s'avance. Nous éprouvons les derniers orages de la jeunesse du monde. La sagesse sociale s'élèvera sur les débris des passions tyranniques et serviles qui régissaient l'ignorance des nations. Le bonheur naîtra de l'alliance des lumières et des vertus ; la société embrassera la nature. Délivrés de toutes les chaînes, nous serons heureux de tous les biens. La fraternité ralliera la famille humaine, et l'égalité des droits rendra enfin l'homme roi de la terre ; c'est à lui, et non pas à quelques-uns, qu'elle a été donnée en don ; il est majeur, il se saisira de son empire et remplira sa destinée.

» Nous éprouvons, à la vérité, des maux extrêmes, et nous sommes tentés de nous croire loin d'un si grand bonheur ; cependant, nous y touchons : nous n'en sommes

¹ *Journal des Amis*, n° du 9 mars 1793, p. 450.

séparés que par le torrent de l'anarchie qui roule des ruines : il va se dessécher : ce sont les dernières effusions des tempêtes, de tous les despotismes expirants et des vapeurs de tous les cloaques du vice, que la longue servitude des peuples avait creusés. Le feu de la liberté les fait bouillonner avec violence, mais bientôt il les aura taris : c'est l'infailible effet de la chaleur divine. Après cette épuration, il ne versera que des flots de lumière et ne laissera couler que l'or de la vertu ».

On ne peut s'empêcher de sourire tristement quand on songe de quel affreux réveil ces beaux rêves, exprimés avec tant de lyrisme, furent si promptement suivis.

Le *Journal des Amis*, commencé au moment où va s'engager la lutte terrible entre le parti de la Gironde, dont il défend les principes, et celui qui triomphera le 31 mai, pour tomber, à son tour, quelques jours après les Girondins, se recommande par les renseignements précieux qu'il contient sur l'histoire de cette phase orageuse de la Révolution.

Le 5 octobre 1792, c'est-à-dire au début même de la nouvelle législature, ses collègues désignèrent Fauchet et Rovère pour exercer une mission dans l'Yonne. Il s'agissait de mettre fin aux troubles survenus dans la ville de Sens, à l'occasion des subsistances. Les habitants s'opposaient à la circulation des grains nécessaires aux approvisionnements de l'armée. Les administrations locales, débordées, étaient impuissantes à maintenir l'ordre, et on n'osait plus apporter de grains à un marché où la vie des vendeurs était menacée. Les deux commissaires réussirent, par de sages mesures, et en parlant aux mutins la voix de la raison, à rétablir la tranquillité. Le 5 novembre, Fauchet montait à la tribune et rendait compte de la mission qui lui avait été confiée, à lui et à son collègue. La Convention vota l'impression de son rapport. Le récit des faits mentionnés dans ce document n'offrant aucun intérêt pour le lecteur, nous nous abstiendrons d'en parler.

On instruisait, en ce moment, le procès de Louis XVI. Fauchet intervint dans les débats qui l'accompagnèrent et

qui, après plusieurs mois, aboutirent à la condamnation à mort de l'infortuné monarque ; mais, hâtons-nous de le dire, ce fut pour y faire entendre la voix de la miséricorde et de la pitié. Le 15 novembre, il monte à la tribune et ne craint pas de s'élever contre la peine de mort. Toutefois, pour sauver la victime, il croit devoir déverser sur elle le mépris. Pilate avait eu recours au même procédé : croyant par là sauver Jésus, il le fit flageller. Aux yeux de l'évêque du Calvados, c'était apparemment une habileté oratoire. Prévoyant qu'il allait heurter l'opinion de bon nombre de ses collègues, — de ceux qui avaient été jusque-là ses amis politiques, — et ayant à cœur de la ménager, il s'imagina que le meilleur moyen pour y parvenir était de commencer par insulter celui dont il allait plaider la cause. Nous pensons, en effet, qu'il ne faut voir dans les paroles qui suivent, et par lesquelles débute le discours dont nous allons parler, qu'une nécessité de tribune :

« La République française existe, elle triomphe de ses ennemis : donc le ci-devant roi est jugé. Il a mérité plus que la mort. L'éternelle justice condamne le tyran déchu au long supplice de la vie, au milieu d'un peuple libre. Dans ces moments où l'indignation, inspirée par les grands et derniers crimes de la tyrannie héréditaire, tient les âmes en feu ; dans ces moments où la haine de la royauté, cette peste antique des nations, bouillonne avec une activité terrible dans les cœurs, — représentants du peuple souverain, vous devez un grand exemple à l'univers : c'est celui d'un calme impassible dans le jugement solennel que vous allez porter. Une puissante nation libre ne prononce point, dans sa colère, sur le sort de son despote renversé : elle s'élève à toute la hauteur de sa sagesse pour le juger avec froideur. Il y va de la justice du peuple et de la gloire de la patrie... Conservons cet homme criminel qui fut roi ; qu'il serve longtemps d'exemple aux conspirateurs ; qu'il soit un témoignage de l'absurdité, de l'exécration dévolues à l'institution de la royauté même. Il faut qu'en vertu de cette loi d'exception, nous puissions dire à tous les peuples : Voyez-vous cette espèce d'homme

anthropophage qui se faisait un jeu de dévorer la moitié de la nation pour tyranniser l'autre ? C'était un roi. Il n'y avait point de loi qui pût atteindre ses crimes ; mais la nature nous venge de l'ancienne impuissance de notre législation ; elle lui inflige une plus terrible peine que la mort : elle prolonge son existence ; elle le laisse en spectacle à l'univers, comme sur un échafaud d'ignominie, d'où il contempera, dans un second désespoir, les progrès de la libération du genre humain. Il verra sans cesse — quel supplice ! — les heureux et contraires effets de ses crimes, les nobles, les immortelles vengeances de la nation magnanime qu'il voulait replonger dans les horreurs de l'esclavage ».

Il s'applique ensuite à développer les raisons qui, d'après lui, devaient écarter la peine capitale. Cette peine, en dehors du cas de légitime défense, est condamnée par la nature et l'humanité. Le coupable doit être conservé en vue de la correction : « Tout homme est corrigible, dit-il, même un tyran ».

En faveur de la peine de mort, on allègue l'exemple au moyen duquel les autres citoyens sont maintenus dans l'horreur du crime. Voici comment Fauchet combat cette raison :

« A qui le supplice momentané d'un roi scélérat servira-t-il d'exemple réprimant ? Aux citoyens ? Ils ne sont pas des rois ; ils ne peuvent pas le devenir ; ils en ont horreur : la souveraineté de la République, dont ils sont tous les honorables coassociés, fait leur gloire et leur bonheur. L'exemple salutaire est donc l'avilissement durable et l'enchaînement prolongé du despote infâme qui, par l'avortement de ses crimes, a poussé la nation à la consommation de la liberté ».

On dit encore : le repos de la patrie exige ce supplice. Fauchet reprend : « Le repos de la patrie dans la justice violée ! le repos de la patrie dans un crime national ! le repos de la patrie dans une sanglante infamie qui fait horreur à toute la terre ! Citoyens, la justice, la sagesse, le courage, voilà le repos de la patrie ! »

— « Que voulez-vous faire ? Juger le tyran ? Il est plus que jugé, il est anéanti : le despotisme même a péri avec le despoté. L'homme-machine qui survit au roi et à la royauté n'appelle point le glaive des lois, tant qu'il ne fera que végéter dans son opprobre... La nature, législatrice suprême, vous dit que ce supplice suffit à l'humanité, qu'il est même, pour l'exemple et l'effroi des tyrans, plus puissant que la mort. Votre intérêt, toujours d'accord avec les lois de la nature, se joint à elle pour vous recommander la conservation de cet être unique dans les annales du monde, dont l'existence était nécessaire à la révolution des empires, et dont la vie, prolongée dans l'anéantissement du trône, servira encore très efficacement la cause de votre liberté, la cause de tous les peuples... Dès qu'un peuple veut être libre, un roi n'est rien. Voyez celui qui fut le nôtre : le voilà ! Nous ne nous en inquiéterons pas plus que s'il n'eût jamais existé. Nous le laisserons avec le souvenir de ce qu'il fut et avec le spectacle de ce que nous sommes : c'est son supplice et notre gloire. ... »

Mais Louis XVI a un fils. Que va-t-il devenir ? que va-t-on faire de lui ? Il répond :

« Son fils ? S'il peut devenir un homme, nous en ferons un citoyen, comme le jeune Egalité¹ ; il combattra pour la République... Renversez ces êtres chétifs qui se croient des souverains et qui n'ont de force que dans votre faiblesse. Soufflez, et ils tombent. Si leur figure vous importune, envoyez-les dans la ménagerie du Temple : nous les y garderons jusqu'à la formation du Congrès européen ; ensuite, nous les enverrons trainer leur vie obscure le long des Républiques, avec de petites pensions ; car ces êtres-là sont si dénués de facultés que le besoin même ne leur apprendrait pas à gagner leur pain ».

L'orateur réserve, pour la fin de son discours, un dernier

¹ Le fils du duc d'Orléans, qui avait pris le nom de Louis-Philippe-Egalité.

argument, d'une grande vérité, et que les faits ne devaient pas tarder à confirmer d'une façon éclatante, à savoir le goût du sang qui serait donné à la populace par l'exécution de Louis XVI. « Cette exécution, observe-t-il, sera un précédent : elle ne manquera pas d'en entraîner d'autres ». Ici, on peut dire que Fauchet fut d'une clairvoyance en quelque sorte prophétique. Écoutons-le plutôt :

« Les anarchistes veulent redonner au peuple le goût du sang : il leur faut encore cent cinquante mille têtes qui tiennent à l'ordre et qui veulent, avec l'autorité, — seul empire dans la liberté, — la tranquillité intérieure. Le sang d'un ci-devant roi a quelque chose de plus irritant et qui excite une soif plus ardente dans le peuple qui s'en abreuve. Quand je parle ici du peuple, citoyens, c'est de cette portion toujours prête à s'agiter et à entrer en fureur ; c'est du peuple des scélérats : ce n'est pas du peuple français. Celui-là est magnanime, juste ennemi de tout désordre ; il veut la liberté avec tous ses biens : il a horreur de la licence et de tous ses excès. Mais cette tourbe infâme, pour qui le brigandage est le bonheur, ne respire que le carnage des meilleurs patriotes ; elle tient, par son agitation effrénée, la grande masse paisible des citoyens en épouvante. Il est assez visible que c'est avec les buveurs de sang que les anarchistes peuvent parvenir à dominer. Ils comptent donc bien que, le sang du ci-devant roi coulant illégalement sur l'échafaud, rien ne sera plus sacré, ni les lois, ni les personnes, pour la classe d'hommes perdus qui vont au crime comme les héros à la victoire. Les innocents de la famille ci-devant royale seront égorgés, et les meurtriers exécrables appelleront cet attentat contre la justice éternelle un grand service rendu à la nation. Ils lui en rendront d'autres plus importants encore, dans le même genre : ils nommeront factieux, royalistes, traîtres, les républicains sages et sévères qui invoquent les lois ; ils en débarasseront la patrie ».

Les anarchistes auxquels l'évêque du Calvados fait ici

allusion étaient les chefs du parti de la Montagne : Marat, Danton, Robespierre. Il termine ainsi :

« Je conclus que la destitution du ci-devant roi, prononcée de droit et de fait dans le décret qui abolit la royauté, est, quant à ses délits antérieurs, son jugement définitif, et que, par mesure de police nationale, il doit être détenu jusqu'à l'époque où le Corps législatif, qui a la haute police de l'Empire, déclarera que sa détention n'importe plus à la sûreté de l'État¹ ».

Ce discours fut imprimé par ordre de la Convention, ce qui prouve qu'à cette époque la majorité était opposée à la peine de mort ; mais il fit perdre à Fauchet son reste de popularité ; il lui attira, non plus des applaudissements comme autrefois, mais les huées des tribunes ; l'orateur s'aliéna à tout jamais le public qui les remplissait d'ordinaire et qui était précisément composé de « ce peuple », ou plutôt de cette populace jugée par lui si sévèrement.

Cependant, les dispositions antérieures du prélat étaient loin de laisser présager la modération dont il faisait preuve en ce moment ; il avait applaudi à la journée du 10 août et à la déchéance de Louis XVI ; il avait même demandé et obtenu qu'on éloignât de Paris trois régiments qui s'étaient montrés royalistes au Champ de Mars, lors de la fête du 14 juillet ; il avait réclamé la mise à prix de la tête de La Fayette, soupçonné de viser à la dictature², et provoqué un décret d'accusation contre les ministres. Ce n'est pas tout. Plus d'un mois avant le 10 août et le décret de déchéance du roi, il s'efforçait de prouver la nécessité de cette dernière mesure. Il avait composé, dans ce but, un long discours qui fut « lu à une séance de la réunion des Patriotes, rue d'Argenteuil³ ».

¹ « *Opinion de Claude Fauchet, député du Calvados, sur le jugement du ci-devant roi* ». Arch. parlem., t. LIII, p. 393-405.

² Séance du 17 août 1792 (V. *Moniteur*).

³ Cette réunion était composée des députés de la gauche modérée qui avaient rompu avec le Club des Jacobins ; c'était, en réalité, le parti de la Gironde.

Ce discours devait être prononcé à l'Assemblée législative ; mais les « députés patriotes » le trouvèrent trop hardi et dissuadèrent l'auteur de donner suite à son projet. Il l'imprima six mois après, au moment du procès de Louis XVI, dans son *Journal des Amis*, en le faisant précéder des réflexions suivantes :

« A cette époque (août 1792), il y avait déjà deux mois que j'avais composé, que j'avais lu à la réunion [des Patriotes] et que je portais, tous les jours, à l'Assemblée législative, une opinion fortement motivée sur la déchéance de Louis XVI. On la trouvait trop tranchante, trop hâtive ; on me détournait de la produire. quoi qu'on en reconnût la justice et la force. Je demandai, à diverses reprises, quatre fois la parole au président pour la prononcer ; les Patriotes, encore indécis, me la firent quatre fois refuser, pour attendre, disaient-ils, un moment plus opportun. Je n'espérais pas qu'elle passerait en décret, mais j'étais bien sûr qu'elle monterait, au plus haut période, la chaleur du peuple qui devait dissoudre la tyrannie¹ ».

Quant au discours lui-même, il débute ainsi :

« Il faut sauver la patrie et faire triompher la cause de la liberté. Dans la crise où nous sommes, les palliatifs, au lieu de guérir l'Etat, en assureraient la mort ; ils donneraient le temps aux convulsions qui l'agitent d'atteindre au dernier excès de violence et de le pousser inévitablement ou dans le tombeau du despotisme, ou dans l'enfer de l'anarchie... J'ai médité ma démarche : j'en ai calculé les effets possibles... Que j'y perde la vie, s'il le faut ; ce n'est pas la première fois que je l'aurai exposée pour la liberté de mes concitoyens. Dans cette conjoncture, aucune passion ne m'émeut que celle du bien public. Législateurs, votre devoir, en ce moment, est

¹ *Journal des Amis*, n° du 19 janvier 1793 ; p. 107.

de m'écouter avec calme, et le mien est de vous parler avec courage ».

Fauchet énumère ensuite différents chefs d'accusation qui motivent, selon lui, la déchéance du monarque ; il lui reproche, en particulier, de faire cause commune avec « l'armée » des prêtres insermentés, qui se nomment, dit-il, les « bons prêtres », et avec celle des « aristocrates », lesquels, de leur côté, prennent le titre « d'honnêtes gens ».

A propos des premiers, il s'exprime ainsi :

« Je vois dans l'intérieur une armée de prêtres fanatiques qui n'est pas la moins redoutable, et qui est la plus féroce. Le roi est ouvertement à la tête de cette armée. Elle emploie son nom pour rallier les zélateurs aveugles du culte et tous les contre-révolutionnaires sous l'étendard de la révolte. Bien loin de s'y opposer, bien loin de faire aucun acte formel qui puisse dissoudre leur coalition et réprimer efficacement leur entreprise contre la liberté de la patrie, Louis XVI y entre aveuglément et avec toute l'énergie d'une conscience invinciblement fanatisée. Il ne veut de prêtres autour de sa personne que ceux-là ; c'est de leurs mains qu'il reçoit les bénédictions, les absolutions, les communions ; c'est entre leurs mains qu'il fait les serments de ne rien consentir qui nuise à leurs projets ; de défendre, au péril de sa vie, ce qu'ils appellent les droits du Pape, des anciens évêques et du ci-devant clergé ; de recevoir plutôt, en échange de la couronne et du sceptre des Français, la couronne et la palme du martyre...

» Sans doute, on ne peut être contraint de professer une autre opinion religieuse que celle qu'on a adoptée dans sa conscience ; mais, quand un roi croit que sa religion l'oblige à contrarier la liberté de la nation et à faire cause commune avec ses ennemis, il faut qu'il descende du trône et qu'il aille exercer en paix, dans la retraite, le fanatisme qu'il adore... Nous sommes infidèles à nos serments, traîtres envers

la nation, si nous hésitons un seul instant à déclarer sa déchéance ».

Il conclut en forme de péroration :

« Sauvons la patrie : sauvons la Constitution : sauvons le roi lui-même ; donnons-lui le repos en le déchargeant des devoirs qu'il ne peut remplir et qu'il trahit ; donnons à la France le gouvernement constitutionnel que veulent ses lois et qu'exige sa liberté¹ ».

La fougue que Fauchet manifestait alors avait, quelques mois plus tard, fait place à des sentiments plus calmes. Ce changement d'attitude était dû, avons-nous dit, à la prédominance, — de plus en plus accentuée, — qu'il voyait prendre, à la fois dans l'Assemblée et dans le pays, aux partis extrêmes, — composés de ceux qu'il appelait les « anarchistes », — et qui entraînaient aux abîmes le char de la Révolution. Fait digne de remarque, et qui prouve à quel point les idées avaient fait du chemin : A l'époque où il opinait pour la déchéance du roi, il était trouvé trop hardi ; aujourd'hui, où il se borne à demeurer fidèle à son opinion primitive et ne va pas jusqu'à réclamer la mort du monarque, il est trouvé trop modéré !

Une autre preuve du changement d'attitude de Fauchet nous est fournie par la lettre qu'il écrivait, le 8 décembre 1792, à son ami Bougon-Longrais, procureur général-syndic du Calvados, pour le remercier de l'envoi d'une Adresse aux habitants de ce département ; il s'y exprime en ces termes :

« J'ai reçu avec reconnaissance, citoyen et ami, les exemplaires que vous avez bien voulu m'envoyer de votre Adresse à tous les citoyens du Calvados. C'est remplir une tâche bien utile que de propager les principes de l'ordre, dans un temps où les agitateurs travaillent de toutes leurs forces à disséminer les germes de la désorganisation. Puissent vos excel-

¹ « Opinion de Claude Fauchet, évêque du Calvados, sur la déchéance du ci-devant roi ». *Journal des Amis* du 19 janvier 1793, p. 109-130.

lents préceptes, vos civiques exhortations opérer tout l'effet que vous en attendez¹ ».

Cependant les débats relatifs au procès de Louis XVI se poursuivaient activement au sein de la Convention, transformée en Haute-Cour. On était au commencement de janvier. L'évêque du Calvados figurait parmi les orateurs inscrits pour prendre la parole ; mais, lorsque son tour arriva, le président proclama brusquement la clôture de la discussion ; toutefois, le discours qu'il devait prononcer ne fut pas complètement perdu pour le public. A défaut de la tribune de la Convention, Fauchet avait à sa disposition celle de son journal ; il en profita pour l'y insérer tout au long. C'est grâce à cela que ce discours nous est parvenu. En voici le début :

« Il est convenu, dans cette Assemblée, que ce n'est pas un jugement selon les formes légales qui doit être prononcé sur le sort de Louis ; c'est une mesure de sûreté générale que nous devons prendre à son égard ; c'est en hommes d'État que nous allons agir pour les intérêts de la République. Je ne me joins donc pas à ceux qui ont demandé de rapporter le décret qui décide que Louis Capet sera jugé par la Convention. Il n'est pas possible d'élever un doute raisonnable sur le droit qui appartient à la Convention nationale seule d'exercer les plus importantes fonctions de la haute police républicaine. Je dis plus : il est incontestable que si le salut de la nation exigeait la mort de son dernier tyran abattu, quoique cette peine ne soit pas énoncée dans les lois écrites, quoiqu'elle répugne, comme celle de tout coupable captif, à la nature et à l'humanité, il faudrait qu'il la subit parce que la nature et l'humanité, sous un plus grand rapport, exigent que l'on sacrifie toute considération

¹ PÉZET, *opus. cit.*

particulière à l'intérêt national. C'est donc cet intérêt seul que nous devons consulter ».

Le discours que Fauchet avait lu, six mois auparavant, à la réunion du comité des Girondins, rue d'Argenteuil, et dont nous avons parlé, avait pour but de démontrer que la conservation de la vie de Louis XVI était « la mesure la plus utile, comme la plus juste, pour l'intérêt de la République française ». Dans celui-ci, il se propose d'établir que la condamnation du roi, si elle a lieu, doit être soumise à la sanction du peuple. Quelqu'un avait parlé d'« appel au peuple ». Il approuve l'idée, mais rejette l'expression. « L'expression, dit-il, est inexacte, mais la chose est d'une extrême importance : on n'appelle point au peuple des décisions de ses représentants, mais on porte leurs décrets à sa sanction ». Il est facile de reconnaître là un des principes que Fauchet n'a cessé de professer.

De Sèze et Dubois-Crancé voulaient — mais avec des intentions toutes différentes — écarter l'intervention du peuple, en s'appuyant sur l'autorité de Rousseau, lequel regarde la volonté générale comme manquant de rectitude et de compétence pour prononcer sur les personnes. Fauchet rappelle que, deux ans auparavant, dans une des séances du Cercle Social, il a réfuté d'une façon décisive et sans réplique l'opinion de Rousseau.

« Pourquoi, dit-il, le défenseur de Louis ¹ ne veut-il pas qu'on ait recours au peuple pour décider du sort de son client ? N'y a-t-il pas des probabilités de plus en faveur d'une détermination moins sévère ? Ne calcule-t-il pas la générosité d'une grande nation qui est assez vengée quand la tyrannie n'est plus et quand son despote est réduit à une vie obscure, à une humiliation profonde, au mépris de l'univers ? Oui, sans doute, les probabilités et les chances de la vie de Louis Capet ont été saisies par de Sèze ; mais

¹ De Sèze.

il a vu dans cet exercice immédiat de la souveraineté du peuple la mort définitive de la royauté, le dernier coup de la massue nationale sur toute espèce de despotisme et d'aristocratie, enfin l'existence vivace et immortelle de la République française, une, indivisible, supérieure à toutes les forces combinées des tyrans du genre humain... Le peuple français est gros de liberté, mais il ne l'enfantera pour l'éternité que le jour où il exercera réellement sa souveraineté véritable. Hâtons cet heureux jour ; que dans un mois c'en soit fait ».

« De leur côté, poursuit-il, les factieux et les anarchistes ont, pour l'exercice immédiat de la souveraineté du peuple, la même aversion que les royalistes », mais c'est dans le but de mettre à la place de Louis un autre chef. Il conclut par cette phrase pompeuse : « Trompons à la fois toutes ces perfidies horribles ; que tout fléchisse à l'instant dans la France, dans l'Europe, dans l'univers, devant la réelle, l'immense majesté du peuple français ! »

Dans le discours prononcé par lui le 13 novembre, l'évêque du Calvados s'était élevé contre la peine de mort et en avait réclamé l'abolition pour tous les citoyens. Robespierre lui reprochait malignement alors d'avoir attendu le procès de Louis XVI pour émettre cette opinion ; de fait, une telle coïncidence avait lieu de surprendre. Il s'en explique aujourd'hui :

« Robespierre, dit-il, me demandera — comme il l'a déjà fait touchant la suppression de la peine de mort — pourquoi j'ai attendu qu'il fût question du ci-devant roi pour demander ce qui importe à tous les hommes, ce qui me paraît tenir à la justice éternelle de la nature et à l'ordre universel de la société ? Je lui réponds que cette idée n'est point neuve pour moi, que je l'ai énoncée depuis longtemps dans mes ouvrages ; mais tous les moments ne sont pas bons pour tout dire, et surtout pour se faire entendre : il faut saisir les occasions... Je voulus hasarder, dans

l'Assemblée législative, les vrais principes démocratiques qui conviennent à une puissante nation libre et qui sont adoptés aujourd'hui : ce fut une risée. On me répondit que cela pourrait être praticable dans deux cents ans. Si j'avais voulu parler de supprimer la peine de mort, on aurait cru me faire grâce de ne pas m'y condamner, grâce que les assassins qui nous menacent ne sont pas disposés à me faire aujourd'hui. Mais le moment de tout braver pour tout sauver est venu ; et, puisque, enfin, — par je ne sais quel heureux enchantement, — la possibilité de se faire entendre à la Convention nationale est acquise à tous ceux qui veulent parler à leur tour ¹, je demande très hautement la suppression de la peine de mort pour tout criminel détenu, le renvoi au comité de législation pour faire un rapport sur la peine qu'il faut y substituer, et, dès aujourd'hui, le sursis de l'exécution de tous les jugements à mort qui seraient prononcés par les tribunaux, conformément aux anciennes lois ».

En conséquence des principes qu'il venait d'énoncer, Fauchet soumit au vote de ses collègues trois projets de décret ainsi conçus :

« 1^o La Convention nationale, considérant que l'abolition de la royauté, l'institution de la République une et indivisible et le décret sur le sort réservé au ci-devant roi exigent la sanction de la souveraineté du peuple, convoque les assemblées primaires d'ici à quinze jours ;

» 2^o La Convention nationale prononcera, demain, sur le sort de Louis Capet par appel nominal ; chacun votera librement, selon ses lumières et sa conscience ;

» 3^o Le comité de législation fera, dans trois jours, un rapport sur la suppression de la peine de mort, et, cependant, il sera sursis à l'exécution de tout jugement définitif

¹ En note, il dit : « Le mien n'a cependant pas pu arriver : on a fermé, hier [4 janvier], la discussion ».

qui prononcerait la peine de mort conformément aux anciennes lois ⁴ ».

Quoique le discours dont il vient d'être question n'ait pas été prononcé, nous avons tenu à en citer des extraits, ne fût-ce que pour montrer quelles étaient, concernant le procès célèbre qui s'instruisait alors, les sentiments personnels de l'évêque du Calvados. Ces sentiments, il ne craignit pas de les exprimer dans les colonnes de son journal. Il lui fallait, pour cela, un certain courage, car il heurtait les dispositions de la populace parisienne et s'attirait sa colère. Excitée par les meneurs du parti de la Montagne, cette populace réclamait à grands cris la mort du « tyran » : elle proférait sans cesse des menaces contre les membres de la Convention qu'elle savait opposés à la peine de mort ; des placards, affichés sur les murs de la capitale, les dénonçaient à la vengeance des citoyens. Dans un des articles de son journal, Fauchet fait allusion à cette situation dans une page d'un relief saisissant, et qu'on sent réellement prise sur le vif.

C'est, en effet, sous les menaces les plus horribles que la Convention délibérait sur le sort du roi. Le 14 janvier, commencèrent les appels nominaux par lesquels chaque député était invité à émettre son vote. Il devait être répondu aux trois questions suivantes : 1^o Louis est-il coupable de conspiration contre la liberté de la nation et d'attentat contre la sûreté de l'État ? 2^o le décret sera-t-il porté à la sanction du peuple ? 3^o quelle peine doit subir Louis ?

A cette séance, on n'eut que le temps de répondre aux deux premières questions. A la première : Louis est-il coupable de conspiration contre la liberté de la nation et d'attentat contre la sûreté de l'État ? l'évêque du Calvados répondit : « Oui, j'en suis convaincu comme citoyen, je le déclare comme législateur ». Relativement à la seconde, il vota pour le renvoi à la sanction du peuple.

L'appel nominal sur la troisième question — la plus impor-

⁴ *Journal des Amis*, n^o du 5 janvier 1793, pp. 15-27.

tante — fut remis à la séance suivante. Commencée à sept heures du soir, celle-ci ne se termina que le lendemain à la même heure. Sept cent vingt députés prirent part au vote ; trois cent soixante-six votèrent la mort ; les autres opinèrent pour la détention ou le bannissement. Fauchet se rangea parmi ces derniers. Il exprima son vote en ces termes :

« La Convention nationale n'a pas le droit de cumuler, de confondre et d'exercer immédiatement elle-même tous les pouvoirs : ce serait le droit de la tyrannie, droit exécrable ; je peux le subir, je ne l'exercerai jamais ; je brave tous les tyrans, je ne les insulte pas. Je ne suis pas juge ; je ne veux pas, je ne peux pas l'être. Je suis représentant du peuple, je dois aviser à la tranquillité de l'État. A ce seul titre, et par mesure de sûreté générale, je vote pour la détention du ci-devant roi pendant la guerre, et pour son bannissement du territoire de la République lorsque nous aurons la paix¹ ».

On sait quelle fut l'issue du procès : la peine de mort votée à cinq voix seulement de majorité. C'était le 17 janvier. Le lendemain, Fauchet écrivait dans son journal :

« Jours affreux ! Jours d'opprobre et d'infamie ! Les notions que j'avais se sont trouvées fautives ; j'ai trop bien auguré de nos frères ; l'espèce humaine est pire que je ne l'avais imaginé ; les bons n'ont pas le courage des méchants. Les placards qui menaçaient de la mort les membres de la Convention dont les noms seraient sur la liste de l'appel au peuple ; la voix d'une multitude de scélérats qui leur annonçait des massacres ; les horribles figures d'hommes et de femmes qui remplissaient les tribunes et qui ressemblaient à des vampires prêts à pomper le sang ; nul ressort dans les autorités municipales et administratives pour fonder sur elles quelque espoir ; enfin, tout l'appareil de la violence et de l'égorge-ment ont pu épouvanter des hommes de bien et entraîner des

¹ *Journal des Amis*, n° du 17 janvier 1793.

âmes timides à qui, d'ailleurs, les orateurs habiles en impostures s'efforçaient de persuader que la réunion des assemblées primaires occasionnerait la guerre civile. La sanction du peuple a été rejetée... La mort ! la mort, contre le texte précis de la loi préexistante ; par forme de jugement, quand on n'était pas tribunal judiciaire, quand aucune forme du Code pénal qu'on invoquait n'avait été observée, quand on fixait à la simple majorité un arrêt pour lequel il faut, à l'égard de tous les autres criminels, les deux tiers ou les trois quarts des voix ; la mort, l'horrible mort a été prononcée à une majorité de cinq ou six voix contre plus de trois cents suffrages contraires ! On a peine à supporter l'existence quand on voit faire un tel usage du pouvoir. On doit s'y soumettre, mais on ne s'y soumet qu'en frémissant ; sans doute, il faut être citoyen ; mais quels tyrans m'obligeront de cesser d'être homme ?¹ »

Dans cette grande question du jugement de Louis XVI. l'évêque du Calvados se sépara des Girondins, lesquels, en majorité et par faiblesse, votèrent la mort. Il eut le courage de son opinion et n'hésita pas à braver les menaces qui retentissaient à ses oreilles. Faut-il le dire ? quatre de ses collègues dans l'épiscopat et un certain nombre d'ecclésiastiques ne montrèrent pas la même fermeté de caractère ; par suite, on peut dire que c'est leur vote qui entraîna la peine de mort. Fauchet en fait la remarque en gémissant ; il écrit :

« Faut-il que ce soit un assez grand nombre de ministres de la religion qui aient déterminé la mortelle sentence ! » Il ajoute ensuite : « Leurs noms ne se placeront point sous ma plume ; que ne puis-je les effacer de la liste mortuaire ! Mais je transcrirai, pour la consolation de l'humanité, pour l'honneur de la religion évangélique, pour la gloire de l'épiscopat français, les noms des évêques placés sur la liste de vie. Voici ceux de mes collègues en ministère, qui sont aussi

¹ *Journal des Amis*, n° du 19 janvier 1793, p. 141.

ceux de mes frères en humanité : Séguin, évêque métropolitain de l'Est ; Lalande, évêque de la Meurthe ; Saurine, évêque des Landes ; Wandelin-court, évêque de la Haute-Marne ; Villars, évêque de la Mayenne ; Caseneuve, évêque des Hautes-Alpes ; Marbos, évêque de la Drôme ; Thibault, évêque du Cantal ; Sanandon, évêque des Basses Pyrénées, et Grégoire, évêque de Loir-et-Cher¹ ».

Il avait omis de comprendre, dans la liste des évêques constitutionnels opposés à la peine de mort, l'évêque de l'Ain, Royer. Celui-ci réclama contre cette omission par une lettre, datée du 5 février 1793, adressée à son collègue, et que celui-ci s'empressa d'insérer dans le numéro suivant de son journal.

Beaucoup de députés avaient voté la mort par peur ou faiblesse. Fauchet ne craignit pas de stigmatiser leur conduite, les assimilant aux tigres, avides de sang, de la Montagne : il le fit dans un article intitulé : « Physionomie et moralité de la Convention ». Il ne lui fallait pas moins de courage pour s'exprimer dans les termes qu'on va lire, sachant surtout qu'il allait, par là, s'aliéner bon nombre de ses collègues, dont plusieurs étaient ses amis.

« C'est un terrible amalgame, écrit-il, de la partie faible, qui a cru la patrie perdue si elle ne votait pas la mort, et de la partie perverse, qui l'a votée exprès pour perdre la liberté nationale, que cette conformité de vœu dans une crise si décisive. La même note de sang les marque au front ; cette note est indélébile ; il faut que tous ceux qui la portent s'en fassent gloire ». Passant ensuite des modérés aux exaltés, il ajoute :

« J'entends les membres qui ont voté avec l'énergie de la fureur s'écrier : « Nommez donc ceux qui composent cette classe impie qui veut la désorganisation de la chose publi-

¹ *Journal des Amis*, n° du 2 février 1793, p. 197.

que ». Oui, je vais les nommer et les nommer tous : ce sont les « frères et amis » de Marat, de celui qui a dit : « Après » avoir fait tomber sur l'échafaud la tête du prisonnier du » Temple, il faut encore en couper deux cent quarante mille, » nous donner un chef et anéantir la Convention ».

» Je dis que les hommes qui sont en « fraternité spéciale » avec cet homme et qui ne veulent point, à quelque prix que ce soit, se départir de cette « fraternité », sont des êtres dénaturés, qui ont l'abomination et la désolation de la patrie dans l'âme. Cela est-il clair, précis et positif ? »

Certes, cela était clair, et il fallait un rare courage pour oser le crier ainsi, à la face même des coupables. Avant le vote fatal, Fauchet avait encore quelque ménagement pour les hommes « faibles » de l'Assemblée dont, en définitive, il partageait les idées politiques ; mais ce vote creusa entre eux et lui un fossé infranchissable ; il les enveloppa dans le même mépris que les « enragés de la Montagne ». Quant à sa lutte contre ces derniers, elle atteignit, à partir de ce jour, un nouveau degré de violence ; ce fut un duel à mort. C'est plaisir, en vérité, de voir avec quelle énergie, quel entrain et quelle fougue le hardi prélat charge contre eux dans son journal ; il n'observe plus de mesure ; il donne libre cours aux sentiments qui bouillonnent en lui : on dirait une lave longtemps contenue qui soudain fait éruption. Il est difficile, en effet, de déployer plus de verve qu'il ne s'en rencontre dans les pages du *Journal des Amis*. De plus, cette lutte emprunte aux événements au milieu desquels elle se déroule une grandeur pour ainsi dire tragique. Il est vraiment beau — on ne saurait le nier — de voir Fauchet combattre ainsi en soldat isolé avec tant de vaillance ; lui-même s'élève à la hauteur des causes sublimes dont il se constitue le défenseur : la justice, l'humanité, la religion. Il combat avec d'autant plus d'âpreté qu'il sait avoir affaire à des ennemis implacables.

Dans le même article, l'intrépide polémiste esquisse le

portrait de chacune des trois classes d'hommes qui composent la Convention, à savoir « les méchants, les faibles et les bons ».

Nous reproduisons ce portrait, parce qu'il donne la physionomie exacte de l'Assemblée pendant ce vote célèbre qui fera à jamais époque dans l'histoire de l'humanité, non moins que dans celle de la France :

« Voyez, dit-il, monter à la tribune les frères et amis de Marat. Quelles physionomies farouches ! quels regards sinistres ! quel costume barbare !¹ quelle décomposition de tous les traits de l'humanité ! On avait entendu l'arrêt avant qu'ils le prononçassent ; leur figure, leurs yeux, leurs gestes disaient : *la mort* ! Et quand leur bouche articulait ce mot fatal, c'était avec un accent si cruel que la majorité de l'Assemblée, qui a des entrailles d'hommes, en éprouvait un frémissement d'horreur.

» Une différence sensible se faisait remarquer dans les hommes de bien qui croyaient qu'à raison de l'intérêt momentané de la patrie il fallait voter la mort. Ce mot tombait douloureusement de leurs lèvres ; leurs regards étaient tristes, leurs traits avaient l'altération du chagrin, leur attitude était celle de l'humanité souffrante ; ils s'en retournaient inquiets, pensifs ; on sentait qu'ils portaient une conscience.

» Mais la véritable intrépidité, la sécurité de l'âme, la droite nature, la moralité sainte se peignaient dans l'extérieur, les regards, les accents, les paroles de ceux qui, en généreux Français et hommes courageux, votaient, malgré les menaces, pour la conservation du prisonnier de la nation pendant la durée de la guerre, et son bannissement du territoire de la République au moment de la paix² ».

La mort du roi était votée ; mais plusieurs membres de la

¹ La plupart des Montagnards affectaient de porter la carmagnole

² *Journal des Amis*, n° du 2 février 1793, p. 196.

Convention demandèrent de surseoir à l'exécution du jugement et déposèrent une motion dans ce sens. Celle-ci ayant été prise en considération, on convint qu'il en serait délibéré le surlendemain 19. C'était là une bien faible espérance. Les mêmes hommes qui, au Club des Jacobins, avaient émis le vœu que le cadavre du roi fût partagé en quatre-vingt-quatre morceaux, de façon à pouvoir en envoyer un à chaque département, étaient impatients d'assister au supplice de leur victime. Aussi, les menaces contre les députés modérés redoublèrent. Donc, le surlendemain, après une discussion assez prolongée, on passa au vote ; le résultat fut celui qu'on sait : rejet du sursis et exécution du jugement dans les vingt-quatre heures.

L'évêque du Calvados s'était inscrit pour prendre la parole sur la question ; mais, une fois encore, il se trouva que la clôture fut prononcée avant que son tour ne vint. Il s'était proposé de présenter quelques observations en faveur du sursis et de démontrer que cette mesure était réclamée à la fois par « le droit naturel, le droit national, l'honneur des représentants, la liberté publique et la gloire de la patrie ».

Le crime était donc consommé. Alors, le prélat ne se contenta plus. Quelques jours après, il exhalait son indignation et déversait sa colère dans le *Journal des Amis*. Toutefois, le début de l'article est calme et modéré ; l'auteur y épanche sa douleur en des termes empreints d'une mélancolique tristesse :

« Louis était jugé ; la royauté était morte ; la République était conçue ; la liberté s'annonçait comme la bienfaitrice du monde ; les grandes espérances du genre humain marchaient à leur terme ; les nations contemplaient la France avec l'émulation de l'imiter ; tout hâtait la libération de l'univers. Voilà, ô douleur ! ô désespoir pour un ami de l'humanité ! la régénération des mœurs reculée pour longtemps, la délivrance des peuples retardée d'un demi-siècle, et le bonheur des hommes différé jusqu'à l'épuisement des tempêtes effroyables dont le nouveau jugement d'un roi détrôné charge

l'horizon de l'Europe. Ah ! ce n'est pas la mort d'un tyran déchu qui me navre, quoique l'homme sensible soit douloureusement affecté de toutes les morts que n'ordonne pas la nature et qui sont inutiles à la société : le chagrin qui me suivra jusqu'au tombeau c'est que ma patrie a flétri sa Révolution par une cruauté fatale ; c'est que des hommes atroces aient réussi à commander un vote solennel : c'est que Paris, la ville centrale de la liberté, ait pu souffrir, dans une morne stupeur, la férocité de quelques brigands qui menaçaient de la mort les législateurs de la France ».

Après avoir ainsi donné libre cours aux sombres préoccupations qui assaillent son âme, le fougueux polémiste éclate en invectives contre les auteurs de l'exécrable forfait. On rencontre rarement, dans la littérature française, de plus fiers accents ; il y a là une page magnifique que nous nous reprocherions de ne pas reproduire :

« Oui, monstres, je parlerai avec l'indépendance d'un philanthrope qui vous brave et qui bénira l'instant où, percé de vos poignards, il sera délivré d'une existence qu'il a horreur de partager avec vous.

» Oui, représentants d'un peuple qui avait droit d'attendre de vous un grand courage, et qui avez cru devoir écarter, dans cette conjoncture, la souveraineté du peuple, je plains votre erreur déplorable. Je défère à ce décret : c'est un devoir, mais j'y défère avec douleur : c'est un droit ; mon sentiment est libre, et vous ne tuerez ma liberté qu'en immolant ma personne.

» Oui, désorganiseurs furibonds et implacables, les plus lâches et les derniers des tyrans, j'élèverai contre vous la voix terrible de la nature ; je vous accuserai devant la nation ; de ma plume d'acier, étincelante du feu sacré de la liberté que vous ne connaissez pas, je percerai, je brûlerai vos entrailles. Hâtez-vous d'obtenir contre moi, s'il est possible, le décret d'accusation, et de me conduire aussi à l'échafaud ; vociférez contre moi comme des cannibales toujours ivres de

sang humain ; mangez encore ma chair. Vous mourrez aussi, mais du poison du remords et sous le poids de l'exécration de toute la terre.

» Il faut épargner Marat et tous les mangeurs d'hommes du 2 septembre ; c'est moi, c'est le vainqueur de la Bastille et le proclamateur constant de l'effective souveraineté des nations qu'il faut proscrire. Vous ne devez pas supporter ceux qui honorent la liberté des peuples : il vous convient de ne protéger que ceux qui la souillent de sang et la couvrent d'horreur. Dominateurs des Jacobins de Paris, les plus odieux scélérats qu'ait vomis l'enfer, ô combien vous m'avez honoré, il y a quatre mois, en me rayant, par la plus bête et la plus brutale injustice, de votre liste, devenue, depuis, si injuste et si infâme ! L'exécration qu'inspirent vos forfaits m'en aurait toujours chassé, si ma probité inaltérable, inflexible, ne vous eût pas, d'avance, convaincus que je n'étais pas fait pour être dans la société d'une horde assassine des mœurs, de la religion, de l'humanité, de la vraie liberté, de tout ce qui vivifie la nature ».

Non content de ce défi général lancé à ses adversaires de la Montagne, le hardi lutteur, sous le coup d'une émotion grandissante, ne craint pas de provoquer, en quelque sorte, les chefs mêmes de ce parti ; il ne les nomme pas, mais ils sont suffisamment désignés.

« Fléchirai-je devant le boucher de chair humaine et le dépeceur de cadavres ? Est-ce celui ¹ qui a demandé à couper en quatre-vingt-quatre morceaux le ci-devant roi ? Est-ce lui qui règnera sur moi par la terreur que sa figure horrible, ses clameurs d'anthropophage et la direction qu'il peut avoir de deux cents égorgés de la boucherie du mois de septembre, inspire aux tigres eux-mêmes des Jacobins ?

» Est-ce la vipère d'Arras ², cet homme que son venin dessèche, dont la langue est un poignard et dont le souffle

¹ Legendre.

² Robespierre.

est du poison ? Est-ce lui qui sortira du trou qui le recélait, durant les vrais combats de la liberté, pour étendre sur ma tête républicaine le despotisme de la crainte et la dictature de l'anarchie ?

» Est-ce le digne protecteur du supplément de Révolution du mois de septembre ¹ ; celui qui, de sa bouche torse et de sa voix de taureau, répondait aux reproches qui lui étaient adressés sur ce qu'il avait envoyé dans les départements ² des scélérats affreux pour y prêcher la désorganisation et le meurtre : « Eh ! qui donc y enverrais-je ? des demoiselles ? » Est-ce cet homme, dont l'aspect épouvante, et qui est aux Jacobins et à la Convention le Platon de l'éloquence, est-ce lui qui pourra en imposer à mon libre génie et me faire ramper devant ses fureurs ?...

» Est-ce ce bateleur de tragédie ³, rugissant la sensibilité, contorsionnant ses pensées avec ses gestes, montrant plus d'aptitudes pour le rôle d'Olivier Cromwell que pour celui du *Père Gérard* ⁴, lançant de ses regards le feu sombre de l'envie, de l'ambition et de la rage ? Est-ce donc ce triumvir, aussi ridicule que hideux, qui me fera plier et trembler sous sa marotte sanglante ?

» Faut-il parler des derniers de l'espèce ? Faut-il dire que tous ces reptiles insolents et virulents, qui grimpent sur la nation pour y baver le sang de l'infamie, ne régneront pas sur un homme qui affrontait l'artillerie fulminante de la Bastille, les menaçantes armées de Versailles, de Montmartre, du Champ de Mars, et la toute puissance, encore entière, d'une monarchie de quinze siècles ? Il n'y avait pas un seul de ces acharnés vautours d'un roi détrôné dans les grandes journées où nous avons bravé, frappé, mis en

¹ Danton.

² C'était l'époque où Danton était ministre de l'intérieur.

³ L'ex-comédien ambulant Collot d'Herbois.

⁴ Lorsqu'éclata la Révolution, Collot d'Herbois vint à Paris et publia l'*Almanach du Père Gérard*, qui le rendit célèbre. Fauchet fait allusion à cette publication.

pièces le colosse de la monarchie... Il leur faut des cadavres ; les pourvoyeurs leur en jettent sous les griffes, sous les serres, dans la gueule. Mangez donc : en voilà des milliers. Mais qu'est-ce que la chair des évêques, des prêtres, des nobles, des bourgeois aristocrates, des misérables prisonniers ? Cela peut-il saturer leur goût exquis pour le sang et les corps morts ? C'est de la carcasse de roi qu'il leur faut ¹ ».

La violence et les critiques acerbes du *Journal des Amis* avaient effarouché certaines Sociétés patriotiques du Calvados qui s'en étaient offusquées ; deux d'entre elles, celles de Saint-Pierre-sur-Dives et de Falaise, crurent devoir adresser, à ce sujet, des observations à son rédacteur. Cette dernière l'avait fait d'une façon courtoise, en mêlant aux observations les éloges et les protestations d'attachement ; l'autre, au contraire, avait été scandalisée de la conduite du « frère Fauchet ». Nous avons « la réponse » de celui-ci à la « lettre civique et fraternelle de la Société patriotique de Falaise ». Il commence par dire aux « frères et amis » de cette société que leur fraternité lui est chère et leur amitié douce à son cœur ; ils mêlent l'estime et l'affection qu'il croit mériter à des monitions et à des reproches qu'il est bien sûr de ne mériter pas. La Société patriotique de Falaise l'accusait spécialement d'injurier la majorité de la Convention nationale. Il s'en défend vivement, protestant qu'il n'a cessé, au contraire, d'en faire l'éloge.

« Vous avez pris le change, frères et amis, écrit-il, quand vous avez cru que mes sorties impétueuses et mes réclamations véhémentes n'épargnaient pas le plus grand nombre de mes collègues. Je n'en veux qu'aux promoteurs d'anarchie qui sont tout au plus une cinquantaine dans l'Assemblée contre six cents hommes de bien, et aux scélérats à leurs ordres qui environnent la Convention et

¹ *Journal des Amis*, n° du 26 janvier 1793, p. 145 et suivantes.

menacent, dans toutes les circonstances importantes, de bouleverser la patrie, si l'on n'accède pas à leurs volontés. Je plains mes frères de Saint-Pierre-sur-Dives d'avoir des dispositions incendiaires contre mes écrits; ils feraient mieux de s'échauffer eux-mêmes du vrai feu civique dont ils brûlent contre les perturbateurs de l'ordre et les plus grands ennemis de la véritable liberté républicaine. Je ne suis pas surpris que, dans votre sage autant que libre Société, on ait porté un jugement plus sain sur mes intentions ».

On allait — le croirait-on ? — jusqu'à l'accuser de royalisme. Il s'en indigne : « Moi, royaliste ? moi, disposé à entrer dans une faction pour nous donner un maître ? Il n'y a que des imbéciles qui puissent y ajouter foi, ou des scélérats qui puissent en faire le semblant ». Certes, il s'en fallait que Fauchet fût royaliste ; mais il est plaisant, tout de même, de voir traité de royaliste celui qui avait toujours passé, jusque là, pour être l'ennemi juré de la royauté et l'apôtre ardent de la Révolution. Lui-même dut le trouver amer. Cela prouve à quels prompts changements, à quels retours soudains est sujette l'opinion.

Les membres de la Société patriotique de Falaise l'informaient, en outre, que sa conduite lui aliénait les « patriotes » et lui gagnait les sympathies des « aristocrates ». Chose étrange, — et qui démontre, avec évidence, l'évolution opérée dans les idées, non moins que dans l'attitude de l'évêque du Calvados, — ce qui est dit des dispositions des aristocrates à son égard, bien loin de le gêner, comme on aurait pu s'y attendre, le réjouit plutôt. « Vous insistez, dit-il, sur une objection qui, je vous l'avoue, me comble de plaisir : c'est que ces aristocrates, qui me haïssaient si violemment autrefois, me chérissent maintenant avec ardeur ». Bien mieux : Fauchet prêche la conciliation et engage les patriotes de Falaise à se rapprocher des aristocrates, voire à leur tendre la main ; en d'autres termes, il se déclare partisan d'un « ralliement » et d'un « esprit nouveau ». « Revenons, frères

et amis, leur écrit-il, à des sentiments de concorde que l'institution irrévocable de la République doit rendre aussi faciles et aussi doux que l'état incertain de la monarchie précédente les rendait répugnants et impossibles. La très grande majorité des aristocrates de l'intérieur avait deux motifs de se tenir à la distance de la haine vis-à-vis des patriotes : l'espérance de la réintégration de la puissance royale et la crainte de la ruine de la religion. Maintenant, ceux qui ont une étincelle de bon sens voient bien que la royauté ne se relèvera jamais et que la France serait plutôt anéantie qu'enchaînée. Que désirent-ils, à présent ? Échapper à l'anarchie, voir le règne des lois assurer les propriétés, les libertés et les personnes. Sur ce point, nous, vrais républicains, nous nous trouvons d'accord avec eux. Voilà déjà un point de réunion très sensible. Quant à la religion, ils voient que ce clergé, pour lequel ils avaient tant d'horreur, est cependant sincèrement attaché à l'Évangile et aux principes du catholicisme ; ils voient qu'il ne reste que lui pour faire tête aux athées qui pervertissent l'ordre social dans tous ses éléments religieux. Alors, s'ils sont chrétiens sincères, qu'ils s'attachent à nous comme aux gardiens fidèles et aux défenseurs dévoués de cette religion sainte qui est la plus chère propriété des consciences. Voilà, frères et amis, tout le mystère expliqué. Si l'amour de l'ordre et de l'exacte observance des lois, si l'attachement à la religion chrétienne ou à l'Eglise catholique nous ramènent des cœurs que des préjugés aristocratiques et de fanatiques préventions nous avaient ravis, ô frères et amis, pourriez-vous ne pas applaudir à ce succès et ne pas sceller de vos suffrages cette douce et sainte concorde ? Ce vœu est dans vos désirs, et vous aspirez au moment de voir tous les Français ne plus former qu'une famille ¹ ».

En parlant ainsi, l'évêque du Calvados tenait le langage d'un homme d'Etat et d'un politique avisé.

Dans le numéro précédent de son journal, il avait déclaré

¹ *Journal des Amis*, n° du 9 mars 1793; p. 452.

nettement qu'il n'est plus « Montagnard ». « Depuis l'établissement de la République, dit-il, le Calvados est descendu dans *la plaine*. Après la destruction du despotisme, il ne reste plus rien à renverser, si ce n'est ceux qui s'obstinent à rester *sur la hauteur* pour dominer ¹ ».

Comme on le voit, une évolution sensible s'était opérée dans les idées de l'intrépide démocrate. L'excommunication du Club des Jacobins, les progrès de l'anarchie et de l'athéisme lui dessillaient les yeux et lui faisaient comprendre à quels abîmes le pays se trouvait entraîné. Il s'appliquera, désormais, à enrayer le mouvement ; il aura même le courage de se mettre en travers du torrent, au risque d'être emporté par lui.

L'arrêté qui condamnait Louis XVI à la peine de mort devait, comme il a été dit plus haut, être exécuté dans les vingt-quatre heures. Il avait été rendu le 20 ; le lendemain, vers dix heures du matin — exactement dix heures quinze minutes — la tête de l'infortuné monarque roulait sur l'échafaud dressé au milieu de la place de la Révolution, ci-devant place Louis XV, tout près du piédestal mutilé qui supportait la statue de ce prince, renversée par le peuple peu de temps auparavant. Huit mois plus tard, Fauchet, conduit à son tour sur cette place, y subira le même sort.

La mort tragique du roi avait jeté l'épouvante et la stupeur dans toute la France. Une lettre d'un « volontaire du 5^e bataillon de Paris », adressée à un de ses camarades, quatre ou cinq jours après ce lugubre événement, et publiée dans le *Journal des Amis*, nous donne quelques détails sur la physionomie qu'offrait la capitale le 21 janvier. En voici un extrait :

« Il a retenti au loin, cher ami, le coup qui a fait tomber sur l'échafaud la tête de Louis le dernier. Tu me pardonneras de ne t'avoir pas écrit les détails de cette lugubre exécution ; je n'y ai point assisté. On a dit que la liberté avait souri à ce sacrifice ; puisse-t-elle n'avoir jamais lieu d'en gémir !

¹ N° du 2 mars, p. 414.

» Trop peu curieux pour voir un tel spectacle, je voulus, du moins, en connaître l'effet. Je me promenai dans les rues de Paris ; les boutiques étaient fermées ; peu de monde circulait. Le temps était sombre ; les esprits me parurent l'être aussi. Il faut pourtant excepter du nombre de ceux qui me semblaient tristes quelques hommes aux cheveux coupés, et deux ou trois fédérés gaillards que je rencontrai sur l'ancien Port-Royal, chantant des airs de guillotine...

» Je tournai mes pas vers la place de la Révolution ; j'étais bien aise d'y aller quand les autres en revenaient. L'image de la scène vint s'offrir, toute entière, à ma pensée. O mon ami, que n'étais-tu avec moi pour me communiquer tes impressions et partager les miennes ! Nous aurions réfléchi ensemble sur les révolutions des peuples. Là où s'élevait, quatre mois auparavant, l'impérieuse statue d'un roi, un autre roi, son fils, a été décapité. Un échafaud, un piédestal mutilé, voilà les monuments des derniers rois de la France ! Je m'en retournai seul, méditant sur la chute des rois¹ ».

Cette lettre est signée : « Poupinet ». On a reconnu l'ancien secrétaire de l'évêque du Calvados. La conscription l'avait sans doute appelé à Paris, et, pendant ses loisirs, il se faisait le collaborateur d'occasion de son ancien « patron », dont il partageait les idées politiques.

A l'époque où nous sommes parvenus, c'est-à-dire au commencement de l'année 1793, le mouvement révolutionnaire atteignait son apogée ; la Convention était déchirée par de violentes dissensions qui avaient leur répercussion en province et jusque dans les villages les plus reculés ; dans le même temps, la France se levait pour courir aux frontières et repousser les armées des puissances coalisées. Les feuilles périodiques du temps, où étaient enregistrées, au jour le jour, et déposées, toutes vivantes, les craintes, les haines, les menaces, les séditions, dominées, d'un côté, par les débats de l'Assemblée souveraine, et, de l'autre, par le cri qui reten-

¹ *Journal des Amis*, n° du 2 février 1793, p. 228.

lissait partout : « Aux armes ! » sont seules capables de nous peindre ces convulsions. Le journal rédigé par Fauchet est instructif sous ce rapport : toutes les passions alors en jeu s'y font jour et y trouvent leur expression ; elles sont traduites dans un style enflammé qui court à travers les colonnes comme une lave brûlante. On sent que l'auteur — les extraits que nous avons cités le prouvent — était engagé, lui-même, au plus fort de cette mêlée. Aux luttes que nous lui avons vu soutenir va s'en ajouter une nouvelle, mais d'un autre genre.

A l'heure même où il tenait la plume, l'évêque du Calvados était dénoncé à la Convention pour s'être, dans une Lettre pastorale adressée au clergé et aux fidèles de son diocèse, opposé au mariage des prêtres et y avoir pris la défense du célibat ecclésiastique. Cette lettre, dans laquelle il se fait, avec une vaillance qui l'honore, le champion de l'orthodoxie catholique, accrut la colère de ses ennemis et lui attira de nouvelles animosités ; toutes les haines semblaient s'être liguées contre lui. Au milieu de cette tempête, l'évêque du Calvados ne se laissa point abattre ; il tint tête à l'orage avec une énergie indomptable ; sa verve atteint alors son paroxysme et éclate, plus que jamais, en accents passionnés. Par moments, sous le souffle de l'indignation qui l'anime, il s'élève jusqu'aux plus hauts sommets de l'éloquence. On comprend que l'émotion dont il était rempli le rendit éminemment apte à sentir le milieu politique dans lequel il vivait et à le reproduire en des formes palpitantes que l'historien ne saurait égaler.

Les faits qui vont suivre remplissent la dernière phase de la vie de Fauchet et en forment comme l'épisode final. L'attitude que nous lui verrons prendre et la conduite qu'il tiendra suffiraient, à elles seules, sinon pour réhabiliter entièrement sa mémoire, du moins pour lui faire pardonner bien des torts ; mais, en même temps, elles exciteront la rage de ses ennemis, qui en profiteront pour hâter sa perte, et contribueront ainsi à précipiter le fatal dénouement.

CHAPITRE XIX

LUTTE CONTRE L'ATHÉISME

L'évêque du Calvados publie une Lettre pastorale condamnant le divorce et le mariage des prêtres. — Elle soulève contre lui les partis avancés. — Plusieurs municipalités jacobines du Calvados en interdisent la publication. — Le prélat s'élève contre ces interdictions et maintient ses Ordonnances.

Le 20 septembre 1792, juste à la veille de se séparer, l'Assemblée législative votait un décret autorisant le divorce et abrogeant les lois antérieures qui interdisaient aux prêtres de contracter mariage. Ce vote portait atteinte à la législation et à la discipline ecclésiastiques ; dans l'intention de ses auteurs, il était dirigé contre l'Eglise. Personne ne s'y méprit, l'évêque du Calvados moins que tout autre. Ce prélat était — nous l'avons constaté — un adepte fervent de la Révolution ; il en avait salué l'aurore avec enthousiasme ; car les grands mots lui faisaient alors espérer de grandes choses. Sous ce rapport, il ne le cédait à qui que ce fût ; mais il n'entendait pas qu'elle se fît antireligieuse ; aussi, dès le jour où il verra ceux qui, jusque-là, avaient été ses amis politiques essayer de lui imprimer ce caractère, il n'hésitera pas à se séparer d'eux ; il ira plus loin : il leur fera une opposition irréductible et leur déclarera une guerre acharnée. Cette attitude, il l'annonce fièrement dans le premier numéro du *Journal des Amis*. « La religion, écrit-il, est aussi à l'ordre du jour dans la République ; c'est même le plus

important objet dans l'ordre social. J'en parlerai en homme libre, en citoyen et en législateur. L'impiété serait le plus sûr et le plus efficace moyen d'anarchie, si l'on parvenait à la rendre populaire ; heureusement, c'est impossible dans une grande nation : mais les efforts des êtres les plus immoraux qu'il y ait au monde et qui déshonorent la philosophie, en se qualifiant de philosophes, doivent être réprimés par la force de la raison et par le sentiment de la vertu. Je me déclare leur adversaire dans toute la force de ma conscience et dans toute l'énergie de mon cœur¹ ».

On comprend, dès lors, que la promulgation du décret dont nous venons de parler ne pouvait laisser Fauchet indifférent : ce décret se trouvait en opposition formelle avec le dogme et la discipline catholiques ; n'était-il pas de son devoir d'évêque de rappeler au clergé et aux fidèles de son diocèse l'enseignement traditionnel de l'Eglise ? Le 28 novembre, il publia une Lettre pastorale dans laquelle les principes qui doivent servir de règle à tout catholique sont exposés avec une clarté et une fermeté admirables. Il invite d'abord les fidèles à ne point s'effrayer du déchainement des passions antireligieuses et de leur succès momentané :

« Laissez donc, Très Chers Frères, se développer, sans que votre foi s'en émeuve, les efforts des passions en effervescence qui appellent philosophie leur délire, et justice leur fureur : la société ne pourra longtemps supporter ces excès ».

Il leur déclare que la loi, en proclamant le divorce et en laissant les prêtres libres de se marier, pouvait statuer seulement au civil, mais non commander aux consciences ; qu'au reste cette loi se contentait d'accorder une permission, mais n'imposait aucune obligation :

« Observons attentivement toutes les lois nationales,

¹ *Journal des Amis*, n° du 2 janvier 1793.

même celles qui ne sont que provisoires..., mais distinguons avec soin les lois qui ordonnent d'avec celles qui permettent... Ici, nous sommes maîtres de ne consulter que nos consciences, de n'interroger que notre religion et de ne suivre que l'Évangile. La loi même, cette loi qui autorise le libre exercice de toutes les religions et de tous les cultes, nous laisse, à cet égard, la plénitude de notre liberté ».

Il part de ce principe incontestable pour établir que le divorce étant condamné par l'enseignement catholique, tel qu'il a été formulé par le Concile de Trente, celui qui veut rester membre de l'Église doit se conformer à ses prescriptions :

« Si donc, l'on veut, en vertu de la loi civile, divorcer et « se remarier », on le peut, comme citoyen, mais l'on cesse d'appartenir, sous ce rapport, à la religion catholique ; on est privé de la participation à ses sacrements ».

C'était une conséquence de la liberté proclamée : personne n'était forcé de suivre tel ou tel culte. Par contre, aucun culte n'était tenu de modifier sa doctrine pour favoriser telle ou telle catégorie de citoyens.

Il aborde ensuite la question du mariage des prêtres, fait l'apologie du célibat ecclésiastique et déclare que, seule, l'Église a qualité pour changer cette discipline. Elle n'oblige personne à recevoir le sacerdoce, mais elle est libre de le conférer seulement à ceux qui remplissent certaines conditions fixées par sa discipline. Il s'agit d'un engagement contracté librement. A la vérité, l'Église n'a plus de moyens coercitifs pour contraindre les prêtres à le respecter, mais elle a le droit de déclarer que « celui qui transgresse les conditions du ministère sacerdotal en est déchu, et que les fidèles ne doivent plus recevoir de lui les choses saintes ». Ce droit, le prélat est décidé à le maintenir énergiquement

dans son diocèse ; il le proclame avec l'accent d'une conviction profonde :

« Quand je sacrifierais lâchement la liberté de mes pensées et de mes croyances pour vous tenir, en esclave des impies, un autre langage, vous n'auriez, Très Chers Frères, qu'un prévaricateur de plus à la tête de votre sacerdoce profané ; la vérité catholique s'élèverait contre moi et contre vous-mêmes, si vous étiez assez aveugles pour suivre dans son erreur un guide infidèle ».

Après plusieurs prescriptions sur la manière dont les registres de paroisses doivent être tenus, depuis que ceux de l'état civil ont été retirés aux curés, il défend formellement à son clergé de marier des divorcés ou des prêtres. Il ordonne de publier les bans comme auparavant, pour s'assurer qu'il n'existe pas d'obstacle antérieur. L'article IV renferme une clause spéciale destinée à éviter toute surprise.

« IV. — ... L'évêque — et, en son absence, son premier vicaire — n'accordera la dispense pour les trois bans canoniques que sur des attestations qui prouveront suffisamment que ce n'est pas d'après la liberté accordée par le divorce que les parties se présentent à l'effet de recevoir le sacrement ».

Les articles VIII et IX visent les prêtres et les ministres engagés dans les ordres sacrés ; ils sont ainsi formulés :

« VIII. — Tout sous-diacre, diacre ou prêtre qui contractera mariage avant que l'Église l'ait autorisé par une déclaration solennelle, qui abroge sur ce point l'ancienne discipline intérieure du saint ministère, sera, par le seul fait, interdit de toutes ses fonctions sacrées, et les fidèles ne devront recourir à lui pour aucun acte du culte.

» IX. — Tout prêtre qui aura administré la bénédiction nuptiale à un ministre engagé dans les ordres sacrés sera, par le seul fait, suspendu des fonctions du saint ministère et

ne pourra en recouvrer l'usage légitime qu'après la pénitence canonique qui lui sera imposée par l'évêque ou, en son absence, par le premier vicaire épiscopal ».

L'article suivant ordonne que les prières qui se trouvent indiquées, dans le Missel et les processionnaires, comme devant être dites pour l'Église (*pro Ecclesia*), seront chantées et récitées, tous les jours, à la messe et à l'issue des vêpres, ainsi que la prière pour la Nation française et pour tous les Frères.

La Lettre pastorale se termine par cette conclusion :

« Donné à Paris, où nous sommes retenu par nos fonctions de député à la Convention nationale, le 28 novembre, l'an de la Rédemption 1792, et le premier de la République.

» † Claude FAUCHET, évêque du Calvados.

» DONET, vic. épisc. et secrétaire¹ ».

En adressant aux fidèles et au clergé de son diocèse les instructions qui précèdent, l'évêque du Calvados ne faisait que remplir un devoir de sa charge pastorale : la conduite tenue par lui, dans cette circonstance, ne saurait donc être blâmée ; mais, pour se constituer ainsi le champion du célibat ecclésiastique, il fallait être soi-même, en cette matière, à l'abri de tout soupçon ; or, tel n'était malheureusement pas le cas de Fauchet. Nous touchons ici à un point fort délicat se rapportant à la vie privée de cet ecclésiastique ; mais il nous est d'autant moins permis de le passer sous silence que lui-même a cru — comme nous le verrons bientôt — devoir s'en expliquer ouvertement, et que, d'ailleurs, le fait était public.

Fauchet entretenait, depuis un certain nombre d'années,

¹ A Bayeux, chez la veuve Nicolle, impr. — In-8° de 16 p. (Bibl. de M. l'abbé Le Mâle).

avec une femme divorcée¹, une liaison qui servait de prétexte à la malignité de ses contemporains, et dont la chronique scandaleuse ne manqua pas de s'emparer. Au mois de juillet 1790, les *Actes des Apôtres*, journal satirique, publiaient une pièce de vers intitulée : « Le parfait patriotisme », dont il nous suffira de citer deux strophes pour donner une idée du genre et indiquer dans quel esprit elle est composée :

L'abbé Fau... , que son civisme
A rendu célèbre à jamais,
De ce noble patriotisme
Connaît les sublimes attrait ;
Et tout de feu pour la réforme
Qu'opèreront ces beaux décrets,
Depuis longtemps il s'y conforme
Comme s'ils étaient déjà faits.

Une femme abhorrerait la chaîne
D'un époux qu'inteux et chagrin ;
Il la rencontre en son chemin ;
La belle lui conte sa peine :
Il s'attendrit sur son malheur,
Et déjà son sensible cœur
Partage avec elle la haine
Que, dans son trop juste courroux,
Elle a vouée à son époux².

¹ Elle s'appelait Anne-Henriette Hoquet, femme de Calon. Son nom figure sur une liste de déportation extraite du registre des Comités de Salut public et de Sécurité générale de la Convention nationale, dressée, à Paris, le 13 messidor an II (1^{er} juillet 1794), et signée par les membres de la Commission populaire ; il est accompagné de l'indication suivante : « Hoquet, femme Calon : femme galante, demeurant rue de Chabonais, n° 47, section Lepelletier ; ci-devant maîtresse de l'abbé Fauchet. Elle a sans cesse intrigué avec Legrand et avec les ministres ». (*Rapport* fait au nom de la commission chargée de l'examen des papiers trouvés chez Robespierre et ses confrères, par E.-B. Courtois, député de l'Aude, p. 165).

Quant au mari de cette dame, la *Petite Biographie conventionnelle* nous le fait connaître en ces termes :

« De Calon, officier général, chevalier de Saint-Louis, administrateur du département de l'Oise, député de ce département à la Législative, puis à la Convention ; y vota la mort du roi ».

² *Actes des Apôtres*, n° 136, t. V, ch. cxxxvi.

Des réflexions du même goût accompagnaient la poésie et lui servaient, en quelque sorte, de commentaire. En voici un échantillon :

« Pour multiplier les témoins de son bonheur dans le monde, à l'église, au district, partout enfin, l'abbé Fau. . la mène [cette femme] à sa suite. S'il prêche dans les temples, s'il préside à la Commune, elle prêche, elle préside avec lui. Dans la chaire, comme dans la tribune, elle le soutient, elle l'anime par sa présence ; c'est dans ses yeux qu'il cherche les seuls suffrages auxquels il met un véritable prix ; et, au milieu des applaudissements que tout un peuple enivré lui prodigue, les doux plaisirs que ses regards lui promettent sont la seule récompense dont son cœur soit touché ».

L'article se termine par cette sorte de *post-scriptum* perfide — *in cauda venenum* :

« Nous avertissons même toutes les personnes qui peuvent avoir affaire à l'abbé Fau..., qu'excepté pendant les moments qu'il consacre à la religion, dans la chaire, ou au bien public, dans la Commune, c'est dans la rue de Chabonais qu'on est toujours sûr de le trouver ¹ ».

¹ L'auteur de l'article donne à entendre que l'amie de Fauchet habitait, à l'époque où il écrivait, au n° 47 de la rue Chabonais, et que lui-même avait son domicile ailleurs. Nous ignorons ce qu'il y a de vrai dans cette assertion ; une chose au moins est certaine : c'est que, deux ans après, l'évêque du Calvados est installé au n° 47 de la rue Chabonais, et c'est lui-même qui nous l'apprend. En effet, dans le premier numéro du *Journal des Amis*, paru en janvier 1793, il avertit les lecteurs de cette feuille, dont il est le seul rédacteur, que toutes les lettres, ainsi que les souscriptions, doivent être adressées à son nom, « rue Chabonais, n° 47 ». Nous ne tirerons de ce fait pas d'autre conclusion que celle indiquée par Fauchet lui-même, à savoir qu'« après dix ans de réserve scrupuleuse », il s'était décidé « à recevoir les soins de l'amitié ».

Il convient cependant d'ajouter un mot. Dans l'inventaire manuscrit, conservé aux Archives nationales, des papiers trouvés au domicile de Fauchet, après son exécution, on lit : « Papiers trouvés chez le nommé Fauchet, *condamné*, qui demeurait rue de Chabonais, n° 644, section Lepelletier ». (Arch. nat., T, 1626, n° 10) Le scribe officiel qui a rédigé cette pièce n'aurait-il pas com-

Fauchet était en droit d'attaquer en diffamation le gérant des *Actes des Apôtres*. Il se contenta de protester par une lettre adressée « aux auteurs » du *Journal de Paris*, à la date du 28 juillet 1790, et que cette feuille publia deux jours après. Nous en reproduisons l'extrait suivant :

« Messieurs, les bontés du public me valent les méchancetés des ennemis de sa cause ; c'est double honneur. Les *Actes des Apôtres*, dans leur gaieté légère, me donnent femme et enfants. Je pourrais leur demander, en justice, la preuve de ce qu'ils appellent mon mariage et ma paternité¹. Je n'ai point de temps ni de goût pour les poursuites juridiques... Je dois tout au public ; je vais lui montrer mes mœurs à nu, comme il a vu mes principes ». Ici, Fauchet cite une lettre qu'il avait écrite, « par l'effet d'une circonstance particulière », au général La Fayette, un mois auparavant, et dans laquelle il dit :

« Mes mœurs sont exactes et cependant hardies comme mon caractère. Je chéris les femmes par un penchant général : j'en aime une seule par une inclination fixe, et qui, indépendamment de toute passion sensuelle, fait le bonheur de ma vie. On m'a calomnié pour elle ; je m'y suis attaché

mis une erreur en écrivant 644 ? A moins qu'il ne faille admettre que seuls les bureaux du journal étaient au n° 47, alors que Fauchet avait son domicile propre au n° 644.

Sur la rue Chabanais, voici les renseignements qui nous sont fournis par M. G. Lenôtre :

« La rue Chabanais n'était pas, comme elle l'est aujourd'hui, percée jusqu'à la rue Rameau. Elle commençait rue des Petits-Champs, se heurtait à un haut immeuble, aujourd'hui démoli, devant lequel elle tournait à angle droit pour se terminer rue Sainte-Anne, par le tronçon qui porte aujourd'hui le nom de rue Chérubini. Elle formait, à proprement parler, deux impasses se rencontrant en équerre et dont le carrefour était extrêmement sombre et solitaire, encadré d'énormes bâtisses percées de sept étages à petites fenêtres ». (*Paris révolutionnaire. — Vieilles maisons, vieux papiers*, 1^{re} série, p. 310. — Paris, 1904).

¹ Dans un autre passage de l'article des *Actes des Apôtres*, Fauchet est, en effet, accusé d'avoir contracté mariage.

davantage, et j'ai été chaste. On m'a très gratuitement attribué son fils¹ ; je l'ai adopté dans mon cœur. Vous avez vu cette femme, meilleure encore que sa physionomie, et qui, depuis dix ans, me semble toujours plus digne d'être aimée. Elle donnerait sa vie pour moi, je donnerais la mienne pour elle, mais je ne lui sacrifierais pas ma vertu. Je ne ferais pas un mensonge pour lui plaire. Elle ne m'a jamais détourné d'aucun des périls que j'ai voulu courir pour la patrie ; elle a vu, comme moi, d'un regard serein, ma fortune anéantie par la Révolution, et elle reste attachée de toute son âme à cette Révolution qui faisait ma ruine et mon bonheur... »

Après avoir cité cette lettre, Fauchet poursuit ainsi, s'adressant aux rédacteurs du *Journal de Paris* :

« Permettez-moi, Messieurs, d'ajouter quelques observations très simples sur la dame dont il s'agit. Elle en était déjà aux menaces de séparation avec son mari, avant que je la connusse... Malgré le libelle atroce des apôtres de l'aristocratie, j'irai tous les jours, aux heures des repas, goûter les avantages de l'amitié la plus pure et de la plus aimable société.

» Cette dame vient m'entendre prêcher. Oui, sans doute, personne ne sait mieux qu'elle avec quelle vérité je crois aux principes que je professe, et qu'il n'y a pas une parole sur mes lèvres dont la conviction ne soit dans mon esprit et le sentiment dans mon cœur. C'est pour cela qu'elle et plusieurs autres ont du plaisir à m'entendre. Elle est venue aux assemblées de l'Hôtel de Ville pour le même motif :

¹ Parmi les pensionnaires « extraordinaires », c'est-à-dire qui n'étaient pas élèves ecclésiastiques, du séminaire de Bayeux, nous relevons, pour l'année 1792, un nom qui semble bien se rapporter à cet enfant ; la mention en est ainsi faite : « Pour une année de pension du jeune de Calon, reçu quatre cents livres ». (Arch. du Calvados, série Q. Séquestre). M^{lle} Calon, « fille de M. Calon, député », laquelle remplissait les fonctions de marraine au baptême dont il a été question dans un précédent chapitre, était sans doute sa sœur.

elle est convaincue que le patriotisme est ma seconde religion, qu'aucune sorte d'hypocrisie ne peut approcher de mon âme, que ma vie est véritablement tout entière à Dieu, à la patrie, à l'amitié, à la fraternité...¹ »

C'est à tort, évidemment, que le rédacteur des *Actes des Apôtres* prêtait à Fauchet femme et enfants ; mais il n'était que l'écho de la rumeur publique. Celle-ci le précéda dans le Calvados : c'est, du moins, ce que nous apprenons par son collègue, Thomas Lindet, évêque constitutionnel de l'Eure, qui écrivait méchamment, dans une lettre adressée de Bernay à son frère Robert, le 21 mai 1791 :

« L'abbé Fauchet, évêque du Calvados, est arrivé, précédé de la réputation d'avoir femme et enfants ; il faut qu'il s'en tienne encore à l'incognito. . Je ne sais si sa dame est du voyage² ».

L'évêque Fauchet avait bien prévu que l'interdiction faite par lui à son clergé de contracter mariage serait une occasion pour ses ennemis, — aussi bien du côté des Jacobins que du côté des aristocrates, — d'exploiter les bruits malveillants qui circulaient sur son compte. Il crut devoir s'en expliquer franchement dans sa Lettre pastorale et prévenir ainsi l'objection ; il le fit en ces termes :

« Une amitié de douze années sert de prétexte aux méchants pour insulter mes mœurs ; c'est cette amitié même que je donne en preuve de ma moralité. Je n'affecte

¹ *Supplément du Journal de Paris* du samedi 31 juillet 1790. Un contemporain, qui avait eu occasion de voir cette femme, en a esquissé ce portrait, par trop vague pour qu'on puisse se la représenter exactement : « J'ai vu, dit-il, celle qu'il [Fauchet] aimait ; elle n'était plus dans la première jeunesse, mais elle avait quelque chose de noble et de sentimental ». (Notice, sans nom d'auteur, accompagnant le portrait de l'abbé Fauchet ; in-4° de 2 pages).

² V. ARMAND MONTIER, *Correspondance de Thomas Lindet, évêque de l'Eure*. In-8°, Paris, 1899.

point d'ignorer ce qui est dû aux justes convenances ; je l'ai observé avec une attention sévère, tant que j'ai cru qu'on pouvait confondre avec une inclination coupable une légitime affection. C'est après dix ans de réserve scrupuleuse que j'ai dû croire qu'il m'était permis de recevoir les soins de l'amitié sans craindre qu'on pût suspecter, avec quelque apparence de raison, la simplicité de mes sentiments. Les aristocrates effrénés, contre qui j'avais exercé ma plume et ma voix, ne m'étonnèrent pas par leurs détractions impudentes : ils avaient de grandes vengeances à exercer contre mon zèle. Tout prêtre doit au public compte de ses mœurs. Je repoussai la calomnie avec facilité ; j'insérai, dans le papier le plus répandu alors ¹, l'exposition naïve de ma conduite, et je puis dire que j'eus pour approbateurs tous les esprits sincères et toutes les belles âmes. Que maintenant les anarchistes éhontés et les êtres les plus immoraux qu'il y ait au monde ressassent contre moi toutes les infamies vomies auparavant par les aristocrates, ces deux classes d'ennemis m'honorent également, et j'espère que j'aurai toujours les mêmes droits à leur censure ² ».

Fauchet ne se trompait pas : les « aristocrates », et, encore plus, les « anarchistes » ou Jacobins jetèrent les hauts cris ; comme d'un commun accord, ils accablèrent l'auteur de la Lettre de leurs imprécations ; les uns voyaient dans sa prétendue justification un aveu et la confirmation de tous les bruits déjà répandus ; les autres le représentaient comme un débauché qui affectait l'austérité en interdisant le mariage à ses prêtres, mais qui aurait mieux fait de se marier lui-même et, par là, de mettre fin à une vie déréglée.

Peut-être le prélat se proposait-il seulement de convaincre les « esprits sincères » et les « belles âmes ». C'était faire preuve d'une grande naïveté ; il oubliait que les « esprits

¹ *Journal de Paris*. (V. plus haut).

² Lettre pastorale, p. 9.

Pl. VII Les Couches de Mr. Inogott.



1. M. Turgot. 2. M. L'Hôte. 3. M. Populard. 4. M. L'Hôte. 5. M. L'Hôte. 6. M. L'Hôte.

Quel est-ce que c'est ?

sincères » et les « belles âmes » sont le petit nombre et que le gros public, toujours avide de scandale, est rien moins que charitable, surtout en matière de mœurs. Nous voulons bien croire à la pureté des sentiments de l'évêque du Calvados, mais il aurait dû comprendre qu'il est toujours imprudent de lever le voile qui recouvre la vie privée. Des sentiments de cette nature, si purs soient-ils, n'ont de charme que dans l'intimité ; froidement étalés aux yeux de la foule, ils n'offrent plus qu'un affligeant spectacle.

Si, comme il l'affirme, Fauchet a pris toutes les précautions voulues pour éviter le scandale des faibles, il n'avait qu'une chose à faire : dédaigner le qu'en dira-t-on ; mais ces précautions, les a-t-il réellement prises ? De la part d'un homme qui déclare avoir « des mœurs hardies », il est permis d'en douter. Au reste, le prêtre, bien mieux encore que la femme d'Auguste, doit être à l'abri du soupçon, et, justement, Fauchet, par ses déclarations, le fait naître. D'aucuns trouveront peut-être qu'il y a quelque chose de brave et de chevaleresque dans ce quasi défi jeté à l'opinion publique ; nous y voyons, nous, ce qu'y virent, d'ailleurs, tous les contemporains : une insigne maladresse et un acte profondément regrettable. Le résultat qui s'ensuivit pour l'auteur de cet étrange aveu fut la déconsidération. On le harcela de railleries indécentes, le traitant de vil hypocrite qui prêchait effrontément aux autres ce qu'il ne pratiquait pas lui-même. On publia des gravures satiriques où il était représenté sous les traits du Crime ou du Vice¹. Bref, ce fut, de la part des ennemis de l'évêque du Calvados, aristocrates ou Jacobins, un déchaînement

¹ Nous reproduisons deux de ces gravures. Dans l'une, Fauchet est personnifié par le Crime, devant lequel fuit la Vertu. Il est représenté en habit d'Arlequin, avec un museau de fauve ; tenant, de la main gauche, des grelots d'Arlequin, et, de la droite, brandissant une épée qui s'épanouit, à partir de la poignée, en feuille de papier. La Vertu est représentée par une femme fuyant, éperdue (V. pl. V).

L'autre gravure a pour titre : *Le Temps ou le Moissonneur moderne*. Elle représente d'un côté Fauchet avec des pieds de fauve et revêtu d'une cuirasse,

d'outrages et d'injures de toutes sortes. Ils avaient trop beau jeu pour n'en pas profiter : ils en profitèrent plus que de raison. Quant à ses amis, ils étaient consternés. Il est certain que cette prétendue justification personnelle, sur un sujet aussi scabreux, produit un singulier effet dans un Mandement, sans compter qu'elle laisse subsister des doutes chez les esprits même les moins prévenus.

D'après le témoignage de l'abbé Bisson, le Mandement ne fut pas mieux accueilli dans le Calvados. « Les prêtres vertueux, dit-il, en gémirent, et les autres s'en autorisèrent pour faire le mal avec plus de hardiesse. Tout le monde en plaisanta ». Dans plusieurs communes — comme on le verra bientôt — les municipalités jacobines, sous l'empire d'autres

et de l'autre des touffes d'herbes sur les feuilles desquelles sont inscrites les vertus. Fauchet armé d'une faux fauche les vertus. (V. pl. VI).

Nous publions une autre gravure du temps, dans laquelle Fauchet est également représenté (V. pl. VII). Le sujet est : *Les Couches de M. Target ou la Targetine constitutionnelle*. Cette gravure fait allusion à l'acte principal de l'Assemblée nationale, à savoir l'élaboration d'une Constitution, et a pour but de le ridiculiser.

Député du tiers état de Paris aux États généraux, dont il devint président le 18 janvier 1790, Target prit une part active aux travaux de cette mémorable Assemblée et notamment à la rédaction de l'Acte constitutionnel. On disait, faisant allusion à ses pénibles élucubrations, qu'il était en couches, et tout le monde parla des *Couches de M. Target* et de la *Targetine constitutionnelle* qu'il devait mettre au jour. Comme il fallait le supposer souffrant dans un tel travail, on répandit devant la porte de sa demeure une grande quantité de paille et de fumier, pour que le bruit des voitures n'interrompit pas son repos. La gravure représente M. Target au moment où, après une parturition laborieuse, il vient enfin d'accoucher de la Constitution et le baptême de celle-ci, sous la figure d'un enfant.

Fauchet baptise l'enfant. Le parrain est M. Populus, représentant le peuple, et la marraine la fameuse Théroigné de Méricourt, un des vainqueurs de la Bastille, à laquelle ses opinions avancées valurent un moment de célébrité.

L'office de sage-femme est rempli par M. d'Aiguillon. Le duc d'Aiguillon embrassa avec ardeur la cause de la Révolution ; membre de l'Assemblée constituante, il siégea constamment du côté gauche, avec la minorité de la noblesse.

Fauchet est représenté coiffé de la mitre d'évêque, ce qui permet de fixer la publication de la gravure à la fin de l'année 1791. Au reste, c'est juste à ce moment que la Constitution votée par l'Assemblée nationale vit le jour.

sentiments, prirent des arrêtés pour en interdire la publication et la lecture, prétextant qu'il contrevenait — ce qui était faux — à la loi votée par la Convention.

Dans un article du *Journal des Amis* intitulé : « Despotisme municipal », Fauchet en informe ses lecteurs. Nous citons cette page pleine de saveur :

« J'ai publié dans le *Calvados* une Lettre pastorale pour régler la conduite que doivent tenir les catholiques à l'égard des décrets sur l'état civil, sur le divorce et sur le mariage des prêtres... Ces décrets disaient expressément que cela ne change rien aux rites religieux que les citoyens croiront devoir continuer d'observer, et que la République leur laisse, à cet égard, liberté entière.

» Cette liberté, décrétée non seulement par l'Assemblée nationale, mais par le ciel et la terre, par toute la nature, par la conscience du genre humain, quelques petits tyrans municipaux prétendent la violer et faire peser sur les ministres et les fidèles du culte catholique le sceptre de l'athéisme. Ils ne veulent pas que cette grande société religieuse tienne, pour son usage privé, le catalogue de ceux qui la composent, la note de ses actes sacramentaux et les renseignements de ses pieuses cérémonies. Ils entendent s'imposer à sa discipline intérieure, ordonner ou interdire l'administration de ses sacrements, empêcher ses pontifes de jouir de la liberté de la presse et de la communication de la pensée, soumettre l'enseignement évangélique à leur censure préalable.

» Dans le même temps que ces stupides despotes, — qui éclosent pour la première fois dans le monde depuis son existence, — faisaient à la liberté, à la religion et au bon sens cet outrage, la Convention déclarait que les municipalités n'avaient pas le droit de suspendre la représentation d'une pièce de théâtre et n'avaient aucune censure à exercer sur l'enseignement et les compositions dramatiques. Cependant, très haut et très puissant seigneur Monseigneur le procureur de la commune de Condé-sur-Noireau défendait, de son autorité suprême, la lecture de ma Lettre pastorale. Plus

haut encore, plus puissant, très souverain sire Cachin, ex-maire d'Houffleur, en remplissant encore les fonctions, faisait impérieusement la même défense... Ce même maire m'avait honnêtement hébergé, au cours de ma visite pastorale, et paraissait alors un assez bon homme ; mais ses actions sont furieusement haussées. Après avoir d'abord montré, puis replié la baguette de la détraction contre moi, il élève le sceptre du despotisme philosophique et la main de justice de la tyrannie municipale pour me briser. Citoyens, n'éclatez donc pas de rire, cela est très sérieux. Il n'y a que l'heureux décret, qui ne laisse pas même aux municipaux la censure des comédies, qui pourrait me sauver¹ ».

Dans le même article, l'évêque constitutionnel signale — se rapportant toujours à sa Lettre pastorale — « un acte arbitraire de la municipalité de Caen », et « les procédés excessivement tyranniques et absurdes des municipaux d'Orbec ».

Selon la remarque très juste du prélat, la loi se contentait d'autoriser le mariage des prêtres, sans toutefois en faire une obligation ; mais, dans la pensée secrète des législateurs, elle était, en réalité, une invite, pour ceux-là, à s'affranchir de la loi du célibat ecclésiastique ; on comprend, dès lors, que la Lettre pastorale de l'évêque du Calvados, venant contrarier leurs desseins, ait soulevé leur colère. Les journaux qui, autrefois, n'avaient pour le prélat patriote que des éloges, se tournaient maintenant contre lui : tel le *Moniteur*. Fauchet ne s'était pas fait faute, dès le principe, de manifester ses sentiments à l'égard de la loi en question : cette feuille lui en fit un grief ; on lit, en effet, dans le numéro du 27 novembre :

« Déjà, quelques ministres du culte catholique avaient eu le courage de se marier, et si les évêques ne les avaient pas punis, ils avaient du moins prouvé qu'on ne le doit qu'à leur impuissance. L'un d'eux, connu par son immoralité,

¹ *Journal des Amis*, n° du 2 février 1793, p. 204.

avait eu l'impudence de déclarer qu'il ne souffrirait jamais qu'un prêtre de son diocèse formât le lien vertueux du mariage. Ce contraste d'autorité fanatique avec sa réputation avait éclairé sur l'indestructibilité de l'esprit de sa caste dis-créditée dont on n'espérait plus un seul bon exemple. Il vient pourtant d'être donné ».

Et de quel « bon exemple » s'agit-il ? Du mariage de Lindet, évêque intrus de l'Eure, que ce journal est heureux d'annoncer à ses lecteurs.

Nous avons parlé plus haut des mesures de rigueur prises, par plusieurs municipalités du Calvados, contre le fameux Mandement du 28 novembre. La première qui partit en guerre est celle de Caen. Elle fit défense aux curés des différentes paroisses de la ville d'en donner lecture aux fidèles ou de le « publier en aucune manière quelconque », et ce, « jusqu'à ce qu'il ait été décidé autrement par les autorités supérieures ». Le motif mis en avant est que ledit Mandement « renferme des maximes attentatoires aux lois de la République¹ ».

A cette nouvelle, le prélat ne put contenir son indignation ; il répondit aux officiers municipaux par une lettre qui est la plus éloquente et la plus énergique des protestations, en même temps qu'une réfutation victorieuse des motifs allégués pour justifier l'interdiction.

« Citoyens municipaux, écrit-il, il m'était doux de penser que vous étiez mes amis et mes frères. Vous voulez vous constituer mes souverains maîtres : on ne souffre point cela dans une République. Vous avez fait, à mon égard, un acte de despotisme que l'ancien régime ne se serait pas permis. Vous défendez aux pasteurs catholiques de lire mes Lettres pastorales. Quelle loi vous a établis juges ? Par quelle autorité arbitraire, avant toute espèce de jugement, avez-vous interdit la publication de mes opinions religieuses, et violez-vous,

¹ Arch. municip. de Caen (Registres de la municipalité ; séance du 22 décembre 1792).

sur ce point, pour moi seul, la Déclaration des droits ? Vous dites que mes maximes sont attentatoires aux lois ; moi, je dis que ce sont les vôtres, et que votre suprématie, en matière de doctrine, est un attentat contre la liberté publique. Quoi donc ! Vous n'oseriez pas défendre la publication du journal de Marat, qui provoque l'assassinat de deux cent mille citoyens et qui annonce un chef à l'État comme une mesure inévitable ; vous permettez, au contraire, la libre circulation de ces horreurs ; et il vous plaira d'attenter, en la personne de votre évêque, à la liberté de la presse, à la communication des pensées en matière de religion ! Vous laissez l'athéisme et l'immoralité parler hautement leur langage ; vous êtes muets sur les impiétés et sur les infamies ! Le catholicisme seul sera forcé de se taire, et la persécution sera réservée aux prédicateurs de la vertu ! »

Après avoir, par cette simple opposition, fait ressortir l'odieux et l'injustice de la conduite des officiers municipaux de Caen, le prélat réfute le prétexte invoqué par eux pour interdire la lecture de sa Lettre pastorale, à savoir, qu'elle contrevient aux lois civiles. Son raisonnement est d'une force irrésistible :

« Magistrats, quelle est la loi que j'ai engagé d'enfreindre ? Quelle est la loi dont je n'ai pas, au contraire, recommandé l'observation fidèle ? Prenez-vous les permissions de la loi pour des ordres ? Parce que la loi permet de se faire juif ou musulman, ne serait-il plus loisible aux pasteurs de détourner les catholiques d'embrasser ces cultes ? Est-il un décret qui défende d'exhorter les hommes à tenir les libres engagements qu'ils ont contractés avec la religion et avec leur conscience ? Quoique la loi les autorise à les violer, s'ils le veulent, le ministre de la religion peut et doit leur dire de ne pas le vouloir ; il peut et doit leur déclarer qu'ils encourent, en les violant, la censure spirituelle, qu'ils ne sont plus dignes d'exercer le saint ministère. Donnez-leur l'argent de la République, si cela plaît à l'autorité qui le dispense, ne leur

donnez pas la direction spirituelle des âmes, car elle ne vous appartient pas ».

Il termine par cette fière déclaration :

« Je brave tous les persécuteurs et tous les tyrans. Je serai libre citoyen ; je serai libre évêque. Je ne redoute ni les insulteurs, ni les vexateurs, ni les assassins. Je vivrai, je mourrai pour la liberté de ma religion et pour la liberté de ma patrie. Si vous n'êtes pas les plus vils et les plus lâches des hommes, ce caractère doit vous convenir ¹ ».

A Caen, l'affaire fit grand bruit. Elle fut discutée au sein de la Société populaire et y suscita d'ardentes discussions. Des membres se déclarèrent pour la municipalité ; leur déclaration fut accueillie par des murmures. Chaix d'Est-Ange prit la défense de la Lettre et de son auteur, et réussit à entraîner la majorité : la Société approuva Fauchet et son Mandement, et blâma la municipalité ².

Quant à l'administration départementale, elle avait, dès l'apparition de la Lettre pastorale, agité la question de savoir si elle devait en interdire la publication dans l'étendue du département : mais devant l'opposition énergique du procureur général-syndic, Bougon-Langrais, démontrant que la Lettre n'allait à l'encontre d'aucune loi, que, par conséquent, il n'y avait pas lieu d'en prohiber la lecture, elle se contenta de décider qu'envoi d'un exemplaire de la Lettre pastorale serait fait à la Convention, « pour statuer ce que sa sagesse lui dictera ³ ».

Sur ces entrefaites, ayant eu l'occasion d'écrire au pro-

¹ Arch. municip. de Caen. Fauchet a reproduit intégralement cette lettre dans son *Journal des Amis*, n° du 2 février 1793, p. 204. Elle porte la date du 26 décembre 1792.

² Manuscrit Esnault, déjà cité.

³ Arch. du Calvados, L, 603. (Registres du Conseil général du département ; séance du 2 janvier 1793).

cureur-syndic pour solliciter un secours provisoire en faveur de la supérieure des Sœurs de la Providence de Falaise, Fauchet en profita pour le remercier de son intervention :

« Je vous remercie tendrement, ami et frère, lui écrit-il, du zèle plein de sagesse et d'éloquence avec lequel vous avez pris le parti des principes, à l'occasion de ma Lettre pastorale. La Convention a décrété que les corps administratifs n'étaient autorisés par aucune loi à censurer les pièces de théâtre ; où est la loi qui leur donne le droit de censurer les pièces de religion ?¹ »

Les curés des paroisses de Caen n'avaient pas osé braver l'interdit municipal et s'étaient abstenus de donner aux fidèles lecture du Mandement de l'évêque ; ils s'y étaient résignés sur le conseil et à l'exemple du curé de Saint-Pierre de Caen, Gervais de la Prise, qui semble avoir joui, à cette époque, d'une grande influence sur le clergé constitutionnel de la ville et avoir rempli, à son égard, le rôle de chef de file. Toutefois, cet ecclésiastique comprenait que l'évêque était son supérieur et que c'était, pour lui-même, un devoir de conscience de porter à la connaissance des fidèles des instructions dont il reconnaissait l'opportunité. En différant seulement la publication de la Lettre pastorale, il pensa avoir donné une satisfaction suffisante à la municipalité, et jugea qu'après deux mois écoulés il était temps d'obtempérer aux ordres de celui qu'il reconnaissait pour son évêque. En conséquence, le 4 février, il écrivit au maire de Caen pour le prier de consentir, au moins tacitement, à ce que la publication de la Lettre pastorale eût lieu, le dimanche suivant, dans les églises paroissiales de la ville. Faisant allusion aux paroles qui terminent la protestation de l'évêque du Calvados, il déplore la « vivacité » de son langage, vivacité, dit-il, « que nous connaissons tous » ; mais il observe qu' « il ne faut pas

¹ Arch. du Calvados, Lv (pensions, culte). La lettre est datée du 15 janvier 1793.

abuser de lui, ni lui donner du ridicule » ; qu'au reste, on lui a fait suffisamment expier ses torts « en retenant sa lettre captive ».

Le curé de Saint-Pierre s'applique ensuite à dissiper les préventions du magistrat municipal en lui représentant que la Lettre pastorale ne viole aucune loi. « Tous les principes de l'obéissance due aux lois de l'État, affirme-t-il, sont renfermés et même rendus sacrés dans cette Lettre » ; en interdisant sa publication, les officiers municipaux « furent trompés par les apparences ». Et, pour le prouver, il croit devoir entrer dans quelques explications relativement à la tenue des registres de catholicité. « Cette disposition, dit-il, ne constitue pas une mesure illégale. C'est aux municipalités qu'il appartient, aux termes de la loi, de constater les naissances, les mariages et les décès ; mais, à côté des actes de l'état civil tenus par elles, l'évêque peut, sans violer la loi, ordonner à ses prêtres de rédiger des actes religieux, à l'occasion du baptême, du mariage et de l'inhumation des chrétiens. Ces actes n'ayant point de caractère légal, il ne sera pas permis aux curés d'en délivrer des extraits ; dès lors, toute difficulté s'évanouit ». C'était l'évidence même : mais les efforts de l'abbé Gervais se heurtèrent au parti pris ¹.

Même opposition de la part de la municipalité de Condé-sur-Noireau. Le dimanche 23 décembre, le vicaire avait donné lecture de la Lettre pastorale à la première messe, célébrée en l'église Saint-Sauveur, et le curé devait en faire autant au prône de la grand'messe, en l'église Saint-Martin. L'acte du vicaire jeta l'émoi parmi les officiers municipaux ; ils se rassemblent, en toute hâte, en séance extraordinaire, et dépêchent au curé l'ordre d'avoir à s'abstenir de la lecture qu'il se proposait de faire. En même temps, ils interceptent les autres exemplaires de la Lettre pastorale que le directoire du district leur avait expédiés pour être remis aux différentes communes du canton ².

¹ Arch. municip. de Caen.

² Arch. municip. de Condé sur-Noireau.

L'évêque Fauchet était en droit de s'attendre à voir sa Lettre pastorale accueillie avec plus d'égards par la municipalité de cette petite ville, en raison des rapports presque cordiaux qui n'avaient cessé d'exister jusqu'alors entre elle et lui. En plusieurs circonstances, — et tout récemment encore, — les membres de cette municipalité n'avaient pas craint de mettre à contribution, au profit de leur commune, l'influence dont disposait le prélat, et celui-ci, de son côté, s'était toujours empressé de les obliger. Combien il dut lui être pénible de se voir payé de son dévouement par l'ingratitude !

Quelques détails, empruntés à une correspondance échangée entre la municipalité de Condé et l'évêque constitutionnel du Calvados, devenu député à l'Assemblée législative, montreront la nature des relations dont nous parlons.

Le courrier chargé du service des dépêches pour Condé et le canton arrivait souvent avec des retards considérables ; tout le pays en souffrait et s'en plaignait. Le 9 août 1792, les officiers municipaux écrivent à l'administration des postes pour signaler le fait ; mais cette lettre, ils ne trouvent rien de mieux que de l'adresser, sous seconde enveloppe, à l'évêque-député, avec prière « de la lire et, ensuite, après avoir fermé le cachet, de la faire remettre à MM. les administrateurs des postes », en leur recommandant de s'employer à faire cesser les retards dont ils ont à se plaindre. Il est « l'ami et le protecteur des vrais et bons patriotes » ; or, leur commune est composée presque en entier de « citoyens qui verseraient leur sang pour en donner les preuves les plus certaines » ; tel est le motif pour lequel ils se permettent de recourir à lui pour obtenir ce service. « Nous n'aurions pas osé, disent-ils, vous adresser une pareille prière ; mais votre dévouement pour le bien général et pour le bien particulier nous est un sûr garant pour notre commune, qui vous chérit comme son protecteur et vous [un mot omis] toute la vénération comme son évêque ».

Les officiers municipaux de Condé savaient toucher la corde sensible ; ils connaissaient leur homme.

Fauchet fit toutes les démarches nécessaires, à la grande satisfaction des officiers municipaux de Condé qui, le 28 du même mois, se hâtent de l'en remercier dans les termes les plus chaleureux ; ils lui écrivent :

« Monsieur et respectable évêque et cher concitoyen, agréez, s'il vous plaît, toute la reconnaissance de la commune, et la nôtre, de toutes les peines que vous avez bien voulu vous donner auprès de MM. les directeurs, auprès de MM. les administrateurs des postes ». Posséder, à Paris, un député aussi complaisant était une bonne fortune que les officiers municipaux de Condé espéraient bien ne pas négliger, et qu'ils se proposaient d'utiliser de nouveau, à la première occasion ; ils en préviennent leur correspondant : « Nous comptons toujours sur vous, disent-ils, comme notre évêque et bienfaiteur ». On touchait à l'époque où les assemblées électorales allaient se réunir pour le renouvellement de la représentation nationale. Nos madrés normands tirèrent habilement parti de cette circonstance, en assurant le prélat qu'ils faisaient des vœux pour sa réélection, et que leurs suffrages lui étaient acquis à l'avance ; en effet, ils ont soin d'ajouter : « Nous désirons bien ardemment que les électeurs partagent les sentiments qui nous animent, lesquels ne finiront qu'avec la vie ; ils ne manqueront pas alors de choisir, pour être un des membres de la nouvelle Convention nationale, M. l'évêque du Calvados, vrai patriote et vrai ami de la liberté et de l'égalité, et le vrai soutien de la patrie ». On ne saurait être plus aimable.

Nouvelle lettre huit jours plus tard, 7 septembre, à l'occasion d'une correspondance saisie chez un particulier accusé d'être aristocrate et « chef de parti pour la contre-Révolution », et dont on avait illégalement pillé la maison. L'affaire devait être examinée par le comité de surveillance, dont faisait justement partie l'évêque du Calvados ; nos bons municipaux ne pouvaient manquer de la lui recommander :

« C'est avec toute la confiance que vous nous avez inspirée dans toutes les circonstances, lui écrivent-ils, et à l'intérêt

spécial que vous avez pris pour notre commune que nous avons recours personnellement à vous, en vous assurant de notre attachement inviolable et de notre vénération la plus respectueuse ».

Il faut croire que, malgré l'intervention de l'évêque-député auprès de l'administration des postes de Paris, les abus signalés par la municipalité de Condé n'avaient pas totalement cessé, car, un mois plus tard, 9 novembre, elle adresse au prélat une nouvelle pétition, relative au même objet, en le priant « de la présenter le plus tôt possible » aux administrateurs. Toujours insinuants, les magistrats municipaux lui rappellent la promesse qu'il leur a faite antérieurement de saisir « toutes les occasions d'être utile à leur commune, dont le patriotisme est le plus épuré ¹ ».

Comme on le voit, le député Fauchet ne dédaignait pas, le cas échéant, de faire les « commissions » de ses électeurs. Au surplus, les officiers municipaux de Condé estimaient, apparemment, que ce rôle rentrait dans ses attributions. Qui sait même si ce n'est pas exclusivement pour cette fin qu'ils avaient concouru à son élection ?

Mais voilà que, tout à coup, paraît la Lettre pastorale du 26 novembre, soulevant contre son auteur un torrent d'injures et portant à sa popularité un coup mortel. A partir de ce moment, l'étoile de l'évêque-député pâlit ; il n'est plus l'homme du jour ; c'en est fait de son influence. Dès lors, les officiers municipaux de Condé n'hésitent pas à l'abandonner ; ils s'étaient attachés à lui tant qu'ils avaient supposé qu'il pouvait leur être utile, uniquement par intérêt personnel ; aujourd'hui que son règne a pris fin, ils se déclarent résolument contre lui.

Fauchet put alors constater qu'il avait eu affaire à de vrais normands. De fait, le maire Aubin, ancien bailli, était un normand fin et rusé, qui administra sa commune,

¹ Arch. municip. de Condé-sur-Noireau, D 30. (Premier registre de correspondance).

avec habileté et intelligence, depuis 1790 jusqu'à l'an III, c'est-à-dire pendant les années les plus tourmentées de la Révolution.

L'évêque du Calvados s'abstint de protester contre l'interdiction de la municipalité de Condé-sur-Noireau ; mais il agit autrement à l'égard de celle de la petite ville d'Orbec, coupable du même excès de pouvoir. La mesure prise par celle-ci semble lui avoir été particulièrement sensible. L'outrecuidance transcendante de ces « Gros-Jean » qui osaient en remonter à leur évêque et censurer un acte de sa juridiction épiscopale le révoltait. Il eut à cœur de mettre à leur place, en leur infligeant la leçon qu'ils méritaient, les « rois d'Orbec », comme il les appelle avec mépris. Il le fit dans une lettre qu'il prit la peine d'adresser spécialement, le 2 janvier, non pas à la municipalité, mais « aux citoyens d'Orbec ».

Il reproduit d'abord, mais sous une autre forme, les considérations développées dans sa réponse aux « citoyens municipaux » de Caen ; après quoi, il ajoute :

« Toutes les lois sont respectées dans la Lettre pastorale dont les municipaux se sont institués, d'office, les censeurs et les interdicteurs. Je vous ai exhortés à les observer toutes ; j'ai fait plus : j'ai établi qu'elles étaient justes. Mais les lois créées, sanctionnées et promulguées par la municipalité d'Orbec, je ne les connais pas, et vous ne devez pas les connaître : loi qui défend aux pasteurs de ne lire les instructions épiscopales qu'après les avoir communiquées et fait approuver par les officiers municipaux ; loi qui interdit l'usage des registres pour la société des catholiques, tandis qu'elle les permet pour la société des marchands, pour celle des Clubs ; loi qui défend de publier les actes sacramentaux pour l'admission aux saints rites du culte, tandis qu'elle permet les triples publications pour la réception dans les assemblées de quelque autre espèce que ce soit ; loi qui ordonne de conférer les sacrements à telle personne qui abjure publiquement l'Evangile interprété par l'Eglise, et qui

laisse à toutes les autres religions la liberté d'admettre à leurs cérémonies leurs croyants, aux conditions qu'il leur plaira ; loi qui enjoint de reconnaître pour fidèles catholiques ceux qui foulent aux pieds leurs obligations religieuses, tandis qu'elle trouve bon qu'on rejette des Sociétés populaires ceux dont le civisme n'est pas au gré des meneurs qui les dirigent ; lois, enfin, telles qu'un conseil de douze rois n'aurait pas eu, dans toute la virulence du despotisme, l'impudence d'en imaginer de semblables. Voilà cependant les lois qui se trouvent — ou textuellement ou implicitement — comprises dans le décret des rois d'Orbec ».

Il se rend compte de tout ce que ces dernières expressions ont de blessant par le mépris qu'elles contiennent, et il croit devoir s'en excuser :

« Ces expressions, chers concitoyens, sont dures ; mais l'indignation de la liberté civique et évangélique est profonde, et elle a le droit de s'exprimer avec cette énergie. Saint Paul, pour des attentats moins graves contre les premiers principes de la société, traitait d'insensés les Galates, d'imposteurs, de ventres paresseux et de méchantes bêtes les Crètois : *O insensati Galatie !... Cretenses, semper mendaces, ventres pigri, malæ bestiæ !* La charité n'en est pas moins vive et pure dans nos cœurs, mais c'est la charité du genre humain qui abhorre toutes les tyrannies et ne respire que pour la liberté de l'univers ».

La lettre se termine par cette pressante exhortation :

« L'athéisme, le vice et l'impudeur affectent partout une domination furibonde ; la religion et la vertu sont environnées partout d'ennemis rugissants qui cherchent à dévorer les consciences. Soyez fermes dans la foi, soyez invariablement attachés à la loi, et résistez jusqu'à la mort à tous les tyrans ».

L'interdit fut également jeté par le conseil général de la

commune d'Honfleur sur la Lettre pastorale. La décision fut prise à la suite d'un réquisitoire en règle du procureur de la commune. Dans ce document, le magistrat municipal constate que « l'auteur de l'ouvrage possède à fond le langage mystique et tous les moyens que l'art de l'ancien clergé savait si bien employer pour asservir nos aïeux ». Il l'accuse d'y avoir fait une « critique amère des lois nationales relatives au clergé » : de « vouloir mettre en opposition aux lois nationales un prétendu code religieux ». Il « exige, dit-il, qu'il soit tenu, dans chaque paroisse, des registres doubles et sur papier libre, pour y constater les baptêmes, les bénédictions nuptiales et les funérailles ». Si ces registres n'étaient que de simples *memento*, à l'usage exclusif des ministres du culte, ils seraient peut-être exempts de reproche ; malheureusement, on y requiert « la signature des parties intéressées, des parrains, des marraines et des témoins ». Mais le grief principal, aux yeux du zélé procureur, est celui qui concerne « les principes relatifs au mariage des prêtres ». Écoutons-le plutôt : son raisonnement mérite d'être savouré :

« Nous avons, poursuit-il, élu un ministre digne de notre confiance : la totalité des citoyens contribue à son paiement. Il lui plaît d'user de la permission que la nature et les lois accordent de se marier, et, par ce seul fait, il sera interdit de toutes fonctions par son évêque, qui nous assujettira à chercher un autre pasteur ! Que deviendra alors la loi qui permettait à ce prêtre de se marier ? Sans doute elle deviendra sans effet, si les principes de l'évêque prévalent ». Mais, ô trop zélé magistrat, répondrons-nous, vous oubliez que ce prêtre appartient à une société régie, elle aussi, par des lois. Libre à lui de se conformer aux lois de la société civile, mais alors il s'exclut de la société religieuse dont il faisait partie. Qui lui a conféré le caractère dont il est revêtu ? De qui tient-il le pouvoir spirituel dont il est investi ? De cette société religieuse. C'est même grâce à elle et par elle qu'il est prêtre ; c'est donc d'elle qu'il dépend, en cette qualité : il demeure dès lors soumis à sa discipline, et, du jour où il lui

plaît de s'affranchir de celle-ci, il se place en dehors d'elle, il cesse de lui appartenir ; quant à la société elle-même, elle ne le connaît plus. A la vérité, il est toujours prêtre, puisque le caractère sacerdotal est indélébile ; mais il n'a plus le droit d'en exercer les fonctions. Il ne saurait jamais appartenir à la société civile de déterminer les conditions dans lesquelles le ministère sacerdotal pourra être rempli, et si elle entreprend de le faire, elle commet un empiètement. Voilà ce qu'expliquait la Lettre pastorale, et voilà ce que l'ombrageux magistrat municipal ne comprenait pas ou feignait de ne pas comprendre.

Il conclut que « le conseil général ne pourra approuver l'ouvrage » ; mais, en même temps, il se pose cette question : ledit conseil a-t-il le droit d'en interdire la lecture dans les églises ? Il est contraint de reconnaître que « la loi sur la liberté de la presse semble s'y opposer ». Cela ne l'empêche pas de demander que cette lecture soit interdite.

Le conseil général de la commune d'Honfleur se rangea à l'avis de son procureur. En conséquence, il fut statué « que l'écrit intitulé : *Lettre pastorale de Claude Fauchet*, commençant par ces mots : « Claude Fauchet, par la grâce de Dieu », et finissant par ceux-ci : « Ainsi soit-il », serait envoyé à l'administration du district pour valoir de dénonciation contre cet ouvrage, et qu'invitation serait adressée aux citoyens curés de la ville de n'en point faire la publication, sous peine d'être dénoncés comme propagateurs de principes erronés ¹ ».

Le procès-verbal fut signé par tous les membres présents à la séance, à l'exception du citoyen Goguet, curé intrus de Saint-Léonard d'Honfleur, qui refusa de prendre part au vote.

La municipalité d'Honfleur avait adopté la mesure dont on vient de parler sur la demande — il serait plus exact de dire sur l'injonction — de la Société populaire, laquelle portait le titre, peu justifié, de « Société des Amis de la liberté et de

¹ Arch. de la ville d'Honfleur. (Registres des séances publiques du conseil général de la commune d'Honfleur. Séance du 6 janvier 1793).

l'égalité ». Cette Société ne s'en était pas tenue là : elle avait chargé son comité de correspondance de rappeler à l'ordre l'évêque du Calvados et de lui infliger un blâme. En lisant ce monitoire, on croirait voir un régent d'autrefois, enflant la voix, roulant de gros yeux, et menaçant un élève de sa férule. Voici sur quel ton arrogant les membres du comité s'adressent « à Claude Fauchet, législateur » :

« Vous êtes notre délégué : nous avons donc le droit de vous rappeler à vos devoirs. Rentrez dans le sentier de l'honneur dont vous vous écarterez ; remplissez, sans vous en distraire, les fonctions honorables qui vous sont déléguées ; consacrez vos talents à la confection de nouvelles lois ; soyez législateur et non journaliste. Nous allons, avec la franchise républicaine, vous rappeler vos fautes ; ayez le courage de nous entendre et le bon esprit de les réparer ».

Ils lui rappellent qu'il a été choisi le premier par le corps électoral du Calvados « pour coopérer à faire disparaître ce mélange affreux, cette union monstrueuse de liberté et de despotisme dont de perfides constituants avaient sali les pages de la Constitution ». Ils lui ont confié une autre mission : celle de renverser le trône d'un tyran, assassin d'un peuple généreux, dont il osait se dire le « père », et si, lui, législateur, acquerrait la preuve de ses crimes, de « livrer au glaive de la loi sa tête coupable ». « Tels sont, disent-ils, vos devoirs ; les remplissez-vous ? Descendez en vous-même, scrutez votre conscience, et soyez votre juge ».

Ils passent ensuite à l'analyse des « torts ». Le premier est d'avoir approuvé l'élection, à la place de maire, du citoyen Martin, curé d'une des paroisses d'Honfleur, alors que la loi déclare qu'il y a incompatibilité entre les fonctions municipales et les fonctions curiales. Mais le grand crime de l'évêque, à leurs yeux, est la publication de sa « prétendue Lettre pastorale ».

Ils n'ont pu, « sans indignation, en entendre la lecture » ; aussi, l'ont-ils dénoncée aux autorités constituées. Lui, légis-

lateur, il ose « prêcher la révolte à la loi, et lorsqu'elle permet à tous les Français de devenir pères de famille », il le leur défend « sous peine de les interdire de leurs fonctions ». Par cette conduite, il « expose les jours de citoyens vertueux qui voudraient remplir un des devoirs les plus sacrés de la société ; et, afin de tromper plus sûrement un peuple crédule », il se sert « de l'organe des prêtres pour lui transmettre ses oracles ». « Craignez, disent-ils, que le clergé nouveau ne vous reproche sa ruine. Si tous les évêques étaient des Fauchet, et s'il n'y avait pas de Lindet, il ne serait déjà plus ».

L'acte de l'évêque de l'Eure ne pouvait manquer de recevoir l'approbation des membres du comité de surveillance de la Société des Amis de la liberté et de l'égalité d'Honfleur ; il concordait trop bien avec leurs idées politiques et religieuses. Quant à l'évêque du Calvados, ils continuent de l'admonester en ces termes hautains, non exempts d'emphase et où l'on retrouve la phraséologie du temps :

« Philosophe par principe, dissimulé par état, pourquoi, si l'esprit de domination ne vous anime pas, vous efforcez-vous de propager des erreurs ? Vous vous dites l'ami de la liberté. Ne savez-vous pas que l'ignorance, les préjugés, le fanatisme forgèrent nos fers, et que la philosophie les a brisés ? Si le peuple, plongé depuis tant de siècles dans les ténèbres de l'ignorance, ne peut encore contempler l'astre brillant de la raison universelle, laissez percer jusqu'à lui ses rayons ; accoutumez insensiblement ses yeux faibles et délicats à pouvoir bientôt en supporter tout l'éclat ». Ils vont — qui le croirait ? — jusqu'à traiter le prélat de « royaliste effréné ». Fauchet eût été bien étonné si, un ou deux ans auparavant, on lui eût dit que semblable qualification lui serait un jour appliquée. C'est la conduite tenue, de tout temps, par n'importe quel parti : « Qui n'est pas avec nous est contre nous ».

« Triomphez, ajoutent-ils ; nos aristocrates, nos royalistes, nos dévots même, qui ne voyaient, naguère, en vous qu'un envoyé de Satan, chantent maintenant vos louanges.

« Quel honnête homme que ce Fauchet, s'écrient-ils à l'unisson ! Combien nous étions injustes à son égard ! Qu'il déjure¹, et c'est un saint ! » Déjà, les saintes femmes font des neuvaines pour votre entière conversion. Revenez dans nos murs jouir de votre gloire : vous n'aurez plus, il est vrai, le même cortège, mais tous les contre-révolutionnaires suivront vos pas ; nos fanatiques baiseron humblement la poussière de vos pieds ».

Poussant plus loin son zèle, la Société des Amis de la liberté et de l'égalité d'Honfleur, en sentinelle vigilante, invite la municipalité à « envoyer, à l'arrivée du courrier, un commissaire, afin d'arrêter la circulation des journaux qui ne sont point dans l'esprit de la loi, et, notamment, le *Journal des deux Amis*, rédigé par Fauchet, comme suspect² ».

Les clubistes d'Honfleur osent reprocher à l'évêque du Calvados d'avoir violé une loi qu'en réalité il n'a nullement violée, et, pendant ce temps-là, ils violent eux-mêmes une autre loi, celle de la liberté de la presse, en faisant saisir un journal qui leur déplait : on n'est pas plus Jacobin. Renan a eu raison de dire : « Il est de l'essence de tout parti, même de celui qui prétend n'avoir pour enseigne que la liberté, de chercher à dominer. Il veut imposer tyranniquement ses idées libérales³ ».

Les Jacobins d'Honfleur l'avaient pris de haut ; mais ils trouvèrent à qui parler ; Fauchet n'était pas homme à subir pareille semonce sans répliquer. La réponse qu'il fit à ses censeurs, « les frères et amis d'Honfleur » — comme il les appelle ironiquement — ne comprend pas moins de vingt pages in-8°. On ne saurait s'attendre à ce que nous repro-

¹ C'est-à-dire : « Qu'il rétracte le serment qu'il a prêté à la Constitution civile ».

² Arch. municip. d'Honfleur. (Registre de la Société des Amis de la Constitution, n° 1. — 10 et 12 février 1793).

³ *Cahiers de jeunesse*, p. 360.

duisions cette pièce en entier ; nous en citerons seulement les passages principaux. En voici le début :

« Vous m'écrivez comme le souverain à son sujet. C'est là, dites-vous, le style d'un tiers républicain ; et moi, je n'y vois que le style d'un despotisme ridicule. A vous entendre, il semblerait que je fusse le représentant du comité d'Honneur ; je prétends l'être de la France ; ce n'est pas votre Société qui m'a député à la Convention, c'est le Calvados. Une fois nommé, je suis à toute la République, et il ne vous appartient pas de me donner des ordres. Quand je ne serais pas législateur, mais simple citoyen, vous n'auriez pas encore le droit de m'intimer des volontés impérieuses : je ne dépends point de vous... Votre souveraineté m'accuse, me juge et me condamne sur trois grands crimes : ma réponse touchant l'élection du maire, ma Lettre pastorale et mon *Journal des Amis*. Ce ne sont pas des conseils que vous me donnez, ce sont des sentences que vous prononcez ».

Il s'explique ensuite sur chacun de ces trois prétendus griefs. Relativement au premier, il justifie brièvement sa conduite en faisant remarquer que « les ministres salariés du culte ont été reconnus éligibles aux fonctions publiques », attendu que celles qu'ils exercent au nom de la religion « ne sont plus considérées comme nationales ». Le second grief, c'est-à-dire la publication de sa Lettre pastorale, le retient plus longuement. Il semble avoir à cœur de réduire à néant les imputations auxquelles ce document servait de prétexte à ses détracteurs.

« Je ne relèverai point, dit-il, toutes les inepties, prétendues philosophiques, que vous étalez contre ce que vous appelez ma « prétendue Lettre pastorale ». Oui, je suis philosophe, et vous ne l'êtes pas ; car la vraie philosophie, dit Bacon, philosophe par excellence, conduit à l'Évangile, et la fausse en éloigne. Vous parlez de « dissimulation » ;

peut-être aucun homme au monde n'en est plus incapable que moi. Le prêtre dissimulé est celui qui prêche la religion et qui n'en a point : est-ce ainsi que vous voudriez que je fusse évêque ? C'est alors que je me croirais un fourbe et un vil imposteur. En religion, comme en politique, je dis tout ce que je pense ; toutes les considérations de l'univers ne me feraient pas parler contre ma croyance et mes convictions. Si je n'avais pas les principes catholiques, je ne voudrais pas être évêque... Comment pouvez-vous répéter cette absurde imputation d' « opposition à la loi » ? Y a-t-il une loi assez insensée pour ordonner à tels ou tels citoyens de s'engager dans le mariage ? Une loi aussi attentatoire à la liberté de l'homme n'existe pas et n'existera jamais : se marie qui veut, et qui veut reste célibataire.

» Mais, dites-vous, « je défends aux prêtres ce que la » loi leur permet ». Citoyens, je ne défends rien, moi, je n'ai point d'autorité arbitraire, je ne suis pas un despote ; mais la religion défend beaucoup de choses que les lois permettent, et je n'ai que le droit et l'obligation de déclarer ce que la religion exige. Ainsi, la loi permet de se faire juif : suis-je en opposition avec la loi en disant aux fidèles : « Les » intérêts de votre éternité s'y opposent ; ne le faites pas » ? Le prélat convient que l'Église ne bénit pas les mariages des prêtres : mais, fait-il observer avec autant de justesse que d'ironie, « elle est, comme toutes les autres sociétés religieuses, maîtresse de ses bénédictions ; à elle seule appartient de déterminer les actes de son culte et l'application de ses rites, comme il appartient à la Société du Club d'Honfleur, par exemple, de fixer les conditions de l'admission dans son sein, de l'élévation à la présidence, au rang de ses secrétaires, au comité de correspondance, ou de l'exclusion même totale et des places et de l'assemblée. La Société d'Honfleur pourrait, si cela lui convenait, n'admettre que des célibataires ; elle pourrait n'accueillir que des hommes mariés ; elle peut, si elle m'a conservé sur son album, verser du noir sur mon nom, par la seule raison que je déclare que l'Église ne garde point dans son sacerdoce

les prêtres qui se marient et que, — jusqu'à ce qu'elle ait changé à cet égard, — s'ils veulent, malgré elle, remplir leurs fonctions, ils violent ses lois et perdent la mission dont elle les avait investis ».

La menace — contenue dans la lettre des « bons souverains du comité de correspondance » — de traiter les prêtres républicains comme avaient été traités les prêtres réfractaires, excite sa verve caustique ; il les raille en ces termes :

« A quand, s'il vous plaît, nos chers égorgeurs, les journées des 2, 3 et 4 septembre, pour nous autres évêques et prêtres sermentés qui vous tomberons sous la main ? A quand la déportation pour tous ceux qui échapperont à cette boucherie bienveillante ? Oh ! de quels tyrans vous vous trouverez débarrassés ! Enfin, il n'y aura plus de prêtres en France ; il n'y aura plus de ministres du culte. Que le règne des athées sera doux, que les mœurs seront saintes, que la société aura de charmes, que j'aurai de regret d'être mort et de ne pas jouir de ce paradis ! C'est le nôtre qui est une chimère, c'est dans la France abreuvée de la dernière goutte du sang des prêtres que sera le véritable Élysée ».

Fauchet relève ensuite le reproche, auquel il devait être loin de s'attendre, de « royaliste enragé ». « Que vous avez bien raison, dit-il ironiquement, de me donner ce titre ! J'aime tant la royauté que j'ai exprimé deux fois, à la tribune de la Convention, mon impatient désir de voir tous les rois réunis dans la ménagerie du Temple. Je ne puis disconvenir qu'il faut, pour former un tel vœu, avoir la passion, la « rage du royalisme » ; cette frénésie est marquée à toutes les pages de mes écrits ; il n'est pas une ligne de mon journal qui n'en porte l'empreinte ». Assurément, celui qui travailla avec le plus d'acharnement à la fondation de la République avait lieu d'être surpris de se voir taxé de « royaliste », et, qui plus est, de « royaliste

enragé » ; il aurait dû se souvenir de cette vérité passée en adage :

Un pur trouve toujours un plus pur qui l'épure.

A la vérité, il désapprouve le décret de mort rendu par la Convention contre Louis XVI ; il y est soumis « en citoyen », mais il « l'abhorre en homme ». — « C'est bien assez, j'espère, ajoute-t-il fièrement, de se soumettre à une mauvaise loi ; jamais aucun tyran ne pourra me forcer à dire, contre mes convictions : Je la trouve bonne. Je crierai aux citoyens : Obéissez provisoirement. l'ordre public l'exige ; mais j'ajouterai, tant qu'il me restera le souffle et la parole : La loi est détestable, et quand vous serez en mesure de la changer, n'y manquez pas : la justice et la raison l'ordonnent. Pour un décret transitoire, exécuté, irrémédiable, je dirai, en gémissant du fond de mes entrailles d'homme et de républicain : C'en est fait ; mais, du moins, n'applaudissez pas à cette fatalité ; ayez horreur des menaces de quelques scélérats qui l'ont rendue comme nécessaire, et conservez pour eux une éternelle exécration : il y va de la justice nationale et de la gloire de la patrie... C'est ainsi que je connais et que je sers la liberté ».

Enfin, les membres du comité de correspondance le traitent de « libelliste ». Et qu'est-ce qui lui vaut ce reproche ? « L'àpreté de style, la véhémence d'expression » avec lesquelles il poursuit « un petit nombre de monstres qui sont l'opprobre de la France et de l'humanité, les égorgeurs du mois de septembre et les vociférateurs assassins qui menaçaient, au mois de janvier, de massacrer la Convention ».

Le prélat n'a pas oublié — il s'en souvient, au contraire, avec reconnaissance — l'accueil empressé qu'il reçut naguère de la Société des Amis de la Constitution d'Houffleur, à l'occasion de sa visite pastorale. « Vous me permettiez alors, dit-il, de parler en homme libre et en évêque ; vous trouviez

bon mon langage religieux, parce qu'il importait aux athées eux-mêmes de laisser croire encore au peuple qu'on ne voulait pas détruire la religion. Vous me preniez pour un habile homme : je n'étais qu'un simple croyant, comme je le suis toujours ; je ne disais que ce que je pensais , comme je le dirai toute ma vie. Maintenant, vous êtes persuadés que le triomphe de l'irréligion, que vous appelez philosophie, est venu ; et moi, qui parle encore le même langage, je ne suis plus qu'un fanatique. Voilà où nous en sommes. En conséquence, vous me préparez, vous m'annoncez un accueil tout différent .. Quoi qu'il en soit, j'irai ; j'aurai un grand plaisir à voir les aristocrates et les royalistes, qui m'aiment tant, me former ce que vous appelez « un cortège »... Ce sera un enchantement pour moi d'embrasser de nouveaux frères. La grande multitude de ceux qui répugnaient aux lois nouvelles n'avait pour motif déterminant que la crainte de voir la religion perdue, et perdue par le fait même de leur nouvel évêque ; je serai ravi de les voir revenus de cette erreur et se convaincre que si la religion catholique a un vrai défenseur, un ministre dévoué, c'est moi. Si je voyais tous les dissidents du diocèse ramenés à l'amitié religieuse et fraternelle, ce serait le plus doux moment de ma vie. Observez bien, frères de la Société d'Honfleur, que tous ceux qui ont de la religion, dans le Calvados, — tous, sans exception, et même ceux qui se contentent de n'en avoir pas la haine, — approuvent mes principes et ma doctrine ; les impies et les hommes sans moralité la blâment : c'est le complément du suffrage. Il est impossible d'avoir un plus heureux succès. Appelez-moi fanatique tant qu'il vous plaira ; tuez-moi, si vous voulez, pour l'honneur de la philosophie : — je vous déclare que je bénis le Ciel, dans la plus intime joie de mon cœur, de l'estime de toutes les personnes qui ont de la religion, et du mépris de toutes celles qui n'en ont point. Je laisse Lindet jouir de l'apothéose philosophique ; je ne suis point jaloux des éloges que vous accordez à son rare mérite. C'est un sage, une âme élevée, un grand homme ; je suis un fourbe, un insolent et un sot. O merveille ! Je suis, je vous

l'assure, plus content de ces injures qu'il n'est flatté de ces hommages¹ ».

Les membres composant le comité de correspondance furent piqués au vif; on pouvait l'être à moins. La Société prit fait et cause pour son comité et se solidarisa avec lui dans la circonstance. Elle répondit incontinent à la sanglante philippique de l'évêque du Calvados par une délibération dans laquelle elle déclarait qu'il « a perdu la confiance de la Société et qu'elle cesse avec lui toute correspondance ».

« Considérant, y est-il dit, que l'irascible Fauchet n'a répondu à la Société que par les plus piquants sarcasmes et les plus odieuses calomnies, la Société, sur la proposition d'un membre, a arrêté, à l'unanimité et par appel nominal, que, vouant au plus insigne mépris l'article du journal de Fauchet qui concerne la Société, et sa lettre d'envoi, il ne lui sera répondu que pour lui annoncer qu'il a perdu la confiance de la Société et qu'elle cesse toute correspondance avec ce journaliste; qu'envoi de l'arrêté sera fait aux Sociétés affiliées, notamment à celles du département; que son n° 8 sera envoyé à la Commune de Paris; qu'envoi sera de même fait de l'arrêté aux journalistes patriotes, avec invitation de le rendre public, en l'insérant dans leur journal² ». Il est permis de croire que l'évêque Fauchet ne fut guère affecté de se voir retirer la confiance des Jacobins d'Honfleur, et qu'il s'en consola facilement; nous ne serions même pas surpris que la décision prise par eux à son sujet l'ait fait quelque peu sourire.

On a inféré de cet incident qu'il y a « incompatibilité entre le dogme catholique et l'esprit de la Révolution³ ». La

¹ *Journal des Amis*, n° 8, du 23 février 1793, p. 343-363.

² Arch. de la ville d'Honfleur. (Registre de la Société des Amis de la Constitution, n° 11. — 26 février 1793).

³ A. BLOSSIER, *Claude Fauchet et le Club des Jacobins d'Honfleur*, article publié par la *Revue de la Révolution française*, n° du 14 décembre 1904, p. 542.

conclusion est assez inattendue. Il semble, aux yeux de l'auteur auquel nous faisons allusion, que les clubistes d'Honfleur incarnaient, à eux seuls, la Révolution. Mais qui empêche d'en dire autant de Fauchet ? Car enfin, lui aussi se réclamait de la Révolution, et il avait, pour le moins, autant de titres à le faire que ses contradicteurs. Seulement, le premier et les seconds avaient de celle-ci une conception différente. L'évêque du Calvados rêvait d'une Révolution pacifique, libérale, respectueuse des opinions ; au contraire, l'idéal des clubistes d'Honfleur était une Révolution violente, intolérante, sanglante, la Révolution qui fait tomber les têtes, celle des Marat, des Danton et des Robespierre, la Révolution jacobine, en un mot. Il n'est pas douteux qu'il y a incompatibilité entre l'esprit de cette dernière et le dogme catholique ; reste à savoir laquelle des deux conceptions est préférable à l'autre.

Les membres du directoire du district de Pont-l'Évêque s'offusquèrent également de la Lettre pastorale de l'évêque du Calvados. La délibération prise par eux, le 17 février, prouve qu'ils étaient les dignes émules des clubistes d'Honfleur.

« Considérant, y est-il dit, qu'il est nécessaire de démasquer Claude Fauchet, que nous avons trop légèrement regardé comme un philosophe, et qui, dans ce moment, au lieu de prétendre, en qualité d'oracle de *la Bouche de Fer*, à faire fraterniser tous les peuples, paraît, comme évêque, vouloir courber nos têtes sous l'administration ecclésiastique ;

» Considérant que cet évêque, au lieu de jouer dans le Calvados le rôle d'un ange de paix, d'inspirer la charité et l'union, abuse de son éloquence et de ses talents pour y jeter la pomme de discorde et répandre le trouble et la dissension ;

» Arrêtons que les citoyens administrateurs du département du Calvados seront invités à dénoncer Claude Fauchet à la Convention nationale, comme auteur et propagateur de principes erronés et dangereux ; que lesdits citoyens seront

également invités à faire une Adresse aux habitants du département, pour les garantir du poison séducteur répandu dans ladite Lettre pastorale, et les mettre en garde contre les maximes mensongères qu'il fera débiter par des hommes assez vils pour trafiquer de la crédulité humaine ¹ ».

Le prélat nous avertit qu'à part celles dont on vient de parler, les autres municipalités du département ne mirent aucun obstacle à son enseignement, et que sa Lettre pastorale fut « généralement accueillie avec une égale édification par les pasteurs et par les fidèles ² ».

Fauchet proclame la nécessité de combattre les petits despotismes municipaux. « Autrement, dit-il, après que nous nous sommes débarrassés d'un roi, nous nous trouverions à la merci de plusieurs milliers de roitelets qui fondraient sur nous, à chaque pas, et feraient, à chaque minute, une curée de notre liberté publique et individuelle ». Et, afin de donner la mesure de son aversion pour ce genre de tyrannie, il ajoute, en forme de boutade : « J'aimerais mieux un trône et le diable dessus en personne. Quelle que soit l'étendue de son génie tyrannique et malfaisant, il ne nous vexerait pas de tant de manières et aurait honte d'exercer un despotisme si bête ; car le diable a au moins de l'esprit .. Les nègres n'ont qu'un maître ; nous en aurions un millier : c'est à fuir la vie ; elle serait pire que l'enfer. La République donc, la République, et non pas des maîtres sans nombre et des tyrans sans trêve ! Je veux tenir mon serment, je le tiendrai : *la liberté ou la mort !* ³ »

« La liberté ou la mort ! » Comme, à cette époque, il n'y avait plus de place sur le territoire français pour la liberté, il ne restait à celui qui s'en était constitué l'apôtre d'autre

¹ Arch. du Calvados. (Registre du district de Pont-l'Evêque).

² *Journal des Amis*, p. 211.

³ *Ibid.*, p. 213.

alternative que la mort. De fait, c'est elle qui deviendra, à bref délai, son partage.

Plusieurs évêques constitutionnels eurent le courage d'imiter celui du Calvados, en rappelant aux fidèles et au clergé de leurs diocèses les règles de la discipline de l'Église concernant le divorce et le mariage des prêtres. Le ministre de l'intérieur, Roland, regarda leur conduite comme une atteinte portée à la loi ; dans un long rapport relatif aux troubles intérieurs, il les dénonça à la Convention ; celle-ci renvoya l'affaire au Conseil exécutif. Le ministre faisait un crime à ces prélats de prescrire la tenue de registres de catholicité. « La loi, disait-il, a supprimé toute association, toute confrérie ; il n'est donc pas permis de constater la catholicité d'aucun citoyen ; toutes les livrées religieuses sont effacées. L'homme est comptable à lui seul de ses opinions en matière de religion ; il ne peut être soumis à aucun acte extérieur pour raison de sa profession de foi ; ce serait enchaîner notre liberté, comme l'ont fait tant de fois les catholiques inquisiteurs, que d'assujettir les actes religieux à un procès-verbal ».

Le ministre interprétait certainement la loi d'une façon abusive et lui donnait une extension qu'elle n'avait pas. L'évêque du Calvados, toujours sur la brèche, s'éleva avec énergie contre ces prétentions exorbitantes. Le 28 janvier 1793, il écrit aux ministres composant le « Conseil exécutif de la République », pour protester contre le rapport de Roland et réfuter les principes qui y étaient exprimés.

« Le jour, dit-il, où l'ex-ministre Roland ¹ vous a dénoncé quatre évêques ² pour avoir réglé les formules qui doivent être suivies dans l'administration des sacrements et dans l'observation des rites de la religion catholique ; le jour où il voulut transformer ces formules rituelles en transgressions de

¹ Roland venait de donner sa démission.

² Les évêques de la Manche, de la Haute-Saône, des Côtes-du-Nord et de l'Yonne. Fauchet observe que Roland aurait pu le joindre à ceux-là.

la loi civile, qui n'en parle pas et avec laquelle elles n'ont aucun rapport relativement aux droits des citoyens ; le jour où il vous a engagés à préparer une proclamation pour ajouter à la loi des défenses qu'elle ne fait point, et pour imposer aux catholiques un joug dont elle les garantit expressément ; ce jour-là, Roland avait oublié toutes les notions de la liberté civile et religieuse ; il rêvait persécution contre les patriotes les plus fidèles, et il préparait une tyrannie que notre culte n'éprouve pas chez les musulmans ».

Fauchet fait remarquer, avec raison, que les registres des actes sacramentaux et des cérémonies du culte n'ont rien de commun avec ceux qui sont appelés à constater, à l'avenir, l'état civil des citoyens. Pourquoi la société catholique n'aurait-elle pas le droit de tenir la liste de ses membres et le procès-verbal de ses séances, comme cela est permis aux sociétés particulières qui existent dans la République ? « Les rites, les formules et les disciplines intérieures des cultes ne sont nullement l'objet des lois générales de l'État et ne touchent aucunement aux droits des citoyens ». Insistant sur ce point, il démontre que Roland confond tout, et il ne craint pas de dire qu'« il le confond exprès ». Quant à lui, il établit la distinction avec une clarté et une évidence qui ne laissent rien à désirer ; il s'exprime ainsi :

« Les registres qui constateront les naissances, les mariages et les décès sont exclusivement ceux des municipalités ; les catalogues qui constateront la réception des sacrements de baptême et de bénédiction nuptiale, et l'observation des cérémonies religieuses, seront ceux des églises paroissiales. Les premiers appartiennent publiquement à la nation et fixent l'état civil ; les seconds appartiennent privativement à la société des catholiques et fixent leur religion. L'inscription sur les premiers est nécessitée par la loi ; l'inscription sur les seconds est volontaire et abandonnée entièrement au libre arbitre de chacun. Le baptême n'est pas la naissance ; la bénédiction sacramentelle n'est pas le mariage ; la prière

pour les défunts n'est pas le décès. Les actes religieux étaient liés dans l'ancien régime avec les faits civils ; ils ne le sont plus sous le règne de la liberté ».

Dans le passage de son rapport cité plus haut, le ministre Roland parlait des « catholiques inquisiteurs ». Fauchet relève vertement cette expression et la retourne à son auteur, en la lui appliquant comme un stigmate. « Que parlez-vous d'inquisiteurs catholiques en France, quand tout est libre, quand nul n'est assujéti aux rites religieux qu'autant qu'il lui plaît ? Où est donc la bonne foi ? Où est donc la pudeur ? Les inquisiteurs sont ceux qui ne laissent point la liberté aux citoyens de suivre leur religion, qui vexent les pasteurs et les fidèles pour les actes privés de leur culte, qui torturent les volontés dans l'exercice le plus sacré de la conscience, qui prétendent dissoudre tyranniquement la plus sainte et la plus libre fraternité des hommes, et qui voudraient interposer à chaque instant le sceptre monstrueux de l'athéisme entre le genre humain et le Dieu de l'humanité ¹ ».

Le jour vint où l'évêque du Calvados vit s'élever contre lui, à l'occasion de sa Lettre pastorale, non plus seulement les municipalités de son diocèse, mais ses propres curés. L'un d'eux, un nommé Damars, curé intrus de Champ-du-Boult, se plaignit à la Convention des persécutions qu'il éprouvait de la part de l'administration épiscopale pour s'être marié ². Ce fut le député Lecointre, de Versailles, qui, à la séance du 22 février, saisit l'Assemblée de cette dénonciation. Il insista pour qu'elle fût renvoyée au comité de sûreté générale. Il expliqua à ses collègues que ces persécutions étaient les suites d'une instruction pastorale de l'évêque Fauchet, distribuée avec profusion dans le département du Calvados. « Dans cette

¹ Arch. nationales, AF II^r, 1345. — Voir aussi *Journal des Amis*, p. 260 et suiv.

² Cet ecclésiastique venait, en effet, d'être déféré au conseil épiscopal, mais pour un motif autre que celui qui est ici mis en avant. Il était accusé d'avoir, dans une lettre adressée à son évêque, « professé l'hérésie des presbytériens et des acéphales ».

instruction, ajoutait-il, Fauchet défend à tous les curés de se marier et interdit ceux qui leur donneront la bénédiction nuptiale ». Alors, un membre, Maure, de l'Yonne, s'écrie brutalement : « Je ne vois pas pourquoi Fauchet, qui a des maîtresses, voudrait empêcher les autres de prendre une femme ¹ ».

Un autre député, Le Hardy, du Morbihan, observa que presque tous les évêques avaient enseigné la même doctrine, qu'il fallait donc généraliser la question et la renvoyer à l'examen du comité de législation, ce qui fut décidé.

L'évêque du Calvados n'était pas présent à cette séance ; il ne put, par là même, se justifier. Mais, relatant cet incident dans un des numéros de son journal, il y déclare qu'il ignore et le nom et le mariage du curé de Champ-du-Boult, que, par conséquent, il ne l'a point persécuté. Il estime, en effet, que « la simple déclaration des règles du sacerdoce catholique, règles morales et universelles, qui ne sont point son ouvrage et qu'il n'a point l'autorité de changer, ne peut paraître une persécution qu'à des persécuteurs eux-mêmes, qui veulent opprimer la liberté des cultes et des opinions religieuses ² ».

Pour le même motif, il ne lui fut pas possible de relever la grossière interruption de son collègue Maure ; mais celui-ci n'y perdit rien. A quelques jours de là, il le prit à partie dans son journal, le traitant de « vociférateur furieux », de « grossier personnage, qui n'a que la haine et jamais la raison sur les lèvres ».

L'évêque du Calvados ne se laissait point abattre par ces dénonciations et ces injures, et continuait courageusement de tenir tête aux énergumènes qui en voulaient, à la fois, à la religion et à la société. Il publia, dans le *Journal des Amis*, une lettre qu'un ancien membre du comité ecclésiastique à l'Assemblée nationale et l'un des pères de la Constitution civile du clergé, envoyé à la Convention par les électeurs du départe-

¹ V. Arch. parlementaires, t. XXIV, p. 311.

² *Journal des Amis*, p. 460.

tement des Bouches-du-Rhône, Durand de Maillane, avait écrite, le 6 février, au ministre de la justice, pour expliquer de quelle façon la loi sur le divorce et le mariage des prêtres devait être interprétée.

Ce célèbre jurisconsulte y explique que la Constituante s'est bornée à considérer le mariage comme un contrat civil ; ses lois, ses règlements ont été faits en conséquence et ne visent, en aucune façon, le mariage religieux. Par conséquent, l'autorité spirituelle représentée, d'après lui, par les seuls évêques, — la Constitution civile défendant de recourir au Pape, — « a conservé ses droits entiers ». « Les évêques et les curés ont absolument les mêmes droits et les mêmes pouvoirs qu'ils avaient auparavant ; c'est toujours à eux, et à eux seuls, de distribuer les sacrements, de juger de l'aptitude ou de l'indignité spirituelle et intérieure de ceux qui les demandent. Tout ce qu'ils font à cet égard n'intéresse en rien la société ; les citoyens n'ont point à s'en plaindre comme citoyens, et puisque, comme catholiques, ils désirent participer aux sacrements de l'Église, ils cesseraient de l'être ou de vouloir l'être s'ils n'obéissaient aux lois de la religion qu'ils professent ».

Il suit de là, au jugement du même législateur, que le Gouvernement doit laisser « les évêques et les curés entièrement libres dans l'administration des sacrements ».

Durand de Maillane observe, en terminant, que les membres de la Convention se trompent si, en accordant la liberté des cultes, ils croient se débarrasser de tous, et surtout du culte catholique, « culte qui date de loin et qui, dans la République, sur vingt-cinq millions d'âmes, est suivi par vingt-trois millions et plus ». Bien mieux : « la République elle-même a grandement besoin de ses préceptes pour l'amélioration des mœurs, et il importe au gouvernement lui-même d'attacher à l'autorité, à l'observation des lois l'intérêt même des consciences ¹ ».

C'était là le langage de la sagesse et de la raison ; mais un

¹ *Journal des Amis*, n° du 2 mars 1793, p. 397-416.

tel langage n'était plus entendu dans les conseils du Gouvernement qui présidait alors aux destinées de la France. Du moins, Durand de Maillane devenait, dans l'occurrence, pour l'évêque du Calvados, un auxiliaire précieux, en prêtant à ce dernier l'appui de son savoir et de son nom ; aussi, l'on s'explique que le prélat se soit empressé de reproduire dans son journal la « lettre » d'un homme aussi compétent, surtout si l'on réfléchit que Fauchet combattait à peu près seul, et qu'il ne pouvait compter, pour le soutenir dans cette lutte, sur ses collègues les Girondins. Bien loin de lui venir en aide, ces sceptiques et ces voltairiens montrèrent autant de zèle que les Montagnards pour imposer le mariage des prêtres à l'Église constitutionnelle.

L'évêque du Calvados eut cependant pour lui, dans cette grave question, les rédacteurs des *Nouvelles ecclésiastiques*, organe de l'Église constitutionnelle. Cette feuille prit résolument la défense de la Lettre pastorale dans son numéro du 3 avril 1793, tout en y glissant quelques critiques, lesquelles, d'ailleurs, ne portaient point sur les dispositions édictées dans la Lettre, pas plus que sur la doctrine qui y est exposée. L'article comprend plusieurs colonnes ; en voici le début :

« On distribue, depuis quelques mois, une Lettre pastorale de Claude Fauchet aux pasteurs et aux fidèles du diocèse. Cette Lettre est datée du 26 novembre 1792¹. M. Fauchet s'y qualifie « évêque par la grâce de Dieu et la volonté du peuple, dans la communion du Saint-Siège apostolique et dans » la charité du genre humain ». Sa charité est donc aussi universelle et, à cet égard du moins, aussi catholique qu'elle peut l'être. L'expression, dictée par les circonstances, est nouvelle, mais la chose signifiée ne l'est pas. Tous les bons pasteurs ont porté dans leur cœur, non seulement leur troupeau particulier, non seulement toute l'Église, mais encore l'universalité du genre humain, dont ils auraient voulu procurer le salut aux dépens même de leur vie² ».

¹ Le rédacteur commet ici une erreur : la lettre est datée du 28.

² *Nouvelles ecclésiastiques*, n° du 3 avril 1793, p. 53.

L'auteur de l'article analyse ensuite longuement la Lettre, dont il approuve et la doctrine et les dispositions. Il lui était difficile, toutefois, de ne pas parler, ne fût-ce que par simple allusion, du passage où l'évêque du Calvados s'applique à justifier sa conduite privée ; mais, alors, il lui fallait se prononcer dans la question : ou blâmer Fauchet ou l'absoudre. Le rédacteur eut le courage — assurément méritoire — de faire passer ce qu'il croyait être la vérité avant toute autre considération et de dire, sur ce point délicat, toute sa pensée, dût-il, par là, s'attirer l'animadversion du bouillant prélat. C'est un blâme sévère qu'il inflige à ce dernier, une leçon en règle qu'il lui donne, et cela au nom même des principes évangéliques. L'évêque s'était vanté d'avoir tenu compte de ce que réclament les « justes convenances ». Son censeur le reprend sur ce point ; il écrit :

« L'Évangile nous dit que si notre œil, notre main ou notre pied nous sont un sujet de scandale, nous devons les couper, les arracher et les jeter loin de nous. Ce n'est pas là une simple convenance, mais un précepte rigoureux. Un autre précepte non moins essentiel, c'est qu'en conséquence de l'amour que nous devons au prochain, nous devons pratiquer à son égard tout ce qui nous est prescrit pour nous, mais en évitant, avec le même soin, tout ce qui peut être pour lui un sujet de scandale ou autoriser ses désordres par notre exemple, et qu'il vaudrait mieux pour nous qu'on nous attachât au cou une meule de moulin et qu'on nous jetât dans la mer que de scandaliser les plus petits mêmes d'entre nos frères. Il n'est pas possible qu'il n'arrive des scandales ; mais malheur à celui par qui il en arrive ! Tel est le langage de la vérité éternelle, et quel sacrifice ne nous commande-t-elle pas par des anathèmes si terribles ! »

Le rédacteur termine par ce conseil charitable :

« Nous ne jugeons pas M. Fauchet, dont nous admirons les talents distingués et souvent l'excellent usage qu'il en fait ;

mais nous croyons que lorsqu'on n'a pas été assez heureux pour éviter de donner lieu au scandale, il faut être assez courageux pour le faire cesser, quoi qu'il en coûte ».

Fauchet ne pouvait rester sous le coup d'une telle condamnation, car on ne saurait donner un autre nom à l'article qu'on vient de lire : il écrit, deux jours après, 5 avril, « aux citoyens rédacteurs des *Nouvelles ecclésiastiques*, » une longue lettre dans laquelle il s'efforce d'établir que les anathèmes cités dans l'article ne peuvent s'appliquer à lui.

Les « citoyens rédacteurs » s'empressent d'insérer la lettre de l'évêque du Calvados, mais sans rien retirer du jugement exprimé sur sa conduite par l'auteur de l'article ; ils protestent seulement qu'ils sont « bien éloignés de le critiquer mal à propos ». Et, pour en donner la preuve, ils annoncent qu'ils « communiqueront au public la lettre qu'il leur a fait l'honneur de leur adresser ». Nous doutons fort que le prélat ait été très satisfait d'une « protestation » formulée dans ces termes. Il est certain que sa réponse, embarrassée, faite de distinctions et de subtilités, loin de le disculper, tendait plutôt à confirmer les reproches contenus dans la lettre.

Il distingue entre le scandale réellement donné, — que les théologiens appellent le scandale direct, — et le scandale injustement reçu. — que les mêmes théologiens désignent sous le nom de scandale pharisaïque. Il prétend que, dans l'Évangile, il s'agit du premier et non du second. « Autrement, dit-il, l'homme serait à la merci des méchants, qui se font un plaisir de tourner tout en poison et d'affecter de croire, sous le moindre prétexte, que les mœurs d'autrui sont aussi infâmes que les leurs. Il faudrait s'arracher l'œil, se couper le bras à tout propos ; ces gens-là ne nous laisseraient ni repos, ni trêve jusqu'à ce que, pièce à pièce, notre existence sur la terre fût entièrement détruite. Ce n'est sûrement pas cette imbécillité parfaite que nous prescrit l'Évangile ».

Il termine en affirmant que sa conduite est « conforme aux

droits d'un sentiment légitime, aux principes d'une religion pure et aux procédés d'une sagesse irréprochable¹ ».

Il est un autre genre de scandale dont l'évêque du Calvados ne parle pas, et qu'on est tenu, en conscience, d'éviter, c'est à savoir le scandale des faibles. Toute la question est de décider lequel, de ce dernier ou du scandale pharisaïque, il faut voir dans le cas présent. Pour le rédacteur des *Nouvelles ecclésiastiques*, il n'y a pas de doute : c'est le scandale des faibles ; — tel est aussi notre avis.

En réalité, la publication de sa Lettre pastorale et l'énergie déployée par lui à défendre les droits de l'Église et à combattre les Montagnards, voilà l'unique raison qui fera comprendre l'évêque du Calvados dans la proscription décrétée par le parti démagogique devenu triomphant. Une circonstance nouvelle allait aggraver sa situation et le compromettre encore plus aux yeux de ses ennemis.

Un vicaire de la paroisse Sainte-Marguerite, à Paris, nommé Aubert, avait contracté mariage. Il poussa même le cynisme jusqu'à se présenter, avec sa femme, le 12 mai 1792, à la barre de l'Assemblée législative. Grâce aux révolutionnaires les plus avancés, il avait réussi à se maintenir dans ses fonctions, malgré la réprobation des fidèles de la paroisse qui suivaient le culte des jureurs. Ces derniers, de concert avec le curé et les autres ecclésiastiques constitutionnels, demandèrent la destitution d'Aubert et du prêtre sacristain Bernard, qui lui avait donné la bénédiction nuptiale. Les Jacobins poussèrent des cris d'indignation ; mais les paroissiens constitutionnels de Sainte-Marguerite ne voulaient point de prêtre marié, et Aubert fut hué à l'autel. La section de Montreuil s'occupa de cette grave affaire. Aubert vint plaider sa cause devant elle et opposa à son curé la Constitution civile, « ce second Évangile qui ne reconnaît plus de vœux contraires à la nature ».

La section prit un long arrêté, par lequel elle prétendait

¹ *Nouvelles ecclésiastiques*, n° du 22 mai 1793, p. 82.

que la Constitution autorisait le mariage des prêtres, que c'était — on ne s'en serait jamais douté — « un moyen sûr de rétablir la religion et les mœurs ». Elle déclara improuver en tout point la conduite *inconstitutionnelle* du curé et de ses adhérents, ajoutant que « MM. Aubert et Bernard n'ont jamais été plus dignes de l'estime et de la confiance de leurs concitoyens, et qu'elle les maintient dans leurs places respectives ». Il fut arrêté, en outre, que cette délibération serait envoyée à l'évêque Gobel et à son conseil.

Gobel était trop lâche pour essayer de tenir tête aux révolutionnaires sur une question aussi brûlante. Il laissa Aubert et Bernard se disputer avec leur curé et officier à Sainte-Marguerite, au grand scandale de leurs propres fidèles. Le curé invita Fauchet, dont le Mandement contre le mariage des prêtres avait fait sensation et avait eu un grand retentissement, à venir prêcher dans son église. Le prélat se rendit à cette invitation et s'appliqua, dans son sermon, à réfuter ce faux principe, mis en avant et soutenu par les auteurs de l'athéisme, que « le mariage des prêtres, n'étant pas défendu par la Constitution, on n'avait pas le droit de repousser les prêtres mariés », et il montra qu'il menait aux conséquences les plus absurdes.

« Mes frères, dit-il, je dois vous prévenir que la religion défend bien des choses que la Constitution vous permet. Par exemple, la Constitution ne vous défend pas de vous faire juifs ou musulmans, mais votre conscience vous le permet-elle ? La Constitution ne vous défend pas de manger des viandes les vendredis et samedis, mais votre conscience vous le permet-elle ? La Constitution ne défend pas le mariage des prêtres, mais la conscience le permet-elle ? »

C'était le raisonnement du simple bon sens ; mais que peut le bon sens devant la passion ? Son langage ne saurait être entendu. Fauchet en fit l'expérience. Les partisans du mariage des prêtres l'accablèrent d'injures, et Aubert lui répondit par

un furieux libelle, dont il suffira de reproduire cet extrait pour en donner une idée :

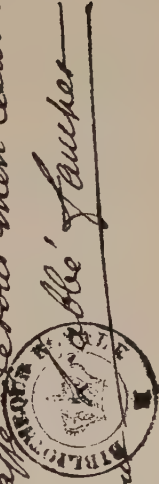
« C'est avec ces misérables sophismes, Fauchet, que, contre ta conscience, tu veux faire entendre qu'un prêtre ne peut pas se marier, quoique la loi le lui permette ! C'est avec de telles armes que tu cherches à enchaîner sous le joug honteux des préjugés les vainqueurs de la Bastille et les ennemis implacables des préjugés ! Il sont indignés contre toi, Fauchet. « Nous savons, disent ces vertueux citoyens, que la » loi ne défend pas absolument à Claude [Fauchet] de quitter » quelquefois son poste pour aller débiter ailleurs des cafarderies, mais sa conscience le lui permet-elle ? La loi ne lui » défendait pas d'être le vil panégyriste de l'assassin du peuple » [Louis XVI], mais sa conscience le lui permettait-elle ? La loi » ne lui défendait pas de blanchir le ministre Narbonne, mais » sa conscience le lui permettait-elle ? » Enfin, ils disent que la loi et la conscience me permettent d'avoir une épouse honnête, mais que ta loi et ta conscience te défendent, Fauchet, la fornication et l'adultère ¹ ».

Aubert resta donc vicaire ; plus tard, il fut élu, par le corps électoral du district de Paris, curé de Saint-Augustin. Le curé constitutionnel de Saint-Séverin et celui de Saint-Paul-Saint-Louis écrivirent aussitôt à l'évêque Gobel pour protester contre une pareille nomination et le conjurer de ne pas approuver le scandale, en accordant à l'élu l'institution canonique. « Ce choix, disait le premier, afflige les vrais chrétiens de cette ville. Tous les yeux vont être levés sur vous, citoyen évêque ; chacun va se demander comment se fera la proclamation ? Verra-t-on l'évêque métropolitain de la première église de France, ou un de ses vicaires, en son nom, venir, croix levée, à la tête de son clergé, chercher un prêtre contempteur public des lois du sacerdoce catholique, le

¹ Cité par LUDOVIC SCIOUT : *Histoire de la Constitution civile du Clergé*, t. III, p. 368. — Paris, 1881.

bon, cher et respectable ami; vous n'etes pas de ceux que je
 puis oublier: j'en ai différé de vous envoyer mon ouvrage
 sur la religion nationale, que parce que je voulais vous
 le donner relié: j'y joins un petit discours sur la liberté
 française qui m'a valu beaucoup des honneurs de nos
 amis en France. Le suffrage d'un sage serait préférable
 à tous ceux des enthousiastes du moment. j'aimerais mieux
 le votre que mille de ceux-là. j'ai à peine le temps de vous
 écrire ces lignes: j'écris continuellement à l'hôtel de ville.
 j'y fais un peu de bien, j'y empêche beaucoup de mal,
 mes forces faibles, le faux zèle des méchants jurent un
 affandeur funeste, je verserai à mon gosse j'en qu'à
 l'expiration. je vous embrasse de tout mon cœur.

à l'hôtel de ville le 2 août
 1789



Blé Fauchet

conduire processionnellement, l'introduire dans le chœur de l'église métropolitaine, et donner, pendant la célébration des saints mystères, une place d'honneur, parmi les prêtres du Seigneur, à un homme qui, suivant les saints canons, devrait être prosterné à la porte extérieure de cette même église ? » Il l'adjure de se « montrer évêque dans cette circonstance », et le renvoie à ce que dit, dans son journal, l'évêque du Calvados sur « le mariage des prêtres après leur ordination ». Il n'y a pas de doute, selon lui, qu'Aubert mérite, non seulement d'être réduit à la communion laïque, mais encore d'être traité « comme pécheur public, pour crime de concubinage¹ ».

« Concubinaire », le prêtre Aubert l'était assurément, au point de vue de la législation ecclésiastique ; il l'avait été également au point de vue de la législation civile, depuis l'époque où il avait contracté mariage, c'est-à-dire depuis le mois de mai 1792, jusqu'au moment où fut promulguée la loi du 20 septembre suivant autorisant le mariage des prêtres. Accorder l'institution canonique à cet ecclésiastique serait, fait observer le curé de Saint-Séverin, une « horreur ».

La lettre du curé de Saint-Paul n'est pas moins ferme. Pour lui, la nomination à la cure de Saint-Augustin du prêtre Aubert « est un scandale digne de larmes ». — « L'Église, écrit-il, attend de votre zèle, dans cette circonstance, la fermeté d'un Jean-Baptiste, le courage d'un Cyprien et d'un Basile. Les raisons d'une politique charnelle ne sont plus de saison. L'édifice de la foi s'écroule si, dans cette occasion, vous avez la faiblesse de vous prêter à l'infraction de la discipline dans un point aussi important ».

Il termine par ces graves paroles :

« Je fais à Dieu des vœux bien sincères pour qu'Il vous donne le courage de vous montrer digne de l'épiscopat, dans

¹ Cette lettre est du 6 mai 1793. Son auteur la rendit publique en l'adressant au rédacteur du *Journal des Amis*, qui l'inséra dans le n° du 18 mai.

un moment où l'intérêt de la religion est si fortement compromis, où chacun de nous devrait s'empresser de lui faire le sacrifice de sa vie ¹ ».

Hélas ! ces appels pressants ne devaient pas être entendus. L'acte que le curé de Saint-Séverin qualifiait d' « horreur » devait s'accomplir. Gobel n'eut pas le courage que lui souhaitait le curé de Saint-Paul : il accorda l'institution. Il ne s'en tint pas là : il poussa la lâcheté et l'indignité jusqu'à installer lui-même, en grande solennité, le prêtre infidèle. La femme de ce malheureux, en grande toilette, occupait une place d'honneur dans le chœur même de la maison de Dieu. Ceux qui se préparaient au culte de la déesse Raison et à la spoliation des édifices sacrés étaient dans la jubilation ; les constitutionnels, qui tenaient à leur Église, étaient consternés. Les curés assermentés de Sainte-Marguerite, Saint-Séverin, Saint-Paul et Saint-Sulpice : Lemaire, Leblanc-Beaulieu, Brugière et Mahieu rédigèrent une dénonciation contre Gobel, comme ayant manqué à tous ses devoirs d'évêque. Mais à qui s'adresser ? La raison et les conventions exigeaient que ce fût au Pape ; c'était dans l'ordre ; mais on avait rompu avec le Chef de l'Église. Ils prirent le parti de dénoncer l'odieuse conduite du métropolitain de Paris à tous les évêques constitutionnels de France. Sauf quelques éloges donnés à la Constitution civile, cette réclamation en faveur du célibat ecclésiastique, et contre la conduite de Gobel, est rédigée dans les principes de la plus pure orthodoxie. Ses auteurs se déclaraient convaincus que la discipline sur le mariage des prêtres « ne saurait être renversée et détruite en France sans entraîner, en même temps, la perte de la religion catholique ² ». Mais ceux qui soutenaient de pareilles doctrines étaient considérés comme

¹ *Journal des Amis*, numéro du 18 mai, *loc. cit.*

² SCIOUT. *Idem opus.*, *loc. cit.*

d'affreux « fanatiques ». Leur protestation fut étouffée par les cris de l'incrédulité triomphante.

Quant à l'évêque du Calvados, ses efforts ne parvinrent pas à empêcher les défections. Nous avons parlé du curé de Champ-du-Boult ; antérieurement à cette époque, en 1792, Fauchet s'était vu obligé de prononcer officiellement, pour des causes très graves, la destitution d'un de ses propres vicaires épiscopaux, Portalier, ancien religieux augustin du grand couvent de Paris, et de lui interdire l'exercice de toutes fonctions ecclésiastiques dans l'étendue de son diocèse. Portalier s'était retiré chez le curé de Saint-Jean de Caen, Gohier de Jumilly. Le curé de Saint-Jean, qui avait eu des prétentions à l'épiscopat et conservait rancune à Fauchet de l'avoir supplanté, fut bien aise de faire pièce à ce dernier en accueillant le vicaire épiscopal disgracié. Le conseil de l'évêque députa vers lui l'un de ses membres, Gasnier, pour l'informer des motifs qui avaient déterminé l'évêque à destituer Portalier et à l'interdire, et l'engager à ne point contrarier le prélat en admettant ledit Portalier à célébrer dans son église. Gohier répondit « qu'il se f... de l'évêque et de son conseil, qu'il était le maître dans son église, que Portalier lui convenait et qu'il célébrerait ». Et comme Gasnier insistait par de nouvelles représentations, le curé de Saint-Jean se saisit d'une espèce de sabre « damas » et menaça de lui couper le cou s'il ne sortait à l'instant ¹.

Toutefois, les peines canoniques édictées dans la Lettre pastorale de l'évêque du Calvados continrent dans le devoir beaucoup d'ecclésiastiques assermentés ; mais, après sa mort, ce fut une débâcle, et les vicaires épiscopaux donnèrent, les premiers, l'exemple de la défection. Plusieurs contractèrent des mariages sacrilèges. Simien Despréaux ouvrit la série. Il apporta dans cet acte une impudente ostentation. Le 25 frimaire an II (15 décembre 1793), il se présenta au Club de Bayeux, « accompagné de son épouse ». Ils eurent les hon-

¹ Récit d'un contemporain. Biblioth. de la ville de Bayeux. (Manuscrit 23).

neurs de la séance. Le « frère » Letual prononça, à cette occasion, un petit discours. Il dit « que la raison et la vérité avaient enfin dissipé la superstition et le mensonge, que le citoyen Despréaux venait présenter sa compagne à la Société et rendre publiquement hommage aux premières lois que doivent suivre tous les hommes, s'ils veulent trouver le bonheur ». Le citoyen Despréaux répondit qu'« il se promettait la félicité de son union avec une épouse vertueuse » ; il ajouta qu'ils se conduiraient, l'un et l'autre, « de manière à mériter l'estime publique ¹ ».

Au surplus, voici le jugement porté sur le conseil épiscopal du Calvados par un homme bien renseigné et non suspect ; nous voulons parler de l'abbé Bisson, second successeur de Fauchet comme évêque constitutionnel, et son admirateur :

« Les vicaires épiscopaux, dit-il, étrangers au diocèse, furent tous gens d'esprit et ardents patriotes ; mais, malheureusement, peu remplis de l'esprit de leur état. Il est vrai de dire, toutefois, que M. Bajot, premier vicaire, eut l'estime du diocèse ; mais presque tous les autres ont très mal tourné : les uns se sont mariés, d'autres ont pris le parti des armes ». Il ajoute, par exemple, — en constitutionnel impénitent qu'il est — que « d'autres se sont lâchement rétractés ». Et plus loin, parlant de la mort de Fauchet et des conséquences qu'elle eut pour la religion et l'exercice du culte dans le Calvados, il donne ces détails :

« Quand la tête fut tombée, le corps perdit sa force et sa consistance, et, après que le pasteur eût été frappé, les brebis se dispersèrent. Le presbytère qui desservait l'église cathédrale et qui, par son exemple et ses discours, devait raffermir le peuple et le clergé, fut le premier à se dissoudre. M. Bajot, le premier vicaire, se trouva si déconcerté qu'il n'eut plus le

¹ Arch. municip. de Bayeux. (Registres de la Société populaire).

courage d'exercer aucun ministère. Tous les autres prirent chacun leur parti, suivant leurs goûts et leurs passions, la plupart d'une manière peu édifiante¹ ».

Un autre ecclésiastique contemporain, Hébert, ancien curé de Morteaux et compétiteur de Fauchet, est encore plus explicite. Les détails fournis par ses *Mémoires* sont navrants. Après avoir dit que plusieurs ecclésiastiques du diocèse apostasièrent, il ajoute ce qui suit sur les vicaires épiscopaux :

« La ville de Bayeux vit avec peine le mariage de MM. Prudent Gasnier, Simien Despréaux, Pommier, Dabit, vicaires généraux du diocèse. De Baudre, curé de Saint-Exupère, fit profession publique d'irrégion et de matérialisme. M. Chaix d'Est-Ange, qui avait été un des premiers vicaires généraux de M. Fauchet, lequel l'avait amené de Paris, et qui était devenu curé de Saint-Étienne de Caen, donna ce scandale dans cette ville ; il voulait même célébrer [étant marié] les saints mystères ; mais les administrateurs du département lui firent dire que s'il arrivait quelques troubles à cette occasion, ils l'en feraient punir comme en étant l'auteur² ».

Ce dernier détail prouve au moins que si la conduite du curé de Saint-Étienne était approuvée des « purs » de la ville, elle soulevait la réprobation des honnêtes gens.

Cet autre passage des *Mémoires* jette un triste jour sur l'état de dégradation et de décomposition dans lequel était tombée l'Église constitutionnelle, sous les coups de la persécution qui s'était abattue sur elle :

« Les scandales ne cessèrent pas de se multiplier pendant toute cette année 1793. On entendit parler, dans tout le Royaume, d'apostasies et de mariages de prêtres, de religieux

¹ Manuscrit déjà cité, fol. 135.

² Biblioth. municip. de Falaise. (Manuscrit Hébert, n° 19).

et de religieuses. Il semble qu'un torrent de tous les vices avait inondé la France ».

S'il est permis de dire, d'une façon générale, que l'Eglise constitutionnelle s'effondra dans la boue et le mépris, le fait est particulièrement vrai pour le Calvados, et Fauchet en fut le premier responsable. En effet, sans parler de la hâte apportée par lui dans le choix des membres de son clergé et dans leur formation, plus d'un ecclésiastique de ce diocèse s'autorisa des fâcheux soupçons auxquels la Lettre pastorale du 28 novembre 1792 avait donné lieu, ainsi que des antécédents révolutionnaires du prélat, pour fouler aux pieds les obligations sacrées de son sacerdoce. Dans la suite, comme on a pu déjà s'en convaincre, l'évêque constitutionnel revint à une conscience plus nette de ses devoirs. A l'époque où nous sommes parvenus, il semble même s'être totalement ressaisi. Trop tard ! Le monstre révolutionnaire, dont il a flatté les instincts, le guette et n'attend que le moment propice pour en faire sa proie.

CHAPITRE XX

IL EST PROSCRIT AVEC LES GIRONDINS

Fauchet poursuit, dans le « Journal des Amis », sa campagne contre les Montagnards et leurs partisans. — Il est impliqué de complicité dans l'attentat de Charlotte Corday, puis décrété d'accusation avec les Girondins, et interné à l'Abbaye.

Le procès de Louis XVI avait accentué la division qui existait entre les deux factions rivales, la Montagne et la Gironde ; la puissance vraiment dictatoriale exercée alors par la Commune de Paris fut cause qu'elle parvint bientôt à l'état aigu. Les Girondins redoutaient cette puissance ; ils auraient voulu assimiler Paris aux autres départements et le réduire « à un quatre-vingt-troisième d'influence ». Les Montagnards, au contraire, cherchaient à maintenir la dictature de la Commune, voire même à la renforcer : c'était leur intérêt. N'est-ce pas de la Commune qu'ils tenaient toute leur force ? Elle et eux marchaient de concert. L'évêque du Calvados partageait, sur ce point, l'opinion des Girondins. Aussi, dans son *Journal des Amis*, il proteste avec énergie contre la puissance que la Commune s'est arrogée, puissance qui fait d'elle l'arbitre, non seulement de Paris, mais de la France, et semble mettre l'Assemblée des représentants de la nation à sa merci. Il écrivait, le 2 mars 1793 :

« Laissez encore Paris six mois dans l'état d'anarchie où il

se trouve, et les méchants, en force, y égorgeront les gens de bien qui n'auront pas fui son enceinte ; tout y sera dévasté ; ses féroces dominateurs finiront par s'entre-dévorer les uns les autres ¹ ». En tenant ce langage, Fauchet faisait preuve d'une clairvoyance vraiment remarquable.

Citons encore cette page, pleine d'un souffle tout lyrique, et dans laquelle on peut voir un tableau malheureusement trop vrai :

« O Ville des 2, 3 et 4 septembre ! Ville qui as souffert et qui supportes les plus atroces ordonnateurs de meurtres, les plus monstrueux exécuteurs d'assassinats, les plus infâmes déprédateurs des dépouilles des temples dévastés, des prêtres égorgés, des citoyens entassés et ensuite coupés en pièces dans les prisons ; les inventeurs et les consommateurs de crimes inconnus à l'enfer même ; cette poignée de tyrans nouveaux, tous impunis, tous inviolables, tous exécrés, tous rayonnant de l'espoir de crimes plus grands encore ! Ville abreuvée de tant d'infamies, navrée de tant d'horreurs et plongée toujours dans une inertie profonde, dans une stupeur mortelle, réveille-toi soudain ! Lève-toi, grande, vertueuse, vengeresse de la liberté profanée, ou tu périras, tu es effacée de dessus la terre ! Dieu du genre humain, écarte ce malheur qui plongerait les destinées de la République, libératrice du monde, dans un long chaos, et reculerait l'instant de la régénération universelle ; élève le génie et le courage des représentants de la France ; donne par eux, donne à l'instant des lois à la liberté, des niveaux à l'égalité, des mœurs, oui, des mœurs républicaines à la ville centrale des nations... Sinon, l'engloutissement de Paris s'apprête ; des tempêtes épouvantables battront le vaisseau de la République naissante et noieront, pour longtemps, les espérances du globe ; le bonheur général ne sera pas goûté par nous, et nos neveux n'en jouiront qu'après nos incalculables malheurs ² ».

¹ *Journal des Amis*, n° 9 du 2 mars 1793, p. 386.

² *Ibid.*, loc. cit.

Fauchet, comme on peut le remarquer, avait une perception très nette des dangers que faisait courir à la République le despotisme de la Commune de Paris. Il parle ensuite de l'urgence qu'il y a à organiser celle-ci sur de nouvelles bases, et propose tout un plan d'organisation.

Dans le numéro suivant, il revient sur le même sujet ; d'après lui, on le sent, c'est une question capitale, une question de vie ou de mort pour la République et pour la France. La licence des mœurs était alors à son comble ; la corruption et le dévergondage s'étaient au grand jour ; les propositions les plus incendiaires et les plus criminelles se débitaient impunément à tous les carrefours et étaient acclamées ; la voie publique était ainsi devenue une école d'immoralité et de vice. Fauchet demande qu'une digue soit opposée, au plus tôt, à ce fleuve qui menace de tout submerger sous ses flots fangeux ; une répression sévère s'impose. Ce qu'il faut, selon lui, c'est une loi punissant, « par la peine de réclusion pendant six mois, dans une maison de correction, — et pour plus longtemps, en cas de récidive, — les marchands qui étalent, en estampes, en tableaux et en livres, des obscénités, des atrocités, tout ce qui inspire le goût de l'infamie et du crime... Même loi pour les spectacles, même loi pour les acteurs, même loi pour les Sociétés populaires¹ ».

Il prévoit l'objection et il y répond aussitôt : « On crie, dit-il, — et, sans doute, je crie aussi haut que personne : *Liberté de la presse, liberté de la communication de la pensée !* Mais *liberté* dit si peu *licence* que licence et liberté s'anéantissent mutuellement. Il est permis d'enseigner l'erreur quand elle est enseignée de bonne foi, l'homme sincère pouvant la prendre pour la vérité ; d'autres hommes la dissiperont ; mais il n'est jamais permis d'enseigner le crime, le meurtre, l'impudeur, la violation des droits ; car, ici, ce n'est plus l'erreur, c'est le vice ; ce n'est plus un esprit déçu qui s'égare, c'est un cœur dépravé qui veut corrompre ; ce n'est plus une âme

¹ *Journal des Amis*, n° 9 du 2 mars 1793, p. 440.

honnête qui s'abuse dans ses idées, c'est un satyre qui invite à l'infamie ; c'est un scélérat qui familiarise avec le brigandage ».

Nous avons parlé déjà des violences de plume reprochées à l'évêque du Calvados. On faisait observer, à ce propos, que son journal ne justifiait pas son titre, et qu'au lieu de *Journal des Amis*, c'est *Journal des Ennemis* qu'il eût mérité d'être appelé. Voici sa réplique ; elle constitue une belle page d'éloquence :

« ...Mais c'est aux amis de la nature, de la société, de la patrie, de la liberté véritable, de la véritable égalité, de la religion et de la morale que je l'adresse ; c'est de ceux pour qui je le compose qu'il prend son nom ; ceux-là sont les *amis* par excellence : il n'est qu'eux qui sachent aimer. J'y dois faire la guerre à nos adversaires, qui sont ceux de toute espèce de vérité, de bien, de justice et de bonheur public ; ce sont les *ennemis* de tout ce qui est aimable : ils ne savent que haïr. Le *Journal des Amis* doit donc les combattre, car l'amitié combat la haine, comme la lumière les ténèbres et la vertu le crime. Vienne le moment où je n'aurai que des frères à bénir, des républicains à honorer, de belles actions à peindre, et la liberté, dans ses jours de décence et de gloire, à célébrer ; alors mon âme nagera dans son élément ; mon génie aura des ailes caressantes ; des images heureuses naîtront de mon pinceau ; je ne sentirai que le bonheur des hommes ; je n'exprimerai que lui ¹ ».

Ce qui exaspérait surtout Fauchet et excitait son indignation, c'était la lâcheté des riches. Pour conserver leurs propriétés, ils ne rougissaient pas de s'abaisser et de se faire les vils courtisans des « scélérats » au pouvoir. Cette poltronnerie n'avait d'égale que l'audace des hommes en guenilles à la solde des maîtres du jour et formant

¹ *Journal des Amis*, p. 451.

comme leur garde du corps, « fainéants pauvres, qui trouvent plus doux de gagner leur vie par le crime que par le travail, et qui abhorrent d'autant plus le pain de la loi, qui s'obtient en se rendant utiles, qu'ils ont goûté le suc de la licence, lequel se recueille en se constituant voleurs ». « Voilà, ajoute l'intrépide journaliste, les disciples de nos souverains maîtres en anarchie¹ ».

A cette époque, commençaient déjà les scènes d'impiété et de vandalisme dont les églises furent le théâtre. Il décrit ainsi les actes monstrueux accomplis par la populace égarée, véritable armée du désordre :

« Ils dévastent les monuments du génie; ils mutilent les chefs-d'œuvre de l'art; ils pillent les temples jusque dans les tombeaux; ils font leurs déjections sur les tribunes saintes, sur les autels. Dans tous les lieux où ils portent leurs pas, on ne trouve que dévastations et infection; ils avilissent, ils dégradent, ils ravalent à l'infamie jusqu'au langage. O la belle langue philosophique et sociale qui ne parle plus que de *sans-culottes*, de *sans-culotterie*, de *sans-culottisme*! C'est la turpitude à nu, c'est l'immoralité dans son ordure ».

Fauchet n'hésite pas à affirmer que ces horreurs sont une conséquence de l'athéisme. On avait prêché l'irréligion, on en recueillait les fruits. « O hommes, écrit-il, ô Français, telle est la férocité, telle est l'infamie où l'on descend quand on abjure toute religion! L'humanité n'est plus rien qu'un prétexte pour détruire, et la morale qu'on invoque consiste à outrer tous les vices ».

Sur ces entrefaites, le 9 mars, la Convention rendit un décret défendant aux députés « de cumuler les fonctions de journaliste avec celles de représentant du peuple », sous prétexte que c'était un cumul de bénéfices. Pour obéir à ce

¹ *Journal des Amis*, p. 484.

décret liberticide, Fauchet dut suspendre la publication de son journal. Ce périodique ne l'avait cependant pas enrichi. Il avoue que, pour le soutenir, il avait dû avancer plus de quinze cents livres. Le nombre des souscripteurs, qui allait sans cesse en augmentant, aurait pu, dans un prochain avenir, couvrir ses frais ; mais, par suite du décret en question, ceux-ci lui restaient pour compte. « C'est, observe-t-il, le moindre inconvénient ». Il espérait bien que cette loi, qui violait si ouvertement la liberté de la presse, ne tarderait pas à être rapportée ; mais, si elle ne l'était pas, il prévient qu'au bout de six semaines il renverra « aux souscripteurs de plus de trois mois la somme qui leur revient ». « Ceux, ajoute-t-il, qui voudront avoir cette remise plus tôt peuvent m'écrire, ils la recevront sans délai ¹ ». Il était difficile de pousser plus loin le désintéressement et la générosité. Fauchet donnait là un exemple qui n'a guère été imité dans la suite, autant que nous sachions, par les auteurs d'entreprises similaires.

A la séance de la Convention du 13 avril, Fauchet vota « oui » dans le scrutin par appel nominal sur cette question : « Y a-t-il lieu à accusation contre Marat, membre de la Convention nationale ? » et motiva ainsi son opinion :

« J'ai défendu Marat contre La Fayette ; je le défendrai encore plus volontiers contre Dumouriez devenu traître ; mais je ne le défendrai pas contre la justice, la morale, la liberté, la République. Il a prêché le pillage, la désorganisation et le meurtre ; il a écrit textuellement qu'il fallait un maître à la France ; je vote pour le décret d'accusation ² ».

Ce vote, les maratistes ne le lui pardonneront pas et chercheront à s'en venger.

Deux jours plus tard, 15 avril, le maire de Paris, Pache, se présente à la barre de la Convention, et, au nom des

¹ *Journal des Amis*, 1^{re} série, p. 528.

² Archives parlam., 1^{re} série, t. LXII, p. 51.

quarante-huit sections de la capitale, lit une Adresse contenant la demande d'une sorte de déchéance légale de vingt-deux députés « brissotins », parmi lesquels l'évêque du Calvados, comme « coupables de félonie envers le peuple ».

Le 20, Fauchet monta à la tribune pour se disculper ; il prononça, ce jour-là, un de ses plus éloquents discours. Ni le *Moniteur*, ni aucun autre journal quotidien ne nous en ont transmis le moindre extrait ; heureusement, il a été inséré en entier dans le n° 12 du *Journal des Amis*¹ ; on en trouve aussi une édition aux Archives nationales².

Fauchet se défendit avec fierté et fut terrible contre ses accusateurs.

« J'observe d'abord à mes adversaires, dit-il, que les adhésions du petit troupeau mi-partie de factieux et d'imbéciles qui composent, dans certaines occasions préparées, ce qu'ils appellent l'assemblée générale des sections de Paris, ne prouvent rien autre chose que l'aveugle rage des proscriptionnaires en chef et la stupide férocité de deux ou trois cents cannibales qu'ils appellent le peuple par excellence. Ces souverains-là, pourvu qu'on leur dise : « Voilà des têtes à couper et du sang à boire », s'écrient : « Cela est excellent, nous adhérons ! » Mais encore, augustes, éléments et souverains seigneurs, faudrait-il savoir pourquoi cette tête-ci plutôt que celle-là, pourquoi le sang de ce vainqueur de la Bastille plutôt que celui des Orléanistes ! Je sais bien qu'il vous faut une boucherie, parce que rien ne défend mieux nos frontières que les massacres qui se font dans cette ville centrale et ne sert mieux la République que le carnage des Brissotins, des Girondins et des Rolandins qui veulent, non pas en paroles, mais en effet, par l'action régulière des lois et par les résul-

¹ *Journal des Amis*, 1^{re} série, p. 529-542.

² *Claude Fauchet à la Convention nationale. — Discours prononcé le 20 avril 1793* ; in-8°. s. l. n. d., 16 pages. (Arch. nat., ALXVIII, 30).

tats infaillibles de l'ordre, la République une et indivisible. A la bonne heure ! la conséquence coule du principe ; reste cependant encore à savoir pourquoi, dans cette majorité brissotine, rolandine et girondine, moi, qui n'ai jamais déjeuné chez Brissot, diné chez Roland, ni soupé avec la Gironde, je me trouve dans la liste des honorables vingt-deux qui obtiennent une si flatteuse distinction. Proscripteurs, vous n'avez pas voulu dire vos motifs, il faut que je les dise. Adhérents, vous n'avez pas su pourquoi, je vais vous l'apprendre ; le tribunal révolutionnaire saura alors comment procéder, et si l'on se passe de son intervention pour ce grand acte de justice qui menace nos têtes, le souverain massacreur saura au moins pour quelle raison il fera tomber la mienne ».

L'évêque du Calvados fait observer qu'une des singularités de sa destinée « est d'avoir été placé sur toutes les listes de proscription des anciens tyrans et des tyrans nouveaux, des aristocrates monarchistes et des aristocrates anarchistes, des fanatiques réfractaires et des fanatiques impies » :

« J'ai contre moi, dit-il, les rois et les Jacobins, les nobles et les ignobles, les prêtres du Capitole et ceux de la Montagne, les dévots et les indévots ; les traîtres d'un côté, les traîtres de l'autre. Qui que ce soit de ces gens-là qui réussisse, je suis victime. Excusez, bons citoyens, je n'ai pour moi que vous, c'est-à-dire la République ; si elle ne se réalise pas, ces messieurs despotes, rois ou régulateurs, rempliront mon serment : j'aurai la mort, et je finirai avec empressement une existence que la liberté seule pouvait rendre heureuse ».

Ses « crimes », — crimes « impardonnables », — sont la prise de la Bastille, la présidence de la police de Paris pendant les premiers mois de la Révolution, « police tellement exacte et sage que jamais il n'y eut plus d'ordre et moins de délits dans cette grande cité que dans ces moments orageux » ; quatre nominations successives à la présidence de la Commune de Paris ; l'honneur d'avoir vu poser sur sa tête la pre-

mière couronne civique accordée, en France, à un citoyen ; « les premiers discours républicains qui aient retenti dans les chaires évangéliques », et dont les succès lui attirèrent des haines qui ne s'éteindront point et des jalousies que son silence même, et l'abandon qu'il fait de toutes les tribunes aux déclamateurs qui s'en emparent, ne peuvent calmer. Ses « crimes » sont les assemblées régulières, pendant l'espace de six mois, de dix mille auditeurs dans l'immense local du cirque du Palais-Royal, où il développait tous les principes de l'ordre social. « Voilà, citoyens, s'écrie-t-il, mes plus grands crimes ; ceux-là, aucun des despotes et des ambitieux de tous les partis ne peut me les pardonner. Je me suis enveloppé dans l'obscurité la plus attentive ; je n'ai choqué les prétentions d'aucun talent ; on ne m'a pas vu briguer la présidence ni la plus légère distinction ; n'importe, la France et l'Europe ont su que je suis un homme et que mes preuves sont faites. Les demi-hommes qui se croient des géants ont peur qu'on ne s'en souvienne ; ils voudraient m'anéantir ».

Il aborde ensuite les griefs qui lui sont imputés dans l'acte d'accusation, et qui se réduisent aux suivants : Il a blanchi Narbonne dans le rapport qu'il fut chargé de faire sur l'administration de ce ministre ; il a voulu « sauver le tyran » ; il a fait un journal où il s'élève avec véhémence contre ceux qu'il n'hésite pas à appeler factieux, et qui, selon lui, « violent chaque jour la représentation nationale, pervertissent les mœurs du peuple et outragent la sainteté de la nature » ; enfin, — crime irrémissible, — il est un « fanatique ».

Au sujet du ministre Narbonne, Fauchet répète ce qu'il a dit autrefois, qu'il n'a fait qu'exprimer la pensée des membres du Comité militaire et du Comité de surveillance, qu'il s'est borné au rôle de simple rapporteur. Pour ce qui est de Louis XVI, il a voulu, dit-il, sauver, non « le tyran », mais « l'homme misérable » et réduit à l'impuissance. Il y a les attaques auxquelles il s'est livré dans son journal. « J'y ai fait sans doute, convient-il, des portraits d'une affreuse vérité ; car, moi aussi, je suis peintre ; c'est, paraît-il, un crime. La réputation du duc d'Orléans était couverte de boue, je l'y ai

enfoncee plus avant. Des physionomies d'une bêtise amère ou d'une atrocité effroyable, et qui s'élèvent sur la société comme pour faire reculer de nous la nature, je les ai burinées pour les siècles ; elles iront épouvanter les dernières générations. Il me reste encore quelques coups de pinceau à donner, quelques traits de burin à enfoncer pour finir ces ressemblances. Que les porteurs de ces figures-là se hâtent de m'immoler, sinon j'achèverai de les peindre. Je ne proscriis pas les personnes, je n'appelle pas les poignards, je ne bois pas le sang, mais je proscriis les crimes, j'appelle la publique horreur et je dévore les réputations des scélérats. Vous jugez, citoyens, combien ils doivent me haïr, et quelle délicieuse curée ils aimeraient à faire de ma vie ! »

Il lui reste un dernier « crime » à reconnaître : il est « un fanatique » ! Une accusation aussi surprenante lui suggère cette réflexion caustique : « La Cour des Tuileries, la Cour de Rome, les aristocrates et les réfractaires ne le croyaient pas ». Il consent néanmoins à s'expliquer franchement sur ce point. Son fanatisme ? il expose en deux mots à quoi il se réduit : A professer la religion dont il est le ministre. « Je serais un bien lâche scélérat, s'écrie-t-il alors, dans un mouvement de noble fierté et de sainte indignation, si j'avais accepté le ministère d'une religion dont les principes ne seraient pas dans ma conscience ».

Il termine par cette courageuse déclaration, qui est comme un défi jeté à ses proscriptionnaires :

« Toutes les persécutions ne me détacheront pas plus de la religion que de la liberté. Je défendrai l'une et l'autre au péril de mes jours ; je mourrai, avec un égal dévouement, pour ma foi et pour ma patrie.

» J'ai dit mes crimes ; j'attends l'effet de la proscription ; je ne demande point vengeance, mais justice, à mes concitoyens ».

Fauchet informe les lecteurs de son journal que « la majorité de l'Assemblée a écouté ce discours favorablement et l'a

fréquemment interrompu par les marques les plus sensibles de son approbation ». Elle manifesta ses sentiments, en décrétant qu'elle désapprouvait, « comme injurieuse », la pétition qui dénonçait vingt-deux de ses membres.

La prévision de Fauchet relative au retrait du décret qui l'avait obligé de suspendre la publication de son journal se réalisa. Ce décret fut effectivement rapporté un mois après, et l'intrépide champion de la liberté put reprendre la lutte et combattre avec sa plume. Le discours que nous venons d'analyser tint lieu aux abonnés de 12^e numéro. Dans un avertissement annexé au même discours, Fauchet informe le public qu'il ne compte que deux cents souscripteurs et qu'il lui en faudrait cinq cents pour qu'il pût arriver à couvrir ses frais. « Aucune liste civile, explique-t-il, ne vient à mon secours ; je les ai toutes en horreur, et, cette horreur-là, les dispensateurs me la rendent bien. Je n'ai pour moi que les listes de proscription ; mais c'est de l'honneur tout pur, et dont le profit ne consiste que dans la publique estime ». En conséquence — et jusqu'à nouvel ordre — chaque numéro ne comprendra plus que trente-deux pages, au lieu de quarante-huit ; mais le journal n'en continuera pas moins d'« être, avec intrépidité, le vengeur de la liberté républicaine et religieuse ¹ ».

Le croirait-on ? Au milieu de tous ces orages, l'ancien procureur des Amis de la Vérité caressait toujours ses rêves de régénération sociale. Le *Journal des Amis* nous en fournit la preuve. Fauchet y suppose un dialogue entre un « républicain de la Plaine » et un « politique de la Montagne ». On devine sans peine que le « républicain de la Plaine » n'est autre que lui-même ; ce dernier fait appel à toute la force du raisonnement pour essayer de convertir son contradicteur ; on pense bien qu'il y réussit. « J'avoue, dit-il, que vos philosophes de la Plaine sont tout aussi entichés de leur orgueil d'irréligion et de leur suprématie d'impiété que les despotes de

¹ *Journal des Amis*, n° 12, p. 543.

la Montagne ; mais je ne pense pas pour cela que leurs vues soient identiques et qu'ils en tirent les mêmes conséquences. Je suis persuadé qu'ils croient la suppression du culte compatible avec le règne des lois, des mœurs et de la liberté. Ils s'abusent affreusement... Mais enfin, j'ai la conviction qu'ils veulent une République effective, une pure démocratie, dans laquelle ils ne prétendent exercer d'autre domination que celle où le génie peut aspirer. Cette République se réalisera sur des bases solides que l'amour-propre d'opinion leur fait méconnaître ; cette démocratie sera consommée par la religion même qu'ils ont le malheur de dédaigner et de proscrire¹ ».

Comme on le voit, les espérances mystiques de Fauchet résistaient aux événements. Dieu sait pourtant si ceux-ci allaient à l'encontre de ses théories et quels cruels démentis ils leur infligeaient ! C'était le temps où l'on assistait au déchainement des passions antireligieuses et où l'on se préparait à inaugurer le culte de la déesse Raison dans les églises désaffectées, qui allaient bientôt servir de théâtres aux plus honteuses orgies.

L'Adresse des quarante-huit sections de Paris souleva l'indignation des « patriotes » du Calvados. Ils crurent devoir protester contre les divisions qui déchiraient la Convention et rappeler celle-ci à ses devoirs. L'initiative de cette démarche fut prise par le conseil général du département. Il rédigea une Adresse qui reçut l'approbation, dûment attestée, des membres du tribunal criminel, de l'administration du district et de la Société populaire de Caen. La pièce commence ainsi :

« Sauvez-nous, vous pouvez nous sauver ! Tel est le cri de la France. N'aurait-il pas été entendu ?

» Représentants du peuple, nous allons vous dire la vérité. Vos divisions font tous nos malheurs. C'est un

¹ *Journal des Amis*, n° 13, du 4 mai 1792, 2^e série, p. 17.

Marat, un Robespierre, un Danton qui, toujours, vous occupent et vous agitent ; et vous oubliez que tout un peuple souffre, s'inquiète, attend un soulagement et des lois. Est-ce bien quand l'ennemi est aux portes de Rome que le Sénat doit délibérer s'il faut s'assurer ou non de Catilina et de ses complices ? Entre la justice et le crime, un républicain n'a pas à choisir ».

Les auteurs et signataires de l'Adresse appartenaient au parti des Girondins ; ils auraient voulu — et ils le disaient expressément — que la Convention se débarrassât des chefs de la Montagne et brisât la puissance de celle-ci en la décapitant. Pour n'avoir pas suivi ce conseil, c'est la Gironde, au contraire, qui sera décapitée par sa rivale, la Montagne.

La représentation nationale était sans cesse insultée par les fauteurs de désordre à la solde des Jacobins ; des cris de mort, poussés par les partisans de Danton, Marat et Robespierre, retentissaient, chaque jour, aux abords de la Convention, à l'adresse de ses membres. C'est à cette situation qu'il est fait allusion dans ce passage belliqueux de l'Adresse :

« Ils nous répondront sur leurs têtes, n'en doutez pas, des malheurs qui pourraient vous arriver, ceux-là qui ont dit à leurs partisans qu'il fallait vous égorger. — Vous égorger !... Les lâches ! ils n'ont que des poignards ; mais, nous, nous avons des baïonnettes, et surtout du courage et de l'intrépidité !... »

» Vous serez respectés, représentants du peuple ! Voilà notre volonté ; car, nous aussi, nous avons notre volonté, et sans doute qu'on ne prétendra pas nous l'ôter. Osez seulement punir les factieux, les conspirateurs, les ambitieux, et si quelqu'un s'oppose à l'exécution de vos décrets, nous sommes là pour vous seconder. Il nous faut la liberté ; il nous faut une Constitution ; il nous faut de sages lois ; mais il faut aussi que les méchants se taisent et que le peuple soit sauvé ¹ ».

¹ *Journal des Amis*, n° 13, 2^e série, p. 27.

L'Adresse fut imprimée et envoyée aux municipalités du Calvados, aux quatre-vingt-trois départements et aux Sociétés populaires de France.

Il y a tout lieu de supposer que la démarche des administrations civiles de Caen fut provoquée par Fauchet lui-même, qui aurait voulu, par ce moyen, stimuler le courage des irrésolus de la Convention. Nous ferons remarquer que la municipalité de la ville de Caen s'abstint de donner son adhésion. Cette abstention est significative; elle prouve que les membres qui la composaient appartenaient au parti avancé de la Montagne.

Le n° 14 du *Journal des Amis* contient un discours de l'évêque du Calvados sur « *les malheurs de la République et les remèdes à ses maux* ». L'auteur se proposait de prononcer ce discours à la Convention, mais il explique qu'il n'en put trouver l'occasion; à défaut de ses collègues, il en fit profiter ses lecteurs. En vérité, si Fauchet n'avait pas eu un journal à sa disposition pour y jeter ses pensées, un cerveau sans cesse en ébullition comme le sien eût été exposé à éclater. Le but de ce discours était de signaler les dangers que les partis extrêmes faisaient courir à la France, et aussi d'indiquer les remèdes réclamés par la situation. Fauchet a la perception très nette des maux qui menacent sa patrie; il entrevoit l'abîme où les violents veulent l'entraîner. Plût à Dieu que ses avertissements eussent été entendus! Ils auraient épargné bien des malheurs. Mais la Convention semble avoir été prise alors de vertige, et le prélat constitutionnel est condamné à remplir le rôle ingrat de Cassandre. Voici quelques passages de son discours :

« Aujourd'hui que la République est déclarée une et indivisible, aujourd'hui qu'elle est évidemment voulue par l'universalité des représentants de la nation, on osera prodiguer les qualifications odieuses de *modérantisme*, de *feuillantisme*, et — Dieu me pardonne! — de *royalisme* aux hommes sensés, aux vrais citoyens qui veulent l'établissement de l'ordre, le règne de la loi et la sage tenue du gouvernement! Mais où

veut-on donc aller, et quels sont donc les desseins de ces hommes qui veulent éterniser dans l'Etat le mouvement révolutionnaire? Quelle est la révolution qu'on veut faire encore? Dans le champ de la liberté, il n'en est plus aucune de possible; il ne s'agit plus que de l'enclore et de travailler sagement pour le bonheur public. Dans le champ de l'anarchie, il est vrai, il reste encore un pas à faire, mais il n'en reste plus qu'un: c'est, non point l'égalisation, — elle est impossible, — mais le pillage des propriétés, et, avec lui, la destruction absolue de la société toute entière. Est-ce là, enfin, où l'on veut nous conduire? Non? Eh bien! c'est donc au despotisme? car il n'y a pas de milieu: par delà la liberté véritable, il ne reste que la mort de tous dans l'anarchie, ou un tyran pour dominer les restes d'une nation désespérée... Il n'y a donc plus, citoyens, il ne peut plus y avoir de révolutionnaires de bonne foi; ceux qui veulent encore une Révolution sont manifestement des contre-révolutionnaires¹ ».

Il caractérise admirablement les deux partis qui se disputaient le pouvoir, à cette époque, le parti de la Gironde et celui de la Montagne, avec les différences qui les séparaient :

« Oui, sans doute, poursuit-il, il y a deux partis dans la Convention nationale; mais il n'y en a que deux où chacun apporte les nuances de son caractère: ceux qui veulent une Constitution républicaine et ceux qui n'en veulent point; ceux qui désirent l'ordre et ceux qui ne le désirent pas; ceux qui abhorrent l'anarchie autant que la royauté et ceux qui aiment l'anarchie pour arriver au despotisme; ceux qui disent: « La Révolution est faite, arrêtons-nous, couronnons la » liberté », et ceux qui crient: « La Révolution faite ne suffit » pas, allons plus loin, couronnons la licence »; ceux, enfin, qui conspirent ouvertement pour cette Révolution nouvelle —

¹ *Journal des Amis*, 2^e série, p. 36.

qui ne peut plus être qu'une contre-révolution — et qui s'appellent exclusivement les *patriotes*, et ceux qui n'aspirent manifestement qu'à la prompte institution d'un sage gouvernement démocratique, et que les anarchistes nomment impudemment des *conspirateurs*. Voilà les deux partis : la vie de la liberté d'une part, la mort de la liberté de l'autre, et chacun appelant sa cause contradictoire la cause de la liberté. Citoyens, comme on vous abuse ! République, comme on te sacrifie ! Patrie, comme on t'immole ! »

Suit un tableau fidèle du travail de dissolution qui s'accomplit en France, grâce à la licence octroyée aux désorganiseurs. On croirait entendre Cicéron dénonçant Catilina et ses conjurés, et reprochant au Sénat sa faiblesse coupable à l'égard des ennemis de la patrie et de la République :

« Ces déterminés ennemis de la France sont connus. O liberté ! ils sont connus et ils dominent, et ils proscrivent, et ils marquent du geste, de la voix, du poignard leurs victimes ! Pères de la République, nous nous taisons devant eux ou nous ne jetons que des clameurs impuissantes. Nous croyons avoir gagné beaucoup quand nous avons évité une fois l'égorgeement de la patrie ; nous ne faisons rien de viril pour les réprimer ; nous les laissons remuer leurs trames liberticides ; nous leur donnons le temps de remonter leurs machinations meurtrières. Ils rient de nos vains efforts ; ils se jouent de nos restes d'espérance ; ils insultent à nos palliatifs insensés. Attendez encore un mois, une semaine, un jour peut-être, et vous ne pleurerez plus la patrie, vous serez morts avec elle ».

Cette sinistre prédiction devait se réaliser à la lettre. Bientôt, nous verrons la Gironde décapitée, et, sur les ruines de cette rivale redoutable, la Montagne asseoir sa tyrannie sanglante. Mais ce que déplorait surtout l'évêque Fauchet, c'était la guerre faite à la religion ; il y voyait, pour la France, le plus grand des dangers. On remplaçait, selon ses expres-

sions, le « fanatisme de la superstition » par le « fanatisme de l'impiété ». Il comprend, jusqu'à un certain point, que des philosophes s'abstiennent de « mettre une religion exclusive dans les lois », mais, fait-il observer, « ils doivent encore moins mettre les lois dans une exclusive irrégion ». Et il ajoute : « C'est vouloir dissoudre les éléments de la liberté même ; c'est non seulement irriter le fanatisme, mais soulever le fond des consciences contre l'oppression la plus horrible qui ait jamais existé dans le monde ». On a rallié le peuple à la République en lui représentant qu'on respectait sa religion, que celle-ci était même plus libre que jamais, donnant ainsi un démenti aux aristocrates qui lui criaient : « Ils te trompent ; ils veulent anéantir la religion ». Mais, aujourd'hui, « que pouvons-nous dire quand, tous les jours, dans ce lieu même, dans ce sanctuaire de la patrie, on outrage tous les cultes et l'on épuise l'injure contre tous les sacerdoce ? N'avons-nous pas entendu Barère, — je ne parle pas de Cambon, de Lacroix, de Danton, — oui, Barère, qui se donne pour un sage moniteur, pour un régulateur prudent, s'écrier : « On sait bien que des prêtres et une République sont incompatibles ». C'est dire que toutes les religions — car il n'en est aucune sans sacerdoce — doivent être anéanties dans la République française ».

A cette pensée, le prélat s'indigne et s'écrie :

« De par la liberté, législateurs, nous sommes vingt-cinq millions d'hommes qui voulons avoir de la religion, et ce ne sera pas un million de Barère qui nous en empêchera ! Vous ne déchirez pas, sages représentants, la Déclaration des Droits de l'homme ; et quand, par impossible, vous la feriez disparaître des premières pages de notre Code, vous ne l'effaceriez pas du Code éternel de la nature et du cœur de l'homme ».

Il conclut en ces termes :

« Citoyens, offrons et assurons la liberté la plus entière à toutes les religions ; n'en outrageons aucune dans nos décrets

ni dans nos opinions législatives, et que le plus libre des peuples ne soit pas, tout ensemble, le plus persécuteur et le plus persécuté pour les croyances ; car c'est le comble de l'ineptie, de la contradiction et de la fureur. Ne parlez des cultes que pour les protéger tous, et vous gagnerez à la liberté l'univers... Cette immoralité est si féroce, que les tigres seuls peuvent en offrir l'image effroyable dans la nature. Une société qui se régirait d'après cette morale serait au dernier période de désorganisation et de barbarie. Montrons, enfin, combien cette férocité nous est étrangère, et que ce n'est pas sur la très imphilosophique démente de quelques discoureurs impies qu'il faut juger la Convention nationale et les dispositions du peuple français ».

En lisant ce discours, on se demande si c'est en 1793 ou en l'an de grâce 1908 qu'il a été prononcé, tellement est frappante l'analogie entre les deux époques.

Comme remède au mal qu'il vient de dénoncer, Fauchet propose, sous forme de projet de décret, des mesures qui, si elles avaient été appliquées, eussent sauvé la République. Nous énumérons les principales :

« 1^o Liberté entière pour toutes les religions et tous les cultes qui ne s'élèveront point contre les lois ;

» 2^o Usage des églises laissé aux cultes, tant que la majorité des habitants des communes qui s'en servent le désirera, mais à charge de tous les frais d'entretien du culte et des édifices par les habitants. Défense à la nation de se mêler de la religion, sous aucun autre rapport ;

» 3^o Poursuites exercées contre les auteurs, instigateurs et complices des assassinats commis à Paris dans les premiers jours de septembre 1792, ainsi que contre les auteurs, instigateurs et complices des pillages commis dans la même ville au mois de février 1793 ;

» 4^o Destitution des ministres de l'intérieur et de la justice ;

» 5^o Destitution du tribunal extraordinaire ;

» 6^o Défense aux sections de Paris de demeurer en permanence ;

» 7° Punition, par la confiscation de la moitié de leurs biens et par dix années de fer, de tous ceux qui attenteront, ou par des écrits, ou par des placards, ou par des clameurs, dans les rues et dans les groupes, à la liberté des délibérations du Corps législatif ;

» 8° Condamnation à la déportation à la Guyane française des citoyens des tribunes du Corps législatif qui se permettraient des huées ou des mouvements désapprobateurs ;

» 9° En cas d'insurrection à Paris, réunion, au plus tôt, dans la ville de Bourges, des députés suppléants, lesquels seront prêts à remplacer le Corps législatif, avec devoir, pour eux, de faire porter à Paris toutes les forces nécessaires pour y réprimer et faire punir les rebelles, et transférer dans la même ville de Bourges les caisses et les autorités nationales ».

En même temps, Fauchet tentait d'organiser dans les départements, auprès des administrations, un mouvement de pétition destiné à presser la Convention de sortir de sa torpeur. L'administration départementale du Calvados, celle du district de Vire, la Société populaire de Caen répondirent à son appel.

Dans une Adresse, datée du 10 mai, les administrateurs du Calvados gourmandaient ainsi les membres du corps législatif :

« Le sanctuaire de nos lois sera-t-il encore longtemps environné d'orages ?... Les cris des factions troubleront-ils encore longtemps la paix qui doit habiter son enceinte ?...

» Législateurs, ouvrez enfin les yeux ; mesurez vos devoirs ; voyez les maux de la France ; songez qu'elle attendait de vous son salut, son bonheur et sa gloire, et craignez, craignez d'avoir ajouté à nos malheurs ¹ ».

Les administrateurs du district de Vire tiennent le même

¹ *Journal des Amis*, 2^e série, n° du 25 mai 1793, p. 106.

langage. Celui de la « Société républicaine » de Caen n'est pas moins énergique ; elle écrit :

« Nous vouons une haine éternelle aux anarchistes qui veulent perdre la République. Si quelque scélérat osait porter une main sacrilège sur nos représentants, — nous le jurons sur l'autel de la liberté, — rien ne serait capable d'arrêter notre vengeance.

» Nous déclarons que la majorité des députés de notre département, qui a développé toutes les vertus républicaines, possède notre amour, notre estime et notre confiance, et que nous défendrons les représentants du peuple jusqu'à la mort ¹ ».

Le 21 avril, la Convention vota la loi qui condamnait les prêtres non assermentés restés sur le territoire français à être déportés à la Guyane française, et à la peine de mort, dans les vingt-quatre heures, ceux des déportés qui rentre- raient sur le territoire de la République. On voulait com- prendre ceux-là mêmes qui, n'ayant pas prêté l'ancien serment prescrivant le maintien de la Constitution civile du clergé, bien qu'ils se fussent assujettis à celui de *Liberté* et d'*Égalité*, n'obtiendraient pas des municipalités un certificat de civisme. Fauchet représenta que c'était mettre à la merci et à l'arbitraire de quelques officiers municipaux le sort et la vie d'un grand nombre d'hommes qui, la plupart, n'avaient point démérité de la patrie et étaient même de très bons citoyens. Par cette sage observation, il obtint que la mesure ne fût pas votée.

L'année précédente, à l'occasion du décret par lequel l'Assemblée législative supprimait les congrégations sécu- lières, il avait plaidé énergiquement la cause des membres qui en faisaient partie, en demandant pour eux, « au nom de l'humanité », qu'il leur fût accordé une pension dont le *minimum* serait fixé à 500 livres ².

¹ *Journal des Amis.*, 2^e série, n° du 1^{er} juin 1793, p. 145.

² *Arch. parlem.*, t. XLVII, p. 325.

Si les départements manifestaient leur répulsion pour les désorganiseurs de l'ordre social, il n'en était pas de même à Paris, où ils continuaient impunément d'exercer leur exécrable domination. Fauchet dépeint, en ces termes, dans son journal, leur audace croissante :

« Des monstres qui attentent, par tous les crimes, à la liberté, à la société, à l'humanité, aux premières lois de la nature, bavent, chaque jour, leur virus intarissable contre tout ce qui reste de vertu parmi nous, s'efforcent publiquement d'empoisonner tous les cœurs du venin de leur rage et d'inoculer dans toutes les âmes leur infamie et leur férocité. Quand la Convention paraît vouloir toucher à des magistrats horribles qui, dans cette ville malheureuse, laissent périr l'ordre et les lois, méprisent insolemment la suprême autorité de la nation, donnent aux promoteurs de l'anarchie, aux prédicateurs du meurtre, aux dissoluteurs de la société des encouragements solennels, laissent impunis les plus noirs attentats, oppriment toutes les libertés ; alors, des vociférations épouvantables, des cris de carnage se font entendre, et la sainte image de la patrie, prête à périr avec ses organes, tient en effroi les plus intrépides représentants du peuple, à qui leur propre vie n'est rien, mais pour qui la patrie est tout. Ils attendent que la nation se secoure elle-même ; ils consentent à mourir, mais pourvu que la République soit sauvée ¹ ».

Toutefois, le sursaut de dégoût éprouvé par les départements le rassure ; il espère assister bientôt à « l'écrasement de l'anarchie » et à la disparition du « fanatisme impie ».

Il se faisait illusion ; toujours est-il que son espoir fut de courte durée.

Le 9 mars, le parti de la Montagne réussit à faire voter l'établissement du fameux tribunal révolutionnaire qui devait

¹ *Journal des Amis*, 2^e série, n^o du 25 mai 1793, p. 101.

répandre tant de sang innocent. L'article premier était ainsi conçu :

« Il sera établi, à Paris, un tribunal criminel extraordinaire, qui connaîtra de toute entreprise contre-révolutionnaire, de tous attentats contre la liberté, l'égalité, l'unité et l'indivisibilité de la République, la sûreté intérieure et extérieure de l'État, et de tous les complots tendant à établir la royauté ou toute autre autorité attentatoire à la liberté, à l'égalité et à la souveraineté du peuple ».

Le moment où fut décrétée l'institution de ce tribunal de sang ajoutait encore à l'horreur qu'elle devait inspirer. On était au milieu de la nuit ; les visages, quoique faiblement éclairés par la lueur douteuse des lampes, l'étaient assez cependant pour laisser voir la joie féroce des Montagnards victorieux et l'abattement des Girondins, aux oreilles desquels la proclamation de ce vote résonna comme un glas funèbre.

Dans le but de conjurer le danger, le parti modéré fit voter l'établissement d'une commission composée de douze membres, pris parmi les plus ardents Girondins, chargée d'examiner les « crimes » de la Commune de Paris, de rechercher les auteurs des attentats contre l'inviolabilité des membres de la Convention, et de s'assurer de la personne des coupables.

Aussitôt le conseil général de la Commune, sur l'instigation des Montagnards, s'entoure de satellites formés depuis longtemps au crime et à la sédition ; il échauffe le peuple, en répandant le bruit que la commission n'est qu'un tribunal contre-révolutionnaire et qu'il s'apprête à expulser de la Convention les défenseurs de ses droits. Une insurrection se prépare ; elle éclate le 31 mai. Ce jour-là, une députation de toutes les sections et de toutes les autorités constituées de Paris se présente à la Convention et vient réclamer, à la barre, la « cassation » de la « commission des Douze » et l'arrestation de vingt-deux députés Girondins, parmi lesquels figurait l'évêque du Calvados, comme « coupables de félonie

envers le peuple ». C'était la répétition de la démarche faite, naguère, par Pache.

Bientôt les pétitionnaires envahissent la salle et siègent parmi les députés. Robespierre monte à la tribune et demande l'arrestation des vingt-deux. La Convention s'y refuse, mais elle vote la suppression de la « commission des Douze ». Telle fut la journée du 31 mai 1793, dont la Convention sortit intacte, n'ayant subi, comme on disait alors, qu'une « pression morale ».

Robespierre avait déclaré à la tribune que cette journée ne suffisait pas. La Commune, se déclarant dupée, demandait et préparait un « supplément » de révolution. Il eut lieu le 2 juin. Dès le matin, le commandant de la garde nationale, Henriot, avait fait investir les Tuileries où, depuis le 10 mai, l'Assemblée avait transféré le lieu de ses séances. Les députés ne pouvaient sortir de la salle ; ils se trouvaient prisonniers. Une délégation de la Commune renouvelle alors les pétitions antérieures relatives à la mise en arrestation provisoire de vingt-deux membres de l'Assemblée. Celle-ci a encore assez de fermeté pour refuser de lui donner satisfaction. Aussitôt, les pétitionnaires sortent de la salle, et, avec eux, le public soudoyé des tribunes. On appelle les citoyens aux armes ; on crie : « La mort des vingt-deux ! Les vingt-deux hors la loi ! » Alors Barère monte à la tribune, et, au nom du Comité du salut public, engage les députés dénoncés à se suspendre provisoirement. Six seulement étaient présents : Isnard, Fauchet, Lanthenas, Dussaulx, Barbaroux et Lanjuinais. Fauchet s'empresse d'offrir sa démission. « Non seulement, dit-il, je consens à la suspension de mes pouvoirs, mais ma vie est à la République ; les sacrifices, quels qu'ils soient, ne me coûteront jamais rien pour sauver la patrie ». En même temps, il quitte le bureau où il siégeait en qualité de secrétaire¹. Isnard,

¹ Il avait été élu à ces fonctions, le 16 mai, avec Poullain-Grandprey et Duprat.

Lanthenas et Dussaulx suivent son exemple ; Lanjuinais et Barbaroux s'y refusent fièrement.

Dans la même séance, la Convention rendit, au sujet des députés incriminés, le décret suivant :

« La Convention nationale décrète que les députés, ses membres, dont les noms suivent, seront mis en état d'arrestation chez eux, et qu'ils y seront sous la sauvegarde du peuple français et de la Convention nationale, ainsi que de la loyauté des citoyens de Paris ¹ ».

Lanthenas et Dussaulx furent effacés de la liste. Quant à Isnard et à Fauchet, un article additionnel décidait « qu'Isnard et Fauchet qui, pour la paix et la tranquillité publique, avaient consenti à leur suspension, ne seraient pas mis en état d'arrestation, mais seulement ne pourraient pas sortir de Paris ». Ceux qui avaient été décrétés d'accusation ne furent pas davantage emprisonnés. Les uns et les autres « étaient gardés chez eux, et pouvaient même circuler dans Paris, accompagnés d'un gendarme, qu'ils étaient obligés de nourrir. On leur continuait l'indemnité de dix-huit francs par jour que touchaient tous les membres de la Convention ² ».

Fauchet fut donc mis en état d'arrestation chez lui ; sa maison était gardée par un gendarme. Cela ne l'empêchait pas de continuer de prendre part aux séances de la Convention ; il s'y rendait escorté de son gardien. Il en fut ainsi jusqu'au 14 juillet. Ce jour-là, comme on le verra bientôt, impliqué dans le procès de Charlotte Corday ³, il sera interné à l'Abbaye. Pendant sa détention chez lui, on le pressa plusieurs fois de se dérober par la fuite au sort qui l'attendait,

¹ Arch. parlem., 1^{re} série, t. LXV, p. 708.

² *Mémoires de René Levasseur*, t. I^{er}, p. 249. Cité par E. BIRÉ, *Légende des Girondins*, p. 344.

³ On devrait dire Charlotte de Corday ; mais l'usage a prévalu, au moins chez la plupart des auteurs, de supprimer la particule.

et de chercher un asile hors de France ; mais il s'y refusa constamment. « J'ai bien gâté ma vie, répondait-il à ceux qui lui donnaient ce conseil ; mais, quoi qu'il puisse arriver, je ne me déterminerai jamais à colporter mon existence à l'étranger, convaincu que je ne pourrais espérer une hospitalité digne de mon ancienne condition ¹ ». Peut-être alors songeait-il surtout à l'humiliation et à la situation fausse qui serait résultée pour lui s'il s'était trouvé au milieu du clergé fidèle, à la déportation duquel il avait tant contribué.

La séance dont on vient de parler fut des plus orageuses. Pendant que les députés s'agitent à l'intérieur de la Convention, le tumulte augmente au dehors ; des hommes armés se tiennent aux portes et repoussent les députés qui veulent sortir. Toute l'Assemblée se lève, honteuse et irritée. Barère propose que la Convention sorte en masse pour revendiquer sa liberté. Elle sort ; mais quand le président, Hérault-Séchelles, somme Henriot de retirer ses troupes, celui-ci s'y refuse brutalement : « Non, dit-il, le peuple veut qu'on lui livre les traitres, livre-les ». En même temps, Marat arrive à la tête d'une horde dégoûtante, et, s'adressant aux députés : « Mandataires du peuple, s'écrie-t-il d'une voix arrogante, je vous ordonne, en son nom, de rentrer dans le lieu ordinaire de vos séances et d'y reprendre vos fonctions ». Terrifiée par tant d'audace, la Convention obéit et, vaincue, humiliée, elle décrète d'accusation les députés incriminés. Elle porta, ce jour-là, à la liberté, un coup « qui fera pleurer la France éternellement ». La Commune triomphait.

Le lendemain, Fauchet écrivait dans son journal :

« Je suis forcé d'annoncer que l'anarchie, qui me paraissait à l'extrémité de son règne, vient de faire un grand effort de fureur pour reprendre le sceptre sanglant qui lui échappait. Des conspirations horribles se sont tramées pour anéantir la commission nouvelle des Douze, chargée de poursuivre les

¹ FISQUET, *France pontificale. Diocèses de Bayeux et Lisieux*, p. 132. — Cet auteur rapporte ces paroles, mais sans s'appuyer sur aucun témoignage.

derniers complots...; la municipalité insurrectionnelle s'est montrée avec une audace et une insolence qui n'a plus de bornes... Des violences féroces contre la majorité de la Convention se sont exercées dans la Convention même.. On a emprisonné dans leur salle les représentants du peuple; on les a menacés, outragés avec une atrocité implacable... Les plus hommes de bien sont les premières victimes désignées ».

L'indignation, le mépris et le dégoût lui arrachent alors cette protestation éloquente :

« Non, infâmes; non, les plus abominables des êtres qu'ait conçus l'enfer, vous ne réussirez pas. La justice nationale vous exterminera avant que vous ayez réussi à l'exterminer. Si nous tombons sous votre hache parricide, vous retomberez vous-mêmes sur nos cadavres et vous serez noyés dans notre sang; il fera germer, enfin, l'arbre de la liberté; les despotes exécrables qui ont payé tous les forfaits n'en recueilleront pas les fruits; nous serons morts pour la République et pour les saintes lois; nos neveux jouiront de notre sacrifice qui sera votre défaite, et béniront la mémoire des vrais martyrs de la patrie⁴ ».

Comme on l'a vu plus haut, l'évêque du Calvados avait consenti à se « suspendre », ce qui ne l'empêchait pas de continuer à siéger. Mais il ne se faisait pas illusion; il comprenait que sa perte était décidée et qu'il n'échapperait pas à la vengeance de ses ennemis. Cependant, à ce moment-là même, ce n'est pas pour lui qu'il tremble, mais bien pour sa patrie devenue la proie d'une bande d'énergumènes, de tigres altérés de sang. Il crut de son devoir de donner à ses concitoyens un dernier avertissement en leur dénonçant « les dangers que fait courir au pays l'anarchie triomphante ». On sent, par la force et la puissance du relief, que le tableau que Fauchet trace de la situation est pris sur le vif. L'écrit où il a consigné ses réflexions est dédié « aux citoyens de la

⁴ *Journal des Amis*, 2^e série, n° du 1^{er} juin 1793, p. 160.

France et aux fidèles catholiques du Calvados¹ ». Il contient ce qu'on pourrait appeler les *ultima verba* du célèbre prélat constitutionnel. Le début est plein de noblesse et de grandeur :

« L'anarchie, dit-il, se presse de multiplier ses victimes. Je suis désigné à son glaive ; je bénis la Providence qui m'appelle à une fin si glorieuse ; j'espère que le sang des martyrs de la liberté, de la vérité, de la justice sera utile à la patrie. La domination des êtres les plus dépravés ne peut durer qu'un instant ; elle se détruit elle-même. Le moment approche où tous vont sentir l'invincible besoin des lois qui ne peuvent ni s'instituer ni s'observer sous l'empire du crime, le besoin le plus impérieux encore de la religion qui crée les mœurs et enfante les vertus ».

Il montra ensuite ce que devient une société sans religion :

« Sans ce frein volontaire, il n'y a ni société réelle, ni liberté véritable ; il ne reste que des passions indomptables et une férocité pire que celle des tigres. Voyez les déprédations immenses, les attentats horribles, les meurtres infinis. On a une faim insatiable de carnage, une soif inextinguible de sang humain ; la partie la plus immorale de la nation s'empresse à dévorer l'autre. Considérez ces monstres qui s'élèvent, comme des spectres infernaux, sur la patrie, pour la régir avec des poignards ; ces hommes affreux qui aspirent, respirent la scélératesse ; dont les pensées, les paroles, les actions, les mouvements sont des crimes ; regardez s'ils ne sont pas tous d'exécrables impies qui ont la rage de l'irréligion dans l'âme, et qui, ayant étouffé tous les sentiments de la nature, se travaillent eux-mêmes en abomi-

¹ Publié dans le *Journal des Amis*, 2^e série, n° du 15 juin 1793, p. 161-174 — Ce numéro fut le dernier. La publication du journal cessa par suite de la détention de Fauchet à l'Abbaye.

nations et en fureurs pour prouver qu'il n'existe point de Dieu régulateur du monde, et de justice éternelle à qui les méchants soient comptables de l'existence. Contemplez ces furies plus violentes, plus effrénées, plus hideuses, plus calamiteuses, plus convulsives, plus avides de massacres que les anciennes bacchantes, quand elles mettaient Orphée en lambeaux. L'aspect d'un homme vertueux leur donne les transports du crime ; la destruction, la mort, le spectacle des cadavres, du sang, des fragments de chair humaine sont leurs délices ; toutes ces dominatrices¹ des tribunes, des groupes, des Sociétés populaires, des places d'exécution où l'on coupe les têtes sont des philosophes à la manière des anarchistes ; c'est l'impiété dans ses charmes, c'est l'irréligion dans sa beauté ; voilà les attraits de la nature quand l'idée de Dieu l'abandonne ».

Dans le passage qu'on vient de lire, l'évêque journaliste a fait le portrait de la classe ignorante à qui on a enlevé la croyance en Dieu ; voici maintenant celui de la classe plus instruite ; il se sert, pour le peindre, de traits non moins vigoureux et de couleurs non moins vives :

« Reconnaissez, dit-il, dans ces petits géants de la nation, l'ignorance en domination, l'arrogance du despotisme, la fureur en loi, la scélératesse en divinité ; c'est la perfection de l'insolence, de la brutalité, de l'infamie, de toutes les horreurs qui consomment la dégradation de la nature ». Tout à coup, il s'arrête, comme surpris de s'être laissé emporter contre ces êtres qui n'ont plus rien d'humain ; il proteste que « l'intérêt de la nation et la charité échauffent seuls son âme » ; dans un sublime mouvement de charité chrétienne, il va même jusqu'à leur pardonner :

« Je leur pardonne, dit-il, leur gratuite, leur implacable rage à mon égard, et la mort qu'ils me préparent, trop heu-

¹ Les mégères de Paris, celles qu'on appelait les « tricoléuses », et qui se faisaient remarquer par la violence de leurs motions dans les clubs.

reux de fuir le jour qui éclaire leurs forfaits, trop favorisé de donner ma vie pour la défense des droits de l'humanité, des maximes de la morale et des principes de la religion. Je leur exprimerais de la reconnaissance, plutôt que des reproches, de m'avoir compris dans le nombre de leurs victimes ».

Il gémit de voir « deux ou trois indignes pontifes et une demi-douzaine de misérables prêtres se ranger parmi les déhontés anarchistes, les plus hardis blasphémateurs de la religion et les plus effrénés proscripteurs de la morale et de l'humanité ». Mais, observe-t-il, « ces hommes-là jouent un rôle si abominable, que l'énormité du scandale en détruit l'effet ». Il conjure les prêtres fidèles, les « pontifes et prêtres républicains », — ces « magistrats de la religion », — de braver tous les outrages, de ne pas fléchir devant le vice, et de s'opposer, comme un mur d'airain, aux torrents de la licence.

Jusqu'ici, l'évêque constitutionnel s'est adressé « aux citoyens de la France », et c'est « le représentant du peuple » que nous avons entendu ; voici maintenant le « pontife » ; celui-ci s'adresse « aux fidèles catholiques du Calvados ». Il leur fait ses dernières recommandations ; la page qu'on va lire est comme son testament spirituel. Fauchet n'a rien écrit d'aussi élevé ; il atteint ici la véritable éloquence, et cela, sans le chercher, sans le vouloir, uniquement en laissant parler son cœur, en donnant libre cours aux sentiments qui remplissent son âme. Les accents qu'il fait entendre semblent n'être déjà plus de la terre. Nous nous reprocherions de ne pas citer intégralement cette page émouvante :

« Et vous, chers fidèles, écoutez, — peut-être pour la dernière fois, — la voix d'un pontife qui n'a pas eu le temps de vous marquer tout son dévouement et tout son amour, mais qui n'a pas cessé de vous porter dans son cœur, et qui voulait consacrer sa vie entière à vous aimer et à vous servir. N'abandonnez pas la foi de vos pères et cette douce religion

qui n'est que la liberté dans sa pureté céleste, la fraternité dans sa perfection évangélique, la vertu dans sa beauté divine, le bonheur dans ses ineffables délices. Les impies et les méchants sont misérables jusque dans leurs triomphes ; vous serez heureux jusque dans les persécutions et dans les angoisses de la mort.

» La mort ! Je la vois menacer ma tête. O mes frères, ô mes amis, je l'attends, non seulement avec sérénité, mais avec une véritable joie. Ma seule crainte, — je l'ai manifestée souvent dans ces temps de persécution, elle est au fond de mon âme, — ma seule crainte est de ne pas être jugé digne, par le Souverain Maître des destinées, d'une mort si belle. Mourir pour la justice, pour la vérité, pour les lois, pour la religion, pour le bonheur des hommes, quelle mort bienheureuse ! Unie à celle que le Dieu que nous adorons a voulu subir pour la Rédemption du genre humain, elle expierait toutes les fautes de ma vie, elle serait utile au monde, elle réveillerait, plus efficacement que ne pourrait le faire mon zèle et mes travaux, le goût des sublimes vertus dans vos cœurs. Je suis à Dieu, je suis à la patrie, je suis à l'Eglise, je suis à vous, chers concitoyens, chers fidèles ; mais j'y serais toujours ; mon sang parlerait mieux que ma voix, et ma mort servirait plus que ma vie.

« Que le ciel propice exauce mes vœux ; qu'il comble envers moi, par cette faveur suprême, la mesure de ses grâces ; qu'il anéantisse l'anarchie et l'impiété dans leurs derniers crimes ; qu'il donne la plénitude de la vraie liberté à la France ; qu'il accélère l'entière libération des peuples ; qu'il fasse régner l'Évangile et la fraternité sur toute la terre ; qu'il verse spécialement sur le diocèse qu'il avait confié à ma sollicitude toutes les largesses de sa miséricorde et tous les bienfaits de la vertu ! »

Un événement tragique allait précipiter la perte de l'évêque du Calvados et celle de ses amis, les Girondins. Plusieurs de ceux-ci avaient échappé au décret qui les mettait en état d'arrestation. Pétion, Barbaroux, Louvet, Buzot, Guadet,

Lanjuinais avaient pris la fuite et s'étaient rendus dans les départements de l'Eure et du Calvados où Buzot avait beaucoup de crédit. Caen avait été choisi par eux pour centre de leurs opérations. Ils y travaillèrent à soulever les départements de l'Ouest contre Paris et la Convention, et créèrent ce mouvement qu'on a appelé le *Fédéralisme*. Ainsi, la journée du 2 juin donna naissance à une faction à laquelle on reprocha d'avoir voulu établir en France une République fédérative, à l'instar du gouvernement des Etats-Unis, ce qui servit de prétexte au parti dominant pour prononcer contre les Girondins la peine de mort. Près des deux tiers des départements adhèrent à ce mouvement. Lyon et Marseille se soulevèrent.

Ce fut au milieu des convulsions provoquées par cette crise effroyable que Marat, le héros de la journée du 2 juin et l'idole de la Montagne, périt sous le poignard d'une jeune fille de Caen, Charlotte Corday¹. Quand les députés proscrits après la journée du 2 juin arrivent au chef-lieu du département du Calvados, elle plaint leurs malheurs, et, aussitôt, poussée par une sorte d'inspiration patriotique, elle prend la résolution d'arracher la France à la tyrannie honteuse qui pèse sur elle en la débarrassant de l'homme dont l'existence était, à ses yeux, le plus nuisible à sa tranquillité. Elle arriva à Paris le 11 juillet, et, le 13, elle mettait son projet à exécution. Comme elle venait de Caen, on lui supposa des accointances avec l'évêque du Calvados : celui-ci fut accusé de l'avoir introduite dans l'une des tribunes de la Convention. C'était faux, mais l'accusation, bien qu'elle ne reposât que sur un seul témoignage, — et encore des plus douteux, — n'en fut pas moins retenue.

Le jour même de l'assassinat de Marat, la Convention tint

¹ Marie-Anne-Charlotte de Corday d'Armans ou d'Armont était née à Saint-Saturnin, près de Sées, en Normandie. Elle passa son enfance et une partie de sa jeunesse à Caen, où sa famille s'était fixée ; mais, plus tard, son père, devenu veuf, s'était retiré à la campagne et elle l'y avait suivi. En 1791, Charlotte revint habiter à Caen, chez une vieille parente, M^{me} de Bretteville ; elle y demeurait encore lorsqu'elle se rendit à Paris pour accomplir son dessein.

une séance de nuit. Chabot y lut un rapport dans lequel il s'appliqua à prouver que l'assassinat de Marat était l'effet d'un complot ourdi par les députés conspirateurs du Calvados. D'après lui, Duperret, député des Bouches-du-Rhône, et Fauchet étaient au courant de ce complot ; le premier aurait fait part au second de l'arrivée, à Paris, de Charlotte Corday, et lui aurait donné communication d'une lettre adressée à lui-même par Barbaroux et ayant pour but de lui recommander la jeune fille. Fauchet était présent à la séance. Il monte à la tribune pour se justifier ; mais, aussitôt, plusieurs membres se mettent à crier : « A bas ! A bas ! A la barre ! » Il persiste à vouloir parler ; mais les cris redoublent. Ils sont couverts par d'autres, beaucoup plus nombreux, demandant que la question soit mise aux voix. Danton intervient : « Il n'y a pas à mettre aux voix, dit-il impérieusement. Signifiez, président, à Fauchet qu'il ne souille point la tribune et qu'il passe à la barre ». Les cris : « A bas ! A la barre ! » continuent. L'évêque du Calvados reste quelque temps à la tribune, puis il descend à la barre de la Convention et réclame la liberté de s'expliquer. Voici, d'après le *Moniteur*, les paroles qu'il prononça dans cette circonstance :

« Jamais le royalisme et le fédéralisme n'ont eu de plus grand adversaire que moi. Je ne crains point que, dans ma correspondance, on trouve le plus léger indice d'une autre façon de penser. Quant au fait de Marat, je ne puis être accusé de complicité, attendu que je ne connais pas l'assassin ; et quand même j'aurais lu la dépêche de Barbaroux, cela ne me chargerait en rien, puisqu'elle n'y a aucun rapport.

» Pour ce qui se passe dans le Calvados, j'affirme que je n'ai écrit aucune lettre et que je n'en ai point reçu de ce pays. Mais il est un autre objet touchant lequel j'ai surtout à cœur de me justifier. On a dit que c'était par lâcheté que j'avais souscrit d'avance au projet du Comité de salut public qui, dans la fameuse journée que l'on sait, proposa, comme un acte de générosité, aux membres accusés de se soumettre. Je n'ai envisagé cette motion, que sous ce point de vue, et j'ai

alors offert de me suspendre : l'Assemblée n'ayant point adopté le projet du Comité, je suis venu tous les jours à la Convention, et j'ai rempli un devoir nécessaire, dans le temps surtout où des mouvements se faisaient sentir dans le Calvados¹ ».

La séance se poursuivait et allait prendre fin, lorsqu'un membre fit observer qu'on n'avait rien décidé à l'égard de l'évêque du Calvados « Mettez-moi donc en liberté, reprend celui-ci ; le soupçon ne doit pas peser sur ma tête ». Le Montagnard Delacroix s'y oppose : « Non, dit-il ; portez contre Fauchet un décret d'accusation : c'est lui qui a excité le fanatisme dans son département ; c'est lui qui a soufflé et nourri l'esprit de rébellion² » On passe au vote, et le résultat fut que Fauchet serait mis en état d'arrestation. Ainsi, la Révolution se tournait contre cet homme qui, au temps des illusions, avait été son apôtre et son idole. Il en fut atterré. Ordre est donné aussitôt de l'interner à l'Abbaye³. Hélas ! passé le temps où des couronnes civiques étaient posées sur sa tête et où il était conduit à son domicile, escorté de la garde nationale parisienne en armes ! C'est que, comme l'a dit Lamartine, — qui en fit lui-même la dure expérience, — « la popularité n'est pas une chose que l'on abdique : elle vous soulève ou vous engloutit ». Elle avait naguère « soulevé » Fauchet ; aujourd'hui, elle se prépare à l' « engloutir ».

Craignant de ne s'être pas suffisamment expliqué ; en outre, ayant à cœur de détruire les accusations portées contre lui, le député détenu écrivit, dès le lendemain, à ses collègues de la Convention, la lettre suivante, dont Levasseur (de la Sarthe), l'un des secrétaires, donna lecture à la séance du 16 juillet :

« Entre un assassinat et moi se trouve la distance qui

¹ *Moniteur*, n° du 16 juillet 1793.

² Arch. parlem., 1^{re} série, t. LXVIII, p. 718.

³ Abbaye Saint-Germain-des-Prés, convertie en prison.

sépare les extrêmes de la nature. Quel monstre a pu pousser l'impudence jusqu'à dire que j'étais d'intelligence avec l'assassin de Marat ? Je déclare que je n'ai ni vu ni connu cette femme, ni entendu parler d'elle ; je n'ai point vu la lettre écrite par Barbaroux à Duperret ; d'ailleurs, elle n'a aucun rapport avec l'assassinat de Marat. Cette lettre dit seulement que les fédérés seront bientôt sous les murs de Paris et qu'ils se disposent à marcher. Ce fait était déjà connu de tout le monde. Non seulement le fédéralisme m'est odieux, mais il me paraît absurde. La République universelle est dans mon cœur ». Il ajoute que, fort de son innocence, il attend avec calme les suites de son arrestation ¹.

Dans le procès de Charlotte Corday, qui s'instruisit immédiatement, l'évêque du Calvados fut cité comme témoin. Il comparut, en cette qualité, à l'audience du 17 juillet, en même temps qu'un autre témoin, la femme Lebourgeois. Celle-ci déposa que le jeudi soir, 11 juillet, se trouvant dans une des tribunes de la Convention, elle a vu l'accusée près d'elle avec deux messieurs qu'elle a depuis reconnus pour être l'un Duperret et l'autre Fauchet.

Ce dernier, entendu à son tour, « déclare n'avoir jamais connu, ni directement, ni indirectement l'accusée, ne l'avoir jamais vue, et, par conséquent, n'avoir jamais été avec elle dans l'une quelconque des tribunes de la Convention ».

On demande à Charlotte si elle connaît l'évêque du Calvados. Elle répond « qu'elle l'a vu passer de sa croisée, à Caen, mais qu'il n'était jamais venu chez sa parente, qu'elle ne lui a jamais parlé, qu'au reste elle ne l'estimait pas assez pour cela, sa manière de penser ne convenant pas à une femme de sa condition ² ». La jeune fille marquait, par ces paroles, son aversion pour les jureurs ; elle partageait, en cela, les sentiments des gens de sa caste, et, en particulier, ceux d'une

¹ Arch. parlem., 1^{re} série, t. LXIX, p. 44.

² Dossiers du procès criminel de Charlotte Corday, publiés par VATEL. — Paris, Poulet-Malassis, 1861.

vieille parente, M^{me} de Bretteville, chez laquelle elle habitait depuis deux ans, à Caen, rue Saint-Jean¹.

La femme Lebourgeois persista dans sa déposition, et ce sera principalement sur le chef d'accusation fourni par elle qu'on se basera pour traduire l'évêque du Calvados devant le tribunal révolutionnaire. Cependant les témoignages de Charlotte Corday et de Fauchet sont formels et ne sauraient laisser subsister aucun doute. Cela n'a pas empêché toutes les biographies de répéter l'accusation.

Charlotte Corday tint le même langage dans une lettre

¹ Le passage suivant des souvenirs d'une amie d'enfance de Charlotte Corday, publiés dans la *Revue des Deux-Mondes* par M. Casimir Périer, et dont il a été question dans une note d'un des chapitres précédents (Chap. XVI, p. 144), confirme ces dispositions de la célèbre jeune fille :

« Ayant entendu parler de l'éloquence de Fauchet, elle [Charlotte] ne se laissa pas entraîner par l'exemple de plusieurs royalistes qui allèrent l'entendre, non comme chrétiens soumis à son pouvoir épiscopal, mais comme curieux disposés à épiloguer sur ses doctrines. Elle regrettait beaucoup, disait-elle, que sa conscience ne lui permit pas de juger par elle-même du talent de cet orateur ». — Elle appelait les curés assermentés « des intrus ».

Il est parlé, au même endroit du livre, d'un incident qui se passa chez M^{me} de Bretteville, et qui aurait pu avoir des conséquences graves. Comme il y est question de l'évêque du Calvados, nous pensons que ce récit trouve ici sa place :

C'était le jour de la fête de saint Michel, 29 septembre 1791 (ce jour coïncidait avec le départ de Caen de Fauchet pour Paris, où l'appelaient ses nouvelles fonctions de député). Un dîner de famille réunissait, chez M^{me} de Bretteville, plusieurs personnes. « Le hasard, raconte l'amie d'enfance, voulut que, ce jour-là, l'évêque constitutionnel [Fauchet] fit une manière d'entrée épiscopale dans la ville de Caen, environné et suivi d'une foule stipendiée qui faisait retentir l'air des cris de *Vive la Nation ! Vive l'évêque constitutionnel !* Deux jeunes gens, dont le frère de Charlotte, choqués de ces manifestations, se rapprochèrent de la fenêtre sous laquelle le cortège passait en ce moment, en annonçant l'intention de pousser un cri tout contraire. C'était nous exposer tous à la mort. La populace nous aurait écharpés ; car, dans ces heures d'effervescence et de délire, malheur à qui la provoque sans être armé de la force nécessaire pour la dompter ! Nous nous jetâmes machinalement entre eux et la croisée pour les empêcher de se livrer à cette inexcusable folie ; mais leurs têtes étaient montées, et, ne pouvant rompre la barrière que, dans notre effroi, nous opposions à leur impétuosité, ils élevèrent la voix pour que leurs cris de *Vive le roi !* arrivassent jusqu'au flot tumultueux qui se précipitait dans notre rue ». Heureusement, la voix des jeunes gens, couverte

sans date, mais qu'on croit être du 15 juillet, écrite par elle de la prison de l'Abbaye, où elle était détenue, et adressée à Barbaroux, réfugié à Caen : « Le croiriez-vous, dit-elle, Fauchet est en prison comme mon complice, lui qui ignorait mon existence. Mais on n'est guère content de n'avoir qu'une femme sans conséquence à offrir aux mânes de ce grand homme [Marat] ».

Le lendemain, elle écrit de la Conciergerie, où elle avait été transférée : « J'espère que Duperret et Fauchet seront mis en liberté ». Puis, elle ajoute, sur un ton plaisant : « On prétend que ce dernier m'a conduite à la Convention, dans une tribune. De quoi se mêle-t-il d'y conduire des femmes ? Comme député, il ne devrait point être aux tribunes, et, comme évêque, il ne devrait point être avec des femmes ; ainsi, c'est une petite correction ». Elle connaissait bien peu les ennemis de Fauchet pour supposer qu'ils se contenteraient de cette « correction »-là.

par le bruit de la foule, ne fut pas entendue, en sorte que l'incident n'eut pas de suites fâcheuses. (*La Jeunesse de Charlotte Corday*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, numéro d'avril 1862, pp. 607 et 611).

C'est vraisemblablement ce jour-là que Charlotte vit passer Fauchet.

Nous relevons encore ces détails relatifs aux événements survenus à Verson le lundi de Pâques 1792. Charlotte écrit à son amie, au mois de mai de cette même année :

« Vous me demandez ce qui est arrivé à Verson : — toutes les abominations qu'on peut commettre, une cinquantaine de personnes tondues, battues, des femmes outragées. Trois sont mortes quelques jours après ; les autres sont encore malades, au moins la plupart. — Ceux qui ont été emmenés sont l'abbé Adam et de La Pallue, chanoine du Saint-Sépulcre, un curé étranger et un jeune abbé de la paroisse ; les femmes sont la nièce de l'abbé Adam, la sœur du curé, et puis le maire de la paroisse. Ils n'ont été que quatre jours en prison ». (P. 616).

CHAPITRE XXI

LA PRISON ET LA MORT

Fauchet est transféré à la Conciergerie. — Il y rencontre M. Émery. — Son procès et celui des Girondins. — Il est condamné à mort. — Ses derniers moments. — Sa fin chrétienne.

Quels étaient l'état d'âme et les dispositions d'esprit de l'évêque du Calvados dans sa prison ?

Il n'a plus d'autre préoccupation que celle de se préparer à la mort qu'il sait lui être réservée. Il ne donne accès, dans son esprit, qu'aux pensées de la foi ; ce sont elles qui, maintenant, l'occupent exclusivement ; il demande à la religion les consolations et la force qui lui sont désormais nécessaires. Le représentant du peuple, l'homme politique, le citoyen disparaissent alors pour faire place au chrétien et au prêtre.

Le 22 août 1793, Fauchet écrit à son collègue, l'évêque constitutionnel de Seine-et-Oise, pour obtenir de lui l'une des reliques de saint Exupère, premier évêque de Bayeux, conservées dans l'église de Saint-Spire, à Corbeil, et charge en même temps Louis-Marie Bajot, son premier vicaire épiscopal, de négocier l'affaire. Celle-ci eut un plein succès. La remise de la relique fut faite le 3 septembre, comme le constate le procès-verbal rédigé à cette occasion. A peu de temps de là, ayant reçu la visite d'un des membres du district de Vire, nommé Gauthier, — lequel devint, sous la Restauration, président de chambre à la Cour royale de Caen, — Fauchet lui dit, avec un grand calme, qu'il

attendait la mort, qu'il espérait fermement que Dieu lui ferait la grâce de mourir en chrétien, et qu'il comptait, pour l'obtenir, sur l'intercession de saint Exupère, « son bienheureux prédécesseur ». En même temps, il lui montra la relique qu'il tenait cachée sous ses vêtements ¹.

Toutefois, cette relique, obtenue pendant qu'il était à l'Abbaye, ne le suivit pas à la Conciergerie, où il fut transféré un peu plus tard; il n'osa l'y transporter. Racontant à M. Émery, avec lequel il se rencontra dans cette dernière prison, comment il en était devenu l'heureux possesseur, il lui expliqua qu'il avait craint qu'un jour ou l'autre elle ne fût exposée à des profanations, qu'il avait préféré s'en dessaisir, et « qu'il l'avait confiée à une personne qui l'honorerait et la garderait soigneusement ».

Après l'exécution de l'évêque du Calvados, M. Émery eut le bonheur de découvrir la personne qui en était dépositaire. C'était, raconte-t-il, « une dame qui venait régulièrement le visiter dans sa prison et qui avait eu la charité de pourvoir à tous ses besoins ». Elle fit l'abandon de la relique à l'ancien supérieur de Saint-Sulpice, le laissant libre de l'envoyer à Bayeux ou à Corbeil. Cependant, elle lui fit observer qu'il serait plus conforme aux intentions de M. Fauchet d'en faire don à la cathédrale de Bayeux. M. Émery pensa également — comme lui-même l'explique — que l'église de Bayeux avait des droits spéciaux à cette préférence, et, lors du Concordat, il remit la relique à l'évêque nouvellement nommé, M^{gr} Brault.

Quelle est cette dame dont il est ici parlé? Le lecteur l'aura sans doute deviné : c'est celle qui inspira à Fauchet une amitié au sujet de laquelle s'exerça, pendant si longtemps, la malignité publique, et que celui-ci se vit si durement reprocher. Son nom figure au bas du procès-verbal

¹ TRÉBUTIEN, *Notes sur Claude Fauchet*, p. 44. — D'après M. Trébutien, cette entrevue aurait eu lieu avant l'entrée de Fauchet à l'Abbaye. Il se trompe certainement. L'évêque du Calvados était interné dans cette prison depuis plus de six semaines lorsque la relique lui fut apportée.

qui accompagna la remise de la relique ¹. Comme on le voit, leur amitié ne se démentit pas : elle subsista jusqu'à la mort.

Le 6 octobre, l'évêque du Calvados fut extrait de la prison de l'Abbaye pour être écroué à la Conciergerie ². Cette dernière prison était le vestibule de l'échafaud. Elle communiquait avec le Palais de Justice, où siégeait le tribunal révolutionnaire. Ceux qu'on y amenait pouvaient s'attendre, selon une expression de Fouquier-Tinville, à « aller là-bas ». Là-bas, c'était la place de la Révolution ³, où la guillotine était dressée en permanence. La mesure concernant Fauchet et les Girondins fut prise à la suite du décret du 13 vendémiaire an II (4 octobre 1793) ordonnant qu'ils seraient traduits devant le tribunal révolutionnaire.

A la Conciergerie, l'évêque du Calvados se rencontra avec un prêtre insermenté, bien connu à Paris ; nous l'avons nommé plus haut : c'était l'abbé Émery, ancien supérieur du séminaire Saint-Sulpice, de qui Fouquier-Tinville disait : « Nous le laissons vivre parce qu'il étouffe plus de plaintes dans nos prisons, par sa douceur et par ses conseils, que les gendarmes et la peur de la guillotine ne pourraient le faire ». Le hasard — ou mieux la Providence — voulut que

¹ Le procès-verbal fut rédigé à Paris, le 1^{er} août 1803. Il est signé : « ÉMERY, vicaire général ; BUÉE, secrétaire ; Anne-Henriette HOQUET, femme DE CALON », et porte les armes de l'archevêque de Paris. On y a joint le procès-verbal de la remise de la relique faite au premier vicaire épiscopal de Fauchet, Louis-Marie Bajot, par l'évêque constitutionnel de Seine-et-Oise, J.-J. Avoine.

² « Les Girondins furent d'abord enfermés dans les trois prisons du Luxembourg, de l'Abbaye, de la Grande-Force. Dix-neuf en furent extraits le 6 octobre et transférés à la Conciergerie, qu'ils ne quittèrent que pour être conduits à l'échafaud. Seuls, Brulart-Sillery, écroué à l'Abbaye le 3 avril et transféré au Luxembourg le 17, et Lasource, écroué au Luxembourg le 19 avril, s'étant trouvés malades le jour du transfèrement général des Girondins à la Conciergerie, qui était une maison de justice, n'y furent point transportés. Ils restèrent pendant la durée du procès au Luxembourg, d'où ils étaient extraits chaque jour pour être conduits à l'audience du tribunal révolutionnaire ». (E. BIRÉ, *Légende des Girondins*, p. 394).

³ Actuellement place de la Concorde.

Fauchet se trouvât dans la même salle que l'abbé Émery. « Quand je le vis venir, a raconté plus tard ce dernier, je me dis à moi-même : il est perdu ; dans quelques heures peut-être, il sera conduit à l'échafaud ; je vais essayer de m'occuper de son âme. Fauchet était assez embarrassé de me voir là et n'osait me regarder ; je ne savais moi-même quel moyen prendre pour me mettre en rapport avec lui. Mais, m'étant aperçu qu'il manquait d'un petit meuble nécessaire : « En toute autre circonstance, lui dis-je, je ne vous » ferais pas la proposition de vous communiquer ce meuble, » mais c'est tout ce que je puis faire pour vous dans ce » moment ». Fauchet qui, jusque-là, n'avait pas osé lever les yeux sur moi, prit confiance à ces paroles et répondit à ma politesse par quelques mots de remerciement ».

L'auteur de la *Vie de M. Émery*, qui rapporte ce détail, ajoute ensuite :

« Le lendemain, la conversation s'étant engagée entre eux, M. Émery la fit tomber peu à peu sur le schisme constitutionnel et témoigna à Fauchet son étonnement de ce qu'il avait si chaudement épousé « un parti qui allait à la destruction de l'Église catholique et de toute religion ». — « M. le supérieur, lui répondit Fauchet, j'ai été trompé. » Je croyais d'abord qu'il ne s'agissait que de quelques » réformes utiles à l'Église, mais je vois maintenant qu'on » veut détruire la religion ; je me repens très sincèrement » d'avoir donné dans un pareil parti ». La franchise de cet aveu donnait à M. Émery l'espérance bien fondée d'amener peu à peu Fauchet à souscrire une rétractation précise de ses erreurs et à mettre ordre à sa conscience par une confession sincère ; mais, avant d'arriver à cette heureuse conclusion, le malheureux évêque fut mis au secret jusqu'au jour de son exécution ¹ ».

A ce premier témoignage de M. Émery, rapporté par

¹ GOSSELIN, *Vie de M. Émery*, t. I^{er}, p. 365.

l'auteur de sa Vie, nous sommes heureux de pouvoir en ajouter un second. Il est consigné dans un rapport rédigé, en 1803, par le même M. Émery et destiné à être joint à l'envoi de la relique de saint Exupère à M^{gr} l'évêque de Bayeux. On lit dans ce document que, pendant tout le temps de sa détention, la conduite de Fauchet « fut très régulière et très édifiante ». Quand ses compagnons de captivité lui reprochaient d'avoir contribué aux malheurs de l'Église, il répondait qu'« il n'avait pas cru travailler pour des scélérats¹ ». Ce fut alors qu'il fit à M. Émery la pieuse confidence que nous avons rapportée plus haut et dont celui-ci profita, lorsqu'il fut rendu à la liberté, pour rechercher la relique de saint Exupère, que l'on vénère aujourd'hui à la cathédrale de Bayeux.

La franchise de ces aveux, la régularité d'une conduite que le vénéré supérieur de Saint-Sulpice n'a pas craint de qualifier de « très édifiante » avaient, comme on vient de le dire, fait concevoir à celui-ci l'espérance d'amener l'évêque du Calvados à la rétractation de ses erreurs, lorsque le malheureux prélat fut brusquement emmené et mis au secret jusqu'au moment de sa mort. La chambre où on le fit passer était celle qu'on appelait « la petite pharmacie ». Il y fut conduit avec sept Girondins : deux autres détenus s'y trouvaient déjà : l'évêque constitutionnel de Rhône-et-Loire, Lamourette, et le comte Beugnot. Au dire de ce dernier, on destinait cette chambre aux prisonniers les plus considérables. Lui-même en a fait la description dans ses *Mémoires*. « Elle avait, dit-il, de plus que les autres, une double porte de cinq pouces d'épaisseur, revêtue de fer et chargée de trois énormes serrures. Des deux fenêtres qui l'éclairaient auparavant, l'une était hermétiquement bouchée, l'autre presque entièrement ; mais, en revanche, elle était tapissée d'un papier qui multipliait, autour de

¹ Procès-verbal rédigé par M. Émery, le 1^{er} août 1803. Il est conservé à la bibliothèque du chapitre de Bayeux. (Manuscrit n° 154).

nous, les emblèmes et les mots de *Liberté, Égalité, Droits de l'homme* ».

Nous avons retrouvé, aux Archives nationales, dans les pièces du procès de l'évêque du Calvados, une lettre qui tendrait à prouver que ce prélat s'occupa, jusqu'au dernier moment, de l'administration de son diocèse. Cette lettre a pour auteur un certain Duchesne, lequel signe : « vicaire épiscopal », et est datée du 18 octobre 1793.

Cet ecclésiastique informe son évêque que « les paroisiens de Saint-Laurent de Deauville », alors sans curé, désirèrent l'avoir pour pasteur et qu'ils doivent lui présenter une requête à ce sujet. Il fait observer — et tel est le but de sa lettre — que, quant à lui, il préférerait Saint-Arnould, la paroisse voisine, mais qu'il se chargerait volontiers de desservir en même temps Deauville, tant il est « zélé de rendre service à ces pauvres peuples qui sont sans secours de l'Église depuis plus de quinze mois ».

Avant d'en venir à l'objet de sa lettre, le « vicaire épiscopal » se crut obligé de ranimer le courage de l'évêque prisonnier par de pieuses exhortations. « J'ai reçu, dit-il, l'honneur de votre épître, le 25 précédent [septembre], qui m'a appris que vous étiez en état d'arrestation. Si c'est pour la défense de la foi, vous méritez sans doute beaucoup. Puisqu'il est vrai que nous sommes les successeurs des Apôtres, nous devons marcher sur leurs pas ensanglantés. Nous devons ne rien omettre pour le bonheur de notre chère patrie ; mais aussi, très cher évêque, nous devons ne rien omettre pour la défense de notre sainte religion. Donnons notre corps, s'il le faut, pour le besoin de notre République, mais n'oublions jamais que notre âme est à Dieu, et que nous devons endurer les peines les plus cruelles pour le maintien des principes et des dogmes sacrés... Combattez courageusement pour la vraie liberté du corps et de l'âme¹ ».

Les débats relatifs au procès des Girondins commencèrent

¹ Arch. nation., W, 292.

le 24 octobre, et durèrent sept jours, jusqu'au 30. Le premier jour, le président Hermann lut l'acte d'accusation porté contre les prévenus et présenté, la veille, à la Convention, au nom du Comité de sûreté générale, par André Amar, membre de ce Comité ; il était ainsi conçu :

« Il a existé une conspiration contre l'unité et l'indivisibilité de la République française, contre la liberté et la sûreté du peuple français.

« Au nombre des auteurs et complices de cette conspiration, sont : Brissot, Gensonné, Vergniaud, Guadet, Grange-neuve, Pétion, Gorsas, Biroteau, Louvet, Valazé, Valady, Fauchet, Carra, Isnard, Duchâtel, Barbaroux, Sales, Buzot, Sillery, Ducos, Fonfrède, Lehardy, Lanjuinais, Fermont, Boyer, Kersaint, Manuel, Vigier et autres ».

Tous ceux dont les noms figuraient dans cette liste n'étaient pas présents ; plusieurs s'étaient dérobés aux poursuites par la fuite. Le nombre de ceux qui furent traduits s'élevait à vingt-un¹. L'acte de prévention concernant Fauchet portait qu'il avait accueilli Charlotte Corday à Paris et l'avait conduite à la Convention nationale. De ce chef, il se trouvait avoir attenté à « l'unité et à l'indivisibilité de la République française, à la liberté et à la sûreté du peuple français » et, par suite, devenait le complice des Girondins.

Quelques jours auparavant, une instruction avait été ouverte, et les prévenus avaient été extraits, à tour de rôle, de la chambre cellulaire qu'ils occupaient et conduits au palais de justice pour y être interrogés isolément. Cette mesure eut lieu,

¹ Voici leurs noms : Brissot, Vergniaud, Gensonné, Duperret, Carra, Gardien, Dufriche-Valazé, Duprat, Sillery, Fauchet, Ducos, Boyer-Fonfrède, Lasource, L'Esterpt-Beauvais, Duchâtel, Minvielle, Lacaze, Lehardy, Boileau, Antiboul, Vigier.

« Il n'y avait, dit M. E. Biré, que vingt-un accusés à la barre du tribunal révolutionnaire, encore que ce procès soit désigné, dans tous les documents du temps et par la plupart des historiens de la Révolution, sous le nom de « Procès des vingt-deux ». (*Légende des Girondins*, p. 391).

pour l'évêque du Calvados, le 15 octobre. Il fut interrogé par le vice-président du tribunal révolutionnaire, Dumas, assisté du commis greffier, et en présence de l'adjoint de l'accusateur public.

Dans son interrogatoire, Dumas insista principalement sur les points suivants :

Fauchet avait-il eu des intelligences — et lesquelles — avec les députés fédéralistes du Calvados ? — Avait-il pris part — et dans quelle mesure — aux conciliabules tenus entre quelques membres de la Convention appartenant à divers départements ? — Enfin, connaissait-il Charlotte Corday et était-il au courant de ses projets ?

Sur le premier point, le prévenu reconnut avoir assisté « trois ou quatre fois, pour les intérêts de son département », aux réunions tenues par les députés du Calvados. Sur le second, il affirma n'avoir jamais pris part aux « conférences particulières formées entre les membres de diverses députations », bien qu'il y eût été invité.

Requis de dire quel était l'objet de ces conférences privées, dans quel local elles se tenaient et par qui il y avait été invité, il expliqua qu'elles avaient pour but de « s'opposer aux systèmes du côté gauche ou des Montagnards. Il a su que quelques-unes avaient été tenues au domicile de Valazé et à celui d'un député de la Corse dont il a oublié le nom ». Quant à citer tous ceux qui l'ont invité, cela ne lui est pas possible, sa mémoire n'étant pas assez fidèle pour se les rappeler. Il ne peut citer que Barbaroux et Guadet. De même, il n'a eu connaissance des mouvements contre-révolutionnaires qui ont eu lieu dans le Calvados que par des lettres et autres écrits adressés à Duperret par Barbaroux, et dont le premier lui donna communication.

Pour ce qui est de ses relations avec Charlotte Corday, sa déposition fut très nette. Il nia formellement avoir été

informé de l'arrivée comme du séjour de cette fille à Paris et avoir eu avec elle aucuns rapports ¹.

Cependant, le procès, commencé le 24 octobre, traînait en longueur. Après six jours écoulés, on n'avait encore entendu que neuf témoins ; de plus, les juges semblaient remués par l'éloquence entraînant et persuasive de Vergniaud ; ces tigres s'adoucissaient aux accents de ce nouvel Orphée. Mais la tyrannie veillait ; il lui fallait, coûte que coûte, prévenir un acquittement. Le 29, une députation du Club des Jacobins vient demander à la Convention « de débarrasser le tribunal des formes qui étouffent la conscience et empêchent la conviction » ; en termes plus clairs, d'interdire à Vergniaud et à ses coaccusés de se défendre : elle sollicite un décret autorisant les jurés à mettre fin aux débats, si leur conscience est suffisamment éclairée. Dans son servilisme, la Convention s'empresse de déférer à ce vœu. Dès le lendemain 30, après l'interrogatoire des accusés et avant qu'aucun d'entre eux, à part Vergniaud, eût commencé à se défendre, le jury se déclara suffisamment éclairé et le président proclama la clôture des débats.

Fauchet se proposait de prononcer, pour sa défense, un discours qui fut imprimé plus tard. Il s'y applique à réfuter l'accusation formulée contre lui et les autres prévenus, à savoir d'avoir conspiré contre « la liberté, l'unité et l'indivisibilité de la République et la sûreté du peuple français ».

« *La Liberté !* s'écrie-t-il, elle se trouve dans mes écrits, dans mes actions et dans mon âme ; je n'ai cessé de braver la mort pour elle.

» *L'Unité et l'Indivisibilité de la République !* Je les ai embrassées de toutes mes forces ; je pousse ce sentiment jusqu'à concevoir l'unité, l'indivisibilité du genre humain. Personne n'a parlé plus positivement que moi contre le

¹ Arch. nationales, W, 292.

fédéralisme ; tout ce qui peut être une semence de guerre entre les hommes libres m'est en horreur.

» *La Sûreté du Peuple français !* Je voudrais la cimenter de mon sang... Quel est l'ennemi réel du bonheur du peuple qui ne soit pas le mien ? Les royalistes, les aristocrates, les fanatiques, les anarchistes, les contre-révolutionnaires de toutes les sortes, les tyrans de toutes les espèces sont contre moi ; chaque adversaire de la véritable souveraineté du peuple est mon adversaire ; et, je le dis avec assurance, je l'ai bien mérité ».

« On parle, continue-t-il, de « conspiration ». Ma tâche n'est pas, en ce moment, de chercher où existe cette conspiration. C'est Brissot, ce sont les députés de la Gironde qu'on en accuse ; il leur appartient de s'en défendre. Je suppose qu'ils aient conspiré ; en quoi suis-je leur complice ? Je n'ai jamais eu de liaison avec eux ; beaucoup de leurs opinions politiques ne sont pas les miennes ». Mais ce n'est pas seulement sur ce point que Fauchet se sépare des Girondins ; il estime, à l'encontre de ceux-ci, — qui se réclament uniquement de la philosophie, — « qu'il faut fonder la liberté sur les consciences et la morale législative sur la religion ». Il ajoute malignement : « Je suis un bien petit esprit pour beaucoup de grands hommes, et l'on n'aurait pas daigné m'associer aux spéculations d'un gouvernement purement philosophique ».

Il en vient ensuite à ses prétendues relations avec Charlotte Corday. En peu de mots, il fait justice de cette accusation : « Il est maintenant constaté, dit-il, que Charlotte Corday m'était absolument inconnue et ne m'avait point parlé ; elle a même déclaré que, loin de m'avoir été adressée et de m'avoir confié son dessein, elle me méprisait, à raison de mes opinions religieuses ». Il se justifie, de même, d'avoir été impliqué dans le soulèvement du Calvados, auquel, non seulement il n'eut aucune part, mais fut même opposé, ce qui lui valut un blâme public du Comité des insurgés. Il affirme n'avoir, sur ce point, « rien écrit, rien signé qui pût servir de

prétexte à la malveillance », ni assisté à aucun des concilia-bules tenus par les députés de la Gironde. Quant au fait de son journal, on ne saurait sérieusement, observe-t-il, lui objecter cette publication, attendu qu'« il n'y a pas un seul mot qui tende à une prise d'armes, ni à un refus de soumission aux décrets ; où l'unité et l'indivisibilité de la République sont proclamées à chaque page ».

On l'accusait aussi d'avoir, dans la même feuille, mal parlé de Paris, de l'avoir « calomnié ». Il s'en défend énergiquement ; il proteste avoir parlé, au contraire, avec « le plus vif intérêt de cette cité centrale ». Ceux dont il a mal parlé, — et qu'il s'est bien gardé de confondre avec « les citoyens », — ce sont uniquement « les brigands salariés par l'aristocratie et par les puissances étrangères pour y souffler le désordre et l'anarchie ».

« Et comment, ajoute-il en terminant, — dans une péroraison aussi habile qu'éloquente. — comment n'aimerais-je pas Paris, citoyens ? C'est ici que j'ai passé presque ma vie entière, au sein de l'estime publique et de l'amitié. C'est avec les Parisiens, qui m'avaient honoré de la magistrature populaire, le 11 juillet 1789, que je suis allé, le 14, à la Bastille ; c'est d'eux que j'ai reçu, le premier, la couronne civique ; ce sont eux qui m'ont applaudi tant de fois dans ma gestion de la police révolutionnaire, dans mes quatre présidences à la Commune, dans mes prédications religieuses et patriotiques, dans mes expositions de l'ordre social au milieu des plus nombreuses assemblées qui se soient jamais réunies pour entendre un homme ; ce sont eux qui m'ont comblé des témoignages les plus touchants d'affection et de regrets lorsque la voix de la patrie m'a appelé dans le Calvados ; qui ont hautement approuvé le républicanisme qui me fit décréter de prise de corps par les agents de la cour ; ce sont eux-mêmes qui ont, pour ainsi dire, sanctionné les vœux des électeurs patriotes qui me portèrent, en échange de cette persécution, aux Assemblées nationales. Les Parisiens me

seront éternellement chers, quand même je devrais être, au milieu d'eux, la victime du zèle le plus pur qui ait jamais brûlé dans le cœur d'un citoyen.

» Je borne là ma défense Citoyens jurés et juges, je ne suis coupable de rien envers la République ; je suis plus qu'innocent envers la patrie. Prononcez¹ ».

A l'audience du 28 octobre, Chabot vint déposer contre l'évêque du Calvados, en cherchant à l'incriminer dans l'affaire du ministre Narbonne. Le prévenu expliqua qu'ayant été chargé, au nom des Comités de police et de surveillance réunis, de faire un rapport sur la dénonciation portée contre Narbonne, et de déclarer — toujours au nom des mêmes comités — qu'il n'y avait pas lieu à accusation, il l'avait fait. « Je le fis, dit-il, et je persiste à soutenir que Narbonne a plus fait en un mois que Duportail en deux ans, et qu'il a contrarié les projets de Bertrand et de Delessart² ».

Nouvelle et dernière séance le 30 ; elle s'ouvrit à neuf heures du matin. Le président posa à l'évêque du Calvados plusieurs questions au sujet de sa fameuse Lettre pastorale du 28 novembre 1792, qui fit tant de bruit et lui fut tant reprochée par le parti de la Montagne. Requis d'en exposer l'objet, le prélat s'expliqua en ces termes : « Je disais, dans cette Lettre, qu'un prêtre pouvait se marier, comme citoyen, mais que moi, simple évêque, je ne pouvais pas anéantir la discipline universelle qui ne permettait pas qu'un prêtre marié pût accomplir les fonctions ecclésiastiques ». Il ajouta qu'au reste l'Assemblée le décréta d'accusation, non pour la publication de cette Lettre, mais sur le soupçon d'avoir conduit Charlotte Corday à la Convention.

L'audience fut suspendue à deux heures ; la reprise avait été annoncée pour cinq heures ; il en était six lorsqu'elle

¹ Biblioth. nationale. (Imprimé in-4°, s. l. n. d.).

² Voir le compte rendu dans le *Moniteur*.

s'ouvrit. A sept heures, après le réquisitoire de l'accusateur public, Fouquier-Tinville, concluant à la peine de mort, les jurés sortent de la salle pour délibérer. Pendant ce temps, les accusés sont reconduits dans leurs cellules par les gendarmes. Les jurés ne reviennent qu'au bout de trois heures. Un grand silence règne dans la foule qui remplit la salle. Alors le président, Hermann, interpelle les jurés sur les deux questions suivantes :

« 1^o Est-il constant qu'il a existé une conspiration contre l'unité et l'indivisibilité de la République, contre la liberté et la sûreté du peuple français ?

» 2^o Jean-Baptiste-Pierre Brissot... [il cite les noms de chacun des prévenus]... sont-ils convaincus d'en être les auteurs et les complices ? »

La réponse unanime est affirmative sur l'une et l'autre des questions. En conséquence, le tribunal condamne à la peine de mort Jean-Baptiste Brissot et tous ceux qu'il vient de nommer.

Les accusés sont alors ramenés à l'audience. Le président leur fait lecture de la déclaration des jurés et du jugement du tribunal qui les condamne à la peine de mort dans les vingt-quatre heures. Un grand mouvement se produit parmi eux. Boileau, député de l'Yonne, lève son chapeau, et se tournant vers l'assistance : « Peuple, s'écrie-t-il, nous sommes innocents ! Peuple, on vous trompe ! » « Nous sommes innocents ! » répètent en chœur tous les condamnés. Soit crainte, ou croyance en la culpabilité des condamnés, l'auditoire garde le silence. Gensonné réclame la parole sur l'application de la loi, et, comme elle lui est refusée, ses compagnons s'indignent et protestent bruyamment. Les uns crient : « Vive la République ! » les autres invectivent leurs juges. Tout à coup, l'un d'eux pâlit, s'affaisse et tombe à la renverse : c'était Valazé. En entendant prononcer le jugement, il s'était enfoncé un stylet dans le cœur. Boyer-Fonfrède et Ducos, liés depuis longtemps par une étroite amitié,

se tenaient embrassés. Quant à Fauchet, il levait les yeux au ciel, semblant demander pardon à Dieu.

Le président mit fin à cette scène en ordonnant aux gardes d'emmener les condamnés. Il était onze heures et demie du soir.

Les deux compagnons de chambre de l'évêque du Calvados, dont nous avons parlé plus haut, Lamourette et Beugnot, sachant que le sort de leurs codétenus allait être décidé ce jour-là, attendaient avec angoisse le résultat final du procès. « Le jour du jugement, écrit le dernier, nous étions restés seuls [lui et Lamourette]. Le 2 novembre¹, sur les deux heures du matin, nous entendîmes la porte de notre chambre s'ouvrir avec fracas. Trois guichetiers, armés de flambeaux, y entrent avec empressement. Ils font l'inventaire du faible mobilier de nos compagnons et se mettent en devoir de l'emporter. Nous leur demandons s'ils sont jugés. Ils nous répondent que non [ils venaient de l'être ; ces hommes l'ignoraient sans doute], mais qu'ils ne reviendraient plus en prison, quel que soit l'événement du procès, et que c'est toujours chose faite que de débarrasser la chambre de leurs meubles ». L'auteur des *Mémoires* ajoute : « L'heure où se faisait cette expédition fournissait un triste commentaire au discours de ce guichetier, mais il est difficile de ne pas espérer ce qu'on désire fortement. Nous cherchions toujours à soulager notre douleur de la perte des autres, en nous flattant que Ducos, Fonfrède et Fauchet auraient échappé. Cette assurance s'accroît même pour ce dernier, lorsque, sur les sept heures et demie du matin, il envoya chercher son bréviaire, qui avait échappé à l'inventaire des guichetiers. Nous présumions que, peut-être, dans ces moments extrêmes, quelques-unes des victimes avaient été agitées par des souvenirs religieux, et que Fauchet restait auprès d'elles pour leur donner des consolations. Nous nous trompions : Fauchet

¹ L'auteur des *Mémoires* était mal servi par ses souvenirs. Il commet ici une erreur de date. Les Girondins furent condamnés dans la nuit du 30 au 31 octobre et exécutés le 31.

partageait l'honorable sort de ses collègues, et il voulait consacrer ses derniers moments à l'accomplissement d'un des devoirs de son état¹ ».

Beugnot nous fait, au même endroit de ses *Mémoires*, un curieux portrait de l'évêque du Calvados : il y a là des détails qui éclairent singulièrement cette étrange figure.

« Fauchet, dit-il, était né avec un cœur brûlant, une imagination vive jusqu'à l'exaltation, le goût du merveilleux et, — ce qui est le résultat de cette organisation, — un penchant décidé vers la crédulité. Élevé dans le culte catholique et nourri dans ses écoles, son esprit s'était fourvoyé de bonne heure au sein des prophéties, des miracles, des prodiges. L'évêché du Calvados l'avait distrait des rêveries du Cercle social, et il avait fini par être un prêtre de bonne foi. Chaque jour, il disait son bréviaire avec piété, lisait l'Écriture Sainte et déclamait un chapitre de l'Imitation. Le livre de l'Écriture pour lequel il avait le plus de penchant était l'Apocalypse. Il prétendait que c'était précisément la Révolution française que saint Jean avait vue de l'île de Pathmos, et convenait que, jusqu'à l'époque de la prise de la Bastille, il n'était pas aisé de l'entendre ; mais, depuis, l'explication coulait d'elle-même. Fauchet trouvait dans l'Apocalypse la naissance, les progrès, les triomphes des Jacobins, le règne de Robespierre, les noyades de Carrier, les fusillades de Collot et jusqu'aux carmagnoles de Barère. Il faisait souvent des rapprochements si frappants et les développait avec tant d'éloquence, qu'il émouvait le froid, le matérialiste Gensonné, et que Brissot restait stupéfait ».

Dans cette nuit mémorable, une fois l'exaltation des premiers moments calmée et le repas pris en commun terminé, les condamnés virent surgir devant eux le spectre de la mort. Alors leurs préoccupations devinrent graves et sérieuses.

¹ *Mémoires* du comte BEUGNOT, p. 181-182.

Malgré les saillies et la gaité affectée de Ducos, les plus stoïques, en présence des illusions détruites, des rêves ambitieux évanouis, au moment d'entreprendre le lointain voyage d'où personne ne revient, ne purent se défendre de donner accès dans leur âme aux sentiments religieux et de reporter leurs pensées vers l'au-delà de cette vie. Bientôt régna un silence à peine interrompu par quelques propos isolés; on entendait, par intervalle, des soupirs comprimés, des sanglots étouffés par la crainte de paraître faible devant la mort. C'était l'heure propice de la grâce. Deux prêtres, l'abbé Lothringer, ancien aumônier de l'Hôtel-Dieu de Paris¹, et l'abbé Lambert, ce dernier particulièrement lié avec Brissot, furent autorisés à voir les condamnés. Ils apportaient à ceux d'entre eux qui étaient disposés à en profiter les secours et les consolations de la religion. Brissot repoussa leur ministère; mais d'autres y eurent recours. Nous possédons, sur ce point, le témoignage de l'abbé Lothringer lui-même; il l'a exprimé dans une lettre écrite quatre ans plus tard, et qui a été publiée dans les journaux du temps. On y lit :

« Pour Fauchet, je puis vous dire positivement qu'il a abjuré non seulement ses erreurs sur la Constitution civile, mais aussi ce qu'il a prêché dans le temps à l'église Notre-Dame, ce qu'il a débité dans son Club dit *la Bouche de Fer* sur la loi agraire, le sermon de Franklin, etc.; qu'il a fait abjuration de toutes ses erreurs; qu'il révoquait son serment impie et son intrusion, après avoir fait sa profession de foi; ce qui occasionnait des murmures entre les gendarmes qui étaient présents, lesquels me disaient tout haut que je serais, au premier jour, guillotiné comme lui² ». L'auteur de cette

¹ Lothringer avait d'abord prêté le serment constitutionnel, et même avait accepté les fonctions de vicaire épiscopal de l'évêque Gobel; mais il se rétracta de bonne heure, et se montra fort zélé pour donner les secours de la religion à un grand nombre de victimes de la Terreur. (Sa rétractation a été insérée dans les *Annales catholiques*, t. III, n° 83).

² V. *Annales catholiques* de la 2^e édition de PICOT, p. 535. La même lettre a été publiée par le *Républicain français* du 6 fructidor an V.

lettre ajoute que Fauchet, après s'être confessé, confessa à son tour Sillery¹.

D'autre part, voici ce que M. Émery écrivait au Pape Pie VII, le 13 octobre 1795 :

« Je ne peux pas donner à Votre Sainteté la même certitude [que pour l'évêque de Lyon, Lamourette] du repentir de l'évêque intrus de Bayeux, le fameux abbé Fauchet, parce que, douze jours avant sa mort, il fut tiré de la chambre où il logeait avec moi pour être mis au secret ; mais ce qu'il avait commencé à me témoigner de ses sentiments et ce qu'il a fait depuis ne m'ont laissé guère de doutes à cet égard. L'avant-veille de sa condamnation, lorsqu'il traversait la cour pour aller au tribunal, il se détacha des gendarmes qui le conduisaient pour venir à moi et me demander le secours de mes prières ; et, le lendemain, jour où il savait que devait être prononcé son jugement, il se détacha encore de ses gendarmes pour me conjurer de lui donner ma bénédiction ;

¹ Fouquier-Tinville jugea sans doute inutile de renvoyer Sillery et Lasource au Luxembourg ; toujours est-il qu'ils passèrent à la Conciergerie les heures qui s'écoulèrent entre l'arrêt et l'exécution. (Cf. E. Biré, *Légendes des Girondins*, p. 424).

On peut se demander quelle fut, à cet égard, la conduite des autres Girondins. D'après M. E. Biré, quatre se confessèrent à l'abbé Lambert, et parmi eux Gensonné. (*Idem opus.*, p. 427). Nous lisons, par ailleurs, dans *la Revue des Deux-Mondes* :

« Contrairement à l'opinion courante, les Girondins qui furent condamnés par le tribunal révolutionnaire, le 30 octobre 1793, et qui montèrent à l'échafaud le lendemain, se confessèrent tous, à l'exception de Lasource, qui était protestant, et de Brissot, qui refusa seul les secours de la religion. Deux prêtres, préposés par l'évêque constitutionnel de Paris au service habituel des condamnés, se partagèrent la besogne. On connaît leurs noms ; on possède leur propre témoignage. Et cependant Michelet n'hésite pas à dire que, seuls, « l'évêque et le marquis » (Fauchet et Sillery) acceptèrent leur ministère ». (*Revue des Deux-Mondes*, n° du 15 décembre 1905, p. 816 : « La conversion d'un conventionnel : Mathurin Isnard », par T. WELVERT).

L'abbé Lothringer déclare que, pour sa part, il a entendu sept Girondins en confession.

et il savait très bien à quelles conditions seulement il pouvait l'obtenir¹ ».

Au dire d'un autre contemporain, « lorsqu'il [l'évêque du Calvados] se vit incarcéré, il se faisait visiter souvent par des prêtres auxquels il se confessait et qui lui administraient la sainte eucharistie ». Le même prétend que Fauchet fut accompagné jusqu'au pied de l'échafaud par l'abbé Lothringer qui lui donna, à ce moment, une dernière absolution².

En tout cas, le témoignage de l'abbé Lothringer est formel : il déclare expressément qu'il a confessé Fauchet et que celui-ci confessa à son tour Sillery. Au reste, le fait n'a été contesté, jusqu'ici, par aucun historien. Lamartine³, Michelet⁴, M. Aulard⁵ ne font pas difficulté de l'admettre. L'auteur d'un livre qui a paru au moment où ces pages s'imprimaient est le premier qui ait osé le révoquer en doute⁶. « De nombreuses légendes, écrit-il, dans un style qui sent plus le pamphlétaire que l'historien, ont couru sur les derniers moments des Girondins. Selon leur habitude, les cléricaux ont cherché à mettre la main sur leur âme, en essayant de démontrer qu'ils avaient renié leurs doctrines passées et qu'ils s'étaient réconciliés avec l'Église, tandis qu'en réalité ils moururent comme ils avaient vécu, en libres-penseurs ou bien en schismatiques⁷ »

Ainsi, Lamartine, Michelet, M. Aulard sont des « cléri-

¹ La lettre originale se trouve aux Archives du Vatican. Elle a été publiée en 1858 par le P. Theiner, dans son ouvrage intitulé : *Documents inédits sur les affaires de France*, t. I^{er}, p. 439.

² BISSON, *Mémoires manuscrits* déjà cités.

³ *Histoire des Girondins*, t. III, p. 147. — Edition illustrée, Paris, Chevalier.

⁴ *Histoire de la Révolution*, t. VI, p. 343.

⁵ *Histoire politique de la Révolution française*, p. 395.

⁶ *Un enfant du Bourbonnais pendant la Révolution : l'abbé Fauchet*, par J. CORNILLON. — In-8° de 264 pages; Moulins, 1908.

⁷ P. 255.

caux ». Michelet, M. Aulard, des cléricaux ! Qui s'en serait jamais douté ?

Rodrigue, qui l'eût cru ? — Chimène, qui l'eût dit ?

Mais il y a un point surtout que le même auteur ne peut se résoudre à admettre, un point qu'il n'admettra jamais, c'est que « les cléricaux » — M. le docteur Cornillon leur en veut décidément — aient « cherché à accaparer les mânes de Fauchet, afin que l'Église profitât de sa rétractation ¹ ». Quelle audace de la part de ces maudits « cléricaux » ! Ils « ont cherché » déjà « à mettre la main sur l'âme » des Girondins, et voilà qu'ils osent encore soutenir que « le grand orateur du Bourbonnais » a rétracté son serment schismatique ! Cela, M. le docteur ne le permettra pas ; ses idées en seraient par trop bouleversées. Car, s'il consent à admirer « le grand orateur du Bourbonnais », c'est uniquement, non parce que celui-ci fut « un grand orateur », mais bien parce qu'il fut « schismatique ». Il lui faut, audit docteur, un Fauchet schismatique, et schismatique non seulement pendant une période de sa vie, mais jusqu'à sa mort. Si on venait lui prouver que l'ancien évêque du Calvados s'est rétracté, à l'imitation de plusieurs de ses collègues, il cesserait d'être son homme et lui le renierait. Mais on ne le lui prouvera pas, car, ou il écarte les documents, ou il veut les ignorer. Comme l'abbé de Vertot, son siège est fait. Nous ne demanderions pas mieux que de laisser M. Cornillon dans sa douce illusion ; mais la vérité a des droits imprescriptibles devant lesquels l'historien est obligé de s'incliner :

Amicus Plato, sed magis amica veritas.

Qu'il le veuille ou non, Fauchet a rétracté ses principes schismatiques ; le docteur doit en prendre son parti : le témoignage de celui-là même entre les mains de qui la

¹ *Idem opus*, p. 256.

rétractation a eu lieu est formel. C'est lui, ne lui en déplaise, — et non l'auteur de la *Vie de M. Émery*, comme il l'en accuse élégamment, — qui « rêve et prend ses désirs pour des réalités ».

Quant à prouver que l'évêque constitutionnel du Calvados ne rétracta pas son serment, l'auteur de *Un enfant du Bourbonnais pendant la Révolution* ne l'essaie pas ; il se contente de l'affirmer ; c'est plus commode. Nous avons peine à croire cependant qu'il ait ignoré les déclarations si connues et si nettes de l'abbé Lothringer et de M. Émery, — qu'il appelle « le curé Émery ». C'est là, on en conviendra, une étrange manière d'écrire l'histoire, et dans laquelle il entre passablement de fantaisie.

Le lendemain 31, les condamnés montèrent dans les fatales charrettes, ayant avec eux — mais dans une charrette à part et plus petite — un compagnon muet et livide : le cadavre de Valazé. Ce jour-là, le temps était bas et pluvieux. Pendant le trajet, ils chantèrent en chœur des hymnes patriotiques ; ils se plurent, surtout à répéter ce couplet fameux de la *Marseillaise*, en en modifiant le dernier vers pour en faire l'application à leur situation présente :

Allons, enfants de la patrie,
Le jour de gloire est arrivé ;
Contre nous de la tyrannie
Le couteau sanglant est levé !

Le funèbre cortège était parti de la Conciergerie ; il lui avait fallu une heure pour se rendre à la place de la Révolution.

Au pied de la guillotine, tous s'embrassèrent, en chantant ce refrain si connu :

Plutôt la mort que l'esclavage,
C'est la devise des Français ¹.

Il était midi environ quand l'exécution commença et,

¹ *Révolutions de Paris*, n° 213, p. 148.

trente minutes après, vingt des juges du roi de France — nous ne comprenons pas Valazé, mort la veille — avaient comparu devant le Juge éternel.

Il n'y a jamais eu de doute sur le premier des Girondins livré à la mort : c'était Sillery, le plus âgé de tous — il avait cinquante-sept ans. On croit communément que Fauchet fut le second ; c'est lui, d'ailleurs, qui, par rang d'âge, venait après Sillery. Toutefois, à son sujet, les historiens sont moins affirmatifs ; cependant, il est expressément désigné dans les *Mémoires de Sanson*, publiés par son petit-fils. Ces *Mémoires* contiennent, sur les derniers moments de l'évêque du Calvados, plusieurs détails précieux que nous nous reprocherions de ne pas consigner ici.

L'auteur raconte que lorsque son grand-père, exécuteur des arrêts de la justice criminelle, entra dans l'avant-greffe avec ses aides, les condamnés y étaient déjà rassemblés. Ils formaient plusieurs groupes et s'entretenaient avec animation. Brissot, Sillery et Fauchet « causaient à voix basse dans un des angles de la pièce ». — Sanson décrit ensuite les préparatifs funèbres, puis il ajoute : « Fauchet et Sillery étaient retournés dans leur angle après l'appel ; ils paraissaient tellement absorbés par leur conversation, qu'il fallut les appeler à deux reprises ». Ce fut, sans doute, à cet instant que Fauchet reçut la confession de Sillery. Quand ils furent arrivés au pied de l'échafaud, continue l'auteur des *Mémoires*, « Fauchet paraissait abattu ; il priait avec beaucoup de ferveur ; chrétien, il voyait, dans l'heure qui allait sonner, non seulement la mort, mais le Juge ». Il nomme Sillery comme étant celui qui parut le premier sur la plate-forme, dont il fit le tour, « saluant les spectateurs à droite et à gauche, avec la même aisance et la même grâce que s'il eût été dans un salon ». « Après Sillery, dit-il, vint l'évêque Fauchet que deux aides durent soutenir pour l'aider à gravir les marches ». Comme on le voit, le témoignage de Sanson est formel et tranche un point sur lequel les historiens n'étaient pas bien fixés.

D'après Paganel, l'évêque du Calvados aurait manqué de

bravoure en face de la mort. « L'anéantissement de ses facultés morales et physiques, dit-il, était à son comble lorsque Fauchet arriva au lieu du supplice. Tels furent même les signes qu'il donna de regret, de repentir, de terreur, qu'il est permis de croire qu'ils étaient indépendants de son âme ¹ ».

Cet auteur paraît s'être mépris sur la nature des sentiments qui agitaient l'âme de Fauchet. La « terreur » qui l'angoissait n'était point la terreur de la guillotine : il la bravait depuis longtemps ; — maintes fois n'a-t-il pas dit qu'il y était voué ? — mais bien celle des jugements de Dieu ; c'était une terreur religieuse provenant d'une conscience demeurée, malgré bien des défaillances, foncièrement chrétienne. A cette heure, ne se croyant pas sans reproche, il tremblait à la pensée de paraître devant Celui à qui rien n'est caché. C'était sa vie, avec son mélange de bien et de mal, avec ses égarements, disons plus, avec ses fautes, qui se dressait devant lui, et il s'épouvantait du compte qu'il lui faudrait bientôt en rendre à Dieu. L'auteur des *Mémoires de Sanson* a mieux compris l'état d'âme de l'évêque du Calvados.

Le corps de Fauchet fut inhumé avec ceux de ses compagnons de supplice dans le cimetière de la Madeleine. Quelques jours plus tard, 5 novembre, Goyre Laplanche (de la Nièvre), voulant faire sa cour au parti qui venait de décapiter la Gironde, écrivait de Caen, où il avait été envoyé en mission, à la Convention : « Le fanatisme est anéanti ici et l'exécution de Fauchet a produit le plus grand plaisir dans le Calvados ² ».

Le jour même de l'exécution, un autre personnage qui, dans le grand drame qui se joua à Nevers comme ailleurs, remplit, dans cette ville, un des premiers rôles et se distingua par son exaltation, Socrate Damours, écrivait de Paris aux membres de la Société populaire de Nevers : « Les

¹ PAGANEL, *Essai historique et critique*, t. I^{er}, p. 442.

² AULARD, *Actes du Comité de salut public*, t. VIII, p. 246.

nouvelles du jour sont bien consolantes. On va guillotiner, ce matin, vingt-deux députés : les Brissot, Guadet, Vergniaud, Gensonné, abbé Fauchet et C^{ie} ¹ ».

Et, trois jours après, 13 brumaire (3 novembre), le même écrit triomphalement aux administrateurs du département de la Nièvre :

« Nos tyrans n'existent plus. La sainte guillotine nous en a débarrassés ; elle s'est appesantie vingt fois de suite sur ces têtes liberticides, le jour du repos de la première décade de brumaire [an II]. La Révolution marche à grands pas ² ».

Tel fut le sort de celui qui avait salué avec ivresse l'aurore de la Révolution, et dont nous avons essayé de retracer la vie. Pendant plusieurs années, Fauchet avait tonné contre la « tyrannie » et les « tyrans » et, aujourd'hui, il est broyé par une autre tyrannie, immolé par d'autres tyrans, ceux-là mêmes — ô ironie du sort ! — dont il avait appelé le règne !

Déception cruelle ! Il valait bien la peine
De charger un tyran du lourd poids de sa haine.

.
Si la gloire était moindre et le crime le même,
Que servaient le courroux et de cet anathème
Les sonores éclats ?

Fauchet mérite d'être jugé sévèrement. L'Église et les catholiques ne sauraient lui pardonner son intrusion ; tout au plus le temps où il vivait — car il ne faut pas oublier qu'une époque n'est pas une autre — pourrait-il être invoqué en sa faveur comme une circonstance atténuante. De plus,

¹ *Fragments de Délibérations, Adresses et Correspondance de la ci-devant Société populaire et de plusieurs de ses membres.* — Nevers, imprimerie J. Lefebvre l'aîné, rue de Loire, thermidor an III ; in-4^o de 4 pages.

² Arch. départ. de la Nièvre, série L. (Administration départementale, Personnel).

il fut — inconsciemment, il est vrai, — le fourrier de la Révolution sanglante. Mais la plupart de ses défauts et des excès auxquels il s'est laissé entraîner tiennent surtout à son caractère. Ame ardente, portée aux extrêmes, tempérament excessif, esprit indépendant jusqu'à la témérité, il manquait à Fauchet « un rien en apparence, une chose essentielle en réalité : la mesure ». Ce défaut, joint à une nature bouillante, explique sa facilité à se laisser emporter hors des bornes commandées par une droite raison. On peut lui appliquer ce que M. P. Thureau-Dangin a dit de Gladstone : « Son imagination, particulièrement inflammable, une fois échauffée sur un sujet, flambait violemment. Tout prenait alors à ses yeux des lueurs étranges et des proportions démesurées. Il voyait rouge et énorme, et, tout en croyant n'obéir qu'aux inspirations les plus nobles, il s'adonnait aux plus extrêmes emportements ¹ ».

Il y avait, dans Fauchet, à un degré sensible, de l'utopiste ; il s'y rencontrait aussi un mélange de naïveté et de mysticisme. Il était de ceux que Napoléon I^{er} appelait, non sans dédain, des « idéologues ». Que le vent des révolutions vienne à souffler sur ces cerveaux-là, il les exalte, les grise et, parfois, les détraque. C'est un peu ce qui advint pour Fauchet ; il fut possédé, comme pas un de ses contemporains, de la fièvre révolutionnaire ; il en résulta que sa vie fut celle d'un agitateur et surtout d'un agité.

D'autre part, on ne saurait lui refuser de réelles qualités : droiture de caractère, noblesse et générosité d'âme, bonté de cœur. Fauchet était incapable d'une action basse ; la méchanceté lui était inconnue ; pour rien au monde, il n'aurait voulu faire de mal à qui que ce soit ; aussi, il n'a pas craint, un jour, de porter cette sorte de défi :

« Est-il un seul de ces réfractaires enragés contre moi, qui publiaient et imprimaient les calomnies les plus ineptes ou

¹ « *La Renaissance catholique en Angleterre avant, pendant et après le Concile* ». (Correspondant du 10 février 1906, p. 494).

les plus brutales, à qui j'aie fait le moindre mal *personnel*? En est-il un qui ait à se plaindre d'un procédé de ma part, je ne dis pas désobligeant, mais peu honnête? Je n'en voulais qu'à l'erreur, à l'incivisme, aux obstacles opposés au bien public et jamais aux personnes¹ ».

D'après le témoignage de l'auteur des *Notes* sur sa vie, — lequel, à l'époque où il écrivait, devait être bien renseigné, et à qui sa haute valeur morale permet d'ajouter toute confiance, — Fauchet sut s'attirer l'estime et l'amitié des personnes qui l'approchèrent. « Malgré de déplorables erreurs, dit-il, il a laissé dans notre pays [le Calvados] une mémoire honorée et surtout chère à la plupart de ceux qui l'ont connu ». Le même écrivain ajoute, avec beaucoup de raison : « Pour le juger, il faut faire la part des temps et des circonstances ; c'était, nous le croyons, une généreuse et noble nature ; mais, avec sa tête ardente, il ne pouvait échapper à la fièvre révolutionnaire qui agitait alors la France² ».

A la fin de sa brochure, l'auteur revient sur le même sujet : « Il faut, dit-il, lui [à Fauchet] pardonner beaucoup. Ordinairement sa raison était dominée par la chaleur de sa tête, mais toutes ses aspirations partaient d'un cœur essentiellement droit et capable de tous les mouvements généreux³ ».

Un autre écrivain normand non moins impartial et non moins digne de foi, qui avait connu l'ancien évêque constitutionnel du Calvados, s'est exprimé sur son compte avec une égale modération. Sans méconnaître les torts du fougueux apôtre de la Révolution, il a su le juger avec équité et lui rendre la justice qui lui est due. Il écrit :

« On a dit beaucoup de mal de l'abbé Fauchet. Le seul exposé sommaire des faits de sa vie suffit peut-être pour l'excuser sur beaucoup de points.

» Les nécessités de sa position l'avaient placé entre deux

¹ *Journal des Amis*, 2^e série, n° du 12 janvier 1793, p. 72.

² TRÉBUTIEN, *Notes sur Claude Fauchet*, p. 1.

³ Page 45.

partis qui ne le ménageaient guère et avec lesquels il crut pouvoir user de représailles. Il se les permit violentes ; la fougue de son caractère l'emporta fréquemment, dans sa polémique, au delà des limites dans lesquelles, comme apôtre de la fraternité universelle, il eût dû se maintenir avec plus de soin qu'un autre.

» Tels furent ses torts réels, et, avec les circonstances du temps, ils ne furent peut-être pas tout à fait irrémissibles... » Il eut, d'ailleurs, — reproche d'intrusion à part, — le mérite de demeurer constamment chrétien, prêtre et évêque de nom et d'effet ; de vouloir prendre la religion chrétienne pour base de la réorganisation sociale et de ne jamais séparer la cause de la religion de celle de la liberté.

« Que le bien couvre le mal et que Dieu lui fasse la paix ⁴ ».

Deux choses, au moins, vaudront à l'abbé Fauchet l'indulgence de la postérité et mériteront peut-être qu'il lui soit beaucoup pardonné : sa sincérité et sa bonne foi, d'abord ; ensuite, son ardent amour du peuple, dont il se constitua, en toute occasion, l'avocat infatigable ; c'est aussi, — nous aimons à le supposer, — ce qui lui aura fait trouver grâce devant Dieu.

En tout cas, il est hors de doute que la dernière année passée par Fauchet sur cette terre inscrivit une belle page dans sa vie, et, cette page, il l'a scellée par une mort vraiment chrétienne. Cela rachète bien des fautes.

Il est permis de se demander quelle serait aujourd'hui l'attitude de cet ecclésiastique. Enfant docile de l'Eglise, respectueux de sa discipline et de sa hiérarchie, il serait vraisemblablement toujours républicain et toujours démocrate ; mais, — soit qu'on l'en eût excommunié ou qu'il s'en fût excommunié lui-même, — il ne ferait certainement pas partie du « Bloc ». En réalité, il ne faut pas l'oublier, —

⁴ *Souvenirs de l'Insurrection normande, d'ile du Fédéralisme, en 1793*, par F. VAULTIER, pp. 84 et 86. — Caen, 1858 (œuvre posthume).

et ce sera là son éternelle gloire et son éternel honneur, — l'ancien évêque constitutionnel du Calvados fut, en quelque sorte, un martyr de la liberté, de l'égalité et de la fraternité des peuples immolé par le « bloc » de la Convention.

Fauchet était d'une taille au-dessus de la moyenne ; il avait le front large et découvert, l'air imposant, la figure agréable, les yeux noirs, les cheveux châtain, le teint pâle et le visage ouvert ; l'ensemble de sa physionomie respirait la bonté et la candeur. Un de ses contemporains le dépeint sous les traits suivants :

« M. Fauchet était d'une belle stature : buste superbe, figure ovale un peu pâle, cheveux brun foncé, yeux grands et noirs, air imposant. Je ne crois pas avoir jamais vu un plus bel homme, plus intéressant, plus accompli ¹ ».

Un autre contemporain, moins sympathique et qui le connaissait moins, convient que Fauchet « était assez bel homme » ; mais, d'après lui, il avait « l'œil dur et le regard sombre ² ».

D'autre part, le prussien Reichardt, qui l'avait vu siéger à la Législative, a tracé de lui ce portrait :

« Fauchet est grand, émacié, d'une pâleur malade, l'air en dessous. Il est tranquillement assis à sa place, écoutant sans en avoir l'air, avec un vague sourire sur les lèvres, paraissant sommeiller, les bras croisés sur la poitrine ³ ».

« L'abbé Fauchet, rapporte un autre qui l'avait vu à la Convention, est un des plus beaux députés de l'Assemblée : ses traits respirent la douceur et la bienveillance ; il a remplacé le costume ecclésiastique par un habit brun foncé ⁴ ».

¹ Détails communiqués à M. TRÉBUTIEN. V. *Notes sur Claude Fauchet*, p. 51.

² Biblioth. municip. de Caen. (Manuscrit Esnault, n° 276, in-4°).

³ Cité par AULARD, *Les Orateurs de la Législative et de la Convention*, t. II, p. 107.

⁴ V. Edmond BIRÉ, *Journal d'un Bourgeois de Paris pendant la Terreur*.

Fauchet a dit de lui-même : « Un caractère surnois est ce qu'il y a de plus opposé à mon caractère : je suis confiant, je pense tout haut, et qui me voit lit au fond de mon cœur ¹ ».

Il existe plusieurs portraits du célèbre ecclésiastique. L'un d'eux le représente en jeune abbé. Il est ainsi décrit dans le *Guide pittoresque dans la Nièvre*, ouvrage publié en 1857 :

« Nous avons vu, dans notre enfance, son portrait [de l'abbé Fauchet] conservé par une de ses parentes chez laquelle nous allions souvent. Son visage, noble et doux, respirait la candeur d'une adolescence pieuse et recueillie ; ce n'était plus l'enfant, ce n'était pas encore l'homme, mais on sentait que ce serait un honnête homme et un grand cœur ».

L'auteur ajoute avec une timidité qui, à l'époque, n'allait pas sans quelque hardiesse :

« Quand nous entendons les passions politiques jeter le mépris ou l'horreur sur le nom d'un homme qui n'a commis souvent d'autre crime que celui de n'être pas de l'opinion de ceux qui parlent, nous nous rappelons le jeune et calme visage de Claude Fauchet nous souriant dans son cadre bruni, placé entre deux fenêtres qui s'ouvraient sur la plaine fertile bornée par le vert feuillage des bois où Dornes est situé. Ce regard et ce sourire répondent à tout ² ».

Ce portrait est resté dans la famille. On l'attribue au célèbre peintre David ³.

Les portraits les plus connus sont ceux de F. Bonneville et d'Ant. Croiset. On s'accorde à dire que le plus ressemblant est le premier. Il fut peint en 1791. C'est celui qui figure en tête du premier volume de cet ouvrage ; il a été reproduit d'après une photographie prise sur l'original lui-même. Celui-ci fait partie des portraits historiques conservés à la bibliothèque de

¹ *Religion nationale*, p. 274, en note

² *Guide pittoresque dans la Nièvre*, par M^{lle} E. Chevalier, p. 324. — Nevers, P. Bégar, imprim., 1857.

³ L'abbé Fauchet le fit faire probablement lors de son premier séjour à Paris, à l'époque où il était jeune précepteur.

la ville de Caen. L'administration municipale l'acquiesce d'un brocanteur. Il est d'une ressemblance si frappante qu'au dire d'un amateur érudit, des vieillards qui, dans leur jeunesse, avaient eu occasion de voir plusieurs fois l'ancien évêque du Calvados, n'hésitèrent pas à le reconnaître ¹.

Au-dessous du portrait dessiné par lui-même, Croiset a

¹ MANCEL, « *Note sur le portrait de Fauchet de la bibliothèque de Caen* », dans le *Bulletin des Antiquaires de Normandie*, t. Ier, p. 541, année 1861.

Cela confirme ce qu'on lit dans le *Patriote français* du 28 novembre 1792. Après avoir fait l'annonce de ce portrait, au prix de trois livres, à Paris, au bureau du Cercle social, rue du Théâtre-Français, n° 4, cette feuille ajoute :

« Le portrait, sur tous ceux qui ont paru jusqu'à ce jour, a, non seulement le mérite de la ressemblance la plus frappante, mais aussi celui d'être exécuté dans la dernière perfection. Il est orné des attributs qui conviennent au caractère de cet homme célèbre ». Les « attributs » dont il est ici parlé ne figurent pas dans le portrait original, ni dans les premières gravures qui en furent faites.

Il y est dit que le portrait se vend aussi « chez l'auteur, rue de l'Arbre-Sec, maison de M^e Monnot, notaire, vis-à-vis la rue Bailleul, n° 11 ».

Il existe un certain nombre de portraits de Fauchet au Cabinet des estampes, à Paris. Ils sont mentionnés dans le *Catalogue des portraits français et étrangers conservés au département des Estampes*, et rédigé par DUPLESSIS. (Paris, G. Rapilly, 1898 ; t. III). En voici la nomenclature :

I. — Gravure à l'eau-forte (anonyme). Fauchet y est représenté en buste, de trois quarts à gauche, dans un rond [fragment].

II. — Gravure par A. G. En buste, de trois quarts à droite.

III. — Gravure par GIRARDET, d'après F. Bonneville. En buste, de trois quarts à droite, dans un médaillon ovale.

IV. — Gravure par PÉRIEUX, d'après Le Champion. En buste, de profil à droite, dans une bordure ovale.

Au bas, on lit l'inscription suivante :

« CLAUDE FAUCHET,
» Évêque du Calvados et député à l'Assemblée nationale.

» Le fanatisme et l'ignorance
En vain contre son innocence.

Font siffler leurs serpents et lancent leur poison ;

Sa voix, des préjugés perçant la nuit obscure,

A terrassé l'orgueil, confondu l'imposture,

Et fait triompher la Raison ».

(Par M. HAILLET DE LAMPRÉ).

Et, plus bas, ces maximes tirées, — à part le vers d'Horace, — des discours ou écrits de Fauchet :

« Celui qui rejette l'or des tyrans est libre ». — « *Si fractus illabatur*

~~~~~

~~~~~

~~~~~



représenté les attributs rappelant les principaux événements qui ont marqué la vie de l'abbé Fauchet : la crosse épiscopale s'entre-croisant avec un bâton surmonté du bonnet de la Liberté ; plus bas, le livre des Évangiles et des bandes de parchemin sur lesquelles on lit : *Religion nationale*. — *Sermons*. — *Discours sur la Liberté*. — *Discours sur le Contrat social de Rousseau prononcés au Cirque*. Dans un coin, à droite, on aperçoit les tours de la Bastille sur lesquelles flotte une oriflamme ; à gauche, formant pendant, l'Hôtel de Ville. Enfin, ces deux vers, qui sont censés résumer la vie du personnage :

Dans la chaire, au Sénat, citoyen, orateur,  
Qui le voit, qui l'entend l'aime et lit dans son cœur.

Les deux artistes ont peint Fauchet au physique ; nous nous sommes appliqué, dans cette Biographie, à le peindre au moral. Ils ont pu le faire avec plus de talent ; ils ne sauraient y avoir apporté plus de conscience. Si notre étude n'a pas d'autre mérite, elle possède du moins — nous croyons pouvoir nous rendre ce témoignage — celui d'être une œuvre de sincérité et de probité.

*orbis, impavidum ferient ruinæ* ». — « S'assure-t-on sur l'alliance qu'a faite la nécessité ? » — « *Sumus legum servi ut liberi vivamus* ».

V. — Gravure par PÉRONARD. En buste, de trois quarts à droite.

VI. — Publ. par PICHEQUIN. En buste, de trois quarts à gauche, dans une bordure ovale.

VII. — Gravure par Aug. DE SAINT-AUBIN et Ant. CROISSET, et dessin par le second. En buste, de trois quarts à droite, dans une bordure ovale.

VIII. — Gravure par SANDOZ, d'après F. Bonneville. En buste, de trois quarts à droite, dans une bordure ovale.

IX. — Gravure par VÉRITÉ. En buste, de trois quarts à gauche, dans une bordure ovale.

X. — Publ. par VILLENEUVE. En buste, de face.

Cette dernière gravure se trouve également au musée céramique de Nevers.

FIN

# TABLE ALPHABÉTIQUE

## DES NOMS DE PERSONNES

### A

Adam (abbé) II, 144, 145.  
Aguesseau (d') I, 8.  
Aiguillon (duc d') II, 252.  
Alais I, 301.  
Albitte II, 184.  
Allais I, 284. — II, 89, 94, 115, 116,  
160, 161, 166, 167.  
Amard II, 337.  
Amette (M<sup>gr</sup>) I, 196.  
Andrieu (M<sup>gr</sup>) I, 202.  
Anfrye I, 340, 345, 355, 366.  
Ansaume II, 13.  
Antiboul II, 337.  
Argouges I, 259.  
Artur II, 40.  
Asseline I, 28.  
Aubert II, 286, 287, 288, 289.  
Aubin II, 261.  
Aulard I, v, 107. — II, 348, 349.  
Avoine II, 332.

### B

Babeuf I, 201.  
Bacon I, 153.  
Bailly I, 99, 101, 102, 103, 104, 108, 109,  
110, 112, 123, 125, 129, 317, 371.  
Bajot I, 360. — II, 3, 31, 32, 70, 80,  
81, 83, 292, 330, 332.  
Ballier I, 7.  
Balzac I, 205.  
Barbaroux II, 317, 318, 324, 326, 328,  
329, 337, 338.  
Barère I, 151. — II, 311, 317, 349, 345.  
Barnave I, 317.

Barruel I, 131. — II, 163, 167.  
Baschet I, 338.  
Basire II, 177, 178, 191, 195.  
Baudre (de) II, 293.  
Bayeux (George) I, 234, 359. — II, 150,  
152, 153, 154.  
Beaumont (Christophe de) I, 62, 133,  
134, 165.  
Bécherel II, 58, 60.  
Bellegarde (Dubois de) II, 184.  
Belleil I, 307, 308, 309.  
Benet (A.) I, x.  
Bernard (de Saintes) II, 177, 191, 196.  
Bernard (abbé) II, 287.  
Bernardin de Saint-Pierre I, 21, 89.  
Berthault I, 345.  
Bertrand II, 342.  
Beugnot I, 317. — II, 334, 344.  
Bidot I, 309.  
Biet II, 31, 82.  
Bigne (de la) II, 141.  
Biroteau II, 337.  
Bisson I, 2, 20, 21, 231, 267. — II, 80,  
252.  
Blanchard II, 144.  
Boigne (comtesse de) II, 168.  
Boileau II, 337, 343.  
Bonnemie I, 340.  
Bonneville (F.) II, 185, 358.  
Bonneville (N.) I, 146, 147, 148, 164, 165,  
168, 169, 171, 173, 175, 176, 177, 221,  
222, 223, 247, 275, 276.  
Bonvoisin II, 3, 6.  
Bord (G.) I, 185, 186.  
Borderie (de la) I, 114. — II, 202.  
Borel I, 378.

Bossuet (Jacques-Benigne) I, 134.  
 Bougon-Langrais II, 201, 219, 257.  
 Bourgeois II, 48.  
 Boutidoux (Ledeist de) I, 83, 85.  
 Boutry II, 13.  
 Bouvet II, 112.  
 Boyer II, 337.  
 Brault (M<sup>gr</sup>) II, 57, 85, 86, 331.  
 Bretecoq II, 13.  
 Bretteville (M<sup>me</sup> de) II, 325, 328.  
 Briard II, 143.  
 Brissot I, 115, 151. — II, 177, 182, 189,  
 196, 302, 337, 340, 343, 345, 346, 347,  
 351, 353.  
 Brugière II, 290.  
 Brusson II, 91, 92, 93.  
 Buchez I, 330.  
 Buée II, 332.  
 Bunouville I, 268.  
 Busnel II, 136, 137.  
 Butaud-Dupoux II, 35.  
 Buzot II, 324, 325, 337.

## C

Cachin I, 284. — II, 254.  
 Cagliostro I, 143, 185.  
 Caille I, 233, 260. — II, 11, 106.  
 Calon (M<sup>lle</sup> de) II, 182, 248.  
 Calon (M<sup>me</sup> de) II, 182, 245, 332.  
 Calon (de) II, 245, 248.  
 Cambon II, 140, 311.  
 Carbonnel (de) II, 74.  
 Carpentier (Le) II, 6.  
 Carra II, 337.  
 Carrier II, 345.  
 Caseneuve II, 227.  
 Castel I, 303. — II, 13, 26, 29.  
 Cérulti II, 28.  
 Césaire (Père) I, 7.  
 Chabot II, 177, 181, 186, 187, 188, 189,  
 194, 196, 325, 342.  
 Chaix d'Est-Ange I, 119, 269, 292, 303,  
 321, 324, 332, 334, 341, 352, 353, 354,  
 361, 366, 371, 372. — II, 3, 14, 15,  
 16, 30, 71, 72, 80, 152, 154, 257, 293.  
 Charbonnel I, 269, 270. — II, 30, 38,  
 39.  
 Charrier de la Roche I, 242, 277. — II,  
 89.

Chaumont (Rey de) I, 141.  
 Chemin II, 157.  
 Chénier (André) II, 124.  
 Chéron-Labruyère II, 184.  
 Cheylus (de) I, 224, 229, 235, 240, 267,  
 268, 307. — II, 62, 108, 168.  
 Chignard I, 83, 85.  
 Chitel I, 378.  
 Choiseul (cardinal de) I, 3, 4, 5.  
 Choiseul (marquis de) I, 3, 9.  
 Cicé (de) I, 134.  
 Cloutz (baron de) I, 164, 185, 197, 217,  
 223.  
 Cognet (Anne) I, 26.  
 Collot d'Herbois II, 233, 345.  
 Compère II, 159.  
 Condorcet I, 149, 151. — II, 177.  
 Corday (Charlotte) II, 144, 295, 318,  
 325, 326, 328, 329, 337, 338, 340, 342.  
 Cordier I, 363.  
 Cornillon II, 349.  
 Coulon (Antoine) I, 26.  
 Coulon (Garan de) II, 27, 29.  
 Coupé I, 79.  
 Créqui (marquise de) I, 28.  
 Crestey II, 116.  
 Croiset (Ant.) II, 358, 359.  
 Croisilles (de) II, 33, 70, 71, 80, 86.  
 Cussy (de) I, 387.

## D

Dabit II, 54, 65, 70, 78, 81, 293.  
 Damars II, 280.  
 Damours (Socrate) II, 352.  
 Dancerville I, 268.  
 Danctoville II, 57.  
 Danton II, 216, 233, 276, 307, 326.  
 Dardant I, 20.  
 Daubeterre II, 187.  
 David II, 358.  
 Decantes I, 27.  
 Dechinchamp I, 26.  
 Degron II, 159.  
 Dejean I, 232, 253, 256, 258, 260, 383.  
 Delacroix II, 327.  
 Delarue I, 282.  
 Delaunay I, 345, 376. — II, 164, 166.  
 Delavigne I, 82, 85.

Delessart I, 390. — II, 134, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 185, 342.  
 Deschanel (Paul) I, 204.  
 Deslandes (chanoine) I, x, 238.  
 Deslandes (abbé) II, 55.  
 Desmoulins (Camille) I, 151, 167, 169, 219.  
 Despréaux (Simien) I, 269, 270. — II, 30, 70, 41, 78, 291, 292, 293.  
 Dessillons II, 159.  
 Donet (Françoise) I, 27.  
 Donet (abbé) II, 33, 34, 35, 70, 82, 83.  
 Dorimond I, 113.  
 Drumare II, 115, 116.  
 Dubois-Dubay I, 231. — II, 13, 20, 151.  
 Dubois-Crancé II, 221.  
 Dubourg (M<sup>lle</sup>) I, 324.  
 Ducastel II, 140.  
 Duchâtel II, 337.  
 Duchesne II, 36, 335.  
 Ducos II, 116, 121, 337, 343, 344, 346.  
 Dufay II, 92.  
 Dumas (Mathieu) II, 184.  
 Dumont I, 388.  
 Dumouchel I, 246.  
 Dumouriez II, 300.  
 Duperrét II, 326, 328, 329, 337, 338.  
 Duportail II, 343.  
 Duprat (abbé) I, 68, 337.  
 Dupré (George) I, 27.  
 Duquet I, 104.  
 Dussaulx I, 85, 213. — II, 317, 318.  
 Duval II, 56.

**E**

Emery (abbé) II, 331, 332, 333, 334, 347, 350.  
 Emmery II, 184.  
 Epée (abbé de l') I, 37, 132, 133, 135, 136, 137.  
 Esnault I, 28.  
 Esterpt-Beauvais II, 337.

**F**

Farinot (Père) I, 7.  
 Fauchet (Guillaume) I, 1, 26. — II, 35, 85.  
 Fauchet (Nicolas) I, 1.  
 Faudois I, 259.

Fermont II, 337.  
 Féron II, 3, 6.  
 Ferrières (de) II, 185.  
 Flesselles (de) I, 82, 86, 118.  
 Fonfrère II, 337, 343, 344.  
 Fontaine (de la) II, 42.  
 Fontanges (de) I, 25, 29.  
 Fortier II, 129.  
 Foulon (de) I, 118, 235.  
 Fouques I, 263.  
 Fouquier-Tinville II, 332, 343, 347.  
 Franchet de Rhan (de) I, 5.  
 François I<sup>er</sup> I, 68, 69, 71.  
 Franklin I, 112, 138, 141.

**G**

Gardien II, 337.  
 Gardin de Néry I, 340, 354, 366.  
 Gardin de Villers, I, 377.  
 Gasnier I, 269. — II, 30, 67, 70, 78, 81, 83, 202, 291, 293.  
 Gastebled I, 343.  
 Gaudon II, 42, 135.  
 Gauthier II, 330.  
 Gensonné II, 337, 343, 345, 347, 353.  
 Gerle (dom) I, 187.  
 Gerville (Cahier de) II, 172.  
 Gèvres (cardinal de) I, 50.  
 Girard (abbé) II, 62.  
 Girard II, 142.  
 Girardet II, 185.  
 Gladstone II, 354.  
 Gobel I, 213, 247. — II, 33, 179, 288, 290, 346.  
 Godard I, 29, 238, 247.  
 Godéchal I, 296, 297, 300.  
 Goguet II, 266.  
 Gomet I, 218.  
 Gorsas I, 312. — II, 164, 182, 337.  
 Goupilleau II, 191, 195.  
 Grangeneuve II, 177, 178, 189, 196, 337.  
 Gravier (G.) I, x.  
 Grégoire (abbé) I, 187, 213. — II, 81, 227.  
 Guadet II, 196, 324, 337, 338, 353.  
 Guérin I, 377.  
 Guilbert II, 159.  
 Guillot II, 135.  
 Guyon (Joseph) I, 26.

**H**

Hallot I, 340, 371.  
 Hébert (de Maizières) I, 230, 231, 271.  
 — II, 31, 32, 48, 202.  
 Hébert (de Vaucelles) II, 3, 39, 45, 54, 68, 76.  
 Hébert (de Mortaux) II, 293.  
 Hélie II, 163, 165.  
 Hénault II, 92.  
 Henriot II, 317, 319.  
 Hermann II, 337, 343.  
 Héroult I, 378.  
 Houx (de) II, 54.  
 Hoquet (Voir Calon [M<sup>me</sup> de]).  
 Hunier II, 38.

**I**

Ireland (M<sup>gr</sup>) I, 192.  
 Isnard II, 317, 318, 337.

**J**

Jamond II, 122.  
 Janvier (abbé) I, 140.  
 Jardin II, 144.  
 Jarry II, 112.  
 Jaucourt II, 184.  
 Joubert I, 371.  
 Jouenne I, 347, 359.  
 Jourdain II, 56.  
 Juigné (M<sup>gr</sup> de) I, 99, 104, 132, 213, 269.  
 Jullienne-Ducoudray I, 388, 389.  
 Jumilly (Gohier de) I, 231. — II, 33, 136, 291.

**K**

Kersaint II, 337.

**L**

Labbey II, 135.  
 Laberge II, 102.  
 Labrousse (M<sup>lle</sup> de) I, 142, 143.  
 Lacauve II, 33, 78.  
 Lacaze II, 337.  
 Lacos I, 169, 170, 214.  
 Lacour (Charles de) I, 366.

Lacroix (de) I, 263. — II, 27, 45, 311.  
 La Fayette (de) I, 81, 100, 103, 108, 109, 110, 112, 317. — II, 196, 216, 300.  
 Lagonnelle II, 59.  
 La Harpe I, 60, 171, 172, 173, 174, 178, 274, 275.  
 Lalande II, 209, 227.  
 Lamartine II, 327, 348.  
 Lambert II, 346, 347.  
 Lamennais I, 190, 201.  
 Lameth I, 317.  
 Lamourette II, 183, 184, 334, 344, 347.  
 Langénieux (cardinal) I, 204.  
 Lanjuinais II, 317, 318, 324, 337.  
 Lanthenas II, 317, 318.  
 Laplanche (Goyre) II, 352.  
 Larcher (de la Londe) I, 331, 337, 338.  
 Larigot II, 33.  
 Larivière II, 13.  
 Laroche-Charlier I, 213.  
 Larochevoucauld (cardinal de) I, 47.  
 Larochevoucauld (duc de) I, 317.  
 Lasource II, 331, 337, 347.  
 Launay (de) I, 82, 85, 86.  
 Lavie I, 386.  
 Le Baron II, 43.  
 Le Blanc (André), I, 210.  
 Le Blanc-Beaulieu II, 290.  
 Le Bourgeois II, 60.  
 Lebourgeois II, 328.  
 Le Bret I, 359.  
 Le Chapelier I, 317.  
 Le Chevalier II, 38.  
 Lecointre II, 280.  
 Lecouturier I, 297.  
 Le Coz II, 121, 180, 181.  
 Lécuyer II, 31, 82, 84.  
 Le Doulcet II, 201.  
 Leduc II, 159.  
 Lefessier II, 60.  
 Lefèvre (Marie) I, 307.  
 Lefèvre (f<sup>e</sup>) II, 92.  
 Lefèvre (abbé) II, 63, 64.  
 Leflaguais I, 264.  
 Lefort II, 14.  
 Legier (Anne) I, 1.  
 Legendre II, 73, 232.  
 Legrand II, 245.  
 Legros II, 33, 54, 72, 73, 78, 149.



Le Hardy II, 281, 337.  
 Lelard I, 340.  
 Lemaire II, 290.  
 Le Mâle (abbé) I, ix, x.  
 Lemanissier (Gabriel) I, 384.  
 Lemanissier (Louis) I, 384.  
 Lemarchand II, 85.  
 Lemasson II, 91, 92.  
 Le Menand II, 31, 82.  
 Le Moussu II, 108, 109.  
 Lenormand II, 56.  
 Lenôtre (G.) II, 246.  
 Léon XIII I, 201, 204, 205.  
 Léon X I, 68, 71.  
 Le Rat II, 99.  
 Le Roi II, 13.  
 Le Roy I, 363. — II, 13, 14.  
 Le Roy (abbé) II, 112.  
 Le Saunier I, 229.  
 Letellier I, 377.  
 Letual II, 292.  
 Levasseur II, 158.  
 Levoivenel II, 158.  
 Lindet (Robert) II, 58, 249.  
 Lindet (Thomas) II, 58, 60, 61, 249, 268, 274.  
 Litrty I, 340.  
 Loiseau II, 144.  
 Lomont I, 260, 261, 347. — II, 13, 151, 177, 178.  
 Lorge (M<sup>lle</sup> de) I, 270.  
 Lothringer II, 346, 347, 348, 350.  
 Loucelles (de) II, 43.  
 Louis XI I, 68.  
 Louis XVI I, 17, 18, 21, 30. — II, 8, 9, 13, 107, 203, 206, 214, 215, 216, 217, 218, 220, 221, 222, 224, 226, 230, 237, 273, 288, 295, 303.  
 Loustalot I, 110.  
 Louvet II, 324, 337.

## M

Mably I, 156.  
 Mahieu II, 290.  
 Maillane (Durand de) II, 282, 283.  
 Maille (de) II, 62.  
 Mailly I, 247.  
 Mallet du Pan I, 182.  
 Manneville (de) II, 141.

Manuel II, 337.  
 Marat I, 320. — II, 178, 189, 190, 195, 196, 198, 216, 228, 229, 232, 256, 276, 300, 307, 319, 325, 326, 328, 329.  
 Marbos II, 227.  
 Marchais I, 112.  
 Marduel I, 10, 209, 246.  
 Marie II, 159.  
 Mariette II, 81.  
 Marmontel I, 60.  
 Marre (de) I, 340.  
 Martin (Henri), I, 160.  
 Martin (abbé), II, 93, 267.  
 Mauger II, 41, 95.  
 Maure II, 281.  
 Maury (abbé) I, 28, 29, 30, 32. — II, 38.  
 Mathieu I, x.  
 Meautry (de) I, 260, 262. — II, 13, 24, 28, 151.  
 Menard II, 6.  
 Menou (de) I, 124, 126.  
 Méricourt (Théroigne de) II, 252.  
 Mérimée (Prosper) I, ix.  
 Merlin II, 184, 191, 195.  
 Mermillod (M<sup>s</sup>) I, 192.  
 Mesmer I, 142.  
 Michel I, 127, 238, 247. — II, 159.  
 Michelet II, 54, 56, 81, 347, 348, 349.  
 Minvielle II, 337.  
 Mirabeau I, 109, 317. — II, 210.  
 Miraudot I, 246.  
 Moisson I, 356.  
 Molière I, 77.  
 Molleville (de) II, 176.  
 Montaud II, 191, 195.  
 Montesquieu I, 156.  
 Moulland I, 340, 345. — II, 31, 83.  
 Mouton II, 46.  
 Mulot I, 230, 231. — II, 92, 93.

## N

Narbonne (de) II, 185, 186, 187, 188, 190, 191, 192, 288, 303, 342.  
 Necker II, 173.  
 Nicolle I, 332, 338.  
 Noailles (de) I, 8.  
 Nodier (Ch.) I, 146.  
 Noël II, 159.

## O

Orléans (Louis-Philippe d') I, 30.  
Orléans (dit Egalité) I, 32. — II, 303.

## P

Pache II, 300.  
Paganel II, 351.  
Palloy I, 226, 234, 235.  
Palm (M<sup>me</sup>) I, 178, 179.  
Pastoret I, 317.  
Pelley (Le) I, 377.  
Pétion I, 129. — II, 182, 196, 324, 337.  
Peuchet, 111, 112.  
Peyne (Thomas) I, 151.  
Pezet I, 331.  
Phelipeaux (George-Louis de) I, 24,  
25, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 52.  
Pichard II, 42.  
Picquot II, 146.  
Pie VI I, 209.  
Pie X I, 201.  
Poirot II, 27.  
Pommiès II, 33, 78, 83, 84, 293.  
Portelier II, 33, 78, 86, 291.  
Portalis II, 57.  
Postel II, 124.  
Poupinet I, 362. — II, 59, 238.  
Préfein (Goupil de) I, 149, 151, 162,  
218, 247, 248, 251.  
Prise (de la) I, 224, 225, 226, 227, 228,  
232, 260, 276, 277. — II, 258, 259.  
Prud'homme I, 128. — II, 179.  
Puysegur (de) I, 25, 29, 52.

## Q

Quillet II, 35.  
Quincy (Quatremère de) II, 121.

## R

Radonvilliers (Lysarde de) I, 9, 22.  
Rameau I, 212.  
Ramond II, 184.  
Raould I, 340, 371.  
Raynal I, 156.  
Renault II, 14, 95, 129.

Renouard I, 359.  
Richard II, 101, 129.  
Richer I, 359.  
Richier II, 93.  
Rivière I, 347, 359, 388.  
Robespierre I, 107. — II, 196, 197, 198,  
216, 222, 232, 245, 276, 307, 317, 345.  
Roland II, 189, 278, 279, 280, 302.  
Roland (M<sup>me</sup>) I, 43, 151.  
Rosée II, 108.  
Rousseau (J.-J.) I, 113, 156, 158, 159,  
160, 162, 167, 183, 195, 222.  
Roussel II, 92.  
Rovère II, 211.  
Royer II, 227.

## S

Saint-Hurugues (marquis de) II, 182.  
Sales II, 337.  
Salle (de la) I, 81, 82.  
Sanaudon II, 227.  
Sansou II, 92, 351.  
Santerre II, 11, 182.  
Saurine II, 227.  
Scévole (de) I, 24.  
Séguiran (de) I, 50.  
Séguin I, 302. — II, 227.  
Seigle I, 339.  
Septier I, 340.  
Sèze (de) II, 221.  
Sicard I, 76.  
Sicot II, 62, 159.  
Sigismond-Lacroix I, v.  
Sillery II, 332, 337, 347, 348, 351.  
Soanen I, 134.  
Soldini I, 21.  
Soulavie II, 54.  
Spinosa I, 159, 160.  
Staël (M<sup>me</sup> de) II, 186, 188.  
Suffren (de) I, 26, 210.  
Surirey I, 324.

## T

Talmeyer (M.) I, 188.  
Tanevot I, 228, 239.  
Tardif I, 340.  
Target II, 252.  
Terray II, 125.

Théot (Catherine) I, 142.  
Thibault I, 227.  
Thibault-Danisy I, 363.  
Thureau-Dangin (P.) II, 354.  
Thuriot II, 182.  
Tigerie (de la) II, 157.  
Tinseau (de) I, 2, 3, 20, 51, 52.  
Tollet (Guillaume) I, 210, 212.  
Torné II, 121, 122, 180.  
Tousey (Le) II, 42, 135.  
Trolong I, 340.  
Turgot I, 62.

**V**

Vailly (de) II, 40, 84.  
Valady II, 337.  
Valant II, 54.  
Valazé II, 337, 343, 350, 351.  
Valframbert II, 56.

Vardon II, 13, 151, 177, 178.  
Vaublanc I, 317.  
Veniard-Deschamps II, 62.  
Vente (de la) I, 303.  
Vergniaud II, 196, 337, 339, 353.  
Vieillard I, 371, 379, 380, 386, 387.  
Vienot-Vaublanc II, 184.  
Vigier II, 337.  
Villars II, 227.  
Villaux II, 135.  
Villette I, 165.  
Vincendon I, 238.  
Viriot I, 26, 27.  
Voltaire I, 163, 165, 167, 168, 180.

**W**

Wandelincourt II, 227.  
Wimpfen (de) I, 345, 364, 366, 376, 377,  
387.



# TABLE DES MATIÈRES

---

## CHAPITRE XIII

### SON ÉLECTION A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

|                                                                                                                                                         | Pages |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Élection de Claude Fauchet à l'Assemblée législative. — Manifestations en sa faveur. — Son élection, d'abord contestée, est finalement validée. . . . . | 1     |

## CHAPITRE XIV

### CLERGÉ CONSTITUTIONNEL DU CALVADOS

|                                                                                                                                                                                                   |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Les vicaires épiscopaux de Fauchet. — Election et installation des nouveaux curés. — Leur recrutement. — Organisation du service religieux à la cathédrale. — Administration diocésaine . . . . . | 30 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

## CHAPITRE XV

### PERSÉCUTIONS CONTRE LES PRÊTRES INSERMENTÉS

|                                                                                                                                                                                                             |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Troubles occasionnés par la diversité des opinions religieuses. — Discours prononcés par Fauchet dans les débats qui eurent lieu à l'Assemblée législative, à propos des prêtres « réfractaires » . . . . . | 88 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

## CHAPITRE XVI

### TROUBLES A CAEN ET A VERNON

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Persécutions contre les prêtres insermentés ( <i>suite</i> ). — Emeute du 5 novembre 1791, à Caen. — Affaire de Vernon. — Meurtre du procureur général-syndic de Bayeux. — Chasse aux prêtres réfractaires. — Obéissant à la loi du 26 août 1792, le clergé fidèle du Calvados quitte la France et s'embarque pour l'Angleterre. . . . . | 134 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|



## CHAPITRE XVII

**ROLE DE FAUCHET A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

Il dénonce le ministre de l'intérieur Delessart à l'Assemblée législative. — Il est dénoncé lui-même à la Société des Jacobins. — Son nom est rayé de la liste des membres de cette Société. — Il répond à ses proscripteurs. — Les électeurs du Calvados l'envoient siéger à la Convention. . . 170

## CHAPITRE XVIII

**SON ATTITUDE DANS LE PROCÈS DE LOUIS XVI**

Opposition rencontrée par Fauchet à la Convention. — Il fonde le *Journal des Amis*. — Procès de Louis XVI. — Fauchet prend part aux débats. — Il se prononce contre la peine de mort. — Son retour à des idées plus modérées : il se rapproche des Girondins. . . . . 203

## CHAPITRE XIX

**LUTTE CONTRE L'ATHÉISME**

L'évêque du Calvados publie une Lettre pastorale condamnant le divorce et le mariage des prêtres. — Elle soulève contre lui les partis avancés. — Plusieurs municipalités jacobines du Calvados en interdisent la publication. — Le prélat s'élève contre ces interdictions et maintient ses ordonnances. 240

## CHAPITRE XX

**IL EST PROSCRIT AVEC LES GIRONDINS**

Fauchet poursuit, dans le *Journal des Amis*, sa campagne contre les Montagnards et leurs partisans. — Il est impliqué de complicité dans l'attentat de Charlotte Corday, puis décrété d'accusation avec les Girondins, et interné à l'Abbaye. 295

## CHAPITRE XXI

**LA PRISON ET LA MORT**

Fauchet est transféré à la Conciergerie. — Il y rencontre M. Emery. — Son procès et celui des Girondins. — Il est condamné à mort. — Ses derniers moments. — Sa fin chrétienne. . . . . 331

## TABLE DES PLANCHES

---

|                                                                                                       | Pages   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| La Vertu fuit, le Crime l'épouvante . . . . .                                                         | 32-33   |
| Le Temps ou le Moissonneur moderne. (Fauchet fauchant<br>les Vertus). . . . .                         | 144-145 |
| Les Couches de M. Target . . . . .                                                                    | 250-251 |
| Fac-similé de l'écriture de l'abbé Fauchet. (Lettre adressée<br>à Bernardin de Saint-Pierre). . . . . | 288-289 |

---



## ERRATA

---

### TOME 1<sup>er</sup>

- Page v, alinéa 2, ligne 2 : au lieu de calvadossienne, lire *calvadosienne*.
- Page 17, alinéa 3, ligne 1 : au lieu de 1788, lire 1778.
- Page 60, alinéa 3, ligne 1 : au lieu de 1787, lire 1774.
- Page 151, alinéa 1, ligne 7 : au lieu de M<sup>me</sup> Rolland, lire *M<sup>me</sup> Roland*.
- Page 279, » ligne 10 : supprimer le mot *Condé*.
- Page 325, alinéa 2, ligne 3 : au lieu de Plaine des Ifs, lire *Plaine d'Ifs*.
- Page 354, alinéa 2, ligne 21 : au lieu de Aufrye, lire *Anfrye*.
- Page 366, » ligne 1 : même correction.
- Page 372, alinéa 4, ligne 4 : au lieu de <sup>1</sup>, lire <sup>2</sup>.

### TOME II

- Page 204, note : au lieu de 1792, lire 1793.
- Page 209, alinéa 1, ligne 2 : après 5 janvier, ajouter 1793.
-

NEVERS, IMP. G. VALLIÈRE

















Charrier, J.

92

F271

Claude Fauchet

92

F271



